

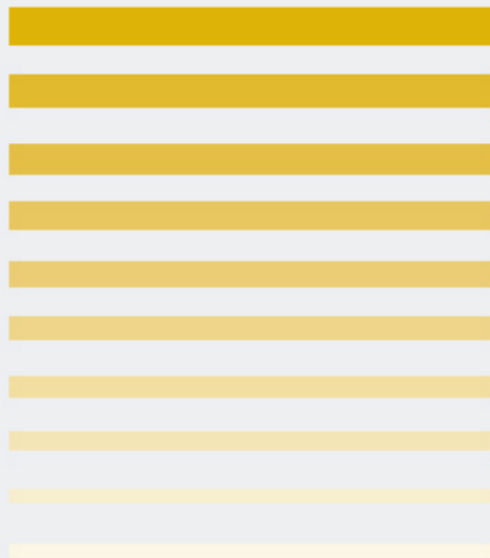


Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 11 - Numéro 19

15 mai 2014



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2014

ISSN 1710-4149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	6
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Bureau de décision et de révision	10
2.1 Rôle d'audiences	
2.2 Décisions	
3. Distribution de produits et services financiers	83
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	189
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Fonds d'assurance-dépôts	
4.6 Autres décisions	

5. Institutions financières	196
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Autres décisions	
6. Marchés de valeurs et des instruments dérivés	205
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Agréments et autorisations de mise en marché de dérivés	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées	319
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	
8. Entreprises de services monétaires et Contrats publics	535
8.1 Avis et communiqués	
8.2 Réglementation	
8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires	
8.4 Autorisation de contracter / sous-contracter avec un organisme public	
8.5 Autres décisions	
9. Régimes volontaires d'épargne-retraite	545
9.1 Avis et communiqués	
9.2 Réglementation	
9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite	

9.4 Autres décisions

Liste des acronymes et abréviation :

- Autorité : Autorité des marchés financiers
instituée en vertu de la LAMF
- BDR : Bureau de décision et de révision
- CSF : Chambre de la sécurité financière
- ChAD : Chambre de l'assurance de dommages
instituée en vertu de la LDPSF
- OAR : Organismes d'autoréglementation et
organismes dispensés de reconnaissance
à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la
surveillance de l'Autorité
- OCRCVM : Organisme canadien de réglementation
du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Bureau de décision et de révision

2.1 Rôle d'audiences

2.2 Décisions

2.1 RÔLES D'AUDIENCES



RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
1.	R Jean-Louis Kègle et Les Entreprises D.P.P. inc. (<i>Lacoursière LeBrun avocats s.e.n.c.r.l.</i>) I Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>) M Caisse Desjardins Godefroy et Raymond Chabot inc.	2012-034	Claude St Pierre	15 mai 2014 9 h 30	Requête pour levée partielle de l'ordonnance de blocage
2.	D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>) I Vilaron Compagnie et Simon Vodovos	2013-015	Claude St Pierre	15 mai 2014 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, d'interdiction d'opérations sur valeurs et de mesures propres au respect de la loi <i>Audience pro forma</i>
3.	D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>) I Abeco courtiers d'assurances inc. Diane Fortin et Fortin Ouellet Assurances inc. (<i>Tremblay, Bois, Mignault, Lemay, S.E.N.C.R.L.</i>)	2014-011	Claude St Pierre	15 mai 2014 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de mesure propre au respect de la loi et de suspension d'inscription <i>Audience pro forma</i>



RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
4.	D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>) I Conseils Hilbroy inc. et Jean-François Amyot (<i>Davies Ward Phillips & Vineberg s.e.n.c.r.l, s.r.l.</i>) M Banque Royale du Canada	2011-026	Jean-Pierre Cristel	20 mai 2013 10 h	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage
5.	D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>) I Jean-François Roy	2014-015	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	21 mai 2014 9 h 30	Interdiction d'exercer l'activité de conseiller en valeurs et en dérivés, interdiction d'opérations sur valeurs et sur dérivés, mesure propre au respect de la loi et imposition de pénalité administrative <i>Audience pro forma</i>
6.	D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>) I Asim Ahmed (faisant notamment affaires sous la raison sociale Entreprises Financial Bloomer) (<i>M^e Louis-Nicholas Coupal</i>) I Mahmood Ahmed et Le Groupe Financier Bloomer inc. M Interactive Courtage Canada, Banque de Montréal et Banque Toronto Dominion	2014-019	Jean-Pierre Cristel	21 mai 2014 10 h	Contestation d'une décision rendue <i>ex parte</i> <i>Audience pro forma</i>



RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
7.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Omniarch Capital Corporation	2014-017	Jean-Pierre Cristel	23 mai 2014 10 h	Demande d'imposition de pénalité administrative Audience <i>pro forma</i>
8.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Daniel L'Heureux, 9248-8543 Québec inc. et Nosfinances.com inc. (Aide juridique de Montréal) M Caisse Desjardins du Grand-Coteau et Caisse Populaire Hochelaga-Maisonneuve	2011-031	Jean-Pierre Cristel	27 mai 2014 10 h	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage



RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
9.	D Autorité des marchés financiers <i>(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)</i> I Claude Lemay, Claude Lemay consultant inc. <i>(Woods s.e.n.c.r.l.)</i> I Barbara Bernier <i>(Miller Thomson Pouliot s.e.n.c.r.l.)</i> I Jean-Pierre Perreault <i>(Greenspoon Perreault, s.e.n.c.r.l.)</i> I Daniel L'Heureux, 9248-8543 Québec inc. et Nosfinances.com <i>(Shurman Longo Grenier, Avocats)</i> M Banque de Montréal, Caisse Desjardins des Bois- Francs, Banque Nationale du Canada et TD Canada Trust	2012-045	Jean-Pierre Cristel	27 mai 2014 10 h	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage
10.	D Autorité des marchés financiers <i>(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)</i> I Jean-Louis Kègle et Les Entreprises D.P.P. inc. <i>(Lacoursière LeBrun avocats s.e.n.c.r.l.)</i>	2012-034	Claude St Pierre	3 juin 2014	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage
11.	D Autorité des marchés financiers <i>(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)</i> I Jacques Gauthier <i>(Woods s.e.n.c.r.l.)</i>	2013-014	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	3 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative



RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
12.	D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>) I Jacques Gauthier (<i>Woods s.e.n.c.r.l.</i>)	2013-014	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	4 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative
13.	D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>) I Jacques Gauthier (<i>Woods s.e.n.c.r.l.</i>)	2013-014	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	5 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative
14.	D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>) I Jacques Gauthier (<i>Woods s.e.n.c.r.l.</i>)	2013-014	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	6 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative
15.	D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>) I Assurances Annie Chaussé inc. et Annie Chaussé (<i>Robert Jodoin, Société d'avocats, s.e.n.c.r.l.</i>) I Daniel Messier Courtier d'assurance et services financiers inc.	2013-028	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	9 juin 2014 10 h	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de conditions à l'inscription, de mesure propre au respect de la loi, de radiation et de suspension d'inscription



RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
16.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Assurances Annie Chaussé inc. et Annie Chaussé (Robert Jodoin, Société d'avocats, s.e.n.c.r.l.) I Daniel Messier Courtier d'assurance et services financiers inc.	2013-028	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	11 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de conditions à l'inscription, de mesure propre au respect de la loi, de radiation et de suspension d'inscription
17.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Louis-Robert Lemire (Séguin Racine, Avocats)	2014-003	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	11 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalité administrative et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur <i>Audience pro forma</i>
18.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Groupe Depretis inc. et James De Pretis (Miller Thomson s.e.n.c.r.l.)	2014-014	Lise Girard Claude St Pierre	13 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives, de mesures propres au respect de la loi, de suspension d'inscription, de conditions à l'inscription et d'interdiction d'agir à titre de dirigeant <i>Audience pro forma</i>
19.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I André Gauthier et 9131-7156 Québec inc.	2014-016	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	13 juin 2014 9 h 30	Demande d'interdiction d'opérations sur dérivés, d'imposition de pénalités administratives et mesure propre au respect de la loi



RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
20.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Gestion de Fonds O'Leary, S.E.C. (Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l.)	2013-018	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	16 juin 2014 10 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives
21.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Gestion de Fonds O'Leary, S.E.C. (Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l.)	2013-018	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	17 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives
22.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Investissements Nubia inc., Georges Pierre Jr, Serge St-Martin et Marie-Esther Dumond (Deveau, Bourgeois, Gagné, Hébert & associés sencrl) M Banque ING du Canada	2014-010	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	17 juin 2014 9 h 30	Contestation d'une décision rendue <i>ex parte</i> <i>Audience pro forma</i>
23.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Gestion de Fonds O'Leary, S.E.C. (Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l.)	2013-018	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	18 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives

RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
24.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Affluent Group Corp., Ali Haida Tarafdar et Sean Pugliese	2014-002	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	18 juin 2014 9 h 30	Demande d'interdiction d'opérations sur valeurs, de mesure propre au respect de la loi et de pénalités administratives <i>Audience pro forma</i>
25.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Gestion de Fonds O'Leary, S.E.C. (Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l.)	2013-018	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	19 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives
26.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Virginie Dionne-Bourassa et Charles Beaudet (Woods s.e.n.c.r.l.)	2014-012	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	19 juin 2014 9 h 30	Demande d'impositions de pénalités administratives <i>Audience pro forma</i>
27.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Réjean Côté (Le Palier juridique inc.)	2014-004	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	23 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de mesure propre au respect de la loi, de suspension d'inscription et de radiation d'inscription <i>Audience pro forma</i>



RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
28.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I 9207-7833 Québec inc., Carmelina Salvatore Gutta, Francesco Gutta, Carmelo Gutta et Giancarlo Gutta	2014-021	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	25 juin 2014 14 h	Demande de mesure propre au respect de la loi Audience <i>pro forma</i>
29.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Michel Galipeau (Poupart, Dadour, Touma et Associés)	2013-034	Claude St Pierre	26 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative Audience <i>pro forma</i>
30.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Yvan Cayer, Concept Global V.I.P. inc. et Services financiers Yvan Cayer inc. (Cabinet de services juridiques inc.)	2014-001	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	26 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de conditions à l'inscription, de mesure propre au respect de la loi et de suspension d'inscription
31.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Yvan Cayer, Concept Global V.I.P. inc. et Services financiers Yvan Cayer inc. (Cabinet de services juridiques inc.)	2014-001	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	27 juin 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de conditions à l'inscription, de mesure propre au respect de la loi et de suspension d'inscription



RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
32.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Assurexperts Pierre Auchu inc. et Pierre Auchu (Tremblay Bois Mignault Lemay, s.e.n.c.r.l.)	2013-036	Claude St Pierre	3 juillet 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives, de mesure propre au respect de la loi, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de conditions à l'inscription et de suspension d'inscription <i>Audience pro forma</i>
33.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Marc-Éric Fortin (personnellement et faisant affaire sous les raisons sociales : One-Land films (Les films une Terre) et Mark-Érik Fortin, producteur et One-Land (Une terre) et 1-Monde et Les films 1-Monde) Mathieu Carignan, Karine Dépatie, Karine Lamarre, Roland Chaput, Jean-François Gagnon, Geneviève Cloutier (Gagnon), Corporation One Land du Canada inc., Lovaganza 2015 et Fer Rouge Creative Company (Osler, Hoskin & Harcourt, S.E.N.C.R.L., s.r.l.) M Banque de Montréal et Banque CIBC	2014-007	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	7 juillet 2014 9 h 30	Demande d'ordonnance de blocage, d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, de mesure propre au respect de la loi



RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
34.	<p>D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)</p> <p>I Marc-Éric Fortin (personnellement et faisant affaire sous les raisons sociales : One-Land films (Les films une Terre) et Mark-Érik Fortin, producteur et One-Land (Une terre) et 1-Monde et Les films 1-Monde) Mathieu Carignan, Karine Dépatie, Karine Lamarre, Roland Chaput, Jean-François Gagnon, Geneviève Cloutier (Gagnon), Corporation One Land du Canada inc., Lovaganza 2015 et Fer Rouge Creative Company (Osler, Hoskin & Harcourt, S.E.N.C.R.L., s.r.l.)</p> <p>M Banque de Montréal et Banque CIBC</p>	2014-007	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	8 juillet 2014 9 h 30	Demande d'ordonnance de blocage, d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, de mesure propre au respect de la loi
35.	<p>D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)</p> <p>I Marc-Éric Fortin (personnellement et faisant affaire sous les raisons sociales : One-Land films (Les films une Terre) et Mark-Érik Fortin, producteur et One-Land (Une terre) et 1-Monde et Les films 1-Monde) Mathieu Carignan, Karine Dépatie, Karine Lamarre, Roland Chaput, Jean-François Gagnon, Geneviève Cloutier (Gagnon), Corporation One Land du Canada inc., Lovaganza 2015 et Fer Rouge Creative Company (Osler, Hoskin & Harcourt, S.E.N.C.R.L., s.r.l.)</p> <p>M Banque de Montréal et Banque CIBC</p>	2014-007	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	9 juillet 2014 9 h 30	Demande d'ordonnance de blocage, d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, de mesure propre au respect de la loi



RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
36.	<p>D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)</p> <p>I Marc-Éric Fortin (personnellement et faisant affaire sous les raisons sociales : One-Land films (Les films une Terre) et Mark-Érik Fortin, producteur et One-Land (Une terre) et 1-Monde et Les films 1-Monde) Mathieu Carignan, Karine Dépatie, Karine Lamarre, Roland Chaput, Jean-François Gagnon, Geneviève Cloutier (Gagnon), Corporation One Land du Canada inc., Lovaganza 2015 et Fer Rouge Creative Company (Osler, Hoskin & Harcourt, S.E.N.C.R.L., s.r.l.)</p> <p>M Banque de Montréal et Banque CIBC</p>	2014-007	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	11 juillet 2014 9 h 30	Demande d'ordonnance de blocage, d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, de mesure propre au respect de la loi
37.	<p>D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)</p> <p>I Marc-Éric Fortin (personnellement et faisant affaire sous les raisons sociales : One-Land films (Les films une Terre) et Mark-Érik Fortin, producteur et One-Land (Une terre) et 1-Monde et Les films 1-Monde) Mathieu Carignan, Karine Dépatie, Karine Lamarre, Roland Chaput, Jean-François Gagnon, Geneviève Cloutier (Gagnon), Corporation One Land du Canada inc., Lovaganza 2015 et Fer Rouge Creative Company (Osler, Hoskin & Harcourt, S.E.N.C.R.L., s.r.l.)</p> <p>M Banque de Montréal et Banque CIBC</p>	2014-007	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	14 juillet 2014 9 h 30	Demande d'ordonnance de blocage, d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, de mesure propre au respect de la loi

RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
38.	<p>D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>)</p> <p>I Assurances crédit Virage inc. et Chantal Thibodeau (<i>Beauvais Truchon, s.e.n.c.r.l.</i>)</p> <p>I Assurexperts inc. et Benoit Frenette (<i>Étude Jean Cantin</i>)</p>	2014-008	Claude St Pierre	15 juillet 2014 14 h	<p>Demande d'imposition d'une pénalité administrative, de mesure de redressement, de mesure propre au respect de la loi, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de suspension d'inscription, de radiation d'inscription et de conditions à l'inscription</p> <p><i>Audience pro forma</i></p>
39.	<p>D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>)</p> <p>I Yvon Perreault (<i>Dunton Rainville Avocats</i>)</p> <p>I Caisse Desjardins de Joliette</p>	2014-013	Claude St Pierre Jean-Pierre Cristel	29 juillet 2014 9 h 30	Demande d'ordonnance de blocage, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller et d'interdiction d'opérations sur valeurs
40.	<p>D Autorité des marchés financiers (<i>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</i>)</p> <p>I Francesco Candido (<i>Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.</i>)</p> <p>I Alexander Asgary et Benjamin Sherman (<i>Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L., s.r.l.</i>)</p>	2014-005	Claude St Pierre	8 décembre 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur

RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
41.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Francesco Candido (Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.) I Alexander Asgary et Benjamin Sherman (Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L , s.r.l.)	2014-005	Claude St Pierre	9 décembre 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur
42.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Francesco Candido (Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.) I Alexander Asgary et Benjamin Sherman (Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L , s.r.l.)	2014-005	Claude St Pierre	10 décembre 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur
43.	D Autorité des marchés financiers (Contentieux de l'Autorité des marchés financiers) I Francesco Candido (Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.) I Alexander Asgary et Benjamin Sherman (Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L , s.r.l.)	2014-005	Claude St Pierre	11 décembre 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur

RÔLE DES AUDIENCES

N°	PARTIES	N° DU DOSSIER	MEMBRE(S)	DATE	NATURE
44.	D Autorité des marchés financiers <i>(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)</i> I Francesco Candido <i>(Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.)</i> I Alexander Asgary et Benjamin Sherman <i>(Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L , s.r.l.)</i>	2014-005	Claude St Pierre	12 décembre 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur
45.	D Autorité des marchés financiers <i>(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)</i> I Francesco Candido <i>(Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.)</i> I Alexander Asgary et Benjamin Sherman <i>(Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L , s.r.l.)</i>	2014-005	Claude St Pierre	15 décembre 2014 9 h 30	Demande d'imposition de pénalités administratives et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur

Le 15 mai 2014

Légende :

D : Partie demanderesse I : Partie intimée R : Partie requérante
M : Partie mise en cause IT : Partie intervenante

Coordonnées :

Salle d'audience : Salle Paul Fortugno
500, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 16.40, Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : (514) 873-2211 Télécopieur : (514) 873-2162
Courriel : secretariat@bdr.gouv.qc.ca

2.2 DÉCISIONS

BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2014-013

DÉCISION N° : 2014-013-001

DATE : Le 8 avril 2014

EN PRÉSENCE DE : **M^e CLAUDE ST PIERRE**
M^e JEAN-PIERRE CRISTEL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, personne morale ayant un établissement situé au 800, Square Victoria, 22^e étage, C.P. 246, tour de la Bourse, Montréal (Québec) H4Z 1G3
Partie demanderesse

c.

YVON PERREAULT, résidant et domicilié au [...], Joliette (Québec) [...]
Partie intimée

et

CAISSE DESJARDINS DE JOLIETTE, personne morale légalement constituée ayant son siège social au 575, rue Notre-Dame, Joliette (Québec) J6E 3H8
Partie mise en cause

ORDONNANCES DE BLOCAGE, D'INTERDICTION D'OPÉRATIONS SUR VALEURS ET D'INTERDICTION D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE CONSEILLER

[art. 249, 265 et 266, *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, art. 93 et 115.9, *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2]

M^e Jean-Nicolas Wilkins
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureur de l'Autorité des marchés financiers

Date d'audience : Le 28 mars 2014

DÉCISION

[1] L'Autorité des marchés financiers (l'« *Autorité* ») a, le 27 mars 2014, saisi le Bureau de décision et de révision (le « *Bureau* ») d'une demande d'audience *ex parte* visant à obtenir les conclusions suivantes à l'encontre d'Yvon Perreault, intimé en l'instance :

- Une ordonnance de blocage;
- Une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs; et
- Une ordonnance d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller.

[2] Cette demande est adressée en vertu des articles 93, 94 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*¹ et des articles 249, 265 et 266 de la *Loi sur les valeurs mobilières*².

[3] La demande de l'Autorité a été présentée en vertu de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, selon lequel il est loisible au Bureau de prononcer une décision affectant défavorablement les droits d'une personne sans audition préalable, lorsqu'un motif impérieux le requiert.

[4] L'Autorité a déposé avec sa demande l'affidavit requis par l'article 19 du *Règlement sur les règles de procédure du Bureau de décision et de révision*³, en vertu duquel une demande fondée sur des motifs impérieux doit être accompagnée d'une déclaration sous serment écrite à l'appui des faits de la demande et des motifs impérieux. Une copie de la demande et de l'affidavit est jointe à la présente.

[5] Une audience *ex parte* a eu lieu le 28 mars 2014 au siège du Bureau afin que l'Autorité puisse présenter sa demande.

LA DEMANDE

[6] Le Bureau reproduit ci-après les allégations de l'Autorité de sa demande:

I. INTRODUCTION

1. Par la présente Demande, la Demanderesse, l'Autorité des marchés financiers (ci-après l'« **Autorité** »), demande au Bureau de décision et de révision (ci-après le « **Bureau** »), de bien vouloir :

- prononcer une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs et une ordonnance d'interdiction d'agir à titre de conseiller à l'encontre de l'Intimé (ci-après « **Perreault** »);
- prononcer une ordonnance de blocage à l'encontre de Perreault afin que celui-ci ne se départisse pas, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens qu'il a en dépôt ou dont il a la garde ou le contrôle, notamment auprès de la Mise en cause, la Caisse Populaire de Joliette, ayant son siège social au 575, rue Notre-Dame, Joliette (Québec) J6E 3H8 (ci-après la « **Caisse** »), dans le compte numéro [...9601] (ci-après le « **Compte 9601** »);
- prononcer une ordonnance de blocage à l'encontre de la Caisse afin que celle-ci ne se départisse pas des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle pour Perreault, notamment dans le Compte 9601;

et ce, pour les motifs énoncés ci-après.

II. LES PARTIES

A) LA DEMANDERESSE

2. L'Autorité est l'organisme responsable de l'application, notamment, de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (ci-après la « **LVM** ») et elle exerce les fonctions qui y sont prévues conformément à l'article 7 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2 (ci-après la « **LAMF** »);

B) L'INTIMÉ

i. **PERREAULT**

3. Depuis le ou vers le mois d'octobre 2013, Perreault est directeur d'agence pour la région de Mauricie Lanaudière, pour l'Ordre des Chevaliers de Colomb;

¹ L.R.Q., c. A-33.2.

² L.R.Q., c. V-1.1.

³ (2004) 136 G.O. II, 4695.

4. Auparavant, soit depuis au moins l'année 2000, Perreault était conseiller fraternel pour les Chevaliers de Colomb et desservait les districts de Saint-Tite, Saint-Thècle, La Tuque et Lac St-Jean comme agent d'assurance auprès des Chevaliers de Colomb;
5. L'Ordre des Chevaliers de Colomb serait un rassemblement mondial d'hommes catholiques qui compte plus de 1,5 million de membres;
6. Cette organisation a créé une société de secours mutuel qui offre un programme d'assurance au seul bénéfice des membres et de leurs familles;
7. La société détient un permis émis en application de la *Loi sur les assurances*, L.R.Q., c. A-32, lequel lui permet d'exercer ses activités au Québec dans les catégories d'assurance sur la vie et assurance contre la maladie et les accidents, tel qu'il appert de l'attestation portant le numéro 2014-DCDE-0001;
8. À titre de conseiller fraternel et/ou de directeur d'agence pour les Chevaliers de Colomb, Perreault n'est pas représentant en assurance de personnes en vertu de l'article 3 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2;
9. Perreault n'est pas inscrit auprès de l'Autorité à titre de courtier en valeurs mobilières, tel qu'il appert de l'attestation d'absence de droit de pratique;
10. Perreault n'est pas un émetteur assujetti inscrit auprès de l'Autorité;
11. Perreault n'a pas déposé de prospectus auprès de l'Autorité, tel qu'il appert de l'attestation d'absence de prospectus émise par l'Autorité;
12. Perreault n'a pas bénéficié de dispense d'effectuer le dépôt de prospectus auprès de l'Autorité, tel qu'il appert de l'attestation d'absence de prospectus;

III. LES FAITS

a) LA DÉNONCIATION

13. Le ou vers le 17 septembre 2013, l'Autorité a reçu une dénonciation à l'effet que Yvon Perreault aurait sollicité des membres des Chevaliers de Colomb, auxquels il avait accès en vertu notamment de son statut de « conseiller fraternel », afin de procéder aux placements d'une forme d'investissement assujettie à l'application de la LVM;

b) L'ENQUÊTE INSTITUÉE PAR L'AUTORITÉ

14. Le 4 octobre 2013, un enquêteur de l'Autorité a été assigné au dossier afin d'enquêter sur l'allégation d'activités de placement de valeurs effectuées par Yvon Perreault;
15. Selon la preuve recueillie à ce jour dans le cadre de cette enquête, il appert que Perreault a procédé aux placements d'une forme d'investissement assujettie à l'application de la LVM, et ce, sans avoir obtenu un prospectus visé par l'Autorité;
16. Il appert également que Perreault a exercé l'activité de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières, et ce, sans être inscrit à ce titre auprès de l'Autorité;

c) LES PLACEMENTS VISÉS PAR LA LVM

17. Les investisseurs concernés par la présente Demande sont tous soit des membres du mouvement de l'Ordre des Chevaliers de Colomb, soit des membres de leur famille;
18. En tant que conseiller fraternel pour les Chevaliers de Colomb, Perreault inspire la confiance auprès des membres et de leur famille;
19. Au surplus, dans le cadre de ses rencontres avec des membres des Chevaliers de Colomb et de leur famille, Perreault a accès à leur profil financier et il est alors en mesure de déterminer ceux qui sont susceptibles d'avoir de l'argent;

i. L'investisseuse P.M.

20. Cette investisseuse connaît Perreault depuis le ou vers l'année 2000 et l'a rencontré alors que ce dernier se présentait pour une visite de courtoisie chez elle à titre de conseiller fraternel pour les Chevaliers de Colomb;

21. Le mari de l'investisseuse P.M., lequel est décédé, était membre des Chevaliers de Colomb et Perreault savait qu'elle détenait déjà une assurance avec les Chevaliers de Colomb;

Premier investissement

22. Le ou vers l'année 2004, alors qu'il visitait l'investisseuse P.M., Perreault lui a proposé d'investir de l'argent à un taux de 10 % d'intérêt;
23. Selon les explications fournies par Perreault, l'investisseuse P.M. comprend ce qui suit :
- l'investissement demandé doit servir à venir en aide à des oeuvres de bienfaisance des Chevaliers de Colomb;
 - l'investissement doit être fait en argent comptant et plus particulièrement en billets de 20 \$;
24. Le 3 octobre 2005, sur la foi des représentations de Perreault, l'investisseuse P.M. a décidé d'investir une première somme de 5 000 \$, qu'elle a retirée du compte bancaire qu'elle détenait à la Caisse populaire de St-Tite, le tout tel qu'il appert d'une copie du relevé bancaire de l'investisseuse P.M.;
25. Elle explique qu'étant donné que la somme de 5 000 \$ qu'elle a retirée de son compte n'était pas en coupures de 20 \$, elle a dû retirer d'autres sommes de son compte durant les semaines qui ont suivies;
26. Elle explique avoir reçu, depuis 2005, des intérêts deux fois par année, soit 250 \$ en avril et 250 \$ en octobre dans des enveloppes remplies généralement de billets de 20 \$;
27. Lors des visites de Perreault, lui et l'investisseuse P.M. s'assoient ensemble, comptaient les billets et Perreault lui remettait alors un reçu;
28. L'investisseuse P.M. n'a conservé qu'un seul reçu, lequel est daté du 3 octobre 2011 et est signé de Perreault, tel qu'il appert d'une copie du reçu du 3 octobre 2011 portant le numéro 718392;

Deuxième investissement

29. En 2009, comme son investissement lui rapportait un certain rendement, l'investisseuse P.M. a décidé d'investir une somme additionnel de 2 000 \$ avec Perreault;
30. Selon les explications fournies par Perreault, l'investisseuse P.M. comprend ce qui suit :
- Son investissement allait servir à aider des gens et elle pouvait le retirer n'importe quand;
 - Quant au taux d'intérêt promis par Perreault, l'investisseuse P.M. ne se souvient pas du taux, mais se souvient qu'il y avait un rendement associé au placement;
31. Le ou vers le 7 juillet 2009, l'investisseuse P.M. a retiré 1 500 \$ de son compte de la Caisse Populaire de St-Tite, tel qu'il appert d'une copie du relevé de transaction du 7 juillet 2009, et elle a ajouté 500 \$ qu'elle avait en mains, afin de donner ces sommes à Perreault;
32. Suite à cet investissement, Perreault a ajouté une somme de 50 \$ à l'enveloppe d'argent qu'il remettait à l'investisseuse P.M. deux fois par année, pour une somme de 300 \$;
33. Chaque fois que Perreault lui donnait des intérêts, il lui donnait un reçu, mais elle ne conservait que le dernier et déchirait le précédent;
34. Le ou vers le mois d'avril 2011, alors qu'elle déménageait, l'investisseuse P.M. a demandé à Perreault de lui remettre son placement de 2 000 \$;
35. Quelques semaines après sa demande, Perreault s'est présenté à son domicile et lui a remis une enveloppe blanche contenant 2 000 \$ en argent comptant;
36. Concernant l'investissement de 5 000 \$, le dernier paiement d'intérêt que Perreault a fait à l'investisseuse P.M. remonte au ou vers le mois d'avril 2012;
37. L'investisseuse P.M. calcule avoir reçu une somme de 3 500 \$ en intérêt;
38. Perreault n'a donné aucun reçu concernant le montant de 5 000 \$, ni aucun document mentionnant le contrat d'investissement à l'investisseuse P.M.;

39. De plus, l'investisseuse P.M. n'a jamais reçu de document provenant des Chevaliers de Colomb en lien avec ses investissements;
40. Depuis avril 2012, l'investisseuse P.M. n'a pas reçu les intérêts de son premier investissement;
41. L'investisseuse P.M. a tenté de se faire rembourser son capital et les intérêts de son premier investissement, mais Perreault était devenu plus difficile à rejoindre;
42. Le ou vers le 23 octobre 2013, n'ayant plus de nouvelles de Perreault depuis le mois d'avril 2013, l'investisseuse P.M. a écrit une lettre de mise en demeure à Perreault, tel qu'il appert d'une copie de la lettre de mise en demeure du 23 octobre 2013;
43. Le ou vers le 19 novembre 2013, suivant la réception de la lettre de mise en demeure, Perreault a fait parvenir un chèque d'une somme de 6 000 \$ à l'investisseur P.M., tel qu'il appert d'une copie du chèque du 19 novembre 2013 portant le numéro 178;

ii. L'investisseur Y.T.

44. Cet investisseur est membre des Chevaliers de Colomb;
45. Il a rencontré Perreault à quelques reprises à la salle des Chevaliers de Colomb;
46. À sa connaissance, Perreault est haut placé dans l'organisation des Chevaliers de Colomb et il fréquenterait des évêques et des gens importants;
47. Lors de ou vers l'été 2006, Perreault est venu le rencontrer chez lui afin de lui parler des produits d'assurance vie des Chevaliers de Colomb;
48. C'est lors de cette rencontre que Perreault lui a parlé de la possibilité d'investir de l'argent avec lui;
49. Selon les explications fournies par Perreault, l'investisseur Y.T. comprend ce qui suit :
 - l'argent sera investi dans des condos en Floride et Y.T. recevra des intérêts de 10 % par année;
 - il n'y a aucun risque et c'est aussi solide que les assurances des Chevaliers de Colomb;
 - il devrait recevoir 625 \$ par mois pendant 7 ans;
 - l'investissement doit être payé en argent comptant, soit en coupures de 20 \$;
 - l'investissement est fait « au noir » et les intérêts versés n'auront pas à être déclarés au gouvernement;
 - les coupures de 20 \$ sont plus difficiles à contrôler que les billets de 100 \$;
50. Suivant les représentations faites par Perreault, l'investisseur Y.T. indique avoir investi des sommes d'argent avec ce dernier à 10 reprises;
51. Afin d'investir, l'investisseur Y.T. a notamment utilisé une somme de 31 981,09 \$ reçue d'Investors le 13 mars 2006, laquelle il a échangé à la Caisse Populaire de St-Tite, tel qu'il appert d'une copie du chèque du 13 mars 2006 portant le numéro [...1];
52. L'investisseur Y.T. indique avoir aussi retiré des sommes d'argent à la Caisse et au guichet;
53. L'investisseur Y.T. indique de plus avoir accumulé des sommes d'intérêt données par Perreault, afin de les réinvestir;
54. Perreault a remis à l'investisseur Y.T. dix (10) reçus attestant de la réception des sommes investies pour un total de 93 700 \$, tel qu'il appert d'une copie de dix (10) reçus, en liasse;
55. L'investisseur Y.T. indique que les intérêts reçus l'ont été en argent comptant et lui étaient donnés à son domicile par Perreault alors qu'il venait le visiter une ou deux fois par mois;
56. L'investisseur Y.T. explique avoir reçu des intérêts durant environ 2 ans et demi pour un total de 18 750 \$ et Perreault lui remettait un reçu avec le paiement des intérêts, tel qu'il appert d'une copie de huit (8) reçus en liasse;
57. L'investisseur Y.T. ne croit pas avoir conservé tous les reçus;

58. Outre les reçus, Perreault n'a pas donné à l'investisseur Y.T. d'autre document concernant son investissement, ni concernant les condos en Floride;
59. L'investisseur Y.T. se souvient que Perreault lui aurait indiqué avoir investi dans l'or au mois de mai 2009;
60. L'investisseur Y.T. n'a pas vu Perreault depuis deux ans et la dernière fois que ce dernier est venu le voir, il lui a dit que ça ne fonctionnait plus pour les condos, que son associé était décédé et qu'il était « dans la rue »;
61. Malgré plusieurs demandes à cet effet, l'investisseur Y.T. n'a pas récupéré le capital investi;

iii. L'investisseuse N.G.-G.

62. L'investisseuse N.G.-G. est la conjointe de Y.T.;
63. L'investisseuse N.G.-G. connaît Perreault depuis le ou vers l'année 2006 parce qu'il travaille pour les Chevaliers de Colomb et qu'il est passé voir son conjoint, l'investisseur Y.T., pour lui parler de ses assurances;
64. L'investisseuse N.G.-G. a pris des assurances avec les Chevaliers de Colomb à deux reprises par l'entremise de Perreault, qui s'est présenté à son domicile;
65. C'est au moment de sa souscription aux assurances des Chevaliers de Colomb que Perreault lui a proposé des investissements;
66. Selon les explications fournies par Perreault, l'investisseuse N.G.-G. comprend ce qui suit :
 - le ou vers le 10 février 2006, Perreault lui a parlé de la possibilité de lui prêter de l'argent afin qu'il l'investisse dans des condos en Floride;
 - Perreault lui disait qu'il voulait des billets de 20 \$;
 - il n'y avait aucun risque;
67. L'investisseuse N.G.-G. indique avoir fait environ 19 investissements avec Perreault, pour un total de 204 883 \$, tel qu'il appert des copies des reçus remis par Perreault, en liasse.;
68. Afin d'investir cette somme, l'investisseuse N.G.-G. a annulé une assurance-vie, elle a retiré des sommes de ses RÉER, elle a utilisé le profit d'une vente immobilière et elle a procédé à plusieurs retraits de 500 \$ au guichet automatique, tel qu'il appert notamment d'une copie d'un acte notarié du 1^{er} juin 2007 et d'une lettre provenant de Financière Sun Life du 5 février 2014, le tout en liasse;
69. L'investisseuse N.G.-G. explique que Perreault venait chercher l'argent des investissements à son domicile, en argent comptant, et qu'il lui a remis des sommes de 1 500 \$, à titre d'intérêt, en argent comptant, dans des enveloppes contenant surtout des 20 \$;
70. En 2008, 2009 et 2010, Perreault lui a remis des intérêts, ainsi que des reçus, mais elle ne les a pas tous conservés, tel qu'il appert d'une copie de 11 reçus remis par Perreault, en liasse;
71. L'investisseuse N.G.-G. calcule avoir obtenu remboursement d'environ 35 000 \$ en argent comptant;
72. L'investisseuse N.G.-G. indique que Perreault lui doit encore environ 159 200 \$;
73. L'investisseuse N.G.-G. n'a signé aucun document concernant ses investissements et n'a rien reçu non plus à cet effet;
74. Le ou vers le 23 novembre 2013, Perreault ayant cessé ses paiements, l'investisseuse N.G.-G. indique avoir transmis une mise en demeure à Perreault;
75. Perreault a répondu à l'investisseuse N.G.-G. par lettre datée du 11 décembre 2013, confirmant à cette dernière qu'il commencerait à la rembourser à partir du 15 février 2014, tel qu'il appert de la lettre de Perreault du 11 décembre 2013;
76. Le ou vers le 12 décembre 2013, Perreault a téléphoné à l'investisseuse N.G.-G. pour lui dire qu'il allait commencer à la payer le 15 février 2014, sans lui dire combien il lui donnerait;
77. L'investisseuse N.G.-G. n'a pas reçu d'argent depuis;

iv. Les investisseurs P.M. et F.C.

78. L'enquête effectuée à ce jour révèle que l'investisseur P.M. a rencontré Perreault en 2001, lors d'une assemblée des Chevaliers de Colomb à laquelle ce dernier présentait des produits d'assurance;
79. Perreault s'est rendu au domicile des investisseurs P.M. et F.C. à plusieurs reprises et, vers la fin de l'année 2001, ces derniers lui ont acheté de l'assurance vie;
80. Perreault s'est par la suite rendu à leur domicile à plusieurs reprises; les investisseurs P.M. et F.C. ont acheté d'autres assurances vie et Perreault a regardé leur situation financière;
81. Lors de ces rencontres, Perreault a proposé aux investisseurs P.M. et F.C. de sortir des RÉER qu'ils avaient et de les placer dans des RÉER avec les Chevaliers de Colomb, ce qu'ils disent avoir fait;
82. Selon les explications fournies par Perreault, les investisseurs P.M. et F.C. comprennent ce qui suit :
- Plusieurs personnes de la région de St-Adelphe et de St-Tite ont investi avec lui;
 - Perreault était en mesure d'engendrer des rendements de 40 % et il avait des accès privilégiés avec Air Canada et Bombardier afin de réaliser leur rendement;
 - Perreault peut leur offrir un rendement de 25 % par année, une fois l'impôt payé et après qu'il se soit gardé une partie du profit;
 - Le capital de leur investissement est intouchable et advenant le décès de Perreault, son assurance vie des Chevaliers de Colomb couvrirait leur mise de fonds;
 - Perreault qualifiait leur placement de « prêts »;
 - Plusieurs personnes de la région ont investi avec Perreault;
83. Entre le ou vers le 17 janvier 2003 et le ou vers le 23 septembre 2004, les investisseurs P.M. et F.C. ont fait les investissements suivants :
- Le ou vers le 17 janvier 2003, une somme de 5 000 \$, tel qu'il appert d'une copie du document du 17 janvier 2003;
 - Le ou vers le 30 janvier 2003, une somme de 5 000 \$, tel qu'il appert d'une copie du document du 30 janvier 2003;
 - Le ou vers le 15 mai 2003, une somme de 5 000 \$, tel qu'il appert d'une copie du document du 15 mai 2003;
 - À une date inconnue, une somme de 5 000 \$, tel qu'il appert d'une copie du document signé par Perreault;
 - Le ou vers le 15 novembre 2003, une somme de 5 000 \$, tel qu'il appert d'une copie du document du 15 novembre 2003;
 - Les investisseurs P.M. et F.C. n'ont pas retrouvé le document attestant de leur dernier placement effectué en 2004. Cependant, suivant un remboursement de capital de 1 500 \$, l'investisseuse F.C. a fait signer un document en date du 25 septembre 2007, par lequel Perreault reconnaît devoir une somme de 3 500 \$ sur le dernier prêt, tel qu'il appert d'une copie du document du 25 septembre 2007;
84. Les investisseurs pensent avoir investi les sommes en argent comptant en effectuant des retraits à la Caisse Populaire;
85. Les investisseurs P.M. et F.C. expliquent que, suite aux investissements, Perreault leur remettait des enveloppes contenant 1 500 \$ en argent comptant environ aux 3 mois, mais les versements n'étaient toutefois pas uniformes;
86. Vers la fin 2004, Perreault leur a représenté que ça n'allait pas très bien avec Air Canada;
87. Suite à cela, le couple a demandé à plusieurs reprises de reprendre son capital, mais Perreault leur représentait que s'il sortait de l'argent, ces derniers allaient tout perdre;

88. Après leur dernier investissement, Perreault a dit aux investisseurs P.M. et F.C. que le rendement diminuait à 15 %;
89. En 2007, Perreault a donné 1 500 \$ aux investisseurs P.M. et F.C. en guise de capital;
90. Le couple calcule avoir reçu 35 000 \$ en intérêt sur une période d'environ sept (7) ans;
91. Suite à leurs investissements, Perreault est retourné voir le couple à leur domicile afin de leur proposer d'autres placements; il leur a aussi demandé un prêt de 1 000 \$, en leur promettant de leur remettre 2 000 \$ rapidement;
92. À plusieurs reprises Perreault leur a dit qu'il était malade;
93. Le ou vers le 16 décembre 2013, P.M. et F.C. ont transmis une mise en demeure à Perreault lui réclamant la somme de 28 500 \$;
94. Perreault n'a pas répondu à la mise en demeure;

v. L'investisseur M.B.

95. L'enquête qui se poursuit à ce jour démontre que l'investisseur M.B. a investi une somme de 20 000 \$ au cours de l'année 2012, dont une partie de cette somme en argent comptant;
96. L'investisseur M.B. indique que, au moment de son investissement, Perreault lui a représenté qu'il n'y avait pas de risque;
97. La preuve révèle que Perreault rembourse toujours à ce jour l'investisseur M.B. par le biais de virements directs à partir de son compte bancaire;
98. Selon l'enquête en cours, le dernier versement, au montant de 500 \$, a été effectué jeudi le 13 mars 2014 et suite à ce virement, Perreault aurait communiqué avec l'investisseur M.B. afin de l'informer que son avocat lui a conseillé de ne plus effectuer de transferts bancaires;
99. À ce jour, l'enquête démontre que l'investisseur M.B. a récupéré une somme approximative de 6 000 \$ des sommes investies;

d) RELEVÉS BANCAIRES DE PERREULT

100. La preuve révèle que Perreault détient le compte bancaire 9601 à la Caisse;
101. L'analyse des relevés bancaires du Compte 9601, pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 6 janvier 2014, ainsi que des pièces bancaires liées à ce compte, révèle que :
 - Le 19 novembre 2013, une somme de 10 000 \$ a été déposée dans le Compte 9601, portant le solde dudit compte à 11 186,41 \$, tel qu'il appert d'une copie du journal des opérations pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 6 janvier 2014 en liasse;
 - Le dépôt de 10 000 \$ provient d'un chèque visé émis par un certain R.R., tel qu'il appert d'une copie du chèque visé du 19 novembre 2013 portant le numéro 002;
 - Or, le même jour, une somme de 6 000 \$ a été retirée du compte 9601, portant le solde de ce compte à 5 186,41 \$;
 - On constate que la somme de 6 000 \$ débitée du compte 9601 le 19 novembre 2013 a été utilisée pour l'émission du chèque visé émis au nom de l'investisseuse M.P., en remboursement de son investissement;
 - Au surplus, sur un échantillon de 31 pièces demandées à la Caisse, 12 de ces pièces correspondent à des dépôts effectués en argent comptant dans le Compte 9601, le tout pour une somme de 13 420 \$, tel qu'il appert des reçus de transactions du Compte 9601, en liasse;
 - La preuve révèle que ces dépôts ont été réalisés à l'aide de 96 billets de 20 \$, 14 billets de 50 \$ et 108 billets de 100 \$;
 - De plus, une analyse préliminaire du compte 9601 pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 6 janvier 2014 permet de croire que c'est plutôt une somme approximative de 32 750,00 \$ qui a été déposée au compte bancaire de Perreault en argent comptant;

102. Cette analyse démontre clairement que Perreault a déposé dans le Compte 9601 plusieurs montants d'argent comptant, et ce, pour un total d'au moins 13 420 \$, mais possiblement de 32 750,00 \$, pour la seule période du 1^{er} janvier 2013 au 6 janvier 2014, en sus de son salaire;
103. Cette analyse démontre de plus que Perreault a utilisé une somme de 10 000 \$ qui provenait du témoin R.R. afin de rembourser l'investisseuse P.M. au moyen du chèque visé;

e) ÉLÉMENTS CONTEMPORAINS

104. L'enquête instituée par l'Autorité révèle que Perreault ne possède aucun immeuble situé au Québec;
105. L'enquête instituée par l'Autorité révèle que Perreault est propriétaire d'un véhicule automobile, soit un Chevrolet Uplander 2008, dont la valeur approximative serait de 6 000 \$ à 8 000 \$;
106. L'enquête démontre que, à ce jour, Perreault fait face à des difficultés financières en ce que, notamment :
- En date du ou vers le 7 novembre 2013, la preuve révèle que le crédit de Perreault est utilisé à 96 %, tel qu'il appert d'une copie du rapport Équifax du 7 novembre 2013;
 - Depuis le ou vers l'année 2012, Perreault a cessé d'effectuer certains paiements et remboursements en lien avec les investissements mentionnés précédemment;
 - Certains investisseurs ont envoyé des lettres de mise en demeure à Perreault afin que ce dernier rembourse leur capital investi;
 - Perreault a notamment pris entente avec l'investisseuse N.G.-G., au mois de décembre 2013, afin d'effectuer des remboursements à partir de février 2014, entente qu'il n'a pas respectée;
107. Or, l'enquêteur dans le présent dossier a été informé qu'un chèque de 10 000 \$ a été déposé dans le compte bancaire de Perreault, le ou vers le 19 novembre 2013;
108. Aussi, le ou vers le 11 mars 2014, l'enquêteur a communiqué avec l'émetteur du chèque, le témoin R.R., afin de déterminer la raison de l'émission du chèque et la preuve démontre que :
- Le témoin R.R. est membre des Chevaliers de Colomb;
 - Le témoin R.R. est propriétaire de toiles;
 - Le ou vers l'automne 2013, le témoin R.R. a rencontré Perreault concernant ses toiles;
 - Lors de cette rencontre, Perreault a représenté au témoin R.R. être en mesure d'effectuer une évaluation de ses toiles;
 - Le témoin R.R. a indiqué avoir fait un premier chèque de 5 000 \$, ainsi qu'un deuxième chèque de 10 000 \$ au nom de Perreault afin que ce dernier puisse effectuer le travail demandé, notamment il devait se rendre en Europe à cet effet;
109. Aussi, le ou vers le 19 novembre 2013, le chèque de 10 000 \$ provenant du témoin R.R. a été déposé dans le compte bancaire de Perreault;
110. Or, l'examen des relevés bancaires de Perreault démontre que, à la même date, une somme de 6 000 \$ a été débitée du compte de Perreault qui a émis un chèque visé d'une valeur de 6 000 \$ au nom de l'investisseuse P.M.;
111. Aussi, lors de cet entretien téléphonique, l'enquêteur a avisé le témoin R.R. de garder confidentiel le fait qu'il a été contacté par l'Autorité;
112. Or, le ou vers le 11 mars 2014 en fin d'après-midi, l'investisseur N.G.-G. a communiqué avec l'enquêteur afin de l'informer qu'elle venait d'avoir un appel de Perreault, lequel lui indiquait ce qui suit :
- Quelqu'un l'a averti que les « marchés financiers » l'enquête et qu'on a regardé son livret de banque;
 - Il va perdre sa « job » et s'il perd son emploi, il ne pourra plus la rembourser;
 - Il essaie de la rembourser, mais pour l'instant, il n'y a rien qui « marche »;

- Il est ruiné, il a 69 ans et il doit encore travailler dans le but de les rembourser;
 - Seules elle ou l'investisseuse P.M. peuvent avoir porté plainte contre lui;
 - Sa vie est entre ses mains;
113. À la lumière de ce qui précède, on constate que la situation financière personnelle de Perreault est telle qu'il est maintenant acculé au pied du mur et cherche par tous les moyens à rembourser les investisseurs;

[7] L'Autorité a soumis les arguments suivants à l'appui de sa demande :

IV. LES DEMANDES D'INTERDICTION ET DE BLOCAGE

114. L'Autorité soumet qu'il existe des motifs impérieux permettant au Bureau de rendre les ordonnances de blocage et d'interdiction recherchées sans que l'intimé ne soit entendu.
115. En effet, par ses démarches, Perreault a agi à titre de courtier en valeurs mobilières ou de conseiller alors qu'il n'est pas inscrit à ce titre auprès de l'Autorité.
116. Par ses démarches, Perreault a procédé ou prétend procéder au placement de valeurs visées par la LVM sans avoir préalablement obtenu un prospectus visé par l'Autorité ou bénéficié d'une dispense d'effectuer un tel dépôt.
117. L'enquête effectuée par l'Autorité révèle que Perreault effectue toujours, à ce jour, des opérations sur valeurs, notamment en remboursant le capital de certains placements, et ce, en contravention à la LVM;
118. De plus, les ordonnances d'interdiction et de blocage requises sont notamment nécessaires et motivées par les faits suivants :
- L'Autorité mène une enquête sur la pratique illégale, par l'intimé, de l'activité de courtier en valeurs ou de conseiller;
 - De nombreux placements ont été effectués, et ce, en contravention à la LVM;
 - L'intimé aurait fait des représentations fausses ou trompeuses en vue d'amener des investisseurs à investir;
 - Selon l'étude du compte bancaire, des sommes d'argent comptant anormalement élevées sont déposées et plusieurs retraits sont effectués conséquemment;
 - L'enquête effectuée à ce jour par l'Autorité révèle que Perreault a cessé d'effectuer les paiements et les remboursements de certains placements, et ce, contrairement aux représentations initiales qu'il a faites à l'effet que les placements étaient garantis;
 - L'enquête effectuée à ce jour démontre que Perreault éprouve présentement des difficultés financières qui l'empêchent de rencontrer ses obligations envers les investisseurs;
 - Il est à craindre que, afin d'effectuer des remboursements à certains investisseurs, Perreault continue d'effectuer des placements auprès des membres des Chevaliers de Colomb;
 - D'ailleurs, la preuve démontre que Perreault a utilisé son statut auprès des Chevaliers de Colomb et la confiance des membres à son endroit afin d'obtenir que ces derniers investissent auprès de lui;
 - Au surplus, la preuve est à l'effet que Perreault n'a pas hésité à utiliser des sommes qui lui ont été confiées, à des fins autres que celles pour lesquelles elles lui ont été confiées;
 - Certains documents remis à titre de reçus aux investisseurs portent l'entête des Chevaliers de Colomb, ce qui contribue à renforcer le sentiment de confiance;
 - Depuis le mois d'octobre 2013, Perreault a accès à un plus grand nombre de profils financiers puisqu'il est maintenant directeur d'agence et que son territoire a été élargi;
 - L'enquête en cours démontre qu'il est possible qu'au moins six (6) investisseurs aient effectué des investissements auprès de Perreault, en argent comptant, ce qui contribue d'ailleurs à placer ces investisseurs dans une situation difficile;

- L'enquête effectuée par l'Autorité à ce jour soulève des questions sérieuses quant à l'existence réelle des activités économiques reliées aux placements effectués;
119. L'Autorité demande, pour la protection des épargnants et dans l'intérêt public, que le Bureau prononce les ordonnances de blocage et d'interdiction recherchées dans la présente Demande;
 120. Une décision immédiate du Bureau est nécessaire pour éviter que Perreault continue à faire des représentations fausses ou trompeuses en vue d'amener des investisseurs à investir auprès de lui;
 121. Sans une décision immédiate du Bureau, il est à craindre que Perreault procède à d'autres placements de valeurs en contravention à la LVM, et ce, principalement par le biais de son statut de directeur d'agence pour les Chevaliers de Colomb;
 122. Sans une décision immédiate du Bureau, il est à craindre que Perreault détourne ou utilise à d'autres fins l'argent des investisseurs en sa possession ou sur lequel il a le contrôle.

L'AUDIENCE

[8] À l'audience du 28 mars 2014, le procureur de l'Autorité a fait entendre le témoignage d'un enquêteur à l'emploi de cette dernière; celui-ci a relaté les faits de la demande, lesquels sont reproduits aux paragraphes précédents. Il a également déposé la preuve documentaire à l'appui de ses dires.

[9] Le procureur de l'Autorité a ensuite présenté son argumentation, requérant que le Bureau prononce les diverses ordonnances qui sont contenues dans la demande de sa cliente, soit une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs, une interdiction d'agir à titre de conseiller et un blocage.

L'ANALYSE

LES FAITS

[10] Selon la preuve présentée devant le Bureau au cours de l'audience du 28 mars 2014, il appert que le tribunal serait en présence d'un individu qui depuis de nombreuses années occuperait un poste d'importance au sein des Chevaliers de Colomb. Il profiterait de cette situation qui semble lui conférer un certain prestige auprès des membres de ce groupe pour exercer auprès d'eux des activités de placement de titres d'emprunt et/ou de contrats d'investissement.

[11] Il exercerait ces activités sans que les titres dont il effectuerait le placement auprès de membres des Chevaliers de Colomb n'aient fait l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité et sans que cette dernière n'ait accordé une dispense d'un tel prospectus. Il appert de plus selon la preuve qu'il exercerait des activités de courtier et de conseiller auprès de ces épargnants alors qu'il ne détient pas d'inscription ni de courtier ni de conseiller auprès de l'Autorité. Ces gestes seraient donc commis en contravention des articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec⁴.

[12] Yvon Perreault exercerait ces activités depuis déjà de nombreuses années. La preuve de l'Autorité en a fait remonter jusqu'à l'année 2005, date à laquelle une première épargnante qu'il visitait à titre de conseiller fraternel des Chevaliers de Colomb a investi par son entremise. Il en aurait profité pour lui offrir d'investir à un taux de rendement de 10 %. Il faut ajouter que les Chevaliers de Colomb sont autorisés à vendre des polices d'assurance et qu'Yvon Perreault a fréquemment vendu de telles polices.

[13] Cela lui aurait facilité l'accès auprès des adhérents à l'organisation des Chevaliers de Colomb auxquels il aurait ensuite offert des produits d'investissement. Ainsi en 2005, une épargnante aurait accepté de lui prêter 5 000 \$. En 2009, elle aurait succombé à nouveau en investissant une somme additionnelle de 2 000 \$ car elle était semble-t-il satisfaite des revenus payés par l'intimé sur le premier investissement susmentionné. Le placement le plus récent qui aurait ainsi été effectué par l'intimé aurait eu lieu en 2012.

[14] Cependant, l'Autorité a fait la preuve de diverses activités bancaires dans le compte de l'intimé. Des dépôts récents sembleraient provenir d'un emprunt qui aurait ensuite partiellement servi à

⁴ Précitée, note 2.

rembourser un autre investisseur. La preuve de l'Autorité semble indiquer qu'en sus de son salaire, les dépôts faits au compte d'Yvon Perreault démontreraient que ce dernier continuerait de toucher de l'argent provenant de placements qu'il aurait fait auprès d'épargnants. Entre le 1^{er} janvier 2013 et le 6 janvier 2014, l'intimé aurait ainsi recueilli dans son compte bancaire une somme qui pourrait peut-être monter jusqu'à 33 000 \$.

[15] Yvon Perreault aurait fait toutes sortes de représentations d'affaires pour tenter de soulever l'intérêt des épargnants et de les amener à investir auprès de lui. À certains, il aurait indiqué que le produit des titres d'emprunt qu'il leur vendrait servirait à venir en aide à des œuvres de bienfaisance, tout en leur permettant de récolter des revenus d'intérêt annuels de 10 %. À d'autres personnes, il aurait fait miroiter des investissements dans des condos en Floride offrant un rendement de 10 % par année. L'intimé aurait même fait miroiter à des épargnants des investissements au noir dont les revenus n'auraient pas à être déclarés aux autorités fiscales.

[16] Dans le cas de deux autres investisseurs, l'intimé, qui leur avait déjà vendu de l'assurance, aurait examiné leur situation financière pour ensuite leur proposer de transférer leurs REER auprès des Chevaliers de Colomb. Yvon Perreault leur aurait en plus représenté qu'il pourrait leur obtenir un rendement de 40 % sur leur investissement. Il aurait invoqué qu'il avait un accès privilégié auprès d'Air Canada et de Bombardier pour les inciter à investir.

[17] Il aurait aussi proposé à ces deux épargnants des placements avec un rendement de 25 % par année après impôt et aurait ajouté que leur capital serait garanti par sa propre police d'assurance-vie. Ces épargnants auraient alors investi des montants qui additionnés s'élèveraient à 30 000 \$; ils auraient reçu 35 000 \$ en intérêts mais n'ont pas encore revu leur capital. Il est à noter que tous ces investissements ont été faits sans que l'intimé ne remette le moindre document d'information aux épargnants qu'il sollicitait.

[18] Yvon Perreault ne leur aurait pas remis le moindre document d'information ou titre constatant leur emprunt et/ou leur contrat d'investissement. Les seuls papiers qu'il remettait avec une certaine régularité auraient été des reçus quand il leur versait des sommes qui pouvaient être des remboursements en capital ou un rendement sur leurs investissements ou les deux à la fois.

[19] Selon la preuve réunie par l'enquêteur de l'Autorité, Yvon Perreault aurait recueilli d'importantes sommes d'argent depuis l'année 2000. Un des cas les plus patents implique une épargnante qui aurait investi 204 883 \$ auprès de lui. Pour investir cette somme, cette personne aurait procédé au rachat d'une police d'assurance-vie, utilisé le profit d'une vente immobilière et effectué de nombreux retraits en liquide de son compte bancaire à partir de guichets automatiques.

[20] Car Yvon Perreault aurait toujours réclamé de l'argent comptant, en petites coupures de 20 \$. Cette investisseuse aurait déjà touché une somme de 35 000 \$ sur son placement mais estime que l'intimé lui devait encore 159 200 \$ au moment de l'audience. Plusieurs investisseurs frustrés auraient fait parvenir à l'intimé des mises en demeure mais personne, sauf une, ne recevrait plus quoi que ce soit d'Yvon Perreault.

[21] Yvon Perreault serait, semble-t-il, financièrement aux abois et harcelé par plusieurs investisseurs maintenant inquiets de lui avoir fait confiance. Il habiterait une maison appartenant à sa conjointe et aurait presque atteint la limite de son crédit bancaire. Yvon Perreault aurait déjà fait une faillite dont il aurait été libéré en 2010. Son seul actif semblerait être actuellement une automobile d'un modèle 2008.

LES COMMENTAIRES

[22] Dans le présent dossier, le Bureau doit s'interroger sur la forme d'investissement qui serait placé auprès des épargnants par l'intimé. Selon les informations soumises par le procureur de l'Autorité, Yvon Perreault effectuerait le placement de titres d'emprunt auprès de membres des Chevaliers de Colomb auxquels il aurait déjà vendu des polices d'assurance. Il a également été indiqué que les titres vendus

par Yvon Perreault pourraient être des contrats d'investissement, une forme d'investissement définie à l'article 1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*⁵.

[23] Pour le tribunal, il ressort clairement du témoignage de l'enquêteur de l'Autorité que l'intimé aurait, depuis des années, systématiquement sollicité des investissements auprès de nombreux membres des Chevaliers de Colomb en profitant allègrement de son statut important au sein de cet organisme. Il s'est souvent adressé à des gens âgés qui sont parfois plus vulnérables et faciles à abuser.

[24] Plusieurs épargnants qu'il aurait sollicités se seraient ainsi fait offrir d'investir dans de nébuleuses affaires impliquant des condos en Floride ou ses relations « privilégiées » au sein d'Air Canada et de Bombardier. Il aurait systématiquement conclu avec de nombreux épargnants des ententes de prêt impliquant la remise de sommes importantes en numéraires, possiblement afin de faciliter le contournement des autorités fiscales. La documentation d'information remise pour attester de ces placements est inexistante mais il découle de la preuve présentée par l'Autorité qu'il y avait un échange de consentement entre les parties.

[25] Yvon Perreault a remis à certains investisseurs des reçus constatant les placements faits auprès d'eux; certains de ces reçus étaient libellés « *placement privé* ». Et lorsqu'il leur payait un rendement sur ces placements, il leur faisait signer des reçus sur lesquels il apposait aussi sa signature. Certains de ces reçus étaient d'ailleurs libellés « *retour sur investissement* » ou « *retour sur placement privé* ». Il ressort donc de cette preuve que l'intimé aurait systématiquement sollicité des membres des Chevaliers de Colomb ou de leurs familles pour les amener à investir dans ce qu'il leur représentait comme étant des occasions d'affaires.

[26] L'intimé offrait systématiquement un rendement alléchant pour les appâter. Dans la perspective d'un contrat d'investissement, tel que défini dans la loi, Yvon Perreault aurait conclu avec ces épargnants un contrat les engageant à participer aux risques des affaires ci-haut décrites par l'apport de prêts pour lesquelles des rendements importants étaient offerts et espérés. Selon la preuve présentée au tribunal, aucune des personnes sollicitées par Yvon Perreault ne possédait les connaissances requises pour participer à la marche des affaires proposées et aucune n'avait le droit de participer aux décisions les concernant.

[27] Il ressort de la preuve présentée au Bureau que tout ce qu'offrait Yvon Perreault aux épargnants n'était vraisemblablement que du vent. L'enquêteur de l'Autorité a ainsi clairement indiqué au Bureau qu'il n'a pu recueillir aucune preuve de l'existence réelle des occasions d'affaires proposées par l'intimé en Floride ou auprès d'Air Canada et de Bombardier. Il semblerait donc que le seul but d'Yvon Perreault aurait été de déléster des épargnants de leur « pécule » par n'importe quel moyen pour alimenter ses entrées de fonds.

[28] Mais l'important pour le tribunal est que les investisseurs croyaient à l'existence de ces plans d'affaires proposés par l'intimé et qu'ils auraient ainsi investi de lourdes sommes entre ses mains. Le statut de l'intimé auprès des Chevaliers de Colomb aurait ajouté une crédibilité importante aux affaires proposées par Yvon Perreault. De nombreux épargnants lui ont ainsi fait confiance et auraient été trompés. Il appert que les placements offerts par l'intimé furent présentés à des épargnants qui, selon l'enquêteur de l'Autorité, ne possédaient pas d'expérience en matière financière. Il s'agit de ces gens que l'affaire *Thorne Riddell*⁶ qualifiait de « *monde ordinaire* », i.e. *ces individus dépourvus d'expérience des abris fiscaux et qu'il fallait protéger contre l'exploitation de certains promoteurs trop gourmands* ».

⁵ *Id.*, art. 1 (7°) et dern. al., art. 1. La présente loi s'applique aux formes d'investissement suivantes:
7° un contrat d'investissement;

Le contrat d'investissement est un contrat par lequel une personne s'engage, dans l'espérance du bénéfice qu'on lui a fait entrevoir, à participer aux risques d'une affaire par la voie d'un apport ou d'un prêt quelconque, sans posséder les connaissances requises pour la marche de l'affaire ou sans obtenir le droit de participer directement aux décisions concernant la marche de l'affaire.

⁶ *Commission des valeurs mobilières c. Thorne Riddell Poissant Richard, c.a.*, Cour des sessions de la paix, Terrebonne, n° 700-27-007847-849, le 17 avril 1985, j. Lagarde, 15 pages.

[29] Il était important que les garanties dont la loi entoure les placements soient rigoureusement respectées. C'est à ce prix que les investisseurs auraient pu être protégés. Mais cela n'a pas été le cas. L'intimé aurait dans le cas présent abusé de leur confiance pour s'approprier leur argent. Dans le dossier *Carole Morinville*⁷, le Bureau avait eu l'occasion de se pencher sur une situation qui a bien des points communs avec le présent dossier et dont le tribunal veut tirer des leçons pour la solution de la présente affaire :

« [16] Le Bureau après avoir révisé la preuve consistante qui lui a été présentée par l'Autorité des marchés financiers, réalise que la présente cause le ramène vers le cœur même des intérêts qui sont défendus par la *Loi sur les valeurs mobilières* et des moyens qui sont mis en oeuvre pour assurer cette défense. Il y est prévu que tout placement doit être accompagné d'une documentation complète permettant aux épargnants à qui on offre de faire un tel de placement de bien connaître ce dans quoi on les invite à investir.

[17] Cela les met en état de faire un choix éclairé, avec les yeux grands ouverts, mais aussi de pouvoir suivre la progression de leurs intérêts financiers au fur et à mesure. De plus, il est clairement prévu par la loi que les personnes qui agissent comme intermédiaire pour présenter ces investissements aux épargnants doivent présenter toutes les garanties qui leur inspirent confiance.

[18] Elles doivent donc être inscrites auprès de l'Autorité, soit à titre de courtier, soit à titre de conseiller, pour pouvoir agir comme intermédiaire auprès des épargnants. Cela donne à ces derniers l'assurance que les personnes auxquelles elles s'adressent sont dûment autorisées à agir comme intermédiaire parce qu'elles sont compétentes, solvables et probes.

[19] C'est aux articles 11 et 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* qu'on retrouve le libellé des deux grands axes autour desquels s'articule le fonctionnement de cette loi, à savoir la gestion de l'information et l'inscription des intermédiaires du marché. [...]

[...]

[20] Or, en agissant comme elle l'a fait depuis quelques années, Carole Morinville a tout simplement outrepassé ces règles, règles qu'elle connaît pourtant puisqu'elle agit dans le domaine financier depuis déjà longtemps. Elle aurait offert à des investisseurs de placer leur argent pour qu'ils puissent présumément augmenter leurs profits. Or, elle a fait cela sans leur présenter la moindre documentation susceptible d'appuyer ses dires, se contentant de leur donner des assurances verbales fumeuses.

[21] Dans un cas, elle parlera même à un investisseur d'un placement offshore dont les profits ne seraient pas imposables. Ce faisant, elle a profité de la naïveté de certaines personnes ; [...]. Même les informations verbales étaient déficientes, les gens ne sachant même pas ce qu'on plaçait auprès d'eux. Ils ont dû se contenter d'assurances des taux d'intérêts fantaisistes promis par l'intimé.

[22] En l'absence de tout formulaire de souscription remis aux investisseurs, l'enquêteur n'a pu déposer en preuve que les chèques remis à Carole Morinville par les investisseurs qui ignoraient tout de la destination de leurs fonds. Ils se contentaient d'avoir confiance en elle. Une confiance bien mal placée ! [...]

[...]

[24] Cette situation est aux antipodes des devoirs d'information dont la loi et les règlements imposent l'usage. L'intimée a tout simplement passé à côté de ses devoirs à cet égard, ce qui représente pourtant un des grands axes autour desquels la loi est articulée, Elle a également passé outre le second axe, à

⁷

Autorité des marchés financiers c. Morinville, 2010 QCBDR 61.

savoir que tous les gestes qu'elle aurait posés à titre d'intermédiaire pour le placement auprès des épargnants au dossier, l'auraient été alors qu'elle ne détenait aucune inscription ni à titre de courtier ni à titre de conseiller auprès de l'Autorité.

[26] Une de ces garanties est la présence d'un intermédiaire inscrit dont la présence devrait rassurer ces gens qui sont décrits au paragraphe précédent. C'est une des garanties les plus importantes de la loi et Carole Morinville semble ne pas avoir hésité à la bafouer en jouant ce rôle en l'absence de toute inscription l'autorisant à agir ainsi. Ce faisant, elle outrepassait le second axe auquel le tribunal a fait référence plus haut dans sa décision.

[...]

[28] Dans le présent dossier, le tribunal n'est pas sans se rendre compte que Carole Morinville n'a pas, selon la preuve, hésité à s'approprier des fonds d'un investisseur pour rembourser un autre investisseur trop insistant à ses yeux. Cela ajoute au portrait déjà dépeint par la preuve de l'Autorité ou la décision de la Chambre de la sécurité financière. »⁸

[références omises]

[30] La preuve a permis au Bureau d'apprendre que pendant de nombreuses années, l'intimé a payé aux investisseurs les rendements qu'il leur avait promis de payer. Ce n'est que récemment qu'il se serait trouvé incapable de continuer à payer les rendements promis ou de rembourser le capital investi. Yvon Perreault serait actuellement financièrement à bout de souffle et on pourrait le croire impliqué dans une escroquerie similaire à un modèle de Ponzi où une personne est obligée de trouver de plus en plus d'investisseurs en aval pour payer ceux qui sont déjà en amont. Vient ce moment inévitable où le promoteur est aux abois parce qu'il lui devient simplement impossible de satisfaire tous les investisseurs qui lui ont naïvement fait confiance.

[31] Le fait que l'intimé ait pu payer les rendements promis pendant des années ne l'exonère pas aux yeux du tribunal. En agissant comme il l'a fait, Yvon Perreault a privé ces épargnants des renseignements qu'ils auraient dû avoir afin de pouvoir prendre des décisions d'investissement éclairées. Ces épargnants ont aussi été privés des documents qui leur auraient permis de suivre la progression de leurs investissements, comme cela est longuement évoqué dans la décision *Carole Morinville*. Et tout cela alors que l'intimé Yvon Perreault ne détenait aucune forme d'inscription auprès de l'Autorité. C'est ce genre de conduite qu'il appartient au Bureau de sanctionner.

[32] Le Bureau est également amené à agir parce que la preuve présentée par l'Autorité lui a permis d'apprendre que des mouvements récents dans le compte de banque de l'intimé laissent supposer qu'il continue encore d'agir illégalement. Les mouvements les plus récents semblent avoir eu lieu aussi récemment qu'au mois de janvier 2014. Comme cela a été soumis par le procureur de l'Autorité, il existe donc des motifs impérieux pour amener le Bureau à intervenir et à prononcer les ordonnances demandées.

[33] Tout au long de l'audience, la preuve présentée par l'Autorité a permis au tribunal d'apprendre l'existence de nombreux éléments qui suscitent son inquiétude et l'amènent à prononcer sa décision. Ces éléments sont les suivants :

- Yvon Perreault effectuerait le placement de titres constatant un emprunt et/ou un contrat d'investissement en l'absence d'un prospectus visé et sans être inscrit à titre de courtier ou de conseiller auprès de l'Autorité;
- Dans l'exercice de ses activités illégales, l'intimé n'aurait jamais remis la moindre documentation d'information aux épargnants qu'il sollicitait ni de papier prouvant l'existence des titres qu'il leur vendait;

⁸

Id., par. 16 à 22, 24, 26 et 28.

- L'intimé utiliserait son titre de conseiller fraternel au sein des Chevaliers de Colomb pour en attirer les membres; il aurait même utilisé du papier à l'en-tête de cette organisation pour préparer des reçus d'investissement et les donner aux épargnants;
- Yvon Perreault aurait utilisé son statut de vendeurs d'assurance pour le compte des Chevaliers de Colomb pour approcher ses clients et leur proposer divers investissements impliquant notamment des titres d'emprunt;
- Selon la preuve de l'Autorité, le stratagème utilisé par l'intimé durerait depuis l'an 2000;
- Yvon Perreault réussirait à allécher les investisseurs en leur faisant miroiter des rendements annuels débutant à 10 % mais pouvant s'élever jusqu'à 25 % par année;
- L'intimé aurait offert à un couple d'épargnants d'investir en les assurant que s'il décédait, son assurance-vie couvrirait leur mise de fonds;
- L'intimé aurait tenté de convaincre ce même couple d'investisseurs de lui prêter 1 000 \$, en offrant de leur rembourser rapidement 2 000 \$;
- L'intimé aurait représenté à certains épargnants que leur investissement serait fait « au noir » et que le rendement qu'il leur paierait n'aurait pas à être déclarés aux autorités fiscales, cela justifiant l'emploi d'argent comptant en petites coupures;
- L'intimé aurait invité certains épargnants à décaisser leurs REER pour investir auprès de lui, ce que certains auraient accepté de faire;
- Yvon Perreault se serait fréquemment adressé à des gens âgés plus vulnérables pour leur offrir d'investir auprès de lui;
- L'intimé aurait par l'utilisation des méthodes qui lui sont reprochées réussi à se faire remettre d'importantes sommes d'argent par divers investisseurs, l'un d'entre eux lui ayant remis un total de 93 700 \$;
- Une autre investisseuse aurait remis à Yvon Perreault des montants totalisant 204 883 \$, après avoir racheté une police d'assurance-vie, retiré des sommes de son REER, utilisé le profit d'une vente immobilière et procédé à de nombreux retraits d'argent comptant en petites coupures à des guichets automatiques pour réunir cette somme et la remettre à l'intimé;
- Depuis quelque temps, Yvon Perreault se serait avéré incapable de payer le rendement promis à plusieurs investisseurs et ce, malgré plusieurs mises en demeure de la part de ces derniers;

[34] Dans ces circonstances, le Bureau estime qu'il n'a pas d'autre choix que d'accueillir la demande de l'Autorité à l'égard d'Yvon Perreault, estimant que les faits du présent dossier le justifient et qu'il y a des motifs impérieux de rendre cette décision *ex parte*. Selon toutes les apparences, cet intimé a agi à titre de courtier et de conseiller en valeurs mobilières auprès des épargnants, et ce tel que ces activités réglementées sont décrites à l'article 5 de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[35] L'intimé leur a conseillé de faire des investissements et a agi comme intermédiaire des opérations. Il a recueilli leurs fonds, émis des reçus pour investissement et fait signer d'autres reçus lors du paiement du rendement promis à ces épargnants. De telles activités le désignent comme le seul responsable d'activités que le Bureau estime être des opérations illégales.

LA DÉCISION

[36] Le Bureau a pris connaissance de la demande *ex parte* de l'Autorité. Il a entendu le témoignage de l'enquêteur à l'emploi de cette dernière sur les faits décrits dans cette demande. Il a pris connaissance des documents déposés en preuve par ce témoin et a entendu l'argumentation du procureur de cette demanderesse. Le Bureau est prêt à rendre sa décision pour les motifs évoqués tout au long de la

présente décision, le tout en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*⁹ et des articles 249, 265 et 266 de la *Loi sur les valeurs mobilières*¹⁰.

PAR CES MOTIFS, LE BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION :

ACCUEILLE la demande *ex parte* de l'Autorité des marchés financiers :

- ◆ **ORDONNANCE D'INTERDICTION D'OPÉRATIONS SUR VALEURS, EN VERTU DE L'ARTICLE 93 DE LA LOI SUR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS ET DE L'ARTICLE 265 DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES :**

INTERDIT à Yvon Perreault, intimé en l'instance, d'effectuer, directement ou indirectement, toute activité en vue d'effectuer une opération sur valeurs;

- ◆ **ORDONNANCE D'INTERDICTION D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE CONSEILLER, EN VERTU DE L'ARTICLE 93 DE LA LOI SUR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS ET DE L'ARTICLE 266 DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES :**

INTERDIT à Yvon Perreault d'exercer l'activité de conseiller, comme cette dernière est définie à l'article 5 de la *Loi sur les valeurs mobilières*;

- ◆ **ORDONNANCE DE BLOCAGE, EN VERTU DE L'ARTICLE 93 DE LA LOI SUR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS ET DE L'ARTICLE 249 DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES :**

ORDONNE à Yvon Perreault de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens qu'il a en sa possession;

ORDONNE à Yvon Perreault de ne pas retirer des fonds, titres ou autres bien des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour lui, notamment auprès de la mise en cause dans le présent dossier, à savoir la Caisse populaire Desjardins de Joliette, succursale sise au 575, rue Notre-Dame, Joliette (Québec) J6E 3H8, dans le compte portant le numéro [...9601], ainsi que dans tout autre compte ou coffret de sûreté ouvert au nom de cet intimé à cette succursale; et

ORDONNE à la mise en cause Caisse populaire Desjardins de Joliette, succursale sise au 575, rue Notre-Dame, Joliette (Québec) J6E 3H8, de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle pour Yvon Perreault, notamment dans le compte portant le numéro [...9601] ainsi que dans tout autre compte ou coffret de sûreté ouvert au nom de cet intimé auprès de cette succursale.

[37] En application du second alinéa de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, le Bureau informe l'intimé en l'instance qu'il a une période de quinze jours pour déposer au Bureau un avis de sa contestation, afin que puisse être tenue une audience relative à la présente décision, le cas échéant.

[38] Il appartient alors à l'intimé de communiquer avec le Secrétariat du Bureau, au 1-877-873-2211, afin d'informer le Bureau qu'il entend déposer un avis de sa contestation, le cas échéant. L'intimés est aussi invité à prendre note qu'une partie a le droit de se faire représenter par un avocat.

[39] Conformément à l'article 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, l'ordonnance de blocage entre en vigueur à la date à laquelle elle est prononcée et le restera pour une période de 120 jours, à moins qu'elle ne soit modifiée ou abrogée avant l'échéance de ce terme. Les ordonnances d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller entrent en vigueur à la date à laquelle elles sont prononcées et le resteront jusqu'à ce qu'elles soient abrogées ou modifiées.

⁹ Précitée, note 1.

¹⁰ Précitée, note 2.

Fait à Montréal, le 8 avril 2014.

(S) Claude St Pierre

M^e Claude St Pierre, vice-président

(S) Jean-Pierre Cristel

M^e Jean-Pierre Cristel, vice-président

BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2013-023

DÉCISION N° : 2013-023-001

DATE : 16 avril 2014

EN PRÉSENCE DE : M^e ALAIN GÉLINAS

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Partie demanderesse

c.

4242033 CANADA INC.

et

LINDA PARADIS

Parties intimées

PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES

[art. 273.1, *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 et art. 93, *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2]

M^e Marie-Michelle Côté
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureure de l'Autorité des marchés financiers

Linda Paradis, comparaisant personnellement

Date d'audience : 29 novembre 2013

DÉCISION

[1] Le 16 juillet 2013, l'Autorité des marchés financiers (« Autorité ») a saisi le Bureau de décision et de révision (« Bureau ») d'une demande à l'encontre de 4242033 Canada inc. et de Linda Paradis visant à obtenir l'imposition des pénalités administratives suivantes, en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*¹ et de l'article 273.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*² :

- Une pénalité administrative de 6 500 \$ à l'encontre de 4242033 Canada inc. pour avoir contrevenu à l'article 12.4 du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*³;
- Une pénalité administrative de 2 000 \$ à l'encontre de 4242033 Canada inc. pour avoir contrevenu à l'article 159 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et à l'article 6.2 du *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*⁴;
- Une pénalité administrative de 850 \$ à l'encontre de Linda Paradis pour avoir, par acte ou omission, aidé 4242033 Canada inc. à contrevenir à l'article 12.4 du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*, et ce, pour la période du 28 mars 2010 au 6 décembre 2010, ainsi que pour avoir, par acte ou omission, aidé 4242033 Canada inc. à contrevenir à l'article 159 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et à l'article 6.2 du *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*.

[2] L'audience a eu lieu le 29 novembre 2013 en présence de la procureure de l'Autorité et de l'intimée Linda Paradis. La procureure de l'Autorité a informé le tribunal qu'une transaction était intervenue entre les parties.

LA DEMANDE

[3] Le Bureau reproduit ci-après les faits et les allégations de la demande de l'Autorité :

I. LES PARTIES

1. L'Autorité est l'organisme chargé de l'administration de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (ci-après la « **LVM** »), et elle exerce les fonctions qui y sont prévues conformément à l'article 7 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2 (ci-après la « **LAMF** »);
2. L'intimée 4242033 Canada inc. (ci-après « **Gestion** ») est une société ayant été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, L.R.C. (1985) ch. C-44, agissant dans le domaine du « conseils en gestion de placements et de portefeuilles », le tout tel qu'il appert du Relevé d'état de renseignements d'une personne morale au Registre des entreprises communiqué au soutien des présentes sous la cote **D-1**;
3. Tel qu'il appert du Relevé d'état D-1, l'intimée Gestion utilise également la raison sociale « Gestion financière privée Linda Paradis » dans le cadre de ses activités commerciales;
4. L'intimée Gestion était inscrite auprès de l'Autorité à titre de conseiller en valeurs d'exercice restreint depuis le 1^{er} mai 2009, le tout tel qu'il appert de la décision 2009-SENT-0038 communiquée au soutien des présentes sous la cote **D-2**;

¹ L.R.Q., c. A-33.2.

² L.R.Q., c. V-1.1.

³ (2009) 141 G.O. II, 4768A.

⁴ (2009) 141 G.O. II, 4824A.

5. L'intimée Gestion est inscrite à titre de gestionnaire de portefeuilles d'exercice restreint depuis le 28 septembre 2009, soit la date de l'entrée en vigueur du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*, R.R.Q., c. V-1.1, r.10 (ci-après « **Règlement 31-103** »);
6. L'intimée Linda Paradis (ci-après « **Paradis** ») est actionnaire, administrateur et dirigeante de l'intimée Gestion;
7. L'intimée Paradis est également la personne désignée responsable ainsi que chef de la conformité de l'intimée Gestion en vertu des articles 11.2 et 11.3 du Règlement 31-103;

II. LES OBLIGATIONS

A. L'obligation d'assurance concernant une société inscrite

8. En tant que conseiller gestionnaire de portefeuilles d'exercice restreint, l'intimée Gestion doit souscrire à une police d'assurance selon les conditions prévues à l'article 12.4 du Règlement 31.103 :

12.4. Assurance – conseiller

- 1) Le conseiller inscrit maintient un cautionnement ou une assurance qui réunit les conditions suivantes:
 - a) il prévoit les clauses visées à l'Annexe A;
 - b) il prévoit une double limite d'indemnité globale ou le rétablissement intégral de la couverture.
- 2) Le conseiller inscrit qui ne détient pas d'actifs de clients et qui n'y a pas non plus accès maintient un cautionnement ou une assurance qui prévoit une indemnité de 50 000 \$ à l'égard de chaque clause visée à l'Annexe A.
- 3) Le conseiller inscrit qui détient des actifs de clients ou qui y a accès maintient un cautionnement ou une assurance qui prévoit une indemnité pour le plus élevé des montants suivants à l'égard de chaque clause visée à l'Annexe A:
 - a) 1% des actifs gérés qu'il détient ou auxquels il a accès, calculés selon les documents financiers les plus récents du conseiller, jusqu'à concurrence de 25 000 000 \$;
 - b) 1% de l'actif total du conseiller, calculé selon les documents financiers les plus récents du conseiller, jusqu'à concurrence de 25 000 000 \$;
 - c) 200 000 \$;
 - d) le montant jugé suffisant par résolution du conseil d'administration du conseiller ou les personnes physiques exerçant des fonctions analogues pour le compte de celui-ci.
9. Toutefois, en vertu de l'article 16.13 du Règlement 31-103, les conseillers gestionnaires de portefeuilles bénéficiaient d'un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du Règlement 31-103, soit jusqu'au 28 mars 2010, pour contracter une police d'assurance conformément à l'article 12.4 du Règlement 31-103;

B. L'obligation de transmission de l'avis de modification des renseignements concernant une société inscrite

10. À titre de société inscrite avant le 28 septembre 2009, et en vertu de l'article 159 de la LVM et de l'article 6.2 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription, L.R.Q., c.V-1.1, r. 12 (ci-après « **Règlement 33-109** »), Gestion est tenue de:

159. La personne inscrite avise l'Autorité, dans les cas et le délai déterminés par règlement, de toute modification par rapport aux informations fournies lors de son inscription.

Lorsque le règlement le prévoit, une modification ne peut être effectuée que si l'Autorité donne son accord ou ne s'oppose pas, dans le délai et la forme prévus par règlement. En cas d'opposition, l'Autorité peut prescrire la conduite à tenir.

6.2. Avis de modification concernant les sociétés inscrites avant le 28 septembre 2009 :

- 1) Dans le présent article, on entend par « Formulaire 3 » le formulaire qu'une société a présenté avant l'entrée en vigueur du présent règlement pour s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de placeur dans le territoire qui, lorsque la demande a été faite, aurait été le territoire principal de la société en vertu du présent règlement.
- 2) Sous réserve du paragraphe 5, la société inscrite qui était inscrite dans un territoire du Canada avant l'entrée en vigueur du présent règlement et qui n'a pas présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières l'avise de toute modification des renseignements présentés antérieurement de la façon suivante:
 - a) en ce qui concerne les renseignements donnés dans un avis relatif au mandataire aux fins de signification et au domicile élu, au moyen de l'appendice B de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 7 jours après la modification;
 - b) en ce qui concerne les renseignements contenus dans le Formulaire 3 ou tout avis de modification de ces renseignements, présenté à l'agent responsable, ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières dans les délais suivants:
 - i) s'il s'agit de renseignements équivalents à ceux visés à la partie 3 de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 30 jours après la modification;
 - ii) s'il s'agit de renseignements équivalents à ceux visés à toute autre partie de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 7 jours après la modification.
- 3) La société inscrite visée au paragraphe 2 avise l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières de tout changement de vérificateur ou de date de clôture de son exercice au plus tard 7 jours après le changement.
- 4) Pour l'application des paragraphes 2 et 3, la société peut donner l'avis à l'autorité principale.
- 5) Il n'est pas obligatoire de donner l'avis de modification visé au paragraphe 2 si la modification concerne les renseignements suivants:
 - a) l'ajout d'un dirigeant, d'un associé ou d'un administrateur de la société inscrite, si cette personne physique présente les formulaires suivants:

- i)* le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.2 ou du paragraphe 1 de l'article 2.5;
 - ii)* le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 ou du paragraphe 2 de l'article 2.5;
 - b)* la cessation ou la modification de la relation du dirigeant, de l'associé ou de l'administrateur avec la société inscrite à titre de salarié, d'associé ou de mandataire, si la société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 en vertu du paragraphe 1 de l'article 4.2;
 - c)* un emplacement autre que le siège de la société, si cette dernière présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 en vertu de l'article 3.2;
 - d)* des renseignements équivalents à ceux visés au sous-paragraphe *d* du paragraphe 3 de l'article 3.1. » (nos soulignements)
11. Le ou vers le 27 mars 2009, l'intimée Gestion a déposé sa demande d'inscription à titre de courtier ou de conseiller en valeurs auprès de l'Autorité, le tout tel qu'il appert du Formulaire 2 de cette demande dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote **D-3**;
12. Selon le Formulaire 2 de demande d'inscription (D-3), le vérificateur de l'intimée Gestion est Bois Montpetit, Comptables Agréés;

III. LES FAITS

13. Le 5 mai 2009, l'Autorité a transmis une lettre à l'intimée Gestion notamment afin de l'aviser que, depuis le 1^{er} janvier 2005, les courtiers et les conseillers doivent se conformer aux exigences du Règlement 33-109, le tout tel qu'il appert de cette lettre dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote **D-4**;
14. Le ou vers le 12 janvier 2010, l'Autorité a transmis une lettre à l'intimée Gestion lui rappelant qu'elle avait jusqu'au 28 mars 2010 pour se conformer aux nouvelles obligations d'assurance prévues au Règlement 31-103, le tout tel qu'il appert de cette lettre dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote **D-5**;
15. Le 7 mai 2010, l'intimée Gestion a déposé des états financiers non vérifiés accompagnés d'un avis au lecteur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, le tout tel qu'il appert de ces états financiers non vérifiés dont copie est communiqué au soutien des présentes sous la cote **D-6**;
16. L'Autorité, suite à l'obtention des états financiers non vérifiés (D-6), a constaté que les états financiers ont été préparés par un nouveau vérificateur, les comptables agréés Dupont Robin;
17. Le 3 septembre 2010, ayant constaté le changement de vérificateur sur les états financiers non vérifiés (D-6), l'Autorité a transmis une lettre à l'intimée Gestion notamment afin de l'informer de son défaut d'aviser l'Autorité de ce changement, le tout tel qu'il appert de cette lettre dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote **D-7**;
18. Le 26 octobre 2010, l'intimée Gestion a déposé des états financiers vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, le tout tel qu'il appert de ces états financiers vérifiés dont copie est communiquée au soutien des présentes sous la cote **D-8**;
19. L'Autorité, suite à l'obtention des états financiers vérifiés (D-8), a constaté que les états financiers ont été préparés par un autre nouveau vérificateur, le comptable agréé Sylvain Arsenault;

20. Les 22, 29 et 30 novembre 2010, le Service de l'encadrement des intermédiaires de l'Autorité a procédé à une inspection des assises financières de l'intimée Gestion conformément à l'article 151.1 de la LVM;
21. Lors de cette inspection, l'Autorité a obtenu une copie du certificat d'assurance de l'intimée Gestion en vigueur lors de cette inspection, le tout tel qu'il appert d'une copie de ce certificat communiquée au soutien des présentes sous la cote **D-9**;
22. L'Autorité, suite à l'obtention du certificat d'assurance (D-9), a constaté que l'intimée Gestion n'avait pas, en date du 28 mars 2010, la couverture d'assurance couvrant ses activités selon les nouvelles exigences requises par le Règlement 31-103;
23. Les intimées, à la demande de l'Autorité, ont entrepris les démarches nécessaires afin d'obtenir la couverture d'assurance requise selon les nouvelles exigences prévues par le Règlement 31-103;
24. Le 9 décembre 2010, l'intimée Gestion a remis à l'Autorité sa police d'assurance conforme au Règlement 31-103 couvrant la période du 7 décembre 2010 au 7 décembre 2011, le tout tel qu'il appert de copies de *Conditions particulières* de deux avenants communiquées au soutien des présentes sous la cote **D-10**, en liasse;

IV. LES MANQUEMENTS

25. À la lumière de ce qui précède, l'intimée Gestion a fait défaut de respecter l'article 12.4 du Règlement 31-103 et ce, pour la période du 28 mars 2010 au 6 décembre 2010;
26. L'intimée Gestion a aussi fait défaut de respecter l'article 159 de la LVM et l'article 6.2 du Règlement 33-109;
27. De plus, l'Autorité est d'avis que, en tant que chef de la conformité de l'intimée Gestion, l'intimée Paradis a manqué à ses responsabilités de s'assurer de la conformité de celle-ci avec la législation et la réglementation en valeurs mobilières et ce, à l'égard des manquements précités;

V. LES PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES

28. Considérant les pouvoirs du Bureau de décision et de révision (ci-après le « **Bureau** ») d'imposer une pénalité administrative en vertu de l'article 273.1 de la LVM à toute personne ayant fait défaut de respecter une disposition d'un règlement adopté en vertu de la LVM;
29. Considérant les pouvoirs du Bureau d'imposer une pénalité administrative en vertu de l'article 273.1 de la LVM à un dirigeant ou un administrateur ayant, par son acte ou omission, contrevenu ou aidé à l'accomplissement d'une contravention à une disposition d'un règlement adopté en vertu de la LVM;
30. Considérant le pouvoir de l'Autorité, en vertu de l'article 93 de la LAMF, de demander au Bureau d'imposer une telle pénalité administrative;
31. Considérant le pouvoir de l'Autorité, en vertu de l'article 94 de la LAMF, de demander au Bureau d'ordonner toute mesure propre à assurer le respect des dispositions de la LVM;
32. Considérant les manquements constatés relativement à la LVM, au Règlement 31-103 et au Règlement 33-109;
33. L'Autorité est d'avis qu'une pénalité administrative de 2 500,00 \$ doit être imposée à l'intimée Gestion pour avoir contrevenu à l'article 12.4 du Règlement 31-103 en date du 28 mars 2010;
34. L'Autorité demande également d'imposer une pénalité administrative à l'intimée Gestion de 500 \$ par mois de retard entre le 28 mars 2010 et le 28 novembre 2010, pour un total de 4 000,00 \$;

35. L'Autorité est aussi d'avis qu'une pénalité administrative de 2 000,00 \$ doit être imposée à l'intimée Gestion pour avoir contrevenu à l'article 159 de la LVM et à l'article 6.2 du Règlement 33-109;
36. L'Autorité est finalement d'avis qu'une pénalité administrative de 850 \$, soit 10 % des pénalités totales réclamées à l'intimée Gestion, doit être imposée à l'intimée Paradis à titre de chef de la conformité, actionnaire, administrateur et dirigeante de l'intimée Gestion;

L'AUDIENCE

[4] À l'audience du 29 novembre 2013, la procureure de l'Autorité a déposé l'entente intervenue entre les parties et elle a déposé les pièces au dossier. Elle a indiqué que les intimées admettent les faits. Linda Paradis était présente à l'audience, elle a affirmé qu'elle admettait les faits et qu'elle consentait au dépôt des pièces.

[5] La procureure de l'Autorité a rappelé les manquements reprochés à savoir d'avoir souscrit une police d'assurance non conforme à l'article 12.4 du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*, et ce, pour la période du 28 mars 2010 au 6 décembre 2010 et d'avoir omis d'informer l'Autorité du changement de vérificateur en contravention de l'article 159 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et de l'article 6.2 du *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*.

[6] Elle a rappelé que le manquement reproché à Linda Paradis est d'avoir fait défaut d'assurer la conformité de la société avec la réglementation applicable.

[7] La procureure de l'Autorité a indiqué que la transaction est dans l'intérêt public.

[8] Le Bureau reproduit ci-après les termes de la transaction.

TRANSACTION

ATTENDU QUE l'Autorité des marchés financiers (ci-après l'« **Autorité** ») a pour mandat, notamment, d'assurer la protection des investisseurs, de favoriser le bon fonctionnement du marché des valeurs mobilières et de prendre toute mesure prévue à la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (ci-après « **LVM** »);

ATTENDU QUE l'Autorité, en vertu des pouvoirs lui étant attribués par la LVM, a le pouvoir de faire une inspection à l'égard d'un conseiller en valeurs afin de s'assurer de l'application des dispositions de la LVM, de ses règlements ainsi que des instructions générales;

ATTENDU QUE l'intimée 4242033 Canada inc. (ci-après « **Gestion** ») était inscrite auprès de l'Autorité à titre de conseiller en valeurs d'exercice restreint depuis le 1^{er} mai 2009;

ATTENDU QUE l'intimée Gestion est inscrite à titre de gestionnaire de portefeuilles d'exercice restreint depuis le 28 septembre 2009, soit la date de l'entrée en vigueur du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*, R.R.Q., c. V-1.1, r.10 (ci-après « **Règlement 31-103** »);

ATTENDU QUE l'intimée Linda Paradis (ci-après « **Paradis** ») est actionnaire, administrateur et dirigeante de l'intimée Gestion;

ATTENDU QUE l'intimée Paradis est également la personne désignée responsable ainsi que chef de la conformité de l'intimée Gestion en vertu des articles 11.2 et 11.3 du Règlement 31-103;

ATTENDU QUE en tant que conseiller gestionnaire de portefeuilles d'exercice restreint, l'intimée Gestion doit souscrire à une police d'assurance selon les conditions prévues à l'article 12.4 du Règlement 31.103;

ATTENDU QUE à titre de société inscrite avant le 28 septembre 2009, et en vertu de l'article 159 de la LVM et de l'article 6.2 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription, L.R.Q., c.V-1.1, r. 12 (ci-après « **Règlement 33-109** »), Gestion est tenue d'aviser l'Autorité de tout changement de vérificateur au plus tard 7 jours après le changement;

ATTENDU QUE le ou vers le 27 mars 2009, l'intimée Gestion a déposé sa demande d'inscription à titre de courtier ou de conseiller en valeurs auprès de l'Autorité et que selon le Formulaire 2 de demande d'inscription, le vérificateur de l'intimée Gestion est Bois Montpetit, Comptables Agréés;

ATTENDU QUE le 7 mai 2010, suite à l'obtention des états financiers non vérifiés accompagnés d'un avis au lecteur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, l'Autorité a constaté que les états financiers ont été préparés par un nouveau vérificateur, les comptables agréés Dupont Robin;

ATTENDU QUE le 26 octobre 2010, l'intimée Gestion a déposé des états financiers vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009;

ATTENDU QUE l'Autorité, suite à l'obtention des états financiers vérifiés, a constaté que les états financiers ont été préparés par un autre nouveau vérificateur, le comptable agréé Sylvain Arsenault;

ATTENDU QUE les 22, 29 et 30 novembre 2010, le Service de l'encadrement des intermédiaires de l'Autorité a procédé à une inspection des assises financières de l'intimée Gestion conformément à l'article 151.1 de la LVM;

ATTENDU QUE l'Autorité, suite à l'obtention du certificat d'assurance en vigueur lors de cette inspection, a constaté que l'intimée Gestion n'avait pas, en date du 28 mars 2010, la couverture d'assurance couvrant ses activités selon les nouvelles exigences requises par le Règlement 31-103;

ATTENDU QUE les intimées, à la demande de l'Autorité, ont entrepris les démarches nécessaires afin d'obtenir la couverture d'assurance requise selon les nouvelles exigences prévues par le Règlement 31-103;

ATTENDU QUE le 9 décembre 2010, l'intimée Gestion a remis à l'Autorité sa police d'assurance conforme au Règlement 31-103 couvrant la période du 7 décembre 2010 au 7 décembre 2011;

ATTENDU QUE à la lumière de ce qui précède, l'intimée Gestion a fait défaut de respecter l'article 12.4 du Règlement 31-103 et ce, pour la période du 28 mars 2010 au 6 décembre 2010;

ATTENDU QUE l'intimée Gestion a aussi fait défaut de respecter l'article 159 de la LVM et l'article 6.2 du Règlement 33-109;

ATTENDU QUE de plus, en tant que chef de la conformité de l'intimée Gestion, l'intimée Paradis a manqué à ses responsabilités de s'assurer de la conformité de celle-ci avec la législation et la réglementation en valeurs mobilières et ce, à l'égard des manquements précités;

ATTENDU QUE l'Autorité peut, en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2 (ci-après la « **LAMF** »), s'adresser au Bureau de décision et de révision (ci-après le « **Bureau** ») afin d'exercer les fonctions et pouvoirs prévus par les dispositions de la LVM;

ATTENDU QUE l'Autorité peut s'adresser au Bureau, en vertu de l'article 273.1 de la LVM, afin d'obtenir l'imposition d'une pénalité administrative vu le défaut de respecter des dispositions de la LVM;

ATTENDU QUE le 12 août 2013, l'Autorité a signifié aux intimés une demande afin d'obtenir l'imposition de pénalités administratives (ci-après la « **Demande** »);

ATTENDU QUE les parties désirent conclure une transaction visant le règlement du présent dossier;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie des présentes et doit présider à son interprétation;
2. Les intimées admettent les faits allégués aux paragraphes 1 à 27 de la Demande produite au présent dossier du Bureau;
3. Les intimées consentent au dépôt devant le Bureau des pièces D-1 à D-10 alléguées à la Demande;
4. Les intimées consentent, en vertu de la présente transaction, et dès l'approbation par le Bureau des termes et conditions des présentes, le cas échéant, à :
 - payer une pénalité administrative de 5 500,00 \$ pour le défaut de Gestion de souscrire une police d'assurance selon les conditions prévues au *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*, c. V-1.1, r.10, et ce, pour la période du 28 mars 2010 au 6 décembre 2010;
 - payer une pénalité administrative de 2 000,00 \$ pour le défaut de Gestion d'aviser l'Autorité de son changement de vérificateur, au plus tard 7 jours après le changement, selon les exigences prévues à la LVM et le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, L.R.Q., c.V-1.1, r. 12;
 - payer une pénalité administrative de 750,00 \$ pour le défaut de Linda Paradis, en tant que chef de la conformité de Gestion, de s'assurer de la conformité de celle-ci avec la législation et la réglementation en valeurs mobilières et ce, à l'égard des manquements précités de Gestion;
5. Les intimées consentent à payer à l'Autorité et à transmettre à cette dernière la totalité des sommes dues, soit huit mille deux cent cinquante dollars (8 250,00 \$), au plus tard dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la décision devant être rendue par le Bureau sur la présente transaction et ce, par le biais d'un chèque certifié libellé à l'ordre de l'« Autorité des marchés financiers » et encaissable le jour de sa réception;
6. Les intimées reconnaissent que la présente transaction est conclue dans l'intérêt public;
7. Les intimées reconnaissent avoir lu toutes et chacune des clauses de la présente transaction, reconnaissent en avoir compris la portée et s'en déclarent satisfaits;
8. Les intimées consentent à ce que le Bureau leur impose, par une Décision à être rendue dans le présent dossier, de payer à l'Autorité les pénalités administratives décrites au paragraphe 4 des présentes;
9. Les intimées reconnaissent avoir été conseillées par des procureurs de leur choix dans le cadre de la négociation ayant mené à la signature de la présente transaction ou avoir eu l'opportunité d'obtenir les conseils juridiques de l'avocat de leur choix au sujet de leurs droits, leurs obligations et les conséquences découlant de la présente transaction;
10. Les intimées reconnaissent que les termes et conditions de la présente transaction seront des engagements souscrits par cette dernière auprès de l'Autorité, engagements qui seront exécutoires et opposables à leur égard dès la signature des présentes;
11. Les intimées reconnaissent que constitue une infraction à la LVM le fait de manquer à un engagement souscrit auprès de l'Autorité ou du Bureau;
12. Les parties conviennent de ne faire aucune déclaration publique incompatible avec les termes et conditions de la présente transaction;

13. La présente transaction ne saurait être interprétée à l'encontre de l'Autorité à titre de renonciation à ses droits et recours lui étant attribués en vertu de la LVM, de la LAMF ou de toute autre loi ou règlement à l'égard de toute violation, passée, présente ou future de la part des intimées;
14. L'Autorité se réserve le droit de se présenter à nouveau devant le Bureau relativement aux violations alléguées et décrites à la Demande advenant un défaut de la part des intimées de respecter les termes et conditions de la présente transaction.

LA DÉCISION

[9] Le Bureau a pris connaissance de la demande de l'Autorité et de l'entente intervenue entre les parties. Considérant l'admission des faits et des manquements par les intimées et considérant que la transaction est dans l'intérêt public, le Bureau prend acte de la transaction et est prêt à prononcer les pénalités administratives convenues entre les parties, selon les modalités de paiement prévues à la transaction.

[10] **PAR CES MOTIFS**, le Bureau de décision et de révision, en vertu de l'article 273.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* :

IMPOSE une pénalité administrative de 5 500 \$ pour le défaut de 4242033 Canada inc. de souscrire une police d'assurance selon les conditions prévues au *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*, et ce, pour la période du 28 mars 2010 au 6 décembre 2010;

IMPOSE une pénalité administrative de 2 000 \$ pour le défaut de 4242033 Canada inc. d'aviser l'Autorité de son changement de vérificateur, au plus tard 7 jours après le changement, selon les exigences prévues à la *Loi sur les valeurs mobilières* et au *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*;

IMPOSE une pénalité de 750 \$ pour le défaut de Linda Paradis, en tant que chef de la conformité de 4242033 Canada inc., de s'assurer de la conformité de celle-ci avec la législation et la réglementation en valeurs mobilières, et ce, à l'égard des manquements précités de 4242033 Canada inc.;

AUTORISE le paiement des pénalités imposées selon les modalités prévues à la transaction, à savoir :

Le paiement des sommes dues, soit huit mille deux cent cinquante dollars (8 250 \$), devra être effectué par les intimées au plus tard dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la présente décision, et ce, par le biais d'un chèque certifié libellé à l'ordre de l'« Autorité des marchés financiers » et encaissable le jour de sa réception.

Fait à Montréal, le 16 avril 2014.

(s) Alain Gélinas

M^e Alain Gélinas

BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2014-020

DÉCISION N° : 2014-020-001

DATE : Le 17 avril 2014

EN PRÉSENCE DE : M^e CLAUDE ST PIERRE

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS, personne morale légalement constituée, ayant un établissement situé au 800, Square Victoria, 22^e étage, C.P. 246, Tour de la Bourse, Montréal (Québec) H4Z 1G3

Partie demanderesse

c.

KARATBARS INTERNATIONAL GMBH, personne morale ayant une adresse au Königstrasse 52, 70173, Stuttgart, Allemagne

et

ROBERT LARIVIÈRE, domicilié et résidant au [...], Montréal (Québec) [...]

et

MICHEL DESROCHES, domicilié et résidant au [...], Drummondville (Québec) [...]

et

ANTHONI SNOPEK, domicilié et résidant au [...], Laval (Québec) [...]

et

MICHEL GALIPEAU, domicilié et résidant au [...], Laval (Québec) [...]

Parties intimées

**ORDONNANCE EX PARTE D'INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS SUR VALEURS ET D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE
CONSEILLER**

[art. 265 et 266, *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, art. 93 et 115.9, *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2]

M^e Caroline Paquin et M^e Jean-Nicolas Wilkins
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureurs de l'Autorité des marchés financiers

Date d'audience : 9 avril 2014

DÉCISION

[1] Le 8 avril 2014, l'Autorité des marchés financiers (l'« *Autorité* ») a saisi le Bureau de décision et de révision (le « *Bureau* ») d'une demande d'audience *ex parte*, en vertu des articles 93 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*¹ et des articles 265 et 266 de la *Loi sur les valeurs mobilières*². Le tout vise à obtenir les conclusions suivantes :

- Une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs à l'encontre de Karatbars International GMBH (« *Karatbars* »), Robert Larivière, Michel Desroches, Anthoni Snopek et Michel Galipeau; et
- Une ordonnance d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller à l'encontre Karatbars International GMBH, Robert Larivière, Michel Desroches, Anthoni Snopek et Michel Galipeau.

[2] La demande de l'Autorité a été présentée en vertu de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, selon lequel il est loisible au Bureau de prononcer une décision affectant défavorablement les droits d'une personne sans audition préalable, lorsqu'un motif impérieux le requiert.

[3] L'Autorité a déposé avec sa demande l'affidavit requis par l'article 19 du *Règlement sur les règles de procédure du Bureau de décision et de révision*³, en vertu duquel une demande fondée sur des motifs impérieux doit être accompagnée d'une déclaration sous serment écrite à l'appui des faits de la demande et des motifs impérieux. Une copie de la demande et de l'affidavit est jointe à la présente.

[4] Une audience *ex parte* a eu lieu le 9 avril 2014, afin que l'Autorité puisse présenter sa demande.

LA DEMANDE

[5] Le Bureau reproduit ci-après les allégations de l'Autorité, telles que décrites à sa demande et telles qu'amendées pendant l'audience :

I. INTRODUCTION

1. Tel qu'il sera plus amplement détaillé par la suite, la présente demande concerne un stratagème d'investissement qui est lié à la société allemande Karatbars dont les produits d'investissement sont principalement promus par le biais de conférences, diffusées notamment sur le web et dans les médias sociaux;
2. Dans le cadre de son programme d'affiliés, Karatbars permet aux personnes de souscrire par internet à un de leurs forfaits et les invite à recruter à leur tour deux autres personnes, lesquelles seront à leur tour invitées à recruter deux autres personnes chacune et ainsi de suite;
3. Les personnes se voient présenter la possibilité d'en tirer des revenus faramineux, notamment sous forme d'un pourcentage des montants perçus sur les forfaits auxquels ont souscrit les personnes qu'elles ont recrutées ainsi que sur les achats de grammes d'or effectués auprès de Karatbars par toutes les personnes qui ont été recrutées sous eux;
4. Tel qu'il sera plus amplement détaillé par la suite, nous soumettons que le programme d'affiliés de Karatbars constitue un contrat d'investissement au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières*, Chapitre V-1.1 (ci-après la « **LVM** »);
5. C'est pourquoi, l'Autorité des marchés financiers (ci-après l'« **Autorité** ») demande au Bureau de décision et de révision (ci-après le « **Bureau** »), de bien vouloir :

¹ L.R.Q., c. A-33.2.

² L.R.Q., c. V-1.1.

³ (2004) 136 G.O. II, 4695.

- prononcer une ordonnance d'interdiction d'agir à titre de conseillers à l'encontre de Karatbars International GmbH (ci-après « **Karatbars** »), Robert La Rivière (ci-après « **La Rivière** »), Michel Desroches (ci-après « **Desroches** »), Anthoni Snopek (ci-après « **Snopek** ») et Michel Galipeau (ci-après « **Galipeau** »), tel que défini à l'article 5 de la L.V.M.;
- prononcer une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs à l'encontre de Karatbars, La Rivière, Desroches, Snopek et Galipeau;

et ce, pour les motifs énoncés ci-après.

II. LES PARTIES

A) LA DEMANDERESSE

6. L'Autorité est l'organisme responsable de l'application, notamment, de la LVM et elle exerce les fonctions qui y sont prévues conformément à l'article 7 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, Chapitre A-33.2 (ci-après la « **LAMF** »).

B) LES INTIMÉS

i. **KARATBARS**

7. Karatbars a été constituée le 14 décembre 2011, à titre de société à responsabilité limitée, inscrites aux registres corporatifs allemands, et son siège social est situé au Königstrasse 52, 70173, Stuttgart, Germany, tel qu'il appert d'extraits du Portail d'immatriculation allemand, en liasse, **pièce D-1**;
8. Karatbars n'est pas immatriculé au Québec;
9. Sur le site internet de Karatbars (www.karatbars.com), la société, présentée comme spécialisée dans le commerce de petits lingots d'or fin et d'articles cadeaux, permet aux personnes de s'inscrire auprès de Karatbars à titre d'affiliés pour adhérer à leur programme de référencement et obtenir des revenus (ci-après les « **Affiliés** »), tel qu'il appert de la copie papier du site internet Karatbars, **pièce D-2**;
10. Monsieur Harald Seiz est directeur général de Karatbars depuis le 8 février 2013 et il détient également le site internet <http://kb-vision.ch>, un site relié à une compagnie distincte, sur lequel on retrouve certaines présentations de Karatbars;
11. La Rivière présente Karatbars comme étant enregistrée et incorporée auprès de l'Organisation mondiale du commerce, à titre d'entreprise de commerce électronique, plus communément appelé un e-commerce, information qu'a démenti l'Organisation mondiale du commerce;
12. Karatbars n'est pas inscrite auprès de l'Autorité à titre de courtier, conseiller ou gestionnaire de fonds d'investissement sous la LVM, tel qu'il appert de l'attestation d'absence de droit de pratique émise par l'Autorité le 7 avril 2014, **pièce D-3**;
13. Karatbars n'a pas le statut d'émetteur assujéti au Québec, tel qu'il appert de l'extrait du Système électronique de données, d'analyse et de recherche («ci-après « **SEDAR** »), **pièce D-4**;
14. Karatbars n'a pas déposé de prospectus ou bénéficié de visa de prospectus ou encore, bénéficié de dispense d'effectuer un tel dépôt, émis par la Commission des valeurs mobilières du Québec ou l'Autorité, tel qu'il appert de l'attestation émise par l'Autorité le 4 avril 2014, **pièce D-5**;

ii. **LA RIVIÈRE**

15. La Rivière est « Partener Sénior » chez Karatbars, tel qu'il appert des informations qu'il diffuse sur son profil LinkedIn, **pièce D-6**;
16. Selon les témoignages et les informations recueillis par l'enquêteur, ce serait La Rivière qui aurait débuté les activités de Karatbars au Québec et il animerait des webinaires diffusés sur internet plus d'une fois par semaine;
17. La Rivière serait membre du conseil d'administration de Karatbars et participerait à des réunions hebdomadaires de Karatbars;

18. La Rivière détient six noms de domaine et/ou est relié à plusieurs sites internet qui font la promotion de Karatbars dont notamment :
- **robertlariviere.com** : il s'agit du site de Séminaires Robert La Rivière dans lequel des explications sont données concernant le programme Karatbars, dans la section du site « Opportunité d'affaires »; on y retrouve également une référence au site biltmoregold.thekaratgroup.com;
 - **<http://biltmoregold.thekaratgroup.com>** : il s'agit d'un site consacré à Karatbars présentant les coordonnées de Robert La Rivière dans lequel un lien mène à une page internet permettant d'ouvrir un compte chez Karatbars;
 - **<http://karatbarsmontreal.com>**: il s'agit d'un site visant à faciliter l'enregistrement aux activités de Karatbars, dans lequel on trouve notamment de l'information concernant la conférence de Karatbars qui a été donnée à l'Hôtel Chanteclerc le 8 février 2014 ainsi qu'un formulaire d'inscription pour cette activité;
 - **<http://www.biltmoreone.com>** : il s'agit d'un site lié à la société 8149658, présentée comme étant « Distribution Robert La Rivière » et bien établie dans le domaine de la vente de petits lingots d'or fin, d'une pureté de 999.9 millièmes et affiliée à Karatbars; des références sont faites à des sites de La Rivière (<http://thekaratgroupeyolasite.com/robertlariviere> et <http://biltmoreOr.thekaratgroup.com>) et des liens aux présentations en ligne de La Rivière sur le site Anymeeting.com ainsi qu'un lien pour s'inscrire au programme Karatbars;
 - **<http://thekaratgroup.yolasite.com/robertlariviere.php>** : il s'agit d'un site sur diffusant notamment la photo de La Rivière et ses coordonnées; le site décrit également le programme Karatbars; on y retrouve un lien pour s'inscrire à Karatbars;
 - **<http://myhelpinghandup.com/kb/robertlariviere>**; il s'agit d'un site similaire aux autres; on y retrouve les coordonnées de La Rivière, une présentation du programme Karatbars ainsi qu'un lien pour s'y inscrire.

19. La Rivière n'est pas inscrit auprès de l'Autorité à quelque titre que ce soit sous la LVM, tel qu'il appert de l'attestation d'absence de droit de pratique émise par l'Autorité le 7 avril 2014, **pièce D-7**;

iii. DESROCHES

20. Desroches est un « Senior Partner » de Karatbars, tel qu'il appert d'une copie de sa carte d'affaires diffusée sur le web à l'adresse suivante http://www.grbusinessnetworking.com/reseautagedaffaires/index.php?c=Q7mT_pjq2q20FQhkj5kWX8-2XeFfUGem-8pVtS8CS4M, **pièce D-8**;
21. Desroches préside plusieurs rencontres d'information et de recrutement d'investisseurs pour le compte de Karatbars;
22. D'ailleurs, l'enquêteur au dossier a assisté à une conférence d'information donnée à Drummondville le 29 octobre 2013, conférence qui était donnée en ligne par La Rivière, alors que Desroches répondait aux questions des personnes assistant à la conférence;
23. Desroches a également discuté au téléphone avec l'enquêteur au dossier le 31 octobre 2013 afin de répondre à ses questions concernant Karatbars;
24. Selon des témoins, Desroches :
- se trouverait juste sous Yves Corbeil qui lui se trouve sous La Rivière;
 - se décrit comme l'Affilié le plus rémunéré au Canada et il aurait quitté son emploi pour se consacrer à temps plein à développer Karatbars au Québec;
 - indique avoir commencé à travailler pour Karatbars le 31 juillet 2013 et travailler depuis à tous les jours, de sorte que son organisation, en février 2014, comprenait 3270 personnes;
 - s'est présenté à titre de planificateur financier lors d'une conférence d'information portant sur Karatbars donnée à Laval;

- il se présente parfois à titre d'ancien planificateur financier;
25. Desroches détient deux noms de domaine et/ou est relié aux sites suivants qui font la promotion de Karatbars :
- <http://myhelpinghandup.com/kb/micheldesroches> : il s'agit d'un site où le programme Karatbars est présenté sommairement, où on retrouve les coordonnées de Desroches ainsi qu'un lien permettant de s'inscrire au programme Karatbars;
 - www.karatbars999.com : il s'agit d'un site présentant plusieurs pages web donnant de l'information sur le programme Karatbars, où on retrouve les coordonnées de Desroches ainsi qu'un lien permettant de s'inscrire au programme Karatbars;
26. Desroches n'est pas inscrit auprès de l'Autorité à quelque titre que ce soit sous la LVM, tel qu'il appert de l'attestation d'absence de droit de pratique émise par l'Autorité le 7 avril 2014, **pièce D-9**;
27. Il a cependant déjà été inscrit auprès de l'Autorité notamment en assurances;
28. Desroches n'a pas obtenu de diplôme de l'Institut québécois de planification financière (l'« IQPF »), tel qu'il appert d'une copie d'un courriel de IQPF en date du 12 mars 2014, **pièce D-10**;

iv. SNOPEK

29. Snopek a embarqué dans Karatbars le 5 octobre 2013;
30. Il est présent au Mexique, aux États-Unis, au Canada et en Inde;
31. Dans la pyramide de Karatbars, Snopek serait sous Desroches;
32. Snopek aurait plus de 2 000 Affiliés dans son organisation;
33. Snopek indique qu'il reçoit de Karatbars des revenus de l'ordre de 2 338 \$ par semaine;
34. Aucun nom de domaine ou site web à son nom n'a été répertorié à ce jour;
35. Cependant, des témoins ainsi que des vidéos sur le web démontrent que Snopek fait des conférences pour la promotion du programme Karatbars;
36. Snopek n'est pas inscrit auprès de l'Autorité à quelque titre que ce soit sous la LVM, tel qu'il appert de l'attestation d'absence de droit de pratique émise par l'Autorité le 7 avril 2014, **pièce D-11**;

v. GALIPEAU

37. Galipeau se présente comme fiscaliste et, lors des conférences sur Karatbars, répond aux questions concernant les impacts fiscaux engendrés dans le contexte, contribuant ainsi à créer un climat de confiance;
38. Galipeau n'est pas inscrit auprès de l'Autorité à quelque titre que ce soit sous la LVM, tel qu'il appert de l'attestation d'absence de droit de pratique émise par l'Autorité le 7 avril 2014, **pièce D-12**;

III. LES OBLIGATIONS

39. La LVM s'applique à toutes les formes d'investissement qui sont décrites à l'article 1 de la LVM, incluant le contrat d'investissement;
40. Toute personne qui entend proposer un contrat d'investissement au Québec doit établir un prospectus et le faire viser par l'Autorité, avant de procéder au placement d'une valeur, telle que défini à l'article 5 de la LVM :

« placement »:

1° le fait, par un émetteur, de rechercher ou de trouver des souscripteurs ou des acquéreurs de ses titres;

(...)

4° le fait, par le souscripteur ou l'acquéreur qui a acquis des titres sans que fût établi le prospectus exigé par la loi et sans que l'opération fût l'objet d'une dispense, de rechercher ou de trouver des acquéreurs;

(...)

7° le fait, par un intermédiaire, de rechercher ou de trouver des souscripteurs ou des acquéreurs de titres faisant l'objet d'un placement en vertu des paragraphes 1° à 6° »;

41. De plus, l'article 148 de la LVM impose à toute personne qui agit comme courtier ou conseiller d'être inscrite auprès de l'Autorité;

42. Les notions de courtier et de conseiller sont définies à l'article 5 de la LVM et inclut les activités suivantes :

« courtier »: toute personne qui exerce ou se présente comme exerçant les activités suivantes:

1° des opérations sur valeurs comme contrepartiste ou mandataire;

2° le placement d'une valeur pour son propre compte ou pour le compte d'autrui;

3° tout acte, toute publicité, tout démarchage, toute conduite ou toute négociation visant même indirectement la réalisation d'une activité visée au paragraphe 1° ou 2° »;

«conseiller»: toute personne qui exerce ou se présente comme exerçant l'activité consistant à conseiller autrui en matière d'investissement en valeurs ou d'achat, de souscription ou de vente de valeurs ou à gérer un portefeuille de valeurs; »

43. Par conséquent, une personne doit être inscrite (i) à titre de courtier auprès de l'Autorité avant notamment d'effectuer le placement d'une valeur ou avant de faire notamment tout démarchage visant même indirectement la réalisation du placement d'une valeur et/ou (ii) à titre de conseiller auprès de l'Autorité avant notamment de conseiller autrui en matière d'investissement en valeurs ou d'achat, de souscription ou de vente de valeurs ou à gérer un portefeuille de valeurs;

IV. LES FAITS

a) LES DÉNONCIATIONS REÇUES PAR L'AUTORITÉ

44. Le ou vers le 19 septembre 2013, l'Autorité a reçu deux dénonciations à l'effet que des individus étaient sollicités pour participer à un stratagème de type pyramidal en vertu duquel les participants doivent, pour devenir Affilié de Karatbars :

A) déboursier un montant initial auprès de Karatbars pour obtenir ensuite un pourcentage sur les achats des personnes référencées;

B) trouver deux personnes qui participeraient à leur tour dans le stratagème; et

C) s'engager à déboursier 65\$ par semaine pour l'achat d'un gramme d'or, auprès de Karatbars pour une période de 12 semaines;

(ci-après le « **Programme d'Affiliés de Karatbars** »);

b) L'ENQUÊTE INSTITUÉE PAR L'AUTORITÉ

45. Le 19 septembre 2013, l'Autorité a institué une enquête portant notamment sur les activités de placement de valeurs effectuées par Karatbars et La Rivière ainsi que toutes les sociétés ayant ou ayant eu des activités reliées à ces derniers et toutes les personnes reliées à ces sociétés;

46. Selon la preuve recueillie à ce jour dans le cadre de cette enquête, il appert que les Intimées ont procédé, ou ont aidé à procéder, aux placements d'une forme d'investissement assujettie à l'application de la LVM, et ce, sans avoir obtenu un prospectus visé par l'Autorité;

47. Plus particulièrement, La Rivière, Desroches, Snopek et Galipeau ont sollicité et continuent de solliciter des personnes pour participer au stratagème de type pyramidal de Karatbars, laquelle participation prend la forme d'un contrat d'investissement;

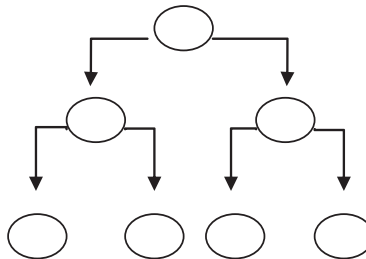
48. Les contrats d'investissement sont conclus entre les participants et Karatbars, par l'entremise du site internet de Karatbars, dans lequel les participants s'enregistrent et paient directement en ligne le montant initial qu'ils déboursent;
49. Karatbars a exercé et continue d'exercer l'activité de courtier en valeurs mobilières, et ce, sans être inscrits à ce titre auprès de l'Autorité et sans avoir obtenu auprès de l'Autorité de prospectus visé, ni de dispense;
50. La Rivière, Desroches, Snopek et Galipeau ont exercé l'activité de conseiller ou de courtier en valeurs mobilières, et ce, sans être inscrits à ce titre auprès de l'Autorité et sans avoir obtenu auprès de l'Autorité de prospectus visé, ni de dispense;
51. L'enquête de l'Autorité est toujours en cours;

c) LE PROGRAMME D’AFFILIÉS DE KARATBARS

52. En tant que société allemande spécialisée dans le commerce de l'or, Karatbars propose aux personnes intéressées (1) soit d'acquérir de l'or et des articles cadeaux, (2) soit de devenir Affilié à Karatbars et ainsi promouvoir les activités de Karatbars par l'entremise du Programme d’Affiliés de Karatbars;
 - i. **SITE WEB KARATBARS***
 53. L'ensemble des interactions entre les personnes intéressées et Karatbars se déroule en ligne, par l'entremise du site internet de Karatbars;
 54. Ce site internet comporte une section « inscription » où la personne choisit de s'inscrire à titre d’Affilié ou de consommateur :
 - A) La section consommateur est réservée aux personnes désirant simplement acquérir de l'or pour leur propre compte;
 - B) La section Affilié permet d'adhérer au Programme d’Affiliés de Karatbars (le programme de référencement) et de recevoir des revenus;
 55. Dans le cadre de son Programme d’Affiliés, Karatbars permet aux personnes de souscrire par internet à un de leurs forfaits et les invite à recruter à leur tour deux autres Affiliés, lesquels seront à leur tour invités à recruter deux autres Affiliés chacun et ainsi de suite;
 56. Les sommes sont investies par l'entremise du site internet de Karatbars dont le nom de domaine est enregistré en Allemagne;
 57. Les forfaits et les achats d'or et d'autres biens se font par carte de crédit, par l'entremise du site internet de Karatbars;
 58. De manière générale, le site internet de Karatbars ne comporte pas beaucoup d'informations sur le système d’Affiliés;
 59. L'enquêteur est néanmoins parvenu à identifier des présentations et documents reliés au Programme d’Affiliés de Karatbars, sur son site internet, à l'aide d'opérateurs avancés de recherche;
 60. L'enquêteur a retrouvé sur ce site internet ainsi que sur certains sites d’Affiliés, un contrat d’Affilié dans lequel l’Affilié est décrit comme un entrepreneur indépendant qui obtient, par l'entremise de son affiliation, le droit de recommander les produits et services de Karatbars;
 61. À ce stade-ci de l'enquête, aucune des personnes rencontrées n'a indiqué avoir signé ce document;
 62. Or, dans les faits, les Affiliés ne vendent pas de produits et services;
 63. Leur implication consiste à convaincre deux personnes d'acheter un forfait de Karatbars, pour obtenir une rémunération sur la base de référencement, et il leur est recommandé d'acheter un gramme d'or de Karatbars (communément désigné par Karatbars comme étant un lingotin) par semaine, pendant 12 semaines;

i. LE PROGRAMME

64. L'information recueillie à l'égard du Programme d'Affiliés de Karatbars provient essentiellement de documents diffusés sur internet ou qui sont remis lors de conférences ou utilisés dans des vidéos diffusés sur internet par les Affiliés;
65. Pour analyser plus facilement les détails du Programme d'Affiliés de Karatbars, nous vous soumettons :
- A) une copie de la présentation du Plan de Marketing provenant du site internet de Karatbars qui se retrouve sur plusieurs sites internet québécois par l'entremise desquels des Affiliés sollicitent des québécois à investir dans Karatbars, tel qu'il appert d'une copie du Plan de Marketing provenant du site internet Karatbars, **pièce D-13**;
 - B) une lettre, provenant du site internet de Karatbars, qui serait adressée aux acheteurs des forfaits « VIP Exclusif » qui énumère les conditions de rémunération ainsi que les items obtenus lors de l'achat de ce forfait, tel qu'il appert d'une copie de ladite lettre provenant du site internet de Karatbars, **pièce D-14**;
 - C) une copie audio de la Présentation en ligne « Karatbars 2014 » qui a été dirigée par La Rivière le 3 mars 2014, tel qu'il appert d'une copie audio de ladite Présentation provenant de l'adresse internet <https://www.anymeeting.com/WebConference-beta/RecordingDefault.aspx?c psrid=EF53DC818548>, **pièce D-15**;
66. Chaque personne intéressée s'inscrit sur le site de Karatbars et sélectionne le Programme Affilié afin de choisir le forfait voulu;
67. Le coût de chaque forfait ainsi que les revenus futurs sont déterminés en fonction du forfait choisi;
68. Chaque adhérent devra recruter deux investisseurs qui devront également en recruter deux autres et ainsi de suite;
69. Les deux personnes recrutées se retrouvent en dessous du recruteur, créant ainsi une structure pyramidale à l'infini:



70. Il est possible de recruter plus d'une personne, mais elles sont alors placées plus bas dans la pyramide, lorsqu'un sous-Affilié n'a pas trouvé ses deux personnes, puisqu'il s'agit d'une structure binaire, dans laquelle il ne peut y avoir plus de deux personnes au premier degré sous un Affilié;
71. L'acquisition d'un forfait est obligatoire si une personne veut recevoir des revenus provenant de ses références;
72. Les Affiliés n'ont pas accès à l'information permettant d'identifier les personnes au-dessus d'eux dans la pyramide, ni d'en identifier le nombre;
73. Les Affiliés ont uniquement accès aux informations concernant les personnes qui font partie de leur organisation;
74. Par conséquent, il est impossible pour un Affilié de savoir à quel niveau il se situe dans l'organisation pyramidale;

ii. LES REPRÉSENTATIONS FAITES POUR CONVAINCRE D'INVESTIR DANS L'OR

75. D'abord, en vertu de l'information obtenue dans l'enquête en cours, il importe de souligner que les principaux individus impliqués dans les conférences, qu'ils soient présents physiquement ou par

l'entremise d'une vidéoconférence, sont :

- La Rivière, qui est présenté comme un banquier à la retraite, qui avait une banque privée américaine;
 - Desroches, qui est présenté comme planificateur financier et comme ancien conseiller financier qui a travaillé pendant 11 ans chez Desjardins;
 - Snopek; et
 - Galipeau, qui est présenté comme fiscaliste;
76. L'expérience de ces personnes est mise de l'avant afin de donner confiance aux futurs investisseurs;
77. Lors de ses conférences, La Rivière mentionne qu'il n'est pas nécessaire de détenir un diplôme universitaire pour gagner 100 000 \$ ou 200 000 \$ et acquérir la liberté financière en 12 semaines;
78. Karatbars et ses Affiliés, dont La Rivière et Desroches, présentent l'or comme étant « la » solution mondiale à la crise de l'endettement et de l'épargne;
79. Au cours des présentations, l'emphase est mise sur l'opportunité d'investir dans l'or et sur les bienfaits pour chaque personne de le faire, alors que le marché de l'or est pourtant complexe et n'est pas adapté à tous les profils d'investisseurs;
80. Lors de conférences, La Rivière et/ou Desroches ont fait, sans nuance, les affirmations suivantes :
- Chacun devrait posséder de l'or pour assurer son patrimoine;
 - Chacun devrait avoir 50% de ses liquidités en or;
 - Chacun devrait convertir sa monnaie papier en or;
 - L'or est un véhicule d'épargne;
 - L'or est la seule vraie assurance pour protéger son pouvoir d'achat;
 - L'or donne à son propriétaire un effet levier;
 - L'or sert à se prémunir contre l'inflation puisqu'il s'agit d'une valeur stable;
 - Éventuellement, l'or va devenir une monnaie dans les commerces K-Exchange qui vont accepter les 1 gramme, les 2,5 et les 5 grammes d'or;
 - Éventuellement, il va y avoir des commerçants qui vont accepter la monnaie-or Karatbars;
 - Le dollar US peut flancher à tout moment, comme il l'a fait en 2008;
 - Le gouvernement canadien pourrait désenregistrer les RÉERs pour renflouer les coffres de l'État;
81. Sur le site internet de Karatbars, il est suggéré que l'achat d'or constitue le meilleur et le plus sûr investissement : « *L'alternative d'investir dans l'or physique, c'est-à-dire l'achat de lingots d'or, constitue ainsi le meilleur et le plus sûr investissement* »;
82. Snopek et Galipeau affirment lors des conférences que l'or ne fait pas partie de la juridiction de l'Autorité;
83. Galipeau affirme que Karatbars a reçu le feu vert de l'Autorité;
84. Snopek affirme que Karatbars n'est pas assujéti à l'Autorité, car Karatbars et ses Affiliés ne font pas de spéculation sur l'or;
85. Snopek souligne que les représentations que peuvent faire les Affiliés sont différentes au Québec de l'Ontario puisque la spéculation sur l'or est réglementée au Québec;
86. Snopek affirme que lui et Galipeau ont communiqué avec l'Autorité à cet égard;

87. En ce qui a trait aux considérations fiscales, lors des conférences, Galipeau recommande aux Affiliés de déclarer leurs revenus, mais d'en déduire leurs achats d'or, bien qu'ils n'en fassent pas de distribution pour le compte de Karatbars;

iii. LES PROJECTIONS MATHÉMATIQUES PRÉSENTÉES LORS DES PRÉSENTATIONS

88. Karatbars et des Affiliés, dont La Rivière et Desroches, promettent aux futurs Affiliés d'acquérir l'indépendance et la liberté financière en seulement 12 semaines (moins de 3 mois);
89. Des prévisions financières sont utilisées pour démontrer qu'un Affilié peut obtenir des revenus hebdomadaires faramineux en 12 semaines;
90. Dans les rencontres, il est indiqué qu'il s'agit d'exemples mathématiques qui fonctionnent seulement si tous les adhérents recrutent deux personnes et que tous achètent un gramme d'or par semaine pendant 12 semaines;
91. Ils précisent que le plan ne fonctionnera peut-être pas à 100 %, mais que même à 10%, cela représente des revenus substantiels;
92. Selon les représentations faites par La Rivière et Desroches, il suffit d'acheter un gramme d'or par semaine, pendant 12 semaines, et de trouver deux autres personnes qui deviendront Affiliés à leur tour pour atteindre cette liberté financière;
93. Bien que ces projections soient présentées à titre de mathématique parfaite et qu'il est spécifié que la vie est imparfaite, aucune information n'est donnée à propos du revenu moyen d'un Affilié, ni du temps qu'un Affilié doit investir pour y arriver;
94. Des présentations analysées, incluant une présentation de La Rivière, un tableau a été préparé par l'enquêteur faisant état des projections de revenus présentées, par semaine, jusqu'à 12 semaines, pour chacun des forfaits, tel qu'il appert du tableau « Prévisions de revenus et rendements de Karatbars », **pièce D-16**;
95. À l'égard de ce tableau, il importe de souligner qu'il n'y a pas de données sur les revenus concernant le programme VIP Exclusive dans les présentations et que le prix des forfaits a légèrement augmenté dans les dernières présentations analysées par l'enquêteur;
96. Les données de ce tableau reflètent les dernières données présentées en mars 2014 par La Rivière lors d'une conférence;
97. Pour les fins de calcul du pourcentage réalisé sur l'investissement, on prend pour acquis que tout Affilié achète un gramme d'or par semaine, pendant 12 semaines, ce qui n'est pas obligatoire;
98. Or, il ressort de ces calculs, que le pourcentage réalisé sur l'investissement d'un Affilié en 12 semaines représenterait un rendement de 874 % à 2 172 %;
99. Karatbars et des Affiliés, dont La Rivière, soutiennent que les revenus hebdomadaires des adhérents peuvent atteindre en 12 semaines de 4 500 à 34 500\$ par semaine;
100. Dans le cadre de sa conférence, La Rivière soutient qu'il est possible de gagner de 15 000 \$ à 136 000 \$ par mois;
101. Ces montants de revenus et pourcentages réalisés parlent en soi quant à la réalité des retours possibles associés à ces investissements;
102. De plus, La Rivière indique que ces revenus réalisés sur le forfait acquis ne tiennent pas compte des six autres manières de tirer profit de l'acquisition du forfait, ce qui augmenterait encore davantage le profit réalisé;
103. Ces projections de profits en pourcentage ont été calculés par l'enquêteur au dossier et ils ne sont évidemment pas divulgués lors des conférences;

iv. L'ACHAT, LE PRIX, LA LIVRAISON ET L'ENTREPOSAGE DE L'OR KARATBARS

104. Dans le Programme d'Affiliés Karatbars, l'achat d'or est présenté comme n'étant pas une obligation, ce qui signifie qu'un adhérent pourrait acquérir un forfait, ne pas acheter d'or et tout de même recevoir un pourcentage des revenus de la pyramide s'il a référencé deux personnes;

105. En effet, plusieurs Affiliés achètent un forfait Karatbars, sans acheter de pièces d'un gramme d'or et reçoivent tout de même des revenus;
106. Ceci dit, La Rivière soutient que, pour que le modèle fonctionne, il faut que tous les Affiliés achètent un gramme d'or par semaine, pendant 12 semaines;
107. À cet égard, La Rivière précise dans sa conférence : « *Quand il y a mouvement de l'argent, les commissions sont payées* »;
108. Les documents présentés lors des conférences indiquent que les Affiliés achètent leurs pièces d'un gramme d'or auprès de Karatbars à un prix d'environ 65 \$ en argent canadien;
109. En réalité, les Affiliés achètent leur l'or au prix que Karatbars affiche sur son site internet;
110. À titre d'exemple, le prix d'un gramme d'or Karatbars, était établi par Karatbars à 48,26 Euros dans l'après-midi du 26 mars 2014 et correspondait à environ 74,14 \$ canadiens;
111. L'unité standard du cours de l'or est l'once Troy laquelle correspond à 31,1 gramme d'or;
112. L'Association du marché des métaux précieux de Londres (le « **LBMA** »), dont les membres sont des banques internationales ainsi que les plus importants marchands et fabricants de métaux précieux au monde, est une source fiable en matière de cours de l'or;
113. Selon le LBMA, toujours dans l'après-midi du 26 mars 2014, une once d'or Troy valait 945,33 Euros, ce qui revient à 30,39 Euros par gramme d'or ou 46,69 \$ canadiens;
114. En vertu de ces données, Karatbars vendait cette journée-là son gramme d'or à un prix établi à 37 % au-dessus de la valeur de référence du marché;
115. Une fois l'adhésion complétée, les Affiliés reçoivent, par la poste, les pièces d'un gramme d'or prévues dans leur forfait;
116. Par la suite, les Affiliés sont informés qu'il est possible de se faire livrer au Canada les grammes d'or, par l'entremise des services de FedEx pour les petits envois ou de SecurLog pour les envois plus importants;
117. Selon le site de Karatbars, des frais de douane et de taxes sont appliqués ainsi que des frais de livraison de 18,50 euros, soit environ 27 \$ canadiens pour chaque envoi d'or inférieur à 100 grammes, alors que les envois de 100 grammes et plus sont exempts de frais de livraison;
118. Considérant que Karatbars encourage les adhérents à acheter un gramme d'or par semaine, ayant une valeur au de 48,26 Euros en date du 26 mars 2014, les frais de livraison de 18,50 Euros (38 % du prix payé pour une pièce d'un gramme d'or) incitent des Affiliés à ne pas en requérir l'envoi immédiatement;
119. Or, Karatbars encourage ses Affiliés à faire entreposer gratuitement leurs grammes d'or en Allemagne, auprès de la compagnie Prosegur, qui est décrite comme une entité indépendante de Karatbars;
120. Contrairement aux affirmations des conférenciers ainsi qu'aux informations diffusées sur le site internet de Karatbars, l'enquête a révélé que la compagnie allemande Prosegur n'entrepose pas d'or pour Karatbars;
121. L'enquêteur apprenait le 11 mars 2014 du gérant des comptes clés de Prosegur : « *There is no signed contract for storage gold for their clients. Prosegur has also never been storage any Gold for Karatbars or their clients. We were very surprised that they make advertising with Prosegur on their homepage because we have never make any service for them.* », tel qu'il appert d'un courriel en date du 5 mars 2014, dont l'enquêteur a pris connaissance le 11 mars et faisant partie d'un échange de courriels entre l'enquêteur et le gérant des comptes, **pièce D-17**;
122. Il existe donc un doute sur l'entreposage réel de l'or acheté par les Affiliés;
123. Par ailleurs, une fois par mois, Karatbars détermine si elle convertit unilatéralement, en gramme d'or, une partie de la commission due à un Affilié;

124. En effet, lorsque la commission à payer un Affilié est supérieure à 200 Euros, Karatbars déduit, à même le compte de l'Affilié, la valeur de 1 à 4 grammes d'or (selon le montant de la commission dû), lequel est alors entreposé au bénéfice de l'Affilié;
125. Cet achat imposé n'est pas effectué si l'Affilié a déjà acquis le nombre de grammes d'or en question (de 1 à 4 grammes d'or) au courant du même mois;
126. Ce mécanisme serait une exception à la règle voulant qu'aucun Affilié ne soit obligé d'acheter de gramme d'or, à moins de retirer un revenu mensuel supérieur à 200 Euros;
127. À ce stade-ci de l'enquête, il appert que cette information n'est pas communiquée clairement lors des conférences;
128. Les témoins indiquent cependant qu'un Affilié pourrait en tout temps demander que ces grammes d'or lui soient envoyés, moyennant les frais d'envoi;
129. Il s'agit d'une mécanique qui permet à Karatbars de réduire le montant d'argent que la compagnie redistribue en forçant l'achat d'un gramme d'or par mois;

v. LES FORFAITS KARATBARS

130. Il existe cinq forfaits Karatbars, soit Bronze, Argent, Or, VIP et VIP exclusif;
131. Les forfaits, communément désignés « packages », incluent :
 - différentes commissions dont les détails seront exposés ci-après;
 - des grammes d'or, dont la quantité varie selon le forfait acquis;
 - des outils de marketing et des cartes rabais pour l'acquisition d'or, dont la quantité varie selon le forfait acquis;
132. Le prix des forfaits varie légèrement d'un site à l'autre, mais La Rivière utilise une présentation qui établit les prix des forfaits de 140 \$ à 10 000 \$;
133. Les montants d'argent sont présentés dans les documents de présentation en différentes monnaies;
134. Les Affiliés se voient présenter la possibilité d'en tirer des revenus faramineux, notamment sous forme d'un pourcentage des montants perçus sur les forfaits auxquels ont souscrits les personnes qu'ils ont recrutées ainsi que sur les achats de grammes d'or effectués auprès de Karatbars par toutes les personnes qui ont été recrutées sous eux;
135. La variation du pourcentage de commission des différents forfaits est présentée comme étant le choix du salaire qu'une personne désire recevoir, soit de 5% à 20%;
136. L'enquêteur a préparé un sommaire des informations répertoriées à cet égard, à partir de différents documents, sites internet et/ou de l'information obtenue, tel qu'il appert du tableau « Description des forfaits de Karatbars », **pièce D-18**
137. En ce qui a trait aux grammes d'or inclus dans les forfaits, il en ressort que la valeur de l'or inclus est généralement peu significative par rapport à la valeur du forfait acquis (de 0 à 22%) et que le pourcentage du prix du forfait, correspondant à l'or reçu, diminue plus la valeur du forfait augmente;
138. Par conséquent, la majeure partie du prix payé pour adhérer à un forfait vise à recevoir un retour sur les adhésions de ses références ainsi que sur les achats de son groupe auprès de Karatbars, ce qui représente principalement un retour sur référencement;
139. Les Affiliés qui achètent un forfait obtiennent également des outils de marketing, dont la quantité augmente en fonction de la valeur des forfaits, à savoir notamment :
 - des rabais de 100 Euros pour l'achat de forfaits VIP;
 - des rabais de 3% d'une durée d'un an sur les achats chez Karatbars;
 - des brochures et DVD de présentation de Karatbars;
 - l'assistance pour se créer un site internet Karatbars personnalisé;

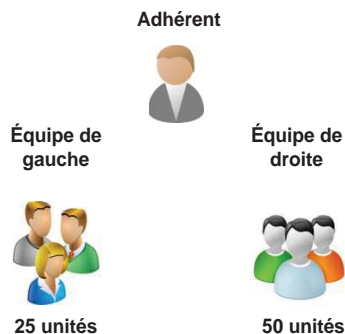
140. À l'exception du rabais de 3 %, il s'agit d'outils de marketing et de promotion visant à faciliter le recrutement d'adhérents au système Karatbars et n'ont pas d'autre valeur directe pour l'Affilié qui les a obtenus;
141. En ce qui a trait au forfait VIP Exclusif, il semble que ce forfait octroie essentiellement les mêmes revenus aux Affiliés que le forfait VIP;
142. Desroches a déjà indiqué lors d'une conférence que l'achat d'un forfait VIP Exclusif à 10 000 \$ octroie des « actions » de Karatbars, donnant droit aux revenus de la société par le biais de dividendes;
143. À d'autres moments, Desroches a indiqué ne pas être actionnaire de la compagnie, mais avoir droit au partage des profits de Karatbars par l'entremise de son forfait VIP Exclusif;
144. À ce stade-ci de l'enquête, il semble que lorsque La Rivière et Desroches parlent d'actions ou de shares, ils font référence aux parts du Karatbars International Pool;
145. L'utilisation du terme « actions » est néanmoins fort éloquente, surtout que la raison d'être de ce Pool est de redistribuer une partie des revenus réalisés sur l'ensemble des ventes de Karatbars, à travers les Affiliés qui ont le plus investi dans Karatbars ou qui ont gagné des concours de performance;
146. Non seulement le terme « actions » est éloquent, mais les certificats de parts qui sont émis à l'égard du Karatbars International Pool ressemblent étrangement aux certificats d'actions d'une compagnie fermée;

vi. LES REVENUS CORRESPONDANTS AUX FORFAITS KARATBARS

147. Globalement, les revenus qu'en retirent les Affiliés sont multiples, complexes et dépendent du forfait choisi;
148. Les témoins rencontrés jusqu'à présent par l'enquêteur sont unanimes : le plan de compensation est compliqué, ils ne le comprennent pas en entier et se font dire, lors des conférences, qu'il n'est pas nécessaire de le comprendre en entier, puisque tout se calcule tout seul;
149. Il existe trois types de revenus :
- A) des revenus qui proviennent des achats de forfaits et des achats d'or (et autres biens) effectués par les personnes qui font parties de la pyramide d'un Affilié;
 - B) des revenus qui sont générés lorsque certains cycles ou seuils sont atteints (les cycles);
 - C) d'autres revenus ponctuels associés à certains forfaits seulement;
150. Les types de revenus comprennent entre autres les formes suivantes:
- A) Une commission sous la forme d'un pourcentage qui est versée au moment où une personne référée adhère à un forfait qui sera plus élevé ou non, selon le forfait acheté par la personne référée;
 - B) Un système de points qui s'accumulent en fonction de l'ensemble des produits et forfaits achetés dans l'organisation d'un Affilié (parmi les personnes recrutées sous cet Affilié);
151. Les sections subséquentes présentent ce que l'enquêteur a obtenu comme information à l'égard de ce plan complexe de compensation de Karatbars;
- A. LES COMMISSIONS SUR FORFAITS ACHETÉS PAR LES PERSONNES RÉFÉRENCÉES (PACKAGE BONUS)
152. Pour chacun des forfaits achetés par les personnes qu'il a référées, un Affilié reçoit un pourcentage de commission de 5 à 20 %, selon le forfait choisi de Bronze à VIP Exclusif, représentant un montant allant de 7 \$ à 2 000 \$;
153. Il reçoit également des unités notamment en fonction des achats d'or et de forfaits de tous les adhérents qui se trouvent dans son organisation;

B. LES COMMISSIONS DIRECTES REÇUES PAR CYCLE COMPLÉTÉ (DUAL TEAM BONUS)

154. Pour obtenir des revenus générés par le système de points, un Affilié doit compléter un cycle et, pour cela, obtenir 25 unités dans une lignée (sous l'une des deux personnes référencées) et 50 unités sous l'autre lignée (l'autre personne référencée), ce qui est désigné le « Dual Team Bonus »;
155. Un Affilié reçoit, par cycle complété, un montant de 10 à 80 Euros, selon le forfait choisi de Bronze à VIP Exclusif;
156. Un cycle est complété à chaque fois que ce ratio est obtenu et il n'y a pas de nombre maximal de cycle par mois :



C. LES COMMISSIONS REÇUES MENSUELLEMENT, PAR SEUIL ATTEINT (UNILEVEL BONUS)

157. Un pourcentage de commission est également versé aux Affiliés lorsque certains seuils sont atteints;
158. Il s'agit essentiellement d'un revenu mensuel qui varie selon le niveau atteint globalement par l'organisation d'un Affilié, à savoir tous les points accumulés par les personnes faisant parties de sa pyramide, en fonction de leurs achats mensuels, à raison d'un point pour deux Euros dépensés par les membres de la pyramide, tel qu'il appert du tableau « Unilevel Bonus », **pièce D-19**
159. D'autres niveaux de « Directeur » (bronze, argent, or et or élite) sont également accessibles, pouvant générer des commissions de 4 % à 5,5 %, mais des exigences supplémentaires sont imposées afin de pouvoir les obtenir;

D. LES COMMISSIONS REÇUES SUR L'ORGANISATION COMPRENANT DES « DIRECTEUR OR ÉLITE » (UNILEVEL GENERATION BONUS)

160. Lorsque l'organisation d'un Affilié comprend de 1 à 3 Directeurs Or Élite, cet Affilié reçoit de 0,25% à 0,5% de commissions additionnelles sur l'ensemble des ventes de l'organisation de ce Directeur Or Élite et qui s'ajoutent aux commissions qu'il reçoit mensuellement, par seuil atteint (unilevel bonus);

E. LES PARTS DU KARATBARS GOLD FUND

161. Sous réserve de critères de qualification établis, certains Affiliés reçoivent des parts du Karatbars Gold Fund;
162. Le Karatbars Gold Fund est un fonds dans lequel Karatbars verse 1% de toutes les ventes d'or qu'elle réalise dans le monde;
163. Les Affiliés qui détiennent des parts du Karatbars Gold Fund obtiennent des grammes d'or en fonction du nombre de parts qu'ils possèdent dans ce fonds, lesquels grammes d'or sont déposés au compte des Affiliés qui se sont qualifiés;

F. LES PARTS DU KARATBARS INTERNATIONAL POOL

164. Le Karatbars International Pool est une mise en commun d'une partie des revenus de Karatbars, à raison de 0,95 Euro par gramme vendu;
165. Pour fins d'exemple, si 250 000 grammes d'or étaient vendus par Karatbars dans une période de référence, le Karatbars International Pool serait constitué de 0,95 Euro par gramme vendu, à savoir une enveloppe globale de 237 500 Euros;
166. Il y a deux façons d'obtenir ces parts : soit en acquérant un forfait VIP Exclusif, soit par l'entremise de programmes d'incitatifs de Karatbars;
167. Le Karatbars International Pool est divisé en huit niveaux, selon des critères de qualification qui sont propres à chacun des niveaux;
168. Le montant alloué à chacun des niveaux est ensuite subdivisé en fonction du nombre de parts que détiennent les Affiliés de ce niveau;
169. Selon les informations obtenues, les adhérents au forfait VIP Exclusif recevaient initialement deux parts du Karatbars International Pool, mais ils en recevaient une seulement depuis le 15 janvier dernier;
170. En date du 8 février 2014, La Rivière indiquait que 3 000 parts du Karatbars International Pool avaient été émises à travers le monde;
171. Un témoin a reçu une commission de 264,58 Euros en lien avec ses deux parts détenues dans le Karatbars International Pool, mais il était incapable d'en déduire le calcul et n'a obtenu aucune réponse à cette interrogation;

G. CONCLUSION SUR LES REVENUS DU PLAN DE COMPENSATION

172. En somme, l'analyse des modes de distribution du revenu, en fonction du plan de compensation, est toujours en cours et demeure nébuleuse, malgré les informations obtenues;

vii. LE VERSEMENT DES REVENUS SUR CARTES DE CRÉDIT PRÉPAYÉES MASTERCARD

173. Tous les revenus indiqués ci-haut sont versés sur une carte MasterCard Karatbars prépayée;
174. Ces cartes MasterCard prépayées seraient approvisionnées par Karatbars;
175. Le système de « back-office » de Karatbars, soit le portail individualisé pour chaque Affilié, permet d'effectuer le suivi des sommes qui y sont déposées;
176. Les Affiliés peuvent utiliser ces cartes pour payer des dépenses personnelles;
177. L'enquêteur a tout récemment découvert qu'un système d'eWallet serait également disponible;
178. Il ne s'agit pas d'un compte bancaire, mais d'un service de paiements et/ou de transfert d'argent;
179. Il est possible de conserver des fonds dans l'eWallet, en vue de transferts futurs;
180. Ces fonds pourraient provenir de commissions payées par Karatbars à un Affilié ou de transferts bancaires d'un Affilié vers son eWallet;

d) LA VIABILITÉ DE KARATBARS

181. Tel qu'exposé ci-haut, le Programme d'Affiliés de Karatbars prévoit plusieurs modes de rémunération complexes;
182. Peu de détails sont fournis dans les présentations, en format papier, ni lors des conférences;
183. La Rivière, Desroches et Snopek sont généralement évasifs dans leurs réponses aux questions visant à mieux comprendre les mécanismes de rémunération;
184. L'enquêteur n'a pas reçu de plainte d'Affiliés jusqu'à présent, ce qui laisse présager que le modèle permet encore de faire circuler l'argent injecté par les nouveaux Affiliés, le tout afin de verser les différentes formes de rémunération aux personnes déjà Affiliées;
185. Compte tenu de la multiplicité des modes de rémunération et des cinq forfaits offerts, il est

impossible de préciser à quel moment Karatbars ne sera plus en mesure de verser tous les modes de rémunération aux Affiliés;

186. Il est impossible par ailleurs de déterminer combien d’Affiliés devront avoir adhéré à Karatbars et/ou combien de niveaux de recrutement devront être atteints avant que la pyramide s’écroule;
187. Étant donné qu’il y aurait à ce jour 5 300 personnes sous La Rivière au Québec, si la pyramide est complète, nous serions entre le 12^e et le 13^e niveau au Québec;

e) LES PLACEMENTS VISÉS PAR LA PRÉSENTE DEMANDE

i. La sollicitation d’investisseurs

188. D’abord, le site web de Karatbars fait la promotion de son Programme d’Affiliés de Karatbars;
189. Dans le programme Karatbars, tous les adhérents effectuent de la sollicitation en vue de recruter au minimum deux autres adhérents, ce qui fait en sorte que la sollicitation de nouveaux adhérents devient de plus en plus active, plus le nombre de niveaux augmente;
190. Afin d’en faire la promotion, différents modes de sollicitation sont utilisés et la sollicitation sur le web est très active;
191. Karatbars propose à ses adhérents de mettre en ligne leur propre site web et, à cette fin, on retrouve sur le site internet de Karatbars des modèles disponibles;
192. Le site propose également des présentations Karatbars qui peuvent être utilisées par les adhérents pour recruter de nouveaux Affiliés;
193. Concernant l’information qui est diffusé sur internet, l’enquêteur a identifié, jusqu’à présent :
- A) au moins 34 sites internet, dont le nom de domaine appartient à des Québécois ou dont les coordonnées qui y figurent sont celles de Québécois, dont ceux de La Rivière et Desroches;
 - B) au moins 21 annonces sont parues sur des sites de petites annonces en ligne, tels que Kijiji, Craigslist, Les Pacs;
 - C) de l’information concernant Karatbars sur des sites de réseaux sociaux d’Affiliés, tel que Facebook;
194. Des rencontres d’information visant le recrutement d’adhérents ont lieu régulièrement dans de nombreuses villes québécoises lors desquelles, plusieurs personnes assistent;
195. Les 3, 13, 14, 18, 19, 20 et 25 février et le 17 mars 2014, l’enquêteur a rencontré ou communiqué avec 11 témoins qui lui ont relaté avoir été approché par Karatbars ou pour discuter de leur expérience dans Karatbars;

ii. Les personnes trouvées

196. À ce jour, plus de 5300 québécois auraient investi dans le Programme d’Affiliés de Karatbars;
197. Ces 5300 québécois se seraient tous constitués un profil par internet sur le site web de Karatbars;
198. Parmi ces 5300 québécois, plusieurs auraient payé un forfait directement auprès de Karatbars, dont les bureaux sont situés en Allemagne, pour un montant variant entre 140\$ à 10 000 \$ en argent US;
199. Ces paiements auraient été effectués par chacun de ces derniers afin d’obtenir un revenu sur les achats conclus par les Affiliés sous eux;

f) EXEMPLES DE PLACEMENTS VISÉS PAR LA LVM

i. Placement concernant l’enquêteur (sollicitation)

200. Le 4 octobre 2013, l’enquêteur a répondu à une annonce que l’Affilié D.H. avait diffusé sur Kijiji qui proposait de faire de l’argent en achetant de l’or Karatbars;
201. Le 7 octobre 2013, l’enquêteur a communiqué par téléphone avec D.H. pour savoir en quoi consistait l’affaire;

- 202. D.H. lui a donné beaucoup d'informations concernant le Programme d'Affiliés de Karatbars;
- 203. D.H. a invité l'enquêteur à assister à une conférence sur le sujet et il lui a offert d'organiser une rencontre privée avec Desroches;
- 204. Le 29 octobre 2013, l'enquêteur a assisté à une rencontre à Drummondville, dans un centre de golf, pour une durée d'environ deux heures lors de laquelle plus d'informations lui ont été communiquées;
- 205. La séance a consisté à écouter, sur écran géant, une conférence donnée en ligne par La Rivière;
- 206. Lors de cette conférence, La Rivière a essentiellement expliqué le programme Karatbars ainsi que les prévisions financières associées à chacun des forfaits;
- 207. À la fin de cette conférence, c'est Desroches qui a répondu aux questions des personnes qui assistaient à la conférence;
- 208. Le 31 octobre 2013, l'enquêteur a été mis en contact avec Desroches pour obtenir des informations additionnelles sur le forfait VIP Exclusif;
- 209. L'enquêteur n'a pas donné suite à la proposition d'investir;

ii. Placement concernant E.D. (sollicitation)

- 210. E.D. détient un permis à titre de représentant en épargne collective et en assurance de personnes;
- 211. Il est également directeur de succursale d'un courtier en épargne collective;
- 212. Des membres de la famille d'E.D. lui ont proposé d'investir dans Karatbars puisqu'ils étaient eux-mêmes Affiliés;
- 213. Sur leur invitation, E.D. a assisté à plusieurs conférence Karatbars, en février 2014, au Carrefour Multisport de Laval où il a eu l'occasion de rencontrer Snopek, Desroches et La Rivière qui ont présenté le programme Karatbars et ont répondu aux questions de l'assistance;
- 214. E.D. a assisté à une conférence Karatbars le 19 février 2014, au Carrefour Multisport de Laval;
- 215. Snopek a présenté le programme Karatbars et l'a rassuré quant à la légalité de Karatbars;
- 216. E.D. a également assisté à une conférence Karatbars le 26 février 2014, toujours au Carrefour Multisport de Laval au cours de laquelle Galipeau a expliqué les considérations fiscales reliées au programme Karatbars;
- 217. E.D. a assisté à une conférence Karatbars, le 2 avril 2014, à la salle Paradis de Laval, lors de laquelle Snopek a présenté le programme Karatbars et a affirmé qu'il ne s'agit pas d'un programme d'investissement;
- 218. E.D. n'a pas adhéré au Programme d'Affiliés Karatbars;

iii. Placement concernant S.B. (Affilié)

- 219. À la mi-novembre 2013, un client est passé à la boutique de S.B. pour lui parler de Karatbars;
- 220. Ce client l'a invité à assister à une conférence qui devait se tenir au Carrefour Multisport de Laval à laquelle il a assistée;
- 221. S.B. a rencontré un fiscaliste, Galipeau, qui lui semblait assez haut placé dans l'organisation, qui lui a beaucoup inspiré confiance et qui a répondu à certaines de ses questions;
- 222. Avant de s'enregistrer dans le Programme d'Affiliés de Karatbars, S.B. a assisté à une autre rencontre à Longueuil où il a rencontré Desroches, qui lui a été présenté comme un ancien conseiller financier ou planificateur financier qui était chez Desjardins;
- 223. Lors de cette rencontre S.B. a appris que celui qui chapeaute l'organisation au Québec était un banquier à la retraite, La Rivière;
- 224. S.B. est devenu Affilié de Karatbars à la mi-décembre 2013;
- 225. S.B. a choisi un forfait VIP Exclusif au coût de 10 000 \$;
- 226. S.B. achète 5 grammes d'or par mois;

227. S.B. a assisté à la conférence organisée par La Rivière et qui a eu lieu le 8 février 2014 au Chanteclerc lors de laquelle le président de Karatbars était présent, de même que Snopek;
228. S.B. a trouvé ses deux recrues et il en a même trouvé 14 autres qu'il a insérées dans son organisation;
229. En date du 17 mars 2014, S.B. avait 34 ou 35 personnes dans son organisation;

g) L'URGENCE D'INTERVENIR

230. Le 7 octobre 2013, on apprenait que Desroches disait avoir déjà 1 000 personnes dans son organisation et qu'il y avait 1 500 personnes au total au Québec qui avait investi dans Karatbars;
231. Le 8 février 2014, Desroches a indiqué lors qu'une conférence qu'il y avait 3 270 personnes dans son organisation;
232. Le 11 mars 2014, l'enquêteur a appris que la compagnie Prosegur, qui est identifiée par Karatbars et ses Affiliés comme entreposant l'or acheté par les Affiliés, n'entrepose pas l'or;
233. Il existe donc un doute sur l'entreposage réel de l'or acheté par les Affiliés;
234. Le 17 mars 2014, Karatbars comptait déjà 5 300 investisseurs au Québec, pour une augmentation de 253 % du nombre d'investisseurs dans Karatbars sur une période de 5 mois;
235. Le 20 mars 2014, l'Autorité a diffusé une mise en garde destinée aux investisseurs en ce qui a trait au programme d'investissement Karatbars;
236. Le 21 mars 2014, l'équipe de l'émission JE a diffusé un reportage faisant notamment état des risques reliés aux investissements dans Karatbars;
237. Malgré le reportage et la mise en garde de l'Autorité, l'enquêteur a appris le 31 mars 2014 que la sollicitation d'investisseurs se poursuit et que les Affiliés indiquent aux Affiliés et aux futurs adhérents québécois que les informations diffusées dans la mise en garde de l'Autorité ainsi que dans le reportage de l'émission JE sont « de la bullshit »;
238. Le 1 avril 2014, l'enquêteur a appris ce qui suit :
- les rencontres d'information et de sollicitation d'investisseurs ont toujours lieu, mais certaines sont maintenant tenues en privé dans des résidences, plutôt que dans des endroits publics;
 - les Affiliés sont encouragés à poursuivre leur recrutement malgré les mises en garde;
 - les Affiliés sont informés que l'Autorité n'a pas juridiction sur Karatbars et que JE fait de la désinformation;
 - quelques Affiliés auraient diminué leurs activités depuis;
239. Le 2 avril 2014, l'enquêteur a appris que la Banque Scotia n'achète pas de pièces d'un gramme d'or Karatbars;
240. Toujours le 2 avril 2014, l'enquêteur a appris que la Banque TD, les Caisses populaires Desjardins, la Banque nationale, la Banque royale et la Banque du Canada n'achètent pas de non plus de pièces d'un gramme d'or;
241. Certaines de ces banques affirment acheter de l'or, mais seulement les lingots d'or, en barre, de sorte qu'il serait impossible de vendre à ces banques un nombre équivalant au lingot, en pièces d'un gramme d'or Karatbars;
242. Toujours le 2 avril 2014, l'enquêteur a néanmoins trouvé une entreprise québécoise, Kitco Metals inc., qui est spécialisée dans le commerce des métaux précieux et qui achèterait les pièces d'un gramme d'or Karatbars à condition qu'elles soient estampillées LBMA;
243. Chez Kitco Metals inc., le prix d'une pièce d'un gramme d'or, pur à 99,99 %, était de 43,37 \$ canadiens en date du 2 avril 2014;
244. À la même date, le prix d'achat d'une pièce d'un gramme d'or Karatbars était affiché sur le site internet de Karatbars à 46,56 Euros, soit 72,24 \$, en utilisant le taux de change du jour de la

Banque du Canada;

245. Cette différence de 28,87 \$ par pièce d'un gramme d'or représenterait une perte de 40% par gramme d'or pour les Affiliés;
246. En somme, à ce stade-ci de l'enquête, il appert que le marché de revente des pièces d'or Karatbars est restreint et que, le cas échéant, le prix offert engendre une perte importante;
247. Le 4 avril 2014, l'enquêteur a appris que trois personnes inscrites auprès de l'Autorité, dont un représentant de Primerica, étaient présentes lors d'une conférence tenue la veille à Laval,
248. Répondant à la question d'un représentant de Primerica, Snopek aurait indiqué que le fait d'embarquer dans Karatbars ne poserait aucun problème auprès de l'Autorité et que le représentant en assurances pouvait conseiller à ses clients de s'inscrire au Programme d'Affiliés de Karatbars, puisque ce n'est pas un produit financier et qu'il n'y a pas de spéculation;
249. Lors de cette conférence, Snopek aurait également précisé, à deux reprises, que Karatbars n'est pas d'un programme d'investissement et qu'il ne faut pas l'interpréter ainsi;
250. Toujours le 4 avril 2014, l'enquêteur apprenait que Snopek indiquait toujours qu'il est possible de vendre les pièces d'un gramme d'or à la Banque Scotia;

V. LES DEMANDES D'INTERDICTION

251. Une décision immédiate du Bureau est nécessaire pour éviter que d'autres personnes investissent auprès de Karatbars en l'absence de prospectus ou d'inscription;
252. Sans une décision immédiate du Bureau, il est à craindre que Karatbars, représentée par les Intimés ou d'autres personnes, procède à d'autres placements de valeurs en contravention à la LVM;
253. Sans une décision immédiate du Bureau, il est à craindre, entre autres, que les Intimés puissent solliciter d'autres investisseurs en contravention à la LVM;

L'AUDIENCE

[6] À l'audience du 9 avril 2014, la procureure de l'Autorité a fait entendre le témoignage d'une enquêteuse à l'emploi de cet organisme. Celle-ci a par son témoignage relaté tous les faits de la demande qui sont allégués à l'encontre des parties intimées au présent dossier. Elle a également déposé les pièces à l'appui de ses dires.

[7] La procureure de l'Autorité a ensuite plaidé, jurisprudence à l'appui, que les contrats d'affiliation entre les épargnants et Karatbars étaient des contrats d'investissement, une forme d'investissement prévue à l'article 1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. Considérant l'absence d'un prospectus visé par l'Autorité dans ce dossier et le fait que les personnes effectuant ce placement n'étaient pas inscrites à titre de courtier ou de conseiller auprès de l'Autorité, elle a requis le tribunal de prononcer une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'agir à titre de conseiller à l'encontre de ces intimés.

[8] Elle a également plaidé qu'il existait des motifs impérieux pour le Bureau de prononcer une ordonnance *ex parte*, à savoir :

- le nombre élevé de personnes qui participent à ce montage;
- le fait que des acteurs du milieu des services financiers aient assisté à des réunions d'information;
- le fait que ces personnes soient activement courtisées par les intimés pour être utilisées afin de faire mousser les activités reprochées;
- le présumé entreposage des grammes d'or achetés par les investisseurs qui fait problème pour l'Autorité;

- la récente mise en garde de l'Autorité à l'égard de ce type de placement;
- le raffinement des activités des promoteurs qui entendraient utiliser des visites privées chez des particuliers pour continuer leurs activités de placement;
- les découvertes plus contemporaines d'activités de placement faites par les enquêteurs dans ce dossier;
- l'existence au 17 mars 2014 de 5 300 placements et la possibilité qu'il y en ait eu d'autres après cette date; et
- l'absence de prospectus et d'inscription à titre de courtier et de conseiller pour effectuer le placement présumé des contrats d'investissement.

L'ANALYSE

LES FAITS

[9] Si on tente de déchiffrer les activités de la société Karatbars, qui serait l'émettrice en l'instance, on constate que cette dernière permettrait à des personnes de s'inscrire auprès d'elle, contre espèces sonnantes et trébuchantes, pour devenir des affiliés. Ce faisant, ils adhéreraient à un programme de référence pour en tirer des revenus. Pour le Bureau, cela est un stratagème de nature pyramidale dans lequel les participants déboursent un montant initial qui leur permet ensuite d'obtenir un pourcentage sur les achats de deux personnes qu'ils auront référées à Karatbars.

[10] Les affiliés peuvent également s'engager à déboursier 65 \$ par semaine pour l'achat de grammes d'or auprès de la société intimée. Mais les affiliés se trouveraient surtout à promouvoir les activités de cette société. Ils s'inscrivent par l'entremise du site Internet de cette société, en espérant toucher des revenus. Ils seraient ensuite invités à recruter à leur tour deux autres affiliés qui à leur tour feraient de même. Ces nouveaux affiliés seraient à leur tour invités à recommander les produits et services de Karatbars.

[11] Mais selon la preuve de l'Autorité, ces affiliés ne vendraient ni produits ni services. Il leur appartient surtout de convaincre deux autres personnes d'acheter un forfait de Karatbars; ils obtiendraient alors une rémunération basée sur la référence qu'ils ont faite. L'achat de ce forfait est donc obligatoire si un affilié veut percevoir ses frais de référence. Ils seront également invités à acheter une gramme d'or⁴ par semaine, pour 12 semaines.

[12] Ajoutons que la demande de l'Autorité étale de façon détaillée les moyens utilisés pour convaincre les gens de s'engager dans cette aventure. Selon la preuve, les conférences auxquelles les personnes sont invitées à assister constituent un des moyens privilégiés pour les amener à déboursier leur argent. Les personnes y assistent personnellement ou par vidéo-conférence. On y note la présence des personnes physiques intimées; ils sont présentés comme des experts de leurs domaines respectifs, dont la finance, ce qui serait destiné à inspirer confiance aux investisseurs.

[13] Ces conférences tourneraient en grande partie autour de l'or, « solution mondiale à la crise de l'endettement »; ce métal est présenté comme le plus sûr des investissements. Les présentateurs donnent également des assurances comme quoi les activités et ventes de Karatbars ne sont pas assujetties à la juridiction de l'Autorité.

[14] L'assurance serait donnée aux futurs investisseurs qu'ils acquerront ainsi indépendance et liberté financière, avec des promesses de revenus hebdomadaires très élevés. Ainsi, certains calculs présentés aux investisseurs feraient parfois état de pourcentages de rendement sur leur investissement de 874 % à 2 172 %, et tout cela, en douze semaines. On y parlerait aussi de prévisions de revenus de 15 000 \$ à 136 000 \$ par mois.

⁴ Les grammes d'or sont identifiés comme des « lingotins ».

[15] Toujours selon l'enquête de l'Autorité, les affiliés qui achètent des grammes d'or pourraient les entreposer gratuitement en Allemagne auprès d'une société Prosegur, une entité indépendante de Karatbars. Or, des vérifications faites par l'Autorité auprès de cette dernière ont permis de constater que Prosegur n'entreposerait pas d'or pour Karatbars et qu'elle n'aurait signé aucun contrat à cet effet.

[16] L'enquêtrice de l'Autorité a aussi tenté d'expliquer les différents forfaits offerts aux affiliés par Karatbars et les revenus qu'ils pourraient entraîner. Contentons ici de souligner qu'il s'agit d'opérations complexes, peu claires et peu destinées à être saisies par des personnes aux connaissances moyennes en matière d'investissement, ces gens que l'affaire *Thorne Riddell*⁵ qualifiait de « "monde ordinaire", i.e. ces individus dépourvus d'expérience des abris fiscaux et qu'il fallait protéger contre l'exploitation de certains promoteurs trop gourmands ».

LES COMMENTAIRES

[17] L'Autorité a soumis au tribunal que les titres émis par la société Karatbars, à savoir des programmes d'affiliés, sont des contrats d'investissement dont la définition est prévue au dernier alinéa de l'article 1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* :

« 1. La présente loi s'applique aux formes d'investissement suivantes:

7° un contrat d'investissement;

Le contrat d'investissement est un contrat par lequel une personne s'engage, dans l'espérance du bénéfice qu'on lui a fait entrevoir, à participer aux risques d'une affaire par la voie d'un apport ou d'un prêt quelconque, sans posséder les connaissances requises pour la marche de l'affaire ou sans obtenir le droit de participer directement aux décisions concernant la marche de l'affaire. »

[18] Elle a déposé des décisions de jurisprudence à l'appui de la position de la demanderesse. Il faut souligner en partant qu'il s'agit de déterminer si le type de vente pyramidale utilisé dans le présent dossier peut être analysé de manière à déterminer s'il y a présence d'une valeur mobilière susceptible de conférer compétence au Bureau pour prononcer les interdictions demandées.

[19] Or, la doctrine et la jurisprudence ont à l'occasion pu se pencher sur le concept de ventes pyramidales à titre de valeurs mobilières, ce qui nécessiterait le respect des dispositions de la *Loi sur les valeurs mobilières*⁶. Traitant par exemple des ventes pyramidales, un auteur américain a déjà déclaré :

« Who would not like to make a 700 % return on a investment in a relative short period of time? Although this offer is obviously too good to be true, over the last sixty years countless people have fallen victims to this allure. In fact, fraudulent pyramid investment schemes recur regularly. »⁷

[20] On trouve dans une décision américaine le commentaire suivant relativement au concept de vente pyramidale :

« A pyramid scheme is similar to a chain letter. It is inherently deceptive for the seemingly endless chain must come to a halt inasmuch as growth cannot be perpetual and the market becomes saturated by the number of participants.... Many participants are mathematically barred from ever recouping their original investments, let alone making profits. »⁸

⁵ *Commission des valeurs mobilières c. Thorne Riddell Poissant Richard, c.a.*, Cour des sessions de la paix, Terrebonne, n° 700-27-007847-849, le 17 avril 1985, j. Lagarde, 15 pages.

⁶ Précitée, note 2.

⁷ HEINE, *Point of No Return*, *Asbury Park Press*, April 2, 1993, 1; dans Eric WITIW, *Selling the Right to Sell: Applying the Consumer Fraud Act, the Uniform Securities Law and the Criminal Code to Pyramid Schemes*, [1996] Vol. 26, *Seton Hall Law Review*, 1635.

⁸ *Kugler v. Koscot Interplanetary, Inc.*, 120 N.J. Super. 216, à la page 232; voir Eric WITIW, *Selling the Right to Sell: Applying the Consumer Fraud Act, the Uniform Securities Law and the Criminal Code to Pyramid Schemes*, précité, note 7, 1636.

[21] Étudiant un plan de vente pyramidale en particulier, un auteur s'est rendu compte que selon le plan de vente proposé aux personnes, avec un investissement initial de 1 500 \$ par personne, il était permis à la personne au premier niveau de la pyramide de récolter un montant de 12 000 \$ au moment où il pouvait théoriquement la quitter. Mais un participant qui y entrerait au 25^e niveau réussirait à encaisser des revenus seulement au moment où plus de 268 000 000 de personnes participeraient à cette pyramide, soit près de la totalité de la population des États-Unis⁹.

[22] Il n'est guère besoin d'ajouter beaucoup à cette démonstration pour considérer le concept de vente pyramidale avec un œil un peu méfiant. Le même auteur a ensuite qualifié la nature de ce système :

« In a typical pyramid scheme the organizers or promoters usually advise potential investor that the pyramid is legal. Moreover, they often disavow the label "pyramid" and claim that they are marketing an investment network. Participants are required to invest in cash only and use nicknames or pseudonyms concealing their identity. Promoters often use group motivations as an incentive to invest, fostering an atmosphere similar to revival meetings. They also publish pamphlets encouraging investors by outlining the great returns and low risk. »¹⁰

[23] Le problème est souvent que dans ce genre d'organisation, les investisseurs sont plus souvent appelés à y perdre leur argent qu'à en gagner. Ce sont surtout ceux qui sont en haut de la pyramide qui en feront. Au fur et à mesure que la pyramide grandit, il faut de plus en plus de participants pour y investir. Et il arrive souvent que les participants ne savent pas vraiment où ils se situent dans la pyramide ou combien de participants ont déjà investi avant eux. Ce serait d'ailleurs le cas dans le présent dossier. C'est peut-être que s'ils le savaient, cela affecterait leur décision d'investir, en sachant que le montage est à bout de souffle¹¹.

[24] L'étude de la loi et de la jurisprudence permet de constater qu'à certaines occasions, il a été déterminé que le montage pyramidal est en fait un contrat d'investissement, qu'il est vendu en l'absence d'un prospectus visé et d'une inscription à titre de courtier et/ou de conseiller et que cette vente est illégale aux yeux de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[25] Dans le cadre du présent dossier, la procureure de l'Autorité a soumis quelques cas de jurisprudence. Ainsi, dans la décision *Glenn W. Turner*¹², une cour d'appel des États-Unis s'est penchée en 1973 sur le cas de ventes de cours de personnalité. On offrait en fait à l'acheteur la possibilité de percevoir une commission en vendant ces cours à d'autres personnes :

« Once an individual has purchased a Plan, he turns his efforts toward bringing others into the organization, for which he will receive a part of what they pay. His task is to bring prospective purchasers to "Adventure Meetings." »¹³

[26] Le tribunal accorde une grande importance à l'aspect réunion qu'on retrouvait dans le montage sous étude :

« These meetings are like an old time revival meeting, but directed towards the joy of making easy money rather than salvation. Their purpose is to convince prospective purchasers, or "prospects", that Dare is a sure route to great riches. At the meeting are employees, officers, and speakers from Dare, as well as purchasers (now salesmen) and their prospects. The Dare people, not the purchaser-"salesmen", run the meeting and do the selling. They exude great enthusiasm, cheering and chanting; there is exuberant handshaking, standing on chair, shouting, and "money-humming".

⁹ *Id.*, 1636-1637.

¹⁰ *Id.*, 1637.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Securities and Exchange Commission v. Glen W. Turner Enterprises, Inc.*, 474 F.2d 476; Fed. Sec. L. Rep. P 93, 748.

¹³ *Id.*, 3.

The dare people dress in expensive, modern clothes; they display large sums of cash, flaunting it to those present, and even at times throwing it about; they drive new and expensive automobile, which are conspicuously parked in large numbers outside the meeting place. Dare speakers describe usually in a frenzied manner, the wealth that awaits the prospects if they will purchase one of the plans. »¹⁴

[27] Le Bureau est sensible à ces propos relatifs à l'importance des réunions et à la manière qu'ils ont d'être organisés pour impressionner les personnes dont on voudrait qu'ils investissent. Sans nécessairement faire un parallèle exact entre les termes de ce jugement et la situation sous étude, il n'en existe pas moins assez de points communs pour influencer le tribunal dans sa décision.

[28] La procureure de l'Autorité a distribué la décision *Doré*¹⁵ dans laquelle la Cour du Québec s'est penchée sur le cas de la vente d'un investissement s'appelant La Moisson; il devait rapporter beaucoup d'argent. L'accusée avait représenté à un investisseur que tout cela était légal. Au cours de rencontres de formation, quelques personnes étaient sollicitées et investissaient. La cour a évalué que ce montage était un système pyramidal. L'accusée était elle-même une conseillère en placements, ce qui inspirait confiance à ses clients habituels qui acceptaient alors d'y investir par son intermédiaire¹⁶.

[29] Tous les investisseurs y avaient perdu leur argent. Ces derniers l'avaient placé afin, disaient-ils, de « monter dans la pyramide »¹⁷. Pour eux, « cet argent était garanti tant qu'il y avait du monde qui entrait dans le bas de la pyramide »¹⁸. Pendant le procès, l'accusée déclara pour sa part que « Dans les pyramides, plus tu mets de noms en bas, plus tu montes vite »¹⁹. Le tout n'aurait été arrêté que parce que la police y avait mis un terme²⁰.

[30] L'Autorité a alors plaidé être en présence d'un contrat d'investissement. La cour, rappelant le principe développé dans l'arrêt *Pacific Coast Coin Exchange* de la Cour suprême du Canada²¹, a rappelé que la *Loi sur les valeurs mobilières* doit bénéficier d'une interprétation large et que le contrat d'investissement ne devait pas être interprété d'une manière à en limiter son application et à nuire à l'atteinte des objectifs de cette loi²².

[31] Pour la cour, cette dernière loi ne régit pas que les activités légales d'un courtier mais bien toute activité qui s'assimile au contrat d'investissement. Pour la cour, c'est cette interprétation qu'elle devait favoriser, référant au marketing à niveau multiple auquel on doit assimiler la vente pyramidale qui a déjà été qualifiée de contrat d'investissement. La cour a ajouté qu'en droit canadien, cette interprétation avait cours et laissait entrevoir qu'un schéma de vente à niveau multiple ne peut être interprété que comme un contrat d'investissement.

[32] Le Bureau fait sienne la conclusion alors prononcée par la Cour du Québec :

« [100] Si l'on applique le droit aux faits en espèce, il nous apparaît clair que les transactions qui nous concernent doivent être qualifiées de contrat d'investissement puisqu'il s'agit d'investisseurs non au courant des marchés des valeurs mobilières, qui se sont engagés dans l'espérance que leurs placements initiaux (3 000 \$) puissent leur rapporter un bénéfice entre 21 000 \$ et 24 000 \$, n'ayant pas les connaissances requises pour la marche des

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Autorité des marchés financiers c. Doré*, 2008 QCCQ 12608.

¹⁶ *Id.*, par. 4 et ss.

¹⁷ *Id.*, par. 70.

¹⁸ *Id.*, par. 68.

¹⁹ *Id.*, par. 71.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Pacific Coast Coin Exchange c. O.S.C.*, [1978] 2 R.C.S. 112.

²² *Autorité des marchés financiers c. Doré*, précitée, note 15, par 95 et 96.

affaires et qui n'avaient sûrement pas le droit de participer directement aux décisions les concernant. »²³

[33] Ayant vendu des contrats d'investissement, l'accusée fut donc trouvée coupable d'activités de courtage illégales, mais également d'usage d'informations fausses et trompeuses à l'égard d'une opération sur les titres²⁴. Dans le dossier *Lantech*²⁵, l'ancienne Commission des valeurs mobilières s'était penchée sur la mise en marché de logiciels. L'acheteur s'y voyait alors conférer un statut de distributeur indépendant; environ 1 225 personnes devinrent ainsi des membres pouvant eux-mêmes vendre des logiciels à d'autres personnes.

[34] Dans ce dossier, ces distributeurs se trouvaient à profiter de l'ensemble des activités au sein du réseau plutôt que de ne dépendre que de leur efforts personnels :

« Le paiement du 210 \$ repose simplement sur le nombre total d'opérations réalisées par Lantech subsé- quemment à l'entrée d'un participant dans le système et n'est donc pas fonction des ventes que cette personne a initiées personnellement. »²⁶

[35] Après avoir révisé les principes qui sous-tendent le contrat d'investissement, la Commission considéra ce qui suit :

La Commission doit aller au-delà des apparences du contrat de vente de logiciel pour en apprécier la réalité économique et plus particulièrement tenir compte du fait que cet achat autorise l'acquéreur à participer à la Promotion « A » mise sur pied par Lantech. [...] Même si une partie du paiement représente l'achat d'un bien physique (le ou les disques sur lesquels le logiciel est fixé) ou d'une licence d'utilisation d'un droit intellectuel (logiciel), il nous apparaît clairement qu'une partie substantielle du paiement est attribuable à un apport pour participer à une affaire. Sous l'apparence de la vente d'un logiciel, le contrat vise dans son essence la participation à l'affaire mise sur pied par Lantech. Le fait qu'un investissement soit accompagné d'une vente d'un bien réel ne suffit pas pour soustraire l'opération de la Loi sur les valeurs mobilières. »²⁷

[36] Cette décision est à distinguer de la décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique dans le dossier *Bestline*²⁸ dans laquelle cette dernière a refusé de confirmer une ordonnance d'interdiction de la commission de cette province, au motif que justement, le montant que payaient les distributeur à cette société s'avérait être pour l'achat de produits de nettoyage, sans vraiment représenter une participation à une affaire²⁹. Cette distinction est importante pour la solution du présent dossier.

[37] La notion de contrat d'investissement a été largement couverte par la loi et la jurisprudence. En effet, de nombreuses décisions ont été prononcées à cet égard soit par les autorités de valeurs mobilières, soit par les tribunaux judiciaires. Dans le dossier en instance, il n'existe pas de doute qu'il s'agisse ici d'un tel véhicule d'investissement. Pour reprendre les propos de la Cour du Québec dans la décision *Doré*³⁰, il est du sentiment du tribunal qu'il est bel et bien clair que les programmes d'affiliés émis par Kartabars doivent être qualifiés de contrats d'investissement.

[38] Les affiliés sont des investisseurs. Ils ne sont pas particulièrement au courant du domaine des valeurs mobilières. Ils s'engagent dans ce marché par la voie d'un apport, en espérant en tirer un revenu,

²³ *Id.*, par. 100.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Lantech Communications et Réjean Lamothe*, 1998-03-13, Vol. XXIX, n° 9, BCVMQ, 2.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Re Bestline Products of Canada Ltd. et al. and The Securities Commission*, [1972] B.C.J. N° 749; 29 D.L.R. (3d) 505.

²⁹ *Id.*, par. 17.

³⁰ *Précitée*, note 15.

à savoir des frais pour avoir référé deux nouveaux affiliés. Ils espèrent ainsi que leur placement initial puisse rapporter un bénéfice très élevé, alors qu'ils ne possèdent pas les connaissances requises pour cette affaire, qui est de nature très complexe, et qu'ils n'ont pas non plus le droit de participer directement aux décisions les concernant.

[39] Le Bureau estime que dans le présent dossier, il est en présence de tous les éléments du contrat d'investissement; il a donc la compétence requise pour déterminer la suite des choses. Un autre point important préoccupe le tribunal. C'est que selon la preuve de l'Autorité, on n'est pas vraiment sûr de savoir où se trouverait les grammes d'or achetées par les affiliés. Selon Karatbars, il serait entreposé auprès de Prosegur, une société située en Allemagne.

[40] Or, Prosegur a répondu à l'Autorité qu'il n'a pas cet or en entreposage ni contrat à cet effet avec la société intimée. Où est donc cet or ? Est-il entreposé chez Karatbars même, au contraire des assurances qu'elle donne ? A-t-elle vraiment cet or ? A-t-elle conclu des contrats à terme sur cet or, pour le moment où elle devra en assurer la livraison auprès d'affiliés ? Si la dernière hypothèse est la bonne, cela a une influence certaine sur la présente décision.

[41] Le Bureau rappelle que dans l'arrêt *Pacific Coast Coin Exchange* de la Cour suprême du Canada, déjà cité³¹, cette cour s'était penchée sur la vente sur marge de sacs de pièces d'argent, pour finalement déterminer qu'il s'agissait d'un contrat de placement, une valeur mobilière au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario. Dans son raisonnement, la Cour suprême indiquait ce qui suit :

« Il ne fait aucun doute qu'il y a eu un placement de fonds; quant à la question de l'entreprise commune, la seule communauté d'intérêt nécessaire à l'existence d'un contrat de placement est celle qui existe entre l'investisseur et le promoteur; et quant à la subordination du client vis-à-vis du succès de l'entreprise, le sort de l'investissement de chaque client est en définitive subordonné à la façon dont sont administrés les fonds obtenus par l'appelante. »³²

[42] Un des points alors soulevés par l'honorable juge de Grandpré était que l'unique obligation de Pacific Coast Coin Exchange envers les clients sur marge était de livrer les sacs de pièces d'argent visés par le contrat, lorsque le client acquittait le solde³³. Cette société se couvrait alors en achetant de l'argent par contrat à terme; ces contrats couvraient environ 85 % des obligations de Pacific³⁴. Cela a amené la cour à déclarer :

« En effectuant ses opérations de contrepartie, Pacific négocie pour son propre compte et en son propre nom; elle vend et achète les contrats à terme comme partie à ces contrats et non comme mandataire d'un client. Lorsque les contrats à terme sur l'argent arrivent presque à échéance, la Direction des opérations, où travaillent quelque 55 personnes, doit décider s'il vaut mieux payer le solde dû et prendre livraison de l'argent ou se défaire des contrats en les vendant et en les remplaçant par d'autres à échéance plus éloignée. »³⁵

[43] Ce faisant, cela mettait l'investisseur dans la subordination de Pacific pour le succès de l'entreprise, rapprochant cette situation de la définition du contrat de placement :

« Quant à la subordination du client relativement au succès de l'entreprise, il convient de se rappeler que l'appelante souligne, dans sa brochure d'information, le danger que court l'investisseur ordinaire en se lançant dans des opérations à terme; le texte de l'avertissement a été cité précédemment dans ces motifs. Dans son témoignage, M. Loss y fait écho: [TRADUCTION]

³¹ Précité, note 21.

³² *Id.*, 114.

³³ *Id.*, 125.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*

«L'homme de la rue n'est pas équipé pour faire affaire sur le marché à terme des marchandises». [...] Les tribunaux d'instance inférieure ont [...] jugé, à bon droit, que le sort de l'investissement de chaque client est en définitive subordonné à la façon dont sont administrés les fonds obtenus par l'appelante. Si Pacific n'investit pas sagement les fonds mis en commun, l'acheteur ne tirera aucun rendement de son investissement, indépendamment de la valeur courante de l'argent; l'acheteur ne peut rien faire pour éviter ce résultat.

Cette subordination des investisseurs à l'appelante est également manifeste lorsqu'on retient que l'acheteur sur marge ne peut se tourner que vers Pacific pour l'exécution de son contrat. Avant d'avoir acquitté intégralement le prix d'achat, l'investisseur ne possède aucun titre sur un bien mais uniquement un recours contre Pacific. Si le cours de l'argent baisse, l'investisseur ne peut pas financer son solde débiteur (sauf par ses propres moyens) et à compter de ce moment-là, il est à la merci de Pacific. Cela ne revient pas à dire qu'il s'agit ici uniquement d'une question de solvabilité. Comme l'a souligné la Cour d'appel (à la p. 259), la conclusion de la Cour divisionnaire ne repose pas [TRADUCTION] «sur une base aussi étroite».

Le succès de l'entreprise dépend uniquement du labeur du promoteur dans le but d'obtenir un bénéfice pour l'investisseur et lui. Ainsi la nature de la relation entre Pacific et ses clients sur marge satisfait le critère énoncé dans *Howey*. »³⁶

[44] Cela est d'une rare importance. Si Karatbars a acheté des contrats à terme sur l'or pour pouvoir livrer leurs grammes d'or aux affiliés qui en feraient la demande, cela les mettrait plus avant dans la subordination de la société intimée, apportant de l'eau au moulin à savoir si les programmes d'affiliés émis par Karatbars sont bel et bien des contrats d'investissement, une forme d'investissement soumise à l'application de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

[45] Le Bureau a pris note de la preuve que la société Karatbars a effectué le placement de programmes d'affiliés en l'absence d'un prospectus visé par l'Autorité et en l'absence d'une dispense d'un tel prospectus, un manquement à l'article 11 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. Il note également que les parties intimées ont agi comme courtiers³⁷ et comme conseillers³⁸ pour le placement de ces titres, alors qu'ils n'étaient pas inscrits auprès de l'Autorité pour ce faire, un manquement à l'article 148 de la même loi. La preuve à cet égard est satisfaisante.

[46] De ces dernières activités, le Bureau excepte cependant Michel Galipeau, intimé en l'instance. La preuve de l'Autorité est à l'effet que ce dernier se serait confiné à des activités de fiscaliste auprès des épargnants mais qu'il n'aurait agi ni comme intermédiaire pour ces placements ni comme conseiller en investissement ni comme gestionnaire. La demande de l'Autorité à son égard est donc rejetée.

[47] Le Bureau reconnaît enfin que sont présents les motifs impérieux décrits par la procureure de l'Autorité³⁹ pour justifier que soient prononcée la décision demandée *ex parte*. C'est pourquoi il est prêt à prononcer la décision demandée.

LA DÉCISION

³⁶ *Id.*, 130.

³⁷ *Loi sur les valeurs mobilières*, précitée, note 2, art. 5. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, il faut entendre par :

«courtier»: toute personne qui exerce ou se présente comme exerçant les activités suivantes:

1° des opérations sur valeurs comme contrepartiste ou mandataire;
2° le placement d'une valeur pour son propre compte ou pour le compte d'autrui;
3° tout acte, toute publicité, tout démarchage, toute conduite ou toute négociation visant même indirectement la réalisation d'une activité visée au paragraphe 1° ou 2°;

³⁸ *Id.*, art. 5. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, il faut entendre par:

«conseiller»: toute personne qui exerce ou se présente comme exerçant l'activité consistant à conseiller autrui en matière d'investissement en valeurs ou d'achat, de souscription ou de vente de valeurs ou à gérer un portefeuille de valeurs;

³⁹ Voir aux pages 31 et 32.

[48] Le Bureau de décision et de révision a pris connaissance de la demande de l'Autorité des marchés financiers. Il a entendu le témoignage de l'enquêtrice qui fait partie de son personnel, témoignage qu'il a analysé. Il a également pris connaissance de la preuve déposée par ce témoin et a entendu les représentations de la procureure de l'Autorité.

[49] Il est maintenant prêt à prononcer sa décision *ex parte*, en vertu des articles 93 et 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*⁴⁰ et des articles 265 et 266 de la *Loi sur les valeurs mobilières*⁴¹.

PAR CES MOTIFS, LE BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION :

ACCUEILLE en partie la demande de l'Autorité des marchés financiers;

REJETTE la demande de l'Autorité relative à Michel Galipeau, intimé en l'instance;

- **ORDONNANCE EX PARTE D'INTERDICTION D'OPÉRATIONS SUR VALEURS, EN VERTU DE L'ARTICLE 93 DE LA LOI SUR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS ET DE L'ARTICLE 265 DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES :**

INTERDIT aux personnes dont les noms apparaissent ci-après d'exercer toute activité en vue d'effectuer, directement ou indirectement, une opération sur valeurs sous toutes les formes d'investissement visées par la *Loi sur les valeurs mobilières* émises par la société Karatbars et, sans limiter la portée de ce qui précède, incluant notamment mais non limitativement, par l'entremise de sites internet ou autrement. Ces personnes sont :

- la société Karatbars International Gmbh;
 - Robert La Rivière;
 - Michel Desroches; et
 - Anthoni Snopek.
- **ORDONNANCE EX PARTE D'INTERDICTION D'EXERCER L'ACTIVITÉ DE CONSEILLER, EN VERTU DE L'ARTICLE 93 DE LA LOI SUR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS ET DE L'ARTICLE 266 DE LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES :**

INTERDIT aux personnes dont les noms apparaissent ci-après à d'exercer l'activité de conseiller, telle que définie à l'article 5 de la *Loi sur les valeurs mobilières*;

- La société Karatbars International Gmbh;
- Robert La Rivière;
- Michel Desroches; et
- Anthoni Snopek.

[50] En application du second alinéa de l'article 115.9 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, le Bureau informe les parties intimées qu'ils ont une période de quinze jours pour déposer au Bureau un avis de leur contestation, afin que puisse être tenue une audience relative à la présente décision, le cas échéant.

⁴⁰ Précitée, note 1.

⁴¹ Précitée, note 2.

[51] Il appartient alors aux intimés de communiquer avec le Secrétariat du Bureau, au 1-877-873-2211, afin d'informer le Bureau qu'ils entendent déposer un avis de leur contestation, le cas échéant. Les intimés sont aussi invités à prendre note qu'une partie a le droit de se faire représenter par un avocat.

[52] Le Bureau informe également les personnes morales et les entités désirant être entendues dans le cadre du présent dossier qu'elles sont tenues de se faire représenter par avocat au cours d'une audience devant le Bureau. Les ordonnances d'interdiction entrent en vigueur à la date à laquelle elles sont prononcées et le resteront jusqu'à ce qu'elles soient abrogées ou modifiées.

Fait à Montréal, le 17 avril 2014.

(S) Claude St Pierre

M^e Claude St Pierre, vice-président

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
AFLALO	JACQUES	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-07
AIT ABDESSELAM	TAHAR	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-02
ALKHAIAT	IMAD	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-29
ARITHOPPAH	NISHADEVI	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-05-07
ASSIGBE	KOFFI	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2014-05-05
ASSOULINE	HAIM	MANULIFE SECURITIES INVESTMENT SERVICES INC.	2014-04-30
AVON	CHRISTIANE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-28
BAZINET	MARIE-CLAUDE	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2014-05-02
BELANGER	MICHELINE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-03-28
BELANGER-GENDRON	CYNTHIA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-08
BELLILE	NADINE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-04-28
BERARD	VINCENT	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-04
BERTHIAUME	JOHANNE	RICHARDSON GMP LIMITÉE	2014-04-30
BIBAWY	GEORGE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-16
BOERIU	DIANA GINA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-04-30
BOUCHARD	YANNICK	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-18
BOUCHARD	PHILIPPE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-05
BOUMERHI	SARINE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-30
BOUNHAR	CAMELIA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2014-05-03
BOURBEAU-POIRIER	RENEE	PLACEMENTS CIBC INC.	2014-05-01
BOURRET	ALAIN	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2014-04-30
BOUSQUET ST-LAURENT	FÉLIX ANTOINE	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2014-04-30
BOUTIN	JAY-RADHE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2014-04-28
BRAULT	ANNE-MARIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES	2014-05-09

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
		FINANCIERS INC.	
BROUSSEAU	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-02
BRUNET	SYLVIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-30
BRUNET	GUY	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-02
BUITRAGO	PILAR	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-24
BURNS	HEATHER	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2014-05-01
CASTONGUAY	GUYLAINE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-30
CAYA	MARIE-ÈVE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-03
CHEVRIER	LOUIS	TD WATERHOUSE CANADA INC.	2014-05-06
CHO	YONG EUN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-21
CHOINIÈRE	CLAUDE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-09
CLEROUX	JEAN-CHARLES	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-09
CLÉROUX	ANDRÉ	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2014-04-30
CLOUTIER	DANIEL	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-09
COTÉ	DIANE MARIE THÉRÈSE	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2014-04-30
COURNOYER	GABRIELLE	BNC GESTION ALTERNATIVE INC.	2014-04-24
CRETE	STEPHAN	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2014-05-03
CROUSSET	FRANCINE	VALEURS MOBILIÈRES DESJARDINS INC.	2014-05-02
DABBOUSSI	IHAB	VALEURS MOBILIÈRES PEAK INC.	2014-05-09
DE LA CHEVROTIÈRE	MARJOLAINE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-02
DOMINGO	ESTELA	VALEURS MOBILIERES TRANSAMERICA INC.	2014-05-05
DOUCET	ALAIN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-25
DOYON	SOPHIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-05
DROLET	JEAN-SEBASTIEN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-01
DUBREUIL	JONATHAN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-09
DUMAY	DAUDET	TD WATERHOUSE CANADA INC.	2014-05-08

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
DUROCHER	MELANIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-05
EMOND	CHRISTIAN	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2014-04-25
FARHAT	MAHMOUD	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-29
FILION	ÉTIENNE	BMO NESBITT BURNS INC.	2014-05-01
FRANCOEUR	ELISABETH	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-02
GAMACHE	MANON	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-30
GARNEAU	REJEANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-05
GAUTHIER	PAUL CHARLES	JITNEYTRADE INC.	2014-05-01
GAUTHIER	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-05
GHALAYINI	KARIM	PLACEMENTS AGF INC.	2014-04-28
GOBEILLE	DANIEL JAMES	BMO NESBITT BURNS INC.	2014-04-30
GONZALEZ	LORENA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2014-04-29
HANED	TARIK	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2014-05-06
HENRY	KENNETH	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2014-05-02
HINSE	JEAN	PLACEMENTS CIBC INC.	2014-05-06
HUDON-DUFOUR	ERIC	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2014-05-07
HURTUBISE	SYLVIE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-07
JEAN	SUZANNE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-30
JONCAS	ANITA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-28
KEGLE	FRANCIS	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-09
LABBE	VERONIQUE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-05
LACROIX	CHRISTINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-09
LAFOND	ANNIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-05
LAFRAMBOISE	GUILLAUME	COURTAGE DIRECT BANQUE NATIONALE INC.	2014-05-01
LALONDE	JONATHAN	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-05-02
LAMARCHE	SYLVIE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2014-04-29

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
LAMARRE	OLIVIER	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-02
LAMONTAGNE	JEAN-DAVID	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-05-05
LANGLOIS	LINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-05
LANTHIER	NOËLLA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-02
LAREAU	CAROLINE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-28
LAROCQUE MARTIN	STEPHANIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-05
LATOUR	MARIELLE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-04-30
LEBLANC	CAROLE	INVESTISSEMENTS EXCEL INC.	2014-05-07
LEPAGE	DENIS	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2014-05-01
LEVINSON	JULIE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-05-02
LIU	JUN	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-25
LIU	KAI	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2014-05-05
LIU	SIWEI	FONDS D'INVESTISSEMENT HSBC (CANADA) INC.	2014-05-12
MALJKOVIC	SUZANA	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2014-05-02
MARTIN	ERIC	GESTION D'ACTIFS SECTORIELS INC.	2014-04-30
MASSICOTTE- GERMAIN	AUDREE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-02
MATHIEU- CHAREST	THIERRY	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2014-05-02
MATTE BOURDAGES	CHRISTIAN	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2014-04-29
MATTEAU	FRANCOIS	PLACEMENTS CIBC INC.	2014-04-28
MBALLA MESSI	FRANÇOIS	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-30
MBOG NYOBE	THIERRY MICHEL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-03
MIRGALIEVA	ZILYA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-12
MIRZA	USMAN	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-04-28
MOHAMED ALI	SALIOU	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2014-04-29
MOHR-ELZEKI	BASIL	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-11
MORIN TREMBLAY	SUZANNE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-30
NDAYISENGA	CLAUDINE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS	2014-04-28

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
		INC.	
NIYONZIMA	AMER	PLACEMENTS CIBC INC.	2014-05-05
NURSE	ROBERTA LIESEL	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2014-04-25
PAINCHAUD	CLAUDE	FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	2014-04-30
PARÉ	SYLVIE	VALEURS MOBILIÈRES DESJARDINS INC.	2014-05-04
PARISSI	HELENE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-07
PARK	CRISTINA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-04-28
PATEL	JAMINA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-25
PELLETIER	ALAIN	RICHARDSON GMP LIMITÉE	2014-04-30
PERIN	KARINE	PLACEMENTS CIBC INC.	2014-04-25
PEROFF-MICHAUD	DAVID	PFSL INVESTMENTS CANADA LTD.	2014-04-30
PERRAULT	LOUISE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-22
PIERRUS	STEPHANE	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2014-04-29
PITSIKOULIS	SOTY	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2014-05-03
POLISENA	PASQUALE	TD WATERHOUSE CANADA INC.	2014-05-12
POUDRIER	KARIM	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-08
POULIN	STEPHANIE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-09
PREVOST	DAVID	DESJARDINS SECURITE FINANCIERE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-22
PROULX	MARTIN	TD WATERHOUSE CANADA INC.	2014-05-03
PROVOST	ISABELLE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-28
RIVEST	LISE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-17
RODRIGUE	DOMINIQUE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-02
ROUSSEL	STEVE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2014-04-28
ROY	LYNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-02
ROY	LOUIS-PHILIPPE	BNC GESTION ALTERNATIVE INC.	2014-04-25
SADE	KOMIVI NOULAGBESS I	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-01
SALL	DELJEET	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2014-05-01

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
SAVIGNAC	LOUISE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-05-01
SCALLY	HAFID	LA PREMIERE FINANCIERE DU SAVOIR INC.	2014-04-28
SCHACTER	KERRY	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-05-02
SEGUIN	PAUL	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2014-04-28
ST-AMOUR	DIANE	TD WATERHOUSE CANADA INC.	2014-05-06
STARTSEVA	YULIA	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2014-04-30
ST-JEAN	AMELIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-25
STOROZUM	JASON	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2014-03-11
ST-PIERRE	NATHALIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-05
ST-PIERRE	DANIEL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-02
SUBRANNI	DINO	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-07
SY	MAIRY	PLACEMENTS CIBC INC.	2014-04-26
TARDIF	LOUISE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-05-02
TELLEZ CHAVEZ	HUGO	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-01
TERKIA-DERDRA	NAWEL	INVESTISSEMENTS EXCEL INC.	2014-04-30
TIBERIO	ANTONIO	MICA CAPITAL INC.	2014-04-28
TOPOUZANOV	VASSIL	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2014-04-15
TOUSIGNANT	MELANIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-25
TROTTIER	LUC	VALEURS MOBILIERES DESJARDINS INC.	2014-04-30
VEILLEUX	COLETTE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2014-03-17
VINCENT	MATTHIEU	DESJARDINS SECURITE FINANCIERE INVESTISSEMENTS INC.	2014-04-24
WAFDI	FOUAD	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2014-05-08
YAPAR	ARDA	RBC PLACEMENTS EN DIRECT INC.	2014-05-02
YOSUPOV	KARINA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2014-05-02
ZEITZ	JESSICA	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2014-05-05

Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
6a Planification financière	

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
103466	BLANCHARD, MARC-ANDRÉ	2a	2014-05-09
107131	CHOINIÈRE, CLAUDE	6a	2014-05-12
108547	CROTEAU, ROBERT	3a	2014-05-13
108759	DAIGNEAULT, SERGE	1a	2014-05-12
108783	DALLAIRE, JULIE	4a	2014-05-07
112215	FILLION, ALAIN	1a	2014-05-13
117437	KATSOULIS, APOSTOLOS	1a	2014-05-12
118306	LAFONTAINE, PIERRE	1a, 6a	2014-05-12
119189	LANTHIER, NOËLLA	6a	2014-05-07
121965	LOISEL, ANDRÉ	4b	2014-05-07
127960	PROULX, MARTIN	1a	2014-05-09
130738	SERGERIE, CHANTAL	3a	2014-05-13
132079	TELLIER, MARTIAL	4a	2014-05-07
133065	TREMBLAY, MARTINE	4a	2014-05-12
133154	TREMBLAY, RONALD	1a, 2a	2014-05-09
133179	TREMBLAY, SUZANNE	4a	2014-05-13
133745	VALADE, JOHANNE	1a	2014-05-09
135686	BAZINET, MARIE-CLAUDE	6a	2014-05-07
136789	BOUCHARD, FRANCE	5b	2014-05-07
141222	CARRIER, NATACHA	1a, 2a	2014-05-09
142536	LEPAGE, DENIS	1a	2014-05-07
148565	BÉNARD, MANON	4a	2014-05-12
152909	VALLIÈRES, GILLES	5c	2014-05-08
156566	DIOUF, AMADOU	4a	2014-05-07
162391	USEREAU, CATHERINE	4b	2014-05-09
165821	ST-LÉGER, ABDEL SHADRACK	3b	2014-05-08
167170	LAROCHELLE, DENISE	3a	2014-05-13
174355	QUIRION, JULIE	1b	2014-05-09
177796	MALOUFI, M'HAMED	3b	2014-05-07
183785	CARON, GUYLAINE	1a	2014-05-09
185746	DOMINGUE, DENIS	4a	2014-05-07
186727	LARIVIÈRE-SIMONEAU, GENEVIÈVE	5a	2014-05-09
188025	THIBAULT, DANIEL	3a	2014-05-08
188970	DUBOIS-COUTURE, CINDY	4a	2014-05-13

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
190026	GAUVIN, CINDY	1a	2014-05-13
190683	HOUNDJAHOUÉ-LAHAYE, FRANCIS	1a	2014-05-09
190818	BOISROND, PASCALE	3b	2014-05-12
192298	MARCOTTE, HÉLOÏSE	3b	2014-05-13
192400	BÉDARD, AMÉLIE	3b	2014-05-12
192444	PAQUET, ISABELLE	4c	2014-05-09
196197	HEMA, SALIA	1a	2014-05-13
197159	D'AVIGNON, JULIE	3b	2014-05-12
198747	ACUNA MARKIN, MARIA MAGDALENA	1a	2014-05-08
200195	ANDRÉ, EMMANUEL	1a	2014-05-09
201507	SAINT-MARTIN-AUDET, SOPHIE-ANNE	3b	2014-05-09
201865	GRAVEL, MARYSE	1a	2014-05-09
202218	DI STEFANO, STEFANO	1a	2014-05-13
202280	SANHUEZA-MARTINEZ, JENNIFER	4b	2014-05-09
203005	BEDARD, CATHERINE	1a	2014-05-13
203088	JASSIM, SADIA	3b	2014-05-13
203111	QUABOUL, YOUNASSE	1a	2014-05-09
203612	NADEAU LAROSE, MÉLODY	1b	2014-05-08
203880	ZAAOUR, IBRAHIM	4b	2014-05-12
203887	LACELLE, OLIVIER	3b	2014-05-12

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
CONSEIL ET INVESTISSEMENT FONDS FMOQ INC.	Asselin	Marc-André	2014-05-06
CONSEIL ET INVESTISSEMENT FONDS FMOQ INC.	Sureau	Réal	2014-05-06
DESJARDINS GESTION INTERNATIONALE D'ACTIFS INC.	Hogue	Vincent	2014-04-25
SERVICES D'INVESTISSEMENT FÉRIQUE	Tremblay	Jean-Guy	2014-04-23
SOCIETE DE GERANCE DES FONDS FMOQ INC.	Asselin	Marc-André	2014-05-06
SOCIÉTÉ DE GESTION DE PLACEMENTS GE CANADA	Rullo	Steven	2014-05-01
SOCIÉTÉ DE GESTION PRIVÉE DES FONDS FMOQ INC	Sureau	Réal	2014-05-06

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
BNC GESTION ALTERNATIVE INC.	Ladovrechis	Afroditi	2014-04-25
BNC GESTION ALTERNATIVE INC.	Arnau	Claude	2014-04-25
BNC GESTION ALTERNATIVE INC.	Bourassa	Francois	2014-04-25
BNC GESTION ALTERNATIVE INC.	Brunelle	Jean-Guy	2014-04-24
BNC GESTION ALTERNATIVE INC.	Labbé	Véronique	2014-04-25
BNC GESTION ALTERNATIVE INC.	Newman	Catherine	2014-04-25
BNC GESTION ALTERNATIVE INC.	Therriault	Martin	2014-04-25
DESJARDINS GESTION INTERNATIONALE D'ACTIFS INC.	Hogue	Vincent	2014-04-25
SOCIETE DE GERANCE DES FONDS FMOQ INC.	Asselin	Marc-André	2014-05-06
SOCIÉTÉ DE GESTION DE PLACEMENTS GE CANADA	Rullo	Steven	2014-05-01
SOCIÉTÉ DE GESTION PRIVÉE DES FONDS FMOQ INC	Sureau	Réal	2014-05-06

Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
GESTION FERIQUE	Tremblay	Jean-Guy	2014-04-23
SOCIETE DE GERANCE DES FONDS FMOQ INC.	Sureau	Réal	2014-05-06
SOCIETE DE GERANCE DES FONDS FMOQ INC.	Asselin	Marc-André	2014-05-06
SOCIÉTÉ DE GESTION DE PLACEMENTS GE CANADA	Rullo	Steven	2014-05-01
SOCIÉTÉ DE GESTION PRIVÉE DES FONDS FMOQ INC	Sureau	Réal	2014-05-06

3.5.2 Les cessations d'activités

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
502287	SERGE DAIGNEAULT	Assurance de personnes	2014-05-12
506014	APOSTOLOS KATSOULIS	Assurance de personnes	2014-05-12
508401	SERVICES FINANCIERS DENIS LEPAGE INC.	Assurance de personnes	2014-05-07
508479	GEORGES FRÉCHETTE	Assurance de personnes	2014-05-12
510771	LES SERVICES FINANCIERS KRONISH LTÉE	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2014-05-12
514728	GUYLAINE CARON	Assurance de personnes	2014-05-09
515538	CHRISTIAN AUBERT	Assurance de personnes	2014-05-09
600016	9281-6420 QUÉBEC INC	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2014-05-12

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
BNY MELLON WEALTH MANAGEMENT, ADVISORY SERVICES, INC.	Laroche-Morris	Renee	2014-05-13

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
GESTION DE PLACEMENTS INNOCAP INC.	Doucet	Martin	2014-05-07
WESTCOURT CAPITAL CORPORATION	Luprypa	Karen	2014-05-08

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
BNY MELLON WEALTH MANAGEMENT, ADVISORY SERVICES, INC.	Laroche-Morris	Renee	2014-05-13
GESTION DE PLACEMENTS INNOCAP INC.	Doucet	Martin	2014-05-07
LES CONSEILLERS EN PLACEMENTS MACDOUGALL INC.	Culbert	John	2014-05-06
WESTCOURT CAPITAL CORPORATION	Luprypa	Karen	2014-05-08

Gestionnaire

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
BNY MELLON WEALTH MANAGEMENT, ADVISORY SERVICES, INC.	Laroche-Morris	Renee	2014-05-13
GESTION DE PLACEMENTS INNOCAP INC.	Doucet	Martin	2014-05-07

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
600567	SERVICES FINANCIERS STEVE GODBOUT INC.	Steve Godbout	Assurance de personnes	2014-05-07
600568	6963005 CANADA INC.	Christian Aubert	Assurance de personnes	2014-05-09
600575	CIBC INSURANCE AGENCY INC.	Stéphanie Huard	Assurance de dommages	2014-05-09

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
600576	BRIGHTER FINANCIAL SOLUTIONS INC.	Jean Duguay	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2014-05-13
600578	GESTION DENIS BISSON INC.	Denis Bisson	Assurance de personnes	2014-05-13

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

3.7.1 Autorité

DÉCISION N° 2014-OED-1019732

MONSIEUR FRANÇOIS SIMARD
10175, BOUL. LES GALERIES D'ANJOU
ANJOU (QUÉBEC) H1J 2Y4

N° de représentant : 130928/1535191

N° de client : 2000309284

Décision

(Articles 218 et 220 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2)

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») est l'organisme qui administre l'ensemble des lois régissant l'encadrement du secteur financier au Québec, notamment la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF »).

LES FAITS

1. François Simard (le « représentant ») détient le certificat n° 130 928 auprès de l'Autorité et peut exercer des activités en assurance de personnes, assurance collective de personnes et planification financière.
2. Le représentant détient l'inscription à titre de représentant autonome n° 500 704 dans les disciplines mentionnées ci-dessus.
3. Le 13 septembre 2013, l'Autorité recevait le formulaire de renouvellement du certificat, rempli par le représentant le même jour.
4. Le 11 octobre 2013, l'Autorité a fait parvenir au représentant une correspondance afin d'obtenir sa version des faits concernant la poursuite pénale n° 500-61-361351-134.
5. Le 15 octobre 2013, l'Autorité a transmis au représentant un avis de prolongation de son certificat.
6. Les 25 et 28 octobre 2013, l'Autorité recevait la version des faits du représentant par courrier électronique.
7. Le 1^{er} novembre 2013, l'Autorité recevait un avis de cessation de relation avec une personne physique inscrite ou autorisée soumis via la base de données nationale d'inscription par Services en placements Peak inc. Le motif de la cessation de relation indiqué par la société est [...] puisque le représentant n'était plus en mesure de renouveler son assurance de responsabilité professionnelle.
8. Le 28 février 2014, l'Autorité a envoyé au représentant, par poste certifiée, l'avis prévu à l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q., c. J-3, relativement à son défaut d'assurance de responsabilité professionnelle et à la poursuite pénale, dans lequel il était mentionné de transmettre ses observations dans les 15 jours. Dans ce cas, le représentant avait jusqu'au 17 mars 2014.

ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

9. Le 27 octobre 2013, l'Autorité a envoyé au représentant, par le biais de son inscription à titre de représentant autonome, une lettre l'avisant que sa police d'assurance de responsabilité professionnelle viendrait à échéance le 31 octobre 2013 et lui demandant de lui faire parvenir une preuve d'assurance de responsabilité professionnelle, le tout tel que requis par l'article 10 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome*, R.R.Q., c. D-9.2, r. 15.
10. Le représentant n'a pas, selon nos informations, de police d'assurance de responsabilité professionnelle en vigueur, pour les disciplines de l'assurance de personnes, assurance collective de personnes et planification financière, et ce, depuis le 1^{er} novembre 2013.
11. À ce jour, l'Autorité n'a rien reçu de la part du représentant.

POURSUITE PÉNALE DE L'AUTORITÉ

12. L'Autorité a intenté, le 21 février 2013, une poursuite pénale à l'encontre du représentant sur quatre-vingt-neuf (89) chefs d'accusation.
13. Le représentant a plaidé non coupable aux quatre-vingt-neuf (89) chefs d'accusation déposés par l'Autorité.
14. L'Autorité a porté quatre-vingt-sept (87) chefs d'accusation contre le représentant dans le dossier n° 500 61-361351-134 pour avoir aidé, par acte ou omission, des sociétés à procéder au placement d'une forme d'investissement assujetti à l'application de la Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V 1.1 (la « LVM ») sans avoir un prospectus visé par l'Autorité, le tout en contravention de l'article 11 de la LVM.
15. L'Autorité a porté deux (2) chefs d'accusation contre le représentant dans le dossier n° 500-61-361351-134 pour avoir entravé le travail d'un enquêteur de l'Autorité en faisant de fausses représentations à un témoin, le tout en contravention de l'article 195 (5) de la LVM.
16. À ce jour, il n'y a pas encore de déclaration de culpabilité dans ce dossier.

L'ANALYSE

Le représentant fait actuellement l'objet d'une poursuite pénale dans le dossier n° 500-61-361351-134, notamment quatre-vingt-sept (87) chefs d'accusation pour avoir aidé, par acte ou omission, des sociétés à procéder au placement d'une forme d'investissement assujetti à l'application de la LVM sans avoir un prospectus visé par l'Autorité et deux (2) chefs d'accusation pour avoir entravé le travail d'un enquêteur de l'Autorité en faisant de fausses représentations à un témoin.

Les infractions reprochées au représentant dans la poursuite pénale n° 500-61-361351-134 sont survenues entre 2006 et 2010.

Ces infractions ont été commises alors que le représentant était dans l'exercice de ses activités de représentant.

Il n'y a pas encore de déclaration de culpabilité dans le dossier n° 500-61-361351-134.

Le représentant mentionne notamment, dans sa version des faits, que la poursuite pénale s'inscrit dans le cadre de plusieurs souscriptions d'actions émises par des sociétés minières au fil des ans. Il mentionne qu'il nie avoir agi à titre d'intermédiaire dans la souscription de ces actions émises par les sociétés mentionnées aux constats d'infraction.

Le représentant mentionne notamment, dans sa version des faits, qu'il est d'avis que les personnes ayant souscrit à ces actions étaient soit des investisseurs qualifiés ou qu'elles les ont acquises directement sur le marché boursier.

Le représentant mentionne notamment, dans sa version des faits, qu'il estime ne pas constituer un danger pour le public dans la mesure où les reproches qui lui sont adressés datent de plusieurs années. Il mentionne qu'il estime servir ses clients avec intégrité, compétence et professionnalisme et qu'il n'est pas un danger pour ceux-ci.

Le représentant mentionne notamment, dans sa version des faits, qu'il a été reconnu coupable par le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière le 16 février 2012 et qu'il a porté cette décision en appel. À ce jour, le jugement en appel n'est pas encore rendu et l'Autorité se réserve le droit de revoir le dossier lorsque ce dernier sera rendu.

L'Autorité rappelle qu'elle a pour mission de protéger le public et les consommateurs et que, dans le cadre de sa mission, elle doit favoriser la confiance des personnes et des entreprises à l'égard notamment, des représentants et autres intervenants qui oeuvrent dans le secteur financier.

L'enquête de l'Autorité démontre que le représentant aurait agi comme intermédiaire dans la vente d'actions de plusieurs sociétés et qu'il aurait reçu des commissions à ce titre et des frais d'émission d'actions.

Il appartiendra aux tribunaux de déterminer si le représentant doit être déclaré coupable ou acquitté des chefs d'accusation portés contre lui dans le dossier n° 500-61-361351-134. Cependant, il est du ressort de l'Autorité d'analyser la probité d'un représentant et de prendre toutes les mesures prévues par la LDPSF afin d'assurer la protection du public.

Donc, en raison des accusations pénales portées contre le représentant, l'Autorité est d'avis que sa probité est affectée et que ses activités de représentant en assurance de personnes, assurance collective de personnes et en planification financière doivent faire l'objet d'un encadrement.

Ainsi, en raison de ce qui précède, l'Autorité estime nécessaire de protéger le public et de rendre la décision suivante.

L'Autorité se réserve le droit de revoir le dossier advenant tout fait nouveau porté à sa connaissance.

LA POSSIBILITÉ DE PRÉSENTER DES OBSERVATIONS ÉCRITES ET DE PRODUIRE DES DOCUMENTS À L'APPUI DE CELLES-CI

Dans son avis, l'Autorité donnait au représentant l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit, le ou avant le 17 mars 2014.

Or, à ce jour, l'Autorité n'a reçu, de la part du représentant, aucune observation écrite ou document.

Dans les circonstances, l'Autorité rend sa décision.

LA DÉCISION

CONSIDÉRANT les articles 184, 218 et 220 de la LDPSF :

« 184. L'Autorité a pour mission de veiller à la protection du public relativement à l'exercice des activités régies par la présente loi.

Elle voit à l'application des dispositions de la présente loi et de ses règlements auxquelles sont assujettis les titulaires de certificat, les cabinets ainsi que les représentants autonomes et les sociétés autonomes. »;

« **218.** L'Autorité peut révoquer un certificat, le suspendre ou l'assortir de restrictions ou de conditions lorsque son titulaire :

(...)

L'Autorité peut, en outre, suspendre un certificat lorsque son titulaire ne s'est pas conformé aux obligations relatives à la formation continue obligatoire ou n'est pas couvert par une assurance conforme aux exigences prévues par règlement pour couvrir sa responsabilité. »;

« **220.** L'Autorité peut, pour une discipline, refuser de délivrer ou de renouveler un certificat ou l'assortir de conditions ou de restrictions si elle est d'avis que celui qui le demande ne possède pas la probité nécessaire pour exercer des activités dans une telle discipline ou se trouve dans une situation incompatible avec l'exercice de telles activités. »;

CONSIDÉRANT les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2 :

« **24.** Sous réserve de la loi, le président-directeur général de l'Autorité peut déléguer, généralement ou spécifiquement, à l'un des surintendants, à tout autre membre du personnel de l'Autorité ou à toute autre personne qu'il désigne l'exercice d'une fonction ou d'un pouvoir résultant d'une loi visée à l'article 7. Cette décision est publiée à la Gazette officielle du Québec et dans le Bulletin de l'Autorité.

Ne peuvent toutefois être délégués les pouvoirs de l'Autorité de prendre un règlement, d'établir une instruction générale ou de donner une ligne directrice prévus à ces lois. »

Il peut, dans l'acte de délégation, autoriser la subdélégation des fonctions et des pouvoirs qu'il indique; le cas échéant, il identifie le surintendant, le membre du personnel de l'Autorité ou la personne à qui cette subdélégation peut être faite. »;

CONSIDÉRANT l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative*, L.R.Q. c. J-3 :

« **5.** L'autorité administrative ne peut prendre une ordonnance de faire ou de ne pas faire ou une décision défavorable portant sur un permis ou une autre autorisation de même nature, sans au préalable :

1° avoir informé l'administré de son intention ainsi que des motifs sur lesquels celle-ci est fondée;

2° avoir informé celui-ci, le cas échéant, de la teneur des plaintes et oppositions qui le concernent;

3° lui avoir donné l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier.

(...). »;

CONSIDÉRANT les faits et l'analyse de ce dossier;

CONSIDÉRANT la protection du public;

Il convient pour l'Autorité :

DE SUSPENDRE le certificat n° 130 928 au nom de François Simard dans les disciplines de l'assurance de personnes, assurance collective de personnes et planification financière jusqu'à ce qu'il fournisse une confirmation qu'il est couvert par une police d'assurance de responsabilité professionnelle conforme et en vigueur;

Et, par conséquent, que François Simard :

Cesse d'exercer ses activités.

ET, AU MOMENT DE LA LEVÉE DE SUSPENSION :

D'ASSORTIR le certificat n° 130 928 au nom de François Simard dans les disciplines mentionnées précédemment de trois conditions :

- Le représentant doit, alors qu'il a un droit d'exercice valide, exercer ses activités à titre de représentant rattaché à un ou des cabinets dont il n'est pas dirigeant responsable. Le représentant doit faire parvenir à l'Autorité le nom du cabinet auquel il sera rattaché. En ce qui concerne l'inscription en tant que représentant autonome, le représentant doit remplir la demande de retrait d'inscription.
- Le représentant doit, pour une période de **deux ans**, alors qu'il a un droit d'exercice valide, exercer ses activités sous la responsabilité d'une personne nommée par le dirigeant responsable et du cabinet auquel il sera rattaché. Ceux-ci superviseront ses activités de représentant, de façon rapprochée. Le représentant doit faire parvenir à l'Autorité une attestation de la part du dirigeant responsable du cabinet dans laquelle celui-ci désignera la personne qui supervisera ses activités de représentant. Durant la supervision, une déclaration relative à une condition de supervision doit être acheminée à l'Autorité par le cabinet, et ce, mensuellement.
- Le représentant ne doit pas, alors qu'il a un droit d'exercice valide, agir à titre de superviseur pour un postulant dans le domaine des services financiers.

La décision prend effet dès signification et est exécutoire malgré toute demande de révision éventuelle.

Fait à Québec, le 30 avril 2014.

Maryse Pineault, avocate
Directrice principale des opérations
d'encadrement de la distribution

3.7.2 BDR

Les décisions prononcées par le Bureau de décision et de révision sont publiées à la section 2.2 du bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

Aucune information.

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N°: CD00-0921

DATE : 7 mai 2014

LE COMITÉ : M ^e Jean-Marc Clément	Président
M. Claude Trudel, A.V.A.	Membre
M. Réal Veilleux, A.V.A., Pl. Fin.	Membre

NATHALIE LELIÈVRE, ès qualités de syndique adjointe de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

c.

RAYMOND PATRY, conseiller en sécurité financière (certificat numéro 126176)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Les 19 octobre 2012 et 1^{er} mars 2013, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière «le comité » s'est réuni aux locaux de la Commission des lésions professionnelles, situés au 500, boul. René-Lévesque Ouest, 18^e étage, Montréal dans le but de procéder à l'audition de la plainte portée contre l'intimé qui se lit comme suit :

LA PLAINTÉ

1. À Montréal, le ou vers le 24 août 2010, l'intimé, alors qu'il faisait souscrire à ses clients I.N. et M.J.U. la police d'assurance vie numéro 023217177L, auprès de Empire Vie, en remplacement d'une police d'assurance vie de Industrielle Alliance, n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme de leurs besoins financiers, contrevenant ainsi aux articles 16 et 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 6 et 22 (1) du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10);

CD00-0921

PAGE : 2

2. À Montréal, le ou vers le 2 février 2011, l'intimé a contrefait la signature de son client I.N. et signé, à titre de conseiller et/ou de témoin de la signature contrefaite, sur un reçu de livraison, un accusé de réception d'une illustration ainsi que sur une déclaration attestant de l'exactitude de renseignements indiqués dans la proposition complétée pour l'émission de la police 023217177L, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3);
3. À Montréal, le ou vers le 2 février 2011, l'intimé a contrefait la signature de sa cliente M.J.U. et signé à titre de témoin de la signature contrefaite, sur une déclaration attestant de l'exactitude de renseignements indiqués dans la proposition complétée pour l'émission de la police 023217177L, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3);
4. À Montréal, le ou vers le 2 février 2011, l'intimé a complété un chèque à l'ordre d'Empire Vie tiré d'un compte personnel fermé et a contrefait la signature de son client I.N. sur celui-ci, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3).

[2] La plaignante était représentée par M^e Alain Galarneau et l'intimé par M^e Sacha Poliquin.

[3] Dès le début de l'audition, la plaignante a demandé la permission d'amender le libellé du chef 2 de la plainte disciplinaire pour ajouter après le mot « police 023217177LL » ce qui suit « ainsi que celle de sa cliente M.J.U. dans ce dernier cas ».

[4] La plaignante a aussi demandé la permission de retirer le chef 3 de la plainte disciplinaire.

[5] Séance tenante, le comité a fait droit à ces deux demandes que l'intimé n'a pas contestées.

[6] Le procureur de l'intimé a ensuite produit le plaidoyer de culpabilité de son client sous tous les chefs de la plainte tel qu'amendée (pièce I-6).

CD00-0921

PAGE : 3

[7] Les parties ont alors convenu de procéder sur sanction à une date ultérieure.

[8] L'audition sur sanction s'est tenue le 1^{er} mars 2013.

[9] Par lettre en date du 12 mars 2013, suite à la demande du comité, le procureur de la plaignante a informé le comité que la plaignante retenait, à titre de dispositions de rattachement, l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* pour le chef 1 et l'article 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* pour les chefs 2 et 4. La plaignante demande alors un arrêt conditionnel des procédures concernant les autres dispositions de rattachement.

LA PREUVE ET LES REPRÉSENTATIONS DE LA PLAIGNANTE SUR SANCTION

[10] Le procureur de la plaignante a produit une preuve documentaire composée des pièces SP-1 à SP-10 et a fait des représentations que le comité résume comme suit.

- a. Les fautes commises sont objectivement graves;
- b. L'analyse des besoins en assurance-vie (pièce SP-2) ne respecte pas les dispositions des articles 6 et 22 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* et de plus, ces conclusions sont erronées;
- c. L'intimé a contrefait la signature de ses clients sur trois documents soit un reçu de livraison de police, une déclaration attestant de l'exactitude des renseignements, un accusé de réception d'une illustration et un chèque au montant de 7,84 \$;
- d. L'intimé a déjà été trouvé coupable¹ de quatre chefs d'infraction (pièce SP-8) : pour avoir fait défaut d'envoyer un avis de remplacement de police, de divulguer dans la proposition l'existence du contrat qu'il détenait, de fournir tous les renseignements nécessaires ou utiles à la compréhension de la police et enfin de favoriser son maintien en vigueur. Il a été sanctionné d'une amende de 600 \$ sous deux chefs et d'une amende de 1 000 \$ sous un troisième et d'une réprimande sous le quatrième;
- e. L'intimé a de plus, le 16 juillet 2007, fait l'objet d'une mise en garde du syndic

¹Rioux c. Patry, CD00-0380, décision sur culpabilité du 6 juin 2002 et décision sur sanction du 10 décembre 2002.

CD00-0921

PAGE : 4

adjoint de la Chambre de la sécurité financière (pièce SP-9);

- f. Enfin, l'intimé s'est vu imposer la souscription d'un engagement de respecter de façon stricte l'esprit et la lettre de la Loi et des règlements relatifs aux activités de représentants et, plus particulièrement, des règles relatives aux devoirs et obligations envers la profession et aux besoins financiers du client (pièce SP-10 le 10 septembre 2008);
- g. Par ailleurs, le procureur de la plaignante a reconnu que l'intimé avait collaboré à l'enquête de la syndique.

[11] Il a en conséquence suggéré les sanctions suivantes :

- a. Une amende de 5 000 \$ sous le chef 1;
- b. Une radiation temporaire de 5 mois sous chacun des chefs 2 et 4, à être purgée d'une façon concurrente;
- c. La condamnation aux déboursés et la publication de la décision.

[12] À l'appui de ses prétentions, il a soumis les décisions disciplinaires suivantes :

*Champagne c. Bégin*², *Champagne c. Gagné*³, *Rioux c. Trottier*⁴, *Lelièvre c. Blais*⁵, *Champagne c. Beckers*⁶.

LA PREUVE ET LES REPRÉSENTATIONS DE L'INTIMÉ SUR SANCTION

[13] Le procureur de l'intimé a produit les pièces SI-1 à SI-5 et a fait les représentations que le comité résume comme suit.

- a. Son client a admis ses erreurs et collaboré à l'enquête du syndic;
- b. Pour ce qui est du chèque contrefait (pièce SP-4): il explique que son client aurait demandé à sa fille de préparer un mandat postal et de le transmettre à l'Empire Vie, et lui aurait donné ses instructions en les écrivant sur un chèque en blanc d'un compte non utilisé. Son but était de conserver l'assurabilité des clients.
- c. En regard de l'analyse (pièce SP-2) ce serait à la demande des clients que le

² *Champagne c. Bégin*, CD00-0827, décision sur culpabilité et sanction du 31 mars 2011.

³ *Champagne c. Gagné*, CD00-0816, décision sur sanction du 27 septembre 2012.

⁴ *Rioux c. Trottier*, CD00-0678, décision sur sanction du 22 mars 2010.

⁵ *Lelièvre c. Blais*, CD00-0838, décision sur culpabilité et sanction du 18 juillet 2011.

⁶ *Champagne c. Beckers*, CD00-0862, décision sur culpabilité et sanction du 17 août 2012.

CD00-0921

PAGE : 5

montant de 600 000 \$ aurait été inscrit.

- d. Son client n'a jamais eu d'intention frauduleuse. Il n'a fait aucune appropriation et il n'en a tiré aucun avantage personnel. Il a démontré du repentir.
- e. Il existe peu de chances de récidive vu l'âge du client (68 ans) et son état de santé.
- f. Il s'agit d'un acte isolé.
- g. Le public est déjà protégé en raison de la décision 2011-PDIS-0292 rendue par l'Autorité des marchés financiers le 25 novembre 2011 (pièce SP-1).

[14] Le procureur de l'intimé a suggéré que le comité impose à son client une amende de 2 500 \$ sous le chef 1 et une radiation de deux mois à être purgée d'une façon concurrente sous les deux autres chefs. À l'appui de cette suggestion, il a soumis deux décisions du comité de discipline soit celles de *Lelièvre c. Côté*⁷ et *Thibault c. Ferland*⁸.

[15] En réplique, le procureur de la plaignante est revenu sur l'antécédent disciplinaire de l'intimé et sur l'emphase trop grande mise sur les facteurs subjectifs.

ANALYSE

Les faits :

[16] L'intimé a rencontré les clients, I.N. et M.J.U., en août 2010. Après avoir complété un document intitulé : « analyse des besoins en assurance-vie » (pièce SP-2) l'intimé leur a fait souscrire une police d'assurance-vie.

[17] Les clients ont ensuite changé d'avis et ont communiqué leur décision d'annuler leur souscription par téléphone et ensuite par courriel.

⁷ *Lelièvre c. Côté*, CD00-0841, décision sur culpabilité et sanction du 7 avril 2011.

⁸ *Thibault c. Ferland*, CD00-0754, décision sur sanction du 20 juillet 2011.

CD00-0921

PAGE : 6

[18] L'intimé a déclaré qu'il n'avait pas reçu ces communications. Or, à cette époque, l'intimé s'apprêtait à partir en voyage et comme il voulait conserver leur assurabilité, il a signé en leur nom les trois documents mentionnés précédemment. Il a, de plus, signé en leurs noms un chèque au montant de 7,84 \$ pour couvrir des sommes manquantes sur la prime.

Chef 1

[19] Bien que l'intimé reconnaisse ses fautes, le comité n'accorde pas beaucoup de poids à ses explications.

[20] Le comité est d'opinion qu'un représentant ne peut pas dire qu'il est arrivé à une telle conclusion parce que le client lui a demandé d'arriver à cette conclusion.

[21] Comme l'intimé a plaidé coupable, il a donc contrevenu à l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* et sera donc déclaré coupable sous le chef 1.

[22] Il y aura cependant arrêt des procédures sous les articles 16 et 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* et sur l'article 22 (1) du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* concernant ce chef.

[23] Un représentant n'est pas sans savoir que l'analyse des besoins financiers est la pierre d'assise sur laquelle la recommandation du représentant doit reposer. L'analyse doit donc être faite d'une façon rigoureuse, ce que n'a manifestement pas fait l'intimé.

CD00-0921

PAGE : 7

[24] Pour ce type d'infractions, le comité impose généralement une amende de 5 000 \$⁹ car il s'agit d'une infraction objectivement grave.

[25] À la lumière de la preuve et des arguments soumis, le comité ne voit aucun facteur qui permettrait de rendre une sanction moins sévère. Bien au contraire, l'antécédent disciplinaire, la mise en garde et l'engagement volontaire pourraient facilement justifier au comité d'imposer une amende beaucoup plus élevée.

[26] L'intimé sera donc condamné à une amende de 5 000 \$ sous ce chef.

Chefs 2 et 4

[27] L'intimé a ensuite reconnu avoir contrefait la signature des clients sur plusieurs documents.

[28] Pour le comité, rien ne justifie la contrefaçon de signature par un représentant et ce même si les intentions du représentant peuvent être bonnes.

[29] La contrefaçon de signature est un geste qui ternit indéniablement l'image de la profession.

[30] La contrefaçon entraîne nécessairement une sanction de radiation.

[31] La radiation sera plus ou moins longue dépendant si le représentant l'a fait dans le but d'en tirer un avantage.

[32] Voici d'ailleurs comme s'exprime le juge Paquet à ce sujet dans l'affaire

⁹ *Champagne c. Gagné*, note 3 et *Champagne c. Bégin*, note 2.

CD00-0921

PAGE : 8

*Brazeau c. Chambre de la sécurité financière*¹⁰:

« [136] Le fait d'imiter des signatures et de les utiliser est en soi un geste grave qui justifie une période de radiation. Cette période de radiation sera plus ou moins longue, toutefois, selon que la personne concernée pose ce geste avec une intention frauduleuse ou non. »

[33] Dans ce dossier, le juge a ramené d'un an à deux mois la radiation du représentant car il a considéré que le représentant n'en avait retiré aucun avantage ou qu'un avantage minime.

[34] La décision du juge Paquet a été suivie par le comité de discipline dans l'affaire *Thibault c. Ferland*¹¹ et dans *Lelièvre c. Côté*¹², décisions que le procureur de l'intimé a plaidé au soutien de ses suggestions d'une radiation temporaire de deux mois.

[35] Toutefois, le comité constate que dans le cas de *Ferland*, il s'agissait de recommandations communes et dans le cas de *Côté*, le représentant n'avait aucun antécédent disciplinaire. Le comité doit tenir compte ici que l'intimé a déjà été reconnu coupable d'infractions disciplinaires reliées à l'exercice de sa profession en 2002. Il a aussi fait l'objet d'une mise en garde en 2007 (pièce SP-9) et souscrit un engagement volontaire en 2008 (pièce SP-10)

[36] Comme tel l'intimé n'a pas agi avec malhonnêteté. Il n'a pas cherché à tromper les clients. Il ne s'est pas approprié d'argent, il n'a pas fait de fausses représentations et n'a pas cherché à les induire en erreur. Par contre, par son geste il trompait la compagnie d'assurance Empire Vie (pièce SP-3) à qui les documents étaient destinés.

¹⁰ 2006 QCCQ 11715.

¹¹ Voir note 8.

¹² Voir note 7.

CD00-0921

PAGE : 9

[37] Rappelons les objectifs de la sanction disciplinaire tel qu'élaborés dans l'affaire *Pigeon c. Daigneault*¹³. Ceux-ci sont : la protection du public, la dissuasion du professionnel de récidiver et l'exemplarité à l'égard des autres membres de la profession qui pourraient être tentés de poser des gestes semblables et le droit pour le professionnel visé d'exercer sa profession.

[38] Dans le but de remplir ces objectifs, le comité est d'opinion que la suggestion de la plaignante d'imposer une radiation de cinq mois est pleinement justifiée.

POUR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

AUTORISE le retrait du chef 3 de la plainte;

PERMET l'amendement du chef 2 de la plainte;

DÉCLARE l'intimé coupable sous les chefs 1, 2 et 4 de la plainte amendée;

ORDONNE l'arrêt conditionnel des procédures sous le chef 1 quant aux articles 16 et 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, ainsi que 22(1) du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants*;

ORDONNE l'arrêt conditionnel des procédures sous les chefs 2 et 4 quant aux articles 11, 16 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière*;

CONDAMNE l'intimé au paiement d'une amende de 5 000 \$ sous le chef 1;

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période de 5 mois à être

¹³ (2003) R.J.Q.1090 (C.A.)

CD00-0921

PAGE : 10

purgée de façon concurrente sous chacun des chefs 2 et 4 ;

ORDONNE à la secrétaire du comité de discipline de faire publier aux frais de l'intimé un avis de la présente décision dans un journal où l'intimé a son domicile professionnel et dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession conformément à l'article 156 (5) du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26);

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26).

(s) Jean-Marc Clément

M^e Jean-Marc Clément

Président du comité de discipline

(s) Claude Trudel

M. Claude Trudel, A.V.A.

Membre du comité de discipline

(s) Réal Veilleux

M. Réal Veilleux, A.V.A., Pl. Fin.

Membre du comité de discipline

M^e Alain Galarneau

Pouliot, Caron, Prévost, Bélisle, Galarneau, s.e.n.c.

Procureurs de la partie plaignante

M^e Sacha Poliquin

Poliquin Avocats

Procureurs de la partie intimée

Dates d'audience : 19 octobre 2012 et 1^{er} mars 2013

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1020

DATE : 12 mai 2014

LE COMITÉ : M ^e Janine Kean	Présidente
M ^{me} Monique Puech	Membre
M. Bruno Therrien, Pl. Fin.	Membre

CAROLINE CHAMPAGNE, ès qualités de syndique de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

c.

JEAN-FRANÇOIS ST-JEAN, conseiller en sécurité financière (numéro de certificat 172210)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ

[1] Le 3 mars 2014, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le comité) s'est réuni au siège social de la Chambre, sis au 300, rue Léo-Pariseau, 26^e étage, à Montréal, pour procéder à l'audition de la plainte disciplinaire portée contre l'intimé après avoir prononcé sa radiation provisoire le 30 octobre 2013.

[2] Le matin même de l'audience, l'intimé a informé le secrétariat du comité qu'il ne pouvait se présenter. Bien que dûment avisé de demeurer disponible en vue d'un appel en présence du comité en début d'audience, l'intimé n'a pas répondu à l'appel. Dans les circonstances, le comité a donné suite à la demande de la plaignante de procéder « ex parte » sur la plainte portée contre lui.

CD00-1020

PAGE : 2

LA PLAINTÉ

1. À Montréal, le ou vers le 7 mai 2012, l'intimé s'est placé en situation de conflit d'intérêts en empruntant à sa cliente L.L. une somme d'environ 2 500 \$, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 18, 19 et 20 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, chapitre D-9.2, r. 3);
2. À Montréal, le ou vers le 30 mai 2012, l'intimé s'est placé en situation de conflit d'intérêts en empruntant à sa cliente L.L. une somme d'environ 5 000 \$, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 18, 19 et 20 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, chapitre D-9.2, r. 3);
3. À Montréal, le ou vers le 17 juin 2012, l'intimé s'est placé en situation de conflit d'intérêts en empruntant à sa cliente L.L. une somme d'environ 2 500 \$, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 18, 19 et 20 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, ch. D-9.2, r. 3);
4. À Montréal, le ou vers le 28 juin 2012, l'intimé s'est placé en situation de conflit d'intérêts en empruntant à sa cliente L.L. une somme d'environ 1 500 \$, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 18, 19 et 20 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, ch. D-9.2, r. 3);
5. À Montréal, le ou vers le 30 juillet 2012, l'intimé s'est placé en situation de conflit d'intérêts en empruntant à sa cliente L.L. une somme d'environ 3 675 \$, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 18, 19 et 20 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, chapitre D-9.2, r. 3);
6. À Montréal, le ou vers le 15 août 2012, l'intimé s'est placé en situation de conflit d'intérêts en empruntant à sa cliente L.L. une somme d'environ 3 675 \$, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 18, 19 et 20 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, ch. D-9.2, r. 3);
7. À Montréal, vers septembre 2012, l'intimé s'est approprié pour ses fins personnelles la somme de 2 500 \$ soustrée de sa cliente L.L. sous de fausses représentations, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 11, 16, 17 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ chapitre D-9.2, r.3);
8. À Montréal, le ou vers le 7 septembre 2012, l'intimé s'est approprié pour ses fins personnelles la somme de 1 000 \$ soustrée de sa cliente L.L. sous de fausses représentations, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 11, 16, 17 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ chapitre D-9.2, r.3);
9. À Montréal, le ou vers le 7 décembre 2012, l'intimé s'est approprié pour ses fins personnelles la somme de 1 000 \$ soustrée de sa cliente L.L. sous de fausses représentations, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 11, 16, 17 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ chapitre D-9.2, r.3);

CD00-1020

PAGE : 3

10. À Montréal, le ou vers le 7 février 2013, l'intimé s'est approprié pour ses fins personnelles la somme de 3000 \$ soutirée de sa cliente L.L. sous de fausses représentations, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 11, 16, 17 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ chapitre D-9.2, r.3);
11. À Montréal, vers septembre 2012, l'intimé s'est approprié pour ses fins personnelles la somme de 2 500 \$ soutirée de sa cliente L.L. sous de fausses représentations, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 11, 16, 17 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ chapitre D-9.2, r.3);
12. À Montréal, le ou vers le 10 juillet 2012, l'intimé s'est approprié pour ses fins personnelles la somme de 1 500 \$ soutirée de sa cliente L.L. sous de fausses représentations, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 11, 16, 17 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ chapitre D-9.2, r.3);
13. À Montréal, le ou vers le 29 août 2012, l'intimé s'est approprié pour ses fins personnelles la somme de 3 675 \$ soutirée de sa cliente L.L. sous de fausses représentations, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 11, 16, 17 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ chapitre D-9.2, r.3);
14. À Montréal, le ou vers le 15 septembre 2012, l'intimé s'est approprié pour ses fins personnelles la somme de 3 675 \$ soutirée de sa cliente L.L. sous de fausses représentations, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 11, 16, 17 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ chapitre D-9.2, r.3);
15. À Montréal, le ou vers le 28 juin 2012, l'intimé n'a pas agi avec probité, intégrité et honnêteté en faisant souscrire à sa cliente L.L., sous de fausses représentations, une police d'assurance vie universelle dont il était le bénéficiaire désigné à l'insu de celle-ci, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 11, 12, 16 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ chapitre D-9.2, r.3).

LA PREUVE

[3] La plaignante, par l'entremise de sa procureure, a de nouveau déposé, aux fins de la culpabilité, la preuve documentaire soumise au soutien de la radiation provisoire (R-1 à R-30), mais en la regroupant sous une seule cote (P-1). À celle-ci se sont ajoutés :

- a) Un autre cahier de pièces (P-2 à P-29);

CD00-1020

PAGE : 4

- b) Un enregistrement vidéo de l'interrogatoire de L.L., la consommatrice, par Mme Audrey Denis, enquêteuse du bureau de la syndique de la Chambre de la sécurité financière (P-30);
- c) Une déclaration signée par L.L. le 28 février 2014 et assermentée par M^e Sylvie Poirier, procureure pour la plaignante. Cette dernière a indiqué que les annotations manuscrites étaient celles de L.L. (P-31);
- d) Des relevés de compte bancaire détenu par L.L. à la Caisse populaire Desjardins, ainsi que ses relevés de carte Visa auprès de la CIBC pour la période pertinente (P-32 et P-33);
- e) Une liste, préparée par L.L., des dépôts faits dans son compte bancaire (P-34).

[4] Mme Audrey Denis, enquêteuse, a témoigné et complété les informations fournies lors de l'audition sur la requête en radiation provisoire et a déposé six tableaux qui regroupent notamment :

- a) Les différents prêts faits à l'intimé par L.L. (tableau A);
- b) Les virements de l'intimé à L.L. (tableau B);
- c) Les transactions sur la carte de crédit de Visa Desjardins de L.L. (tableau C);
- d) Les transactions de la carte de crédit retenues comme étant des remboursements (tableau D);
- e) Les avances de fonds et de prêts sur la carte de crédit Visa CIBC (tableau E);
- f) Les paiements (tableau F).

[5] L'intimé était, au moment des gestes reprochés, certifié en assurance de personne, et ce, depuis le 18 janvier 2007, pour le cabinet Industrielle Alliance Assurances et Services Financiers inc. («Industrielle»).

[6] En janvier 2012, l'intimé, devenu le représentant de L.L., en remplacement du précédent, également de l'Industrielle, l'a contactée afin de revoir ses besoins en assurance et lui a fait souscrire une nouvelle police d'assurance vie. Au cours de cette

CD00-1020

PAGE : 5

rencontre, il lui a offert de préparer ses déclarations de revenus et obtenu les informations nominatives la concernant.

[7] Par la suite, il lui a proposé d'investir afin de financer une prétendue ouverture d'un bureau de l'Industrielle à Trois-Rivières. Comme L.L. a décliné au motif qu'elle possédait trop de dettes, il a offert de l'aider en procédant à leur consolidation ce qui lui permettrait d'investir dans son projet.

[8] Ainsi, en avril 2012, il a fait adhérer L.L. à deux nouvelles cartes de crédit : une première carte Visa auprès de CIBC laquelle servirait à consolider ses dettes et une deuxième avec Desjardins pour ses affaires courantes. Il a lui-même appelé chez Desjardins, en présence de L.L., pour lui obtenir la carte Visa, laquelle donnait accès à du financement par le système Accord-D. L'intimé a ainsi obtenu l'accès par internet aux comptes bancaires et aux cartes de crédit de sa cliente. Il a été le seul à effectuer les transactions par internet, L.L. n'ayant jamais utilisé un ordinateur.

[9] Entre le 7 mai et le 15 août 2012, l'intimé a effectué six emprunts à L.L., sous la forme de contrats de prêts, totalisant 18 850 \$.

[10] Il a fait défaut de rembourser L.L. aux échéances fixées aux contrats de prêts malgré ses demandes répétées. Selon la preuve présentée et colligée par l'enquêteuse, l'intimé ne lui a remboursé que 5 926 \$.

REPRÉSENTATIONS DE LA PLAIGNANTE

[11] La procureure de la plaignante a rappelé que la preuve des emprunts était constituée par les ententes et les chèques remis à l'intimé par L.L. Certains ont été

CD00-1020

PAGE : 6

libellés au nom de l'intimé et d'autres, à sa demande, aux noms de tiers, dont ceux de sa secrétaire, son adjointe ou son conjoint.

[12] Elle a soutenu que la preuve avait également démontré, notamment par le témoignage de la consommatrice, que l'intimé avait plein accès au compte bancaire et aux cartes de crédit de L.L., celui-ci possédant ses numéros de carte, les mots de passe et autres informations nécessaires pour transiger dans ses comptes et cartes de crédit. L'intimé a ainsi emprunté 18 850 \$ et remboursé 5 926 \$ à L.L., devant toujours 12 924 \$ à cette dernière. En agissant de la sorte, il s'est manifestement placé en situation de conflit d'intérêts, comme allégué aux six premiers chefs.

[13] En ce qui concerne les chefs 7 à 14, l'intimé n'ayant pas remboursé L.L. à l'échéance, ni après qu'elle lui a réclamé lesdites sommes, il s'est approprié les sommes prêtées.

[14] Quant au chef 15, l'intimé a indiqué son nom au lieu de celui du mari de L.L., comme bénéficiaire d'une assurance que L.L. avait souscrite par son entremise. Pour ce faire, il a profité du fait que L.L. désirait augmenter le capital assuré de cette assurance. Il a ainsi modifié le bénéficiaire de cette assurance, à l'insu de L.L., profitant de la confusion provoquée chez celle-ci par l'engagement qu'il avait pris de la nommer bénéficiaire d'une police d'assurance en garantie du remboursement de ses emprunts.

[15] La procureure de la plaignante a conclu que la preuve étant non contredite et non contestée, l'intimé devait être déclaré coupable sous chacun des quinze chefs d'accusation portés contre lui.

ANALYSE ET MOTIFS

CD00-1020

PAGE : 7

[16] La preuve documentaire, le témoignage et la déclaration assermentée de L.L. datée du 28 février 2014, ainsi que les tableaux préparés à partir de cette preuve par Mme Denis démontrent de façon prépondérante que l'intimé a abusé de la confiance de sa cliente et profité de sa naïveté pour lui emprunter à ses fins personnelles différentes sommes d'argent totalisant 18 850 \$, dont il a remboursé tout au plus 5 926 \$.

[17] Au surplus, il découle de la trame des événements démontrés que l'intimé a prémédité ces gestes. En effet, il avait déjà approché L.L. pour investir dans l'ouverture d'un nouveau bureau à Trois-Rivières. Or, apprenant qu'elle avait des dettes, il en a profité pour lui recommander de procéder à une consolidation de celles-ci au moyen de nouvelles cartes de crédit, ce qui lui permettrait d'investir dans son projet.

[18] L'intimé l'a ainsi fait contracter deux nouvelles cartes de crédit et a obtenu pour lui-même l'accès par internet à ses comptes bancaires et cartes de crédit. Il se rendait chez elle jusqu'à trois fois par semaine. Il a poussé l'ignominie jusqu'à lui faire retirer 10 000 \$ de son REER, laissant un solde de 7 000 \$, une fois les impôts à la source prélevés. Cette dernière somme a également fait l'objet d'un prêt en sa faveur.

[19] Ce faisant, l'intimé n'a pas protégé son indépendance et a manqué de loyauté envers sa cliente. Il sera donc déclaré coupable sous chacun des chefs 1 à 6 lui reprochant de s'être placé en situation de conflit d'intérêts.

[20] La preuve prépondérante a également démontré que l'intimé a fait défaut de rembourser à échéance les prêts ainsi consentis, et même après que sa cliente lui ait réclamé le remboursement à plusieurs reprises.

CD00-1020

PAGE : 8

[21] Dès ce moment, l'intimé n'avait plus l'autorisation de les conserver, d'où la conclusion qu'il s'est illégalement approprié les sommes appartenant à celle-ci, suivant la définition de l'appropriation généralement acceptée en droit disciplinaire¹ voulant que l'infraction d'appropriation de fonds s'apparente à la possession d'un bien ou de sommes appartenant à un client de façon temporaire, sans son autorisation, et ce, même avec l'intention de le lui remettre et est essentiellement fondée, dans tous les cas sur l'absence d'autorisation du client².

[22] Compte tenu de ce qui précède, l'intimé sera déclaré coupable sous chacun des chefs 7 à 14.

[23] Enfin, l'intimé a déjoué sa cliente en usant de fausses représentations lui faisant croire qu'il procédait à la modification de la police d'assurance qu'elle détenait, alors qu'il en profitait pour se substituer à son mari comme bénéficiaire de cette police.

[24] Par conséquent, l'intimé sera également déclaré coupable sous le chef 15.

PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :

DÉCLARE l'intimé coupable sous chacun des chefs d'accusation 1 à 15 contenus à la plainte;

¹ M^e Patrick De Niverville, « La sentence en matière disciplinaire (une revue approfondie de la jurisprudence) » dans *Développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire*, Cowansville (QC), Yvon Blais, 2000, p. 147.

² Tribunal-Avocats-8 [1987] D.D.C.P. 257 (T.P.); Tribunal-Avocats-5 [1987] D.D.C.P. 251 (T.P.); Tribunal-Avocats-3 [1988] D.D.C.P. 309 (T.P.).

CD00-1020

PAGE : 9

CONVOQUE les parties avec l'assistance de la secrétaire du comité de discipline à une audition sur sanction.

(s) Janine Kean

M^e Janine Kean

Présidente du comité de discipline

(s) Monique Puech

M^{me} Monique Puech

Membre du comité de discipline

(s) Bruno Therrien

M. Bruno Therrien, Pl. Fin.

Membre du comité de discipline

M^e Sylvie Poirier
BÉLANGER LONGTIN, s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la partie plaignante

M. Jean-François Saint-Jean
Absent et non représenté

Date d'audience : Le 3 mars 2014

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : 2014-01-01 (E)

DATE : 22 avril 2014

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
M. Gilles Fortin, expert en sinistre	Membre
M. Pierre Bergeron, expert en sinistre	Membre

SYLVIE POIRIER, ès qualités de syndic ad hoc de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

ÉRIC MESSIER, expert en sinistre (actuellement inactif et sans mode d'exercice)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages s'est réuni le 10 mars 2014 pour procéder à l'audition d'une plainte portée contre l'intimé portant le no. 2014-01-01 (E);

I. La plainte

[2] La plainte reproche à l'intimé les infractions suivantes :

1. À Granby ou ses environs, entre le 20 septembre 2007 et le 30 août 2009 et entre le 22 septembre 2009 et le 20 septembre 2010, a agi comme expert dans environ 91 dossiers de sinistres en assurance de dommages des entreprises, une catégorie de discipline pour laquelle il ne détenait pas la certification requise, le tout en contravention avec les articles 13 et 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, l'article 9 al. 2 [devenu 10 al.1] du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant [Décision 99.07.08, 99-07-06, c. D-9.2, r. 7], et les articles 2 et 28 [devenus 2 et 26] du Code de déontologie des experts en sinistre [c. D-9.2, r. 1.02, r. 1.02.1 et r. 4];

2. À Granby ou ses environs, entre le 20 septembre 2007 et le 30 août 2009 et entre le 22 septembre 2009 et le 20 septembre 2010, dans l'exercice de ses activités, a fait défaut de s'identifier clairement en mentionnant le titre et la catégorie de discipline autorisés par son certificat, le tout en contravention avec l'article 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, l'article 111 [maintenant 10 al. 2] du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant [D. 99.07.08, 99-07-06, c. D-9.2, r. 7], les articles 10 et 59(1) [devenus 10 et 58(1)] du Code de déontologie des experts en sinistre [c.

2013-12-03 (E)

PAGE : 2

D-9.2, r. 1.02, r. 1.02.1 et r. 4] et les articles 10(3) et (4) et 12 du Règlement sur l'exercice des activités des représentants [c. D-9.2, r. 1.3, r. 10] ;

3. À Granby ou ses environs, entre le 20 septembre 2007 et le 30 août 2009 et entre le 22 septembre 2009 et le 20 septembre 2010, a utilisé le titre «expert en sinistres» sans être titulaire d'un certificat l'y autorisant, en contravention avec les articles 12, 16 et 44 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et l'article 110, devenu le 1er alinéa de l'article 9 du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant [D. 99.07.08, 99-07-06, c. D-9.2, r. 7];

L'intimé s'étant ainsi rendu passible pour les infractions ci-haut mentionnées des sanctions prévues à l'article 156 (c) du Code des professions.

[3] La syndic ad hoc, Me Sylvie Poirier agissait personnellement et l'intimé a comparu seul, sans avocat;

[4] D'entrée de jeu, l'intimé a enregistré un plaidoyer de culpabilité à l'encontre des infractions reprochées;

[5] En conséquence, celui-ci fut déclaré coupable, séance tenante des chefs n^{os}. 1, 2 et 3 de ladite plainte;

II. Preuve sur sanction

[6] La preuve documentaire à l'appui de la plainte fut déposée de consentement (EM-1 à EM-25);

[7] Brièvement résumé, les faits à l'origine du présent dossier sont relativement simples;

[8] Alors que l'intimé était certifié comme expert en sinistre en assurance de dommages des particuliers, son supérieur lui confiait des dossiers pour lesquels il ne détenait pas la certification requise, soit des dossiers relevant du domaine de l'assurance de dommages des entreprises;

[9] L'intimé n'a pas agi de mauvaise foi, ni de façon malicieuse, se contentant de suivre aveuglément les instructions de son directeur, en qui il avait entièrement confiance;

III. Argumentation

A) Par la syndic

[10] La partie plaignante recommande de façon conjointe avec l'intimé, d'imposer à celui-ci les sanctions suivantes :

2013-12-03 (E)

PAGE : 3

Chef n° 1 : Une radiation temporaire de 36 mois;

Chef n° 2 : Une réprimande;

Chef n° 3 : Une réprimande;

[11] À l'appui de cette suggestion, Me Poirier réfère le Comité aux précédents jurisprudentiels suivants :

- *CHAD c. Pantazis*, 2013 CanLII 10760 (QC CDCHAD);
- *CHAD c. Lanouette*, 2011 CanLII 73321 (QC CDCHAD);
- *CHAD c. Thériault*, 2012 CanLII 21064 (QC CDCHAD);
- *CHAD c. Constantin*, 2012 CanLII 63684 (QC CDCHAD);

[12] Enfin, l'intimé étant actuellement inactif et sans mode d'exercice, la période de radiation suggérée et sa publication ne deviendraient exécutoires qu'à compter de la remise en vigueur de son certificat¹;

[13] La procureure fait également état des divers facteurs aggravants dont le Comité devra tenir compte, soit :

- La gravité objective de l'infraction;
- Le caractère répétitif de l'infraction;
- La mise en péril de la protection du public;

[14] Parmi les facteurs atténuants, Me Poirier insiste sur les suivants :

- Le peu d'expérience de l'intimé;
- La confiance que l'intimé accordait à son supérieur immédiat;
- L'absence de préjudice pour les clients;
- L'absence de gain ou de bénéfice pour l'intimé;
- La collaboration de l'intimé à l'enquête du syndic;

¹ *CHAD c. Lévesque*, 2013 CanLII 46532 (QC CDCHAD);

2013-12-03 (E)

PAGE : 4

- L'absence d'antécédents disciplinaires;
- Son plaidoyer de culpabilité enregistré dès la première occasion;
- L'absence de mauvaise foi ou d'intention malicieuse;
- Le faible risque de récidive;

[15] Finalement, elle conclut au caractère juste et raisonnable de la sanction et demande par conséquent au Comité de l'entériner;

B) Par l'intimé

[16] De son côté, l'intimé confirme le caractère commun des sanctions suggérées;

[17] Enfin, il précise qu'il ne prévoit pas revenir, à court terme, à l'exercice de la profession;

IV. Analyse et décision

A) La recommandation commune

[18] Le 11 décembre 2013, le Tribunal des professions rappelait, dans l'affaire *Gauthier*², l'importance que l'on doit donner aux recommandations communes dans les termes suivants :

[13] Au fil du temps, la jurisprudence a établi des règles claires relativement au décideur qui s'apprête à écarter une suggestion commune. Dans l'affaire Sideris (2006 QCCA 1351), la Cour d'appel rappelle ces règles avec limpidité :

[9] En matière de suggestion commune, l'état du droit est maintenant bien établi. Quoique le juge ne soit pas lié par une telle suggestion (notamment lorsqu'il y a plaidoyer de culpabilité, selon l'article 606, paragr. (1.1)b)(iii), C.cr.), il ne peut pas non plus l'écarter sans respecter les règles que résume le juge Fish, alors de la Cour, dans R. v. Douglas, reflex, reflex, (2002) 162 C.C.C. (3d) 37, J.E. 2002-249 (sub. nom. Verdi-Douglas c. R.), aux paragraphes 42-43 et 51-52 :

[38] I think it important to emphasize that the joint submission in this case was the object of lengthy and detailed negotiations over a considerable period of time by experienced and conscientious counsel on both sides, with the participation of the police officers in charge of the investigation, and clearly contingent on a plea of guilty by the appellant.

[...]

² *Gauthier c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2013 CanLII 82189 (QC TP);

2013-12-03 (E)

PAGE : 5

[42] Canadian appellate courts have expressed in different ways the standard for determining when trial judges may properly reject joint submissions on sentence accompanied by negotiated admissions of guilt.

[43] Whatever the language used, the standard is meant to be an exacting one. Appellate courts, increasingly in recent years, have stated time and again **that trial judges should not reject jointly proposed sentences unless they are “unreasonable”, “contrary to the public interest”, “unfit”, or “would bring the administration of justice into disrepute”.**

[Suit, aux paragr. 44-50, une revue de la jurisprudence canadienne et d'un rapport ontarien sur le sujet.]

[51] In my view, a reasonable joint submission cannot be said to “bring the administration of justice into disrepute”. An unreasonable joint submission, on the other hand, is surely “contrary to the public interest”. Accordingly, though it is purposively framed in striking and evocative terms, I do not believe that the Ontario standard departs substantially from the test of reasonableness articulated by other courts, including our own. **Their shared conceptual foundation is that the interests of justice are well served by the acceptance of a joint submission on sentence accompanied by a negotiated plea of guilty** – provided, of course, that the sentence jointly proposed falls within the acceptable range and the plea is warranted by the facts admitted.

[52] Moreover, I agree with the Martin Report, cited earlier, that the reasonableness of a sentence must necessarily be evaluated in the light of the evidence, submissions and reports placed on the record before the sentencing judge (subject, of course, to amplification of that record on appeal in accordance with the applicable statutory provisions and the governing case law). I believe as well that sentencing judges are bound to ensure, by putting the appropriate questions directly to the accused, that the negotiated guilty plea is voluntary and unambiguous. A full record in both respects will be essential to meaningful appellate review in those cases, fortunately rare, where an appeal is found to be warranted.

[10] Par ailleurs, dans *Boucher-Gagnon c. R.*, 2006 QCCA 903 (CanLII), 2006 QCCA 903 (CanLII), 2006 QCCA 903 (CanLII), 2006 QCCA 903, J.E. 2006-1422, au paragr. 4, la Cour explique que **lorsque le juge s'apprête à rejeter une suggestion commune en faveur d'une peine différente, il doit en principe donner aux parties l'occasion de lui faire part de leurs observations**. Décrivant le comportement approprié, la Cour écrit que :

[4] Il est aussi reconnu que le juge doit aviser les parties et leur donner l'occasion de réagir. Il a enfin le devoir d'exposer les motifs qui le poussent à ne pas donner suite à la suggestion commune.

[5] Lorsque le juge se conforme en tous points à cette ligne de conduite, notre Cour doit à sa décision la déférence qui s'impose de façon générale en matière de détermination de la peine. C'est le cas en l'espèce.

[6] Après avoir entendu les représentations des avocats, le juge a fait état du scepticisme qui l'animait et il s'est accordé plusieurs heures de réflexion. Il a par la suite invité les parties à lui soumettre des observations supplémentaires et accordé à l'avocat de l'appelant un délai pour que celui-ci s'entretienne avec son client. Ce dernier s'est vu autorisé à ajouter à son témoignage et le juge a tenu compte des

2013-12-03 (E)

PAGE : 6

ajouts dans ses motifs.

(Références omises)

[14] Quelques années plus tard, les mêmes règles sont réitérées dans l'affaire Bazinet (2008 QCCA 165):

[6] De plus, règle générale, **le rejet par le juge de la suggestion commune est assujéti à une procédure préalable dont les composantes essentielles sont les suivantes :**

1) D'abord, le juge avise les parties de son rejet (du moins à ce stade) de la suggestion commune;

2) Puis, le juge expose sommairement l'objet de ses préoccupations

3) Finalement, le juge doit donner l'occasion aux parties d'y réagir.

[15] **L'importation de ces règles en droit professionnel a déjà été reconnue par notre Tribunal, notamment dans les affaires Pepin (2008 QCTP 152) et Duquette (2011 QCTP 176).**

[...]

[25] **La formulation de recommandations communes et d'une suggestion de sanction, sans être une panacée, constitue un rouage utile et parfois nécessaire à une saine administration de la justice.** Pour reprendre les termes utilisés par la Cour d'appel dans l'affaire Dumont c. R. (2013 QCCA 576), « il ne s'agit pas d'une règle formelle, mais plutôt d'une politique judiciaire nécessaire en vue d'encourager la négociation des plaidoyers de culpabilité ».

[26] Rappelons que lorsque **le syndic, dont la mission première est la protection du public, formule une telle suggestion, il connaît tous les tenants et aboutissants de l'ensemble du dossier traité.** De même, avant d'y donner suite, le Conseil doit s'assurer qu'elle n'est pas déraisonnable ou inadéquate.

(Nos soulignements)

[19] Un mois plus tard, soit le 21 janvier 2014, le Tribunal réitérait, dans l'affaire Chan³, la valeur et la portée des recommandations communes comme suit :

[41] Les tribunaux reconnaissent depuis longtemps l'à-propos de ce que la Cour d'appel qualifie récemment de « politique judiciaire » **cette pratique de la négociation des plaidoyers de culpabilité qu'il convient d'encourager parce qu'elle joue un rôle capital au sein de l'institution pénale (Dumont c. R., 2013 QCCA 576, au para 13).**

[42] **La suggestion commune issue d'une négociation rigoureuse, dispose d'une « force persuasive certaine »** de nature à assurer qu'elle sera respectée en échange du plaidoyer de culpabilité (Dumont c. R., 2013 QCCA 576, au para 13; Gagné c. R., 2011 QCCA 2387), à moins qu'elle soit déraisonnable, contraire à l'intérêt public, inadéquate ou de nature à déconsidérer l'administration de la justice (R. c. Douglas (2002) 162 C.C.C. 37 (C.A.Q.); R. c. Bazinet, 2008 QCCA 165; R. c. Sideris, 2006 QCCA 1351).

³ Chan c. Médecins (Ordre professionnel des), 2014 QCTP 5 (CanLII)

2013-12-03 (E)

PAGE : 7

[43] Ce sont ces paramètres qui peuvent induire le tribunal à écarter la suggestion commune (Poulin c. R., 2010 QCCA 1854; Paradis c. R., 2009 QCCA 1312; Leclair c. R., 2006 QCCA 504). **En somme, cette « politique judiciaire » maintenant avalisée par un imposant corpus jurisprudentiel postule qu'une suggestion commune ne doit pas être écartée** « afin de ne pas discréditer un important outil contribuant à l'efficacité du système de justice tant criminelle que disciplinaire (Langlois c. Dentistes (Ordre professionnel des), 2012 QCTP 52).

[44] Rien ne s'oppose à ce que **les mêmes principe et démarche s'appliquent en droit disciplinaire** comme l'affirme encore récemment la jurisprudence de notre tribunal [23].

(Nos soulignements)

[20] Cela étant dit, la partie plaignante a particulièrement insisté sur l'affaire *Constantin*⁴ dans laquelle l'intimé, pour une infraction semblable, s'était vu imposer une radiation de 6 mois, alors que l'infraction s'était échelonné sur une période de 3 mois;

[21] Fort de cette décision, le Bureau du syndic considère que la présente recommandation commune est juste et raisonnable, puisque l'infraction reprochée à l'intimé s'est déroulée sur une période d'environ 36 mois et portait sur 91 dossiers;

[22] Il est vrai que cette décision⁵ peut servir de guide lors d'une recommandation commune, mais dans le cadre d'un débat contradictoire, il en serait autrement, pour les motifs ci-après exposés;

B) L'autorité des précédents

[23] En 1999, le Tribunal des professions écrivait, dans l'affaire *Beaulieu*⁶ :

Lors des représentations verbales des parties, le Tribunal s'est interrogé sur "l'autorité" que peuvent avoir entre elles les décisions d'un comité de discipline lorsqu'elles portent sur la même matière, le même sujet. A plusieurs reprises, en effet, le Comité de discipline de la Chambre des notaires a référé aux "précédents jurisprudentiels" comme assises pour rendre la décision dans l'affaire dont il était alors saisi.

Normalement, une décision rendue de consentement ou "ex parte" ne constitue pas un précédent [8]. De plus, bien que le comité de discipline de la Chambre des notaires du Québec saisi de plainte analogue à la présente, se soit senti lié par ses décisions rendues lorsqu'elles soulevaient les mêmes règles de droit et concernaient des faits semblables sinon identiques [9], en principe, un tribunal de première instance n'est pas obligatoirement tenu de suivre ses décisions antérieures [10]. Il le serait cependant en regard de celles rendues par un tribunal supérieur qui exerce sur lui un certain contrôle et a le pouvoir d'infirmes ses décisions [11], comme c'est le cas des décisions du Tribunal des professions qui disposent des appels portés à l'encontre de celles des comités de

⁴ CHAD c. *Constantin*, 2012 CanLII 63684 (QC CDCHAD);

⁵ *Ibid*;

⁶ *Notaires c. Beaulieu*, 1999 QCTP 54 (CanLII);

2013-12-03 (E)

PAGE : 8

discipline.

(Nos soulignements)

[24] Ce principe fut d'ailleurs réitéré en 2004 dans l'affaire *Drolet-Savoie*⁷ et plus récemment, en 2008, dans l'affaire *Leduc*⁸ dans les termes suivants:

[64] D'abord, il plaide que le Comité est « lié » par les décisions des instances disciplinaires des autres provinces. Au fond, il invoque la règle du « Stare Decisis » en lui donnant une application au-delà du territoire québécois.

*[65] Pourtant, **cette règle ne trouve pas application même entre les comités de discipline** au Québec, **aucun d'eux n'étant lié par les « précédents » rendus par des formations antérieures** et portant sur des questions de même nature^[21], chaque cas étant un cas d'espèce.*

(Nos soulignements)

[25] Dans le même ordre d'idées, il convient de rappeler ce que la Cour d'appel écrivait dans l'arrêt *Courchesne*⁹:

*[83] L'appelant reproche ensuite au juge de la Cour du Québec d'avoir fait une analyse erronée des précédents en matière de sanction. Le reproche est mal fondé. La détermination de la peine, que ce soit en matière disciplinaire ou en matière pénale, est un exercice délicat, le principe fondamental demeurant celui d'infliger une peine proportionnelle à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité du contrevenant^[8]. L'analyse des précédents permet au décideur de s'assurer que la sanction qu'il apprête à infliger au délinquant est en harmonie avec celles infligées à d'autres contrevenants pour des infractions semblables commises dans des circonstances semblables^[9]. **Mais l'analyse des précédents n'est pas sans embûche, chaque cas étant différent de l'autre.** En l'espèce, à la lecture de la décision du comité de discipline et du jugement dont appel, il me semble que le reproche formulé par l'appelant est sans fondement.*

(Nos soulignements)

[26] Par contre, ces principes bien établis ont été remis en doute récemment par le Tribunal des professions dans l'affaire *Gauthier*¹⁰, notamment dans les passages suivants :

*[22] En l'espèce, les avocats des parties ont soumis au Conseil diverses décisions pour justifier la suggestion commune, **laquelle se situe dans la gamme des sanctions imposées dans des dossiers semblables.***

⁷ Voir le par. 27 de l'arrêt *Drolet-Savoie c. Avocats*, 2004 QCTP 19;

⁸ *Leduc c. Médecins*, 2008 QCTP 90; voir au même effet, *Ly c. Médecins*, 2008 QCTP 126;

⁹ *Courchesne c. Castiglia*, 2009 QCCA 2303;

¹⁰ *Gauthier c. Médecins*, 2013 QCTP 89-A;

2013-12-03 (E)

PAGE : 9

[23] À cet égard, dans sa décision, **le Conseil écrit ceci**^[13] :

[87] Enfin, la comparaison des cas où des recommandations communes de sanctions ont été présentées par les parties avec ceux où ce ne fut pas le cas permet de constater que lorsqu'il y a recommandation commune, les sanctions imposées sont largement moins élevées. Ce dernier constat incite le Conseil à émettre les commentaires suivants concernant le poids à accorder à la jurisprudence constituée par des décisions résultant de recommandations communes.

[88] **Lorsque le processus disciplinaire habituel est interrompu par un plaidoyer de culpabilité et que les parties présentent une recommandation commune quant à la sanction à imposer**, la preuve soumise au Conseil de discipline se trouve à être restreinte au minimum nécessaire afin de permettre une appréciation de la justesse de la sanction proposée. Il s'agit d'ailleurs de l'une des justifications du poids important qui doit être accordé à une telle recommandation en ce que le syndic, qui partage la mission du Conseil de discipline à l'égard de la protection du public, est plus à même de connaître l'ensemble des faits et circonstances concernant le professionnel intimé et les gestes qu'il a posés, en ce qu'il a lui-même conduit l'enquête. **Ainsi, comment considérer qu'une décision rendue dans un tel contexte aurait valeur de précédent pour l'avenir ?** Non seulement l'ensemble des faits ne sont pas mis en preuve mais au surplus, la discrétion du décideur est largement encadrée puisqu'il doit déterminer si la sanction imposée se situe dans les limites du raisonnable et non s'il s'agit de la sanction qu'il aurait lui-même imposée.

[24] Ces propos peuvent laisser croire que les décisions ratifiant des suggestions communes constituent des autorités de second ordre dont la fiabilité peut plus aisément être mise en doute. **Le Tribunal ne partage pas cet avis.**

(Nos soulignements)

[27] Ce jugement laissait entendre qu'un Comité de discipline était lié par les précédents jurisprudentiels établis par d'autres divisions du Comité et même lorsque celles-ci étaient le résultat d'une négociation suivie d'une recommandation commune;

[28] Par contre, un mois plus tard, le Tribunal des professions nuancait ses propos dans l'affaire *Chan*¹¹ :

[62] **Dans un débat contradictoire** portant sur la détermination de la sanction « ou de la peine en droit pénal », **il peut advenir que les précédents fondés sur des suggestions communes n'aient pas un poids déterminant.**

[63] **Dans R. c. Bernier**^[29], l'appelante reprochait au juge d'instance d'avoir omis de considérer les peines imposées à d'autres personnes accusées à la suite de la même enquête policière.

[64] **La Cour d'appel écrit :**

[69] En l'espèce, les autres peines imposées l'ont été, pour certains cas, à la suite de suggestions communes. On sait que le juge d'instance ne peut refuser une telle

¹¹ *Chan c. Médecins*, 2014 QCTP 5;

2013-12-03 (E)

PAGE : 10

*suggestion que si elle est déraisonnable au point de déconsidérer l'administration de la justice. **Par conséquent, si ces peines demeurent une référence pertinente, elles ne sont pas déterminantes.***

*[65] Dans cette perspective, **au sein d'un débat contradictoire, les précédents qui reposent sur des suggestions communes peuvent ne pas avoir le même poids parce qu'ils résultent précisément d'un compromis issu d'une négociation**, absente lorsque les parties divergent sur la peine ou la sanction devant être imposée.*

*[66] **La démarche analytique dans l'un et l'autre cas diffère.***

[67] Au terme d'un débat contradictoire, il appartient au conseil de discipline de déterminer la juste et raisonnable sanction en tenant compte des différents facteurs.

[68] La suggestion commune invite plutôt le conseil de discipline, non pas à décider de la sévérité ou de la clémence de la sanction, mais à déterminer si elle s'avère déraisonnable au point d'être contraire à l'intérêt public et de nature à déconsidérer l'administration de la justice.

(Nos soulignements)

[29] La lecture de ces deux jugements récents du Tribunal des professions amène le Comité à conclure comme suit:

- En présence d'une recommandation commune, le Comité est lié par les précédents en semblables matières, à moins que la sanction suggérée ne soit déraisonnable, contraire à l'intérêt public ou de nature à déconsidérer l'administration de la justice;
- Par contre, lors d'un débat contradictoire, même si les précédents demeurent une référence pertinente, ils ne sont pas déterminants, le Comité doit alors décider de la sanction juste et raisonnable en tenant compte de tous les facteurs;

C) Décision

[30] Pour les motifs ci-après exprimés, le Comité considère que la suggestion commune des parties reflète adéquatement la gravité objective de l'infraction et les circonstances particulières du présent dossier;

[31] D'autre part, elle tient compte de plusieurs facteurs atténuants dont l'intimé doit bénéficier, soit :

- L'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité à la première occasion;
- Son absence d'intention malicieuse;

2013-12-03 (E)

PAGE : 11

- Sa collaboration au processus disciplinaire;
- Son absence d'antécédents disciplinaires;

[32] À cela s'ajoute le fait que «chaque cas est un cas d'espèce»¹², et dans les circonstances, la sentence semble taillée sur mesure pour l'intimé;

[33] De plus, le Comité estime que les risques de récidive sont faibles, puisque l'intimé travaille actuellement dans un autre domaine;

[34] Pour l'ensemble de ces motifs, la recommandation commune des parties sera entérinée sans réserve par le Comité;

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé;

DÉCLARE l'intimé coupable des chefs d'accusation n^{os} 1, 2 et 3 de la plainte et plus particulièrement comme suit :

Chef n^o 1 : Pour avoir contrevenu à l'art. 9(2) devenu l'art. 10(1) du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (R.L.R.Q. c. D-9.2, r.7);

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures sur toutes les autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien du chef n^o 1;

Chef n^o 2 : Pour avoir contrevenu à l'art. 12 du *Règlement sur l'exercice des activités de représentants* (R.L.R.Q. c. D-9.2, r.10);

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures sur toutes les autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien du chef n^o 2;

Chef n^o 3 : Pour avoir contrevenu à l'art. 44 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q. c. D-9.2);

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures sur toutes les autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien du chef n^o 3;

¹² *Pigeon c. Daigneault*, 2003 CanLII 32934 (QC CA), au para 37;

2013-12-03 (E)

PAGE : 12

IMPOSE à l'intimé, les sanctions suivantes :

Chef n° 1 : Une radiation temporaire de 36 mois, laquelle sera exécutoire à compter de la remise en vigueur du certificat de l'intimé;

Chef n° 2 : Une réprimande;

Chef n° 3 : Une réprimande

ORDONNE la publication d'un avis de radiation temporaire à compter de la remise en vigueur du certificat de l'intimé;

CONDAMNE l'intimé au paiement de tous les déboursés incluant, le cas échéant, les frais de publication de l'avis de radiation temporaire ;

ACCORDE à l'intimé, un délai de 30 jours pour acquitter le montant de l'amende et des déboursés, calculé à compter du 31e jour suivant la signification de la présente décision.

Me Patrick de Niverville, avocat
Président du Comité de discipline

M. Gilles Fortin, expert en sinistre
Membre du Comité de discipline

M. Pierre Bergeron, expert en sinistre
Membre du Comité de discipline

Me Sylvie Poirier
Partie plaignante

M. Éric Messier (personnellement)
Présent

Date de l'audience : 10 mars 2014

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : 2013-12-03 (E)

DATE : 23 avril 2014

LE COMITÉ : Me Patrick de Niverville, avocat	Président
M. Gilles Fortin, expert en sinistre	Membre
M. Pierre Bergeron, expert en sinistre	Membre

SYLVIE POIRIER, ès qualités de syndic ad hoc de la Chambre de l'assurance de dommages

Partie plaignante

c.

MARC-ANDRÉ SIMARD, expert en sinistre (actuellement inactif et sans mode d'exercice)
Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages s'est réuni le 10 mars 2014 pour procéder à l'audition d'une plainte portée contre l'intimé portant le no. 2013-12-03 (E);

I. La plainte

[2] La plainte reproche à l'intimé les infractions suivantes :

1. À Rimouski et Alma ou ses environs, entre le 14 décembre 2007 et le 20 avril 2009, a agi comme expert en sinistres dans environ 40 dossiers de règlements de sinistres en assurance de dommages des entreprises, une catégorie de discipline pour laquelle il ne détenait pas la certification requise, le tout en contravention avec les articles 13 et 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, l'article 9 al. 2 [devenu 10 al.1] du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant [D. 99.07.08, 99-07-06, c. D-9.2, r. 7] et les articles 2 et 28 [devenus 2 et 26] du Code de déontologie des experts en sinistre [c. D-9.2, r. 1.02, r. 1.02.1 et r. 4];

[3] La syndic ad hoc, Me Sylvie Poirier agissait personnellement et l'intimé a comparu par le biais d'une conférence téléphonique;

[4] D'entrée de jeu, l'intimé a enregistré un plaidoyer de culpabilité à l'encontre des infractions reprochées;

2013-12-03 (E)

PAGE : 2

[5] En conséquence, celui-ci fut déclaré coupable, séance tenante du chef n^o.1 de ladite plainte;

II. Preuve sur sanction

[6] La preuve documentaire à l'appui de la plainte fut déposée de consentement (MS-1 à MS-20);

[7] Le Comité a également pu prendre connaissance des pièces établissant la situation financière de l'intimé (i-1 en liasse);

[8] Brièvement résumé, les faits à l'origine du présent dossier sont relativement simples;

[9] Alors que l'intimé était certifié comme expert en sinistre en assurance de dommages des particuliers, son supérieur lui confiait des dossiers pour lesquels il ne détenait pas la certification requise, soit des dossiers relevant du domaine de l'assurance de dommages des entreprises;

[10] Par contre, l'intimé n'a pas agi de mauvaise foi, ni de façon malicieuse, se contentant de suivre aveuglément les instructions de son directeur, en qui il avait entièrement confiance;

III. Argumentation

A) Par la syndic

[11] La partie plaignante recommande de façon conjointe avec l'intimé (Pièce MS-21), d'imposer à celui-ci les sanctions suivantes :

- Une radiation temporaire de 18 mois (exécutoire à compter de la remise en vigueur du certificat);
- La publication d'un avis de radiation temporaire (à compter de la remise en vigueur du certificat, le cas échéant);
- Le paiement des déboursés;

[12] À l'appui de cette suggestion, Me Poirier réfère le Comité aux autorités suivantes :

- *CHAD c. Pantazis*, 2013 CanLII 10760 (QC CDCHAD);
- *CHAD c. Lanouette*, 2011 CanLII 73321 (QC CDCHAD);

2013-12-03 (E)

PAGE : 3

- *CHAD c. Thériault*, 2012 CanLII 21064 (QC CDCHAD);
- *CHAD c. Constantin*, 2012 CanLII 63684 (QC CDCHAD);

[13] Enfin, l'intimé étant actuellement inactif et sans mode d'exercice, la période de radiation suggérée et sa publication ne deviendraient exécutoires qu'à compter de la remise en vigueur de son certificat¹;

[14] La procureure fait également état des divers facteurs aggravants dont le Comité devra tenir compte, soit :

- La gravité objective de l'infraction;
- Le caractère répétitif de l'infraction;
- La mise en péril de la protection du public;

[15] Concernant les facteurs atténuants, Me Poirier insiste sur les suivants :

- Le peu d'expérience de l'intimé;
- La confiance que l'intimé accordait à son supérieur immédiat;
- L'absence de préjudice pour les clients;
- L'absence de gain ou de bénéfice pour l'intimé;
- La collaboration de l'intimé à l'enquête du syndic;
- L'absence d'antécédents disciplinaires;
- Son plaidoyer de culpabilité enregistré dès la première occasion;
- L'absence de mauvaise foi ou d'intention malicieuse;
- Les regrets et remords exprimés par l'intimé;
- Son repentir;
- Sa volonté de réorienter sa carrière dans un nouveau domaine d'activités;
- Sa situation financière difficile en raison de son statut d'étudiant;

¹ *CHAD c. Lévesque*, 2013 CanLII 46532 (QC CDCHAD);

2013-12-03 (E)

PAGE : 4

- L'absence de risque de récidive;

[16] Finalement, elle conclut au caractère juste et raisonnable de la sanction et demande par conséquent au Comité de l'entériner;

B) Par l'intimé

[17] De son côté, l'intimé confirme le caractère commun des sanctions suggérées;

[18] Il ajoute ne pas vouloir revenir à la profession, car il a décidé de réorienter sa carrière dans un nouveau domaine d'activités;

IV. Analyse et décision

A) La recommandation commune

[19] Le 11 décembre 2013, le Tribunal des professions rappelait, dans l'affaire *Gauthier*², l'importance que l'on doit donner aux recommandations communes dans les termes suivants :

[13] Au fil du temps, la jurisprudence a établi des règles claires relativement au décideur qui s'apprête à écarter une suggestion commune. Dans l'affaire Sideris (2006 QCCA 1351), la Cour d'appel rappelle ces règles avec limpidité :

[9] En matière de suggestion commune, l'état du droit est maintenant bien établi. Quoique le juge ne soit pas lié par une telle suggestion (notamment lorsqu'il y a plaidoyer de culpabilité, selon l'article 606, paragr. (1.1)b)(iii), C.cr.), il ne peut pas non plus l'écarter sans respecter les règles que résume le juge Fish, alors de la Cour, dans R. v. Douglas, reflex, reflex, (2002) 162 C.C.C. (3d) 37, J.E. 2002-249 (sub. nom. Verdi-Douglas c. R.), aux paragraphes 42-43 et 51-52 :

[38] I think it important to emphasize that the joint submission in this case was the object of lengthy and detailed negotiations over a considerable period of time by experienced and conscientious counsel on both sides, with the participation of the police officers in charge of the investigation, and clearly contingent on a plea of guilty by the appellant.

[...]

[42] Canadian appellate courts have expressed in different ways the standard for determining when trial judges may properly reject joint submissions on sentence accompanied by negotiated admissions of guilt.

[43] Whatever the language used, the standard is meant to be an exacting one. Appellate courts, increasingly in recent years, have stated time and again that trial judges should not reject jointly proposed sentences unless they are "unreasonable", "contrary to the public interest", "unfit", or "would bring the administration of justice into disrepute".

² *Gauthier c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2013 CanLII 82189 (QC TP);

2013-12-03 (E)

PAGE : 5

[Suit, aux paragr. 44-50, une revue de la jurisprudence canadienne et d'un rapport ontarien sur le sujet.]

[51] In my view, a reasonable joint submission cannot be said to “bring the administration of justice into disrepute”. An unreasonable joint submission, on the other hand, is surely “contrary to the public interest”. Accordingly, though it is purposively framed in striking and evocative terms, I do not believe that the Ontario standard departs substantially from the test of reasonableness articulated by other courts, including our own. **Their shared conceptual foundation is that the interests of justice are well served by the acceptance of a joint submission on sentence accompanied by a negotiated plea of guilty** – provided, of course, that the sentence jointly proposed falls within the acceptable range and the plea is warranted by the facts admitted.

[52] Moreover, I agree with the Martin Report, cited earlier, that the reasonableness of a sentence must necessarily be evaluated in the light of the evidence, submissions and reports placed on the record before the sentencing judge (subject, of course, to amplification of that record on appeal in accordance with the applicable statutory provisions and the governing case law). I believe as well that sentencing judges are bound to ensure, by putting the appropriate questions directly to the accused, that the negotiated guilty plea is voluntary and unambiguous. A full record in both respects will be essential to meaningful appellate review in those cases, fortunately rare, where an appeal is found to be warranted.

[10] Par ailleurs, dans *Boucher-Gagnon c. R.*, 2006 QCCA 903 (CanLII), 2006 QCCA 903 (CanLII), 2006 QCCA 903 (CanLII), 2006 QCCA903, J.E. 2006-1422, au paragr. 4, la Cour explique que **lorsque le juge s'apprête à rejeter une suggestion commune en faveur d'une peine différente, il doit en principe donner aux parties l'occasion de lui faire part de leurs observations**. Décrivant le comportement approprié, la Cour écrit que :

[4] Il est aussi reconnu que le juge doit aviser les parties et leur donner l'occasion de réagir. Il a enfin le devoir d'exposer les motifs qui le poussent à ne pas donner suite à la suggestion commune.

[5] Lorsque le juge se conforme en tous points à cette ligne de conduite, notre Cour doit à sa décision la déférence qui s'impose de façon générale en matière de détermination de la peine. C'est le cas en l'espèce.

[6] Après avoir entendu les représentations des avocats, le juge a fait état du scepticisme qui l'animait et il s'est accordé plusieurs heures de réflexion. Il a par la suite invité les parties à lui soumettre des observations supplémentaires et accordé à l'avocat de l'appelant un délai pour que celui-ci s'entretienne avec son client. Ce dernier s'est vu autorisé à ajouter à son témoignage et le juge a tenu compte des ajouts dans ses motifs.

(Références omises)

[14] Quelques années plus tard, les mêmes règles sont réitérées dans l'affaire *Bazinet* (2008 QCCA 165):

[6] De plus, règle générale, **le rejet par le juge de la suggestion commune est assujéti à une procédure préalable** dont les composantes essentielles sont les suivantes :

1) D'abord, le juge avise les parties de son rejet (du moins à ce stade) de la suggestion commune;

2) Puis, le juge expose sommairement l'objet de ses préoccupations

2013-12-03 (E)

PAGE : 6

3) Finalement, le juge doit donner l'occasion aux parties d'y réagir.

[15] **L'importation de ces règles en droit professionnel a déjà été reconnue par notre Tribunal, notamment dans les affaires Pepin (2008 QCTP 152) et Duquette (2011 QCTP 176).**

[...]

[25] **La formulation de recommandations communes et d'une suggestion de sanction, sans être une panacée, constitue un rouage utile et parfois nécessaire à une saine administration de la justice. Pour reprendre les termes utilisés par la Cour d'appel dans l'affaire Dumont c. R. (2013 QCCA 576), « il ne s'agit pas d'une règle formelle, mais plutôt d'une politique judiciaire nécessaire en vue d'encourager la négociation des plaidoyers de culpabilité ».**

[26] Rappelons que lorsque **le syndic**, dont la mission première est la protection du public, formule une telle suggestion, **il connaît tous les tenants et aboutissants de l'ensemble du dossier traité**. De même, avant d'y donner suite, le Conseil doit s'assurer qu'elle n'est pas déraisonnable ou inadéquate.

(Nos soulignements)

[20] Un mois plus tard, soit le 21 janvier 2014, le Tribunal réitérait, dans l'affaire Chan³, la valeur et la portée des recommandations communes comme suit :

[41] Les tribunaux reconnaissent depuis longtemps l'à-propos de ce que la Cour d'appel qualifie récemment de « politique judiciaire » **cette pratique de la négociation des plaidoyers de culpabilité qu'il convient d'encourager parce qu'elle joue un rôle capital** au sein de l'institution pénale (Dumont c. R., 2013 QCCA 576, au para 13).

[42] **La suggestion commune issue d'une négociation rigoureuse, dispose d'une « force persuasive certaine »** de nature à assurer qu'elle sera respectée en échange du plaidoyer de culpabilité (Dumont c. R., 2013 QCCA 576, au para 13; Gagné c. R., 2011 QCCA 2387), à moins qu'elle soit déraisonnable, contraire à l'intérêt public, inadéquate ou de nature à déconsidérer l'administration de la justice (R. c. Douglas (2002) 162 C.C.C. 37 (C.A.Q.); R. c. Bazinet, 2008 QCCA 165; R. c. Sideris, 2006 QCCA 1351).

[43] Ce sont ces paramètres qui peuvent induire le tribunal à écarter la suggestion commune (Poulin c. R., 2010 QCCA 1854; Paradis c. R., 2009 QCCA 1312; Leclair c. R., 2006 QCCA 504). **En somme, cette « politique judiciaire » maintenant avalisée par un imposant corpus jurisprudentiel postule qu'une suggestion commune ne doit pas être écartée** « afin de ne pas discréditer un important outil contribuant à l'efficacité du système de justice tant criminelle que disciplinaire (Langlois c. Dentistes (Ordre professionnel des), 2012 QCTP 52).

[44] Rien ne s'oppose à ce que **les mêmes principe et démarche s'appliquent en droit disciplinaire** comme l'affirme encore récemment la jurisprudence de notre tribunal [23].

(Nos soulignements)

[21] Cela étant dit, la partie plaignante a particulièrement insisté sur l'affaire

³ Chan c. Médecins (Ordre professionnel des), 2014 QCTP 5 (CanLII)

2013-12-03 (E)

PAGE : 7

*Constantin*⁴ dans laquelle l'intimé, pour une infraction semblable, s'était vu imposer une radiation de 6 mois, alors que l'infraction s'était échelonné sur une période de 3 mois;

[22] Fort de cette décision, le Bureau du syndic considère que la présente recommandation commune est juste et raisonnable, puisque l'infraction reprochée à l'intimé s'est déroulée sur une période d'environ 17 mois et portait sur 40 dossiers;

[23] Il est vrai que cette décision⁵ peut servir de guide lors d'une recommandation commune, mais dans le cadre d'un débat contradictoire, il en serait autrement, pour les motifs ci-après exposés;

B) L'autorité des précédents

[24] En 1999, le Tribunal des professions écrivait, dans l'affaire *Beaulieu*⁶ :

Lors des représentations verbales des parties, le Tribunal s'est interrogé sur "l'autorité" que peuvent avoir entre elles les décisions d'un comité de discipline lorsqu'elles portent sur la même matière, le même sujet. A plusieurs reprises, en effet, le Comité de discipline de la Chambre des notaires a référé aux "précédents jurisprudentiels" comme assises pour rendre la décision dans l'affaire dont il était alors saisi.

Normalement, une décision rendue de consentement ou "ex parte" ne constitue pas un précédent [8]. De plus, bien que le comité de discipline de la Chambre des notaires du Québec saisi de plainte analogue à la présente, se soit senti lié par ses décisions rendues lorsqu'elles soulevaient les mêmes règles de droit et concernaient des faits semblables sinon identiques [9], en principe, un tribunal de première instance n'est pas obligatoirement tenu de suivre ses décisions antérieures [10]. Il le serait cependant en regard de celles rendues par un tribunal supérieur qui exerce sur lui un certain contrôle et a le pouvoir d'infirmes ses décisions [11], comme c'est le cas des décisions du Tribunal des professions qui disposent des appels portés à l'encontre de celles des comités de discipline.

(Nos soulignements)

[25] Ce principe fut d'ailleurs réitéré en 2004 dans l'affaire *Drolet-Savoie*⁷ et plus récemment, en 2008, dans l'affaire *Leduc*⁸ dans les termes suivants:

[64] D'abord, il plaide que le Comité est « lié » par les décisions des instances disciplinaires des autres provinces. Au fond, il invoque la règle du « Stare Decisis » en lui donnant une application au-delà du territoire québécois.

⁴ *CHAD c. Constantin*, 2012 CanLII 63684 (QC CDCHAD);

⁵ *Ibid*;

⁶ *Notaires c. Beaulieu*, 1999 QCTP 54 (CanLII);

⁷ Voir le par. 27 de l'arrêt *Drolet-Savoie c. Avocats*, 2004 QCTP 19;

⁸ *Leduc c. Médecins*, 2008 QCTP 90; voir au même effet, *Ly c. Médecins*, 2008 QCTP 126;

2013-12-03 (E)

PAGE : 8

[65] *Pourtant, cette règle ne trouve pas application même entre les comités de discipline au Québec, aucun d'eux n'étant lié par les « précédents » rendus par des formations antérieures et portant sur des questions de même nature*^[21], chaque cas étant un cas d'espèce.

(Nos soulignements)

[26] Dans le même ordre d'idées, il convient de rappeler ce que la Cour d'appel écrivait dans l'arrêt *Courchesne*⁹:

[83] *L'appelant reproche ensuite au juge de la Cour du Québec d'avoir fait une analyse erronée des précédents en matière de sanction. Le reproche est mal fondé. La détermination de la peine, que ce soit en matière disciplinaire ou en matière pénale, est un exercice délicat, le principe fondamental demeurant celui d'infliger une peine proportionnelle à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité du contrevenant*[8]. *L'analyse des précédents permet au décideur de s'assurer que la sanction qu'il apprête à infliger au délinquant est en harmonie avec celles infligées à d'autres contrevenants pour des infractions semblables commises dans des circonstances semblables*[9]. ***Mais l'analyse des précédents n'est pas sans embûche, chaque cas étant différent de l'autre.*** *En l'espèce, à la lecture de la décision du comité de discipline et du jugement dont appel, il me semble que le reproche formulé par l'appelant est sans fondement.*

(Nos soulignements)

[27] Par contre, ces principes bien établis ont été remis en doute récemment par le Tribunal des professions dans l'affaire *Gauthier*¹⁰, notamment dans les passages suivants :

[22] *En l'espèce, les avocats des parties ont soumis au Conseil diverses décisions pour justifier la suggestion commune, laquelle se situe dans la gamme des sanctions imposées dans des dossiers semblables.*

[23] *À cet égard, dans sa décision, le Conseil écrit ceci*^[13] :

[87] *Enfin, la comparaison des cas où des recommandations communes de sanctions ont été présentées par les parties avec ceux où ce ne fut pas le cas permet de constater que lorsqu'il y a recommandation commune, les sanctions imposées sont largement moins élevées. Ce dernier constat incite le Conseil à émettre les commentaires suivants concernant le poids à accorder à la jurisprudence constituée par des décisions résultant de recommandations communes.*

[88] ***Lorsque le processus disciplinaire habituel est interrompu par un plaidoyer de culpabilité et que les parties présentent une recommandation commune quant à la sanction à imposer, la preuve soumise au Conseil de discipline se trouve à être restreinte au minimum nécessaire afin de permettre une appréciation de la justesse de la sanction proposée. Il s'agit d'ailleurs de l'une des***

⁹ *Courchesne c. Castiglia*, 2009 QCCA 2303;

¹⁰ Op. cit. no. 2;

2013-12-03 (E)

PAGE : 9

*justifications du poids important qui doit être accordé à une telle recommandation en ce que le syndic, qui partage la mission du Conseil de discipline à l'égard de la protection du public, est plus à même de connaître l'ensemble des faits et circonstances concernant le professionnel intimé et les gestes qu'il a posés, en ce qu'il a lui-même conduit l'enquête. **Ainsi, comment considérer qu'une décision rendue dans un tel contexte aurait valeur de précédent pour l'avenir ?** Non seulement l'ensemble des faits ne sont pas mis en preuve mais au surplus, la discrétion du décideur est largement encadrée puisqu'il doit déterminer si la sanction imposée se situe dans les limites du raisonnable et non s'il s'agit de la sanction qu'il aurait lui-même imposée.*

[24] *Ces propos peuvent laisser croire que les décisions ratifiant des suggestions communes constituent des autorités de second ordre dont la fiabilité peut plus aisément être mise en doute. **Le Tribunal ne partage pas cet avis.***

(Nos soulignements)

[28] Ce jugement laissait entendre qu'un Comité de discipline était lié par les précédents jurisprudentiels établis par d'autres divisions du Comité et même lorsque celles-ci étaient le résultat d'une négociation suivie d'une recommandation commune;

[29] Par contre, un mois plus tard, le Tribunal des professions nuancait ses propos dans l'affaire *Chan*¹¹ :

[62] ***Dans un débat contradictoire** portant sur la détermination de la sanction « ou de la peine en droit pénal », **il peut advenir que les précédents fondés sur des suggestions communes n'aient pas un poids déterminant.***

[63] ***Dans R. c. Bernier**[29], l'appelante reprochait au juge d'instance d'avoir omis de considérer les peines imposées à d'autres personnes accusées à la suite de la même enquête policière.*

[64] ***La Cour d'appel écrit :***

[69] *En l'espèce, les autres peines imposées l'ont été, pour certains cas, à la suite de suggestions communes. On sait que le juge d'instance ne peut refuser une telle suggestion que si elle est déraisonnable au point de déconsidérer l'administration de la justice. **Par conséquent, si ces peines demeurent une référence pertinente, elles ne sont pas déterminantes.***

[65] *Dans cette perspective, **au sein d'un débat contradictoire, les précédents qui reposent sur des suggestions communes peuvent ne pas avoir le même poids parce qu'ils résultent précisément d'un compromis issu d'une négociation, absente lorsque les parties divergent sur la peine ou la sanction devant être imposée.***

[66] ***La démarche analytique dans l'un et l'autre cas diffère.***

[67] *Au terme d'un débat contradictoire, il appartient au conseil de discipline de déterminer la juste et raisonnable sanction en tenant compte des différents facteurs.*

¹¹ Op. cit. no. 3;

2013-12-03 (E)

PAGE : 10

[68] La suggestion commune invite plutôt le conseil de discipline, non pas à décider de la sévérité ou de la clémence de la sanction, mais à déterminer si elle s'avère déraisonnable au point d'être contraire à l'intérêt public et de nature à déconsidérer l'administration de la justice.

(Nos soulignements)

[30] La lecture de ces deux jugements récents du Tribunal des professions amène le Comité à conclure comme suit:

- En présence d'une recommandation commune, le Comité est lié par les précédents en semblables matières, à moins que la sanction suggérée ne soit déraisonnable, contraire à l'intérêt public ou de nature à déconsidérer l'administration de la justice;
- Par contre, lors d'un débat contradictoire, même si les précédents demeurent une référence pertinente, ils ne sont pas déterminants, le Comité doit alors décider de la sanction juste et raisonnable, en tenant compte de tous les facteurs;

B) Décision

[31] Pour les motifs ci-après exprimés, le Comité considère que la suggestion commune des parties reflète adéquatement la gravité objective de l'infraction et les circonstances particulières du présent dossier;

[32] D'autre part, elle tient compte de plusieurs facteurs atténuants dont l'intimé doit bénéficier, soit :

- L'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité à la première occasion;
- Son absence d'intention malicieuse;
- Sa collaboration au processus disciplinaire;
- Son absence d'antécédents disciplinaires;

[33] À cela s'ajoute le fait que «chaque cas est un cas d'espèce»¹², et dans les circonstances, la sentence semble taillée sur mesure pour l'intimé;

[34] De plus, le Comité estime que les risques de récidive sont nuls, puisque l'intimé a choisi de réorienter sa carrière;

¹² *Pigeon c. Daigneault*, 2003 CanLII 32934 (QC CA), au para 37;

2013-12-03 (E)

PAGE : 11

[35] Finalement, tel que l'a souligné à plusieurs reprises la Cour suprême, la sanction imposée doit favoriser la réinsertion sociale de l'accusé¹³. Or, l'imposition d'une amende, dans le présent cas, ne ferait qu'aggraver la situation financière déjà précaire de l'intimé;

[36] Pour l'ensemble de ces motifs, la recommandation commune des parties sera entérinée sans réserve par le Comité;

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n^o.1 pour avoir contrevenu à l'art. 9(2) devenu l'art. 10(1) du *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (R.L.R.Q. c. D-9.2, r.7);

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures sur toutes les autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien du chef n^o.1;

IMPOSE à l'intimé, la sanction suivante :

Chef n^o.1 : Une radiation temporaire de 18 mois, laquelle sera exécutoire à compter de la remise en vigueur du certificat de l'intimé;

ORDONNE la publication d'un avis de radiation temporaire à compter de la remise en vigueur du certificat de l'intimé;

CONDAMNE l'intimé au paiement de tous les déboursés incluant, le cas échéant, les frais de publication de l'avis de radiation temporaire;

ACCORDE à l'intimé un délai de 90 jours pour acquitter le montant des déboursés, calculé à compter du 31^e jour suivant la signification de la présente décision.

¹³ R. c. *Pham*, 2013 CSC 15;

2013-12-03 (E)

PAGE : 12

Me Patrick de Niverville, avocat
Président du Comité de discipline

M. Gilles Fortin, expert en sinistre
Membre du Comité de discipline

M. Pierre Bergeron, expert en sinistre
Membre du Comité de discipline

Me Sylvie Poirier
Partie plaignante

M. Marc-André Simard
Présent (par voie de conférence téléphonique)

Date de l'audience : 10 mars 2014

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : 2013-05-01 (E)

DATE : Le 24 avril 2014

LE COMITÉ : M ^e Daniel M. Fabien	Président
M. Pierre David, expert en sinistre	Membre
M. Gilles Babin, expert en sinistre	Membre

NICOLAS SEMENOFF
Partie plaignante

c.

NICOLAS MARCOUX, expert en sinistre
Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ

[1] Le 26 mars 2014, le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages se réunissait pour procéder à l'instruction au fond de la plainte privée du plaignant Nicolas Semenoff à l'encontre de l'intimé Nicolas Marcoux, expert en sinistre auprès de la firme Indemnipro.

[2] M. Nicolas Marcoux est présent et accompagné de son procureur M^e Louis-Philippe Constant. M. Semenoff est absent et non représenté.

[3] Par courriel daté du 21 mars 2014, M. Semenoff demande que le dossier soit remis à une date ultérieure ou qu'il soit « jugé sur pièces » en son absence.

2013-05-01 (E)

PAGE : 2

[4] Il est important ici de résumer les diverses étapes de l'instance qui ont précédé à la fixation de l'audition du dossier au fond en date du 26 mars 2014. Bref, un historique du dossier s'impose.

I- HISTORIQUE DU DOSSIER

[5] Le 16 mai 2013, M. Semenoff dépose une plainte privée contre l'intimé au greffe du Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages.

[6] Le 17 juillet 2013, le procureur de l'intimé a annoncé lors d'une conférence téléphonique de gestion, à laquelle assistait notamment le plaignant, qu'il avait l'intention de présenter une requête pour rejet de la plainte de M. Semenoff.

[7] Il fut convenu entre les parties que M. Semenoff, qui réside en France, pourrait assister à la présentation de cette requête via une vidéo conférence Skype.

[8] Le 11 septembre 2013, le Comité a entendu ladite requête pour rejet de la plainte. M. Semenoff a assisté à l'audition via Skype.

[9] Le 19 novembre 2013, le Comité rendait sa décision et rejetait la requête pour rejet de la plainte privée¹. Dans cette décision, le Comité identifiait quatre (4) allégations se trouvant dans la plainte qui pouvaient constituer des actes dérogatoires.

[10] Le 13 décembre 2013 se tenait une autre conférence téléphonique de gestion afin de fixer l'instruction au fond de la plainte privée de M. Semenoff. Au cours de cette conférence de gestion, il fut précisé et convenu que :

- la permission accordée au plaignant d'assister à l'audition de la requête pour rejet via Skype était exceptionnelle;
- le témoignage de M. Semenoff sera requis au fond et qu'il devra être présent afin de présenter sa preuve;
- M. Semenoff était disponible au mois de mars 2014 et qu'il pouvait venir au Québec à ce moment;

¹ *Semenoff c. Marcoux*, 2013 CanLII 82447 (QC CDCHAD).

2013-05-01 (E)

PAGE : 3

- l'audition au fond de la plainte aurait lieu le 26 mars 2014 à Montréal, aux bureaux de la ChAD.

[11] Quelques jours après cette conférence de gestion, soit le 17 décembre 2013, le plaignant faisait parvenir un courriel au secrétaire du Comité de discipline. Joint à ce courriel se trouvait un fichier contenant une plainte amendée dans laquelle M. Semenoff argumentait qu'il « *n'a rien rajouté de plus que sa déclaration en pièce jointe à la SQ Joliette Inspecteur Nicolas Pichette* ».

[12] Plus loin dans sa plainte amendée, le plaignant écrit ce qui suit :

« Il appartiendra à Mr Marcoux de déclarer que le demandeur est oui ou non un menteur.

Il appartiendra à Mr Marcoux de dire oui ou non si son comportement au-delà du surprenant émane des ordres de son mandant l'assureur

Il appartiendra à Mr Marcoux d'identifier son donneur d'ordre son collègue Mr Morin l'identifie comme IPG Montreal dont aucune information emane sur le web

Le demandeur continue d'affirmer que Mr Marcoux sans et ou avec ordres a menacé intimidé le demandeur et son comportement en tout point a failli au code de déontologie des experts en assurance du Québec.

Le demandeur n'a rien à rajouter a sa déclaration écrite figurant en pièce 2 et la déclaration écrite faite sous serment vaut tous les présentations orales qui lui seront demandées par la suite seront inutiles la déclaration écrite sous serment et remis à la SQ vaut pour fait acquis et le demandeur n'a rien à rajouter.

A cela nous rajouterons la déclaration sous serment en Cour le 15 09 2011 en la présence de Me MH Belanger ou Me Belanger souligne son accord avec les propos de Mr Semenoff le demandeur »

[13] En prenant connaissance de cette plainte amendée, le président suppléant du Comité vient à la conclusion que M. Semenoff n'entend pas se présenter à l'audition du 26 mars 2014 malgré son engagement de le faire lors de la conférence téléphonique de gestion tenue le 13 décembre 2013.

[14] En conséquence, le 17 décembre 2013, à la demande du président suppléant soussigné, la lettre suivante est transmise à M. Semenoff par M^e Annie Gingras, secrétaire du Comité de discipline, à savoir :

« Monsieur Semenoff,

La présente lettre fait suite à votre courriel du 16 décembre 2013 transmis au Greffe du Comité de discipline, lequel courriel contenait 2 fichiers, le premier intitulé « PLAINTÉ CAD MODIF 12122103 MARCOUX.doc » et l'autre intitulé

2013-05-01 (E)

PAGE : 4

« Interrogatoire Semenoff.pdf », soit votre interrogatoire statutaire tenu par Me Marie-Hélène Bélanger, à Joliette, en date du 15 septembre 2011.

Le Comité, présidé par Me Daniel M. Fabien, vous rappelle que lors de la conférence téléphonique de gestion tenue le 13 décembre dernier, vous avez confirmé que vous étiez pour être présent physiquement le 26 mars 2014 aux bureaux de la Chambre de l'assurance de dommages pour l'audition du fond de la plainte. Cet engagement de votre part faisait suite à l'intervention du président, qui vous indiquait que votre présence était requise lors de l'audition au fond du dossier afin que vous puissiez faire la preuve de vos allégations, notamment par votre témoignage et le dépôt de documents. Le président du Comité vous informait aussi que le Comité se doit d'évaluer la crédibilité des témoins. Selon le Comité, cet exercice doit se faire en la présence des témoins et ne peut se faire via Skype.

De même, afin que l'intimé puisse faire valoir son droit à une défense pleine et entière, ce dernier a le droit de procéder à votre contre-interrogatoire dans la salle d'audience et non pas par vidéo conférence.

L'article 144 du Code des professions stipule ce qui suit :

« Art. 144. Le conseil doit permettre à l'intimé de présenter une défense pleine et entière. »

Ce droit comprend, entre autres, le droit pour l'intimé d'entendre la preuve avant de faire une défense.

Après avoir pris connaissance de votre courriel, le Comité comprend que contrairement à votre engagement, vous considérez que vous n'avez « rien de plus à rajouter » à ce qui est mentionné dans votre plainte et votre interrogatoire statutaire. Vous souhaitez donc maintenant que l'intimé vienne s'expliquer devant le Comité sans que vous y soyez présent et avant même que vous ayez fait la preuve de vos allégations.

Or, le Comité ne peut procéder de cette manière.

En conséquence, le Comité vous prévient que vous devez vous présenter à Montréal le 26 mars 2014 afin d'exposer votre preuve.

À défaut, le Comité pourrait rejeter votre plainte.

Pour tout autre renseignement, veuillez communiquer auprès du Greffe de la Chambre de l'assurance de dommages.

(s) Annie Gingras

Me Annie Gingras

Pour le Comité de discipline

cc. Me Louis-Philippe Constant »

(nos soulignements)

[15] Plus tard, soit le 7 février 2014, en réponse à un courriel de M. Semenoff, M^e Annie Gingras lui faisait parvenir le courriel suivant :

2013-05-01 (E)

PAGE : 5

« Bonjour M. Semenoff,

En réponse à votre courriel reçu au Greffe du comité de discipline ce jour, nous vous informons que l'intimé n'a pas à vous communiquer ses pièces, ses moyens de preuve et sa défense avant que vous ne présentiez votre preuve devant le comité de discipline le 26 mars prochain à Montréal.

En résumé, lors de l'audition, vous aurez à exposer au comité votre preuve quant à la plainte que vous avez déposée. Comme il vous a déjà été mentionné, vous avez le droit de faire entendre tout témoin. La partie en défense a le droit de contre-interroger ces témoins. Lorsque votre preuve sera terminée, l'intimé via son procureur, présentera sa preuve à son tour. Cette étape étant terminée, vous aurez à faire vos représentations au comité exposant les raisons pour lesquelles l'intimé devrait être reconnu coupable. L'intimé présentera à son tour ses arguments. Le comité prendra ensuite le tout en délibéré et une décision sera rendue sur la culpabilité ou non de l'intimé.

Cordialement,

Me Annie Gingras | greffe@chad.qc.ca

Secrétaire du comité de discipline »

[16] Le 21 mars 2014, à la demande du président M^e Patrick de Niverville, président d'une autre division du Comité de discipline formée pour entendre une autre plainte privée de M. Semenoff, laquelle était fixée pour procéder le 28 mars 2014 dans le dossier 2013-12-17 (C), la lettre suivante est transmise à M. Semenoff par M^e Gingras :

« M. Semenoff,

Le président du Comité de discipline me prie de vous informer que votre présence est absolument requise lors des auditions des 26 et 28 mars 2014, à défaut de quoi, le Comité de discipline ne pourra pas tenir compte de votre point de vue et de vos arguments. En conséquence, jugement par défaut pourra être rendu.

Veillez recevoir, M. Semenoff, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Me Annie Gingras pour

Le Comité de discipline

Chambre de l'assurance de dommages

cc. Me Patrick de Niverville

Me Daniel M. Fabien »

II- LA DEMANDE DE REMISE OU DE JUGER « SUR PIÈCES »

[17] Le 24 mars 2014, M^e Annie Gingras reçoit un nouveau courriel de M. Semenoff dans lequel il revient à la charge en réitérant les mêmes arguments à l'effet « *qu'il n'a*

2013-05-01 (E)

PAGE : 6

rien d'autre à rajouter », mais également en demandant la remise de l'audition du 26 mars 2014.

[18] Voici les extraits pertinents du courriel du plaignant :

- *« Après avoir déclaré sous serment au Tribunal de Joliette ce que j ai a dire je n'ai aucune obligation à témoigner en Cour. Et mettre fait interroger 3 fois par les experts. A ce jour mes pertes comptables pour les vols par effractions sont 956.000\$.*
- *Je n'ai rien à rajouter par rapport à ce que j'ai écrit.*
- *En France pour raison de force majeure justifiable on peut reporter en avisant 48 heures avant toute cause devant tous les tribunaux sauf le pénal et vu les liens de la convention judiciaire France Québec de 1977 cela est applicable devant votre juridiction:
Donc 48 heures avant je vous aviserai de ma présence ou non pour raisons de force majeure. Ce que je fais par la présente.*
- *Je ne vois pas comment je vais faire pour voyager car je suis en train de renouveler mon passeport et sans ce précieux documents cela est une raison nécessaire et suffisante pour soit repousser le dossier à une date ultérieure soit juger sur pièces; Mais en aucun cas la non présence est un argument du Tribunal pour juger l'affaire à mon dépend. soit de juger sans me pénaliser selon la convention judiciaire France Québec de 1977 qui inclue votre juridiction soit de poser vos questions sur le dossier et je vous répondrai par écrit afin de juger le dossier suivant la convention judiciaire France Québec de 1977; »*

[19] Par la suite, et à l'appui de sa demande de remise, M. Semenoff cite dans son courriel l'article 3 du titre IV de l'Annexe 1 de la *Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec*, de même que les articles 61, 82.1, 140, 175.3 et 283 du *Code de procédure civile du Québec*.

[20] Le Comité est d'avis que toutes les dispositions citées dans ce courriel sont inapplicables et ne peuvent pas servir de base à la demande du plaignant, que ce soit pour justifier la remise de son dossier ou pour que le dossier soit « jugé sur pièces ».

[21] Invité par le Comité à commenter la demande de remise présentée par le plaignant, le procureur de l'intimé, M^e Constant, s'y est objecté vigoureusement en faisant valoir que le plaignant se moque de la justice.

2013-05-01 (E)

PAGE : 7

[22] En effet, selon M^e Constant, le plaignant sait pertinemment depuis le mois de décembre 2013 que son dossier doit procéder le 26 mars 2014 à Montréal. Dès lors, son motif qu'il ne peut pas être présent parce que son passeport n'a pas été renouvelé est futile.

[23] Bref, M. Semenoff devait tout simplement faire ce qui s'impose afin que son passeport soit renouvelé et valide avant le mois de mars 2014 pour lui permettre de voyager à Montréal pour l'audition.

[24] Au surplus, M. Semenoff sait que sa présence est absolument requise.

[25] Quant aux autres arguments à l'appui de la demande de remise, selon le procureur de l'intimé, ils sont tous aussi frivoles. Sur la question à savoir si le plaignant peut exiger que le dossier soit « jugé sur pièces », cette demande est illégale notamment en regard du fait que l'intimé Nicolas Marcoux a droit à une défense pleine et entière, ce qui inclut le droit de contre-interroger le plaignant en salle d'audience plus particulièrement sur les documents et pièces qu'il voudrait introduire en preuve.

[26] Bref, M^e Constant ne consent pas à ce que les pièces du plaignant soient déposées en preuve.

III- ANALYSE ET DÉCISION

A) Sur la demande de remise

[27] Les tribunaux reconnaissent que le pouvoir d'accorder une remise est un pouvoir discrétionnaire dans l'exercice duquel une Cour d'appel ne doit pas intervenir, à moins qu'il n'apparaisse clairement que ce pouvoir fut exercé d'une manière injuste et discriminatoire.

[28] Voir notamment à ce sujet :

- *Bilodeau c. Avocats*²; *Boulangier c. Avocats*³; *Legault c. Notaires*⁴.

² 2005 QCTP 62.

2013-05-01 (E)

PAGE : 8

[29] Conformément à la discrétion attribuée au Comité pour décider du bien-fondé de la demande de remise, celle-ci est rejetée pour les motifs ci-après exposés.

[30] Il est bien établi que les auditions disciplinaires doivent procéder avec célérité vu la nécessité d'assurer l'efficacité du système disciplinaire⁵.

[31] En l'espèce, la plainte a été déposée le 16 mai 2013 et le plaignant est conscient depuis le 13 décembre 2013 que sa présence sera nécessaire le 26 mars 2014 pour que le Comité entende sa plainte.

[32] À maintes reprises M. Semenoff a été informé qu'il devait se présenter à Montréal et pour quelles raisons il devait le faire, tel qu'il appert des correspondances susdites transmises à M. Semenoff.

[33] Dès le 17 décembre 2013, M. Semenoff a même été avisé que sa plainte pouvait être rejetée s'il faisait défaut de se présenter. De plus, le 21 mars 2014, il est encore une fois prévenu que jugement pourra être rendu par défaut s'il ne se présente pas.

[34] Après avoir pris connaissance du courriel du plaignant daté du 21 mars 2014 dans lequel il expose ses prétentions, le Comité estime que les motifs invoqués ne sont pas suffisamment sérieux pour justifier la remise de l'audition.

[35] D'une part, l'annexe 1 de la *Loi assurant l'application de l'entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec* ne s'applique pas en l'espèce. De plus, l'avis de 48 heures auquel M. Semenoff fait référence existe peut-être en France, ce que le Comité ignore, mais il est clair qu'il n'existe pas au Québec.

[36] D'autre part, il appert que M. Semenoff a été négligent en omettant de prendre toutes les mesures qui s'imposaient pour s'assurer qu'il aurait en main un passeport valide lui permettant de voyager vers Montréal le 26 mars 2014 pour l'audition du présent dossier.

³ 2007 QCTP 106.

⁴ [2002] QCTP 82, *Requête en révision judiciaire rejetée* [2002] CanLII 31037 (C.S.), confirmée en appel [2003] CanLII 25485 (C.A.).

⁵ *Pharmascience inc. c. Binet* [2006] 2 R.C.S. 513, aux paragraphes 61 à 69.

2013-05-01 (E)

PAGE : 9

[37] L'attitude de M. Semenoff depuis le 17 décembre 2013 démontre qu'il tente et cherche par tout moyen de ne pas venir à Montréal pour y étayer sa preuve.

[38] Le Comité est d'avis que le plaignant a été suffisamment averti que sa présence était nécessaire.

[39] En conséquence, la demande de remise de M. Semenoff sera rejetée.

B) Sur la demande de « juger sur pièces »

[40] Étant donné que M. Semenoff ne souhaite pas venir à Montréal, il propose que sa preuve soit déposée au dossier du Comité et que l'intimé, une fois la preuve déposée, vienne en quelque sorte s'expliquer devant le Comité.

[41] Comme le Comité mentionnait dans une lettre transmise à M. Semenoff le 17 décembre 2013, le Comité ne peut procéder de cette manière.

[42] Le droit à une défense pleine et entière de M. Marcoux exige que le plaignant soit présent dans la salle d'audience pour y être contre-interrogé. Le plaignant doit aussi témoigner devant le Comité afin que ce dernier puisse évaluer sa crédibilité.

[43] Au surplus, l'article 2803 du *Code civil du Québec* prévoit ce qui suit :

« Art. 2803. Celui qui veut faire valoir un droit doit prouver les faits qui soutiennent sa prétention. Celui qui prétend qu'un droit est nul, a été modifié ou est éteint doit prouver les faits sur lesquels sa prétention est fondée. »

(nos soulignements)

[44] Ce principe fondamental veut que le fardeau de la preuve appartienne à celui qui invoque un droit.

[45] Sauf exception, ce fardeau est déchargé lorsque la preuve produite rend l'existence d'un fait plus probable que son inexistence⁶.

⁶ Art. 2804 C.c.Q.

2013-05-01 (E)

PAGE : 10

[46] Pour ce faire, une preuve doit être présentée au Comité.

[47] Cela étant, les pièces que M. Semenoff a communiquées à l'intimé, et particulièrement son interrogatoire statutaire tenu par le procureur de la Compagnie d'assurance Lloyd's en date du 15 septembre 2011, ne peuvent faire preuve de leur contenu devant le Comité puisque l'intimé serait alors privé de son droit strict de contre-interroger le déposant, soit M. Semenoff.

[48] Il en va de même pour les autres pièces documentaires que le plaignant voudrait introduire en preuve sans autre formalité.

[49] Le Comité ne peut faire droit à cette demande du plaignant. Elle sera donc rejetée.

C) Le rejet de la plainte

[50] Le Comité est d'avis que la plainte de M. Semenoff doit être rejetée pour les motifs ci-après exposés, à savoir :

[51] Considérant que le plaignant s'est engagé à être présent pour l'audition du 26 mars 2014;

[52] Considérant que cette date du 26 mars 2014 avait été fixée de consentement;

[53] Considérant l'absence du plaignant malgré les correspondances du secrétaire du Comité lui enjoignant d'être présent pour l'audition de sa plainte contre l'intimé;

[54] Considérant que le plaignant a été dûment avisé que sa plainte pouvait être rejetée s'il ne se présentait pas devant le Comité le 26 mars 2014;

[55] Considérant le caractère futile de la demande de remise de M. Semenoff;

[56] Considérant que le Comité ne peut pas décider uniquement sur les pièces communiquées;

2013-05-01 (E)

PAGE : 11

[57] Considérant qu'il est manifeste des échanges entre le plaignant et le secrétaire du Comité que M. Semenoff ne veut pas comparaître devant le Comité pour « prouver les faits qui soutiennent sa prétention » comme le requiert l'article 2803 du *Code civil du Québec*;

[58] Considérant que l'intimé, M. Marcoux, a le droit à une défense pleine et entière;

[59] Considérant que l'intimé a le droit strict d'entendre la preuve de la partie plaignante avant de faire une défense;

[60] Considérant qu'il est manifeste que le plaignant refuse de faire sa preuve;

[61] Considérant l'absence de preuve d'actes dérogatoires par l'intimé dans le présent dossier;

[62] Considérant les représentations du procureur de l'intimé;

[63] Pour tous les motifs ci-devant exposés, le Comité considère qu'en l'absence de preuve, les plaintes de M. Semenoff à l'encontre de l'intimé doivent être rejetées, incluant, mais sans restreindre, les quatre (4) chefs identifiés dans la décision du 19 novembre 2013 du Comité.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

REJETTE la demande de remise du plaignant;

REJETTE la demande du plaignant pour que le dossier soit jugé, en l'absence de ce dernier, sur les pièces communiquées;

CONSTATE l'absence du plaignant Nicolas Semenoff le 26 mars 2014 pour l'instruction du dossier;

ACQUITTE l'intimé de tous les chefs d'accusations de la plainte n° 2013-05-01 (E) et ce, vu l'absence de preuve à son soutien;

2013-05-01 (E)

PAGE : 12

CONDAMNE le plaignant au paiement des déboursés.

M^e Daniel M. Fabien
Président du Comité de discipline

M. Pierre David, expert en sinistre
Membre du Comité de discipline

M. Gilles Babin, expert en sinistre
Membre du Comité de discipline

M. Nicolas Semenoff
Partie plaignante (absent et non représenté)

M^e Louis-Philippe Constant
Procureur de l'intimé

Date d'audience : Le 26 mars 2014

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : 2013-10-02(A)

DATE : 30 avril 2014

LE COMITÉ : Me Daniel M. Fabien, avocat	Président
Mme Danielle Charbonneau, agent en assurance de dommages	Membre
M. Dominic Roy, agent en assurance de dommages	Membre

CAROLE CHAUVIN, ès qualités de syndic de la Chambre de l'assurance de
dommages
Partie plaignante

c.

CÉSAR-AUGUSTO ZEGARRA-SOTOMAYOR, agent en assurance de dommages des
particuliers (actuellement inactif et sans mode d'exercice)
Partie intimée

et

ME KARINE LIZOTTE, ès qualités de syndic adjoint de la Chambre de l'assurance de
dommages
Plaignante en reprise d'instance

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le Comité de discipline de la Chambre de l'assurance de dommages (« le Comité ») s'est réuni le 20 mars 2014 pour procéder à l'audition d'une plainte contre l'intimé, portant le n° 2013-10-02(A).

2013-10-02(A)

PAGE : 2

I. La plainte

[2] La plainte disciplinaire reproche à l'intimé de s'être approprié à deux (2) reprises de sommes d'argent importantes appartenant au fonds social des employés de son employeur, Aviva Compagnie d'assurance du Canada.

[3] Les faits reprochés à l'intimé sont les suivants, à savoir :

1. *Le ou vers le mois de mars 2013, a agi à l'encontre de l'honneur et de la dignité de la profession de représentant en assurance de dommages en détournant sans droit et pour ses fins personnelles une somme de 2 000 \$ provenant du fonds du Comité social des employés de son employeur, l'assureur A., le tout en contravention avec le Code de déontologie des représentants en assurance de dommages, notamment les articles 14 et 37 dudit code;*

2. *Le ou vers le mois de mai 2013, a agi à l'encontre de l'honneur et de la dignité de la profession de représentant en assurance de dommages en détournant sans droit et pour ses fins personnelles une somme de 3 000 \$ provenant du fonds du Comité social des employés de son employeur, l'assureur A., le tout en contravention avec le Code de déontologie des représentants en assurance de dommages, notamment les articles 14 et 37 dudit code;*

L'intimé s'étant ainsi rendu passible pour les infractions ci-haut mentionnées des sanctions prévues à l'article 156 du Code des professions.

[4] Le syndic en reprise d'instance était représenté par M^e Vanessa J. Goulet et l'intimé a comparu personnellement.

[5] Dès le début de l'audition, l'intimé a plaidé coupable aux deux (2) chefs d'accusation.

[6] Après avoir reconnu les faits, l'intimé fut déclaré coupable, séance tenante, des deux (2) chefs de la plainte.

II. Preuve sur sanction

[7] La preuve documentaire à l'appui de la plainte fut déposée de consentement, soit les pièces P-1 à P-4.

[8] Cette preuve documentaire¹ démontre que l'intimé, alors qu'il était trésorier du comité social des employés d'Aviva, s'est approprié la somme de 5 000 \$

¹ Voir plus particulièrement la pièce P-2.

2013-10-02(A)

PAGE : 3

provenant du fonds social des employés. Selon la version de l'intimé, cet argent aurait été donné à son frère qui avait perdu son emploi.

[9] Il aurait eu l'intention de rembourser cet argent, ce qu'il n'a jamais fait.

[10] Le Comité a également entendu le témoignage de l'intimé.

[11] Succinctement, le témoignage de l'intimé a révélé au Comité ce qui suit :

- Il est sans emploi depuis le mois de janvier 2014 et n'est pas admissible à l'assurance-emploi;
- Lorsqu'Aviva l'a remercié de ses services, il n'a reçu aucune indemnité de départ;
- Il aurait été congédié par Aviva au motif qu'il s'était approprié les sommes mentionnées à la plainte;
- Il a signé une entente de remboursement avec Aviva mais n'a rien remboursé à date;
- Il souhaite continuer à œuvrer dans le domaine de l'assurance et aurait l'opportunité de se joindre à La Capitale à titre d'agent affilié;
- Il est à compléter un cours pour obtenir un titre de *Fellow*.

[12] De plus, il souligne qu'il attendait de voir ce qui se produirait avec la présente plainte avant de se joindre à La Capitale comme agent affilié.

[13] Il désire ne pas faire l'objet d'une radiation afin d'obtenir l'emploi d'agent affilié auprès de La Capitale.

III. Argumentation

A) Par le syndic

[14] M^e Goulet, pour la plaignante en reprise d'instance, suggère les sanctions suivantes au Comité :

Chefs n^{os} 1 et 2 : une radiation temporaire d'un (1) mois par chef à être purgée de façon concurrente et une amende de 2 000 \$ par chef.

2013-10-02(A)

PAGE : 4

[15] Vu le principe de la globalité des sanctions et afin que les amendes ne soient pas accablantes pour l'intimé, M^e Goulet suggère que celles-ci soient réduites à la somme globale de 2 500 \$.

[16] À cela devraient s'ajouter les frais de la publication d'un avis de radiation et les déboursés encourus dans le dossier.

[17] Elle termine en plaidant que les sanctions suggérées constituent des sanctions minimales lorsque l'on tient compte des précédents en matière d'appropriation.

B) Par l'intimé

[18] Pour sa part, l'intimé demande au Comité de faire preuve de clémence et de tenir compte du fait qu'il souhaite continuer à œuvrer en assurances pour le compte notamment de La Capitale et ce, comme agent affilié.

[19] Il termine en disant qu'il a besoin d'un délai d'un (1) an pour payer les amendes considérant qu'il est sans emploi.

IV. Analyse et décision

[20] Pour les motifs ci-après exprimés, le Comité considère qu'il est approprié et juste dans le présent dossier d'imposer à l'intimé les sanctions suivantes :

Chefs n ^{os} 1 et 2 :	deux (2) périodes de radiation temporaire d'un (1) mois purgées de façon concurrente et une amende de 2 000 \$ par chef pour un total de 4 000 \$, somme qui sera réduite à une amende globale de 2 500 \$.
--------------------------------	---

[21] Il est clair en l'espèce que la gravité objective des infractions ne fait aucun doute. Pourtant, l'intimé ne semble pas reconnaître la gravité du geste qu'il a posé.

[22] Le Comité considère que l'intimé ne réalise pas qu'il s'agit d'une infraction très grave pour un professionnel œuvrant en assurance, particulièrement pour un agent d'assurance, qui cherche aujourd'hui à œuvrer comme agent affilié, soit avec peu d'encadrement et comme travailleur autonome.

[23] Le Comité considère donc que la sanction en l'espèce doit non seulement être dissuasive, mais également exemplaire.

2013-10-02(A)

PAGE : 5

[24] Toutefois, certains facteurs atténuants militent en faveur de l'intimé. À cet égard, il convient de souligner les faits suivants :

- le dépôt d'un plaidoyer de culpabilité à la première occasion;
- l'entente de remboursement intervenue avec Aviva;
- l'absence d'antécédent disciplinaire;
- le fait que les sommes appropriées n'appartenaient pas à des assurés;
- sa situation actuelle et le fait qu'il est sans emploi.

[25] Enfin, puisque l'intimé ne pratique pas actuellement, la radiation ne sera exécutoire qu'à compter de la remise en vigueur de son certificat².

[26] Un avis de radiation temporaire devra être publié aux frais de l'intimé et ce dernier, qui devra assumer les déboursés du dossier, bénéficiera d'un délai de douze (12) mois pour acquitter le montant des frais et de l'amende.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé;

DÉCLARE l'intimé coupable des chefs n^{os} 1 et 2 pour avoir contrevenu à l'article 14 du *Code de déontologie des représentants en assurance de dommages*;

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures sur les autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien des chefs n^{os} 1 et 2;

IMPOSE à l'intimé les sanctions suivantes :

- | | |
|------------------------------|---|
| Chef n^o 1: | une radiation temporaire d'un (1) mois et une amende de 2 000 \$; |
| Chef n^o 2: | une radiation temporaire d'un (1) mois et une amende de 2 000 \$; |

RÉDUIT le total des amendes à la somme globale de 2 500 \$;

² *Lambert c. Agronomes*, 2012 QCTP 39 (CanLII).

2013-10-02(A)

PAGE : 6

DÉCLARE que les périodes de radiation temporaire seront purgées de façon concurrente et qu'elles seront exécutoires à compter de la remise en vigueur du certificat de l'intimé;

ORDONNE la publication d'un avis de radiation temporaire à compter de la remise en vigueur du certificat de l'intimé;

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés incluant, le cas échéant, les frais de publication de l'avis de radiation temporaire;

ACCORDE à l'intimé un délai de 12 mois pour acquitter le montant de l'amende et des déboursés, calculé à compter du 31^e jour suivant la signification de la présente décision.

M^e Daniel M. Fabien, avocat
Président du Comité de discipline

Mme Danielle Charbonneau, agent en
assurance de dommages
Membre du Comité de discipline

M. Dominic Roy, agent en assurance
de dommages
Membre du Comité de discipline

M^e Vanessa J. Goulet
Procureur de la partie plaignante

M. César-Augusto Zegarra-Sotomayor (personnellement)
Partie intimée

Date d'audience : 20 mars 2014

COMITÉ DE DISCIPLINE
CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
 PROVINCE DE QUÉBEC

N° : 2013-07-01 (C)

DATE : 4 avril 2014

LE COMITÉ : M ^e Daniel M. Fabien, avocat	Président
Mme Francine Normandin, C. d'A, Ass., courtier en assurance de dommages	Membre
M. Philippe Jones, courtier en assurance de dommages	Membre

CAROLE CHAUVIN, ès qualités de syndic de la Chambre de l'assurance dommages
 Partie plaignante

c.

LOUIS-YVES LUCIEN, courtier en assurance de dommages
 Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le 4 février 2014, le présent Comité se réunissait pour entendre l'audition de la plainte n° 2013-07-01 (C) à l'encontre de l'intimé Louis-Yves Lucien.

[2] Mme Carole Chauvin était représentée par M^e Claude G. Leduc et l'intimé, qui était lui aussi présent, était représenté par M^e Sonia Paradis.

[3] D'entrée de jeu, le procureur de la plaignante informa le Comité que l'intimé entendait plaider coupable à une plainte amendée et que les parties auraient une recommandation commune sur sanction à soumettre.

[4] L'amendement visait à consolider les chefs n^{os} 3 et 4 de la plainte initiale et pour retirer le chef n^o 6.

[5] Considérant le consentement de la partie intimée, le Comité a fait droit au dépôt de la plainte amendée de même qu'au retrait du chef n^o 6.

2013-07-01 (C)

PAGE : 2

I. La plainte amendée

[6] Suite à l'amendement et le retrait du chef n° 6, l'intimé fait maintenant face à quatre (4) chefs d'accusation, à savoir :

1. *Entre le ou vers le 23 août 2011 et le ou vers le 21 mars 2012, a fait défaut d'agir en conseiller consciencieux en n'effectuant aucun suivi auprès de la compagnie AXA Assurances inc. et/ou INTACT afin de mettre en vigueur et/ou de vérifier la possibilité de mettre en vigueur le nouveau contrat d'assurance locataire-occupant de l'assurée M.P. qui devait prendre effet le 23 août 2011 et/ou le 2 décembre 2011, le tout en contravention avec l'article (...) 37(1) (...) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;*
2. *Entre le mois d'août 2011 et le ou vers le 21 mars 2012, a fait défaut de rendre compte du mandat confié par l'assurée M.P. en ne l'avisant pas du coût et des conditions pour l'émission d'un nouveau contrat d'assurance locataire-occupant AXA Assurances inc et/ou INTACT en date du 23 août 2011 et/ou du 2 décembre 2011, ni si ce nouveau contrat était ou n'était pas émis, n'effectuant aucun suivi à ce sujet auprès de l'assurée et laissant celle-ci dans l'ignorance si elle bénéficiait ou non d'une protection, le tout en contravention avec l'article 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et le Code de déontologie des représentants en assurance de dommages, notamment l'article (...) 37(4) dudit code;*
3. *(.....)*
4. *(.....)*
5. *Le ou vers le 21 mars 2012 et avant l'émission par INTACT d'un contrat d'assurance locataire-occupant au nom de l'assurée M.P. a fait défaut de décrire à l'assurée le produit proposé par INTACT en relation avec ses besoins et de lui préciser la nature de la garantie offerte, soit en n'informant pas l'assurée M.P. des particularités (...) du contrat d'assurance locataire-occupant qu'il avait requis en août (...) 2011 en comparaison avec celui émis par la compagnie d'assurance INTACT le 21 mars 2012, (...), le tout en contravention avec les articles 16 et 28 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et le Code de déontologie des représentants en assurance de dommages, notamment l'article (...) 37(6) dudit code;*
6. *(.....)*
7. *Du mois d'août 2011 au mois de juin 2012, a négligé ou permis que soient négligés ses devoirs professionnels reliés à l'exercice de ses activités en n'ayant pas une tenue de dossier que l'on est en droit de s'attendre de la part d'un représentant en assurance de dommages, notamment en ne notant pas aux dossiers automobile et habitation de l'assurée M.P., les différentes communications téléphoniques, en n'ayant aucune confirmation écrite des instructions reçues, des conseils donnés et des décisions prises, le tout en contravention avec les articles 16, 85 et 86 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et le Code de déontologie des représentants en assurance de dommages, notamment les articles 9 et 37(1) dudit code.*

2013-07-01 (C)

PAGE : 3

L'intimé s'étant ainsi rendu passible pour les infractions ci-haut mentionnées des sanctions prévues à l'article 156 (c) du Code des professions.

[7] L'intimé a par la suite plaidé coupable à chacun des chefs de la plainte amendée et en conséquence, séance tenante, le Comité le déclara coupable des infractions reprochées.

II. Preuve sur sanction

[8] Les parties ont déposé de consentement mutuel les pièces P-1 à P-5 de même qu'une décision sur culpabilité du Comité de discipline de la ChAD rendue le 20 novembre 2006 concernant l'intimé sous la cote P-6¹.

[9] Le Comité a ensuite entendu le témoignage de M. Lucien.

[10] L'intimé explique ce qui suit au Comité :

- Il affirme qu'il a depuis mis en place des suivis plus serrés au niveau de ses dossiers;
- Il reconnaît ses torts et déclare qu'il vivait sous un niveau de stress élevé à l'époque;
- Il se fait maintenant des rappels sur une base hebdomadaire;
- Bien qu'il sache qu'il ne s'agit pas d'un moyen de défense, il relate que ce sont les souscripteurs d'Intact qui ont fait défaut de lui revenir pour la police locataire-occupant.

[11] M. Lucien termine en disant qu'il voudrait avoir le loisir de payer l'amende par versements échelonnés.

III. Recommandation commune

[12] M^e Leduc réitère au Comité que la sanction fera l'objet d'une recommandation commune des parties.

[13] En l'espèce, les parties suggèrent d'imposer à l'intimé l'amende minimale de 2 000 \$ sur chacun des chefs.

¹ *Chauvin c. Lucien*, 2006 CanLII 53738 (QC CDCHAD).

2013-07-01 (C)

PAGE : 4

[14] Quant aux frais, les parties ne soumettent pas de représentations spécifiques au Comité sur cette question.

IV. Analyse et décision

A) La recommandation commune

[15] Dans l'affaire *Gauthier*², le Tribunal des professions établit l'importance qu'un comité de discipline doit accorder aux recommandations communes des parties et leur procureur.

[16] Plus récemment, le Tribunal des professions répétait, dans l'affaire *Chan*³, la portée des recommandations communes et leur fonction importante dans le système disciplinaire.

[17] Suivant les enseignements de cette Cour, seules les recommandations communes déraisonnables, qui seraient contraires à l'intérêt public, inadéquates ou de nature à déconsidérer l'administration de la justice peuvent être écartées par un comité de discipline. Ce qui n'est évidemment pas le cas dans ce dossier.

[18] Dans les circonstances de cette affaire, le Comité considère que la suggestion commune des parties reflète adéquatement la gravité objective des infractions reprochées.

B) Décision

[19] La recommandation commune formulée par les parties sera entérinée sans réserve par le Comité.

[20] En effet, la recommandation commune prend en considération plusieurs facteurs atténuants dont l'intimé doit bénéficier, soit :

- L'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité à la première occasion;
- La prise de conscience de l'intimé quant à l'importance de ses obligations déontologiques;
- Le fait qu'à l'époque il subissait un niveau de stress élevé;
- La bonne foi de l'intimé et l'absence d'intention malhonnête;
- La mise en place par celui-ci de mesures adéquates de contrôle.

² *Gauthier c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2013 CanLII 82189 (QC TP).

³ *Chan c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2014 QCTP 5 (CanLII).

2013-07-01 (C)

PAGE : 5

[21] Quant aux frais, étant donné la consolidation de certains chefs et le retrait du chef n° 6, l'intimé sera uniquement condamné à la moitié des déboursés, le solde étant à la charge de la partie poursuivante.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé sur la plainte amendée;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n°1 pour avoir contrevenu à l'article 37 (1) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n° 2 pour avoir contrevenu à l'article 37 (4) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n° 5 pour avoir contrevenu à l'article 37 (6) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n° 7 pour avoir contrevenu à l'article 37 (1) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages;

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures à l'égard de toutes les autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien desdits chefs d'accusation;

IMPOSE à l'intimé les sanctions suivantes :

Chef n° 1 : Une amende de 2 000 \$;

Chef n° 2 : Une amende de 2 000 \$;

Chef n° 5 : Une amende de 2 000 \$;

Chef n° 7 : Une amende de 2 000 \$;

CONDAMNE l'intimé au paiement de la moitié des déboursés considérant la consolidation des chefs et le retrait du chef n° 6;

2013-07-01 (C)

PAGE : 6

ACCORDE à l'intimé jusqu'au 31 mars 2015 pour acquitter le montant de l'amende et des déboursés.

M^e Daniel M. Fabien, avocat
Président du Comité de discipline

Mme Francine Normandin, C. d'A, Ass.,
courtier en assurance de dommages
Membre

M. Philippe Jones, courtier en assurance de
dommages
Membre

M^e Claude G. Leduc
Procureur de la partie plaignante

M^e Sonia Paradis
Procureur de la partie intimée

Date d'audience: 4 février 2014

COMITÉ DE DISCIPLINE
CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : 2013-10-03 (E)

DATE : 29 avril 2014

LE COMITÉ : M ^e Daniel M. Fabien, avocat	Président
Mme Éline Savard, L.L.B., FPAA, expert en sinistre	Membre
M. Claude Gingras, expert en sinistre	Membre

SYLVIE POIRIER, ès qualités de syndic *ad hoc* de la Chambre de l'assurance dommages
Partie plaignante

c.

SÉBASTIEN TURGEON, expert en sinistre (5A)
Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le 20 mars 2014, le présent Comité se réunissait pour entendre l'audition de la plainte n° 2013-10-03 (E) à l'encontre de l'intimé Sébastien Turgeon.

[2] Le syndic *ad hoc*, M^e Sylvie Poirier, était présente et l'intimé, lui aussi présent, se représentait seul.

[3] Dès le commencement, le procureur de la plaignante informa le Comité que l'intimé entendait plaider coupable aux deux (2) chefs de la plainte amendée et que les parties auraient une recommandation commune sur sanction à soumettre au Comité.

2013-10-03 (E)

PAGE : 2

[4] Toutefois, comme nous le verrons plus loin, l'intimé se raviserait durant l'audition et il y aurait recommandation commune uniquement sur le chef n° 1.

I. La plainte et le plaidoyer de culpabilité

[5] L'intimé fait face à deux (2) chefs d'accusation, à savoir :

1. *À Québec ou ses environs, entre le 17 janvier 2008 et le 20 mai 2010, a agi comme expert en sinistres en assurance de dommages des entreprises, une catégorie de discipline pour laquelle il ne détenait pas la certification requise, le tout en contravention avec les articles 13 et 16 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, l'article 9 al. 2 [devenu 10 al. 1] du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant [Décision 99.07.08, 99-07-06, c. D-9.2, r. 7], et les articles 2 et 28 [devenus 2 et 26] du Code de déontologie des experts en sinistre [c. D-9.2, r. 1.02];*
2. *À Québec ou ses environs, entre le 17 janvier 2008 et le 20 mai 2010, a utilisé le titre «expert en sinistres» sans être titulaire d'un certificat l'y autorisant, en contravention avec les articles 12, 16 et 44 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et l'article 110 [devenu l'article 9 al. 1] du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant [Décision 99.07.08, 99-07-06, c. D-9.2, r. 7];*

L'intimé s'étant ainsi rendu passible pour les infractions ci-haut mentionnées des sanctions prévues à l'article 156 (c) du Code des professions.

[6] Questionné par le président du Comité, l'intimé a reconnu les faits mentionnés à la plainte et enregistré un plaidoyer de culpabilité sur les deux (2) chefs. En conséquence, le Comité a pris acte de son plaidoyer et, séance tenante, l'intimé fut déclaré coupable des infractions reprochées.

II. Preuve sur sanction

[7] Les parties ont déposé de consentement mutuel les pièces ST-1 à ST-19 sous la cote P-1 en liasse, sauf quant à la pièce ST-9, à laquelle l'intimé s'objectait.

[8] Ces pièces, particulièrement celles numérotées ST-7, ST-8 et ST-19 démontrent que l'intimé aurait agi dans plusieurs dossiers d'entreprises pendant une période d'environ deux (2) ans, alors qu'il ne détenait pas la certification requise pour le faire. La majorité des dossiers traités étaient des « dossiers route ».

2013-10-03 (E)

PAGE : 3

[9] Le nombre de dossiers dans lesquels l'intimé aurait œuvré reste indéterminé. La preuve documentaire ne révèle pas avec suffisamment de certitude quel serait le nombre exact de dossiers d'entreprises traités par l'intimé.

[10] Le Comité a aussi entendu le témoignage de M. Turgeon.

[11] L'intimé déclare ce qui suit au Comité :

- Il affirme qu'en 2007, il est embauché par M. Pierre Boulianne de la firme CGI, laquelle deviendra par la suite Indemnipro;
- Il se fait offrir plusieurs avantages par son employeur, ce qui rend l'offre intéressante;
- Il se fait remettre des dossiers en assurance de dommages des entreprises par son employeur;
- Il se fait représenter par son ami et supérieur, M. Réal Dubois, qu'il peut travailler dans des dossiers d'entreprises si ses rapports sont contresignés par un expert en sinistre certifié en entreprises;
- Il dit qu'il faisait confiance à M. Dubois;
- Il se fait également rassurer par M. Boulianne, qui lui aurait dit que « la ChAD et l'AMF étaient pour passer outre » et de ne pas s'en faire, que son employeur était « pour le backer »;
- Il raconte qu'en décembre 2012, il perd confiance en M. Boulianne;
- Il avoue qu'il a commis une erreur en tardant de faire des vérifications afin de s'assurer du bien fondé des représentations de son employeur;
- Quant à l'utilisation du titre « expert en sinistre », il mentionne que l'utilisation de cette expression était imposée par son employeur et que ce dernier était seul à avoir un droit de regard sur la papeterie, etc;
- Il relate que depuis 2010, il travaille pour Desjardins et qu'il a maintenant sa certification en entreprise (5A);
- Il termine en expliquant au Comité qu'il a obtenu un courriel de M. Richard Verreault d'Indemnipro dans lequel ce dernier promet que son

2013-10-03 (E)

PAGE : 4

employeur prendra en charge les amendes et déboursés qui pourraient lui être imposés;

- En contre-interrogatoire, il reconnaît que la situation l'inquiétait et que par l'entremise de sa conjointe, il a communiqué avec l'AMF afin de s'enquérir sur la question à savoir s'il pouvait œuvrer en assurance de dommages d'entreprises malgré son statut, ce à quoi on lui aurait répondu par la négative;
- Par la suite, il aurait cessé d'accepter des dossiers d'entreprises.

[12] M. Turgeon termine son témoignage en disant qu'il trouve qu'une réprimande serait plus appropriée sur le chef n° 2.

III. Représentations sur sanctions

[13] M^e Poirier explique au Comité que la sanction sur le chef n° 1 fera l'objet d'une recommandation commune des parties et quant au chef n° 2, les parties ne s'entendent pas.

[14] Les parties s'entendent pour que les déboursés soient assumés par l'intimé.

IV. Analyse et décision

A) La recommandation commune sur le chef n° 1

[15] Récemment, le Tribunal des professions dans l'affaire *Chan*¹, expliquait quelle était la portée des recommandations communes et leur fonction importante dans le système disciplinaire.

[16] Suivant ce jugement, seules les recommandations communes déraisonnables, qui seraient contraires à l'intérêt public, inadéquates ou de nature à déconsidérer l'administration de la justice peuvent être écartées par un comité de discipline.

[17] Dans les circonstances de cette affaire, le Comité considère que la suggestion commune des parties sur le chef n° 1 reflète adéquatement la gravité objective de l'infraction reprochée.

¹ *Chan c. Médecins (Ordre professionnel des)*, 2014 QCTP 5 (CanLII).

2013-10-03 (E)

PAGE : 5

[18] La certification en entreprises constitue une norme qui vise à protéger le public en imposant au professionnel une certification et compétence propres à l'assurance de dommages des entreprises.

B) Les représentations des parties sur le chef n° 2

[19] En l'espèce, et quant au chef n° 2, le syndic *ad hoc* suggère l'amende minimale et l'intimé une réprimande.

[20] Dans les circonstances propres de cette affaire, le Comité est d'avis qu'une réprimande serait plus appropriée.

[21] Pour en venir à une telle conclusion, le Comité se fonde sur la décision rendue séance tenante le 10 mars 2014 par le Comité présidée par M^e de Niverville dans l'affaire *Messier*².

[22] Dans cette affaire, l'intimé faisait face au même chef d'accusation, soit d'avoir utilisé le titre « expert en sinistre » sans être titulaire d'un certificat l'autorisant. Compte tenu de la similitude entre les faits de cette dernière affaire et celle dont le Comité est présentement saisi, et même si cette décision du Comité ne constitue pas un précédent, le Comité retiendra la suggestion de l'intimé et lui imposera une réprimande.

C) Décision

[23] La recommandation commune formulée par les parties sur le chef n° 1 sera entérinée sans réserve par le Comité et la sanction sur le chef n° 2 sera une réprimande.

[24] Le principe voulant que «chaque cas est un cas d'espèce»³ s'applique intégralement dans le présent dossier et le Comité est d'opinion que la sanction dans les circonstances est taillée sur mesure pour l'intimé.

[25] En effet, cette sanction prend en considération plusieurs facteurs atténuants dont l'intimé doit bénéficier, notamment :

- Son lien de subordination avec la personne qui lui assignait lesdits dossiers;
- Le fait que les dossiers d'entreprises lui étaient imposés;

² *Poirier c. Messier*, 2014-01-01 (E), procès-verbal du 10 mars 2014.

³ *Pigeon c. Daigneault*, 2003 CanLII 32934 (QC CA), au para 37.

2013-10-03 (E)

PAGE : 6

- Bien qu'il était préoccupé par cette situation, il se faisait rassurer par messieurs Boulianne et Dubois;
- Suite à la vérification auprès de l'AMF, il aurait cessé d'agir en assurance des entreprises;
- La prise de conscience de l'intimé quant à l'importance de ses obligations déontologiques;
- La bonne foi de l'intimé, l'absence d'intention malhonnête et sa volonté de s'amender;
- Le dépôt d'un plaidoyer de culpabilité à la première occasion;
- L'obtention d'une certification (5A) par l'intimé;
- Sa collaboration au processus disciplinaire;
- Son absence d'antécédent disciplinaire.

[26] Quant aux frais, ceux-ci seront assumés par l'intimé.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n°1 pour avoir contrevenu à l'article 13 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*;

DÉCLARE l'intimé coupable du chef n° 2 pour avoir contrevenu à l'article 44 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*;

PRONONCE un arrêt conditionnel des procédures à l'égard de toutes les autres dispositions législatives et réglementaires alléguées au soutien desdits chefs d'accusation;

2013-10-03 (E)

PAGE : 7

IMPOSE à l'intimé les sanctions suivantes :

Chef n° 1 : Une amende de 2 000 \$;

Chef n° 2 : Une réprimande;

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés;

ACCORDE à l'intimé, un délai de 30 jours pour acquitter le montant de l'amende et des déboursés, calculé à compter du 31e jour suivant la signification de la présente décision.

M^e Daniel M. Fabien, avocat
Président du Comité de discipline

Mme Élane Savard, L.L.B., FPAA, expert en
sinistre
Membre

M. Claude Gingras, expert en sinistre
Membre

M^e Sylvie Poirier
Procureur de la partie plaignante

M. Sébastien Turgeon (personnellement)
Partie intimée

Date d'audience: 20 mars 2014

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

3.8.1 Dispenses

DÉCISION N° : 2014-SACD-10009062

Le 7 février 2014

**DANS L'AFFAIRE DE
LA LÉGISLATION EN VALEURS MOBILIÈRES
DU QUÉBEC (le « territoire »)**

ET

**DU TRAITEMENT DES DEMANDES DE
DISPENSES DANS PLUSIEURS TERRITOIRES**

ET

**DE LA
BANQUE ROYALE DU CANADA (le « déposant »)**

DÉCISION

Contexte

L'autorité principale du territoire a reçu du déposant une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire de l'autorité principale (la « législation ») lui accordant une dispense de l'exigence d'inscription à l'égard de certaines activités de commercialisation, de recommandation et d'administration du déposant dans le cadre des activités d'acceptation de dépôts de sa filiale en propriété exclusive, RBC Bank (Georgia), N.A., auprès de résidents du Canada (collectivement, les « dispenses souhaitées »).

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demande sous le régime de passeport) :

- a) l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») est l'autorité principale pour la présente demande;
- b) le déposant a donné avis qu'il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans toutes les autres provinces et tous les autres territoires du Canada, sauf l'Ontario (collectivement avec le Québec, les « territoires »).

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et le *Règlement 11-102* ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Dans la présente décision, les termes qui suivent ont le sens qui leur est attribué ci-après :

« Loi » désigne la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec);

« Loi sur les banques » désigne la *Loi sur les banques* (Canada);

« FDIC » désigne la Federal Deposit Insurance Corporation des États-Unis;

« FRB » désigne le Federal Reserve Board des États-Unis;

« OCC » désigne l'Office of the Comptroller of Currency des États-Unis;

« BSIF » désigne le Bureau du surintendant des institutions financières;

« RBC » désigne la Banque Royale du Canada;

« RBC Georgia » désigne RBC Bank (Georgia), N.A.;

« exigences d'inscription » désigne les dispositions de l'article 148 de la Loi, et les dispositions équivalentes de la législation en valeurs mobilières d'un autre territoire que celui de l'autorité principale, qui interdisent à une personne ou à une société de s'adonner à des opérations sur un titre, d'agir à titre de courtier ou de conseiller quiconque à l'égard d'un placement dans des titres ou d'un achat ou d'une vente de titres, dans chaque cas au sens de la Loi, à moins que la personne ou la société ne satisfasse aux exigences applicables de l'article 148 de la Loi (et aux exigences équivalentes de la législation en valeurs mobilières d'un autre territoire que celui de l'autorité principale);

« comptes de dépôts en dollars américains » désigne les comptes de chèque et d'épargne ouverts par RBC Georgia pour l'acceptation de dépôts en dollars américains.

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

- 1 RBC est une banque de l'annexe I en vertu de la Loi sur les banques.
- 2 RBC Georgia est une filiale en propriété exclusive directe de RBC et une banque nationale des États-Unis reconnue par l'OCC en vertu de la *National Bank Act* des États-Unis.
- 3 RBC Georgia est l'entité issue d'une fusion entre RBC Bank Georgia, banque de carte de crédit à vocation limitée de la Géorgie, et First Gulf Bank, N.A., association bancaire nationale.
- 4 RBC Georgia s'adonne à des activités bancaires aux États-Unis et offre des dépôts de détail et des produits et services de crédit de détail, dont de cartes de crédit et de prêts hypothécaires, à des clients canadiens aux États-Unis.
- 5 L'autorité fédérale principale de RBC Georgia est l'OCC. RBC Georgia est également membre du Federal Reserve System des États-Unis et est assujettie à la surveillance réglementaire du FRB. L'OCC et le FRB sont des autorités créées en vertu des lois fédérales des États-Unis.
- 6 RBC Georgia est assujettie en permanence à la supervision, à l'examen et à l'audit bancaire de l'OCC. RBC Georgia doit déposer des rapports périodiquement auprès de l'OCC et du FRB concernant ses activités et sa situation financière. De plus, RBC Georgia doit obtenir l'approbation de l'OCC avant de conclure certaines opérations, comme des fusions avec d'autres institutions financières ou des acquisitions d'autres institutions financières. L'OCC a obtenu un pouvoir élargi lui permettant de remplir ses obligations de supervision et de mise en application. Il exerce ce pouvoir dans le cadre des examens périodiques de la conformité de RBC Georgia à différentes exigences réglementaires, dont les exigences de capital minimum et de

- communication avec les consommateurs, et pour créer des politiques concernant le classement des actifs et l'établissement de réserves pour prêts irrécouvrables répondant aux exigences réglementaires.
- 7 Par conséquent, RBC Georgia est assujettie à un mécanisme rigoureux de réglementation et de supervision aux États-Unis qui, de l'avis du déposant, se compare au cadre réglementaire régissant les banques de l'annexe I et de l'annexe II de la Loi sur les banques et aux responsabilités de supervision du BSIF.
 - 8 De plus, les dépôts tenus par RBC Georgia sont garantis par la FDIC en vertu de la *Federal Deposit Insurance Act* des États-Unis, dans sa version modifiée, et des règlements pris en vertu de cette loi, jusqu'à concurrence de 250 000 \$ US, à l'heure actuelle, par client (les dépôts qui appartiennent au même client peuvent être regroupés aux fins du calcul de cette limite). RBC Georgia et d'autres institutions de dépôt visées par la garantie fédérale des États-Unis doivent verser des primes à l'égard de cette assurance-dépôt. L'assurance-dépôt de la FDIC est garantie par le Treasury Department des États-Unis.
 - 9 RBC Georgia souhaiterait offrir des comptes de dépôts en dollars américains et des services connexes à des résidents du Canada (les « clients canadiens »).
 - 10 Les comptes de dépôts en dollars américains seraient commercialisés au Canada par RBC auprès des clients canadiens de RBC, y compris par l'entremise des succursales canadiennes et des sites Web de RBC.
 - 11 De plus, les employés de RBC peuvent prendre des mesures à l'interne pour aider des clients canadiens à ouvrir des comptes de dépôts en dollars américains aux États-Unis (les « activités administratives »), lesquelles seraient de nature opérationnelle et administrative, notamment remettre aux clients canadiens qui souhaitent ouvrir un compte de dépôts en dollars américains les documents d'ouverture de compte nécessaires ou les référer à l'équipe de vente de RBC Georgia.
 - 12 Dans la mesure permise par la Loi sur les banques, RBC peut s'adonner à d'autres activités de référence (les « arrangements de référence ») et pourrait, dans le futur, s'impliquer davantage dans la relation entre RBC Georgia et ses clients. RBC pourrait recevoir une rémunération ou verser une rémunération à ses employés dans le cadre de ces activités conformément aux politiques et pratiques bancaires de RBC. Avant l'ouverture d'un compte de dépôts en dollars américains, RBC Georgia ou RBC divulgueraient l'arrangement de référence, y compris le mode de calcul de la rémunération découlant de l'arrangement de référence, au client canadien.
 - 13 Bien que RBC Georgia soit une filiale directe de RBC qui s'adonne à des activités bancaires aux États-Unis, elle ne constitue pas une banque de l'annexe I, de l'annexe II ou de l'annexe III de la Loi sur les banques et les comptes de dépôts en dollars américains constituent donc des titres aux fins de la législation.
 - 14 L'offre de comptes de dépôts en dollars américains par RBC Georgia à des clients canadiens au Canada constitue un placement de titres qui serait assujetti à l'exigence de prospectus et constituerait une activité d'opérations sur des titres, et de consultation sur leur placement, et une activité de courtage, ce qui ferait en sorte que RBC Georgia soit assujettie à l'exigence d'inscription.
 - 15 La mise en marché, les arrangements de référence et les activités administratives de RBC auprès des clients canadiens dans le cadre des comptes de dépôts en dollars américains constitueraient des gestes visant la réalisation d'une opération aux fins de la Loi et feraient en sorte que les déposants soient assujettis à l'exigence d'inscription.

- 16 Les comptes de dépôts en dollars américains seraient ouverts conformément aux lois des États-Unis applicables, y compris les lois applicables en matière de recyclage de l'argent et de protection des consommateurs.
- 17 Les comptes de dépôts en dollars américains seraient garantis par la FDIC jusqu'à concurrence du montant de couverture applicable accordé par la FDIC pour les dépôts.
- 18 Les comptes de dépôts en dollars américains offerts aux clients canadiens ne contreviendraient à aucune loi fédérale ou provinciale canadienne en matière d'acceptation de dépôt ni à une disposition de la Loi sur les banques.
- 19 Les comptes de dépôts en dollars américains qui sont offerts aux clients canadiens seraient visés par la même autorité et supervision de l'OCC et du FRB que les comptes de dépôts en dollars américains qui seraient offerts aux résidents des États-Unis.
- 20 À la connaissance du déposant, le déposant n'a contrevenu à aucune loi en matière de valeurs mobilières dans un territoire, sauf en ce qui concerne certaines activités entreprises par inadvertance décrites aux paragraphes 0 à 0 ci-dessus.

Décision

L'autorité principale estime que la décision respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la prendre.

La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est d'accorder la dispense souhaitée aux conditions suivantes :

- a) RBC Georgia demeure assujettie à l'autorité, l'examen et la supervision de l'OCC et/ou du FRB;
- b) les comptes de dépôts en dollars américains sont garantis par la FDIC jusqu'à concurrence des limites applicables en vertu des règles de la FDIC, sans égard au lieu de résidence ou à la citoyenneté du titulaire du compte de dépôts en dollars américains;
- c) les détails de la couverture d'assurance de la FDIC à l'égard des comptes de dépôts en dollars américains doivent être communiqués à chaque titulaire éventuel d'un compte de dépôts en dollars américains avant l'ouverture du compte;
- d) avant que le compte de dépôts en dollars américains soit ouvert ou que le dépôt initial y soit versé, RBC Georgia ou RBC doit informer le client canadien des arrangements de référence conclus entre RBC Georgia et RBC concernant le compte de dépôts en dollars américains, y compris le mode de calcul de la rémunération que reçoit RBC, le cas échéant, découlant de l'arrangement de référence.

Eric Stevenson

Surintendant de l'assistance aux clientèles et de l'encadrement de la distribution

3.8.2 Exercice d'une autre activité

Aucune information.

3.8.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

Aucune information.

3.8.4 Autres

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Fonds d'assurance-dépôts
 - 4.6 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Aucune information.

4.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Mise à jour par l'Autorité des marchés financiers du Guide de l'actuaire concernant la production du rapport sur la situation financière actuelle et prévue des assureurs de personnes

Cet avis s'adresse aux assureurs de personnes à charte du Québec assujettis à la *Loi sur les assurances*, RLRQ., c. A-32 (la « Loi ») ainsi qu'à leurs actuaires désignés.

Conformément à l'article 298.13 de la Loi, ces actuaires doivent préparer, avant la fin de chaque exercice financier, une étude sur la situation financière actuelle de l'assureur. En vertu de ce même article, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») demande que cette étude porte également sur la situation financière prévue de l'assureur et décrivent les répercussions financières qui pourraient découler de ses activités.

Dans le but d'aider l'actuaire désigné à produire le rapport découlant de cette étude, l'Autorité publie annuellement un guide afin de préciser ses attentes.

À cet effet, l'Autorité a mis à jour le guide suivant :

Guide de l'actuaire concernant la production du rapport sur la situation financière actuelle et prévue des assureurs de personnes (incluant le fichier Excel à transmettre).

Ce guide, tel que mis à jour, vise la préparation du rapport sur la situation financière actuelle et prévue des assureurs de personnes devant être transmis à l'Autorité **avant le 31 décembre 2014**. Ce rapport doit être basé sur les résultats audités de l'assureur au **31 décembre 2013**.

Disponibilité du guide sur le site Web de l'Autorité

Ce guide, tel que mis à jour, est disponible dans la section suivante du site Web de l'Autorité :

Assurance de personnes / Guide de l'actuaire (Partie C - Rapport sur la situation financière) : <http://www.lautorite.qc.ca/fr/guide-actuaire-pro.html>

Un tableau Excel présentant les principales modifications apportées au guide est également disponible à cet endroit sur le site Web de l'Autorité.

Dépôt électronique des documents et sanctions administratives

Pour plus de détails concernant les documents et renseignements à fournir à l'Autorité, le dépôt électronique des documents et les sanctions administratives qui s'appliquent, veuillez consulter l'avis suivant également disponible sur le site Web de l'Autorité :

Avis de l'Autorité relatif au dépôt de l'état annuel et autres documents pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2013 - Assureurs de personnes détenteurs d'un permis au Québec.
<http://www.lautorite.qc.ca/fr/etats-financiers-pers-pro.html>

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

M. Éric Lacasse

Direction principale de la surveillance des assureurs et du contrôle du droit d'exercice

Autorité des marchés financiers

Téléphone : 418 525-0337, poste 4523

Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4523

Courriel : eric.lacasse@lautorite.qc.ca

Le 15 mai 2014

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DE PERMIS DES ASSUREURS, DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ET DES STATUTS DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS

5.4.1 Assureurs

AXA Assurances inc.

Avis d'annulation de permis
Loi sur les assurances, c. A-32

Avis est donné, par la présente, que l'Autorité des marchés financiers a annulé le permis d'assureur d'AXA Assurances inc. en conformité avec la Loi sur les assurances, c. A 32.

L'annulation du permis de l'assureur fait suite à sa dissolution survenue le 31 mars 2014.

Le 30 novembre 2013, l'actionnaire unique d'AXA Assurances inc., Intact Corporation financière, a adopté une résolution décrétant la mise en liquidation volontaire d'AXA Assurances inc. Le permis de l'assureur était sans effet depuis cette date.

La liquidation d'AXA Assurances inc. a été réalisée par une convention de cession générale des biens conclue entre Intact Compagnie d'assurance et AXA Assurances inc. en date du 1er janvier 2014.

Le siège de l'assureur était situé au 2020, rue University, bureau 700, Montréal (Québec) H3A 2A5.

Fait le 15 mai 2014

Autorité des marchés financiers

Compagnie d'Assurance Arch

Avis d'annulation de permis
Loi sur les assurances, c. A-32

Avis est donné, par la présente, que l'Autorité des marchés financiers a annulé en date du 9 mai 2014 le permis d'assureur de Compagnie d'Assurance Arch en conformité avec la Loi sur les assurances, c. A 32.

Cette annulation est effectuée à la suite du transfert de la totalité des actifs et passifs de Compagnie d'assurance Arch à Arch Assurance Canada Ltée.

Le siège de l'assureur était situé au 300 Plaza Three, 3rd Floor, Jersey City, New Jersey, U.S.A., 07311.

À partir du 9 mai 2014, la Compagnie d'Assurance Arch n'est plus autorisée à exercer, au Québec, ses activités dans le domaine des assurances.

Fait le 15 mai 2014

Autorité des marchés financiers

5.4.2 Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne

Aucune information

5.4.3 Coopératives de services financiers

Aucune information

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Agréments et autorisations de mise en marché de dérivés
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Décision générale de dispense de l'obligation de déclarer prévue au Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés

Le 10 avril 2014, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont annoncé par voie de communiqué de presse le report de la mise en œuvre de l'obligation de déclaration des opérations sur dérivés de gré à gré au 31 octobre 2014 pour les chambres de compensation et les courtiers, et au 30 juin 2015 pour tous les autres participants aux marchés des dérivés de gré à gré.

Le 17 avril 2014, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a publié un avis annonçant son intention de formaliser ce changement en publiant une dispense générale qui prendrait effet le 2 juillet 2014.

La décision n° 2014-PDG-0051 a été prononcée le 13 mai 2014 et est publiée dans la section 6.10 du présent bulletin.

En outre, l'Autorité souhaite réitérer son intention de maintenir un régime harmonisé pancanadien de surveillance et de déclaration sur les marchés des dérivés de gré à gré, notamment en ce qui a trait aux opérations préexistantes qui devront être déclarées. L'Autorité étudie actuellement la possibilité de proposer des modifications au *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés* à cet effet. Le cas échéant, un projet de règlement sera publié pour commentaires. L'Autorité invite donc les personnes intéressées à consulter régulièrement son Bulletin.

Le 15 mai 2014

Décision générale relative à la transmission d'un aperçu du fonds en vertu d'un programme de souscription préautorisée

La décision n° 2014-PDG-0052 a été prononcée le 13 mai 2014. L'objectif de cette décision est de reconduire l'effet, à compter du 13 juin 2014, de la décision n° 2006 PDG-0022 à des conditions similaires.

Les dispositions de cette décision sont harmonisées avec les nouvelles dispositions réglementaires qui entreront en vigueur le 13 juin 2014 et qui prévoient la transmission de l'aperçu du fonds afin de satisfaire à l'obligation actuelle, en vertu de la législation en valeurs mobilières, de transmettre le prospectus dans les deux jours suivant la souscription de titres d'OPC.

En vertu de la décision n° 2014-PDG-0052, tous les courtiers sont dispensés de l'obligation de transmettre l'aperçu du fonds en vigueur et toute modification à ce dernier dans le cadre des souscriptions de titres d'organismes de placement collectif par l'entremise d'un programme de souscription préautorisée, à l'exception de la première souscription effectuée par le souscripteur, selon certaines conditions.

La décision n° 2014-PDG-0052 est publiée dans la section 6.10 du présent bulletin.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Geneviève Guay
Analyste, Direction des fonds d'investissement
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4476
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4476
genevieve.guay@lautorite.qc.ca

Le 15 mai 2014

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Avis de consultation

Règlement modifiant le Règlement 23-101 sur les règles de négociation

(Voir section 7.2 du présent bulletin)

6.2.2 Publication

Aucune information.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
----------	--------------	------------------	----------------

Aucune information

6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 Loi sur les valeurs mobilières et 271.14 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
CLERMONT, ANTOINE	HYBRID PAYTECH WORLD INC.	20140009146-1	2014-05-08	3 800,00 \$
LEHMAN, ERIC RALPH	LES VETEMENTS DE SPORT GILDAN INC.	20140009143-1	2014-05-08	600,00 \$
LEROLLE, OLIVIER	DIAGNOS INC.	20140009144-1	2014-05-08	300,00 \$

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
MONTY, JEAN CLAUDE	CORPORATION FIERA CAPITAL	20140009145-1	2014-05-08	5 000,00 \$
PATERSON, G. SCOTT	LABORATOIRES ENGAGEMENT INC.	20140009142-1	2014-05-08	2 400,00 \$

6.4.3 - Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
Aucune information				

6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
-----------------	----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

American Natural Energy Corporation

Interdit à American Natural Energy Corporation et à ses porteurs de titres, aux courtiers et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur parce que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers annuels audités, son rapport de gestion annuel et ses attestations annuelles de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 prévues au Règlement 51-102 et au Règlement 52-109.

L'interdiction est prononcée le 14 mai 2014.

Décision n°: 2014-FIIC-0114

Times Three Wireless Inc.

Interdit à Times Three Wireless Inc. et à ses porteurs de titres, aux courtiers et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur parce que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers annuels audités, son rapport de gestion annuel et ses attestations annuelles de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 prévues au Règlement 51-102 et au Règlement 52-109.

L'interdiction est prononcée le 9 mai 2014.

Décision n°: 2014-FIIC-0108

6.5.2 Révocations d'interdiction

Hybrid Paytech World Inc.

Révoque la décision 2014-FIIC-0097, prononcée le 2 mai 2014, adressée à Hybrid Paytech World Inc. et à ses porteurs de titres, à tous les courtiers et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, affectant les opérations sur les valeurs de l'émetteur parce que celui-ci a déposé ses états financiers annuels audités, son rapport de gestion annuel et ses attestations annuelles de l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

La révocation est prononcée le 14 mai 2014.

Décision n°: 2014-FIIC-0110

Hybrid Paytech World Inc.

Révoque la décision d'interdiction 2014-FIIC-0068, prononcée le 7 avril 2014, limitée à 9136-2574 Québec Inc., Anton Investments Inc., Bruce Donald Baillio, Massimo Barone, Louis Bélanger-Martin, Stéphane Boisvert, Antoine Clermont, Paolo Continelli, Francesco (Frank) Di Tomaso, Edwin Lun, Pierre McMaster, Franco Pacetti, Matteo Pasquale, Joseph Trombino et Variance Strategy LLC d'effectuer, directement ou indirectement, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de Hybrid Paytech World Inc. parce que celui-ci s'est conformé aux obligations de la réglementation applicable.

La révocation est prononcée le 14 mai 2014.

Décision n°: 2014-FIIC-0111

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Dividend 15 Split Corp.	12 mai 2014	Ontario
FNB d'obligations à rendement élevé à court terme First Trust	13 mai 2014	Ontario
Portefeuille NEI Éthique Sélect revenu Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI Fonds Macro de répartition d'actifs canadiens NordOuest NEI Fonds tactique de rendement NordOuest NEI Fonds de dividendes américains NordOuest NEI Fonds de dividendes mondial Éthique NEI	13 mai 2014	Ontario
Vanguard FTSE All-World ex Canada Index ETF Vanguard FTSE Developed Asia Pacific Index ETF Vanguard FTSE Developed Europe Index ETF Vanguard Global ex-U.S. Aggregate Bond Index ETF (CAD-hedged) Vanguard U.S. Aggregate Bond Index ETF (CAD-hedged)	12 mai 2014	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds Desjardins Revenu à taux variable (parts de catégories A, I, C et F)	7 mai 2014	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador - Territoires du Nord-Ouest - Yukon - Nunavut
Altius Minerals Corporation	7 mai 2014	Ontario
Australian REIT Income Fund (Bons de souscription, parts de la catégorie A et F)	7 mai 2014	Ontario
Catégorie d'actions canadiennes Jov	9 mai 2014	Ontario
CC&L Core Income and Growth Fund (parts de série A, de série C et de série F)	8 mai 2014	Ontario
Fonds d'actions de revenu et de croissance CC&L (parts de série A et de série F)		
Fonds Global Alpha CC&L (parts de série A et de série F)		
Fonds d'obligations à haut rendement CC&L (parts de série A, de série F et de série I)		
Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD (parts de série A et de série T)	12 mai 2014	Ontario
Fonds de placement immobilier Crombie	13 mai 2014	Nouvelle-Écosse

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds du marché monétaire imaxx Fonds d'obligations canadiennes imaxx Fonds canadien à versement fixe imaxx Fonds d'actions canadiennes de croissance imaxx Fonds canadien de dividendes imaxx Fonds d'actions mondiales de croissance imaxx	13 mai 2014	Ontario
Fonds G5 20 2039 T2 CI (parts des catégories A, F et O)	12 mai 2014	Ontario
Fonds G5 20i 2034 T2 CI (parts des catégories A, F et O)	12 mai 2014	Ontario
Middlefield Canadian Dividend Growth Class Middlefield Income Plus Class Middlefield High Yield Class (<i>auparavant, Middlefield Canadian High Yield Class</i>) Middlefield Short-Term Income Class Middlefield Global Agriculture Class Middlefield Groppe Tactical Energy Class (<i>auparavant, Groppe Tactical Energy Class</i>) Middlefield Real Estate Class (<i>auparavant, ActiveIndex REIT Class</i>) Middlefield US Dividend Growth Class Middlefield Global Dividend Growers Class Middlefield Resource Class Middlefield Global Infrastructure Fund	13 mai 2014	Alberta
NorthWest International Healthcare Properties Real Estate Investment Trust	13 mai 2014	Ontario
Portefeuille canadien du marché monétaire BMO Harris Portefeuille canadien d'obligations à court terme BMO Harris Portefeuille canadien d'obligations à moyen terme BMO Harris	8 mai 2014	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Portefeuille canadien d'obligations d'entreprise BMO Harris		
Portefeuille de revenu diversifié BMO Harris		
Portefeuille canadien d'actions à revenu BMO Harris		
Portefeuille canadien d'actions de valeurs sûres BMO Harris		
Portefeuille canadien d'actions de croissance BMO Harris		
Portefeuille canadien spécial de croissance BMO Harris		
Portefeuille américain d'actions BMO Harris		
Portefeuille américain de croissance BMO Harris		
Portefeuille spécial d'actions américaines BMO Harris		
Portefeuille international d'actions BMO Harris		
Portefeuille d'actions des marchés émergents BMO Harris		
Portefeuille canadien EdgePoint	12 mai 2014	Ontario
Portefeuille mondial EdgePoint		
Portefeuille canadien de fonds de revenu et de croissance EdgePoint		
Portefeuille mondial de fonds de revenu et de croissance EdgePoint		
Tradex Fonds d'obligations	12 mai 2014	Ontario
Tradex Fonds d'actions Limitée		
Tradex Fonds d'actions mondiales		

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Stornoway Diamond Corporation	7 mai 2014	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador
Catégorie capital d'obligations RBC Catégorie capital d'obligations à rendement global Phillips, Hager & North Catégorie capital d'obligations à rendement élevé RBC Catégorie prudence élevée sélect RBC Catégorie prudence sélect RBC Catégorie équilibrée sélect RBC Catégorie de croissance sélect RBC Catégorie de croissance dynamique sélect RBC	8 mai 2014	Ontario
Catégorie de société américaine Synergy (actions des catégories A, AT8, E, F, I, IT8 et O)	7 mai 2014	Ontario
Dividend 15 Split Corp.	13 mai 2014	Ontario
First Asset Canadian Dividend Opportunity Fund	12 mai 2014	Ontario
First Asset Global Dividend Fund First Asset Canadian Convertible Bond Fund First Asset REIT Income Fund First Asset Utility Plus Fund First Asset Canadian Energy Convertible	12 mai 2014	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Debenture Fund		
Fonds Fidelity Stratégies et tactiques	13 mai 2014	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque de Montréal	9 mai 2014	5 avril 2013
Banque de Montréal	9 mai 2014	5 avril 2013
Banque Nationale du Canada	8 mai 2014	8 juin 2012
Banque Nationale du Canada	8 mai 2014	8 juin 2012
Banque Nationale du Canada	8 mai 2014	8 juin 2012
Banque Nationale du Canada	12 mai 2014	8 juin 2012
Banque Royale du Canada	1 ^{er} mai 2014	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	1 ^{er} mai 2014	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	1 ^{er} mai 2014	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	1 ^{er} mai 2014	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	1 ^{er} mai 2014	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	2 mai 2014	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	2 mai 2014	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	2 mai 2014	20 décembre 2013

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Royale du Canada	2 mai 2014	20 décembre 2013
Financière Sun Life inc.	8 mai 2014	16 avril 2013
La Banque Toronto-Dominion	7 mai 2014	11 juin 2012
Pattern Energy Group Inc.	8 mai 2014	5 mai 2014

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (« Règlement 45-106 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Nombre et type de titres émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteurs QC / Hors QC		Dispense invoquée (Règlement 45-106)
9208-9887 Québec Inc.	2014-03-28	1 action privilégiée	20 000 \$	1	0	2.30
Agility Health, Inc.	2014-03-20	2 791 302 actions ordinaires et 249 280 bons de souscription de l'intermédiaire	1 674 781 \$	18	39	2.3
American Express Credit Corporation	2014-03-18	1 250 000 billets	19 917 085 \$	1	2	2.3
Banque de Montréal	2014-03-21	Billets	10 000 000 \$	1	0	2.3
Banque de Montréal	2014-03-31	Billets	10 000 000 \$	1	0	2.3
Barclays Bank PLC	2014-03-14	Billets	200 000 \$	1	0	2.3
Bravo II Offshore - C Select Feeder Fund, Ltd.	2014-03-17	Contrat d'investissement	31 058 905 \$	41	0	2.3
Castlight Health, Inc.	2014-03-19	43 000 actions ordinaires	769 115 \$	1	7	2.3
Chlormet Technologies, Inc.	2014-03-10	13 256 000 unités	662 800 \$	1	61	2.3 / 2.5
Chrysler Group LLC et CG Co-Issuer Inc.	2014-02-07	Billets	88 236 469 \$	7	10	2.3
CHS/Community Health Systems, Inc.	2014-01-27	Billets	24 837 324 \$	3	11	2.3
Clear Skly Capital Arizona Realty Fund	2014-03-07 au 2014-03-14	50 304 parts de fiducie	503 040 \$	1	31	2.3 / 2.9
Commerce Resources Corp.	2014-03-14	8 425 652 unités accréditatives et 3 012 500 unités	2 540 400 \$	19	9	2.3
Corporation Mariculture Global	2014-03-19	Débetures	1 250 000 \$	2	2	2.3

Nom de l'émetteur	Date du placement	Nombre et type de titres émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteurs QC / Hors QC		Dispense invoquée (Règlement 45-106)
Coupons.com Incorporated	2014-03-12	106 000 actions ordinaires	1 887 987 \$	3	8	2.3
Defiance Silver Corp.	2014-03-26	20 000 000 d'unités	1 000 000 \$	3	7	2.3 / 2.5
Diamcor Mining Inc.	2014-03-11	2 147 858 actions ordinaires, 1 073 929 bons de souscription et 114 471 bons de souscription de courtier	3 007 001 \$	1	13	2.3
Donner Metals Ltd.	2014-03-28	1 540 000 actions ordinaires et 1 540 000 bons de souscription d'actions ordinaires	200 200 \$	9	2	2.3 / 2.5
Entreprises Minières du Nouveau-Monde Inc.	2014-03-07	3 000 000 d'actions ordinaires	630 000 \$	0	1	2.10
FireEye, Inc.	2014-03-12	85 000 actions ordinaires	7 759 004 \$	1	1	2.3
Fonds CII-ITC Centria Capital, s.e.c.	2014-03-13	312 790,99 parts sociales	3 000 000 \$	1	0	2.3
Fonds de Construction Centria Capital, s.e.c.	2014-03-20	600 000 parts sociales	6 000 000 \$	1	0	2.3
Fonds de Construction Centria Capital, s.e.c.	2014-04-01	650 000 parts sociales	6 500 000 \$	1	0	2.3

Nom de l'émetteur	Date du placement	Nombre et type de titres émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteurs QC / Hors QC		Dispense invoquée (Règlement 45-106)
Fonds de Développement Centria Capital, s.e.c.	2014-04-01	300 000 parts sociales	3 000 000 \$	1	0	2.3
Ford Credit Canada Limited	2014-02-19	Billets	500 000 000 \$	6	49	2.3
Ford Credit Canada Limited	2014-03-18	Billets	350 000 000 \$	1	15	2.3
Groupe RadiologiX Inc.	2014-03-21	10 débetures	100 800 \$	6	0	2.3
Harbour First Mortgage Investment Trust	2014-03-28	130 000 parts de fiducie	13 000 000 \$	4	1	2.3
HCA Inc.	2014-03-17	Billets	26 524 800 \$	2	5	2.3
Highland Copper Company Inc.	2014-03-14	4 127 400 actions ordinaires	2 063 700 \$	1	55	2.3 / 2.5
HSBC Holdings plc	2014-03-12	3 500 000 billets	78 741 600 \$	2	8	2.3
Iconic Minerals Ltd.	2014-04-02	1 000 000 d'actions ordinaires	50 000 \$	2	0	2.13
Japan Display Inc.	2014-03-19	1 390 000 actions ordinaires	13 773 510 \$	1	1	2.3
JPMorgan Chase & Co.	2014-03-10	5 000 actions de dépositaire	5 552 500 \$	1	1	2.3
Kaminak Gold Corporation	2014-03-27	14 025 400 unités	11 500 828 \$	1	120	2.3
Kelt Exploration Ltd.	2014-03-25	9 775 000 actions ordinaires et 2 635 000 actions ordinaires accréditives	146 986 250 \$	22	271	2.3 / 2.5

Nom de l'émetteur	Date du placement	Nombre et type de titres émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteurs QC / Hors QC		Dispense invoquée (Règlement 45-106)
KingSett Canadian Real Estate Income Fund LP	2014-03-25	14 720,16 unités	19 724 129 \$	47	95	2.3
Kolltan Pharmaceuticals, Inc.	2014-03-13	60 000 000 d'actions privilégiées	66 600 000 \$	1	33	2.3
Lucky Strike Resources Ltd.	2014-03-14	200 000 unités accréditives et 4 555 000 unités	384 400 \$	2	33	2.3 / 2.5
LYFE Kitchen Retail, Inc.	2014-03-17	3 175 833 actions ordinaires	3 509 931 \$	1	35	2.3
MAX Resources Corp.	2014-03-26	6 320 000 unités	316 000 \$	24	12	2.3 / 2.5
MCAP Commercial LP	2014-03-11	150 000 billets	150 000 000 \$	2	23	2.3
Nuvo Research Inc.	2014-03-31	1 390 000 unités et 78 233 bons de souscription	2 646 252 \$	8	3	2.3 / 2.10
Orex Minerals Inc.	2014-03-24 2014-03-25 2014-03-31	20 000 000 unités	5 000 000 \$	1	24	2.3 / 2.5
Playfair Mining Ltd.	2014-03-20 et 2014-03-27	2 416 667 actions ordinaires	181 250 \$	2	11	2.3
Pretium Resources Inc.	2014-03-20	869 566 actions accréditives	7 000 006 \$	5	9	2.3
Quinsam Capital Corporation	2014-03-21	9 207 660 actions ordinaires	920 766 \$	12	17	2.3
Ressources Cartier Inc.	2014-03-19	50 000 actions ordinaires	7 750 \$	1	0	2.13

Nom de l'émetteur	Date du placement	Nombre et type de titres émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteurs QC / Hors QC		Dispense invoquée (Règlement 45-106)
Ressources Explor Inc.	2014-03-19	500 000 actions ordinaires	35 000 \$	2	0	2.13
Ressources Géoméga Inc.	2014-03-19	2 037 333 unités, 1 450 000 actions accréditatives et 174 367 options de l'agent	2 237 400 \$	43	5	2.3
Ressources KWG Inc.	2014-03-27	1 500 000 unités	75 000 \$	0	2	2.3
Rockspring Capital Texas Real Estate Trust	2014-03-18	1 334 624 parts de fiducie	1 334 624 \$	17	54	2.3 / 2.9
Saint Jean Carbon Inc.	2014-02-26	8 000 000 unités accréditatives	400 000 \$	2	0	2.3
SecureCare Capital Inc.	2014-03-27 2014-04-02 2014-04-03	1 922,968 obligations	1 886 968 \$	15	57	2.9
Star Power Partners Limited Partnership	2014-03-10	25 unités	250 000 \$	1	2	2.3
Strata Minerals Inc.	2014-03-20	13 333 333 unités	1 600 000 \$	2	19	2.3 / 2.5 / 2.10 / 2.13
Tableau Software, Inc.	2014-03-26	45 000 actions ordinaires	4 475 307 \$	1	1	2.3
Thérapeutique Knight Inc.	2014-03-19	21 428 580 bons de souscription	75 000 030 \$	27	191	2.3 / 2.5
UBS AG London Branch	2014-03-14	4 675 billets	4 675 000 \$	25	4	2.3
UBS AG London Branch	2014-03-14	705 billets	791 398 \$	7	0	2.3

Nom de l'émetteur	Date du placement	Nombre et type de titres émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteurs QC / Hors QC		Dispense invoquée (Règlement 45-106)
UBS AG, Jersey Branch	2014-03-17 au 2014-03-21	30 certificats	26 972 488 \$	10	20	2.3
UBS AG, London Branch	2014-03-14	9 500 billets	950 000 \$	3	3	2.3
UMC Financial Management Inc.	2014-03-14	Participations dans une hypothèque consortiale	7 150 000 \$	2	16	2.3
Vega Mining Inc.	2014-02-14	2 540 000 unités	127 000 \$	2	14	2.3 / 2.5
Virgin Media Secured Finance PLC	2014-03-28	Billets	7 742 000 \$	1	0	2.3
Waterford Battery Systems Inc.	2013-08-24	900 000 actions ordinaires	9 \$	1	7	2.5
Wind Power Holdings, Inc.	2014-03-17	6 125 000 reçus de souscription	24 500 000 \$	2	56	2.3
York University	2014-02-26	Billets	100 000 000 \$	4	13	2.3

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Nom de l'émetteur	Date du placement	Nombre et type de titres émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteurs QC / Hors QC		Dispense invoquée (Règlement 45-106)
Artisan Partners Asset Management Inc.	2014-03-12	75 000 actions	5 176 380 \$	1	0	2.3
Artisan Partners Asset Management Inc.	2014-03-12	100 000 actions	6 901 840 \$	1	0	2.3

Nom de l'émetteur	Date du placement	Nombre et type de titres émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteurs QC / Hors QC		Dispense invoquée (Règlement 45-106)
Cascadia Diversified Monthly Advantaged Income Fund	2014-03-27	5 685,89 parts	58 678 \$	5	47	2.3
GMO Foreign Small Companies Fund	2013-02-29 au 2014-02-28	197 140,14 actions	3 656 067 \$	1	0	2.3
Goldman Sachs International Equity Dividend & Premium Institutional Shares	2013-01-01 au 2013-12-31	6 775,07 actions	49 885 \$	1	0	2.3
Goldman Sachs U.S. Equity Dividend and Premium Fund Institutional Shares	2013-01-01 au 2013-12-31	5 010,02 actions	49 885 \$	1	0	2.3
Harness Macro Currency Fund	2014-03-19	159 303 actions	16 768 500 \$	1	0	2.3
ICM (VII) U.S. Core Plus Realty Trust	2014-04-04	237 758 Parts	2 139 822 \$	1	114	2.3 / 2.9
Kingwest High Income Portfolio	2014-02-28	4 754,13 parts	30 000 \$	1	0	2.3
Kohlberg Investors VII, LP	2013-07-02 au 2014-01-22	330 103 actions	341 536 \$	4	0	2.3
LCP VIII (Offshore), L.P.	2014-03-31	Parts	1 105 300 \$	1	0	2.3
M & G Dynamic Allocation Fund	2013-12-30	10 896,89 actions	201 810 \$	2	0	2.3
M & G Global Dividend Fund	2014-01-30	5 945,93 actions	99 475 \$	1	0	2.3
Manning & Napier Global Equity Pooled Fund	2014-03-11, 2014-03-12	11 095,53 parts	155 898 \$	2	0	2.3
MAV II Liquidation Trust, 2014-2	2014-03-20	192 377 815 parts	192 377 815 \$	2	8	2.3
Medina Capital Fund, LP	2013-12-12	Parts	159 615 \$	1	0	2.3

Nom de l'émetteur	Date du placement	Nombre et type de titres émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteurs QC / Hors QC		Dispense invoquée (Règlement 45-106)
Phoenix Capital Fund - US, a Mutual Fund Trust	2014-03-17 au 2014-03-26	246 332 parts	1 231 660 \$	15	68	2.3 / 2.9
Phoenix Capital Fund - US, a Mutual Fund Trust	2014-03-27 au 2014-04-04	291 746 parts	1 458 730 \$	19	55	2.3 / 2.9
Pomona Capital VIII, L.P.	2014-02-13	Parts	109 800 000 \$	1	0	2.3
Romspen Mortgage Investment Fund	2014-03-03	1 506 789 parts	15 067 890 \$	2	67	2.3
Romspen Mortgage Investment Fund	2014-03-17	311 346 parts	3 113 460 \$	40	1 223	2.3 / 2.10
Rothschild Asset Management	2013-08-22	5 042 actions	946 786 \$	2	0	2.3
Trez Capital Yield Trust US	2014-02-21, 2014-02-24	26 800 parts	298 104 \$	1	2	2.9 / 2.10
Trez Capital Yield Trust US	2014-01-02, 2014-01-06	20 311,11 parts	216 199 \$	2	10	2.9
UBS (Canada) High Yield Debt Fund	2014-02-03, 2014-02-04, 2014-02-05	41 467,48 parts	475 063 \$	2	12	2.3
UBS (Canada) High Yield Debt Fund	2014-02-10, 2014-02-12, 2014-02-13	409,02 parts	61 959 \$	1	4	2.3
UBS (Canada) High Yield Debt Fund	2014-03-19	553 parts	6 511 \$	1	1	2.3

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Gaz Métro inc.

Le 5 mai 2014

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières du
Québec et de l'Ontario (les « territoires »)

et

du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

et

de Gaz Metro inc. (le « déposant »)

Décision

Contexte

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chaque territoire (les « décideurs ») a reçu du déposant une demande de révision de la décision rendue le 6 février 2013 en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») selon laquelle le déposant était dispensé de l'obligation prévue à l'article 3.2 du *Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables* (le « Règlement 52-107 ») d'établir ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR canadiens ») pourvu qu'ils soient établis selon la Partie V du Manuel des comptables professionnels agréés du Canada – Comptabilité (le « Manuel ») intitulée *Normes comptables pré-basculement* pour les exercices débutant le 1^{er} octobre 2012 et le 1^{er} octobre 2013 et se terminant respectivement le 30 septembre 2013 et le 30 septembre 2014 (la « décision de report »).

Le déposant demande aux décideurs de réviser la décision de report afin de lui permettre de reporter au 1^{er} janvier 2015 la date de basculement obligatoire aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») énoncée au Règlement 52-107 et de se prévaloir de ce report d'une année supplémentaire pour l'exercice débutant le 1^{er} octobre 2014 et se terminant le 30 septembre 2015 (la « révision souhaitée »).

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous régime double) :

- a) l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale pour la présente demande;
- b) le déposant a donné avis qu'il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants: Colombie Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Nouvelle Écosse, Nouveau Brunswick, Île du Prince Édouard, Terre Neuve et Labrador, Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut (les « territoires passeport »);
- c) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*, le Règlement 11-102, le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* ou le Règlement 52-107 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

1. Le déposant est une société incorporée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*, R.S.Q., c. S-31.1. Son siège est situé à Montréal, Québec.
2. Le déposant est un émetteur assujéti ou l'équivalent dans les territoires et dans chaque territoire passeport et n'est en défaut d'aucune obligation découlant de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire.
3. Le déposant a des « activités assujéties à la réglementation de tarifs » au sens de la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-19 – Entités assujéties à la réglementation des tarifs – informations à fournir (la « NOC-19 ») de la Partie V du Manuel.
4. Le 1^{er} octobre 2010, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») a publié des modifications à la Partie I du Manuel, *Normes internationales d'information financière*, qui permettaient le report d'un an de la date de basculement obligatoire aux IFRS pour les entités ayant des activités à tarifs réglementés admissibles. Ces modifications permettaient à ces entités, au sens de la NOC-19 de la Partie V du Manuel, de reporter l'adoption obligatoire des IFRS aux exercices ouverts le ou après le 1^{er} janvier 2012.
5. En tant qu'« entité admissible » pour l'application de l'article 5.4 du Règlement 52-107, le déposant peut établir ses états financiers pour son exercice débutant le 1^{er} octobre 2011 et se terminant le 30 septembre 2012 conformément aux PCGR canadiens prévus à la Partie V du Manuel.
6. Le 11 juillet 2011, le déposant a obtenu une décision des décideurs en vertu de la législation selon laquelle le déposant était dispensé des exigences prévues à l'article 3.2 du Règlement 52-107 d'établir ses états financiers conformément aux PCGR canadiens applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public et était autorisé à établir ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis pour ses exercices financiers commençant le ou après le 1^{er} janvier 2012 mais avant le 1^{er} janvier 2015.
7. En mars 2012, le CNC a décidé de reporter d'une année supplémentaire la date de basculement obligatoire aux IFRS pour les entités ayant des activités à tarifs réglementés admissibles, de sorte que ces entités soient seulement tenues d'adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.
8. En octobre 2012, le CNC a décidé de reporter d'une autre année la date de basculement obligatoire aux IFRS pour les entités ayant des activités à tarifs réglementés admissibles, permettant ainsi à ces entités d'adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.
9. En mars 2013, le CNC a décidé de reporter d'une année supplémentaire la date de basculement obligatoire aux IFRS pour les entités ayant des activités à tarifs réglementés admissibles, permettant à ces entités d'adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.
10. Les décisions de mars 2012, d'octobre 2012 et de mars 2013 du CNC de proroger de trois années supplémentaires le report de la date de basculement obligatoire aux IFRS pour les entités ayant des activités à tarifs réglementés admissibles ne sont pas actuellement reflétées dans le Règlement 52-107 et les autres règlements sur les obligations d'information continue. Le déposant entend bénéficier de ce troisième report et demande donc de lui permettre d'établir ses états financiers pour l'exercice débutant le 1^{er} octobre 2014 et se terminant le 30 septembre 2015 selon les PCGR canadiens prévus à la Partie V du Manuel.

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la prendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est d'accorder la révision souhaitée aux conditions suivantes :

1. le déposant demeure une « entité assujettie à la réglementation des tarifs » au sens de la NOC-19 de la Partie V du Manuel;
2. en tant qu'« entité admissible » au sens de l'article 5.4 du Règlement 52-107, le déposant peut appliquer la partie 3 du Règlement 52-107 aux états financiers, à l'information financière, aux comptes de résultat opérationnel et aux états financiers *pro forma* comme si la date « 1^{er} janvier 2015 » était substituée à la date « 1^{er} janvier 2011 » au paragraphe 2 de l'article 3.1 du Règlement 52-107;
3. si le déposant invoque le paragraphe précédent à l'égard d'une période, la partie 4 du Règlement s'applique comme si la date « 1^{er} janvier 2015 » était substituée à la date « 1^{er} janvier 2011 » au paragraphe 2 de l'article 4.1.

(s) Gilles Leclerc
Gilles Leclerc
Surintendant des marchés de valeurs

Décision n°: 2014-SMV-0017

Valener Inc.

Le 5 mai 2014

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières du
Québec et de l'Ontario (les « territoires »)

et

du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires

et

de Valener Inc. (le « déposant »)

Décision

Contexte

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chaque territoire (les « décideurs ») a reçu du déposant une demande de révision de la décision rendue le 6 février 2013 en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») selon laquelle le déposant était dispensé de l'obligation prévue à l'article 3.2 du *Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables* (le « Règlement 52-107 »), d'établir ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR canadiens ») pourvu qu'ils soient établis selon la Partie V du Manuel des comptables professionnels agréés du Canada – Comptabilité (le « Manuel ») intitulée *Normes comptables*

pré-basculement pour les exercices débutant le 1^{er} octobre 2012 et le 1^{er} octobre 2013 et se terminant respectivement le 30 septembre 2013 et le 30 septembre 2014 (la « décision de report »).

Le déposant demande aux décideurs de réviser la décision de report afin de lui permettre de reporter au 1^{er} janvier 2015 la date de basculement obligatoire aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») énoncée au Règlement 52-107 et de se prévaloir de ce report d'une année supplémentaire pour l'exercice débutant le 1^{er} octobre 2014 et se terminant le 30 septembre 2015 (la « modification souhaitée »).

Dans le cadre du traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires (demandes sous régime double) :

- a) l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale pour la présente demande;
- b) le déposant a donné avis qu'il compte se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants: Colombie Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Nouvelle Écosse, Nouveau Brunswick, Île du Prince Édouard, Terre Neuve et Labrador, Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut (les « territoires passeport »);
- c) la décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*, le Règlement 11-102, le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* ou le Règlement 52-107 ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

1. Le déposant est une société incorporée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, R.S.C. (1985), c. C 44. Son siège est situé à Montréal, Québec.
2. Le déposant est un émetteur assujéti ou l'équivalent dans les territoires et dans chaque territoire passeport et n'est en défaut d'aucune obligation découlant de la législation en valeurs mobilières dans aucun territoire.
3. Le déposant a des « activités assujéties à la réglementation de tarifs » au sens de la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-19 – Entités assujéties à la réglementation des tarifs – informations à fournir (la « NOC-19 ») de la Partie V du Manuel.
4. Le 1^{er} octobre 2010, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») a publié des modifications à la Partie I du Manuel, *Normes Internationales d'information financière*, qui permettaient le report d'un an de la date de basculement obligatoire aux IFRS pour les entités ayant des activités à tarifs réglementés admissibles. Ces modifications permettaient que ces entités, au sens de la NOC-19 de la Partie V du Manuel, reportent l'adoption obligatoire des IFRS aux exercices ouverts le ou après le 1^{er} janvier 2012.
5. En tant qu'« entité admissible » pour l'application de l'article 5.4 du Règlement 52-107, le déposant peut établir ses états financiers pour son exercice débutant le 1^{er} octobre 2011 et se terminant le 30 septembre 2012 conformément aux PCGR canadiens prévus à la Partie V du Manuel.
6. Le 11 juillet 2011, le déposant a obtenu une décision des décideurs en vertu de la législation selon laquelle le déposant était dispensé des exigences prévues à l'article 3.2 du Règlement 52-107 d'établir

ses états financiers conformément aux PCGR canadiens applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public et était autorisé à établir ses états financiers (y compris les états financiers de Société en commandite Gaz Métro qui sont joints aux états financiers du déposant) conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis pour ses exercices financiers commençant le ou après le 1^{er} janvier 2012 mais avant le 1^{er} janvier 2015.

7. En mars 2012, le CNC a décidé de reporter d'une année supplémentaire la date de basculement obligatoire aux IFRS pour les entités ayant des activités à tarifs réglementés admissibles, de sorte que ces entités soient seulement tenues d'adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.
8. En octobre 2012, le CNC a décidé de reporter d'une autre année la date de basculement obligatoire aux IFRS pour les entités ayant des activités à tarifs réglementés admissibles. Ainsi, les entités assujetties à la réglementation des tarifs, au sens de la NOC-19 de la partie V du Manuel, ne sont tenues d'adopter les IFRS que pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.
9. En mars 2013, le CNC a décidé de reporter d'une année supplémentaire la date de basculement obligatoire aux IFRS pour les entités ayant des activités à tarifs réglementés admissibles, permettant ainsi à ces entités d'adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.
10. Les décisions de mars 2012, d'octobre 2012 et de mars 2013 du CNC de proroger de trois années supplémentaires le report de la date de basculement obligatoire aux IFRS pour les entités ayant des activités à tarifs réglementés admissibles ne sont pas actuellement reflétées dans le Règlement 52-107 et les autres règlements sur les obligations d'information continue. Le déposant demande donc de lui permettre d'établir ses états financiers pour l'exercice débutant le 1^{er} octobre 2014 et se terminant le 30 septembre 2015 selon les PCGR canadiens prévus à la Partie V du Manuel.

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui lui permettent de la prendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est d'accorder la modification souhaitée aux conditions suivantes :

1. le déposant demeure une « entité assujettie à la réglementation des tarifs » au sens de la NOC-19 de la Partie V du Manuel;
2. en tant qu'« entité admissible » au sens de l'article 5.4 du Règlement 52-107, le déposant peut appliquer la partie 3 du Règlement 52-107 aux états financiers, à l'information financière, aux comptes de résultat opérationnel et aux états financiers *pro forma* comme si la date « 1^{er} janvier 2015 » était substituée à la date « 1^{er} janvier 2011 » au paragraphe 2 de l'article 3.1 du Règlement 52-107;
3. si le déposant invoque le paragraphe précédent à l'égard d'une période, la partie 4 du Règlement s'applique comme si la date « 1^{er} janvier 2015 » était substituée à la date « 1^{er} janvier 2011 » au paragraphe 2 de l'article 4.1.

(s) Gilles Leclerc
Gilles Leclerc
Surintendant des marchés de valeurs

Décision n°: 2014-SMV-0018

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.7 AGRÉMENTS ET AUTORISATIONS DE MISE EN MARCHÉ DE DÉRIVÉS

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Aucune information.

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS**Décision n° 2014-PDG-0051****Décision générale de dispense de l'obligation de déclarer prévue au Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés**

Vu l'entrée en vigueur, le 31 décembre 2013, du *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés* (le « Règlement 91-507 »), approuvé par l'Arrêté numéro I-14.01-2013-21 du ministre des Finances et de l'Économie en date du 6 décembre 2013;

Vu le paragraphe 1) de l'article 26 du Règlement 91-507 qui prévoit l'obligation pour la contrepartie déclarante à une opération avec une contrepartie locale au sens qui lui est donné dans ce règlement (une « contrepartie locale ») de déclarer ou de faire déclarer à un référentiel central reconnu les données à déclarer conformément au chapitre 3 du Règlement 91-507;

Vu l'article 42 du Règlement 91-507 qui prévoit que l'obligation de déclaration des opérations sur dérivés de gré à gré entrera en vigueur le 2 juillet 2014 pour la contrepartie qui n'est pas un courtier, et le 30 septembre 2014 pour les autres contreparties déclarantes;

Vu, pour le moment, qu'aucun référentiel central pouvant accepter les données sur toutes les catégories de dérivés de gré à gré n'a terminé sa demande de reconnaissance ou de désignation à temps pour l'entrée en vigueur des obligations de déclaration d'opérations au Québec, au Manitoba et en Ontario;

Vu le communiqué de presse du 10 avril 2014 par lequel les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») ont annoncé le report de la date de mise en œuvre de l'obligation de déclaration des opérations sur dérivés de gré à gré au 31 octobre 2014 pour les chambres de compensation et les courtiers, et au 30 juin 2015 pour tous les autres participants aux marchés des dérivés de gré à gré;

Vu, tel qu'annoncé par l'avis de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») du 17 avril 2014, l'intention de celle-ci de formaliser le report de la date de mise en œuvre de l'obligation de déclaration des opérations sur dérivés de gré à gré en publiant une dispense générale qui sera effective à partir du 2 juillet 2014, et le fait que l'Autorité étudie actuellement la possibilité de proposer des modifications au Règlement 91-507 afin de maintenir un régime harmonisé pancanadien de surveillance et de déclaration sur les marchés des dérivés de gré à gré, notamment pour préciser que les contreparties déclarantes qui sont des courtiers, des chambres de compensation ou des institutions financières seront tenues de déclarer les données sur les dérivés en vertu du chapitre 3 de ce règlement à partir du 31 octobre 2014;

Vu la nécessité de reporter, du 2 juillet au 31 octobre 2014, la mise en œuvre du chapitre 3 du Règlement 91-507 pour la contrepartie déclarante qui est un courtier, une institution financière ou une chambre de compensation, et du 30 septembre 2014 au 30 juin 2015 pour les autres contreparties déclarantes;

Vu le pouvoir de l'Autorité, prévu à l'article 86 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01, de dispenser aux conditions qu'elle détermine, une personne ou un groupement de personnes, une offre ou une opération de tout ou partie des obligations prévues à cette loi, lorsqu'elle estime que cette dispense ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

Vu l'objectif d'harmonisation des ACVM en matière de réglementation des dérivés de gré à gré au Canada;

Vu l'analyse faite par la Direction de l'encadrement des dérivés et la recommandation du surintendant des marchés de valeurs à l'effet que l'octroi de la présente dispense ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

En conséquence :

L'Autorité dispense la contrepartie déclarante à une opération avec une contrepartie locale de l'obligation prévue au paragraphe 1) de l'article 26 du Règlement 91-507 de déclarer ou de faire déclarer à un référentiel central reconnu les données à déclarer conformément au chapitre 3 du Règlement 91-507.

La présente décision prendra effet le 2 juillet 2014 et cessera de produire ses effets le 31 octobre 2014 pour la contrepartie déclarante qui est un courtier, une chambre de compensation ou une institution financière canadienne, et le 30 juin 2015 pour les autres contreparties déclarantes.

Fait le 13 mai 2014.

Louis Morisset
Président-directeur général

DÉCISION N°2014-PDG-0052**Décision générale relative à la transmission d'un aperçu du fonds en vertu d'un programme de souscription préautorisée**

Vu l'article 29 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (la « Loi ») qui prévoit l'obligation pour le courtier, recevant une demande de souscription ou d'achat à l'occasion d'un placement effectué conformément au Chapitre 1 du Titre II de la Loi, de transmettre au demandeur un exemplaire du prospectus et de ses modifications au plus tard le deuxième jour ouvrable après la souscription ou l'achat;

Vu l'entrée en vigueur, le 13 juin 2014, du paragraphe 2° de l'article 4 du *Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif*, (2013) 35 G.O. II, 3603 (le « Règlement modifiant le Règlement 81-101 ») :

- qui modifie le paragraphe 2) de l'article 3.2 du *Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* (le « Règlement 81-101 ») afin de prévoir que, lorsqu'un prospectus doit être transmis à une personne en vertu de la Loi, le dernier aperçu du fonds de la catégorie ou de la série de titres applicable déposé en vertu du Règlement 81-101 est transmis à cette personne en même temps et de la même manière que le prospectus;
- qui introduit le paragraphe 2.1) de l'article 3.2 du Règlement 81-101, lequel prévoit que l'obligation de transmettre un prospectus prévue par la Loi ne s'applique pas si l'aperçu du fonds est transmis conformément au paragraphe 2) de l'article 3.2 du Règlement 81-101;

Vu l'article 13 du Règlement modifiant le Règlement 81-101 selon lequel toute dispense des obligations de transmission du prospectus d'un organisme de placement collectif (un ou des « OPC », selon le cas) prévues par le Règlement 81-101, toute dérogation à ces obligations et toute approbation relative à ces obligations expirent le 13 juin 2014;

Vu la poursuite des travaux des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») sur la mise en œuvre du régime d'information au moment de la souscription de titres d'OPC;

Vu la publication par les ACVM, le 26 mars 2014, pour une deuxième consultation, d'un nouveau projet de modification au Règlement 81-101 qui vise la transmission de l'aperçu du fonds avant la souscription de titres d'un OPC, notamment dans le cadre d'un programme de souscription préautorisée;

Vu la décision n° 2006-PDG-0022 rendue le 16 juin 2006 par laquelle l'Autorité a dispensé de l'obligation de transmission du prospectus dans le cadre de certains placements effectués dans les titres d'un OPC par l'entremise d'un programme de souscription préautorisée sous certaines conditions;

Vu l'expiration de la décision n° 2006-PDG-0022 le 13 juin 2014 en raison de l'article 13 du Règlement modifiant le Règlement 81-101;

Vu la possibilité pour un souscripteur d'investir dans des OPC qui sont des émetteurs assujettis au Québec au moyen d'un programme de souscription préautorisée;

Vu l'existence de programmes de souscription préautorisée, incluant notamment tout contrat ou toute autre convention qui peut être résilié en tout temps et qui prévoit la souscription de titres d'un OPC par le versement périodique d'un montant fixe;

Vu l'adhésion de souscripteurs à de tels programmes qui donnent au courtier l'instruction d'accepter des souscriptions ultérieures d'un montant préétabli, selon une fréquence déterminée à l'avance, et de les placer à chaque date de souscription planifiée, dans le ou les OPC choisis par le souscripteur (les « souscriptions ultérieures »);

Vu l'autorisation donnée par le souscripteur au courtier ou au gestionnaire de fonds d'investissement à prélever dans un compte pré identifié le montant de ces souscriptions ultérieures (un « prélèvement »);

Vu les moyens mis à la disposition des souscripteurs, à compter du 13 juin 2014, qui leur permettent d'avoir accès ou d'obtenir, sur demande, l'aperçu du fonds en vigueur et toute modification à ce dernier pendant la durée de tout programme de souscription préautorisée;

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), prévu à l'article 263 de la Loi, de dispenser aux conditions qu'elle détermine, une personne ou un groupe de personnes de tout ou partie des obligations prévues par les titres deuxième à sixième de la Loi ou par règlement, lorsqu'elle estime que cette dispense ne porte pas atteinte à la protection des épargnants;

Vu l'analyse de la Direction des fonds d'investissement concluant à l'opportunité de reconduire l'effet de la décision n° 2006-PDG-0022 au-delà du 13 juin 2014 à des conditions similaires, jusqu'à l'entrée en vigueur de toute législation ou de tout règlement portant sur la transmission de l'aperçu du fonds dans un cadre propre aux programmes de souscription préautorisée;

Vu la recommandation du surintendant des marchés de valeurs à l'effet que l'octroi de la présente dispense ne porte pas atteinte à la protection des épargnants;

En conséquence :

L'Autorité dispense tous les courtiers de l'obligation, prévue à l'article 29 de la Loi et au paragraphe 2) de l'article 3.2 du Règlement 81-101, de transmettre l'aperçu du fonds en vigueur et toute modification à ce dernier dans le cadre des souscriptions de titres d'OPC par l'entremise d'un programme de souscription préautorisée, à l'exception de la première souscription effectuée par le souscripteur, aux conditions suivantes :

1. Les titres des OPC sont ou seront offerts de manière continue sur le territoire du Québec au moyen d'un prospectus;
2. Lors de sa première souscription dans un titre d'OPC, un exemplaire de l'aperçu du fonds est transmis au souscripteur selon les conditions prévues par l'article 29 de la Loi et le paragraphe 2) de l'article 3.2 du Règlement 81-101;
3. En vertu du programme de souscription préautorisée, le souscripteur peut résilier ou modifier à tout moment les instructions données au préalable. Par conséquent, si aucun avis de résiliation n'est donné par le souscripteur, le prélèvement est effectué et les titres sont souscrits à chaque date de souscription planifiée. En cas de résiliation, aucun autre prélèvement et aucune autre souscription ultérieure ne sont faits après la date d'effet de la résiliation;
4. L'OPC et son gestionnaire de fonds d'investissement ont l'obligation d'envoyer à tout nouveau souscripteur un avis (l'« avis initial ») les informant des conditions de la dispense et du fait qu'ils ne recevront pas l'aperçu du fonds et toute modification de celui-ci pour les souscriptions ultérieures, sauf s'ils en font la demande;
5. L'avis initial transmis contient les informations suivantes :

- a) l'aperçu du fonds peut être transmis aux souscripteurs sur demande, en téléphonant à un numéro sans frais ou en faisant parvenir une demande, selon les coordonnées précisées dans l'avis;
 - b) l'aperçu du fonds en vigueur et les modifications à celui-ci sont disponibles sur le site Web SEDAR, sur celui de l'OPC ou de son gestionnaire de fonds d'investissement;
 - c) les souscripteurs ont le droit de résoudre leur première souscription dans les deux jours suivant la réception de l'aperçu du fonds, mais ils n'ont pas le droit de résoudre les souscriptions ultérieures;
 - d) les souscripteurs ont le droit de demander la nullité de leur souscription ou la révision du prix, sans préjudice de leur demande en dommages-intérêts si le prospectus de l'OPC, y compris tout document qui y est intégré par renvoi, comme l'aperçu du fonds, contient des informations fausses ou trompeuses, qu'ils aient ou non demandé de recevoir l'aperçu du fonds;
 - e) les souscripteurs conservent le droit de résilier le programme de souscription préautorisée à tout moment avant une date de souscription planifiée;
6. Les souscripteurs seront informés annuellement, par écrit, dans un relevé de compte ou autrement, qu'ils peuvent demander l'aperçu du fonds en vigueur ainsi que toute modification à ce dernier, de quelle façon ils peuvent obtenir ces documents et qu'ils ont le droit de demander la nullité de la convention ou la révision du prix, sans préjudice de leur demande en dommages-intérêts si le prospectus de l'OPC, y compris tout document qui y est intégré par renvoi, comme l'aperçu du fonds, contient des informations fausses ou trompeuses, qu'ils aient ou non demandé de recevoir l'aperçu du fonds.

La présente décision prendra effet le 13 juin 2014 et cessera d'avoir effet à la date d'entrée en vigueur de toute disposition législative ou réglementaire portant sur la transmission de l'aperçu du fonds dans un cadre propre aux programmes de souscription préautorisée.

Fait le 13 mai 2014.

Louis Morisset
Président-directeur général

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
ABSOLUTE SOFTWARE CORPORATION	2014-03-31
ACORN ENERGY INC.	2014-03-31
ADVANTAGE OIL & GAS LTD.	2014-03-31
AETERNA ZENTARIS INC.	2014-03-31
AGJUNCTION INC.	2014-03-31
AIMIA INC.	2014-03-31
ALGONQUIN POWER & UTILITIES CORP.	2014-03-31
ALIMENTS HIGH LINER INCORPOREE (LES)	2014-03-29
AMERICAN BONANZA GOLD CORP	2014-03-31
AMERICAN HOTEL INCOME PROPERTIES REIT LP	2014-03-31
AMERIGO RESOURCES LTD.	2014-03-31
ANDERSON ENERGY LTD.	2014-03-31
ARGEX TITANE INC.	2014-03-31
ARTIS REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2014-03-31
ASTON HILL FINANCIAL INC.	2014-03-31
ATHABASCA OIL CORPORATION	2014-03-31
ATLANTIC POWER CORPORATION	2014-03-31
ATLANTIC POWER LIMITED PARTNERSHIP	2014-03-31
ATLANTIC POWER PREFERRED EQUITY LTD.	2014-03-31
AUTOCANADA INC.	2014-03-31
AXIA NETMEDIA CORPORATION	2014-03-31
BELLUS SANTE INC.	2014-03-31
BRADMER PHARMACEUTICALS INC.	2014-03-31
BROOKFIELD OFFICE PROPERTIES INC.	2014-03-31
B2GOLD CORP.	2014-03-31
C.A. BANCORP INC.	2014-03-31
CAISSE CENTRALE DESJARDINS	2014-03-31
CALFRAC WELL SERVICES LTD.	2014-03-31
CANADIAN ENERGY SERVICES & TECHNOLOGY CORP.	2014-03-31
CANICKEL MINING LIMITED	2014-03-31
CANWEL BUILDING MATERIALS GROUP LTD.	2014-03-31
CAPITAL DESJARDINS INC.	2014-03-31
CAPSTONE INFRASTRUCTURE CORPORATION	2014-03-31
CARDIOME PHARMA CORP.	2014-03-31
CARIBBEAN UTILITIES COMPANY, LTD.	2014-03-31
CATHEDRAL ENERGY SERVICES LTD.	2014-03-31
CEQUENCE ENERGY LTD.	2014-03-31
CHARTWELL, RESIDENCES POUR RETRAITE	2014-03-31
CHEMTRADE LOGISTICS INCOME FUND	2014-03-31
CHINOOK ENERGY INC.	2014-03-31
CHIP MORTGAGE TRUST	2014-03-31
CI FINANCIAL CORP.	2014-03-31
CINEPLEX INC.	2014-03-31
COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA SUR LA VIE (LA)	2014-03-31
CORPORATION COTT	2014-03-29
CORPORATION FINANCIERE CANADA-VIE	2014-03-31
CORPORATION MINIERE SCORPIO	2014-03-31

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
CORPORATION ROYAL NICKEL	2014-03-31
CORRIDOR RESOURCES INC.	2014-03-31
CRESCENT POINT ENERGY CORP.	2014-03-31
CREW ENERGY INC.	2014-03-31
CROCOTTA ENERGY INC.	2014-03-31
DEJOUR ENERGY INC.	2014-03-31
DENBURY RESOURCES INC.	2014-03-31
DENISON MINES CORP.	2014-03-31
DEVON ENERGY CORPORATION	2014-03-31
DHX MEDIA LTD.	2014-03-31
DIRTT ENVIRONMENTAL SOLUTIONS LTD.	2014-03-31
DNA PRECIOUS METALS INC.	2014-03-31
DOMINION CITRUS INCOME FUND	2014-03-29
DOMINION CITRUS LIMITED	2014-03-29
DREAM UNLIMITED CORP.	2014-03-31
EAGLE ENERGY TRUST	2014-03-31
EGI FINANCIAL HOLDINGS INC.	2014-03-31
EMERA INCORPORATED	2014-03-31
ENDEAVOUR SILVER CORP.	2014-03-31
ENDO INTERNATIONAL PLC	2014-03-31
ENERCARE INC.	2014-03-31
ENERCARE SOLUTIONS INC.	2014-03-31
ENERFLEX LTD.	2014-03-31
ENERGIE RB INC.	2014-03-31
ENERGY FUELS INC.	2014-03-31
ENERPLUS CORPORATION	2014-03-31
ENSIGN ENERGY SERVICES INC.	2014-03-31
ENTREPRISES MINIERES GLOBEX INC.	2014-03-31
EPCOR UTILITIES INC.	2014-03-31
EURO RESSOURCES S.A.	2014-03-31
EXPLOITATION MINIERE GOLDGROUP INC.	2014-03-31
FAM REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2014-03-31
FEDERATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUEBEC	2014-03-31
FIDUCIE DE CAPITAL CANADA-VIE	2014-03-31
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER DE BUREAUX DREAM	2014-03-31
FINANCEMENT YPG INC.	2014-03-31
FINNING INTERNATIONAL INC.	2014-03-31
FIRST MAJESTIC SILVER CORP.	2014-03-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER D'IMMEUBLES RESIDENTIELS CANADIENS	2014-03-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER BTB	2014-03-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	2014-03-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER INNVEST	2014-03-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER RIOCAN	2014-03-31
FORAGE ORBIT GARANT INC.	2014-03-31
FORTIS INC.	2014-03-31
FORTISALBERTA INC.	2014-03-31
FORTISBC ENERGY INC.	2014-03-31
FORTISBC HOLDINGS INC.	2014-03-31
FORTISBC INC.	2014-03-31
FORTRESS PAPER LTD.	2014-03-31
FP NEWSPAPERS INC.	2014-03-31

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
GEOVIC MINING CORP.	2014-03-31
GOLDEN QUEEN MINING CO. LTD.	2014-03-31
GREAT-WEST LIFECO FINANCE (DELAWARE) LP	2014-03-31
GREAT-WEST LIFECO FINANCE (DELAWARE) LP II	2014-03-31
GREAT-WEST LIFECO INC.	2014-03-31
GROUPE BMTC INC.	2014-03-31
GROUPE CANAM INC.	2014-03-29
GROUPE CVTECH INC.	2014-03-31
GROUPE HNZ INC.	2014-03-31
GROUPE INTERTAPE POLYMER INC. (LE)	2014-03-31
GROUPE SNC-LAVALIN INC.	2014-03-31
GROUPE TMX LIMITEE	2014-03-31
GROUPE WSP GLOBAL INC.	2014-03-29
GWR GLOBAL WATER RESOURCES CORP.	2014-03-31
HALOGEN SOFTWARE INC.	2014-03-31
HEARTWARE INTERNATIONAL INC.	2014-03-31
HOLLOWAY LODGING CORPORATION	2014-03-31
H2O INNOVATION INC.	2014-03-31
IMPERIAL METALS CORPORATION	2014-03-31
IMRIS INC.	2014-03-31
INDUSTRIELLE ALLIANCE, ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS INC.	2014-03-31
INDUSTRIES DOREL INC. (LES)	2014-03-31
INDUSTRIES LASSONDE INC.	2014-03-29
INFORMATION SERVICES CORPORATION	2014-03-31
INFRASTRUCTURES ARMTEC INC.	2014-03-31
INNERGEX ENERGIE RENOUVELABLE INC.	2014-03-31
INOVALIS REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2014-03-31
INTEGRATED ASSET MANAGEMENT CORP.	2014-03-31
INTELGENX TECHNOLOGIES CORP.	2014-03-31
INTER PIPELINE LTD.	2014-03-31
INTERRENT REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2014-03-31
INTRINSYC SOFTWARE INTERNATIONAL, INC.	2014-03-31
IVANHOE ENERGY INC.	2014-03-31
JAYDEN RESOURCES INC.	2014-03-31
JURA ENERGY CORPORATION	2014-03-31
K-BRO LINEN INC.	2014-03-31
KELT EXPLORATION LTD.	2014-03-31
KERR MINES INC.	2014-03-31
KINGSWAY FINANCIAL SERVICES INC.	2014-03-31
KINGSWAY LINKED RETURN OF CAPITAL TRUST (24421)	2014-03-31
KINGSWAY NOTE TRUST (24320)	2014-03-31
LANESBOROUGH REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2014-03-31
LEGACY OIL + GAS INC.	2014-03-31
LEISUREWORLD SENIOR CARE CORPORATION	2014-03-31
LEXAM VG GOLD INC.	2014-03-31
LGX OIL + GAS INC.	2014-03-31
LIGHTSTREAM RESOURCES LTD.	2014-03-31
LIQUOR STORES N.A. LTD.	2014-03-31
LOGAN INTERNATIONAL INC.	2014-03-31
LUCARA DIAMOND CORP.	2014-03-31
MAGELLAN AEROSPACE CORPORATION	2014-03-31

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
MAGNUM HUNTER RESOURCES CORPORATION	2014-03-31
MANITOBA TELECOM SERVICES INC.	2014-03-31
MARRET RESOURCE CORP.	2014-03-31
MDN INC.	2014-03-31
MELCOR REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2014-03-31
MEUBLES LEON LTEE	2014-03-31
MINES AGNICO EAGLE LIMITEE	2014-03-31
MINES RICHMONT INC.	2014-03-31
MITEL NETWORKS CORPORATION	2014-03-31
MOLYCORP, INC.	2014-03-31
MOOD MEDIA CORPORATION	2014-03-31
MORGUARD CORPORATION	2014-03-31
MORNEAU SHEPELL INC.	2014-03-31
NEULION, INC.	2014-03-31
NEWFOUNDLAND CAPITAL CORPORATION LTD.	2014-03-31
NEWFOUNDLAND POWER INC.	2014-03-31
NORTHERN PROPERTY REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2014-03-31
NORTHERN SUPERIOR RESOURCES INC.	2014-03-31
NORTHLAND POWER INC.	2014-03-31
NORTHWEST HEALTHCARE PROPERTIES REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2014-03-31
NOVA SCOTIA POWER INC.	2014-03-31
NPS PHARMACEUTICALS, INC.	2014-03-31
NUANCE COMMUNICATIONS, INC.	2014-03-31
NUVISTA ENERGY LTD.	2014-03-31
ONCOLYTICS BIOTECH INC.	2014-03-31
OR AURICO INC.	2014-03-31
ORACLE MINING CORPORATION	2014-03-31
ORBITE ALUMINAE INC.	2014-03-31
ORSU METALS CORPORATION	2014-03-31
PACIFIC RUBIALES ENERGY CORP.	2014-03-31
PAN AMERICAN SILVER CORP.	2014-03-31
PANTERRA GOLD LIMITED	2014-03-31
PAPIERS TISSU KP INC.	2014-03-30
PARALLEL ENERGY TRUST	2014-03-31
PAREX RESOURCES INC.	2014-03-31
PEMBINA PIPELINE CORPORATION	2014-03-31
PENGROWTH ENERGY CORPORATION	2014-03-31
PETROBANK ENERGY AND RESOURCES LTD.	2014-03-31
PFB CORPORATION	2014-03-31
PILOT GOLD INC.	2014-03-31
PLAZA RETAIL REIT	2014-03-31
POINTS INTERNATIONAL LTD.	2014-03-31
POLARIS MINERALS CORPORATION	2014-03-31
POTASH RIDGE CORPORATION	2014-03-31
PREMIUM BRANDS HOLDINGS CORPORATION	2014-03-29
PRIMERO MINING CORP.	2014-03-31
PRODUITS FORESTIERS RESOLU INC.	2014-03-31
QUEBECOR INC.	2014-03-31
REDLINE COMMUNICATIONS GROUP INC.	2014-03-31
REGAL LIFESTYLE COMMUNITIES INC.	2014-03-31
RESSOURCES CARTIER INC.	2014-03-31

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
RESSOURCES CLAUDE INC. (LES)	2014-03-31
RETROCOM REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2014-03-31
REVETT MINING COMPANY, INC.	2014-03-31
RICHARDS PACKAGING INCOME FUND	2014-03-31
RIDLEY INC.	2014-03-31
ROCK ENERGY INC.	2014-03-31
ROYAL HOST INC.	2014-03-31
SALIX PHARMACEUTICALS, LTD.	2014-03-31
SECOND CUP LTD. (THE)	2014-03-29
SECURE ENERGY SERVICES INC.	2014-03-31
SERVICES FINANCIERS ELEMENT	2014-03-31
SERVICES IMMOBILIERS BROOKFIELD INC.	2014-03-31
SIERRA METALS INC.	2014-03-31
SILVER STANDARD RESOURCES INC.	2014-03-31
SILVER WHEATON CORP.	2014-03-31
SIR ROYALTY INCOME FUND	2014-03-31
SOCIETE CANADIAN TIRE, LIMITEE (LA)	2014-03-29
SOCIETE DE FINANCEMENT GE CAPITAL CANADA	2014-03-31
SOCIETE FINANCIERE IGM INC.	2014-03-31
SONDE RESOURCES CORP.	2014-03-31
SOUTHGOBI RESOURCES LTD.	2014-03-31
SPECTRA ENERGY CORP.	2014-03-31
STARLIGHT U.S. MULTI-FAMILY (NO.2) CORE FUND	2014-03-31
STARLIGHT U.S. MULTI-FAMILY CORE FUND	2014-03-31
SUNSHINE BIOPHARMA, INC.	2014-03-31
SURGE ENERGY INC.	2014-03-31
SWINGPLANE VENTURES, INC.	2014-03-31
SWISHER HYGIENE INC.	2014-03-31
TAHOE RESOURCES INC.	2014-03-31
TEARLAB CORPORATION	2014-03-31
TELUS CORPORATION	2014-03-31
TERRAVEST CAPITAL INC.	2014-03-31
THOMPSON CREEK METALS COMPANY INC.	2014-03-31
TOTAL ENERGY SERVICES INC.	2014-03-31
TOURMALINE OIL CORP.	2014-03-31
TRANSITION THERAPEUTICS INC.	2014-03-31
TREE ISLAND STEEL LTD.	2014-03-31
TRICAN WELL SERVICE LTD.	2014-03-31
TRICON CAPITAL GROUP INC.	2014-03-31
TRIMAC TRANSPORTATION LTD.	2014-03-31
TRUE NORTH COMMERCIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2014-03-31
TURBO POWER SYSTEMS INC.	2014-03-31
TURQUOISE HILL RESOURCES LTD.	2014-03-31
TWIN BUTTE ENERGY LTD.	2014-03-31
UNION GAS LIMITED	2014-03-31
URANIUM ONE INC.	2014-03-31
VALEANT PHARMACEUTICALS INTERNATIONAL, INC.	2014-03-31
VALERO ENERGY CORPORATION	2014-03-31
VERMILION ENERGY INC.	2014-03-31
WALLBRIDGE MINING COMPANY LIMITED	2014-03-31
WESTCOAST ENERGY INC.	2014-03-31
WESTERN COPPER AND GOLD CORPORATION	2014-03-31

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
WHITECAP RESOURCES INC.	2014-03-31
WILMINGTON CAPITAL MANAGEMENT INC.	2014-03-31
WORLD ENERGY SOLUTIONS, INC.	2014-03-31
YELLOW MEDIA LIMITEE	2014-03-31
ZAZA ENERGY CORPORATION	2014-03-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
CAPITAL DGMC INC.	2013-12-31
CATEGORIE OBLIGATIONS A RENDEMENT OPTIMAL YORKVILLE (#32569)	2014-03-31
CATEGORIE OCCASIONS MONDIALES YORKVILLE (#32569)	2014-03-31
CATEGORIE PROTECTION ACCRUE YORKVILLE (#32569)	2014-03-31
DREYFUS FUND INCORPORATED (THE)	2013-12-31
RESSOURCES ZHEN DING INC.	2012-12-31

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
CAPITAL DGMC INC.	2013-12-31
CATEGORIE OBLIGATIONS A RENDEMENT OPTIMAL YORKVILLE (#32569)	2014-03-31
CATEGORIE OCCASIONS MONDIALES YORKVILLE (#32569)	2014-03-31
CATEGORIE PROTECTION ACCRUE YORKVILLE (#32569)	2014-03-31
DREYFUS FUND INCORPORATED (THE)	2013-12-31

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
AGJUNCTION INC.	
ARIANNE PHOSPHATE INC.	
AYLEN CAPITAL INC.	
BROOKFIELD OFFICE PROPERTIES INC.	
CORPORATION ELEMENTS CRITIQUES	
CORPORATION MINIERE SCORPIO	
DUNDEE ENERGY LIMITED	
EUROGAS INTERNATIONAL INC.	
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER PRO	
GENDIS INC.	
GREAT CANADIAN GAMING CORPORATION	
HUMBOLDT CAPITAL CORPORATION	
IVERNIA INC.	
JURA ENERGY CORPORATION	
LONGVIEW OIL CORP.	
MINERAUX MANICOUAGAN INC.	
MINES D'OR DYNACOR INC.	
MINES INDEPENDANTES CHIBOUGAMAU INC.	
NIOCAN INC.	
NORTH WEST COMPANY INC. (THE)	

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
ORCA GOLD INC.	
PAPIERS TISSU KP INC.	
PENN WEST PETROLEUM LTD.	
PIZZA PIZZA ROYALTY CORP.	
PREMIER GOLD MINES LIMITED	
REGAL LIFESTYLE COMMUNITIES INC.	
REITMANS (CANADA) LIMITEE	
RESSOURCES CARTIER INC.	
RESSOURCES MINIERES RADISSON INC.	
RESSOURCES ROBEX INC.	
RMP ENERGY INC.	
SAVANNA ENERGY SERVICES CORP.	
SAVANT EXPLORATIONS LTD.	
SENVEST CAPITAL INC.	
SPACKMAN EQUITIES GROUP INC.	
TOURMALINE OIL CORP.	
TURBO POWER SYSTEMS INC.	
TVI PACIFIC INC.	
WILDCAT EXPLORATIONS LTD.	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
CNH CAPITAL CANADA RECEIVABLES TRUST	2013-12-31
HIGH 5 VENTURES INC.	2013-12-31
URANIUM PARTICIPATION CORPORATION	2014-02-28

ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS CONFORMES (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Liste des symboles SEDI

Depuis le 1^{er} novembre 2010, le délai de dépôt d'une déclaration d'initié est passé à cinq jours civils (sauf pour les déclarations initiales).

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI	45 : Contrepartie d'un bien	* : L'astérisque en regard d'un solde de clôture signifie que l'initié ou son agent déposant a aussi indiqué un solde calculé par lui-même lorsque l'opération a été déposée.
1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	46 : Contrepartie de services	
2 : Filiale de l'émetteur assujetti	47 : Acquisition ou aliénation par don	
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de % des titres d'un émetteur assujetti (Loi sur les valeurs mobilières du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéficiaire et au partage en cas de liquidation.	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs	
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti	Dérivés émis par l'émetteur	AVIS
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti	50 : Attribution d'options	L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	51 : Levée d'options	
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	52 : Expiration d'options	
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié	53 : Attribution de bons de souscription	
NATURE DE L'OPÉRATION	54 : Exercice de bons de souscription	
Généralités	55 : Expiration de bons de souscription	
00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	56 : Attribution de droits de souscription	
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 : Exercice de droits de souscription	
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément	58 : Expiration de droits de souscription	
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	59 : Exercice au comptant	
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	Dérivés émis par un tiers	
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers	
35 : Dividende en actions	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers	
36 : Conversion ou échange	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers	
37 : Division ou regroupement d'actions	Divers	
38 : Rachat – annulation	90 : Changements relatifs à la propriété	
40 : Vente à découvert	97 : Autres	
	99 : Correction d'information	
	NATURE DE L'EMPRISE	
	D : Propriété directe	
	I : Propriété indirecte	
	C : Contrôle	
	AUTRES MENTIONS	
	O : Opération originale	
	M : Première modification	
	M' : Deuxième modification	
	M" : Troisième modification, etc.	
	R : Opération déclarée hors délai (en retard).	

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée cidessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais. Le personnel de l'Autorité rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières, déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec dans un délai de 5 jours, sauf dans certains cas précis. Ces opérations doivent être rapportées de façon exacte et claire. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
A.I.S. Resources Limitee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Element, Martyn	4		O	2014-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.4300	5 000
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	0.4500	8 500
ACTIVEnergy Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
ACTIVEnergy Income Fund	1		O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	800	9.3000	29 224 635
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	9.2000	29 217 635
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	9.3200	29 217 535
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	9.2500	29 214 535
Advantage Oil & Gas Ltd.									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Balog, Stephen	4		O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	600		1 363
Haggis, Paul	4		O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	750		1 704
McIntosh, Ronald A	4		O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	901		2 046
AEterna Zentaris Inc.									
<i>Options</i>									
Aubut, Marcel	4		O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	
			M	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	129 165
Dodd, David Alan	4, 5		O	2013-04-15	D	50 - Attribution d'options	300 000	1.9800USD	
			M	2013-04-15	D	50 - Attribution d'options	300 000	1.9800USD	300 000
Dorais, José P.	4		O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	
			M	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	113 333
Egbert, Carolyn	4		O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	
			M	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	97 500
Ernst, Jürgen	4		O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	
			M	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	145 831
Lapalme, Pierre	4		O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	
			M	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	116 666
Limoges, Gérard A.	4		O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	
			M	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	60 000	1.0700USD	129 165
Agellan Commercial Real Estate Investment Trust									
<i>Parts</i>									
Camenzuli, Francis Xavier	4, 7, 5		O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 300	9.2000	332 787
Winterra Holdings Inc	PI		O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 300	9.2000	332 787
Agrium Inc.									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Everitt, David Charles	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	505	94.1400USD	2 558
Girling, Russell	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 009	94.1400USD	26 111
Henry, Susan A.	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 009	94.1400USD	59 255
Horner, Russell James	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	252	94.1400USD	23 925
Lesar, David John	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 009	94.1400USD	10 852
Lowe, John Edward	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 009	94.1400USD	11 941
McLellan, A. Anne	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	252	94.1400USD	17 549
Pannell, Derek George	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	252	94.1400USD	15 486
Schmidt, Mayo	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 009	94.1400USD	4 061
Zaleschuk, Victor Jack	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	531	94.1400USD	35 683
Ainsworth Lumber Co. Ltd.									
<i>Droits Director Deferred Share Units</i>									

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Chadwick, Robert	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 774		124 703
Gagne, Paul Ernest	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 930		76 535
Lacey, John Stewart	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 883		127 558
Lancaster, Gordon	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 258		85 102
Paul, Houston	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 526		118 229
Air Canada									
<i>Options (Long-Term Incentive Plan)</i>									
Smith, Benjamin M.	7		O	2014-05-10	D	52 - Expiration d'options	(55 000)		622 794
AIRBOSS OF AMERICA CORP.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hagerman, Robert	4		O	2014-05-12	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(4 000)	7.7500	839 926
Laurie, Earl H	7		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	7.9200	41 452
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 800)	7.9600	37 652
Alimentation Couche-Tard Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie B</i>									
Birollo, Bonita Elizabeth	5		O	2014-04-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			400
			M	2014-04-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 200
			O	2014-04-23	D	37 - Division ou regroupement d'actions	800		56
Administrateur du régime	PI		O	2014-04-14	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			168
			O	2014-04-23	I	37 - Division ou regroupement d'actions	112		296 900
Fortin, Richard	4, 7, 6, 5		O	2002-04-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Fondation Lise et Richard Fortin	PI		O	2002-04-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Allied Properties Real Estate Investment Trust									
<i>Options</i>									
Emory, Michael R.	4, 5		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	8 474		387 919
<i>Parts</i>									
Connor, Gerald R.	4		M	2004-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000	11.3000	5 000*
			M'	2004-12-21	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 250	13.1700	6 250
			M	2006-02-16	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 500	17.2100	7 750
			M	2006-12-19	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 500	20.9900	9 250
Cunningham, Gordon R.	4		M	2004-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000	11.3000	5 000*
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 600)	35.2150	3 342
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	35.2000	3 142
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	35.1800	1 942
Emory, Michael R.	4, 5		M	2004-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	40 000	11.3000	130 000*
			M	2004-12-21	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 000	13.1700	140 000*
			M	2005-03-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	51 304	13.4600	236 304*
			M	2006-02-16	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	79 615	17.2100	315 919
			M	2007-01-26	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	20 000	22.8500	336 535
			O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	852		672 054
Jacobs, Wayne Lester	5		M	2004-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	20 000	11.3000	70 262*
			M	2004-12-21	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000	13.1700	75 262*
			M	2005-03-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	21 988	13.4600	97 250*
			M	2006-02-16	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	40 954	17.2100	188 204
			M	2007-01-26	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 000	22.8500	198 204
Sullivan, Daniel Francis	4		M	2004-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000	11.3000	10 000*
<i>Parts Issued under Long-Term Incentive Plan</i>									
Connor, Gerald R.	4	R	O	2004-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000	11.3000	
			O	2004-12-01	D	97 - Autre	1 250	13.1700	
			M	2004-12-21	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 250	13.1700	
			O	2006-02-16	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 500	17.2100	
			O	2006-12-19	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 500	20.9900	
Cunningham, Gordon R.	4	R	O	2004-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000	11.3000	
Emory, Michael R.	4, 5	R	O	2004-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	40 000	11.3000	
			O	2004-12-21	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 000	13.1700	

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
AltaGas Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jacobs, Wayne Lester	5	R	O	2005-03-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	51 304	13.4600	
			O	2006-02-16	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	79 615	17.2100	
			O	2007-01-26	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	20 000	22.8500	
			O	2004-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	20 000	11.3000	
			O	2004-12-21	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000	13.1700	
			O	2005-03-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	21 988	13.4600	
			O	2006-02-16	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	40 954	17.2100	
			O	2007-01-26	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 000	22.8500	
Sullivan, Daniel Francis	4	R	O	2004-06-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000	11.3000	
American Core Sectors Dividend Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
American Core Sectors Dividend Fund	1		O	2014-05-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	9.0900	247 700
			O	2014-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	9.0400	250 400
			O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	9.0600	253 100
			O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	9.0200	257 800
			O	2014-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	600	9.1500	258 400
			O	2014-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	9.1400	259 400
Amerigo Resources Ltd									
<i>Actions ordinaires</i>									
Davidson, Aurora	5								
Delphis Financial Strategies Inc.	PI		O	2003-12-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	I	46 - Contrepartie de services	37 500		37 500
Dean, Steven G	4, 5		O	2014-03-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	0.5000	
			M	2014-03-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	0.5000	0
Henderson, Robert Duncan	5		O	2012-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Zeitler, Klaus M	4, 5		O	2014-05-12	D	46 - Contrepartie de services	75 000		75 000
Zeitler Holdings Corp.	PI		O	2003-05-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	I	46 - Contrepartie de services	350 000		350 000
Options									
Castle, Geoffrey	4		O	2012-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.4350	200 000
Davidson, Aurora	5		O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.4350	1 600 000
GOEPEL, RUSTON ERNEST TREMAYNE	4		O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.4350	1 075 000
Henderson, Robert Duncan	5		O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	600 000	0.4350	1 300 000
Kuta, Michael John	5		O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.4350	1 650 000
Robinson, Sidney P H	4		O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.4350	1 100 000
Zeitler, Klaus M	4, 5		O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	800 000	0.4350	3 200 000
Amex Exploration inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Carrier, Pierre	4, 5		O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1300	161 000
Trottier, Jacques	4, 5		O	2002-11-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
REER	PI		O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.1500	2 000
ARC Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Calder, Sean Ross Allen	5		O	2013-09-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
RJ Non-Registered	PI	R	O	2014-05-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	32.0000	1 800*
RJ Spousal RRSP	PI		O	2013-09-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	32.0000	1 800*
Dielwart, John Patrick	4		O	2014-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	196	30.0600	59 194*
751229 Alberta Ltd.	PI		O	2014-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	66	30.0600	20 048*
Anna Dielwart	PI		O	2014-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4	30.0600	1 260*
BMO Nesbitt TFSA	PI		O	2014-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5	30.0600	1 807*
Dielwart Family Account	PI		O	2014-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	526	30.0600	158 699*
Nesbitt Brokerage RRSP	PI		O	2014-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	25	30.0603	26 911*
Groeneveld, Neil Adrian	5		O	2014-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	782	30.0603	236 051*
Indirect Brokerage	PI		O	2014-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat			
Stadnyk, Myron Maurice	4, 5		O	2014-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat			
RBC Brokerage	PI		O	2014-04-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat			
Argonaut Gold Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ponczoch, David	5		O	2013-11-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	97 - Autre	37 313	4.0200	37 313
Options									
Ponczoch, David	5		O	2013-11-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	62 318	4.0200	62 318
Arsenal Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Arsenal Energy Inc.	1		O	2014-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	6.9100	12 000
van Winkoop, Anthony Robert	5		O	2014-05-06	D	97 - Autre	(95 000)		367 270

Emetteur	Relation	Retard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Options</i>									
Taylor, Gjoa	5		O	2014-05-09	D	59 - Exercice au comptant	(12 000)	7.6400	70 000
Athabasca Oil Corporation									
<i>Options</i>									
Taylor, Matthew	5		O	2014-05-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	225 000	8.1200	225 000
<i>Restricted Share Units</i>									
Taylor, Matthew	5		O	2014-05-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	225 000	8.1200	225 000
Avigilon Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kam, Danny	5		O	2014-02-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			19 380
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	4 000	19.5000	23 380
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	2 000	18.9000	25 380
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	2 000	18.6300	27 380
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	2 000	17.9600	29 380
Tevlin, Murray	4								
RRSP	PI		O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 700	20.1800	39 000
Axia NetMedia Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hartslief, Alan Guy	5		O	2014-04-03	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	819	2.5766	130 105
			O	2014-04-23	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	789	2.6738	130 894
Hua, Corinne	5		O	2014-04-03	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	412	2.5766	89 447
			O	2014-04-23	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	397	2.6738	89 844
Price, Arthur R.	4, 5								
A. R. Price Enterprises Ltd.	PI		O	2014-04-03	C	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	1 819	2.5766	1 696 113
			O	2014-04-23	C	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	1 753	2.6738	1 697 866
Sigler, Murray	5		O	2014-04-03	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	819	2.5766	207 442
			O	2014-04-23	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	789	2.6738	208 231
Springer, Nicole	5		O	2014-04-03	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	899	2.5766	8 645
			O	2014-04-23	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	397	2.6738	9 042
Aylen Capital Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pennal, John Duncan	4, 5								
177 RDH Inc.	PI		O	2014-05-09	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	2 000	0.0100	5 158 284
B2Gold Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Craig, Dale Alton	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	23 823	3.1500	78 468
Garagan, Thomas	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	69 833	3.1500	4 932 503
Johnson, Clive Thomas	4		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	139 664	3.1500	7 733 307
MacLean, Ian	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	27 933	3.1500	1 117 120
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Craig, Dale Alton	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 823)	3.1500	97 978
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	158 730	3.1500	256 708
<i>Parts Restricted Share Units (Common Shares)</i>									
Bartz, Eduard	5		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	79 365	3.1500	87 279

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Restricted Share Units</i>									
Cross, Robert Melvin Douglas	4		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	79 365	3.1500	106 688
Garagan, Thomas	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(69 833)	3.1500	76 502
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	222 222	3.1500	298 724
Johnson, Clive Thomas	4		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(139 664)	3.1500	218 580
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	666 667	3.1500	885 247
Johnson, George	5		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	222 222	3.1500	298 724
Lytle, William	5		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	126 984	3.1500	170 700
MacLean, Ian	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(27 933)	3.1500	32 787
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	126 984	3.1500	159 771
Richer, Roger	5		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	222 222	3.1500	298 724
Stansbury, Dennis	5		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	190 476	3.1500	245 120
Barisan Gold Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dyczkowski, Karen	5		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.1200	
			M	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.1200	240 625
Baylin Technologies Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Day, Stockwell	4		O	2013-11-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 341
Jones, Douglas Aubrey	4		O	2013-11-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 341
Reiter, Barry	4		O	2013-11-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 577
SIMMONDS, DONALD E.	4		O	2013-11-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 341
Baytex Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chan, Raymond Tatsun	4		O	2014-05-09	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(50 000)	45.0400	273 070
Melinda Chan-Sze	PI		O	2010-12-31	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	50 000	45.0400	50 000
BCE Inc.									
<i>Share Units</i>									
Fell, Anthony S.	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	387	48.5000	62 935
Lumley, Edward C.	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	194	48.5000	45 098
Bell Aliant Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
LeBlanc, Glen	5		O	2014-04-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 743	26.6200	4 028
			O	2014-05-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(4 028)	27.5500	0
BMO Nesbitt Burns	PI		O	2014-05-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	27.5300	1 969
Spouse ESSP	PI		O	2014-04-25	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	286	26.6200	395
			O	2014-05-05	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(390)	27.5500	5
<i>Droits Deferred Share Units (Employee)</i>									
Sheriff, Karen	5		O	2014-05-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(20 000)	27.3400	253 923
<i>Equity Swap #5</i>									
Bell Aliant Regional Communications, Limited Partnership	2		O	2011-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-05	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	37 500	27.6500	37 500
			O	2014-05-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	162 500	27.8500	200 000
Bioniche Life Sciences Inc.									
<i>Options common</i>									
Olds, Donald John	5		O	2014-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2014-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000 000
Blue Ribbon Income Fund (formerly Citadel Diversified Investment Trust)									

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
<i>Parts de fiducie</i>									
Blue Ribbon Income Fund	1		O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.7500	3 000
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	11.7500	0
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.7600	3 000
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	11.7600	0
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.7100	3 000
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	11.7100	0
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.7100	3 000
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	11.7100	0
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.8100	3 000
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	11.8100	0
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	11.7600	
			M	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	11.7600	2 900
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	(2 900)	11.7600	0
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.8100	3 000
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	11.8100	0
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.9400	3 000
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	11.9400	0
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.0000	3 000
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.0000	0
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.8300	300
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	11.8300	0
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.9800	3 000
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	11.9800	0
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	600	11.9700	600
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	11.9700	0
Bonavista Energy Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lee, Susan	4		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 056	16.6790	15 000
Borex inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lemaire, Alain	6								
Gestion Alain Lemaire inc.	PI		O	2014-05-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	13.5000	61 100
Lemaire, Laurent	6								
Gestion Laurent Lemaire inc.	PI		O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	13.4500	28 900
Thibodeau, Jean-François	7, 5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	20 000	6.4000	23 000
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	13.5000	3 000
<i>Options Options d'achat d'actions ordinaires</i>									
Aird, Sylvain	7, 5		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	11 152	12.9000	92 599
Aubut, Denis	5		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	5 795	12.9000	60 003
Decostre, Patrick	7, 5		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	10 072	12.9000	77 052
Girardin, Hugues	5		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	7 039	12.9000	70 034
Lemaire, Patrick	4, 7, 5		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	45 718	12.9000	453 415
Ouellet, Gabriel	5		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	2 523	12.9000	22 079
Thibodeau, Jean-François	7, 5		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	19 880	12.9000	242 077
			O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	6.4000	222 077
Boston Pizza Royalties Income Fund									
<i>Parts</i>									
Boston Pizza Royalties Income Fund	1		O	2014-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	20.1956	80 900
			O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	20.2488	84 200
Brookfield Asset Management Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A Limited Voting</i>									
Blattman, Barry S.	7		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	22 000	23.6200USD	22 000
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 000)	42.6500USD	0
<i>Options</i>									
Blattman, Barry S.	7		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(22 000)	23.6200USD	938 730

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Brookfield Global Infrastructure Securities Income Fund									
<i>Parts</i>									
Brookfield Global Infrastructure Securities Income Fund	1		O	2014-04-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	50 250	9.9900	50 250
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(50 250)		0
Brookfield Infrastructure Partners L.P.									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Miranda Robredo, Rafael	4								
Orbananos Inversiones Sicav	PI		O	2013-04-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	2 950	41.1000USD	2 950
Brookfield Office Properties Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Farley, Thomas Fredrick	5		O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(327)	21.8300	0
<i>Deferred Units</i>									
Cahill, William T.	4		O	2014-05-05	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	236		32 838
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	632		33 470
Hegarty, Michael	4		O	2014-05-05	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	84		11 689
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	695		12 384
Liebman, Lance Malcolm	7, 6		O	2014-05-05	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	216		30 149
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	632		30 781
Massey, Paul John Jr.	4		O	2014-05-05	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	63		8 751
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 263		10 014
McDonald, Fergus Allan	4		O	2014-05-05	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	60		8 274
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	695		8 969
Stelzl, Robert L.	4		O	2014-05-05	D	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	221		30 841
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	821		31 662
Brookfield Property Partners L.P.									
<i>Parts de société en commandite</i>									
DeNardo, Stephen	4		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000	19.8599USD	6 750
			O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000	19.9900USD	11 750
Taylor, George Simpson	6								
1161378 Ontario Limited	PI		O	2014-05-08	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 421)	19.6900USD	0
Nancy Caroline Taylor	PI		O	2014-05-08	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 063)	19.7000USD	0
Brookfield Renewable Energy Partners L.P.									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Taylor, George Simpson	6		O	2011-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			21 800
Future Thought Limited	PI		O	2011-11-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 500
Nancy Caroline Taylor	PI		O	2011-11-28	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			24 000
BRP Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Hanley, Michael	4	R	O	2014-04-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	840	29.7600	3 527
Mazzorin, Carlos Enrique	4	R	O	2014-04-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	840	29.7600	3 527
O'Neill, Daniel J.	4	R	O	2014-04-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	840	29.7600	3 527
Philip, Edward Michael	4	R	O	2014-04-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	840	29.7600	3 527
Canadian High Income Equity Fund									
<i>Parts</i>									
Canadian High Income Equity Fund	1		O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	11.8800	1 600
			O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)	11.8800	0
			O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.0000	3 000
			O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.0000	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-	Date de	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre			ra- tion	l'opération					
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	12.0200	5 000
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	12.0200	0
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	11.9500	1 100
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)	11.9500	0
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	800	11.9500	800
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	11.9500	0
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.0200	1 500
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.0200	0
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	600	12.0800	600
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	12.0800	0
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0900	100
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	12.0900	0
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	12.1000	1 900
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)	12.1000	0
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.1500	500
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	12.1500	0
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	12.1900	5 000
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	12.1900	0
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	12.1900	3 400
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	(3 400)	12.1900	0
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	700	12.2000	700
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	12.2000	0
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	12.2500	1 700
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 700)	12.2500	0
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	12.3000	4 100
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	(4 100)	12.3000	0
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.2500	100
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	12.2500	0
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	12.2900	2 100
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)	12.2900	0
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	12.3000	1 700
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 700)	12.3000	0
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	12.4000	1 200
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	12.4000	0
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	12.2400	5 000
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	12.2400	0
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	700	12.3800	700
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	12.3800	0
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	12.4000	4 300
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	(4 300)	12.4000	0
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	12.4000	5 000
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	12.4000	0
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	12.4400	2 500
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	12.4400	0
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	12.4500	2 500
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	12.4500	0
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	300	12.4300	300
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	12.4300	0
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	12.4700	4 700
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	(4 700)	12.4700	0
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.4900	200
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	12.4900	0
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	12.5000	4 800
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(4 800)	12.5000	0

Canadian Natural Resources Limited

Actions ordinaires

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Davis, Randall Scott	5		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	44.0100	86 648*
Laing, Ronald Keith	5		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 790)	43.0200	1 910
Canadian Oil Sands Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sirrs, David	5		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	22.5800	6 200
Canadian Utilities Limited									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Han, Alfred S.	7								
Children's RESP	PI		O	2007-01-02	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	40.7600	200
Canfor Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Canfor Corporation	1		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	68 600	25.5414	206 900*
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	68 600	25.8047	275 500*
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	68 600	25.3105	344 100*
CanWel Building Materials Group Ltd. (formerly, Canwel Holdings Corporation)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rosenfeld, Harry	6		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 950	2.5200	115 212
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	2.5600	118 412
Margaret Rosenfeld	PI		O	2014-05-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	2.5800	33 631
Canyon Services Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
den Engelsen, Todd Anthony	5		O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	3 333	6.5600	4 333
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 333)	16.0586	1 000
Peskunowicz, Adolph Joseph John	5		O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50	15.9500	112 000
<i>Options</i>									
den Engelsen, Todd Anthony	5		O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(3 333)		116 600
Capital Bitumen Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Perrault, Nikolas	4, 3								
Terenox Ltd.	PI		O	2014-05-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0700	641 000
Cascades inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lemaire, Laurent	4, 3		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	6.1200	192 490
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50	6.1300	192 540
Catamaran Corporation (formerly SXC Health Solutions Corp.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cosler, Steven	4		O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	2 500	26.5900USD	42 855
Masso, Anthony R	4		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	42.3644USD	53 108
<i>Options</i>									
Cosler, Steven	4		O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	26.5900USD	5 000
Cathedral Energy Services Ltd.									
<i>Options</i>									
DIACHOK, DAVID NICHOLAS	5		O	2014-05-06	D	52 - Expiration d'options	(26 667)	5.0500	83 333
CCL Industries Inc.									
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>									
Horn, Alan Douglas	4								
ATL Inc.	PI		O	2014-05-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	106.6500	92 200
			O	2014-05-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	106.6400	92 100
			O	2014-05-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 600)	106.5000	82 500
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Block, Paul J.	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	350	107.1200	14 661
Gresh, Philip M.	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	350	107.1200	4 536
Guillet, Edward	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	350	107.1200	12 791
Horn, Alan Douglas	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	350	107.1200	18 595

Emetteur	Relation	Retard	État opérationnel	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Lang, Stuart W.	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	350	107.1200	5 430
Muzyka, Douglas W.	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	350	107.1200	17 558
Peddie, Tom	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	350	107.1200	29 686
Celestica Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Gendron, Mary	7		O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	103 679	5.2600USD	103 679
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(103 679)	11.3200USD	0
<i>Options</i>									
Etherington, William	4		O	2014-05-10	D	52 - Expiration d'options	(5 000)		0
Gendron, Mary	7		O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	(103 679)		167 823
Cenovus Energy Inc.									
<i>Performance Share Units</i>									
Alden, Gary Marvin	7	R	O	2014-02-28	D	59 - Exercice au comptant	(1 788)	30.2400	
			M	2014-02-28	D	59 - Exercice au comptant	(1 788)	30.2400	4 345
Hofstetter, Larry Allen	7	R	O	2014-02-28	D	59 - Exercice au comptant	(2 276)	30.2400	
			M	2014-02-28	D	59 - Exercice au comptant	(2 276)	30.2400	16 834
Centerra Gold Inc.									
<i>Parts Deferred Share Units</i>									
Ibraev, Karybek	4		O	2014-05-09	D	59 - Exercice au comptant	(1 059)		0
Muraliev, Amangeldy	4		O	2014-05-09	D	59 - Exercice au comptant	(953)		0
Cervus Equipment Corporation									
<i>Actions ordinaires Deferred Shares</i>									
Bell, Don	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 374	21.8330	7 777
Benke, Larry Max	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 374	21.8330	4 406
Collicutt, Steven Myles	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 374	21.8330	8 600
harris, gary wayne	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 374	21.8330	8 317
Lekatsas, Angela S.	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 374	21.8330	1 622
Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée									
<i>Droits RSU</i>									
Browning, Thompson	5		O	2014-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 200	173.3300	1 200
Johnson, Robert Allen	5		O	2013-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 400	173.3300	2 400
Lambrecht, Thomas John	5		O	2013-11-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 200	173.3300	1 200
Marquis, Tony	5		O	2013-07-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 400	173.3300	2 400
Redeker, Michael	5		O	2012-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 000	173.3300	2 000
Wallace, Mark	5		O	2012-09-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 200	173.3300	2 200
Chesswood Group Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Souverain, Gary	7		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	13.3678USD	141 062
Choice Properties Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Lukow, Bradley Stephen	7		O	2014-05-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 100	10.6500	4 100
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 900	10.6600	10 000
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	10.6600	13 000
CI Financial Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Blair, Lorraine P.	7		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	36.0500	26 068
Cipher Pharmaceuticals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wiseman, Stephen R.	4								

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Elaine Wiseman	PI		O	2014-05-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	7.7000	5 000
			O	2014-05-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	7.5000	10 000
Clarke Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Clarke Inc.	1		O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.2900	6 300
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.2300	6 300
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.3300	6 300
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.2500	8 400
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.2600	8 400
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.2000	8 400
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.2500	8 400
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.2000	8 400
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.1900	8 400
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.3100	8 400
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.3000	8 400
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.3700	8 400
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	38 100	8.4000	44 400
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.2900	44 400
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	8.3600	44 400
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		6 300
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		6 300
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		6 300
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		6 300
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		6 300
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		6 300
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		6 300
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		6 300
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		6 300
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		42 300
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		42 300
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		42 300
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	(38 100)		4 200
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		2 100
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		0
Haw, Dustin	5		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	8.5000	24 600
Rapps, Michael	4, 6		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	8.4800	37 100
<i>Débetures convertibles 6 Dec 2013 (CKI.DB.A)</i>									
Clarke Inc.	1		O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	110.2500	\$ 33 000.00
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	110.0000	\$ 33 000.00
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	111.0000	\$ 33 000.00
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	109.7500	\$ 44 000.00
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	110.1500	\$ 44 000.00
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	109.5000	\$ 44 000.00
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	109.0000	\$ 44 000.00
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	109.2500	\$ 55 000.00
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 10 000.00	109.0700	\$ 54 000.00
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	109.5000	\$ 54 000.00
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	110.0000	\$ 54 000.00
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	108.0000	\$ 43 000.00
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	109.3800	\$ 44 000.00
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 11 000.00	110.0000	\$ 44 000.00
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 11 000.00)		\$ 33 000.00
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 11 000.00)		\$ 33 000.00
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 11 000.00)		\$ 33 000.00
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 11 000.00)		\$ 44 000.00
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 11 000.00)		\$ 43 000.00

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 11 000.00)		\$ 43 000.00
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 22 000.00)		\$ 32 000.00
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 10 000.00)		\$ 33 000.00
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 11 000.00)		\$ 33 000.00
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 11 000.00)		\$ 33 000.00
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 11 000.00)		\$ 22 000.00
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 11 000.00)		\$ 11 000.00
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 11 000.00)		\$ 0.00
Haw, Dustin	5								
Heather Haw	PI		O	2014-04-25	I	38 - Rachat ou annulation	(\$ 5 000.00)	1000.0000	\$ 3 000.00
John Haw	PI		O	2014-04-25	I	38 - Rachat ou annulation	(\$ 5 000.00)	1000.0000	\$ 3 000.00
Claude Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Skanderbeg, Brian Neville	5		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 500	0.1700	221 409
Coastal Contacts Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
8800499 Canada Inc.	3		O	2014-04-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-04-28	D	97 - Autre	32 830 881	12.4500	32 830 881
Colt Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Perrault, Nikolas	4, 5		O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	425 000	0.2500	662 920
<i>Options</i>									
Perrault, Nikolas	4, 5		O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(425 000)	0.2500	1 175 000
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pace, Robert	4		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 278	64.9700	194 993
<i>Directors Restricted Share Units</i>									
Stein, Laura	4		O	2014-04-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 241	58.5700USD	2 241
Compagnie Minière North American Palladium									
<i>Actions ordinaires</i>									
Du Toit, Philippus	5								
Sunlife	PI		O	2013-03-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	20 672		20 672
Gallagher, James Elvin	5		O	2013-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	115 000	0.2825	115 000
Sunlife	PI		O	2013-10-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	6 325		6 325
Langille, David Carlo	5		O	2013-01-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21 657		21 657*
Lofsky, Tess Lee Ann	5								
SunLife	PI		O	2014-05-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	16 202		22 438
<i>Options</i>									
Berlin, Steven Ritt	4		O	2013-12-14	D	52 - Expiration d'options	(5 000)		
			M	2013-12-14	D	52 - Expiration d'options	(5 000)		70 000
COMPASS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
COMPASS Income Fund	1		O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	600	13.9500	31 022 884
			O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	500	13.9800	31 023 384
Constellation Software Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Baksh, Jamal Nizam	5								

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Computershare Trust Company	PI		O	2014-05-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	379	262.5500	1 114
Computershare Trust Company - RRSP	PI		O	2014-05-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	371	263.5300	7 285
Computershare Trust Company - TFSA	PI		O	2014-05-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	61	265.5300	75
Beattie, Brian Robert	7								
Computershare Trust Company	PI		O	2014-05-05	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	681	262.5467	8 478
Computershare Trust Company - RRSP	PI		O	2014-05-05	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	120	262.5467	1 802
Judge, Melanie Daniels	7								
ComputerShare	PI		O	2014-05-05	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	673	262.5467	28 523
McKinnon, Ian Murray	4								
Computershare	PI		O	2014-05-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	148	262.5500	1 651
Schmidt, Daniel	5								
Computershare	PI		O	2014-05-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	785	262.5467	9 199
Corporation Cott									
<i>Actions ordinaires</i>									
Benadiba, Mark	4		O	2014-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 188	7.2400USD	46 508
Burnett, George Arthur	4		O	2014-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 188	7.2400USD	70 158
Gibbons, David	4		O	2014-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 188	7.2400USD	115 617
Halperin, Stephen	4		O	2014-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 188	7.2400USD	99 180
Hess, Betty Jane	4		O	2014-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 188	7.2400USD	76 755
Monahan, Gregory Rush	4		O	2014-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 188	7.2400USD	65 006
Pilozzi, Mario	4		O	2014-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 188	7.2400USD	81 259
Prozes, Andrew	4		O	2014-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 188	7.2400USD	66 235
Rosenfeld, Eric Stuart	4		O	2014-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 188	7.2400	483 232
Savage, Graham William	4		O	2014-05-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 188	7.2400	63 044
Corporation Minière Golden Share									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beijing Donia Resources Co., Ltd.	3								
Goldrock Resources Corporation Limited	PI		O	2014-05-12	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 950 000	0.1000	4 640 956
Corporation TomaGold									
<i>Actions ordinaires de catégorie "A"</i>									
Cucciniello, Ciro	4								
7590059 Canada Inc.	PI		O	2014-04-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-05	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.1600	100 000
IFNOTNOWTHENWHEN INC.	PI		O	2014-05-05	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.1600	400 000
<i>Bons de souscription</i>									
Cucciniello, Ciro	4								

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
7590059 Canada Inc.	PI		O	2014-04-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-05	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	0.2500	50 000
IFNOTNOWTHENWHEN INC.									
	PI		O	2014-04-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-05	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	0.2500	50 000
Corus Entertainment Inc.									
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>									
Cassaday, John	3		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	25.7056	621 730
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	25.8543	614 230
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	25.9500	612 530
			O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	25.6100	605 030
James, Barry Lee	4	R	O	2014-05-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 630	24.7288	3 055
Crescent Point Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Amirault, Rene	4		O	2014-05-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 000
Heinemann, Robert Frederick	4		O	2014-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	39.9900USD	7 000
Stangl, Trent Terry	5								
Spousal Joint Account	PI		O	2014-05-13	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(339)		5 155
Spouse	PI		O	2014-05-13	C	90 - Changements relatifs à la propriété	339		3 339
Crius Energy Trust									
<i>Droits Restricted Trust Units</i>									
MCARTHUR, CHRISTIAN	5		O	2014-04-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			96 557
Detour Gold Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Crossgrove, Peter Alexander	4		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	50 000	10.8600	128 862
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	11.5153	78 862
Rubenstein, Jonathan A.	4		O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	5 000	10.8600	8 500
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	11.2310	3 500
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	10 000	10.8600	13 500
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	11.2410	3 500
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Martin, Paul Douglas	4, 5		O	2008-09-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Beaudoin, Pierre	5		O	2010-01-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	46 378		46 378
Donovan, Patrick Joseph	5		O	2008-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 899		6 899
Galloway, Julie	5		O	2010-07-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 085		22 085
Heredia, Alberto Francis	5		O	2013-11-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 975		3 975
Martin, Paul Douglas	4, 5		O	2008-09-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	72 880		72 880
Mavor, James Whyte	5		O	2012-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 689		35 689
Pineault, Rachel Anne	5		O	2011-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 899		6 899
Teevan, Derek	5		O	2009-03-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 085		22 085
<i>Options</i>									
Beaudoin, Pierre	5		O	2014-05-13	D	50 - Attribution d'options	104 582	11.3200	810 582
Crossgrove, Peter Alexander	4		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(50 000)		248 496
Donovan, Patrick Joseph	5		O	2014-05-13	D	50 - Attribution d'options	15 558	11.3200	238 558
Galloway, Julie	5		O	2014-05-13	D	50 - Attribution d'options	49 801	11.3200	367 301

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
Heredia, Alberto Francis	5		O	2014-05-13	D	50 - Attribution d'options	8 964	11.3200	134 964
Martin, Paul Douglas	4, 5		O	2014-05-13	D	50 - Attribution d'options	164 343	11.3200	670 343
Mavor, James Whyte	5		O	2014-05-13	D	50 - Attribution d'options	80 478	11.3200	498 478
Pineault, Rachel Anne	5		O	2014-05-13	D	50 - Attribution d'options	15 558	11.3200	123 558
Rubenstein, Jonathan A.	4		O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	(5 000)		145 996
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(10 000)		135 996
Teevan, Derek	5		O	2014-05-13	D	50 - Attribution d'options	49 801	11.3200	262 301
DiaMedica Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
GIUFFRE, MICHAEL	4								
Anthony Giuffre	PI	R	O	2014-01-30	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	6 000	0.9000	
Anthony Giuffre TFSA	PI		M	2014-01-30	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	6 000	0.9000	6 000
			O	2010-08-10	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Bons de souscription</i>									
GIUFFRE, MICHAEL	4								
Anthony Giuffre	PI		O	2014-01-30	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	3 000		
Anthony Giuffre TFSA	PI		M	2014-01-30	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	3 000		3 000
			O	2010-08-10	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Dollarama Inc.									
<i>Options</i>									
Choinière, Johanne	5		O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	127 000		127 000
Dream Global Real Estate Investment Trust (formerly, Dundee International Real Estate Investment Trust)									
<i>Droits Deferred Trust Units</i>									
BIERBAUM, DETLEF	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 000		48 843
Jackman, Duncan Newton Rowell	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000		26 043
Koss, Johann Olav	4		O	2014-02-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000		6 000
Sullivan, John	4		O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000		21 820
<i>Parts</i>									
Gulliver, Rene Douglas	5		O	2013-01-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	9.3900	2 000
Dream Industrial Real Estate Investment Trust (formerly, Dundee Industrial Real Estate Investment Trust)									
<i>Deferred Trust Units</i>									
Crossgrove, Peter Alexander	4		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000		18 376
GOODALL, ROBERT	4		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000		17 603
Koss, Johann Olav	4		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000		14 726
Mulroney, Benedict Martin Paul	4		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000		14 726
Segal, Leerom	4		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000		21 861
Sera, Maria Vincenza	4, 7		O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000		24 692
Wiseman, Sheldon	4		O	2013-05-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2014-05-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000		6 000
Dream Office Real Estate Investment Trust (formerly, Dundee Real Estate Investment Trust)									
<i>Droits deferred trust units</i>									
BIERBAUM, DETLEF	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000		36 736
Charter, Donald Kinloch	4, 6		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000		23 454
Crossgrove, Peter Alexander	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 000		39 721
Ferstman, Joanne Shari	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		27 199
GOODALL, ROBERT	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000		31 546
Jackman, Duncan Newton Rowell	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 000		29 696
DualEx Energy International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Emetteur	Relation	Retard	État opérationnel	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Dundee Precious Metals Inc.									
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Lindsay, John	5		O	2014-04-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 600		13 600
RAE, DAVID	5		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 100		52 900
<i>Options</i>									
Lindsay, John	5		O	2014-04-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	58 000	3.2800	58 000
RAE, DAVID	5		O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	68 400	3.2800	211 300
East Africa Metals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fu, Shuixing	4		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	180 785		403 618
Granata, Peter	5		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	7 700		9 700
Heidema, Jeffrey Herman	5		O	2013-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	56 925		56 925
Smith, Andrew Lee	4, 5		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	297 990		807 824
Wang, Jingbin	4, 6		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	196 350		526 350
Beijing Donia Resources Co., Ltd.	PI		O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	385 965		1 380 117
Goldrock Resources Corporation Limited	PI		O	2013-04-04	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	7 568 512		7 568 512
SinoTech (Hong Kong) Corporation Limited	PI		O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	4 812 500		25 339 433
<i>Bons de souscription</i>									
Fu, Shuixing	4		O	2013-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	131 480		131 480
Granata, Peter	5		O	2013-04-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	65 600		65 600
Heidema, Jeffrey Herman	5		O	2013-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	41 400		41 400
			O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	6 875		48 275
Smith, Andrew Lee	4, 5		O	2013-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	216 721		216 721
Wang, Jingbin	4, 6		O	2013-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	142 800		142 800
			O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	27 500		170 300
Beijing Donia Resources Co., Ltd.	PI		O	2013-04-04	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Emetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	280 702		280 702
Goldrock Resources Corporation Limited	PI		O	2013-04-04	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	5 504 372		5 504 372
			O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 584 256		7 088 628
			O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	2 200 000		9 288 628
SinoTech (Hong Kong) Corporation Limited	PI		O	2013-04-04	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	3 500 000		3 500 000
Options									
Granata, Peter	5		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	82 500		332 500
Heidema, Jeffrey Herman	5		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	110 000		360 000
Smith, Andrew Lee	4, 5		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	302 500		1 252 500
Wang, Jingbin	4, 6		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	192 500		892 500
easyhome Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Mullins, Jason	5		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	19.0000	4 500
Eclipse Residential Mortgage Investment Corporation									
<i>Class A Shares</i>									
Eclipse Residential Mortgage Investment Corporation	1		O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.9500	3 000
			O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.9500	0
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.9500	3 000
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.9500	0
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.9400	3 000
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.9400	0
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.9000	500
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	7.9000	0
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	7.9600	1 200
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	7.9600	0
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	700	8.1500	700
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	8.1500	0
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.2800	3 000
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.2800	0
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.4300	3 000
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.4300	0
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	8.3200	2 500
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	8.3200	0
Enbridge Inc.									
<i>Droits - 2014 Performance Units (PUs) - December 31, 2016 Expiry</i>									
Balko, Jody	7		O	2014-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 800		3 800
			O	2014-03-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	28		3 828
Bloxom, Steven Ray	5		O	2004-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 250		2 250
			O	2014-03-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	17		2 267
Opheim, Wanda Marie	5		O	2006-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 200		4 200

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
			O	2014-03-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	31		4 231
Robinson, Tyler Wade	5		O	2013-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 850		1 850
Whelen, John Kendall	5		O	2003-02-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 750		5 750
			O	2014-03-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	43		5 793
Yu, Vernon Dai-Chung	7		O	2006-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 200		5 200
			O	2014-03-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	39		5 239
<i>Options \$48.81 - March 13, 2024 Expiry</i>									
Balko, Jody	7		O	2014-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	50 - Attribution d'options	57 450		57 450
Bloxom, Steven Ray	5		O	2004-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	50 - Attribution d'options	38 000		38 000
Opheim, Wanda Marie	5		O	2006-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	50 - Attribution d'options	66 500		66 500
Robinson, Tyler Wade	5		O	2013-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	50 - Attribution d'options	30 300		30 300
Whelen, John Kendall	5		O	2003-02-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	50 - Attribution d'options	92 700		92 700
Yu, Vernon Dai-Chung	7		O	2006-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-03-13	D	50 - Attribution d'options	83 350		83 350
Encana Corporation									
<i>Restricted Share Units</i>									
Hopwood, Terrence Judd	5		O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	(14 459)		45 754
Endeavour Silver Corp.									
<i>Options</i>									
Dickson, Daniel	5		O	2014-05-14	D	50 - Attribution d'options	215 000		810 000
ENERGY INDEXPLUS Dividend Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
ENERGY INDEXPLUS Dividend Fund	1		O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	11.4000	1 052 627
			O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.3700	1 053 627
			O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	11.2200	1 054 927
			O	2014-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	11.3400	1 056 427
			O	2014-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	800	11.3000	1 057 227
Energy Leaders Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Energy Leaders Income Fund	1		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500		500
			O	2014-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		0
Enseco Energy Services Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Grad, Stan	4								
Soderglen Ranches Ltd.	PI	R	O	2014-04-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.4500	808 700
Equal Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chimahusky, John S.	5		O	2014-05-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	109	5.2400USD	71 928
Klapko, Donald Charles	4, 5		O	2014-05-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	924	5.6800	425 598
Smalling, Scott Anthony	5		O	2014-05-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	101	5.2400USD	39 231
Equitable Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Downie, David	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	2 000	24.7500	20 800*
Wilson, Timothy James	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	1 000	29.3200	1 321*
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	64.0000	321*
<i>Options Options granted</i>									
Downie, David	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	24.7500	12 643*
Wilson, Timothy James	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	29.3200	56 406*
Equitorial Exploration Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Power, Patrick Edward 0800025 B.C. Ltd.	4, 5		O	2014-05-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.2100	1 276 000
			O	2014-05-12	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(115 000)	0.2150	1 161 000
Varas, Jorge Patricio	4		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.2200	112 000
Erdene Resource Development Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Akerley, Peter	4, 5		O	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	62 500	0.1600	573 925
Byrne, John Philip	4		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	312 500	0.1600	
			M	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	312 500	0.1600	
			M'	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	312 500	0.1600	1 548 285
Cowan, John Christopher	4		O	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	43 750	0.1600	
			M	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	43 750	0.1600	863 500
MacDonald, Kenneth	4		O	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 000	0.1600	267 499
Webster, Philip L.	4		O	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	172 000	0.1600	
Bonnyburn Investments Inc.	PI		M	2014-05-13	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	172 000	0.1600	840 000
<i>Bons de souscription Expire May 13, 2016 (Common Shares)</i>									
Akerley, Peter	4, 5		O	2004-03-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	31 250		31 250
Byrne, John Philip	4		O	2004-08-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	156 250		
			M	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	156 250		
			M'	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	156 250		156 250
Cowan, John Christopher	4		O	2003-01-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	21 875		
			M	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	21 875		21 875
MacDonald, Kenneth	4		O	2003-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	25 000		
			M	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	25 000		
			M'	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	25 000		25 000
Webster, Philip L.	4		O	2006-06-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	86 000		
Bonnyburn Investments Inc.	PI		M	2014-05-13	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	86 000		
			M'	2014-05-13	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	86 000		86 000
			O	2006-06-14	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Essential Energy Services Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Amundson, Garnet K.	4, 5		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29 417		464 761
PERASALO, KAREN DENISE	5								
TFSA	PI		O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 900	2.5200	14 900
Webster, Donald	5								
RRSP	PI		O	2014-05-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	2.5300	129 725
<i>Options</i>									
Amundson, Garnet K.	4, 5		O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	(75 000)	1.1500	1 090 000
Exploration Azimut inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tognetti, John	3								
john tognetti	PI		O	2014-05-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 000	0.3500	1 424 833
san jacopo trading	PI		O	2014-05-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 000	0.3400	699 900

Emetteur	Relation	Retard	État opérationnel	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-05-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	0.3450	700 000
Exploration Dios Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Girard, Marie-José	4, 5		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	69 000	0.0350	1 626 195
Exploration Knick inc.									
<i>Options</i>									
Bryce, Robert	4	R	O	2013-09-13	D	50 - Attribution d'options	250 000		250 000
Exploration Puma Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gagné, Dominique	4		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.2500	20 000
Fairfax Financial Holdings Limited									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Salsberg, Eric	7		O	2014-05-06	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(42)		86 354
FAM Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Dube, Georges	4		O	2014-05-13	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	1 500	8.8500	3 500
Huntingdon Capital Corp.	3		O	2014-05-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	831 639	8.8500	1 449 153
Manak, Sandeep	5		O	2014-05-13	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	2 260	8.8500	5 260
Poladian, Shant Noubar	5		O	2014-05-13	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	5 000	8.8500	67 662
Samuel, Gary	4								
Braeilily Property Management Inc.	PI		O	2012-12-28	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	5 000	8.8500	5 000
Spackman, Pamela Jean	4		O	2014-05-13	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	3 000	8.8500	13 000
Fancamp Exploration Ltd.									
<i>Options</i>									
ANKCORN, PAUL RUSSELL	4		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1500	550 000
Mehra, Ashwath	4	R	O	2014-05-01	D	50 - Attribution d'options	100 000		600 000
First Capital Realty Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kozak, Brian	5		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 000)	18.7000	105 087
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	18.7100	102 087
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 800)	18.7200	97 287
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	18.7400	94 287
Weaver, Karen H.	5		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	18.5000	160 596
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(31 500)	18.5000	129 096
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 100)	18.4500	214 896
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 700)	18.4600	208 196
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	18.4100	206 696
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 000)	18.4000	185 696
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	18.3900	183 896
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 400)	18.4200	181 496
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	18.4800	180 396
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	18.5000	179 896
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	18.4700	178 396
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	18.3800	176 996
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	18.4400	174 696
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 400)	18.5300	170 296
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 200)	18.4300	168 096
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	18.7000	124 096
First Quantum Minerals Ltd									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rowley, Martin	4, 5		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	21.0000	5
St. George, Peter	4		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	20.2800	515 630
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	20.3100	515 130
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	20.3300	514 830
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	20.3400	514 630

Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Flaherty & Crumrine Investment Grade Fixed Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Flaherty & Crumrine Investment Grade Fixed Income Fund	1		O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	400	11.9900	400
			O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	11.9900	0
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.0400	1 500
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.0400	0
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	600	12.1200	600
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	12.1200	0
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	12.2200	300
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	12.2200	0
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	12.2800	2 300
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	12.2800	0
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.2800	3 000
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.2800	0
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.3000	500
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	12.3000	0
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	400	12.3700	400
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	12.3700	0
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	12.4000	1 600
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)	12.4000	0
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.4000	3 000
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.4000	0
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.3700	800
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	12.3700	0
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	400	12.3000	400
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	12.3000	0
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.4100	200
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	12.4100	0
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	12.4300	2 800
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	(2 800)	12.4300	0
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	12.3600	1 200
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	12.3600	0
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.3600	800
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	12.3600	0
Fonds de Placement Immobilier InnVest									
<i>Parts de fiducie</i>									
Lewis, Daniel Seth	4, 6								
Orange Capital Master I, Ltd.	PI		O	2014-05-13	C	10 - Acquisition ou alié- nation effectuée sur le marché	20 000	5.0976	9 749 300
Orange Capital, LLC	3								
Orange Capital Master I, Ltd.	PI		O	2014-05-13	C	10 - Acquisition ou alié- nation effectuée sur le marché	20 000	5.0976	9 749 300
Fortis Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
McCabe, Ronald William	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	11 440	28.1900	80 977

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Options</i>									
McCabe, Ronald William	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(11 440)		104 355
Fortune Minerals Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dales, James	6								
Procon Resources Inc.	PI		O	2014-05-09	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 631 744	0.4000	34 881 744
Luo, Yan	6								
Procon Resources Inc.	PI		O	2014-05-09	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 631 744	0.4000	34 881 744
Mah, Jimmy King Mo	6								
Procon Resources Inc.	PI		O	2014-05-09	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 631 744	0.4000	34 881 744
Procon Resources Inc.	3		O	2014-05-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 631 744	0.4000	34 881 744
Wang, Huifang	6								
Procon Resources Inc.	PI		O	2014-05-09	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 631 744	0.4000	34 881 744
Wang, Yuhang	6								
Procon Resources Inc.	PI		O	2014-05-09	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 631 744	0.4000	34 881 744
YURKOWSKI, EDWARD ALFRED	4, 6								
Procon Resources Inc.	PI		O	2014-05-09	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 631 744	0.4000	34 881 744
<i>Options</i>									
breukelman, william	4		O	2014-05-12	D	52 - Expiration d'options	(70 000)		390 000
Knight, David Allan	4, 5		O	2014-05-11	D	52 - Expiration d'options	(60 000)		385 000
Genworth MI Canada Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
McPherson, Deborah Lynn	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	12 900	40.0000	22 988
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 900)	40.0000	10 088
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	45 000	40.0000	55 088
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(45 000)	40.0000	10 088
<i>Options</i>									
McPherson, Deborah Lynn	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(12 900)	40.0000	92 600
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(45 000)	40.0000	47 600
Global Dividend Growers Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Brasseur, Jeremy	6								
MFL Management Limited	PI		O	2014-05-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	11.3500	23 000
			O	2014-05-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	11.0700	23 500
Global Dividend Growers Income Fund	1		O	2014-05-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	11.3100	383 700
			O	2014-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	11.2100	387 000
			O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	7 600	11.2600	394 600
			O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	11.1000	397 100
			O	2014-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	11.1900	404 600
			O	2014-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	8 300	11.1900	412 900
GMP Capital Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bell, Douglas	7		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	8.0900	512 364
Brown, David G.	4		O	2014-05-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	8.1000	200
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 300	8.1400	12 500
<i>Actions privilégiées Series B</i>									
Brown, David G.	4		O	2014-05-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	19.9300	100
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 400	20.0000	2 500
Goldcorp Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bell, John	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 931	27.5400	38 046
Briscoe, Beverley Anne	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 931	27.5400	34 438
Canepari, Luis Maximo	5		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	27.2500	979
Dey, Peter James	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 931	27.5400	38 097

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
Holtby, Douglas Martin	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 931	27.5400	35 901
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 750)	27.1300	33 151
Louie, Wendy	8		O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	27.5900	8 564
Pelletier, Clement A	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 931	27.5400	10 931
Reifel, P. Randy	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 931	27.5400	1 453 538
Ripley, Charlene Adele	5		O	2013-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Telfer, Ian William	4, 5		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 931	27.5400	97 651
Treviño de la Vega, Blanca	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 931	27.5400	11 401
Williamson, Kenneth Frank	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 931	27.5400	54 441
Droits									
Bell, John	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 931		5 931
			O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 931)		0
Briscoe, Beverley Anne	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 931		5 931
			O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 931)		0
Dey, Peter James	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 391		5 931
			M	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 931		5 931
			O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 931)		0
Holtby, Douglas Martin	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 931		5 931
			O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 931)		0
Iturriaga Hidalgo, Tomas	7		O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			20 582
Julieta, Kuri Sawaya	7		O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 768
Pelletier, Clement A	4		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 931		5 931
			O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 931)		0
Perkins, David Patrick Michael	7		O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			12 688
Reifel, P. Randy	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 931		5 931
			O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 931)		0
Reynaud Arana, Juan Fernando	7		O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 648
Ripley, Charlene Adele	5		O	2014-05-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(19 788)		57 661
Telfer, Ian William	4, 5		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 931		5 931
			O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 931)		0
Treviño de la Vega, Blanca	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 931		5 931
			O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 931)		0
Williamson, Kenneth Frank	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 931		5 931
			O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 931)		0
Options									
Bruna, Horacio	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	30.7300USD	257 059
Burns, George Raymond	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(75 000)	35.6200	428 472
Crema, Frank	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(30 000)	35.6200	184 637
FARROW, PAUL	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(5 000)	35.6200	199 904
Hall, Lindsay Albert	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(40 000)	35.6200	535 364
Hazelton, Rohan	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(35 000)	35.6200	211 159
Iturriaga Hidalgo, Tomas	7		O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			152 523
Jeannes, Charles A.	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(30 000)	35.6200	1 104 281
Julieta, Kuri Sawaya	7		O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			36 018
Louie, Wendy	8		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(15 000)	35.6200	162 630
Parsons, David	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(30 000)	35.6200	197 559
Perkins, David Patrick Michael	7		O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			117 877
Randhawa, Raman	7		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(10 000)	35.6200	179 803
Reynaud Arana, Juan Fernando	7		O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			65 821
Ronkos, Charles Joseph	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(50 000)	30.7300USD	287 574
Rustad, Colette	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(15 000)	35.6200	248 442
Ruus, Mark Adrian	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(75 000)	35.6200	402 277
Sedestrom, Cheryl	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(75 000)	30.7300USD	331 980
Shand, William	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(4 800)	35.6200	162 603
Tudela, Anna Maria	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(30 000)	35.6200	141 970

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Villacorta, Eduardo	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(30 000)	30.7300USD	265 490
Wilhoit, Jeffrey	5		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(45 000)	35.6200	198 006
Golden Star Resources Ltd.									
<i>Options</i>									
van Niekerk, Pieter A.	5		O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	40 000	0.6400	376 950
Goldgroup Mining Inc.									
<i>Options</i>									
Clark, Michael	5		O	2014-05-14	D	52 - Expiration d'options	(200 000)		400 000
Henry, Mark	8		O	2014-05-14	D	52 - Expiration d'options	(17 369)		532 631
Piggott, Keith	4, 5, 3		O	2014-05-14	D	52 - Expiration d'options	(326 843)		1 111 754
Sedun, Gregg J.	4		O	2014-05-14	D	52 - Expiration d'options	(200 000)		850 000
Silbernagel, Corry Jonathan	4		O	2014-05-14	D	52 - Expiration d'options	(100 000)		450 000
Sullivan, Kevin James	5		O	2014-05-14	D	52 - Expiration d'options	(12 281)		287 719
Graniz Mondal Inc.									
<i>Billets promissaires</i>									
Lambert, Berthe A.	4, 5		O	2014-05-07	D	97 - Autre	(\$ 30 000.00)		\$ 42 000.00
Great-West Lifeco Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Great-West Lifeco U.S. Holdings, L.P.	2		O	2014-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	30.1950	
			M	2014-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	460 000	30.3083	460 000
			O	2014-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	30.1859	
			M	2014-03-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(460 000)	30.3032	0
			O	2014-04-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 570 335	30.1207	1 570 335
			O	2014-04-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 570 335)	30.1148	0
Group Forage Major Drilling Group International Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Balser, David	5		O	2014-05-08	D	97 - Autre	72	8.5700	6 214
Dyment, Fred J.	4		O	2014-05-08	D	97 - Autre	2 371	8.5700	18 045
Gibson, James Alexander	5		O	2014-05-08	D	97 - Autre	75	8.5700	6 536
McGuire, Francis Phillip	4, 5		O	2014-05-08	D	97 - Autre	73	8.5700	6 288
McLeod-Seltzer, Catherine	4		O	2014-05-08	D	97 - Autre	1 249	8.5700	14 516
Rennie, Janice Gaye	4		O	2014-05-08	D	97 - Autre	114	8.5700	9 842
Groupe Bikini Village inc.									
<i>Bons de souscription Convertible 1.25\$</i>									
Elmag Investments inc.	3		O	2010-08-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	800 000		800 000
Leckie, William Scott	4		O	2013-06-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	122 240	1.2500	122 240
Takota Asset Management Inc	3		O	2012-04-13	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Canaccord in trust Multi Individual Managed Accounts	PI		O	2014-05-13	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	290 240	1.2500	290 240
Canaccord in trust Takota Premium Value Partnership LP	PI		O	2012-04-13	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	387 520	1.2500	387 520
<i>Débetures convertibles Unsecured 7</i>									
Elmag Investments inc.	3		O	2010-08-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 1 000 000.00		\$ 1 000 000.00
Leckie, William Scott	4		O	2013-06-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 152 800.00		\$ 152 800.00
Takota Asset Management Inc	3		O	2012-04-13	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Canaccord in trust Multi Individual Managed Accounts	PI		O	2012-04-13	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-05-13	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 362 800.00		\$ 362 800.00
Canaccord in trust Takota Premium Value Partnership LP	PI		O	2012-04-13	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 362 800.00		
			M	2014-05-13	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 306 281.00		
			M'	2014-05-13	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 484 400.00		\$ 484 400.00
Groupe CGI inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Classe A</i>									
Anderson, David	5		O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	15 000	11.3900	15 000
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	38.3810	0
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	12 200	11.3900	12 200
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 200)	38.4100	0
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	15 000	9.3100	15 000
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	38.2500	0
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	15 000	9.3100	15 000
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	38.2881	0
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	30 000	9.3100	30 000
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	38.1127	0
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	7 200	9.3100	7 200
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 200)	38.4100	0
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	30 000	9.3100	30 000
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	37.5000	0
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	15 000	9.3100	15 000
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	37.6886	0
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	15 000	9.3100	15 000
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	37.5341	0
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	10 600	9.3100	10 600
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 600)	37.5625	0
			O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	18 450	9.3100	18 450
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 450)	37.5000	0
Boulangier, François	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	15 625	9.3100	15 625
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 625)	37.5031	0
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	15 625	12.5400	15 625
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 625)	38.1000	0
Chandramouli, Srinivasan	5		O	2007-05-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	7 500	8.5000	7 500
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	39.0800	0
Cofran, Jame	5		O	2014-05-06	D	51 - Exercice d'options	4 000	15.4900	4 000
			O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	37.2800	0
Farrell, Robert G.	5		O	2011-01-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	2 110	19.7100	2 110
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 110)	37.7400	0
Godin, Serge	4, 3		O	2014-05-09	D	90 - Changements relatifs à la propriété	250 000		768 200
Financière Banque Nationale	PI		O	2014-05-09	I	90 - Changements relatifs à la propriété	96 904		96 904
Sun Life - RAA	PI		O	2014-05-09	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	894	35.2393	96 904
			O	2014-05-09	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(96 904)		0
			O	2014-05-09	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	92	38.0200	92
VMD	PI		O	2014-05-09	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(250 000)		0
Gregory, Timothy Walter	5								
CAPITA UK-SPP	PI		O	2014-05-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 418)	20.3000	0
Hurlebaus, Timothy	5		O	2013-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	2 166	12.5400	2 166
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 166)	38.1600	0
Labelle, Bernard	5		O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	20 000	12.5400	20 000
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(20 000)	38.8300	0
Maglis, Eva	5								
Class A FBN	PI		O	2008-07-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-07-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 000
			O	2014-05-06	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(9 000)	37.5000	0
Perron, Steve	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	937	15.4900	937
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(937)	37.0354	0
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	528	19.7100	528
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(528)	37.0354	0
			O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	1 430	23.6500	1 430
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(1 430)	37.4700	0
Plan	PI		O	2014-05-12	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	204	35.4874	3 694
			O	2014-05-13	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(1 605)	37.7887	2 089
Roy, Jacques	5								
Sun Life - RAA	PI		O	2014-05-08	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	255	35.2533	525
			O	2014-05-08	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(260)	37.4919	265
			O	2014-05-09	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	26	38.0206	291
			O	2014-05-13	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(265)	37.2083	26
Whitchurch, Michael	5								
Sun Life SPP	PI		O	2014-04-11	I	30 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'un régime d'actionariat	261	31.6400	317
			O	2014-05-07	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(250)	34.2600	67
Options									
Anderson, David	5		O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	11.3900	528 513
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	(12 200)	11.3900	516 313
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	(137 800)	9.3100	378 513
			O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(18 450)	9.3100	360 063
Boulangier, François	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(15 625)	9.3100	71 130
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(15 625)	12.5400	55 505
Chandramouli, Srinivasan	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(7 500)	8.5000	160 102
Cofran, Jame	5		O	2014-05-06	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	15.4900	60 987
Farrell, Robert G.	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(2 110)	19.7100	43 432
Hurlebaus, Timothy	5		O	2014-05-05	D	99 - Correction d'information	(9 741)		44 754
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	(2 166)	12.5400	42 588
Labelle, Bernard	5		O	2014-05-05	D	99 - Correction d'information	3 131	23.6500	115 195
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	12.5400	95 195
Perron, Steve	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(937)	15.4900	13 238
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(528)	19.7100	12 710
			O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	(1 430)	23.6500	11 280
Groupe Colabor Inc.									
<i>Actions liées au rendement / Performance base equity units</i>									
Brisebois, Alain	4		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Cloutier, Robert	4		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Actions ordinaires</i>									
Brisebois, Alain	4		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Cloutier, Robert	4		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Débetures convertibles 5,70 échéance le 30 avril 2017</i>									
Brisebois, Alain	4		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Cloutier, Robert	4		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Débetures convertibles 7 due December 31, 2011</i>									

Emetteur	Relation	Retard	État opérationnel	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Brisebois, Alain	4		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Cloutier, Robert	4		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Options									
Battersby, Jack	7		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	40 000		107 000
Brisebois, Alain	4		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Cloutier, Robert	4		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gariépy, Claude	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	200 000		324 000
Neault, Jean-François	5		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	60 000		80 000
Saillant, Claude	5		O	2013-09-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	40 000		40 000
GSI Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Buckley, Robert	5		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	12.3500USD	286 195
Mulryan, Deborah	5		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 244)	12.5000USD	22 473
Halogen Software Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
JMI Equity Fund VI, L.P.	3		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500 000)	9.1000	1 909 148
HealthLease Properties Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Salter, Michael									
Michael &/or Wanda Salter	PI		O	2014-05-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	10.0000	11 000
Turner, Thomas Richard	4		O	2014-05-05	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	10 000	10.0000	
TitanStar Investment Group Inc.	PI		M	2014-05-05	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	10 000	10.0000	10 000
			O	2012-06-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Home Capital Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ahlvik, Christer	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	20 000	8.1400	28 738
Copperthwaite, Stephen	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	10 000	8.1400	11 042
Decina, Pino	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	20 000	8.1400	21 230
Ferguson, Carol	5								
Carol Ferguson RSP	PI		O	2014-05-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			194
Harry, John Roberts Komar	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	10 000	8.1400	10 000
Mosko, Brian Robert	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	40 000	8.1400	41 662
Soloway, Gerald M.	4, 5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	40 000	20.6500	286 984
Options									
Ahlvik, Christer	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	8.1400	28 000
Copperthwaite, Stephen	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	8.1400	18 000
Decina, Pino	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	8.1400	40 000
Ferguson, Carol	5		O	2014-05-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			14 000
Harry, John Roberts Komar	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	8.1400	28 000
Mosko, Brian Robert	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	8.1400	40 000
Soloway, Gerald M.	4, 5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	20.6500	150 000
Huntingdon Capital Corp.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Doyle, Donald Gregory	4		O	2014-05-13	D	46 - Contrepartie de services	252	11.8900	73 894
George, Zachary R.	4		O	2014-05-13	D	46 - Contrepartie de services	126	11.8900	50 228
Goldfarb, Matthew	4		O	2014-05-13	D	46 - Contrepartie de services	252	11.8900	7 245
Rappa, David	4		O	2014-05-13	D	46 - Contrepartie de services	252	11.8900	8 961
HUSKY ENERGY INC.									
<i>Options</i>									
PEABODY, ROBERT JOHN	5		O	2014-05-08	D	59 - Exercice au comptant	(150 000)	28.1900	816 629
Indexplus Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
INDEXPLUS Income Fund	1		O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	800	13.9500	33 252 890
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Information Services Corporation									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Christiansen, Tom	4		O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 330	18.8000	1 501
Chua, Jesus Huan	4		O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 330	18.8000	1 501
Guglielmin, Anthony Robert	4		O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 330	18.8000	1 501
Musgrave, Scott	4		O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 330	18.8000	1 501
Teal, Joel Douglas	4		O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 128	18.8000	2 403
<i>Options</i>									
Stusek, Jeff	5		O	2013-06-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Innergex énergie renouvelable Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Caisse de dépôt et placement du Québec	3		O	2014-04-15	D	35 - Dividende en actions	73 506	10.4000	
			M	2014-04-15	D	35 - Dividende en actions	76 040	10.4000	10 305 709
Inovalis Real Estate Investment Trust									
<i>Parts</i>									
Paré, Raymond	4		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	9.9600	7 000
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	9.9000	10 000
Tronquoy, Antoine	5		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 880	9.9300	5 670
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	9.8900	5 770
			O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	9.8800	6 270
Intact Corporation financière									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anderson, Kenneth	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	694	70.7800	6 688
Marcotte, Louis	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 020	70.7800	5 800
<i>Stock Incentives</i>									
Anderson, Kenneth	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 387)	70.7800	643
Marcotte, Louis	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 038)	70.7800	1 792
Inventronics Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
MONETTE, SERGE RETROMOBILE INC	PI	O		2014-05-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.1600	401 500
Jaguar Mining Inc.									
<i>Deferred Share Units (DSUs)</i>									
Reeser, Edward Victor	4		O	2013-06-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	83 522		83 522
<i>Options</i>									
Bee, George Michael	4, 5		O	2013-06-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		1 000 000
Reeser, Edward Victor	4		O	2013-06-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	78 947		78 947
Weyrauch, Derrick Horst	5		O	2014-04-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	600 000	1.3500	600 000
Killam Properties Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fraser, Philip	4, 5								
CIBC	PI	O		2014-05-13	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 000)		192 652*
Karine, MacIndoe	4								
RRSP	PI	O		2014-03-17	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2014-03-17	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	10.2800	3 200*
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	10.2900	3 700*
			O	2014-05-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	10.5000	5 500*
			O	2014-05-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	10.4900	10 000*
Kay, Robert	4	R	O	2002-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.6000	5 000*

Emetteur	Relation	Retard	État opé- ration	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
		R	O	2002-12-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.7000	20 000*
		R	O	2003-09-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	1.2000	24 000*
			O	2003-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.7600	
		R	M	2003-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	1.8000	14 000*
			O	2004-01-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 000	2.6400	
		R	M	2004-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 000	2.6400	33 000*
		R	O	2007-03-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	2.5200	347 000*
			O	2007-05-29	D	37 - Division ou regroupement d'actions	11 700		
			M	2007-05-29	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(27 750)		86 750*
		R	O	2013-09-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 800	10.8700	95 091*
		R	O	2013-11-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 450)	10.9800	92 641*
634515 NB Inc.	PI		O	2002-02-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2013-12-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 700	8.5900	
		R	M	2007-12-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 700	8.5900	8 700*
		R	O	2013-11-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 450	11.0100	11 150*
RSP	PI		O	2002-02-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2006-03-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 800	3.0300	7 800*
		R	O	2007-03-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.5800	9 800*
			O	2007-05-29	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(7 350)		2 450*
Kinross Gold Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Etter, Gregory Van	5		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 418)	4.0800USD	14 124
Sims, John Lewis	5		O	2014-05-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 084	4.4400	7 006
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7)	4.4400	6 999
<i>Restricted Shares</i>									
Sims, John Lewis	5		O	2014-05-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 084)	4.4400	43 806
			O	2014-05-12	D	59 - Exercice au comptant	(1 064)	4.4400	42 742
La Societe Canadian Tire Limitee									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Grandisson, Ghislain	6								
9032-8402 Quebec Inc.	PI		O	2014-05-05	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 437
<i>C.T.C. Dealer Holdings Interest</i>									
Grandisson, Ghislain	6								
9032-8402 Quebec Inc.	PI		O	2014-05-05	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 584
<i>Options</i>									
Fulton, Duncan Stanley Allpress	5		O	2014-05-09	D	59 - Exercice au comptant	(4 041)		22 892
			O	2014-05-09	D	59 - Exercice au comptant	(2 756)		20 136
			O	2014-05-09	D	59 - Exercice au comptant	(2 739)		17 397
MacDonald, Allan Angus	5		O	2014-05-09	D	59 - Exercice au comptant	(4 490)		32 655
			O	2014-05-09	D	59 - Exercice au comptant	(2 901)		29 754
			O	2014-05-09	D	59 - Exercice au comptant	(5 855)		23 899
Nathanson, Douglas Bigler	5		O	2014-05-09	D	59 - Exercice au comptant	(4 539)		30 462
La Societe de Gestion AGF Limitee									
<i>Actions ordinaires Class B</i>									
AGF EMPLOYEE BENEFIT PLAN TRUST	2		O	2014-04-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 300	12.2500	
			M	2014-04-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 900	12.2500	
			M'	2014-04-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 900	12.2500	90 300
		R	O	2014-04-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 300	12.2500	60 300
		R	O	2014-04-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 100	12.2500	66 400
Lamélée Minerais de Fer Ltée.									
<i>Options</i>									
Smith, Peter Henderson	6		O	2013-12-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.1400	500 000
Turcotte, Carole	5		O	2013-12-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	150 000		150 000
Le Groupe Intertape Polymer Inc.									

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Crystal, Jeffrey	5		O	2014-05-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Yull, Melbourne F.	4		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000	12.0470	560 645
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie A</i>									
Mayrand, Richard	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	13 980	11.0300	13 980
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(13 980)	23.2064	0
<i>Options</i>									
Mayrand, Richard	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(13 980)	11.0300	73 082
les aliments High Liner incorporee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jewer, Paul Allan	5		O	2014-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	75	44.6400	75
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	2 050	44.5800	2 125
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	130	44.5200	2 255
<i>Options</i>									
Bell, Alan	4		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	4 493	44.1800	4 493
MAHODY, Jolene	4		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	4 493	44.1800	4 493
Les Aliments Maple Leaf Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Curtin, Daniel John	7		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 500)	17.5400	23 300
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 500)	17.4000	20 800
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 500)	17.2800	18 300
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(10 000)	17.2800	8 300
Lan, Richard Allan	5		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(150 000)	18.0000	174 550
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(10 000)	18.0000	164 550
McCain, James Scott	5		O	2014-05-05	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(6 300)	18.6000	471 394
JSM Capital Corporation	PI		O	2014-05-06	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(57 200)	18.2196	414 194
			O	2014-05-07	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(8 300)	18.2030	405 894
			O	2014-05-08	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(26 600)	18.2011	379 294
			O	2014-05-09	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(50 000)	17.3000	329 294
			O	2014-05-12	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(60 900)	17.5826	268 394
McLean, Barry	7		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	75 400	11.3600	23 735
			O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	34 500	11.8500	58 235
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(75 400)	18.0000	(14 565)
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(34 500)	18.0000	(49 065)
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 600)	18.2200	(51 665)
Simpson, Deborah Keenan	5		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(7 600)	18.2500	33 600
Vels, Michael Harold	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	108 600	11.3600	167 042
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(100)	18.5900	142 342
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(1 200)	18.6000	141 142
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(2 300)	18.6200	138 842
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(1 300)	18.5900	137 542
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(5 100)	18.5900	132 442
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(100)	18.5500	132 342
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(300)	18.5400	132 042
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(200)	18.5600	131 842
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(400)	18.5500	131 442
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(10 000)	18.5900	121 442
			O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(5 000)	18.3100	116 442
			O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(5 000)	18.3100	111 442
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(9 000)	18.1900	102 442
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(200)	18.0700	102 242

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.0600	102 142
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	18.0700	101 842
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 400)	18.0500	97 442
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	18.1100	87 442
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 900)	18.0900	83 542
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	18.1000	82 442
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	18.0500	77 442
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	18.0100	72 442
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	18.0000	62 442
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	18.0700	60 442
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	18.1100	58 442
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	166 942
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	18.1900	166 742
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	166 642
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	166 542
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	166 442
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	166 342
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	166 242
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	166 142
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	166 042
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	165 942
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	165 842
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	18.1900	165 642
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	165 542
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	165 442
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	165 342
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	165 242
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	18.1900	164 942
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	164 842
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	164 742
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	164 642
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	164 542
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	164 442
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	164 342
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	164 242
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	164 142
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	18.1900	163 942
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	18.1900	161 942
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 800)	18.2400	158 142
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	18.2400	157 442
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	18.2400	156 942
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	156 842
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.9800	156 742
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.9800	156 642
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.9800	156 542
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.9800	156 442
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.9800	156 342
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	17.7000	156 042
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.7000	155 942
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.7000	155 842
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	17.7000	151 342
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.7600	151 242
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	151 142
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.7600	151 042
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	17.7600	149 242
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	149 142

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	149 042
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	148 942
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	148 842
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	148 742
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	148 642
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	18.1900	148 542
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	17.6200	148 342
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6100	148 242
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6100	148 142
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	17.6300	147 942
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6200	147 842
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	17.6100	147 642
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6100	147 542
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	17.6100	147 242
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6100	147 142
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6100	147 042
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6100	146 942
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6500	146 842
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	17.6100	146 542
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	17.6200	146 342
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6100	146 242
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6100	146 142
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	17.6100	144 942
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6100	144 842
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.4700	144 742
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.4400	144 642
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	17.4600	144 442
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.4700	144 342
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 800)	17.6100	139 542
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.4400	139 442
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.4400	139 342
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.4700	139 242
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	17.4600	139 042
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.4400	138 942
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.4700	138 842
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.4400	138 742
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.4700	138 642
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.4600	138 542
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.3100	138 442
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	17.6100	137 642
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	17.3100	136 842
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.3100	136 742
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6400	136 642
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	17.6200	136 442
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	17.6200	136 242
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6100	136 142
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	17.6100	136 042
West Face Capital Inc.	3								
West Face Long Term Opportunities Global Master L.P.	PI		O	2014-05-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000 000)	18.6000	14 894 413
			O	2014-05-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900 000)	18.2000	13 994 413
Young, Richard	5		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	18.0000	204 966
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	18.0000	204 466
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	18.0100	203 966
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(575)	18.0100	203 391
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	18.0200	202 891
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	18.0600	202 391

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	18.0630	201 891
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	18.0000	200 691
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	18.1000	200 191
<i>Droits PSU - Performance Share Units settled with market shares</i>									
Boland, James Nicholas	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(2 750)		2 650
Breton, Jean Luc	7		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(7 600)		6 650
Campbell, Kenneth George	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(7 000)		4 450
Cappuccitti, Rocco	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(5 000)		4 450
Curtin, Daniel John	7		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(9 250)		5 500
Elmer, Stephen Lloyd	7		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(4 600)		5 550
Graham, Stephen	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(9 500)		9 350
Gratton, Glen Lucien	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(3 800)		3 300
Henry, Ian Vincent	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(8 100)		8 850
Huffman, Randall	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(6 900)		7 200
Irwin, Clifford Edward	7		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(5 100)		7 000
Kaldis, Bill	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(5 000)		6 100
Kuhn, Lynda J.	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(7 300)		6 950
Lan, Richard Allan	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(59 000)		56 400
Maksymetz, Gary Louis	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(20 300)		22 150
McAlpine, Rory A.	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(2 600)		2 450
McCain, James Scott	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(30 500)		29 150
McCain, Michael Harrison	4, 5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(92 900)		88 900
McLean, Barry	7		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(16 500)		15 450
Simpson, Deborah Keenan	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(8 900)		13 850
Sivec, Glen John	7		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(4 550)		3 300
Smith, Peter C.	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(3 600)		3 400
Vels, Michael Harold	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(30 500)		29 150
Wilcox, Donald John	7		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(3 300)		3 300
Young, Richard	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(9 300)		9 700
<i>Droits Restricted Share Units settled with market shares</i>									
Boland, James Nicholas	5		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 750)		
			M	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(2 750)		2 650
Breton, Jean Luc	7		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 600)		
			M	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(7 600)		6 650
Campbell, Kenneth George	5		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 000)		
			M	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(7 000)		4 450
Cappuccitti, Rocco	5		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 000)		
			M	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)		4 450
Curtin, Daniel John	7		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 250)		
			M	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(9 250)		5 500
Elmer, Stephen Lloyd	7		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 600)		
			M	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(4 600)		5 550
Graham, Stephen	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(9 500)		9 350
Gratton, Glen Lucien	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(3 800)		3 300
Henry, Ian Vincent	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(8 100)		15 900
Huffman, Randall	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(6 900)		7 200
Irwin, Clifford Edward	7		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(5 100)		7 000
Kaldis, Bill	5		O	2009-10-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2009-10-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 000
			O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)		13 600
Kuhn, Lynda J.	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(7 300)		6 950
Lan, Richard Allan	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(59 000)		56 400
Maksymetz, Gary Louis	5		O	2010-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2010-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			165 700
			O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(20 300)		20 215
McAlpine, Rory A.	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(2 600)		2 450

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
McCain, James Scott	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(30 500)		29 150
McCain, Michael Harrison	4, 5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(92 900)		88 900
McLean, Barry	7		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(16 500)		15 450
Simpson, Deborah Keenan	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(8 900)		13 850
Sivec, Glen John	7		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(4 550)		3 300
Smith, Peter C.	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(3 600)		3 400
Vels, Michael Harold	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(30 500)		29 150
Wilcox, Donald John	7		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(3 300)		3 300
Young, Richard	5		O	2014-05-06	D	59 - Exercice au comptant	(9 300)		9 700
Options Employee									
McLean, Barry	7		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(75 400)		141 100
			O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(34 500)		106 600
Vels, Michael Harold	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(108 600)		294 400
Les Compagnies Loblaw Limitee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Eadie, Graeme McAllister	7		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 035)	47.2621	0
LIRA	PI		O	2014-05-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(517)	47.2621	0
Spouse	PI		O	2014-05-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 235)	47.2621	0
Lukow, Bradley Stephen	7		O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	27 975	34.1300	29 269
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(27 975)	47.5000	1 294
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	16 000	32.4700	17 294
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 000)	47.7000	1 294
			O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	29 500	32.4700	30 794
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(29 500)	47.6000	1 294
Marshall, S. Jane	7		O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	16 900	47.4400	16 900
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 900)	47.5518	0
PILLA, DOMENICO	5		O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	19 649	31.1300	20 385
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 649)	47.1469	736
			O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	60 000	32.4700	60 736
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60 000)	47.3511	736
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	96 258	32.4700	96 994
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(96 258)	47.5000	736
Weston, Willard Galen Garfield	4, 5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	114 100	47.4400	154 100
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(114 100)	47.6000	40 000
			O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	95 600	47.4400	135 600
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(95 600)	47.6000	40 000
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	183 400	47.4400	223 400
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(183 400)	47.6000	40 000
<i>Options</i>									
Lukow, Bradley Stephen	7		O	2014-03-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			26 607
			M	2014-03-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Marshall, S. Jane	7		O	2014-05-13	I	51 - Exercice d'options	(16 900)	47.4400	194 673
Stock Option SAR Plan	PI		O	2014-05-13	I	51 - Exercice d'options	(16 900)	47.4400	194 673
PILLA, DOMENICO	5		O	2014-03-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Weston, Willard Galen Garfield	4, 5		O	2014-05-09	I	51 - Exercice d'options	(114 100)	47.4400	1 320 643
Stock Option SAR Plan	PI		O	2014-05-12	I	51 - Exercice d'options	(95 600)	47.4400	1 225 043
			O	2014-05-13	I	51 - Exercice d'options	(183 400)	47.4400	1 041 643
<i>Options SDM Roll-over</i>									
Lukow, Bradley Stephen	7		O	2014-03-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			157 609
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	(27 975)	34.1300	129 634
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(16 000)	32.4700	113 634
			O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	(29 500)	32.4700	84 134
PILLA, DOMENICO	5		M	2014-03-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			502 674
			O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	(19 649)	31.1300	483 025
			O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	(60 000)	32.4700	423 025

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(96 258)	32.4700	326 767
<i>Performance Share Units</i>									
PILLA, DOMENICO	5		O	2014-03-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2014-03-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			91 639
<i>Restricted Share Units</i>									
PILLA, DOMENICO	5		O	2014-03-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2014-03-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			23 758
Les Industries Dorel Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class B</i>									
Duval, Sylvain	5		O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	5 000	33.6900	5 000
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	41.0521	0
<i>Options</i>									
Duval, Sylvain	5		O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	33.6900	0
Limited Duration Investment Grade Preferred Securities Fund									
<i>Parts Class A</i>									
Limited Duration Investment Grade Preferred Securities Fund	1		O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.1500	1 600
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.1875	1 600
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.0600	2 400
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.1200	2 400
			O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		
			M	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.1900	2 400
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.2000	2 400
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		800
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.1000	2 400
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		0
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.2800	800
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		800
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.2800	1 600
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		800
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.0900	1 600
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.0000	1 600
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	800	22.9100	2 400
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.0100	2 400
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.1200	2 400
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		800
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	800	23.0000	2 400
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		0
<i>Parts Class U</i>									
Limited Duration Investment Grade Preferred Securities Fund	1		O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	400	23.2600	USD 400
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		0
LIONS GATE ENTERTAINMENT CORP.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Burns, Michael Raymond	4, 5		O	2014-05-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	7 105		1 569 067
			O	2014-05-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 670)	26.3900	USD 1 566 397
			O	2014-05-08	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	173 077		1 739 474

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Liquor Stores N.A. Ltd.									
<i>Droits Long Term Incentive Plan</i>									
Bebis, Stephen	5		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	924		76 842
			O	2014-05-08	D	59 - Exercice au comptant	(13 046)		63 796
Logistec Corporation									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class B</i>									
Cherry, James Charles	4		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	59.0000	800
LOGISTEC CORPORATION	1		O	2014-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	800	54.9375	2 000
			O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	58.9870	3 000
			O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	58.6100	3 100
			O	2014-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	59.0000	4 100
			O	2014-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	800	58.7500	4 900
MacDonald, Dettwiler and Associates Ltd.									
<i>(DSUs, DRSUs, SARs)</i>									
McCombe, William	7		O	2014-03-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			42 500
Magna International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Galifi, Vincent Joseph	5		O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	25 000	30.0000	35 546
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	25 000	30.0000	35 546
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	108.1560	10 546
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	109.2560	10 546
Tobin, Sr., James Joseph	5		O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 740)	99.6454USD	15 508
<i>Options</i>									
Galifi, Vincent Joseph	5		O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	30.0000	441 000
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	30.0000	416 000
Man GLG Emerging Markets Income Fund									
<i>Parts Class A</i>									
Man GLG Emerging Markets Income Fund	1		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 700	7.2100	26 700
			O	2014-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	(26 700)		0
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 400	7.2500	6 400
			O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		0
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	7.1500	1 400
			O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		0
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 400	7.1500	3 400
			O	2014-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	(3 400)		0
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 100	7.2400	4 100
			O	2014-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	(4 100)		0
Marquee Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Evans, Roy Allen	5								
Brenda L. Evans	PI		O	2014-05-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(7 000)	1.0800	20 541
Roach, William	4	R	O	2014-05-02	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	50 000	0.9100	115 400
Thompson, Richard David	4, 5	R	O	2014-05-02	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	27 500	0.9100	498 904
Turnbull, Gregory George	4		O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	1.0600	67 000
Yip, Sammy Shee	5	R	O	2014-05-02	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	29 900	0.9100	441 808
Karen Yip	PI	R	O	2014-05-02	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	25 000	0.9100	134 265
Mason Graphite Inc. (formerly, POCML 1 INC.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Marcotte, Simon	5	R	O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.6600	1 018 000*
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.6700	1 018 500*
Veilleux, Luc	5		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.6500	93 335

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
MAYA OR & ARGENT INC.									
<i>Options</i>									
Booth, John Geoffrey	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	100 000		700 000
Branchaud, René	4, 5		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	100 000		375 000
Gosselin, Réjean	4, 5		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	100 000		1 075 000
Goulet, Guy	4, 5		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		2 750 000
Lévesque, Alain	5		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	125 000		225 000
Mokaddem, Nouredine	4, 5		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		3 250 000
Wismer, Roland	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	100 000		425 000
Wong, Martin	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.5000	525 000
MCAN Mortgage Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bouganim, Jeffrey Joseph	5								
CST Trust Company	PI		O	2014-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14	12.6500	731
			O	2014-01-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	67	12.9326	798
			O	2014-01-20	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	65	13.1800	863
			O	2014-02-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	66	13.0746	929
			O	2014-02-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	66	13.0216	995
			O	2014-02-28	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	64	13.3076	1 059
			O	2014-03-20	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	71	13.1900	1 130
			O	2014-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	71	13.1449	1 201
			O	2014-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	24	12.9131	1 225
MDN INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dufresne, Claude	5		O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			67 000
<i>Options</i>									
Dufresne, Claude	5		O	2014-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-12	D	50 - Attribution d'options	700 000	0.0500	700 000
Medical Facilities Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Medical Facilities Corporation	1		O	2014-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	18.9000	31 355 581
			O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	18.9425	31 354 781
			O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	18.8700	31 353 981
			O	2014-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	19.1300	31 353 381
MEGA Brands Inc.									
<i>Débetures 10 senior secured debenture in the principal amt of \$1000</i>									
Ferrante, Peter	5		O	2014-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 3 711.00)		\$ 0.00
Girgis, Mark P.	5		O	2014-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 3 711.00)		\$ 0.00
Melcor Real Estate Investment Trust									
<i>Class B Limited Partnership Units/Special Voting Trust Units</i>									
Melcor Developments Ltd.	3								
Melcor REIT Holdings GP Inc. as general partner of Melcor REIT Holdings Limited Partnership	PI		O	2014-05-09	C	45 - Contrepartie d'un bien	694 836	10.6500	10 225 634
Mercer International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cooper, David M.	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 630		43 720

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
Gandossi, David M.	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	21 711		197 132
Heine, Eric X.	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 980		82 229
Isacsson, Claes-Inge	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 470		30 936
Lee, Jimmy S.H.	4, 5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	84 153		2 070 587
NOSSOL, LEONHARD	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 396		27 996
RIDDER, WOLFRAM	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 794		12 794
Short, Richard George	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 962		15 129
Performance Units									
Cooper, David M.	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 630)		69 871
			O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 353)		61 518
			O	2014-05-05	D	58 - Expiration de droits de souscription	(6 700)		54 818
Gandossi, David M.	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 711)		133 443
			O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 764)		115 679
			O	2014-05-05	D	58 - Expiration de droits de souscription	(13 932)		101 747
Heine, Eric X.	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 980)		64 156
			O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 165)		55 991
			O	2014-05-05	D	58 - Expiration de droits de souscription	(6 404)		49 587
Isacsson, Claes-Inge	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 470)		72 940
			O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 369)		61 571
			O	2014-05-05	D	58 - Expiration de droits de souscription	(4 558)		57 013
Lee, Jimmy S.H.	4, 5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(84 153)		113 855
			O	2014-05-05	D	58 - Expiration de droits de souscription	(29 701)		84 154
NOSSOL, LEONHARD	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 396)		80 034
			O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 519)		69 515
			O	2014-05-05	D	58 - Expiration de droits de souscription	(7 734)		61 781
RIDDER, WOLFRAM	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 794)		88 836
			O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 575)		77 261
			O	2014-05-05	D	58 - Expiration de droits de souscription	(8 600)		68 661
Short, Richard George	5		O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 962)		29 322
			O	2014-05-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 697)		23 625
			O	2014-05-05	D	58 - Expiration de droits de souscription	(4 467)		19 158
Metaux Russel Inc.									
Actions ordinaires									
Halcrow, David	5		O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	16.5800	25 628
Mangialardi, Giuseppe	5		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	19.8400	19 182
McMullen, Francine Denise	5		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	26.7000	8 411
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	25.7000	9 011
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	26.1800	10 511
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 750	28.9900	12 261
Peckham, Edward John	5		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	33.2700	25 486
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	33.2400	25 386
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	33.2900	25 286
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	25.7500	26 786
			O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 600)	32.5900	15 686
			O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	32.8500	15 486
			O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	32.8800	15 386
			O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	32.9000	15 286
Willis, Allan Stephen	5		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	25.7500	37 148
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	16.5800	41 148
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	19.8400	45 148
Options									
Halcrow, David	5		O	2014-05-14	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	16.5800	117 000
Mangialardi, Giuseppe	5		O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	19.8400	45 000
McMullen, Francine Denise	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	26.7000	13 200
			O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(600)	25.7000	12 600
			O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(1 500)	26.1800	11 100

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Methanex Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Porteur inscrit			O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(1 750)	28.9900	9 350
Peckham, Edward John	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	25.7500	39 500
Willis, Allan Stephen	5		O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	25.7500	45 000
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	16.5800	41 000
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	19.8400	37 000
Metro inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Mahaffy, Douglas William	4		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	66.1300	800
<i>Options</i>									
Boulanger, Serge	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	1 620	24.7300	10 220
		R	O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 620)	67.0300	8 600
Gobeil, Paul	4		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	68.0000	55 200
Boulanger, Serge	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(1 620)	24.7300	26 320
Mincom Capital Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Economio, Gary	4, 5, 3		O	2014-05-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	83 333	0.3000	2 083 333
Focus Graphite	3		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 500 000
York, Jeffrey	4, 3								
Jenna York	PI		O	2011-11-09	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			70 000
Joanne York	PI		O	2011-11-09	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			70 000
Jodi York	PI		O	2011-11-09	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			70 000
MINES ABCOURT INC.									
<i>Actions ordinaires catégorie B</i>									
Hinse, Renaud	4, 5, 3								
Décochib inc.	PI		O	2014-05-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0600	15 703 875
			O	2014-05-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0650	15 753 875
			O	2014-05-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	550 000	0.0600	16 303 875
MINT Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
MINT Income Fund	1		O	2014-05-06	D	38 - Rachat ou annulation	800	10.8000	46 970 403
			O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	800	10.8000	46 971 203
			O	2014-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.7500	46 971 303
Mitec Technologies Inc.									
<i>Bons de souscription</i>									
Schwartz, Abe	3		O	2013-10-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 475 000	0.2650	1 475 000
<i>Débetures convertibles</i>									
Schwartz, Abe	3		O	2013-10-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	\$ 390 875.00		\$ 390 875.00
Mitel Networks Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Shen, Francis Nelson	4, 5								
Connection 25 Inc.	PI		O	2014-01-31	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 000 000		2 000 000
Shen Capital Corporation	PI		O	2014-05-08	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 000 000)		2 485 999
MRF 2014 Resource Limited Partnership									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Brasseur, Jeremy	6								
MFL Management Limited	PI		O	2014-05-06	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 000)	25.0000	49 110
			O	2014-05-08	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(10 960)	25.0000	38 150
Middlefield Capital Corporation	PI		O	2014-04-29	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 960	25.0000	10 960
			O	2014-05-08	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(10 960)	24.1250	0

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
New Flyer Industries Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jacobsen, Patricia Anne	4		O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	11.7089	26 535
New Gold Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Konig, Martyn	4		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	68 000	3.2100	218 000
<i>Droits Deferred Share Units (DSU)</i>									
Emerson, David Lee	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 151		31 265
Estey, James	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 981		60 152
Kololian, Vahan	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 151		37 372*
Konig, Martyn	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 151		50 017
Lassonde, Pierre	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 151		30 643
Threlkeld, Raymond Wesley	4		O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 151		25 678
<i>Options</i>									
Emerson, David Lee	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	46 296	5.5500	96 899
Estey, James	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	46 296	5.5500	215 899
Kololian, Vahan	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	46 296	5.5500	147 899*
Konig, Martyn	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	46 296	5.5500	215 899
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(68 000)	3.2100	147 899
Lassonde, Pierre	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	46 296	5.5500	147 899
Threlkeld, Raymond Wesley	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	46 296	5.5500	147 899
Newalta Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
DOERR, Harvey	4		O	2014-05-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			6 200
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 300	19.7700	10 500
Newfoundland Capital Corporation Limited									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Weatherby, Scott G.M.	5		O	2014-05-12	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	762	8.7100	21 984
NexC Partners Corp.									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
NexC Partners Corp.	1		O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	400	9.9200	400
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		1 600
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	800	9.9200	1 200
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	800	9.9500	2 000
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		800
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	800	9.8400	2 400
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		800
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	800	9.8500	1 600
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		400
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	9.9300	1 200
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		0
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	800	9.9300	800
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		800
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	800	9.9900	1 600
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		400
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	400	9.9700	1 200
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		800
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	800	10.0000	1 200
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	800	10.1000	1 600
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		1 600
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	800	10.2000	2 400
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		800
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	800	10.2500	2 400

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(800)		0
NexJ Systems Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
NexJ Systems Inc.	1		O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	2.0000	1 300
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	2.0000	0
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	2.0000	
			M	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.0000	3 000
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.0000	0
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	14 300	2.0000	14 300
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	(14 300)	2.0000	0
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	7 100	2.0000	7 100
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	(7 100)	2.0000	0
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.0000	3 000
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.0000	0
NGEx Resources Inc.									
<i>Options</i>									
Carmichael, Robert Gordon	5		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	175 000		555 000
Conibear, Paul K.	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	150 000		550 000
			O	2010-07-05	D	52 - Expiration d'options	(226 230)		271 750
Lundin, Lukas Henrik	4, 5		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	150 000	2.0500	550 000
Mir, Pablo	7		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	45 000		127 500
Mullen, David Frederick	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	150 000	2.0500	350 000
Rand, William Archibald	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	150 000	2.0500	550 000
See, Chester	5		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	150 000	2.0500	400 000
Vodola, Antonietta (Toni)	5		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	37 500		147 500
Wodzicki, Wojtek Alexander	4, 5		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	375 000	2.0500	1 575 000
Northern Superior Resources Inc.									
<i>Options</i>									
Booth, Brian	4		O	2014-05-09	D	52 - Expiration d'options	(125 000)	0.1050	475 000
Klassen, Arnold	4		O	2014-05-07	D	52 - Expiration d'options	(125 000)	0.1050	525 000
Livingstone, Kent Wayne	4		O	2014-05-07	D	52 - Expiration d'options	(45 000)	0.1050	475 000*
MOON, ALAN CLIFFORD	4, 5		O	2014-05-07	D	55 - Expiration de bons de souscription	41 700	0.1050	608 400
Morfopoulos, Aris	5		O	2014-05-07	D	52 - Expiration d'options	(17 000)	0.1050	460 000*
Nuvo Research Inc. (formerly Dimethaid Research Inc.)									
<i>Options</i>									
Chicoine, Daniel	4		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	59 158		236 336
Guntermann, Henrich R.K.	4		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	31 206		166 942
Lemieux, Stephen	8		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	33 360		61 643
London, John	4		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	59 158		229 413
Loucaides, Katina	8		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	28 918		50 432
OceanaGold Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Klinck, Darren Ervin Charles	5		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(63 000)	2.8005	1 800
Esmeralda Klinck	PI		O	2014-05-12	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(33 333)	2.8000	0
Oceanic Iron Ore Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Keep, Gordon	4, 5		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.0750	2 972 500
ONEX CORPORATION									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Mersky, Seth Mitchell	5		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	62.4497	304 783
Opsens inc.									
<i>Options</i>									
Goffart, Lucien	4		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	100 000		100 000
Pacific Rubiales Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
<i>Titre</i>									
Initié									
Iacono, Serafino									
Ice Rose Holdings Inc.	4, 5		O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	16.4800	1 083 885
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	16.5200	1 084 285
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	16.5300	1 085 285
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	16.5500	1 086 285
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	16.5600	1 086 685
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	16.5950	1 086 785
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	16.6000	1 087 285
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	16.6100	1 087 685
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	16.6200	1 088 685
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	16.6550	1 088 785
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	16.6600	1 089 785
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	715	17.4500	1 090 500
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	17.4800	1 091 500
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	17.5000	1 092 500
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	17.5600	1 093 000
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	17.5700	1 093 500
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	17.6000	1 094 500
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	17.6400	1 094 600
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	17.6500	1 095 500
Mauco, Wuilian Andres									
	5		O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	19.7470	33 571
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 050)	19.7470	32 521
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	19.7470	32 421
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	19.6880	30 421
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	19.7280	28 421
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	19.7280	27 421
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	19.7520	26 121
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	19.7550	24 421
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 596)	19.8110	22 825
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	19.7799	20 825
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	19.7963	19 825
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 225)	19.8132	18 600
			O	2010-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	19.7975	17 000
Pan Orient Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Taylor, Cam	4		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	41 300	2.0900	353 067
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	58 700	2.0600	411 767
Papiers Tissu KP Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Patte, Alexandre	7, 6		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	15.1700	2 000
Pason Systems Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Boston, Kevin	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	2 000		2 000
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	30.2300	0
			O	2014-05-14	D	51 - Exercice d'options	1 000		1 000
			O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	30.4900	0
			O	2014-05-14	D	51 - Exercice d'options	1 000		1 000
			O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	30.4500	0
<i>common share options</i>									
Boston, Kevin	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(2 000)		86 000
			O	2014-05-14	D	51 - Exercice d'options	(1 000)		85 000
			O	2014-05-14	D	51 - Exercice d'options	(1 000)		84 000
Pathfinder Convertible Debenture Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Pathfinder Convertible Debenture Fund	1		O	2014-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.2000	5 284 274
Patient Home Monitoring Corp. (formerly International Health Partners Inc.)									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Folmer, Andrew	5		O	2014-02-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000
		R	O	2014-05-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	0.2150	11 100
Peak Positioning Technologies Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kugler, David Alan	4, 5		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(57 000)	0.0138	1 304 215
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(140 000)	0.0138	531 215
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400 000)	0.0137	904 215
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(233 000)	0.0138	671 215
Pembina Pipeline Corporation									
<i>Droits</i>									
Michaleski, Robert B.	4		O	2014-05-13	D	59 - Exercice au comptant	(27 275)		107 941
			O	2014-05-13	D	59 - Exercice au comptant	(9 091)		98 850
			O	2014-05-13	D	59 - Exercice au comptant	(7 797)		91 053
			O	2014-05-13	D	59 - Exercice au comptant	(9 210)		81 843
			O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 397		84 240
Pengrowth Energy Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
EVANS, DAVID DEAN	5								
Spousal RRSP	PI		O	2010-12-31	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	7.0750	3 000
Petrolympic Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ekstein, Brocha	3		O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.3900	14 933 307
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.3850	14 935 307
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.3780	14 938 307
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.3750	14 939 307
Szweras, Adam Kelley	5								
RRSP	PI		O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.3700	38 167
PHX Energy Services Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Shafer, Jeffery John	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	13 100	7.4750	60 567*
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 100)	16.0800	47 467*
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 000	7.4750	60 467*
<i>Options</i>									
Brown, Craig	5		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	50 000	15.8100	250 000*
Buker, Michael Leslie	5		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	50 000	15.8100	369 100*
Hooks, John Michael	5		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	50 000	15.8100	447 500*
Ritchie, Cameron Michael	5		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	50 000	15.8100	208 368*
Shafer, Jeffery John	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(13 100)	7.4750	88 000*
			O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(13 000)	7.4750	75 000*
Platinum Group Metals Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Begic, Kris	5								
RESP	PI		O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	1.1250	12 800
RRSP	PI		O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	1.1300	76 600
Plaza Retail REIT									
<i>Parts de fiducie</i>									
Zakuta, Michael Aaron	4, 5, 3								
Plaza Z-Corp Properties Inc.	PI		O	2014-05-12	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	4.0900	7 289 349
POET Technologies Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Inwentash, Sheldon	6		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150 000	1.3815	1 967 000
Pinetree Capital Ltd	PI		O	2014-05-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	111 800	1.7834	12 097 285
			O	2014-05-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 400	1.8330	12 122 685
			O	2014-05-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	58 500	1.7888	12 181 185

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
			O	2014-05-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	1.6510	12 221 185
			O	2014-05-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	125 000	1.3960	12 346 185
Pinetree Capital Ltd.	3								
Pinetree Income Partnership	PI		O	2014-05-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 400	1.8330	12 122 685
			O	2014-05-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	58 500	1.7888	12 181 185
			O	2014-05-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	1.6510	12 221 185
			O	2014-05-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	125 000	1.3960	12 346 185
Potash Ridge Corporation									
<i>Options</i>									
Hampton, Andrew Paul	5		O	2014-05-13	D	50 - Attribution d'options	240 000	0.3250	700 000
Precious Metals Bullion Trust									
<i>Parts</i>									
Precious Metals Bullion Trust	1		O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	12.0700	1 100
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)	12.0700	0
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.0600	1 000
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	12.0600	0
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.2100	3 000
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.2100	0
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	12.0500	1 300
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	12.0500	0
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.0500	800
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	12.0500	0
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	11.9100	3 000
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	11.9100	0
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.9100	300
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	11.9100	0
Precision Drilling Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
FORD, CAREY THOMAS	7		O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	85	13.0397USD	12 021
Gambles, Leonard C.	7	R	O	2014-04-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	80	14.5000	9 819
McNally, Robert Joseph	5		O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	149	13.0397USD	65 631
Phillips, Robert L.	4		O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	450	14.1760	38 529
Deborah S. Phillips	PI		O	2014-05-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	425	14.1850	4 742
			O	2014-05-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 350	14.1860	6 092
Sakamoto, Terry	7								
Karen Sakamoto RRSP	PI	R	O	2014-05-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(450)	14.0840	64
Stahl, Gene	5		O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	134	13.0397USD	53 997
Strong, Douglas John	5	R	O	2014-04-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	111	14.5000	80 111
Probe Mines Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gammon, John Blundell	4		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.1500	135 000
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	2.1514	85 000
Haymann, Basil Anthony	4								
STG Strategy Partners, LP	PI		O	2014-05-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.0172USD	425 000
<i>Options</i>									
Dessureault, Yves	5		O	2014-05-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-05	D	50 - Attribution d'options	250 000	2.5000	250 000
Gammon, John Blundell	4		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(50 000)		975 000
Quantum International Income Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sekhri, Manu	4, 5								
Ascendant Group Holdings Inc.	PI		O	2013-11-21	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-04-17	C	57 - Exercice de droits de souscription	1 000 000	0.0500	1 000 000
White, Grant	4, 5								
Finao Advisory Corp.	PI		O	2013-06-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-04-17	C	57 - Exercice de droits de souscription	1 000 000	0.0500	1 000 000

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Bons de souscription</i>									
Sekhri, Manu	4, 5								
Ascendant Group Holdings Inc.	PI		O	2013-11-21	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2014-04-17	C	57 - Exercice de droits de souscription	1 000 000		1 000 000
White, Grant	4, 5								
Finao Advisory Corp.	PI		O	2013-06-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2014-04-17	C	57 - Exercice de droits de souscription	1 000 000		1 000 000
<i>Droits de souscription Subscription Receipts for Units</i>									
Sekhri, Manu	4, 5								
Ascendant Group Holdings Inc.	PI	R	O	2014-04-17	C	57 - Exercice de droits de souscription	(1 000 000)		0
White, Grant	4, 5								
Finao Advisory Corp.	PI	R	O	2014-04-17	C	57 - Exercice de droits de souscription	(1 000 000)		0
Quebecor inc.									
<i>Droits</i>									
Dion, Pierre	5		O	2014-04-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	56 - Attribution de droits de souscription	699 960		699 960
Quincaillerie Richelieu Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Auclair, Antoine	5								
reer	PI		O	2014-05-08	I	35 - Dividende en actions	3	50.1321	1 486
			O	2014-05-09	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	32	52.0000	1 518
Dion, Christian	5								
REER	PI		O	2014-05-08	I	35 - Dividende en actions	3	50.1321	1 740
			O	2014-05-09	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7	52.0000	1 747
Grenier, Guy	5		O	2014-04-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	48	49.9978	29 868
			O	2014-05-08	D	35 - Dividende en actions	3	50.1321	33 371
			O	2014-05-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	46	52.0000	33 417
Lord, Richard	4, 5		O	2014-05-08	D	35 - Dividende en actions	44	50.1321	1 399 280
			O	2014-05-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	37	52.0000	1 399 317
Quevillon, Geneviève	5								
REER	PI		O	2014-05-08	I	35 - Dividende en actions	4	50.1321	1 420
			O	2014-05-09	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14	52.0000	1 434
RDM Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Matheson, Joseph Lee Grant	4								
Broadview Capital Management Inc.	PI		O	2014-05-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 000)	2.7167	398 600
REIT INDEXPLUS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
REIT INDEXPLUS Income Fund	1		O	2014-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	800	11.7500	6 583 496
Ressources Affinor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dennison, John Gregory	5		O	2014-04-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.4400	25 000
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	215 000	0.4897	240 000
Ressources Altai Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
AU, Maria Pui-Ching	5		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 000	0.0750	1 527 350
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.0800	1 528 350
KACIRA, Niyazi	4, 5		O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	67 000	0.0850	8 796 927
			O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.0850	8 800 927

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70 000	0.0850	8 870 927
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	80 000	0.0850	8 950 927
Ressources Beaufield Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Eskelund-Hansen, Jens	4, 5		O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0600	5 262 000
Ressources Freyja inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lambert, Alain	4, 5		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1650	244 000
Ressources KWG inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lavigne, Maurice Jean	5		O	2014-04-22	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	800 000	0.1000	
			M	2014-04-25	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	800 000	0.1000	7 016 000
<i>Bons de souscription</i>									
Lavigne, Maurice Jean	5		O	2014-04-22	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	800 000	0.1500	
			M	2014-04-25	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	800 000	0.1500	2 650 000
<i>Options</i>									
PLADSEN, THOMAS JOHN	4		O	2014-04-08	D	99 - Correction d'information	500 000	0.1000	
		R	M	2014-04-08	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.1000	5 000 000
Ressources Sirios Inc.									
<i>Options</i>									
Proulx, André	4		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1500	500 000*
Ressources Strateco inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sentient Executive GP IV, Limited (for the general partner o	3	R	O	2014-03-20	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 288 937	0.0570	24 793 704
Ressources Teck Limitée									
<i>Class B Subordinate Voting Shares</i>									
Teck Resources Limited	1		O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		0
Rocky Mountain Dealerships Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ascott, David	5		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	750	10.8500	7 245
Campbell, Matthew Christopher	4, 5, 3								
840545 Alberta Ltd.	PI		O	2014-05-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	10.9000	1 490 972
Ganden, Garrett Andrew Wyatt	5		O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	350	10.9000	80 000
Route1 Inc.									
<i>Options</i>									
Brunetti, Brian Darryl	5	R	O	2014-04-22	D	50 - Attribution d'options	500 000		5 500 000
Sandvine Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Caputo, David	4		O	2014-05-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	465	3.8700	88 625
Donnelly, Tom	5		O	2014-05-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	102	3.8700	15 491
Hamilton, Scott	4		O	2014-05-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44	3.8700	3 691
Siim, Brad	5		O	2014-05-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	210	3.8700	21 607
SEMAFO INC.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Mélanson, Alain	5		O	2009-09-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 701	2.7700	
Milette, Martin	5		O	2006-05-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 366	2.7700	
Paul-Hus, Éric	5		O	2009-09-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 663	2.7700	

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Droits Restricted Share Unit</i>									
Mélanson, Alain	5		M	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 701	2.7700	
			M'	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 701	2.7700	146 228*
Milette, Martin	5		M	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 366	2.7700	
			M'	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 366	2.7700	
			M''	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 366	2.7700	227 137*
Paul-Hus, Éric	5		M	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 663	2.7700	
			M'	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 663	2.7700	144 742*
SHAW COMMUNICATIONS INC.									
<i>Actions sans droit de vote Class "B"</i>									
Kernahan, Cam	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	8 000	16.3100	8 000
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	27.0000	0
Porter, Mark	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	40 000	16.7000	40 000
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	26.9200	0
Wilson, Stephen	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	98 000	16.3100	152 000
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(98 000)	26.8400	54 000
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	2 000	16.3100	56 000
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	26.8800	54 000
<i>Options</i>									
Kernahan, Cam	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(8 000)	16.3100	184 000
Porter, Mark	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	16.7000	437 000
Wilson, Stephen	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(98 000)	16.3100	852 000
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	16.3100	850 000
Sierra Metals Inc. (formerly Exploration Dia Bras Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Robyn, Thomas Lynn	5		O	2014-05-03	D	51 - Exercice d'options	25 000	0.7000	50 428
<i>Options</i>									
Robyn, Thomas Lynn	5		O	2014-05-03	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	0.7000	89 283
Sierra Wireless, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Abrams, Robin Ann	4		O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 621		3 918
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(570)	18.8105USD	3 348
Cohenour, Jason W.	4, 5		O	2014-05-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 582		312 070
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 298)	18.9066USD	306 772
Krause, Jason Lawrence	5		O	2014-05-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 517		28 170
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 225)	20.4059	25 945
McLennan, David Gordon	5		O	2014-05-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 558		50 693
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 231)	20.4059	47 462
Schieler, August Daniel	7		O	2014-05-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 838		22 548
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 171)	18.9066USD	20 377
<i>Options</i>									
Sieber, Thomas	4		O	2014-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-05	D	50 - Attribution d'options	3 529		3 529
<i>Restricted Share Units</i>									
Abrams, Robin Ann	4		O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 899)		9 549
Cohenour, Jason W.	4, 5		O	2014-05-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 574)		219 980
Krause, Jason Lawrence	5		O	2014-05-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 517)		61 558
McLennan, David Gordon	5		O	2014-05-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 558)		129 803
Schieler, August Daniel	7		O	2014-05-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 884)		57 640
Sieber, Thomas	4		O	2014-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 151		3 151
Silver Wheaton Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brough, John	4		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 800)	24.0600	5 266
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(986)	24.0500	4 280
Societe Aurifere Barrick									

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Thrasher, Ernie Leo	4								
GKJE Associates, LP	PI		O	2014-04-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-06	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	50 000	17.5000USD	50 000
Société DH (Anciennement Société Davis + Henderson)									
<i>Options</i>									
Caldwell, David Alan	7		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	20 900		83 514
Denomme, Yves	5		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	27 219		119 298
Hannay, Alfred Duncan	7		O	2014-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	109 362		109 362
Neville, William W.	7		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	44 231		103 272
Noftall, Robert Clar	7		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	19 442		78 366
Park, Young	5		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	24 303		39 063
Russell, Carrie Elizabeth	7		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	26 004		44 454
Schmid, Gerrard Bruce	7		O	2014-05-06	D	50 - Attribution d'options	145 815		572 756
Société financière IGM Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Coutu, Marcel R.	4		O	2014-05-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			900
SouthGobi Resources Ltd.									
<i>Options</i>									
Deepwell, Andre	4		O	2014-05-06	D	52 - Expiration d'options	35 000	10.2100	
			M	2014-05-06	D	52 - Expiration d'options	(35 000)	10.2100	110 000*
Lebel, Pierre	4, 5		O	2014-05-06	D	52 - Expiration d'options	(35 000)	10.2100	115 000*
Spectral Diagnostics Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Guadagni, Gualtiero Piero Guido Maria	5		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	5 000	0.3000	58 861
Sprott Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Stephens, Paul H.	4		O	2012-05-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2012-05-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2012-08-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	60 100	4.2625USD	
			O	2012-08-31	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	4 100	4.3124USD	
			O	2013-05-10	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	13 100	2.8842USD	
			O	2013-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	11 000	3.2100	
			O	2013-08-22	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	50 000	2.5217	
			O	2013-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	204 400	2.4504USD	
			O	2013-12-12	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	54 800	2.4392	
IRA	PI		M	2012-08-30	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	60 100	4.2625USD	95 900
			M	2012-08-31	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	4 100	4.3124USD	100 000
			O	2012-05-23	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2012-05-23	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			35 800
Paul H. Stephens and Eleanor M. Stephens TTEES U/T/A DTD 7/6/98	PI		O	2012-12-07	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	70 500	3.3400	
			M	2012-12-07	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	70 500	3.3400	70 500
			M	2013-05-10	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	13 100	2.8842USD	163 100
			M	2013-05-14	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	11 000	3.2100	174 100
			M	2013-08-22	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	50 000	2.5217	613 300
			M	2013-12-10	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	204 400	2.4504USD	969 600
			M	2013-12-12	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	54 800	2.4392	1 024 400
Stakeholder Gold Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Leach, Raymond Francis Royal	4		O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	3 000	0.2200	1 551 688
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	154 700	0.2100	1 706 388
Strongco Corporation									
<i>Options</i>									
Ostrander, William	5		O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	50 000		105 309
Slama, Stephen Andrew	5		O	2013-04-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	30 000		30 000
Suncor Energie Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Huff, John Rossman	4		O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	8 000	16.5500	48 000
			O	2014-05-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	42.9600	40 000
MacSween, Michael Roderick	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	14 000	31.8500	14 000
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 000)	43.4000	0
<i>Options - Suncor Energy Option Plan (Post August 1, 2009)</i>									
MacSween, Michael Roderick	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(14 000)	31.8500	430 000
<i>Options Key Contributor/Executive Stock Options</i>									
Huff, John Rossman	4		O	2014-05-05	D	51 - Exercice d'options	(8 000)	16.5500	24 000
Supremex Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Johnston, Robert Bruce	4		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Symphony Floating Rate Senior Loan Fund									
<i>Parts Class A</i>									
Symphony Floating Rate Senior Loan Fund	1		O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7800	3 000
			O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7800	0
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7800	3 000
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7800	0
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	500	9.8100	500
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	9.8100	0
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.8100	3 000
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.8100	0
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.8300	3 000
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.8300	0
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	9.8700	2 300
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	9.8700	0
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	9.8900	700
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	9.8900	0
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7800	3 000
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7800	0
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.6600	3 000
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.6600	0
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	200	9.6500	200
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	9.6500	0
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.6900	3 000
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.6900	0
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.8000	3 000
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.8000	0
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	9.7700	100
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	9.7700	0
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	9.7800	2 900
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	(2 900)	9.7800	0
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7500	3 000
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7500	0
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7900	3 000
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7900	0
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	700	9.6900	700
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	9.6900	0
Tahoe Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anderson, Lorne B	4		O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 000	24.0300	166 995*
Bell, John	4,6		O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 000	24.0300	47 000
Jakusconek, Tanya	4		O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 000	24.0300	30 000
Rovig, A. Dan	4,6		O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 000	24.0300	70 000

Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Initié									
Porteur inscrit									
Sweeney, Paul Bristol	4	R	O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 000	24.0300	220 000
Voorhees, James	5		O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 000	24.0300	130 000
Williamson, Kenneth Frank	4, 6		O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 000	24.0300	80 000
Restricted Share Awards									
Anderson, Lorne B	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000	24.0300	5 000
			O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 000)	24.0300	0
Bell, John	4, 6		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000	24.0300	5 000
			O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 000)	24.0300	0
Jakusconek, Tanya	4		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000	24.0300	5 000
			O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 000)	24.0300	0
Rovig, A. Dan	4, 6		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000	24.0300	5 000
			O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 000)	24.0300	0
Sweeney, Paul Bristol	4	R	O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000	24.0300	5 000
			O	2014-05-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 000)		0
Voorhees, James	5		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000	24.0300	5 000
			O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 000)	24.0300	0
Williamson, Kenneth Frank	4, 6		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000	24.0300	5 000
			O	2014-05-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 000)	24.0300	0
Taseko Mines Limited									
Actions ordinaires									
Dickinson, Robert Allan	4, 5		O	2014-04-21	D	51 - Exercice d'options	101 000	1.7100	151 000
Options									
Dickinson, Robert Allan	4, 5	R	O	2014-04-21	D	51 - Exercice d'options	(101 000)	1.7100	400 000
Taylor North American Equity Opportunities Fund									
Parts									
Taylor North American Equity Opportunities Fund	1		O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.8400	500
			O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	12.8400	0
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.7800	3 000
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.7800	0
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.7600	200
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	12.7600	0
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.8200	3 000
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.8200	0
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.9700	3 000
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.9700	0
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.7800	3 000
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.7800	0
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.7500	3 000
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.7500	0
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.7200	1 500
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.7200	0
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.6700	1 500
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.6700	0
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.6500	1 500
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.6500	0
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.5700	1 500
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.5700	0
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.5600	1 500
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.5600	0
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.5600	1 500
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.5600	0
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.4200	1 500
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.4200	0
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.6000	1 500
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.6000	0
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	12.7800	1 100

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)	12.7800	0
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	12.8500	1 400
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	12.8500	0
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	12.9500	2 000
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	12.9500	0
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	12.6700	2 000
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	12.6700	0
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	12.6600	2 000
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	12.6600	0
Tech Leaders Income Fund									
<i>Parts</i>									
Tech Leaders Income Fund	1		O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	9.8400	1 000
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	9.8400	0
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.8500	3 000
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.8500	0
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7600	3 000
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7600	0
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.5000	3 000
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.5000	0
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.6000	3 000
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.6000	0
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	400	9.5800	400
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	9.5800	0
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.6000	3 000
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.6000	0
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7500	3 000
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7500	0
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	9.5300	2 000
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	9.5300	0
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.5700	3 000
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.5700	0
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7000	3 000
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7000	0
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.8300	3 000
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.8300	0
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7400	3 000
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7400	0
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.6000	3 000
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.6000	0
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	800	9.6300	800
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	9.6300	0
TELUS Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Arora, Navin	5								
Computershare	PI		O	2014-05-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 858
Carter, Monty	5								
Computershare	PI		O	2014-05-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			13 669
Côté, François	5		O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	40.2300	59 622
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 500)	40.2200	54 122
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 400)	40.2100	50 722
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 400)	40.2000	47 322
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 100)	40.1900	45 222
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	40.1800	43 622
Fuller, David	5								
Computershare	PI		O	2014-05-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 190
Gratton, Francois	5								

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Computershare Green, Peter	PI		O	2014-05-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 902
Computershare	PI		O	2014-05-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 861
Options									
Arora, Navin	5		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			30 568
Gratton, Francois	5		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			115 408
Restricted Share Units									
Arora, Navin	5		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			23 965
Carter, Monty	5		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			27 839
Fuller, David	5		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			46 172
Gratton, Francois	5		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			45 608
Green, Peter	5		O	2014-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			35 121
Tesco Corporation									
Actions ordinaires									
Ferris, Mihial Dean	5		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 401)	21.4012USD	
			M	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 140)	21.4012USD	2 076
			O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	4 400	14.1900USD	6 476
			O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 400)	21.4801USD	2 076
Kott, Gary L.	4		O	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 400)	21.5375USD	
			M	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 633)	21.5375USD	
			M'	2014-05-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 633)	21.5375USD	21 800
Options Stock Options									
Ferris, Mihial Dean	5		O	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	(4 400)	14.1900USD	
			M	2014-05-12	D	51 - Exercice d'options	(4 400)	14.1900USD	28 800
theScore, Inc.									
Actions à droit de vote subalterne - Class A									
Levy, John S.	4, 5, 3								
Levfam Holdings Ltd.	PI		O	2014-05-06	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	14 400 000	0.3000	49 438 099
			O	2014-05-06	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 160 000	0.3000	51 598 099
Thompson Creek Metals Company Inc.									
Actions ordinaires									
Arsenault, Denis	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 000		59 361
Banducci, Carol	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 000		39 917
Freer, James Lewis	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 000		51 809
Geyer, James	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 000		53 309
Haddon, Timothy John	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 000		70 370
O'Neil, Thomas Joseph	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 000		43 225
Droits Performance Share Units									
Cassity, Wendy Jean	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(30 000)		96 882
Saxton, Pamela Lou	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(30 000)		144 919
Shellhaas, Scott	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(40 000)		194 831
Watson, Kent	7		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(15 000)		60 593
Wilson, Mark	5		O	2014-05-06	D	58 - Expiration de droits de souscription	(30 000)		129 458
Droits Restricted Share Units									
Arsenault, Denis	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 000)		31 600
Banducci, Carol	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 000)		31 600
Freer, James Lewis	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 000)		31 600
Geyer, James	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 000)		31 600
Haddon, Timothy John	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 000)		31 600
O'Neil, Thomas Joseph	4		O	2014-05-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 000)		31 600
Thomson Reuters Corporation									
Actions ordinaires									
Thomson Reuters Corporation	1		O	2014-04-01	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	38.0705	397 000
			O	2014-04-02	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.4343	370 000
			O	2014-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.7198	343 000
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.6687	464 500

Émetteur	Relation	Retard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.4665	486 000
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.3383	486 000
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.0622	486 000
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.1984	486 000
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	37.4070	486 000
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	37.4832	486 000
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	37.6097	486 000
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.1420	486 000
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.2813	486 000
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.4150	486 000
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.3802	486 000
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.1605	486 000
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	37.8671	486 000
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.0097	486 000
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.2232	486 000
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	38.4562	486 000
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	121 500	39.2479	486 000
			O	2014-04-04	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		364 500
			O	2014-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-09	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-10	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-11	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-14	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-15	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-16	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-17	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-21	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-22	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-23	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-24	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-25	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-28	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-29	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		364 500
			O	2014-05-01	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		243 000
			O	2014-05-02	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		121 500
			O	2014-05-05	D	38 - Rachat ou annulation	(121 500)		0
Tigray Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Granata, Peter	5		O	2013-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			14 000
			O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(14 000)		0
Heidema, Jeffrey Herman	5		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(103 500)		0
Mao, Ge	4, 6								
Beijing Donia Resources Co., Ltd.	PI		O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(701 754)		0
Goldrock Resources Corporation Limited	PI		O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(13 760 930)		0
SinoTech (Hong Kong) Corporation Limited	PI		O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(8 750 000)		0
Parsons, David	4		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(506 400)		0
Smallwood, Randy	4		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(616 500)		0

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Jasmin Smallwood	PI		O	2014-05-07	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(10 000)		0
Kyle Reynolds	PI		O	2014-05-07	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(10 000)		0
Roxanna Dunn	PI		O	2014-05-07	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(10 000)		0
Tamara Smallwood	PI		O	2014-05-07	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(10 000)		0
Tori Smallwood	PI		O	2014-05-07	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(10 000)		0
Smith, Andrew Lee	4, 5		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(297 533)		0
Iron Mask Explorations Ltd.	PI		O	2014-05-07	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(34 000)		0
Janet's Head Holdings Ltd.	PI		O	2014-05-07	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(283 900)		0
Wang, Jingbin	4, 6		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(357 000)		0
Beijing Donia Resources Co., Ltd.	PI		O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(701 754)		0
Goldrock Resources Corporation Limited	PI		O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(13 760 930)		0
SinoTech (Hong Kong) Corporation Limited	PI		O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(8 750 000)		0
<i>Bons de souscription</i>									
East Africa Metals Inc.	3		O	2014-05-06	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000 000)		8 000 000
			O	2014-05-06	D	38 - Rachat ou annulation	(8 000 000)		0
Heidema, Jeffrey Herman	5		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(12 500)		0
Mao, Ge	4, 6								
Goldrock Resources Corporation Limited	PI		O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(6 880 465)		0
Wang, Jingbin	4, 6		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(50 000)		0
Goldrock Resources Corporation Limited	PI		O	2014-05-07	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(6 880 465)		0
<i>Options</i>									
Granata, Peter	5		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(150 000)		0
Heidema, Jeffrey Herman	5		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(200 000)		0
Mao, Ge	4, 6		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(300 000)		0
Parsons, David	4		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(300 000)		0
Smallwood, Randy	4		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(300 000)		0
Smith, Andrew Lee	4, 5		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(550 000)		0
Wang, Jingbin	4, 6		O	2014-05-07	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(350 000)		0
Toromont Industries Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jewer, Paul Randolph	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	3 200	16.2700	4 200*
			O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 200)	26.8500	1 000*
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	11 800	16.2700	12 800*

Emetteur	Relation	Retard	État opérationnel	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2014-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 800)	26.8500	1 000*
LIRA	PI		O	2014-05-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	115	26.7413	11 249*
RRSP	PI		O	2014-05-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	140	26.7157	13 703*
Spousal RRSP	PI		O	2014-05-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	920	26.7400	2 953*
Options									
Jewer, Paul Randolph	5		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(3 200)		203 800*
			O	2014-05-13	D	51 - Exercice d'options	(11 800)		192 000*
TransAlta Corporation									
<i>PSOP (Performance Share Ownership Plan)</i>									
Florence, Louis Algernon	5		O	2013-12-31	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 700)		
			M	2013-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(4 700)		9 600
TransCanada Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wilson, Stephanie	7								
The Trustee of TransCanada's Employee Share Purchase Plan	PI		O	2014-05-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			810
<i>Executive Share Units</i>									
Wilson, Stephanie	7		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 617
TransForce Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bédard, Alain	4, 5								
CRI	PI		O	2014-05-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 055	23.7500	152 308
REER	PI		O	2014-05-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 657	23.7800	66 905
TransGlobe Energy Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
MacKenzie, Susan Mary	4		O	2014-05-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	7.1300	5 000
Trican Well Service Ltd.									
<i>Performance Unit Awards (PSUs)</i>									
Albers, Blair John	5		O	2014-04-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 300		3 300
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 300		6 600
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 300		9 900
Hoskins, Robert Coleman	2		O	2014-01-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 667		4 667
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 667		9 334
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 666		14 000
Tricon Capital Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tricon Capital Group Inc.	1		O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	7.3714	
			M	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	7.4000	11 100
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	7.4600	11 400
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	7.4900	13 100
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	7.3200	14 800
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	7.3150	15 100
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.3300	18 100
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.3500	19 100
			O	2014-04-30	D	38 - Rachat ou annulation	900	7.3600	20 000
Trilogy Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
MacLeod, Roderick Keith	4		O	2014-05-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Textor, Donald F.	4		O	2014-05-12	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(10 000)		23 750
Textor Family Foundation	PI		O	2014-05-12	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	10 000		10 000
			O	2014-05-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	25.9459	
			M	2014-05-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	25.9459	USD 6 000
			O	2014-05-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 500)	25.8987	

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2014-05-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 500)	25.8987USD	2 500
			O	2014-05-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	26.0156	
			M	2014-05-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	26.0156USD	200
			O	2014-05-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	26.0318	
			M	2014-05-12	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	26.0318USD	0
Options									
MacLeod, Roderick Keith	4		O	2014-05-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	50 - Attribution d'options	30 000	29.9700	30 000
Trimac Transportation Ltd.									
Droits Deferred Share Units									
McCaig, Maurice Wayne	4		O	2011-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500		2 500
Mulherin, Stephen W.C.	4		O	2013-03-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500		2 500
Patava, Miroslav Jerry	4		O	2011-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500		2 500
ROMANZIN, GERALD A.	4		O	2011-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500		2 500
Zaleski, Andrew	4		O	2011-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 500		2 500
Troy Resources Limited									
Actions ordinaires									
Parish, Clement Robin Woodbine	4								
El Oro Ltd	PI		O	2014-05-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 830	0.9650	4 421 498
TSO3 inc.									
Options									
Carrière, Germain	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	10 000		101 000
Désy, Pierre	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	10 000		51 000
Husman, James Richard	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	10 000		47 500
Lamarre, Jean	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	10 000		30 000
McDonald, W. Barry	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	10 000		47 500
Michaud, Claude	4		O	2014-05-07	D	50 - Attribution d'options	10 000		30 000
Turquoise Hill Resources Ltd.									
Actions ordinaires									
Priestly, Kay Gravolet	4, 5		O	2011-02-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	3.8685USD	12 000*
Tuscany Energy Ltd.									
Actions ordinaires									
Bennington, Dave	4		O	2014-05-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	81 637		163 274
Clark, Donald K.	4		O	2014-05-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	638		1 276
RRSP	PI		O	2014-05-07	I	37 - Division ou regroupement d'actions	10 940		21 880
HUME, ROGER WILKIE	4		O	2014-05-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	13 010		26 020
Lamond, Robert William	4, 6, 5		O	2014-05-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	177 503		355 006
Humboldt Capital Corporation	PI		O	2014-05-07	I	37 - Division ou regroupement d'actions	8 025 066		16 050 132
Lamond Investments Ltd.	PI		O	2014-05-07	I	37 - Division ou regroupement d'actions	192 037		384 074
Mary J. Lamond	PI		O	2014-05-07	I	37 - Division ou regroupement d'actions	399		798
RRSP	PI		O	2014-05-07	I	37 - Division ou regroupement d'actions	1 553		3 106
McPherson, Robert Lockland	4		O	2014-05-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	60		120
Phillips, Glen A.	1		O	2014-05-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 125		2 250
Teare, Charles Anton	4, 5		O	2014-05-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	174 708		349 416
RRSP	PI		O	2014-05-07	I	37 - Division ou regroupement d'actions	8 859		17 718
Options									
Bennington, Dave	4		O	2014-05-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	50 000	0.1850	100 000
Clark, Donald K.	4		O	2014-05-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	230 000	0.1850	535 000
			O	2014-05-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	75 000	0.2200	610 000
HUME, ROGER WILKIE	4		O	2014-05-07	D	37 - Division ou regroupement d'actions	50 000	0.1850	93 750

Emetteur	Relation	Retard	État opérationnel	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Uranium Participation Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bennett, Paul Joesph	7		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 750	4.7900	10 490
Vermilion Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jasinski, Mona Jean	5		O	2011-05-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 759	49.9800	
			M	2011-05-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 784	49.9800	25 596
			O	2013-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	844	51.8700	32 939
Kaluza, Michael Sam	5		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 300
<i>Droits Share Awards</i>									
Kaluza, Michael Sam	5		O	2014-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			25 630
			O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 037	71.1542	28 667
Raiss, Sarah	4		O	2014-03-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 169	71.1542	6 169
Vicwest Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Berrill, Fraser Reeve	4		O	2014-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	40 250		
			M	2014-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 103		
			M'	2014-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 103		
			M''	2014-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 078		85 613
Wallbridge Mining Company Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Crookes, Wayne Myron	3		O	2014-05-08	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	555 556	0.0900	6 630 456*
Ellingham, Elaine	4		O	2014-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			50 000
HOLMES, WARREN	4	R	O	2014-05-08	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	300 000	0.0900	2 755 500
<i>Bons de souscription</i>									
Crookes, Wayne Myron	3		O	2013-07-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	53 - Attribution de bons de souscription	277 778		277 778*
HOLMES, WARREN	4		O	2003-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	53 - Attribution de bons de souscription	150 000	0.1600	150 000
Wesdome Gold Mines Ltd.									
<i>Options</i>									
Hamilton, Joseph Andrew	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.8400	75 000
Laplante, Benoit	5		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.8400	175 000
Mannard, George Nelson	5		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.8400	390 750
Ng, Philip	5		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.8400	240 000
Raykov, Rostislav Christov	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.8400	75 000

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
SAWH, HEMDAT	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.8400	125 000
Smith, Barry George	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.8400	75 000
Uloth, Rowland Wallace	4		O	2014-05-08	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.8400	295 000
West Fraser Timber Co. Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
West Fraser Timber Co. Ltd.	1		O	2014-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	22 700	52.8941	158 200
			O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	22 000	53.5808	180 200
			O	2014-05-09	D	38 - Rachat ou annulation	62 100	53.2000	242 300
			O	2014-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	53.1617	262 300
			O	2014-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	53.0210	272 300
			O	2014-05-14	D	38 - Rachat ou annulation	(180 200)		92 100
Western Copper and Gold Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Francois, Julien	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	75 000	75000.0000	171 000*
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 000)	0.9500	150 000*
Gayton, Robert	4		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	30 000	0.5500	135 400
<i>Options</i>									
Francois, Julien	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(75 000)	0.5500	375 000*
Gayton, Robert	4		O	2014-05-09	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	0.5500	330 000
Western Energy Services Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
MacAusland, Alexander Roland Neil	4, 5		O	2014-05-06	D	51 - Exercice d'options	45 000	5.7000	902 076
			O	2014-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(45 000)	11.6500	857 076
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	7 500	5.7000	864 576
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	11.6500	857 076
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	500	5.7000	857 576
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	11.6500	857 076
MacNabb, Steven Andrew	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	800	6.7600	800
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	11.6500	0
Trann, David George	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	3 333	7.4400	19 537
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	5 333	8.7500	24 870
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	3 333	7.6000	28 203
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	16 001	6.7600	44 204
			O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 000)	11.6500	16 204
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	2 000	6.7600	18 204
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	11.6500	16 204
<i>Options</i>									
MacAusland, Alexander Roland Neil	4, 5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(45 000)		365 000
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(7 500)		357 500
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(500)		357 000
MacNabb, Steven Andrew	5		O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(800)	6.7600	67 200
Trann, David George	5		O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(3 333)	7.4400	114 667
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(5 333)	8.7500	109 334
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(3 333)	7.6000	106 001
			O	2014-05-07	D	51 - Exercice d'options	(16 001)	6.7600	90 000
			O	2014-05-08	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	6.7600	88 000
WestJet Airlines Ltd.									
<i>Actions ordinaires - Voting</i>									
Beddoe, Clive	5		O	2014-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(83 100)	24.0300	900 560
			O	2014-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	24.0000	900 460
Westshore Terminals Investment Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gibson, Gordon	4								
Gertrude Gibson Alter Ego Trust	PI		O	2014-05-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	34.5200	5 800
			O	2014-05-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	34.5100	5 300
			O	2014-05-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	34.5000	4 000

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Yamana Gold Inc.									
<i>Deferred Share Unit</i>									
Begeman, John A.	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 950		38 040
Davidson, Alexander John	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 901		47 558
Graff, Richard P	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 950		38 040
Lees, Charles Nigel	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 950		38 040
Mars, Patrick James	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 950		38 040
Renzoni, Carl	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 950		38 040
Titaro, Dino	4		O	2014-05-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 950		38 040
Yellow Media Limitée									
<i>Performance Share Unit</i>									
Billot, Julien	4, 5		O	2014-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	36 587	22.5489	36 587
Clarke, Douglas	5		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 820	22.5489	25 347
Gaudreau, Nicolas	5		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 157	22.5489	21 460
Maillé, Ginette	5		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 973	22.5489	26 500
Poirier, René	5		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 157	22.5489	21 460
Port, Stephen	5		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 964	22.5489	11 300
Ramsay, François	5		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 978	22.5489	23 319
Sciannablo, Franco	5		O	2014-02-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 793	22.5489	2 793
Van Gheluwe, Pierre	5		O	2014-05-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 858	22.5489	7 613
Yieldplus Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
YIELDPLUS Income Fund	1		O	2014-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.9500	84 690 394
			O	2014-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	7.9000	84 690 494

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)**Depuis le 1^{er} novembre 2010, le délai de dépôt d'une déclaration d'initié est passé à cinq jours civils (sauf pour les déclarations initiales)**

Vous trouverez, sous la présente annexe, une liste des opérations d'initiés déclarées hors délai dans le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Il s'agit de la liste des initiés qui n'ont pas déclaré leur emprise ou une modification à leur emprise à l'intérieur des délais prescrits par la Loi. Cette liste est publiée chaque semaine, mais les opérations déclarées hors délai n'y apparaissent qu'une seule fois.

Le détail des opérations déposées en retard est publié à l'Annexe B1 (Déclarations d'initiés SEDI). Ces opérations sont codifiées « R ».

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée ci-dessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais.

Le personnel rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (LVM), déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujéti au Québec de façon exacte et claire et ce, dans un délai de cinq jours, sauf dans certains cas précis.

L'initié qui ne déclare pas, dans les délais requis, toute modification à son emprise sur les titres de l'émetteur à l'égard duquel il est initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire ou être passible d'une amende à la suite d'une poursuite pénale.

La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 LVM et à l'article 271.14 du Règlement sur les valeurs mobilières (RVM). Cette sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés des émetteurs assujétis pour lesquels le Québec agit à titre d'autorité principale. Afin de bien les identifier, les opérations de ces initiés apparaissent en caractère gras dans la présente Annexe. Cette sanction administrative pécuniaire est de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

L'infraction pouvant faire l'objet d'une poursuite pénale est prévue à l'article 202 LVM. Sauf disposition particulière, toute personne qui contrevient à une disposition de la LVM commet une infraction et est passible d'une amende minimale, selon le plus élevé des montants, de 2 000 \$ dans le cas d'une personne physique et de 3 000 \$ dans le cas d'autres personnes, ou du double du bénéfice réalisé. Le montant maximal de l'amende est, selon le plus élevé des montants, de 150 000 \$ dans le cas d'une personne physique et de 200 000 \$ dans le cas d'autres personnes, ou du quadruple du bénéfice réalisé. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
AGF EMPLOYEE BENEFIT PLAN TRUST				
	La Societe de Gestion AGF Limitee	2014-04-15	2014-05-08	ON
	La Societe de Gestion AGF Limitee	2014-04-16	2014-05-08	ON
Boulangier, Serge				
	Metro inc.	2014-05-07	2014-05-13	QC
Brunetti, Brian Darryl				
	Route1 Inc.	2014-04-22	2014-05-08	ON
Bryce, Robert				
	Exploration Knick inc.	2013-09-13	2014-05-09	QC
Calder, Sean Ross Allen				
	ARC Resources Ltd.	2014-05-02	2014-05-08	AB
Dickinson, Robert Allan				
	Taseko Mines Limited	2014-04-21	2014-05-12	BC
Folmer, Andrew				
	Patient Home Monitoring Corp. (formerly International Health Partners Inc.)	2014-05-01	2014-05-08	AB
Gallagher, James Elvin				
	Compagnie Minière North American Palladium	2014-05-05	2014-05-12	ON
Gambles, Leonard C.				
	Precision Drilling Corporation	2014-04-29	2014-05-12	AB
Grad, Stan				
	Enseco Energy Services Corp.	2014-04-28	2014-05-08	AB
Hanley, Michael				
	BRP Inc.	2014-04-30	2014-05-09	QC
HOLMES, WARREN				
	Wallbridge Mining Company Limited	2014-05-08	2014-05-14	ON
James, Barry Lee				
	Corus Entertainment Inc.	2014-05-02	2014-05-13	ON
Kay, Robert				
	Killam Properties Inc.	2002-11-29	2014-05-13	NS
	Killam Properties Inc.	2002-12-30	2014-05-13	NS
	Killam Properties Inc.	2003-09-22	2014-05-13	NS
	Killam Properties Inc.	2003-12-05	2014-05-13	NS
	Killam Properties Inc.	2004-01-20	2014-05-13	NS
	Killam Properties Inc.	2006-03-13	2014-05-13	NS
	Killam Properties Inc.	2007-03-09	2014-05-13	NS
	Killam Properties Inc.	2007-03-09	2014-05-13	NS

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	Killam Properties Inc.	2007-12-06	2014-05-13	NS
	Killam Properties Inc.	2013-09-20	2014-05-13	NS
	Killam Properties Inc.	2013-11-05	2014-05-13	NS
	Killam Properties Inc.	2013-11-05	2014-05-13	NS
Marcotte, Simon	Mason Graphite Inc. (formerly, POCML 1 INC.)	2014-05-07	2014-05-13	QC
Mazzorin, Carlos Enrique	BRP Inc.	2014-04-30	2014-05-09	QC
Mehra, Ashwath	Fancamp Exploration Ltd.	2014-05-01	2014-05-08	BC
Nelson, John	Tuscany Energy Ltd.	2014-02-27	2014-05-14	AB
O'Neill, Daniel J.	BRP Inc.	2014-04-30	2014-05-09	QC
Philip, Edward Michael	BRP Inc.	2014-04-30	2014-05-09	QC
PLADSEN, THOMAS JOHN	Ressources KWG inc.	2014-04-08	2014-05-07	QC
Roach, William	Marquee Energy Ltd.	2014-05-02	2014-05-09	AB
Sakamoto, Terry	Precision Drilling Corporation	2014-05-01	2014-05-07	AB
Sekhri, Manu	Quantum International Income Corp.	2014-04-17	2014-05-09	ON
	Quantum International Income Corp.	2014-04-17	2014-05-09	ON
Sentient Executive GP IV, Limited (for the general partner o	Ressources Strateco inc.	2014-03-20	2014-05-13	QC
Strong, Douglas John	Precision Drilling Corporation	2014-04-29	2014-05-12	AB
Sweeney, Paul Bristol	Tahoe Resources Inc.	2014-05-08	2014-05-14	BC
	Tahoe Resources Inc.	2014-05-08	2014-05-14	BC
Thompson, Richard David	Marquee Energy Ltd.	2014-05-02	2014-05-09	AB
Toivanen, Shaun William	AltaGas Ltd.	2014-05-06	2014-05-13	AB
White, Grant	Quantum International Income Corp.	2014-04-17	2014-05-09	ON
	Quantum International Income Corp.	2014-04-17	2014-05-09	ON
Yip, Sammy Shee	Marquee Energy Ltd.	2014-05-02	2014-05-09	AB
	Marquee Energy Ltd.	2014-05-02	2014-05-09	AB

**ANNEXE 4 - LISTE DES TITRES POUVANT CONSTITUER DES ACTIONS VALIDES POUR
L'APPLICATION DU RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS II**

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
Acasti Pharma Inc.	Actions inscrites	2014-01-24	Actions ordinaires	2017-12-31
Clifton Star Resources Inc.	Actions inscrites	2013-11-22	Actions ordinaires	2016-12-31
CO ₂ Solution inc.	Actions inscrites	2011-08-12	Actions ordinaires	2014-12-31
DEQ Systèmes Corp.	Actions inscrites	2013-06-17	Actions ordinaires	2016-12-31
Diagnocure Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31
DIAGNOS inc.	Actions inscrites	2013-12-05	Actions ordinaires	2016-12-31
Ergorecherche Ltée	Actions inscrites	2012-12-18	Actions ordinaires	2015-12-31
Groupe d'Alimentation MTY Inc.	Actions inscrites	2013-01-14	Actions ordinaires	2016-12-31
Groupe de Jeux Amaya Inc.	Actions inscrites	2012-07-05	Actions ordinaires	2015-12-31
H ₂ O Innovation inc.	Actions inscrites	2013-09-25	Actions ordinaires	2016-12-31
Innovente inc.	Actions inscrites	2012-12-13	Actions ordinaires	2015-12-31
Intema Solutions inc.	Actions inscrites	2013-12-20	Actions ordinaires	2016-12-31
Les Technologies Clemex Inc.	Actions inscrites	2013-04-17	Actions ordinaires	2016-12-31
Manac Inc.	Actions inscrites	2013-11-20	Actions ordinaires	2016-12-31
Medicago Inc.	Actions inscrites	2013-02-28	Actions ordinaires	2016-12-31
Mines Richmond Inc.	Actions inscrites	2014-04-10	Actions ordinaires	2017-12-31
Mines Virginia inc.	Actions inscrites	2013-11-29	Actions ordinaires	2016-12-31
Nemaska Lithium Inc.	Actions inscrites	2011-12-16	Actions ordinaires	2014-12-31
Neptune Technologies et Bioressources Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31
Novik inc.	Actions inscrites	2013-12-01	Actions ordinaires	2016-12-31
Opsens inc.	Actions inscrites	2014-01-21	Actions ordinaires	2017-12-31

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
Orbite Aluminae Inc.	Actions inscrites	2013-07-19	Actions ordinaires	2016-12-31
Parta Dialogue Inc.	Actions inscrites	2012-03-28	Actions ordinaires	2015-12-31
Pétrolia Inc.	Actions inscrites	2014-02-21	Actions ordinaires	2017-12-31
ProMetic Sciences de la Vie inc.	Actions inscrites	2013-09-27	Actions ordinaires	2016-12-31
PyroGenèse Canada Inc.	Actions inscrites	2011-11-08	Actions ordinaires	2014-12-31
Ressources Méтанor Inc.	Actions inscrites	2012-01-16	Actions ordinaires	2015-12-31
Sherbrook SBK Corp.	Actions inscrites	2011-06-17	Actions ordinaires	2014-12-31
Solutions Extenway Inc.	Actions inscrites	2011-07-18	Actions ordinaires	2014-12-31
Technologies D-Box inc.	Placement privé	2013-12-04	Actions ordinaires	2016-12-31
Technologies SENSIO inc.	Actions inscrites	2012-09-12	Actions ordinaires	2015-12-31
Technologies Sonomax Inc.	Actions inscrites	2011-08-17	Actions ordinaires	2014-12-31
TSO ₃ inc.	Actions inscrites	2012-04-17	Actions ordinaires	2015-12-31
Urbanimmersive Technologies Inc.	Actions inscrites	2012-10-01	Actions ordinaires	2015-12-31

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2. RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

7.2.1. Consultation

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 8°, 32°, 32.0.1° et 34 et a. 331.2)

Règlement modifiant le Règlement 23-101 sur les règles de négociation - Régime de protection des ordres (RPO)

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 127 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 23-101 sur les règles de négociation*

Vous trouverez également ci-dessous les projets de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 23-101 sur les règles de négociation* en version soulignée.

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **19 septembre 2014**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire générale
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Serge Boisvert
Conseiller en réglementation
Direction des bourses et des OAR
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4358
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
serge.boisvert@lautorite.qc.ca

Roland Geiling
Analyste en dérivés
Direction des bourses et des OAR
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4323
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
roland.geiling@lautorite.qc.ca

Le15 mai 2014

Avis de consultation

Règlement modifiant le Règlement 23-101 sur les règles de négociation

Le 15 mai 2014

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») publient pour consultation des projets de modifications du *Règlement 23-101 sur les règles de négociation* (le **Règlement 23-101**) et de son instruction générale (l'**Instruction générale 23-101**) ainsi qu'un projet de méthode d'examen des droits relatifs aux données (les **projets de modifications**).

Le texte des projets de modifications est publié avec le présent avis ainsi que sur les sites Web des membres des ACVM, dont les suivants :

www.lautorite.qc.ca
www.albertasecurities.com
www.bcsc.bc.ca
www.gov.ns.ca/nssc
www.fcnb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.sfsc.gov.sk.ca
www.msc.gov.mb.ca

Nous avons élaboré les projets de modifications en étroite collaboration avec le personnel de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM), que nous remercions d'avoir partagé ses connaissances et son expertise. L'OCRCVM publiera des modifications aux Règles universelles d'intégrité du marché (RUIM) pour y transposer les projets de modifications.

Contexte

Les projets de modifications se rapportent principalement au régime de protection des ordres (RPO), aussi appelé régime de protection contre les transactions hors cours¹ (les **modifications du RPO**). En vertu du RPO, tous les ordres dotés du meilleur cours doivent être exécutés avant les ordres dotés d'un cours inférieur indépendamment du marché sur lequel ils sont saisis.

Objet

Les projets de modifications visent à corriger certains coûts et inefficiences résultant du RPO actuel en apportant des modifications sur les principaux points suivants :

¹ Il y a « transaction hors cours » lorsqu'un ordre est exécuté à un cours inférieur à la meilleure offre d'achat ou de vente affichée.

- l'application du RPO;
- les politiques en matière de meilleure exécution et la communication d'information;
- les frais de négociation.

Résumé des projets de modifications

En vertu des modifications du RPO, les ordres seraient protégés s'ils sont affichés sur un marché qui remplit certains critères, en conséquence de quoi les ordres affichés sur certains marchés ne seraient pas protégés par ce régime. Dans le présent avis, nous proposons ou envisageons aussi des plafonds pour certains frais de négociation et droits relatifs aux données. Enfin, nous faisons le point sur les mesures proposées relativement aux paiements de rabais par les marchés à leurs membres ou abonnés en vertu du barème de frais « teneur-preneur ».

Plus précisément, les modifications proposées au Règlement 23-101 :

- modifient la définition des expressions « offre d'achat protégée » et « offre de vente protégée » pour inclure les ordres affichés sur les marchés qui atteignent ou dépassent un seuil de part de marché ou les ordres affichés portant sur les titres cotés négociés sur des bourses reconnues qui n'atteignent pas le seuil;
- ajoutent un article 4.4 au Règlement 23-101 pour obliger les courtiers à communiquer leurs politiques en matière de meilleure exécution;
- modifient l'article 6.5 du Règlement 23-101 pour tenir compte des projets de modifications de la définition des expressions « offre d'achat protégée » et « offre de vente protégée » et fournir des éclaircissements sur la portée de l'interdiction de figer ou de croiser le marché;
- ajoutent un article 6.6.1 au Règlement 23-101 pour plafonner les frais de négociation.

Par ailleurs, l'Annexe A fait état d'autres aspects de notre projet dont la mise en œuvre ne nécessite pas de modifier le Règlement 23-101. Ils visent à corriger certains coûts ou inefficiences liés directement ou indirectement au RPO ou à régler d'autres problèmes et questions évoqués dans le présent avis. Il s'agit de ce qui suit :

- la planification d'une étude pilote sur l'impact d'une interdiction de la pratique des marchés consistant à payer des rabais;
- une proposition de mettre en œuvre une méthode transparente d'établissement de la valeur relative des données de marché en temps réel lors de l'examen et de l'approbation, selon cette méthode, des droits relatifs aux données de marché facturés aux abonnés professionnels;
- une proposition d'obliger les marchés à faire approuver de nouveau chaque année les droits relatifs aux données de marché facturés aux abonnés professionnels et à les justifier par rapport aux résultats obtenus en appliquant la méthode ci-dessus;

- l'opportunité d'autres interventions pour régler les droits relatifs aux données de marché facturés aux abonnés non professionnels.

Points d'intérêt local

Dans certains territoires, d'autres renseignements exigés par la législation en valeurs mobilières sont publiés. En Ontario, ils figurent à l'Annexe D du présent avis.

Pouvoir réglementaire

Dans les territoires où les projets de modifications doivent être pris sous forme de règlement, la législation en valeurs mobilières confère à l'autorité en valeurs mobilières le pouvoir réglementaire concernant leur objet.

Date limite

Veillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard le 19 septembre 2014. Si vous ne les envoyez pas par courrier électronique, veuillez les présenter sur CD (format Microsoft Word).

Transmission des commentaires

Veillez adresser vos commentaires aux membres des ACVM, comme suit :

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Financial and Consumer Affairs Authority (Saskatchewan)
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 Autorité des marchés financiers
 Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard
 Nova Scotia Securities Commission
 Securities Commission of Newfoundland and Labrador
 Surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest
 Surintendant des valeurs mobilières, Yukon
 Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez envoyer vos commentaires aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres membres des ACVM.

M^e Anne-Marie Beaudoin
 Secrétaire générale
 Autorité des marchés financiers

800, square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Télécopieur : 514 864-6381
consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 20 Queen Street West
 19th Floor, Box 55
 Toronto (Ontario) M5H 3S8
 Télécopieur : 416 593-2318
comments@osc.gov.on.ca

Les commentaires reçus seront publiés.

Il est à noter que nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Il est donc possible que certains renseignements personnels des intervenants, tels que leur adresse résidentielle, professionnelle ou électronique, figure sur les sites Web. Il importe que les intervenants précisent en quel nom ils présentent leur mémoire.

Tous les commentaires reçus seront affichés sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers au www.lautorite.qc.ca et sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au www.osc.gov.on.ca.

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Serge Boisvert Conseiller en réglementation Direction des bourses et des OAR Autorité des marchés financiers 514 395-0337, poste 4358	Roland Geiling Analyste en dérivés Direction des bourses et des OAR Autorité des marchés financiers 514 395-0337, poste 4323
Tracey Stern Manager, Market Regulation Commission des valeurs mobilières de l'Ontario 416 593-8167	Kent Bailey Trading Specialist, Market Regulation Commission des valeurs mobilières de l'Ontario 416 595-8908
Alina Bazavan Senior Analyst, Market Regulation Commission des valeurs mobilières de	Paul Redman Principal Economist, Strategy & Operations

l'Ontario 416 593-8082	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario 416 593-2396
Michael Brady Senior Legal Counsel British Columbia Securities Commission 604 899-6561	Meg Tassie Senior Advisor British Columbia Securities Commission 604 899-6819
Lynn Tsutsumi Director, Market Regulation Alberta Securities Commission 403 297-4281	

ANNEXE A

CONTEXTE ET DESCRIPTION DES PROJETS DE MODIFICATIONS

I. CONTEXTE

A. Principes ayant présidé à l'élaboration du cadre réglementaire actuel

En 2001, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont instauré un régime permettant la concurrence entre les bourses traditionnelles et les autres marchés, tout en veillant à ce que la négociation soit équitable et transparente. Ce régime reposait sur la mise en œuvre du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché* (le **Règlement 21-101**) et du Règlement 23-101 (ensemble, les **règlements sur les marchés**). À l'époque, les objectifs réglementaires étaient de donner davantage de choix aux investisseurs, d'améliorer la formation des cours, de réduire les coûts d'exécution et d'améliorer l'intégrité du marché².

Certaines caractéristiques considérées comme essentielles à l'efficacité du marché sous-tendaient ces objectifs. Décrites dans un rapport publié par la Bourse de Toronto (TSX) en 1997, *Report of the Special Committee on Market Fragmentation: Responding to the Challenge*, puis dans un rapport de 2006 intitulé *Ideal Attributes of a Marketplace*³, elles peuvent être résumées comme suit :

<i>Liquidité</i>	La liquidité peut être définie comme la capacité du marché à absorber les ordres d'achat et de vente des clients sur le titre donné au dernier cours vendeur ou à un cours s'y rapprochant. Plus les ordres et les actions disponibles à un cours donné sont nombreux, plus le marché est liquide. Certaines caractéristiques propres à la liquidité sont la profondeur et l'ampleur du marché ainsi que la résilience ⁴ .
<i>Immédiateté</i>	L'immédiateté s'entend de la vitesse à laquelle un ordre peut être comblé. Elle est étroitement liée à la liquidité du marché, parce que l'augmentation de la liquidité devrait se traduire par une réduction du délai d'exécution des opérations.

² Voir l'*Avis de publication de la Norme canadienne 21-101, Le fonctionnement du marché, de l'Instruction complémentaire 21-101 et des Annexes 21-101A1, 21-101A2, 21-101A3, 21-101A4, 21-101A5 et 21-101A6 et de la Norme canadienne 23-101, Les règles de négociation et de l'Instruction complémentaire 23-101*, publié dans le supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec du 31 août 2001, Vol. XXXII n° 35.

³ Eric Kirzner, *Ideal Attributes of a Marketplace*, 22 juin 2006, dans Groupe de travail pour la modernisation de la réglementation des valeurs mobilières au Canada, *Le Canada s'engage*, Volume 4 – *Maintaining a Competitive Capital Market in Canada*.

⁴ La profondeur du marché s'entend du nombre d'ordres à des cours différents qui sont inscrits dans le registre. L'ampleur du marché s'entend du nombre d'actions que les investisseurs veulent acheter ou vendre à un cours donné et de la capacité d'absorption d'un ordre entrant volumineux. La résilience est la capacité du marché à attirer des ordres de sens inverse assez rapidement en cas de déséquilibre entre les ordres d'achat et les ordres de vente.

- Transparence* La transparence renvoie à la mesure dans laquelle l'information concernant les ordres et les opérations est diffusée en temps réel au public⁵.
- Formation des cours* La formation des cours s'entend du processus au cours duquel est établi le prix d'exécution d'une opération. L'établissement de la juste valeur de marché d'un titre repose sur deux sources : l'offre et la demande, qui indiquent la volonté d'un participant d'effectuer une opération sur le titre à un cours donné, et l'information sur les opérations qui ont réellement été effectuées.
- Si l'information concernant les prix n'est pas transparente pour les participants ou si cette information est inégale ou incomplète, les participants ne peuvent pas prendre des décisions éclairées. En outre, l'incapacité des participants d'accéder aux marchés où un titre est négocié pourrait les dissuader d'effectuer des opérations sur le titre, et pourrait réduire l'efficacité du processus de formation des cours.
- Équité* L'équité s'entend à la fois de l'impression et du fait que tous les participants sont assujettis aux mêmes règles et conditions et que personne ni aucun groupe n'est indûment avantagé ou désavantagé. L'« équité » d'un marché peut se rapporter à l'équité de l'accès à un marché donné ou au marché dans son ensemble, à l'équité de l'accès à l'information sur les opérations ou à l'équité du traitement des ordres.
- Intégrité du marché* L'intégrité du marché s'entend du degré de confiance envers le marché dans son ensemble ou un marché en particulier. La confiance est étroitement liée à l'impression que les investisseurs ont de l'équité du marché et à l'efficacité de l'encadrement réglementaire.
- Coûts d'opérations* Les coûts d'opérations représentent le coût de mise en œuvre de la stratégie de placement de l'investisseur. Ils sont importants pour les investisseurs parce qu'ils réduisent directement le rendement net des investissements. Pour les investisseurs et les courtiers, ils constituent un facteur déterminant du choix du marché où exécuter les opérations. Il est possible de les ventiler notamment en courtages, marge du courtier, frais d'opération et coûts d'impact sur le marché. De faibles coûts d'opérations sont caractéristiques d'un marché efficace et efficient.

⁵ Au Canada, la transparence avant les opérations de l'information sur les ordres est exigée lorsqu'un marché affiche des ordres sur des titres cotés. Elle concerne toute l'information pertinente, dont le volume, le symbole, le cours et l'heure. Les marchés sont en tout temps assujettis aux règles relatives à la transparence après les opérations. L'information concernant les ordres et les opérations doit être fournie à une agence de traitement de l'information ou, en l'absence d'agence de traitement de l'information, à un fournisseur d'information. À l'heure actuelle au Canada, TSX Inc. est l'agence de traitement de l'information pour les valeurs mobilières inscrites en bourse autres que les options.

Nous avons tenu compte de ces caractéristiques tout au long de l'élaboration des règlements sur les marchés et d'autres projets relatifs à la structure du marché, notamment les révisions subséquentes des obligations de meilleure exécution et la mise en œuvre du RPO ainsi que du cadre réglementaire de la liquidité invisible⁶. Malgré certaines tensions inhérentes entre ces caractéristiques, nous avons tenté, dans la mesure du possible, de les équilibrer.

À notre avis, toute modification réglementaire nécessite de tenir compte de ces caractéristiques d'un marché efficace et efficient dans le contexte de notre mandat collectif de protection des investisseurs et de soutien de l'équité et de l'efficacité des marchés des capitaux. En outre, il nous faut tenir compte de la concurrence et de l'innovation, étant donné le rôle important qu'elles jouent en matière d'équité et d'efficacité de nos marchés.

B. Historique du RPO et principes sous-jacents

Le Canada a établi depuis un certain temps une protection contre les transactions hors cours sur les titres cotés, bien que la portée de son application et les principes qui le sous-tendent aient évolué au fil du temps. Les obligations relatives au meilleurs cours qui étaient imposées à cet égard par la Bourse de Montréal et la TSX⁷ à l'époque où la négociation se déroulait sur les deux ont été reprises dans la première mouture des obligations de meilleure exécution prévues par le Règlement 23-101⁸ et dans l'ancienne Règle 5.2 des RUM, *Meilleur cours*.

La restructuration des bourses canadiennes en 1999 a donné naissance à un environnement dans lequel les titres cotés n'étaient plus négociés que sur leur lieu d'inscription à la cote, de sorte que la protection contre les transactions hors cours intermarchés avait perdu sa raison d'être. En prévision du retour à un contexte de multiplicité des marchés, Services de réglementation du marché inc. (désormais l'OCRCVM) et les ACVM ont publié une série de documents et de propositions dans le cadre d'un examen approfondi de l'évolution du marché (principalement l'émergence d'un contexte de multiplicité des marchés) et du cadre réglementaire applicable à l'époque. Cette démarche consistait notamment à élaborer et à formaliser les obligations en matière de transactions hors cours qui ont été intégrées dans le RPO⁹.

⁶ Ces caractéristiques ont notamment été évoquées dans le document d'information intitulé *Réglementation des systèmes de négociation alternatifs au Canada*, publié dans le Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec du 27 août 1999, Vol. XXX n° 34, et dans le *Document de consultation conjoint 23-404 des ACVM et de l'OCRCVM, Marchés opaques, ordres invisibles et autres innovations dans la structure des marchés au Canada*, publié dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers du 2 octobre 2009, Vol. 6 n° 39, p. 212.

⁷ À la suite de la restructuration des bourses canadiennes en 1999, la TSX est devenue le marché des titres de capitaux propres des sociétés à forte capitalisation, la Bourse de croissance TSX celui des titres des émetteurs émergents, et la Bourse de Montréal celui des dérivés standardisés.

⁸ Des obligations en matière de meilleur cours ont été intégrées aux obligations de meilleure exécution prévues par la première version des règlements sur les marchés. Ces obligations ont été modifiées et les obligations de meilleure exécution retirées lors de la mise en œuvre de modifications du Règlement 23-101 en septembre 2008.

⁹ Les ACVM ont entamé leur examen du RPO ou de l'interdiction de procéder à des transactions hors cours en publiant le *Document de discussion 23-403, Évolution de la structure du marché et interdiction de procéder à des transactions hors cours* le 22 juillet 2005 dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, Vol. 2 n° 29 (suppl.). En collaboration avec Services de réglementation du marché inc., elles y traitaient de l'évolution de la structure et de la réglementation du marché aux États-Unis et en Europe dans le contexte de la meilleure exécution et de la protection des ordres. Cette démarche a conduit à des propositions de formalisation du RPO qui ont été publiées pour consultation le 20 avril 2007 dans l'*Avis conjoint des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de Services de réglementation du marché inc. sur l'interdiction de procéder à des transactions hors cours*, la

En l'absence d'une forme de protection contre les transactions hors cours dans un contexte de concurrence entre marchés pour la négociation des mêmes titres¹⁰, on craignait que les investisseurs, notamment les investisseurs individuels, jugent les règles du jeu inéquitables si leurs ordres n'étaient pas exécutés bien qu'ils affichent le meilleur cours. Il aurait pu en résulter une perte de confiance dans l'équité et l'intégrité du marché, le retrait des investisseurs ou de la liquidité et une baisse de l'efficacité du processus de formation des cours et des marchés en général. Les détracteurs du RPO craignaient toutefois une augmentation des coûts et un manque d'innovation et de concurrence au Canada.

Le RPO a été finalisé en novembre 2009 et mis en œuvre en février 2011¹¹. Il impose l'obligation de protection non plus seulement aux courtiers, mais à l'ensemble des marchés. Cependant, il donne également aux participants au marché (principalement les courtiers) la possibilité d'assumer les obligations qu'il prévoit.

L'avis de publication indique que le RPO « est la garantie que tous les ordres à cours limité immédiatement accessibles, visibles et ayant un meilleur cours sont exécutés avant les ordres à cours limité ayant un cours inférieur, et que les ordres ne sont pas contournés ». Il confirme qu'il s'agit d'une obligation envers l'ensemble du marché à laquelle il n'est pas possible de déroger. Les ACVM ont fait remarquer que le RPO vise à donner confiance à tous les types d'investisseurs de façon à ce qu'ils contribuent à la formation des cours en affichant des ordres à cours limité visibles.

En finalisant le RPO, les ACVM ont pris acte de la nécessité de promouvoir l'efficacité des services de négociation par la concurrence entre les marchés, tout en assurant l'équité et l'intégrité grâce à l'efficacité de l'établissement des cours et de la négociation des titres cotés sur plusieurs marchés.

C. Obligations pertinentes et indications

Sous le régime du RPO actuel, il y a transaction hors cours lorsqu'un ordre est exécuté à un cours inférieur à une offre d'achat affichée ou supérieur à une offre de vente affichée (ces offres étant considérées comme des « ordres protégés » en vertu du régime).

Les transactions hors cours ne sont pas interdites en tant que telles, car, dans son libellé, le RPO ne porte que sur des obligations en matière de politiques et de procédures. Les obligations incombent tout d'abord aux marchés, qui sont tenus d'établir, de maintenir et de faire respecter des politiques et des procédures écrites raisonnablement conçues pour empêcher les transactions hors cours¹². Toutefois, les participants au marché peuvent

meilleure exécution et l'accès aux marchés, paru dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, Vol. 4 n° 16, p. 297. Une proposition modifiée a été publiée le 17 octobre 2008 dans l'*Avis de consultation, Projet de Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché, Projet de Règlement 23-101 sur les règles de négociation*, paru dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, Vol. 5 n° 41, p. 216.

¹⁰ Fin 2007, trois marchés visibles négociaient les titres cotés sur la TSX (TSX, Pure et Omega).

¹¹ *Avis de publication, Règlement modifiant le Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché, Règlement modifiant le Règlement 23-101 sur les règles de négociation*, publié le 13 novembre 2009 dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, Vol. 6 n° 45, p. 342.

¹² Les obligations ont été imposées d'abord et avant tout aux marchés en raison des avantages potentiels que cela présente, notamment en réduisant la nécessité d'établir des liens entre les courtiers et chaque marché (ce qui coûte moins chers aux courtiers), en facilitant la surveillance et l'application de la loi et en améliorant les résultats grâce à une démarche cohérente.

assumer ces obligations en recourant aux ordres à traitement imposé, et ils le font dans bien des cas. Le régime prévoit également des exceptions pour certains types de transactions hors cours¹³.

Le participant au marché qui choisit de se plier aux obligations prévues par le RPO en recourant à un ordre à traitement imposé doit d'abord établir, maintenir et faire respecter des politiques et des procédures écrites raisonnablement conçues pour empêcher les transactions hors cours, avec les mêmes exceptions que ci-dessus.

Qu'un marché ou qu'un participant au marché se charge de respecter le RPO, les obligations s'appliquent à la pleine profondeur du registre, de la même façon que dans le cas des obligations antérieures d'exécution au meilleur cours. La majorité des intervenants qui ont commenté le document de discussion publié en 2005 et les propositions formelles de RPO qui en ont découlé étaient en faveur de l'application à la pleine profondeur¹⁴. En maintenant cette norme de protection, les ACVM ont confirmé qu'elle permet d'atteindre plus efficacement l'objectif réglementaire de soutien de la confiance des investisseurs dans l'équité et l'intégrité du marché. Il est important que les investisseurs, y compris les investisseurs individuels, sachent que tout ordre saisi sur un marché sera exécuté avant un ordre ayant un cours inférieur. Le remplacement de la norme en vigueur au Canada (notamment par la protection à la tête du registre) pourrait être perçu comme un affaiblissement de la protection des investisseurs.

II. EXAMEN DU RPO

Depuis 2007, le marché canadien est devenu un environnement concurrentiel pour les marchés des titres de capitaux propres. Il comporte plusieurs marchés visibles sur lesquels sont négociés des titres cotés sur la TSX, la Bourse de croissance TSX ou la CSE¹⁵. Cette concurrence a fragmenté le flux d'ordres entre plusieurs mécanismes de négociation, tout en ouvrant le choix, car les marchés ont introduit différents barèmes de frais, des technologies innovantes ou capables d'accélérer le traitement ainsi que de nouveaux types d'ordres.

Cette évolution a donné aux ACVM l'occasion d'évaluer les résultats de la mise en application du RPO dans le contexte de multiplicité des marchés pour lequel il est conçu. L'évaluation a porté sur les avantages que nous souhaitons obtenir ainsi que les coûts et les conséquences imprévues. Les participants au marché ont dit craindre que les coûts de la conformité au RPO ne l'emportent sur ses avantages. Nous avons

¹³ Les exceptions concernent les transactions hors cours résultant des problèmes rencontrés par les systèmes d'un autre marché, de situations comme les cotations oscillantes ou des cas de participants au marché qui décident d'assumer la responsabilité d'empêcher les transactions hors cours en utilisant l'identificateur d'ordre à traitement imposé.

¹⁴ Un comité de mise en œuvre a également été mis sur pied lors de la publication des projets de modifications en octobre 2008. Son mandat consistait notamment à étudier la question de savoir s'il fallait appliquer le RPO à la tête du registre, à la pleine profondeur ou à un autre niveau (par exemple, à cinq cours). Les avis des membres du comité étaient partagés. Bien qu'ils s'entendaient pour dire que la protection à la pleine profondeur du registre était plus complète et compatible sur le plan théorique avec les objectifs des ACVM en matière de politique, il n'y avait aucun consensus sur la question de savoir si cette protection supplémentaire suffisait à justifier les coûts supplémentaires. Les ACVM ont demandé au comité d'approfondir ce point et, en définitive, le RPO a été appliqué à la pleine profondeur.

¹⁵ Qui plus est, il existe actuellement quatre marchés opaques (dont IntraSpread, un mécanisme d'Alpha Exchange) sur lesquels ces titres se négocient.

remarqué que ces craintes augmentent avec l'introduction de chaque nouveau marché visible dont les ordres affichés sont protégés par le régime. Compte tenu de notre évaluation et des craintes des participants, nous nous sommes attachés, dans le cadre de notre examen, à sopeser les avantages du RPO, soit :

- les gains d'efficacité résultant de la consolidation virtuelle de l'accès à des marchés fragmentés;
- l'impression renforcée, chez les investisseurs, que les règles du jeu sont équitables parce que leurs ordres visibles dotés d'un meilleur cours sont exécutés avant les ordres dotés d'un cours inférieur;
- l'effet bénéfique sur la concurrence (et son incidence);

ainsi que ses coûts, notamment les inefficiences qui pourraient découler de ce qui suit :

- les participants au marché devenant des consommateurs captifs des services des marchés pour se conformer au RPO;
- les consommateurs captifs générant des revenus pour les marchés et soutenant un niveau de concurrence insoutenable par ailleurs;
- cette concurrence insoutenable entraînant des complications, des inefficiences et des coûts excessifs pour la négociation des titres de capitaux propres.

Dans le cadre de notre examen, nous avons interrogé environ 35 participants au marché de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de l'Ontario et du Québec représentant tout un éventail de courtiers, d'investisseurs, de marchés et de fournisseurs de services. Nos entrevues avaient pour objectif de nous aider à mieux comprendre les effets du RPO pour ce qui est de ses avantages et de ses coûts. Le personnel de la CVMO a également fait appel à son comité consultatif sur les structures de marché, qui se compose de représentants des mêmes types de sociétés. L'OCRCVM a aussi analysé certaines données pour mieux comprendre le fonctionnement du RPO dans un contexte de multiplicité des marchés. Enfin, nous avons eu l'occasion d'étudier les commentaires sur un dépôt préalable d'Aequitas Innovations Inc. Les propositions qui y étaient exposées remettaient en question certains principes fondamentaux du cadre réglementaire actuel (notamment ceux qui sous-tendent le RPO), et nombre d'intervenants en ont profité pour exprimer leur opinion sur les avantages et les coûts du RPO. Les résultats de notre examen sont indiqués ci-après.

A. Examen des avantages du RPO

1. Impact du RPO sur la confiance dans l'équité et l'intégrité du marché

Comme nous l'avons vu, le principal objectif du RPO est de renforcer la confiance dans l'équité et l'intégrité du marché pour soutenir la liquidité ainsi que l'efficacité du processus de formation des cours. De manière générale, les parties que nous avons interrogées étaient d'accord pour dire que le RPO aide à atteindre ces objectifs parce qu'il confère de la certitude au résultat des opérations : les ordres affichés dotés du

meilleur cours devraient généralement être exécutés avant les ordres dotés d'un cours inférieur¹⁶. Dans la mesure où le principal objectif de l'investisseur est d'obtenir le meilleur cours pour ses ordres négociables, les intervenants ont également fait valoir que le RPO offre un mécanisme garantissant que le courtier respecte les intérêts du client dans le processus d'exécution des ordres.

Toutefois, plusieurs intervenants étaient d'avis que de nombreux investisseurs, et notamment les investisseurs individuels, ne connaissent probablement pas le RPO et ses conséquences sur leurs ordres, de sorte qu'il peut être difficile de mesurer son effet sur la confiance des investisseurs. En outre, son effet sur la confiance, la liquidité et la formation des cours serait d'autant plus difficile à mesurer que le cadre réglementaire canadien prévoyait déjà une forme de protection contre les transactions hors cours. Le véritable impact du régime ne pourrait se manifester clairement que s'il était relâché, voire aboli. De façon plus générale, les intervenants notent que les effets conjugués, sur les impressions des investisseurs, des conditions macroéconomiques, de divers incidents techniques hautement médiatisés survenus sur les marchés étrangers et de la négociation à haute fréquence pourraient également empêcher d'isoler l'impact du RPO sur l'équité et l'intégrité des marchés.

Les intervenants se questionnent également sur l'avantage de protéger les ordres à cours limité affichés sur d'autres marchés que le marché dominant pour la négociation (soit, généralement, le marché d'inscription). Ils doutent aussi que le RPO ait l'effet escompté si les ordres sont passés sur les autres marchés par les parties le moins susceptibles de perdre confiance dans l'équité et l'intégrité des marchés en l'absence du régime, comme les négociateurs professionnels. Pour approfondir cette question, nous avons examiné les données sur les opérations de chaque marché visible et regroupé les participants en fonction de certains facteurs caractéristiques des négociateurs individuels, institutionnels et professionnels. L'objectif était d'examiner les ratios d'ordres actifs/passifs¹⁷ de chaque groupe et d'évaluer si leurs ordres à cours limité bénéficiaient de la protection sur chaque place de négociation visible¹⁸. Il ressort de cette analyse que la grande majorité des clients individuels et institutionnels affichent leur flux d'ordres sur les marchés d'inscription (par exemple, la TSX ou la Bourse de croissance TSX) et un pourcentage beaucoup plus faible sur d'autres marchés. La plus grande partie du flux d'ordres restant qui est affiché sur d'autres marchés semble émaner de négociateurs professionnels. Ces conclusions sont corroborées par les témoignages anecdotiques que nous avons recueillis auprès de courtiers lors de nos entrevues en ce qui concerne la passation des ordres passifs de leurs clients

¹⁶ Sauf dans les types de scénarios où les transactions hors cours sont autorisées conformément à l'article 6.2 et au sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 6.4 du Règlement 23-101 actuel.

¹⁷ Ces ratios s'entendent du calcul comparatif des ordres qui apportent de la liquidité (les ordres passifs) et de ceux qui en retirent (les ordres actifs).

¹⁸ Les identifiants des négociateurs ont été regroupés en fonction de leur utilisation 1) de la désignation « application intentionnelle » (caractéristique des ordres des clients institutionnels); 2) des ordres « SDL » sur Alpha IntraSpread (limités aux ordres de clients qui répondent à la définition de « client de détail » selon les Règles des courtiers membres de l'OCRCVM); 3) des ordres pour affichage seulement (surtout utilisés par les négociateurs professionnels exécutant une stratégie de tenue de marché qui repose sur la passation d'ordres passifs); 4) de la désignation « dispensé de la mention à découvert » (pour les opérations exécutées par des professionnels dans des comptes d'arbitrage, des comptes de tenue de marché formels, des comptes de tenue de marché informels ou de négociation à haute vitesse et des comptes de facilitation de courtiers).

individuels et institutionnels. Certains résultats de notre analyse figurent dans l'Appendice A-1.

2. Autres avantages reconnus du RPO

Il ressort de nos observations de l'évolution du contexte de multiplicité des marchés et des commentaires recueillis lors de nos entrevues que le RPO a aussi augmenté l'efficacité de la négociation en raison des investissements que les marchés, les courtiers et les fournisseurs de services ont effectués dans leurs systèmes pour gérer de multiples ordres sur plusieurs places. Les intervenants ont également suggéré que le RPO et les obligations existantes de transparence avant les opérations ont modéré l'impact de la fragmentation de la liquidité grâce à la consolidation virtuelle des registres d'ordres à cours limité de chaque marché visible par divers participants au marché et fournisseurs de services. Enfin, les participants ont généralement formulé des commentaires positifs sur l'effet bénéfique que le RPO et les obligations d'exécution au meilleur cours prévues auparavant par les RUIIM ont eu sur la concurrence, à une époque où presque toutes les opérations étaient effectuées sur les marchés d'inscription (c'est-à-dire avant 2008). Bien que de nombreux intervenants aient indiqué que la concurrence a exercé une pression à la baisse sur certains frais, la plupart étaient préoccupés par la hausse des coûts généraux occasionnée par le RPO ou l'évolution vers un contexte de multiplicité des marchés.

B. Examen des coûts et des conséquences imprévues du RPO

Comme nous l'avons vu, le RPO prévoit l'exécution prioritaire de tous les ordres affichés dotés d'un meilleur cours, sans égard au marché où ils sont affichés (sous réserve des exceptions susmentionnées). Pour les participants qui choisissent de remplir les obligations prévues par le régime et de contrôler leur flux d'ordres par des ordres à traitement imposé, il en résulte qu'ils doivent se procurer (directement ou non) les données de marché de tous les marchés visibles et un accès à tous ces marchés. Des participants au marché ont affirmé que cette situation les a rendus captifs de certains services des marchés et que cela a des répercussions notables sur les coûts. Ils ont également soutenu que le RPO cause certaines inefficiences sur les marchés ou y contribue, parce que les clients sont captifs ou pour d'autres raisons. Nous examinons chacun de ces points en détail ci-après.

1. Répercussions de la « captivité » des clients sur les coûts

Les participants nous font part depuis quelque temps déjà de leurs préoccupations à l'égard de l'augmentation des coûts et des inefficiences sur les marchés qui sont causées par le problème de la captivité des clients. Cette situation s'est aggravée ces dernières années parce que les marchés existants continuent de développer leurs services et d'introduire des frais pour les services nouveaux ou existants, et que de nouveaux marchés entrent en activité.

Il ressort de nos entrevues et de nos consultations que les coûts directs et indirects les plus

couramment liés au RPO et à la captivité des clients tombent dans les quatre catégories suivantes : les frais des marchés, les coûts et les risques liés aux systèmes, les inefficiences de la négociation et les autres répercussions sur l'exploitation (par exemple, la responsabilité des marchés et le fardeau de la conformité).

i) Les frais des marchés

Nos entrevues ont révélé que le problème de la captivité des clients pèse sur un certain nombre de frais pratiqués par les marchés, particulièrement les frais de négociation, les droits relatifs aux données de marché et les frais d'adhésion ou d'abonnement. L'importance de ces frais par rapport à l'impact du coût total varie selon les courtiers interrogés. Certains estiment que les frais de négociation et les droits relatifs aux données sont les plus touchés et qu'il y a peu de choix pour les payer. D'autres jugent que les frais d'adhésion et d'abonnement constituent aussi des coûts significatifs. Nous signalons que certaines préoccupations relatives aux frais des marchés ne résultent pas directement de la mise en œuvre du RPO. Nous en traitons sous d'autres rubriques, ci-après.

En ce qui concerne les frais de négociation, les participants s'inquiètent des répercussions du RPO sur les coûts qu'ils doivent supporter pour exécuter des flux d'ordres négociables, étant donné qu'il les oblige à négocier les ordres au meilleur cours affichés, sans égard aux frais facturés par les marchés qui les affichent.

Les principales préoccupations soulevées au sujet des droits relatifs aux données s'apparentent à celles relevées dans le *Document de consultation 21-401 du personnel des ACVM, Droits relatifs aux données de marché en temps réel*¹⁹ (le **document sur les droits relatifs aux données**) : les droits relatifs aux données sont généralement élevés; le coût des données a globalement augmenté dans des proportions significatives parce que davantage de marchés visibles facturent; les droits relatifs aux données ne sont peut-être pas soumis à une concurrence suffisante pour contrôler les niveaux facturés; et les participants qui doivent remplir les obligations réglementaires (surtout le RPO et les obligations de meilleure exécution) sont captifs des droits relatifs aux données de marché.

Certains courtiers se préoccupent des droits d'adhésion ou d'abonnement à des degrés divers, selon que leur modèle d'entreprise nécessite ou non un accès direct à chaque marché. Dans certaines situations, ils indiquent devoir acquitter des frais mensuels d'adhésion ou d'abonnement représentant plusieurs fois le montant total facturé pour l'exécution d'opérations sur le marché au cours du mois. Cependant, d'autres courtiers ont composé avec ces coûts en privilégiant une solution de rechange ou en concluant des arrangements de *jitney*²⁰.

La dernière catégorie de frais des marchés concerne la connectivité (c'est-à-dire les connexions physiques que les marchés fournissent pour y accéder). Les courtiers qui

¹⁹ Publié dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers du 8 novembre 2012, Vol. 9 n° 45, p. 276.

²⁰ L'exercice d'un certain choix par les courtiers en matière d'accès à la négociation est aussi évoqué dans les résultats du sondage de l'OCRCVM sur la meilleure exécution publiés récemment. Se reporter à la section 3.1 *Accès aux marchés* de l'Avis 14-0082 de l'OCRCVM, *Résultats du Sondage sur la meilleure exécution*, 28 mars 2014, http://www.ocrcvm.ca/Documents/2014/61ec2e27-7e15-4a42-9adc-5c7895d16c81_fr.pdf.

accèdent aux marchés au moyen de leurs propres connexions et non par l'intermédiaire d'un fournisseur de services s'en préoccupent.

Il nous semble que le problème de la captivité des clients préoccupe principalement les courtiers et les fournisseurs de services, qui sont directement touchés par les frais des marchés. Les investisseurs institutionnels que nous avons rencontrés font état d'un manque général de transparence pour ce qui est de l'impact des frais de négociation et des droits relatifs aux données sur les coûts d'opérations explicites, parce qu'ils paient généralement des commissions forfaitaires. Par conséquent, ils ne sont pas les mieux placés pour commenter les répercussions du RPO sur ces coûts. D'aucuns font toutefois remarquer que certains courtiers ont commencé à facturer directement les droits relatifs aux données, qui étaient auparavant intégrés à leurs commissions.

ii) Les coûts et les risques liés aux systèmes

Les coûts liés aux systèmes font aussi partie, pour nombre de courtiers, des coûts importants entraînés par la captivité des clients. Les principaux coûts signalés se rapportent à l'infrastructure technologique et aux ressources humaines nécessaires à la gestion du volume grandissant de données et de la complexité croissante qui accompagnent l'évolution du contexte de multiplicité des marchés. Les coûts liés aux systèmes découlent non seulement de l'infrastructure interne, mais aussi de l'infrastructure nécessaire pour faciliter la connectivité à un marché, qui se traduit par des coûts de connectivité distincts des frais de connectivité facturés par les marchés. Les intervenants reconnaissent également que nombre de ces coûts liés aux systèmes pourraient persister en l'absence de RPO : ils sont dans bien des cas un sous-produit du fait que de multiples marchés négocient les mêmes titres et de l'apparition de nouvelles méthodes de négociation. Cependant, certains représentants des courtiers et des fournisseurs de services expriment leur frustration de ne pas pouvoir mieux gérer la portée et le calendrier de leurs dépenses en matière de systèmes, compte tenu des répercussions du RPO sur l'attribution de leurs ressources technologiques. Ils nous en ont fait part lors de nos discussions sur l'impact des importants changements de systèmes effectués par les marchés existants, et sur les moyens financiers et les délais nécessaires pour se préparer au lancement de chaque nouveau marché visible. Ces coûts s'appliquent, que le marché ait démontré ou non aux clients qu'ils leur apportent de la valeur. Les intervenants notent que ces coûts comprennent non seulement le développement du matériel et des logiciels ainsi que la maintenance, mais aussi les coûts d'opportunité liés au report ou à l'abandon d'autres projets et améliorations technologiques.

Les risques liés à l'importance, au moment ou à la fréquence des changements dans les systèmes des marchés visibles préoccupent aussi les représentants des courtiers et des fournisseurs de services, qui estiment que ces changements peuvent faire courir des risques à leurs systèmes et qu'il leur faut suffisamment de temps pour effectuer des essais afin de garantir le bon fonctionnement continu des systèmes et des algorithmes. Nos discussions ne nous ont pas permis d'établir clairement si cette préoccupation est liée au délai de mise en œuvre actuellement accordé par les marchés ou à la nécessité de se plier au calendrier des changements des marchés, sans égard à quelque exigence ou pression interne que ce soit en matière de ressources technologiques.

Comme nous l'avons vu dans le cas des droits des marchés, ces questions de coûts liés au RPO n'ont été soulevées que par les représentants des courtiers et des fournisseurs de services. Les investisseurs institutionnels interrogés s'en remettent généralement à l'infrastructure des courtiers ou des fournisseurs de services.

iii) Les inefficiences de la négociation

On nous a également fait valoir qu'en matière de négociation, le RPO cause ou aggrave certaines inefficiences qui pourraient avoir diverses répercussions sur les courtiers et leurs clients. Il a notamment un impact sur la qualité de l'exécution, les coûts implicites et explicites des opérations et les coûts administratifs du traitement post-marché. Ces inefficiences surviennent parce que la conformité au RPO nécessite de négocier les ordres au meilleur cours affichés sur l'ensemble des marchés, ce qui peut nuire à la qualité de l'exécution, surtout lorsque la taille de l'ordre exige de négocier des ordres affichés à plusieurs cours²¹. Selon les intervenants, cette situation peut avoir pour effet d'alerter le marché, de créer une latence qui profite aux autres participants et d'entraîner des exécutions à un cours inférieur ou des ordres non exécutés pour les clients. On a également affirmé que, souvent, les coûts liés à cette forme d'acheminement ne sont pas suffisamment compensés par les avantages de viser les ordres de faible volume (par exemple, 100 actions) qui sont affichés sur chaque marché à un meilleur, voire au meilleur cours. Comme nous l'avons vu, d'autres participants ont soulevé la question de savoir si, dans ces circonstances, les ordres passifs bénéficiant du RPO émanent des contreparties qui ont le plus besoin de la protection offerte par le régime.

De nombreux courtiers ont également signalé les « coûts des billets » qui sont souvent facturés par leurs fournisseurs de services post-marché pour chaque opération présentée par chaque marché pour compensation. Compte tenu de l'effet que le RPO peut avoir sur l'acheminement d'un ordre à plusieurs marchés, les participants indiquent que ces coûts ont grimpé substantiellement parce que les ordres qui auraient pu, auparavant, être remplis immédiatement sur un seul marché sont désormais divisés en plusieurs ordres (et nécessitent plusieurs billets, avec les coûts afférents). Il apparaît que certains courtiers ont mis en œuvre des mécanismes de « compression des opérations » pour réduire ces coûts ou ont entrepris de le faire²².

iv) Les autres répercussions sur l'exploitation

Les courtiers se préoccupent du manque de pouvoir de négociation avec les marchés dont ils se sentent captifs en raison du RPO. Leur principale préoccupation a trait aux clauses de responsabilité des conventions d'adhésion ou d'abonnement des marchés que nombre d'entre eux, en raison du RPO, se sentent obligés de signer pour avoir accès en tant que membres ou abonnés. Selon eux, cela se traduit par un transfert de risque déraisonnable

²¹ Même en l'absence de RPO, on nous a indiqué que ces coûts persisteront si le courtier juge nécessaire de négocier les ordres de ses clients de la même manière pour obtenir la meilleure exécution.

²² On a décrit la compression des opérations comme un processus de réduction des coûts qui permet de regrouper plusieurs opérations sur un même titre avant de les présenter pour compensation, ce qui diminue la délivrance de billets par les fournisseurs de services post-marché et les coûts afférents.

des marchés aux courtiers parce que les marchés limitent strictement leur responsabilité ou la déclinent entièrement pour les pertes causées aux membres ou aux abonnés.

Les courtiers font également état de problèmes causés par la hausse des coûts de la conformité, puisqu'il leur faut accéder à chaque nouveau marché visible affichant des ordres pour respecter le RPO.

2. Impact potentiel sur l'efficience du marché

Outre l'alourdissement des coûts, certains estiment que le RPO entraîne des inefficiences sur le marché en général ou y contribue. On peut dire qu'il avantage les marchés parce qu'il permet aux marchés visibles de facturer des droits à des clients qui ne voudraient autrement utiliser leurs services.

Si le RPO aide les marchés, il peut aussi favoriser le lancement ou l'exploitation de marchés visibles qui ne pourraient autrement assurer la continuité de l'exploitation. Cette situation peut accroître la fragmentation, nuire à la qualité du marché, augmenter la complexité et faire grimper les coûts des participants.

Les inefficiences du marché peuvent aussi découler du fait que le RPO et les avantages que les marchés en tirent ont le potentiel de limiter la concurrence et l'innovation, ce qu'ont noté les intervenants qui ont commenté les projets de régime. On a constaté au cours des dernières années que l'innovation et la concurrence entre les marchés se produisent principalement sur le terrain des frais, des systèmes et de la vitesse, et se traduisent par le lancement de mécanismes de négociation secondaires par les marchés existants qui se différencient principalement par les frais de négociation.

C. Autres problèmes contributifs

Nous observons que nombre de problèmes liés aux coûts et aux inefficiences du marché mentionnés ci-dessus sont également liés à des facteurs et à des problèmes relatifs à l'évolution de la structure du marché. Il est par conséquent difficile de distinguer l'effet du RPO de celui de ces autres facteurs ou problèmes. Il faut à tout le moins étudier leur lien avec les coûts et les inefficiences du marché pour établir les mesures les mieux à même de répondre aux préoccupations exprimées.

1. Émergence du contexte de multiplicité des marchés

Comme nous l'avons vu, l'environnement concurrentiel des marchés des titres de capitaux propres a évolué et comporte maintenant plusieurs marchés sur lesquels se négocient les titres cotés sur la TSX, la Bourse de croissance TSX ou la CSE. Même en l'absence du RPO, l'existence de plusieurs marchés peut présenter beaucoup de complexités, coûts et inefficiences analogues à ceux mentionnés ci-dessus, car le flux d'ordres est de plus en plus fragmenté entre les marchés. Le RPO et, dans une moindre mesure, les obligations de meilleure exécution peuvent influencer sur l'étendue de

l'accès à chaque marché et les moyens d'accès, ce qui peut ajouter des coûts et des inefficiences dans un contexte de multiplicité des marchés.

2. Paiement de rabais accordés en vertu des barèmes de frais « teneur-preneur » et « teneur preneur inversé »

En 2005, la TSX a introduit un barème de frais « teneur-preneur » en fonction du volume pour favoriser l'affichage d'ordres et ainsi faire concurrence aux marchés américains négociant des titres intercotés. En vertu de ce barème, la partie à l'opération apportant la liquidité (le teneur) reçoit un rabais, tandis que la partie qui prend la liquidité (le preneur) paie des droits. À l'origine applicable aux titres intercotés sur le NASDAQ et AMEX, ce barème a été étendu en 2006 à tous les titres de capitaux propres cotés sur la TSX et la Bourse croissance TSX. Depuis lors, il forme la base des barèmes de frais appliqués aux séances de négociation continue des marchés visibles de titres de capitaux propres en concurrence au Canada.

Les paiements de rabais selon un barème de frais « teneur-preneur » peuvent être considérés comme des incitatifs pour attirer le flux d'ordres passifs vers un marché donné et aussi comme des moyens de récompenser ou de rémunérer les fournisseurs de liquidité qui prennent le risque de passer des ordres et de contribuer à la formation des cours. Compte tenu de l'incitation supplémentaire à passer des ordres passifs, d'aucuns attribuent au barème teneur-preneur la réduction des écarts et l'amélioration des cours d'exécution des ordres négociables. Toutefois, la concurrence entre certains participants pour obtenir des rabais sur les ordres passifs peut avoir restreint la capacité d'autres participants au marché de combler ces ordres. En conséquence, certains « traversent l'écart » plus souvent, ce qui se traduit par des coûts d'exécution plus élevés (l'écart payé)²³ ainsi que par une augmentation des frais de négociation.

Ces derniers temps, au Canada et aux États-Unis, l'évolution des marchés a élargi le concept de paiement du preneur de liquidité au fournisseur de liquidité. On en trouve un exemple dans l'utilisation accrue du barème teneur-preneur « inversé », dans lequel le preneur de liquidité reçoit un rabais et le fournisseur de liquidité paie des frais. Dans ce cas, les rabais ne sont plus versés pour récompenser la prise de risque ou la contribution à la formation des cours.

Le personnel estime que les paiements de rabais selon le barème teneur-preneur traditionnel ou inversé influent sur le comportement de diverses catégories de participants au marché, que ce soit en matière de négociation ou de stratégies d'acheminement des ordres. Nous craignons qu'ils ne récompensent des comportements nuisibles à nos marchés. Des intervenants nous ont fait part de ces préoccupations au sujet du barème teneur-preneur dans le cadre de l'examen du RPO, dans les commentaires sur le dépôt préalable d'Aequitas et tout au long de notre surveillance continue des marchés et de la structure du marché. De plus, certains

²³ Les avantages peuvent aussi être la réduction des écarts et l'augmentation de la liquidité (par exemple, l'augmentation de l'immédiateté), ce qui peut avoir pour effet de compenser ces coûts dans une certaine mesure. Par exemple, si les ordres des investisseurs individuels tendent généralement à être actifs (et traversent donc l'écart), ils le demeurent, mais comme l'écart est moins grand, les investisseurs sont en mesure de les faire exécuter à un meilleur cours.

problèmes ont été signalés dans plusieurs mémoires de recherche et publications sur la structure du marché.

i) La fragmentation et la segmentation du flux d'ordres

Les intervenants nous ont indiqué que la variation des frais de négociation et des barèmes contribue davantage à accroître la fragmentation du flux d'ordres que la multiplicité des marchés ne devrait normalement le faire. Comme nous l'avons vu, les marchés canadiens se livrent de plus en plus concurrence sur le terrain des frais. C'est ce qui transparait des modifications apportées aux barèmes par les diverses places et les modifications apportées en réaction par leurs concurrents. C'est aussi ce que révèle le lancement de seconds marchés qui se distinguent principalement par leurs frais.

Dans le cadre de nos entrevues et de notre surveillance continue, les intervenants nous ont également indiqué que les marchés exploitent plusieurs mécanismes de négociation offrant des frais ou des barèmes différents principalement pour segmenter le flux d'ordres et attirer certains participants ou certaines catégories de flux. L'utilisation du barème teneur-preneur inversé en offre un exemple : un fournisseur de liquidité doit avoir de sérieuses raisons de payer pour afficher un ordre sur un marché, puisqu'il se prive dès lors du rabais payé par d'autres marchés pour les ordres passifs en vertu du barème teneur-preneur traditionnel. Il apparaît que les deux principaux motifs sont les suivants :

- déplacer l'ordre passif vers la tête du registre consolidé en partant de l'hypothèse qu'étant donné la multiplicité des marchés affichant des ordres au meilleur cours, un courtier soucieux des coûts pourrait choisir d'acheminer un ordre négociable en premier à la place qui paie un rabais;
- augmenter les chances de négocier contre le flux d'ordre le plus probablement sensible aux frais de négociation active, particulièrement celui du courtier d'investisseurs individuels.

Pour atténuer l'augmentation concomitante des coûts d'opérations, les participants peuvent employer des moyens moins onéreux d'exécution des flux traditionnellement actifs, comme dans le cas des ordres d'investisseurs individuels. Le recours aux marchés opaques est une façon de réduire les coûts d'acheminement des ordres actifs²⁴, étant donné qu'ils facturent généralement des droits moins élevés. Depuis peu, des barèmes teneur-preneur inversés sont également utilisés à ces fins.

ii) Les conflits d'intérêts

Comme nous l'avons vu, les paiements de rabais sont utilisés pour encourager certains comportements en matière d'acheminement avec les barèmes teneur-preneur inversés et traditionnels. Ils ne sont donc pas sans présenter des risques de conflits d'intérêts dans les décisions d'acheminement des courtiers qui gèrent les ordres des clients.

²⁴ À titre d'exemple, Alpha IntraSpread n'est offert que pour les flux d'ordres d'investisseurs individuels en raison de sa restriction sur l'utilisation du type d'ordre SDL (« seek dark liquidity », c'est-à-dire « recherche de liquidité invisible »).

Angel, Harris et Spatt en traitent dans un mémoire de 2010 mis à jour en 2013²⁵. Ils font remarquer que les courtiers peuvent avoir intérêt à acheminer les ordres à cours limité de leurs clients vers les marchés qui paient les rabais les plus substantiels et leurs ordres négociables (sous réserve des obligations d'exécution au meilleur cours en vertu du RPO) vers les places qui facturent les frais les plus bas pour les ordres actifs (ou celles dont le barème teneur-preneur inversé leur offre un rabais). Généralement, ces rabais ne sont pas transférés au client final²⁶. Dans un mémoire de recherche publié en juillet 2013, Pragma Securities indique [traduction] « [qu']une stratégie d'exécution d'opérations optimale pour le courtier peut ne pas l'être pour le client²⁷ ». Un rapport publié en décembre 2013 par l'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs mobilières (OICV) et intitulé *Trading Fee Models and their Impact on Trading Behaviour*²⁸ soulève des questions analogues : certaines autorités de réglementation expriment la crainte que la meilleure exécution des ordres des clients ne souffre des décisions d'acheminement que les courtiers prennent en fonction des rabais dont ils peuvent bénéficier (notamment sous forme de frais réduits).

iii) La transparence

Autre préoccupation exprimée au sujet du barème teneur-preneur : les généreux rabais peuvent nuire à la transparence des cours. Qui plus est, nombre d'intervenants estiment que le paiement de rabais aux fournisseurs de liquidités peut avoir réduit les écarts sous l'effet de la concurrence pour les obtenir, mais que cette réduction est financée par les participants au marché qui paient les frais d'opération.

Lorsque les rabais et les frais ne sont pas transférés au client final dans tous les cas et que seuls certains participants au marché obtiennent un avantage financier en profitant des rabais, les règles du jeu ne sont pas les mêmes pour tous. Certains estiment qu'une solution pourrait être d'exiger que tous les frais et rabais soient transférés au client final : non seulement elle rendrait les résultats financiers des opérations équitables pour tous les participants, mais elle éliminerait les conflits d'intérêts des courtiers en matière d'acheminement. Néanmoins, des intervenants représentant diverses branches du secteur nous ont indiqué que cette solution pourrait être très difficile et coûteuse à mettre en œuvre en ce qui a trait aux systèmes.

Par ailleurs, Angel, Harris et Spatt indiquent que le barème teneur-preneur inversé a essentiellement pour effet de permettre au fournisseur de liquidités de proposer avant tout autre participant un cours qui s'établit, dans les faits, à un échelon de cotation inférieur à un cent²⁹, ce qui est interdit en vertu des règles actuelles.

²⁵ *Equity Trading in the 21st Century*, Angel, Harris and Spatt, mai 2010 et juin 2013.

²⁶ Nous savons que c'est le cas des participants aux marchés canadiens. Se reporter à la section 3.4 de l'Avis 14-0082 de l'OCRCVM, *Résultats du Sondage sur la meilleure exécution*, 28 mars 2014, http://www.ocrcvm.ca/Documents/2014/61ec2e27-7e15-4a42-9adc-5c7895d16c81_fr.pdf.

²⁷ *A Conflict Inherent in the Maker-Taker Model: Equities vs. Futures*, Pragma Securities, juillet 2013, p. 1.

²⁸ Rapport accessible au www.iosco.org/library/pubdocs/pdf/IOSCOPD430.pdf.

²⁹ *Equity Trading in the 21st Century*, juin 2013, p. 28.

iv) L'augmentation de l'intermédiation sur les titres très liquides

On peut penser qu'il est avantageux pour le marché d'encourager la fourniture de liquidité, mais la réalisation de cet objectif ne devrait pas faire peser des coûts déraisonnables sur les autres participants au marché. Lorsque le nombre de marchés a augmenté et que le barème teneur-preneur est devenu le principal barème utilisé pour attirer les flux d'ordres passifs, davantage de fournisseurs de liquidité à court terme ont fait leur entrée sur le marché. La fourniture de liquidité s'est accrue en conséquence, mais surtout pour des titres les plus liquides. C'est ce qui ressort des résultats des phases I et II de l'étude de la négociation à haute vitesse effectuée par l'OCRCVM³⁰ : 77 % du volume, 88 % de la valeur et 84 % du nombre des opérations attribuables aux identifiants d'utilisateurs compris dans l'échantillon visaient les titres les plus liquides cotés sur la TSX.

Nous craignons que les paiements de rabais, bien qu'ils aient permis principalement d'augmenter le niveau de liquidité des titres les plus liquides, se traduisent par une intermédiation inutile de la part des fournisseurs de liquidité à court terme sur les titres qui en ont le moins besoin, ce qui nous fait douter de la pertinence d'un barème de frais qui nécessite des paiements des preneurs de liquidité aux fournisseurs de liquidité alors que la liquidité disponible est suffisante.

v) La concurrence entre les marchés

Nous notons que la concurrence pour obtenir du volume en échange de rabais peut dissuader les marchés de modifier leurs barèmes de frais pour régler les problèmes signalés (si leurs concurrents ne sont pas tenus d'en faire autant). À titre d'exemple, un marché pourrait ne pas être en mesure de réduire en dessous d'un certain plancher les rabais qu'il paie en vertu d'un barème teneur-preneur, parce que cela pourrait réduire considérablement le flux d'ordres passifs qui lui est acheminé et lui faire perdre du volume d'opérations, des parts de marché et des revenus³¹. Lorsque les pressions concurrentielles sont fortes (par exemple, pour les titres intercotés et les titres liquides non intercotés valant plus de 1 \$), les marchés n'ont pas nécessairement intérêt à renoncer à un barème de frais qui comporte le paiement de rabais en échange de liquidité.

3. La négociation à haute vitesse

Le marché canadien des titres de capitaux propres connaît une croissance soutenue de la négociation à haute vitesse, à basse latence et facilité par la technologie, ce qui transforme la dynamique de l'ensemble du secteur. Le rapport de l'OCRCVM sur les phases I et II de son étude des activités de négociation à haute vitesse (NHV) fait ressortir plusieurs facteurs qui ont contribué à jeter les bases de la NHV, dont l'avènement de la décimalisation, les multiples marchés, la concurrence accrue entre

³⁰ Publiée au http://www.ocrcvm.ca/Documents/2012/c03dbb44-9032-4c6b-946e-6f2bd6cf4e23_fr.pdf.

³¹ Nous reconnaissons qu'à compter du 1^{er} novembre 2013, la TSX et la Bourse de croissance TSX ont révisé leur barème de frais pour les titres dont le cours est inférieur à 1 \$ en introduisant des droits symétriques (le côté actif et le côté passif payent les mêmes droits par action négociée).

les marchés, la mondialisation de la négociation ainsi que les progrès des technologies de négociation³². Faisant le point dans le cadre de la conférence conjointe CVMO/OCRCVM sur la structure du marché tenue en novembre 2013, l'OCRCVM a indiqué que la NHV représentait 15 % du volume, 24 % de la valeur et 35 % du nombre des opérations exécutées entre janvier 2012 et juin 2013³³. On trouvera davantage de renseignements sur les caractéristiques, les stratégies et les risques de la NHV dans le rapport de consultation publié en juillet 2011 par l'OICV, *Regulatory Issues Raised by the Impact of Technological Changes on Market Integrity and Efficiency*³⁴, et dans un rapport publié en mars 2014 par le personnel de la Division of Trading and Markets de la Securities and Exchange Commission des États-Unis³⁵.

Si les tenants de la NHV font valoir l'accroissement de la liquidité et la réduction des écarts comme points positifs, d'autres se questionnent sur l'accessibilité de la liquidité fournie et sur la réduction réelle des écarts³⁶. D'autres expriment également des préoccupations sur la façon dont les avantages potentiels que les sociétés de NHV tirent de la technologie et de la vitesse et la concurrence qu'elles se livrent sur les rabais pour les ordres passifs ont pu contribuer à l'accroissement de l'intermédiation et à l'exclusion d'autres participants à l'étape de la fixation des cours. Les intervenants estiment qu'elle contribue à la hausse des coûts supportés par les courtiers, notamment ceux des investisseurs individuels, parce qu'ils sont plus souvent preneurs de liquidité et payent donc plus fréquemment des frais de négociation active.

L'OCRCVM en est à la phase III de son étude de la NHV, qui pourrait permettre de savoir si la NHV pose réellement des problèmes de qualité ou d'intégrité du marché qu'il faut régler en instaurant une nouvelle réglementation ou en modifiant celle en vigueur.

Dans l'intervalle, l'OCRCVM et nous nous sommes attachés à introduire et à modifier les obligations applicables à l'« infrastructure de négociation ». En particulier, l'introduction du *Règlement 23-103 sur la négociation électronique et l'accès électronique direct aux marchés* et les projets de modifications des règlements sur les marchés ainsi que d'autres dispositions des RUIIM imposent aux courtiers et aux marchés l'obligation de gérer les risques associés à tout accès électronique aux marchés, y compris la NHV. Ces obligations comprennent les contrôles avant les opérations, des seuils de volume et de cours coordonnés, des seuils de déclenchement pour un titre unique et à l'échelle du marché ainsi qu'une série d'obligations opérationnelles, notamment des obligations d'assurance de la qualité, applicables aux marchés qui introduisent et lancent des systèmes. Un rapport publié par la CVMO fait état des travaux du consultant engagé pour examiner le régime et conclut à l'absence de lacunes dans la réglementation actuelle³⁷.

³² Publiée au http://www.ocrcvm.ca/Documents/2012/c03dbb44-9032-4c6b-946e-6f2bd6cf4e23_fr.pdf.

³³ Publié au http://www.iifoc.ca/Documents/2013/03603d99-c3ef-4fb6-8b94-a6b6aa857cf3_en.pdf.

³⁴ Publié au <http://www.iosco.org/library/pubdocs/pdf/IOSCOPD354.pdf>.

³⁵ Publié au http://www.sec.gov/marketstructure/research/hft_lit_review_march_2014.pdf.

³⁶ Voir par exemple *Evolution of Canadian Equity Markets*, RBC Marchés des Capitaux, février 2013.

³⁷ Avis 23-702 du personnel de la CVMO *Electronic Trading Risk Analysis Update*, publié au http://www.osc.gov.on.ca/documents/en/Securities-Catqory2/sn_20131212_23-702_electronic-trading-update.pdf.

4. Mise en œuvre du cadre réglementaire pour la liquidité invisible

À compter d'octobre 2009, les ACVM et l'OCRCVM ont publié une série de documents conjoints qui ont mené à la mise en œuvre de règles relatives à la liquidité invisible³⁸. Ces règles prévoient que les ordres invisibles en attente doivent fournir une amélioration significative du cours d'un autre ordre de petite taille, définissent l'« amélioration minimum du cours » qui est nécessaire pour être significative et établissent la priorité des ordres visibles sur les ordres invisibles au même cours sur le même marché.

Depuis la mise en œuvre des règles relatives à la liquidité invisible, nous avons observé une baisse marquée de l'activité de négociation chez certains mécanismes de négociation d'ordres invisibles³⁹. D'aucuns estiment que la principale raison en est que les obligations d'amélioration du cours ont supprimé l'intérêt financier des fournisseurs de liquidités à fournir de la liquidité passive à ces mécanismes. En conséquence, les courtiers qui utilisaient ces mécanismes pour gérer leurs coûts de négociation active (tout en offrant à leurs clients des occasions d'amélioration du cours) négocient une plus grande partie de leur flux actif sur des marchés visibles facturant des frais plus élevés de négociation active, ce qui accroît leurs coûts totaux et les pousse à trouver des solutions de rechange pour les réduire.

Nous faisons remarquer que la mise en œuvre des règles relatives à la liquidité invisible n'est pas à l'origine des problèmes qui contribuent aux ratios actif-passif élevés des courtiers et aux coûts élevés de négociation active. Cependant, leur introduction a modifié les facteurs économiques de la négociation d'ordres invisibles et l'environnement dans lequel les courtiers pouvaient abaisser leurs coûts. Ceci dit, nous soulignons que l'introduction des règles relatives à la liquidité invisible visait à réaffirmer la priorité du marché visible et l'importance de la formation des cours au moyen des ordres visibles.

5. Problèmes potentiels des droits relatifs aux données de marché

Le montant des droits relatifs aux données de marché payés par un courtier dépend directement de son modèle d'entreprise et des services qu'il a choisi d'offrir à ses clients. Ces constatations ressortent clairement des travaux que nous menons sur ces droits depuis la publication du document sur les droits relatifs aux données et des discussions que nous maintenons avec les participants au marché. Par exemple, certains courtiers (généralement ceux qui ont une clientèle particulière à laquelle les données ne sont pas fournies) n'ont pas indiqué que les droits relatifs aux données de

³⁸ Il s'agit des trois documents suivants : 1) le *Document de consultation conjoint 23-404 des ACVM et de l'OCRCVM, Marchés opaques, ordres invisibles et autres innovations dans la structure des marchés au Canada*, publié en octobre 2009 dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, Vol. 6 n° 39, p. 212; 2) l'*Énoncé de position conjoint 23-405 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières, La liquidité invisible sur le marché canadien*, publié en novembre 2010 dans le Bulletin, Vol. 7 n° 46, p. 310; et 3) l'*Avis conjoint 23-311 du personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières, Démarche réglementaire concernant la liquidité invisible sur le marché canadien*, publié en juillet 2011 dans le Bulletin, Vol. 8 n° 30, p. 1096.

³⁹ Le cas le plus notable est celui d'Alpha IntraSpread, qui a vu sa part de marché chuter de 3,6 % du volume au cours du mois précédant la mise en œuvre des règles relatives à la liquidité invisible (septembre 2012) à 0,3 % le mois suivant (novembre 2012).

marché étaient une grande préoccupation pour eux. Pour ces sociétés, toutefois, les principaux problèmes liés à ces droits avaient à voir avec le potentiel du RPO de soutenir les marchés en rendant les clients captifs et le possible écart entre la valeur et le coût des données de certains petits marchés. En outre, les intervenants nous ont fait part de leur frustration à l'égard des grands marchés, qui ont peut-être connu une baisse continue de leur part de marché, mais n'ont pas ajusté leurs frais en conséquence.

Pour d'autres courtiers, surtout ceux qui fournissent des données aux clients (institutionnels ou individuels) et ceux qui ont un grand réseau de conseillers en placement, les droits relatifs aux données de marché sont une importante source de préoccupations. Hormis la relation entre ces droits et le RPO (et dans un moindre mesure les obligations de meilleure exécution), les préoccupations exprimées semblent se rapporter essentiellement à ce qui suit :

- l'augmentation du coût d'acquisition des données de tous les marchés du fait que davantage de marchés visibles facturent les données;
- le fait que les droits relatifs aux données ne sont peut-être pas suffisamment soumis à la concurrence parce que les marchés contrôlent la production et le prix de leurs données et parce qu'il est impossible de remplacer les données d'un marché par celles d'un autre.

Ces questions ont été étudiées dans le document sur les droits relatifs aux données, mais seulement pour ce qui est des droits demandés aux abonnés professionnels. À la suite de nos discussions avec les participants et après nous être penchés sur ces droits de manière plus générale, nous nous sommes intéressés davantage au niveau des droits facturés aux utilisateurs non professionnels.

Bien que les abonnés non professionnels ne soient pas concernés par le problème de la captivité des clients associé au RPO, ils peuvent subir un effet similaire en raison de la seconde des deux préoccupations susmentionnées. Ils peuvent utiliser les données principalement pour obtenir de l'information sur l'établissement des cours, de sorte qu'ils n'ont pas besoin d'acquérir des données de tous les marchés. Bien que, dans cette situation, la concurrence par les prix puisse permettre de gérer les droits facturés à ces abonnés, il semble que le secteur continue de s'en remettre principalement (et bien souvent uniquement) aux bourses d'inscription comme source de données de marché pour obtenir des indications sur les cours⁴⁰. Cette observation ressort de nos entrevues des participants ainsi que de notre analyse des efforts accomplis par d'autres marchés ces dernières années pour présenter leurs données aux courtiers comme une solution de rechange économique mais efficace pour obtenir des indications sur les cours. En ce qui concerne les utilisateurs non professionnels, une étude comparative des droits facturés par les bourses d'inscription canadiennes et des droits analogues aux États-Unis et dans le reste du monde indique qu'ils obtiennent, au Canada, des rabais beaucoup moins intéressants, en pourcentage des droits facturés aux

⁴⁰ Cela est peut-être aussi dû au fait que les clients non professionnels ne connaissent pas d'autres marchés que les bourses d'inscription et qu'ils souhaitent voir leurs ordres à cours limité non négociables affichés sur celles-ci.

professionnels, que leurs homologues américains et internationaux. Nous reviendrons en détail sur cette analyse sous une autre rubrique du présent avis.

6. La meilleure exécution dans un contexte de multiplicité des marchés

Les obligations de meilleure exécution prévues par la partie 4 du Règlement 23-101 et la Règle 5.1 des RUIIM sont d'application plus complexe dans un contexte de multiplicité des marchés. Bien que la meilleure exécution soit actuellement assujettie aux obligations prévues par le RPO, elle demeure un principe fondamental. Nonobstant le fait que la conformité au RPO nécessite un accès direct ou indirect aux marchés et aux données de marché, la meilleure exécution peut soulever des problèmes analogues de captivité des clients. Toutefois, dans le contexte de la meilleure exécution, ces problèmes sont peut-être davantage le fruit des décisions d'affaires que les courtiers prennent lorsqu'ils déterminent si l'exécution des opérations sur certains marchés leur permettrait de réaliser la meilleure exécution pour leurs clients.

Dans un contexte de multiplicité des marchés, la meilleure exécution peut aussi souffrir des conflits d'intérêts qui influent sur le traitement et l'acheminement des ordres des clients. Ils peuvent se produire en raison de la propriété des marchés, notamment des programmes d'encouragement à la propriété, ou des incitatifs créés par les frais et les barèmes, comme ceux qui sont évoqués ci-dessus, sous la rubrique concernant les barèmes teneur-preneur et teneur-preneur inversé.

D. Résumé de l'examen

Au terme de notre examen du RPO, nous sommes d'avis que ses objectifs (la protection des ordres dotés d'un meilleur cours affichés sur plusieurs marchés pour renforcer la confiance et faciliter la fourniture de liquidité ainsi qu'une formation des cours efficiente) n'ont rien perdu de leur importance. Nous demeurons donc convaincus que la protection des ordres doit rester un élément fondamental du marché canadien. Cependant, notre examen des coûts et des avantages de ce régime ainsi que les observations que nous avons effectuées pendant les années qui ont façonné l'environnement concurrentiel actuel (depuis l'ancien régime du meilleur cours jusqu'au RPO actuel) indiquent que sa mise en œuvre a contribué à la hausse des coûts et à des inefficiences auxquelles il y a lieu de remédier.

En particulier, nous estimons qu'en raison de ses coûts et inefficiences, la protection de 100 % des ordres affichés contre les transactions hors cours⁴¹ n'est pas pleinement justifiée par les avantages qu'elle apporte. De plus, nous craignons que le RPO n'avantage les marchés parce que les participants au marché sont des clients captifs de certains de leurs services. S'il semble que certains courtiers aient des choix pour gérer l'accès aux marchés visibles et les coûts afférents (par exemple, les coûts d'adhésion et de connexion), force est de constater que la conformité au RPO nécessite que tous les participants au marché accèdent à la négociation sur chaque marché visible directement ou indirectement. Autrement dit, il faut que certains participants soient

⁴¹ Sauf les transactions hors cours pour lesquelles le RPO prévoit des exceptions.

membres d'un marché pour faciliter la connexion pour eux-mêmes et d'autres. Par conséquent, nous estimons que le régime avantage tous les marchés visibles, car les courtiers et les fournisseurs de services paient pour accéder à la négociation. Cette situation entraîne des coûts pour les participants au marché (directement ou indirectement sous forme de frais facturés par les courtiers exécutants ou les fournisseurs de services pour faciliter l'accès) qui ne sont peut-être pas raisonnables. Le RPO est d'autant plus à l'avantage des marchés et a une incidence d'autant plus déterminante sur les coûts des courtiers et des fournisseurs de services que les courtiers qui contrôlent leur propre flux d'ordres doivent obtenir des données pour faire des choix en matière d'acheminement. Nous croyons cependant que le débat sur l'ampleur des données ou le nombre de listes de données nécessaires se poursuivra probablement.

Outre qu'il avantage les marchés, les incite à lancer de nouvelles places de négociation ou garantit leur viabilité même lorsqu'elle est menacée, nous estimons que le régime encourage les inefficiences de la négociation et les inefficiences du marché dont nous traitons ici.

C'est dans ce contexte qu'il faut déterminer s'il est nécessaire d'appliquer le RPO à tous les ordres pour obtenir les résultats escomptés, soit la confiance dans l'équité et l'intégrité du marché et l'efficacité du processus de formation des cours et du marché en général. C'est notamment vrai lorsqu'on considère que de nombreux ordres passifs affichés qui bénéficient du régime sont probablement saisis par des participants dont la confiance dans l'équité et l'efficacité des marchés et la volonté de participer et de contribuer à la formation des cours ne souffriraient pas d'une variation du niveau de protection offert. Comme nous l'avons vu, il y a également lieu de tenir compte de l'avantage que le RPO offre aux clients qui souhaitent avant tout obtenir le meilleur cours pour leurs ordres, car il garantit la concordance des intérêts des clients et des courtiers dans ces circonstances.

En conséquence, à l'issue de notre examen du RPO, nous jugeons nécessaire de prendre des mesures afin de faire en sorte qu'il avantage moins les marchés et d'atténuer les problèmes de coûts connexes. Ce faisant, il faut toutefois prendre en considération des objectifs initiaux du régime et de son effet sur la concurrence et l'innovation. Par ailleurs, notre évaluation des questions concernant la négociation et les droits relatifs aux données ainsi que nos travaux sur le document sur les droits relatifs aux données nous amènent à penser que d'autres questions en suspens dans ces domaines méritent notre attention.

Il importe enfin, avant de proposer des solutions à ces problèmes, de reconnaître que des obligations de meilleure exécution pourraient aussi entraîner des problèmes de captivité des clients et d'avantage réglementaire dans un contexte de multiplicité des marchés si les courtiers jugeaient essentiel d'accéder à certaines places pour se conformer aux règlements. Nous sommes d'avis qu'il faudrait examiner les indications fournies sur la meilleure exécution et les obligations de déclaration des courtiers pour clarifier les attentes des autorités de réglementation et des clients.

III. DÉMARCHE EN VUE D'UN RÈGLEMENT DES PROBLÈMES LIÉS AU RPO

Nous proposons une démarche qui ajuste l'application du RPO principalement en limitant la protection des ordres aux marchés qui atteignent un certain seuil et en réglementant plus directement la négociation et les droits relatifs aux données (la **démarche proposée**). Nous conservons le RPO comme élément fondamental de notre régime réglementaire, tout en prenant acte de certaines des inefficiences et de certains des coûts qui résultent de son application à l'ensemble des ordres et en réglant les problèmes de captivité des clients et d'avantage réglementaire. La démarche proposée a également pour objectif d'offrir aux courtiers la souplesse nécessaire pour déterminer si et quand ils doivent accéder à la négociation sur certains marchés afin de réaliser la meilleure exécution pour leurs clients. Nous proposons également de plafonner à court terme les frais de négociation active pour certains titres et annonçons notre intention d'étudier l'application de restrictions au barème de frais teneur-preneur. Enfin, s'agissant des droits relatifs aux données, nous proposons une réponse aux principales préoccupations exprimées par les intervenants pendant la consultation sur le document sur les droits relatifs aux données et lors des entrevues effectuées pendant l'examen du RPO. On trouvera davantage de renseignements sur la démarche proposée ci-après.

Les modifications proposées au Règlement 23-101 sont nécessaires pour mettre en œuvre la démarche proposée. Ils sont décrits ci-après et publiés avec le présent avis.

A. Modifications du RPO

Nous proposons que le champ d'application du RPO soit réduit, de sorte qu'il ne s'appliquerait pas aux ordres affichés sur tous les marchés visibles. Cette démarche n'est pas incompatible avec les objectifs que nous nous sommes fixés pour le RPO, à savoir principalement le renforcement de la confiance et la facilitation de la formation des cours, et elle nous permet de prendre acte du fait que l'application du régime à tous les ordres affichés sur tous les marchés n'est peut-être pas si efficace ni nécessaire que cela pour les atteindre.

La mise en œuvre d'une démarche réduisant le champ d'application du régime vise à offrir davantage de souplesse aux courtiers. Comme le régime ne s'appliquera pas aux ordres affichés sur tous les marchés, ils devraient être en mesure de mieux gérer certains coûts implicites et explicites liés à l'accès à la négociation sur tous les marchés visibles. Cela devrait aussi rendre le régime moins à l'avantage de marchés.

1. Description du projet de RPO

- Les ordres visibles saisis sur un marché qui atteint ou dépasse un seuil de part de marché fixé par les ACVM seront protégés.
- Les ordres visibles saisis sur des bourses qui n'atteignent pas le seuil seront protégés pour les titres qui y sont inscrits à la cote.
- Le seuil initial de part de marché sera fixé à 5 % de la part de marché du volume ajusté d'actions et de la valeur ajustée des opérations.
- Le seuil de part de marché sera calculé en fonction des opérations effectuées dans le cadre des enchères en continu qui portent sur les ordres passifs affichés bénéficiant de la protection du RPO, à l'exclusion des opérations comme les applications ou les opérations sur ordres invisibles, ordres passés lors des séances d'ouverture ou de clôture de marchés au fixage, ordres assortis de conditions particulières, etc.

Nous proposons d'introduire un seuil de part de marché auquel ou au-dessus duquel les ordres affichés sur un marché seront protégés. En d'autres termes, les marchés et les courtiers qui choisissent de se soumettre au RPO devront se doter de politiques et de procédures raisonnablement conçues pour empêcher les transactions hors cours sur les ordres affichés sur un marché, ou sur l'un de ses marchés ou mécanismes⁴², qui a une part de marché atteignant ou dépassant le seuil. Cette mesure nécessitera de modifier les définitions du Règlement 23-101. Nous proposons d'apporter les modifications suivantes :

- nous proposons de modifier les définitions des expressions « offre d'achat protégée » et « offre de vente protégée » pour préciser que l'ordre doit être saisi sur un marché qui atteint le seuil de part de marché ou sur une bourse d'inscription (désignés comme des « marchés protégés » aux fins du présent avis, les marchés qui n'atteignent pas le seuil étant désignés comme des « marchés non protégés »), sous réserve de certaines limites indiquées ci-dessous pour les ordres saisis sur des bourses d'inscription;
- nous confirmerons à l'article 1.1.7 de l'Instruction générale 23-101 que la définition de « transaction hors cours » s'applique aux opérations exécutées sur un marché protégé ou non à un cours inférieur à l'ordre protégé au meilleur cours; elle ne s'applique pas à une opération à un cours inférieur à celui d'un ordre affiché sur un marché non protégé.

i) Calcul du seuil de part de marché

Nous proposons un seuil de part de marché ajustée⁴³ de 5 % pour atteindre un objectif de protection d'au moins 85 à 90 % du volume et de la valeur des opérations ajustées (en fonction des exclusions ci-dessous). À notre avis, il importe de remédier aux

⁴² La définition de « marché » prévue par le Règlement 21-101 et la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario mentionne un marché ou un mécanisme.

⁴³ Pondérées également entre la moyenne combinée du volume et de la valeur des opérations.

inefficiences causées par l'application du RPO à tous les ordres, tout en maintenant un niveau de protection acceptable.

Nous proposons que le calcul de la part de marché ajustée de 5 % repose sur la moyenne combinée de la part du volume et de la valeur des opérations (pondérés également). La part de marché sera calculée en fonction de la part des opérations sur un an et appliquée au niveau du marché ou du mécanisme si un marché comporte plusieurs marchés ou mécanismes visibles⁴⁴.

Nous avons retenu le volume des opérations comme mesure des opérations parce que nous jugeons qu'il convient le mieux à nos objectifs de protection des ordres passifs. Nous proposons toutefois de donner un poids égal au volume et à la valeur des opérations pour compenser certains effets sur le volume d'actions des marchés sur lesquels se négocient principalement des titres de faible valeur. Nous avons envisagé d'utiliser le nombre d'opérations sur le marché pour calculer le seuil de part de marché, mais nous craignons que cette mesure ne fausse les résultats en faveur des marchés sur lesquels un grand nombre d'opérations à faible volume sont exécutées. À notre avis, le volume total des opérations sur chaque marché fournirait les mêmes données sans fausser les résultats, contrairement au nombre d'opérations individuelles.

Nous avons envisagé d'utiliser des mesures reposant sur les ordres. Elles peuvent sembler plus conformes à notre objectif de protection des ordres, mais nous craignons qu'elle ne se prête davantage à la manipulation pour atteindre le seuil⁴⁵.

Nous proposons d'exclure du calcul du seuil de part de marché toutes les opérations qui ne portaient pas sur un ordre passif affiché bénéficiant de la protection du RPO. De manière générale, seraient exclues les opérations portant sur des ordres non affichés, des « ordres à cours calculé » et des « ordres non normalisés »⁴⁶. En particulier, les opérations suivantes ne seraient pas prises en compte dans le calcul de la part de marché :

- les opérations sur des ordres passifs invisibles;
- la partie non interposée des applications intentionnelles⁴⁷;
- les opérations sur les marchés ou mécanismes au fixage (y compris les mécanismes au fixage existants qui déterminent le cours d'ouverture ou de clôture);
- les opérations sur lots irréguliers;
- les opérations auto-exécutées en exécution de l'obligation de garantie minimum d'un teneur de marché ou à l'exercice de droits ou d'obligations de participation;
- les opérations sur des ordres assortis de conditions particulières.

⁴⁴ Par exemple, certains marchés comportent actuellement des registres distincts visibles d'enchères en continu auxquels le seuil de part de marché serait appliqué séparément.

⁴⁵ Il peut être plus facile pour un marché d'encourager la passation d'ordres à la seule fin d'influer sur le résultat du calcul du seuil que d'encourager la réalisation d'opérations.

⁴⁶ Les expressions « ordres à cours calculé » et « ordres non normalisés » sont actuellement définies dans le Règlement 23-101.

⁴⁷ Sur certains marchés, un ordre déjà saisi par un courtier au même cours qu'une application intentionnelle qu'il exécute peut « s'interposer » dans celle-ci. Étant donné que l'ordre interposé bénéficie du RPO, il serait inclus dans le calcul de la part de marché.

Nous faisons remarquer que nous ne proposons pas de calculer la part de marché par marché d'inscription (c'est-à-dire que la part de marché sera calculée en fonction de l'ensemble du marché et non par marché d'inscription). Nous avons envisagé cette possibilité, mais conclu que le calcul pourrait être source de complexité supplémentaire et de confusion, surtout si différents marchés étaient protégés pour un groupe de titres et non pour un autre⁴⁸. Nous reconnaissons cependant que la démarche proposée aurait cet effet parce qu'une bourse pourrait n'être protégée que pour les titres qui y sont cotés, bien que ce problème ait une plus grande probabilité de se produire si nous calculions le seuil de part de marché par marché des titres cotés.

Comme nous l'avons mentionné, nous sommes d'avis que l'application du RPO à tous les ordres a entraîné certains coûts et inefficiences. Nous estimons que l'application d'un seuil de part de marché de 5 % afin protéger au moins 85 à 90 % du volume et de la valeur des opérations ajustées les atténuerait en partie tout en préservant notre politique de protection des ordres pour renforcer la confiance dans les marchés et la formation des cours. Pour évaluer l'incidence potentielle, nous avons calculé la part de marché ajustée de la façon proposée et appliqué le seuil de part de marché en fonction des données de l'année 2013. Voici les résultats :

Marché	Part du volume négocié ajusté en 2013	Part de la valeur négociée ajustée en 2013	Part moyenne du volume et de la valeur négociés ajustés en 2013
Alpha	15,06%	16,23%	15,65%
Chi-X	9,59%	14,48%	12,04%
CX2	3,05%	2,79%	2,92%
CSE	1,77%	1,56%	1,67%
Omega	1,82%	1,28%	1,55%
TMX Select	1,71%	1,93%	1,82%
Croiss. TSX	23,33%	0,81%	12,07%
TSX	43,67%	60,93%	52,30%

Comme on peut le constater, quatre des huit marchés visibles en activité à la fin de l'année auraient atteint le seuil de 5 % en fonction de la moyenne du volume et de la valeur des opérations ajustées (partie encadrée du tableau ci-dessus). Un autre marché qui ne l'atteindrait pas et est une bourse reconnue (CSE) aurait également été considéré comme un marché protégé, mais seulement pour les titres qui y sont cotés. Nous avons également constaté qu'un peu plus de 90 % du volume et de la valeur des opérations ajustées auraient été enregistrés sur ce qui aurait été considéré comme des marchés protégés⁴⁹.

⁴⁸ Par exemple, un ou plusieurs SNP pourraient être considérés comme des marchés protégés pour les titres X, mais pas pour les titres Y, ce qui pourrait non seulement compliquer la prévention des transactions hors cours et des marchés figés et croisés, mais aussi créer de la confusion chez les participants au marché si certains titres négociés sur les SNP (les titres non protégés) faisaient l'objet d'un plus grand nombre de transactions hors cours et figeaient ou croisaient le marché en raison d'ordres saisis sur d'autres marchés.

⁴⁹ Nous reconnaissons que les résultats du calcul de la part de marché auraient pu être différents si le seuil de part de marché avait été véritablement appliqué à 2013. Nous faisons cependant remarquer que les marchés qui n'auraient pas été protégés en fonction de ce seuil auraient pu connaître une réduction du flux d'ordres actifs qui leur est acheminé parce que certains participants ne leur acheminent des ordres que pour se conformer au RPO et pourraient cesser de le faire systématiquement s'ils n'y sont pas obligés.

ii) Traitement des bourses d'inscription

Nous proposons que les ordres affichés sur une bourse reconnue qui n'atteint pas le seuil de part de marché soient protégés, mais seulement pour les titres qui y sont inscrits à la cote et négociés. Une nouvelle bourse reconnue serait automatiquement un marché protégé au lancement de la négociation, sous réserve des mêmes limites. Comme pour l'application du calcul du seuil de part de marché, la qualité de marché protégé s'appliquerait au niveau de chaque marché ou mécanisme de la bourse reconnue, par exemple si celle-ci comporte plusieurs marchés ou mécanismes visibles.

Cette démarche vise à ce qu'aucun marché d'inscription non protégé ne soit injustement désavantagé par le RPO en ce qui concerne les titres qui y sont inscrits à la cote, si un marché protégé offre la négociation de ces titres⁵⁰. Nous jugeons également important de protéger les marchés qui contribuent au processus de collecte de capitaux, mais nous faisons remarquer que malgré le fait de considérer une bourse comme protégée sous le seuil de part de marché, le RPO ne forcera pas les participants à négocier les titres qui y sont inscrits à la cote. Il ne sera pertinent pour la bourse que si un participant choisit d'offrir à ses clients de négocier ces titres et que ces derniers sont aussi cotés sur un autre marché. Nous avons envisagé de limiter la protection dans ces situations aux titres inscrits à la cote de cette bourse qui ne sont pas aussi inscrits à celle d'une autre bourse protégée, afin qu'aucune bourse ne puisse utiliser des titres intercotés pour tirer parti de la qualité de marché protégé. Nous craignons toutefois que cela n'impose un fardeau aux courtiers et aux fournisseurs de services en les obligeant à trouver de nouvelles solutions technologiques pour que les mécanismes d'acheminement des ordres distinguent les marchés en fonction des symboles. Nous comptons exercer une surveillance pour voir si les bourses cherchent à inscrire à leur cote des titres à seule fin de bénéficier de la qualité de marché protégé et nous prendrons les mesures nécessaires, le cas échéant.

La démarche proposée pourrait également introduire d'autres considérations pour les mécanismes d'acheminement des ordres dans certaines situations où un titre est inscrit à la cote de deux bourses⁵¹. Nous faisons toutefois remarquer que ces situations peuvent se produire sous le RPO actuel et qu'elles n'entraînent pas de nouvelles complications ni de nouveaux coûts.

En ce qui concerne la mise en œuvre, si tous les ordres affichés sur une bourse reconnue ne sont pas tous protégés, nous nous posons la question de savoir s'il serait nécessaire et approprié d'obliger la bourse à donner accès séparément à la négociation et aux données de marché sur ces titres qui seraient protégés⁵².

⁵⁰ Sans égard au fait que ces titres sont aussi inscrits à la cote sur un autre marché protégé ou n'y sont offerts qu'aux fins de négociation.

⁵¹ Par exemple, si un nouvel FNB a été inscrit simultanément à la cote de deux bourses, il faudrait vraisemblablement le traiter comme inscrit sur chacune d'elles et les mécanismes d'acheminement devraient pouvoir en tenir compte.

⁵² Par exemple, en offrant l'adhésion pour ne négocier que les symboles pour lesquels les ordres affichés sur la bourse reconnue seraient protégés ou en offrant des listes de données de marché indiquant les ordres et les opérations sur ces symboles. Nous signalons que, lorsqu'une bourse n'offre la négociation que sur les titres qui y sont cotés (y compris les titres intercotés), il n'est peut-être pas nécessaire d'imposer ces obligations supplémentaires, qui seraient plus pertinentes pour la bourse où se négocient également des titres uniquement inscrits à la cote d'une autre bourse (parfois appelés « autres titres négociés » sur les bourses canadiennes).

iii) Processus de fixation du seuil de part de marché et de désignation des marchés protégés

Nous proposons que le calcul du seuil de part de marché et la désignation des marchés, ou de leurs marchés ou mécanismes, dont les ordres affichés seraient protégés (c'est-à-dire ceux qui atteignent ou dépassent le seuil ainsi que certaines bourses d'inscription) se fassent annuellement. Les ACVM s'en chargeront, assistées de l'OCRCVM. Une liste des marchés protégés (y compris les bourses reconnues dont seuls les titres qui y sont inscrits à la cote seront protégés) serait publiée sur les sites Web des autorités en valeurs mobilières et de l'OCRCVM.

Nous proposons aussi de donner aux participants au marché et aux marchés un délai d'environ trois mois après la publication de la liste annuelle pour ajuster leurs processus opérationnels en fonction du changement de qualité des marchés protégés et non protégés, après quoi la liste prendra effet⁵³. Nous proposons une période de protection d'un an, sous réserve du renouvellement annuel, pour réduire les coûts subis par les courtiers et les fournisseurs de services et éviter la confusion qu'une désignation plus fréquente des marchés protégés (par exemple mensuelle ou trimestrielle) pourrait susciter chez les investisseurs.

Nous comptons également publier l'information sur les critères et le processus d'établissement du seuil, y compris les périodes visées par le calcul ainsi que la date de prise d'effet et la durée de validité des listes publiées.

iv) Modification des critères ou du processus d'établissement du seuil

Nous précisons que dans les projets de modifications de l'article 1.1.3 de l'Instruction générale 23-101, nous indiquons que le seuil de part de marché sera surveillé et examiné. Comme le marché continuera d'évoluer, nous examinerons ces données en continu pour veiller à ce qu'au moins 85 à 90 % du volume et de la valeur des opérations sur les ordres passifs affichés soient enregistrés sur des marchés protégés, et nous apporterons les modifications appropriées. Le secteur sera informé des modifications suffisamment à l'avance.

v) Mise en œuvre initiale

Nous faisons remarquer que d'autres marchés visibles pourraient entrer en activité avant la mise en œuvre des modifications du RPO et afficher des ordres protégés par le régime qui pourraient ne plus être considérés comme tels une fois les modifications en vigueur. Nous pourrions envisager de ne pas appliquer le régime à ces marchés visibles, compte tenu de la situation.

⁵³ À titre d'exemple, si le seuil est calculé en fonction de la part de marché des opérations du 1^{er} janvier au 31 décembre, la liste pourrait être publiée le 15 janvier et prendre effet le 1^{er} avril.

- Question 1 :** À votre avis, les mesures proposées pour établir le seuil de part de marché, notamment les types d'opérations qui doivent entrer dans le calcul ou en être exclues ainsi que la pondération en fonction du volume et de la valeur, sont-elles appropriées? Veuillez décrire toute solution de remplacement.
- Question 2 :** Un seuil de part de marché de 5 % est-il approprié? Dans la négative, veuillez motiver votre réponse.
- Question 3 :** Le seuil de part de marché proposé contribuera-t-il à garantir un niveau de protection appropriée des ordres affichés? À cet égard, la cible d'au moins 85 à 90 % du volume et de la valeur des opérations ajustées contribuera-t-elle à atteindre cet objectif?
- Question 4 :** Le seuil de part de marché proposé aurait-il une incidence sur la concurrence entre les marchés dans l'environnement actuel et pour les nouveaux venus? Veuillez fournir des explications.
- Question 5 :** Convient-il qu'une bourse d'inscription qui n'atteint pas le seuil de part de marché soit considérée comme un marché protégé pour les titres qui y sont inscrits à la cote? Dans la négative, veuillez motiver votre réponse.
- Question 6 :** Si les projets de modifications sont approuvés, les bourses devraient-elles être obligées de donner accès séparément à la négociation et aux données de marché sur les titres qui y sont inscrits à la cote et ceux qui n'y sont pas? Veuillez fournir des détails.
- Question 7 :** Que pensez-vous de l'échéancier envisagé pour le calcul de la part de marché et la désignation des marchés protégés?
- Question 8 :** Quelles exceptions faudrait-il prévoir pour les courtiers qui entrent en activité pendant la période de préavis de transition et qui, pour respecter le RPO, souhaitent accéder à un marché qui n'atteint plus le seuil?
- Question 9 :** Selon vous, la mise en œuvre le régime de « marché protégé » poserait-elle des problèmes?
- Question 10 :** Si les projets de modifications sont adoptés, quelle devrait être la période de transition pour la mise en œuvre initiale du régime de seuil et pourquoi?

2. Répercussions sur les notions de « meilleur cours acheteur », de « meilleur cours vendeur » et de « meilleur cours » en vertu des RUIM

À notre avis, la mise en œuvre des modifications du RPO nécessiterait de modifier les RUIM pour garantir la clarté et la cohérence avec la version révisée. Il faudrait notamment modifier les RUIM pour redéfinir les expressions « meilleur cours acheteur », « meilleur cours vendeur » et « meilleur cours » afin de faire le lien avec les meilleures offres d'achat et de vente *protégées* affichées sur l'ensemble des marchés *protégés*. Le meilleur cours acheteur, le meilleur cours vendeur et le meilleur cours seraient ainsi calculés en fonction des « ordres protégés »⁵⁴ au meilleur cours consolidés, sans tenir compte des ordres affichés sur les marchés non protégés. Selon nous, la formation des cours devrait demeurer efficiente et les meilleurs cours consolidés sur tous les marchés protégés devraient correspondre aux meilleurs cours sur l'ensemble des marchés visibles (protégés et non protégés).

Nous reconnaissons que redéfinir la notion de meilleur cours prévue par les RUIM pour tenir compte des meilleures offres d'achat et de vente protégées pour l'application du RPO pourrait ne pas permettre d'atteindre pleinement les objectifs des dispositions pertinentes des RUIM (par exemple, les obligations d'exécution au meilleur cours ou les exceptions prévues par les règles relatives à la diffusion des ordres et à la liquidité invisible). Nous estimons toutefois que cette démarche est appropriée pour atténuer d'autres complications et incohérences qui pourraient survenir si les notions de « meilleur cours acheteur », de « meilleur cours vendeur » et de « meilleur cours » prévues par les RUIM étaient différentes de celle de « meilleur cours » pour l'application du RPO. Nous comptons, de concert avec l'OCRCVM, surveiller l'écart entre les meilleurs cours sur les marchés non protégés et les marchés protégés pour établir s'il faut modifier notre démarche.

Nous faisons remarquer que d'autres modifications des RUIM pourraient s'avérer nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des modifications du RPO. L'OCRCVM publie des propositions de modifications pour consultation parallèlement à la publication du présent avis. Prière de se reporter à l'Avis sur les règles 14-0124 de l'OCRCVM.

3. Les marchés figés et croisés

Avec les projets de modifications du RPO, les dispositions relatives aux marchés figés et croisés nécessitent aussi des modifications. Nous sommes toujours d'avis que les dispositions empêchant de figer et de croiser les marchés intentionnellement sont appropriées pour renforcer la confiance des investisseurs et l'efficacité du marché. Cependant, imposer un seuil de part de marché pour l'application du RPO sans modifier ces dispositions forcerait les participants à n'accéder aux marchés que pour empêcher les marchés figés et croisés, bien qu'ils n'y soient pas tenus pour respecter le RPO. Cela irait à l'encontre de nos objectifs.

⁵⁴ Au sens du Règlement 23-101.

En conséquence, nous proposons de limiter l'application des dispositions sur les marchés figés et croisés aux ordres protégés. Les participants pourraient toujours saisir sur les marchés protégés des ordres qui figent ou croisent les ordres affichés sur un marché non protégé. Il en résulterait une augmentation des cas de marchés figés et croisés sur tous les marchés visibles, mais nous estimons qu'il s'agit d'un équilibre raisonnable entre les objectifs réglementaires importants de l'interdiction et l'objectif d'atténuation de certains coûts et inefficiences du RPO sous sa forme actuelle.

Nous signalons que le marché figé et croisé par un ordre protégé qui fige ou croise un ordre affiché sur un marché non protégé ne durerait pas longtemps, car les obligations empêcheraient toujours de saisir intentionnellement d'autres ordres pour figer ou croiser l'ordre protégé.

Question 11 : Selon vous, la démarche proposée en matière de marchés figés et croisés est-elle appropriée? Dans la négative, veuillez proposer une solution de rechange.

4. Obligations de meilleure exécution et communication d'information

i) Les courtiers réalisant la meilleure exécution

En imposant un seuil de part de marché pour l'application du RPO, les projets de modifications offrent aux participants au marché la possibilité d'évaluer s'ils doivent accéder ou non aux ordres affichés sur les marchés en dessous du seuil. Nous nous attendons à ce que cette évaluation fasse intervenir des considérations liées aux obligations de meilleure exécution. Nous reconnaissons qu'il est plus complexe et difficile de réaliser la meilleure exécution dans un contexte de multiplicité des marchés. Les courtiers doivent évaluer régulièrement et rigoureusement leurs pratiques, la conjoncture du marché et les besoins de leurs clients pour choisir les marchés où il convient de négocier. Ni les obligations de meilleure exécution prévues par le Règlement 23-101 ni les RUIM n'obligent tous les participants au marché à accéder à la négociation sur tous les marchés : cette décision doit être prise en vue de réaliser l'exécution aux conditions les plus avantageuses pouvant être raisonnablement obtenues dans les circonstances. Nous ne jugeons donc pas qu'il faille dicter les pratiques en matière de meilleure exécution ni prévoir de liste de contrôle. Les courtiers ont tous un modèle d'entreprise et des clients différents. Pour réaliser la meilleure exécution, nous pensons qu'ils doivent disposer de la souplesse nécessaire pour trouver la formule qui leur convient en fonction de ces particularités. Il se peut que les divers secteurs d'activité ou pupitres de négociation aient des politiques et procédures légèrement différentes, ce qui est tout à fait approprié, selon nous, puisque les différents clients peuvent avoir des besoins particuliers.

Ceci dit, nous sommes d'avis qu'il convient de fournir des indications supplémentaires sur la manière d'établir des politiques et procédures en matière de meilleure exécution. Nous avons donc modifié et augmenté les indications figurant dans l'Instruction générale 23-101 pour indiquer que le courtier qui prend la décision d'accéder ou non à

la négociation sur un marché donné, y compris un marché non protégé, devrait se demander si cela aura une incidence sur sa capacité de réaliser la meilleure exécution pour ses clients. L'objectif est de donner aux courtiers davantage de souplesse pour prendre les meilleures décisions pour leurs clients.

Les indications proposées précisent également que nous nous attendons à ce que les politiques et procédures documentées en matière de meilleure exécution indiquent les motifs des décisions d'accès aux marchés et à ce que ces motifs soient évalués au moins une fois par an pour déterminer s'ils sont toujours raisonnables, voire plus souvent, au besoin, en raison de l'évolution de l'environnement de négociation et de la structure du marché. Nous avons aussi indiqué plusieurs facteurs à prendre en considération dans ces décisions, notamment la fréquence à laquelle les ordres au meilleur cours sont disponibles sur un marché, la taille et la profondeur des cotations, les volumes négociés, l'impact potentiel sur le marché dans son ensemble et la part de marché.

Nous avons aussi précisé que ce qui constitue la « meilleure exécution » dépend des circonstances et s'évalue selon le critère des « efforts raisonnables ». Nous avons réitéré que les obligations de meilleure exécution ne s'appliquent pas à un ordre à la fois, mais qu'il s'agit d'une obligation de se doter de politiques et de procédures afin de réaliser la meilleure exécution en fonction des circonstances, de la conjoncture du marché et des besoins des clients.

Pour respecter le critère des « efforts raisonnables », le courtier devrait pouvoir démontrer qu'il a mis en place et respecté des politiques et procédures *i)* l'obligeant à suivre les instructions du client et les objectifs fixés et *ii)* établissant le processus qu'il a conçu pour atteindre l'objectif de la meilleure exécution.

Nous précisons qu'étant donné que de nombreux participants au marché sont dispensés des obligations prévues par le Règlement 23-101 puisqu'ils sont assujettis aux RUIM, nous nous attendons à ce que des modifications analogues des indications sur la meilleure exécution soient apportées aux politiques et orientations des RUIM.

Question 12 : Les indications fournies sont-elles suffisantes pour apporter des éclaircissements tout en préservant la souplesse pour les courtiers? Dans la négative, quelles modifications faudrait-il envisager?

ii) Information communiquée par les courtiers aux clients

Dans un environnement de négociation complexe, il importe que les clients puissent comprendre comment les courtiers traitent et acheminent leurs ordres. Ils ont besoin de cette information pour prendre des décisions éclairées concernant l'utilisation des services de leur courtier. Afin d'en favoriser la communication, nous proposons d'imposer aux courtiers de nouvelles obligations d'information sur leurs politiques en matière de meilleure exécution. L'information requise portera sur la clarté du traitement

et de l'acheminement des ordres ainsi que sur les conflits d'intérêts potentiels qui pourraient survenir en raison de la propriété ou des frais et influencer sur les décisions de traitement et d'acheminement. Le projet d'article 4.4 du Règlement 23-101 prévoit ces obligations. Les projets de modifications de l'Instruction générale 23-101 donneront aussi des indications sur le niveau d'information à fournir.

Certains éléments d'information généraux qu'il est proposé d'exiger des courtiers concernent tous les titres, tandis que d'autres éléments d'information plus détaillés portant sur leurs pratiques en matière de traitement et d'acheminement des ordres ne concernent que les titres cotés, à l'exception des options. Compte tenu des obligations de meilleure exécution et des restrictions en matière de négociation qui sont imposées aux courtiers autres que des courtiers en placement ou qui sont envisagées, les obligations d'information proposées s'appliquent, dans les faits, aux courtiers en placement. Nous n'envisageons pas d'obligations d'information en matière de meilleure exécution pour les conseillers à ce stade.

Nous faisons remarquer que les obligations d'information des courtiers en matière de meilleure exécution avaient été proposées en 2007 et en 2008⁵⁵, mais qu'il avait été décidé de ne pas donner suite à l'époque. Nous estimons qu'il est approprié de proposer certains éléments d'information pour les courtiers à ce stade parce que les modifications du RPO pourraient susciter des incertitudes chez les clients en ce qui concerne le traitement et l'acheminement de leurs ordres dans le contexte de marchés non protégés.

Question 13 : Selon vous, l'information que les courtiers doivent communiquer à leurs clients est-elle appropriée?

Question 14 : Si les projets de modifications sont adoptés, quelle devrait être la période de transition pour les obligations d'information proposées et pourquoi?

5. Données consolidées

L'*Avis 21-309 du personnel des ACVM, Agence de traitement de l'information sur les valeurs mobilières inscrites en bourse autres que les options*⁵⁶ indiquait qu'une agence de traitement de l'information était nécessaire pour deux raisons :

« *Premièrement*, elle répond à la question de la fragmentation de l'information relative aux titres cotés et se négociant sur plusieurs marchés à la fois et procure aux investisseurs et aux participants aux marchés au moins une source de données consolidées sur ces titres. *Deuxièmement*, elle aide les participants aux marchés à exécuter leurs obligations réglementaires dans un

⁵⁵ Voir l'*Avis conjoint des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de Services de réglementation du marché inc. sur l'interdiction de procéder à des transactions hors cours, la meilleure exécution et l'accès aux marchés*, Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, Vol. 4 n° 16, p. 297, et l'*Avis de consultation, Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché, Règlement 23-101 sur les règles de négociation*, Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, Vol. 5 n° 41, p. 216.

⁵⁶ Publié le 12 juin 2009 dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, Vol. 6 n° 23, p. 262.

contexte de multiplicité des marchés. Elle assure la disponibilité de données consolidées conformes à la réglementation et pouvant servir aux utilisateurs pour démontrer leur conformité à certaines obligations réglementaires, et aux autorités de réglementation pour en évaluer le respect, notamment en matière de meilleure exécution, de vente à découvert et de « meilleurs cours » ou de l'interdiction de procéder à des transactions hors cours. » [Nos italiques.]

Le personnel estime encore que l'agence de traitement de l'information devrait fournir les données consolidées de tous les marchés des titres de capitaux propres, y compris les marchés non protégés, pour atteindre les objectifs susmentionnés. Cependant, compte tenu des projets de modifications du RPO, l'agence de traitement de l'information pourrait avoir à modifier ses méthodes de consolidation et de distribution des données pour permettre aux clients de distinguer les données en provenance des marchés protégés et non protégés, et de discerner les ordres affichés au meilleur cours qui sont protégés. Nous discuterons de cette question avec l'agence de traitement de l'information de la TSX pour voir quelles modifications sont nécessaires avant la mise en œuvre des modifications du RPO.

Question 15 : Faut-il modifier les produits de données consolidées de l'agence de traitement de l'information si les modifications du RPO sont mises en œuvre? Dans l'affirmative, quelles modifications sont nécessaires et comment faudrait-il les mettre en œuvre?

B. Les frais de négociation

Lors de l'examen du RPO et de façon générale, les participants ont exprimé des préoccupations au sujet des frais de négociation, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du régime, et surtout ses répercussions sur leurs coûts de négociation active, étant donné qu'il les oblige à exécuter des opérations contre les meilleurs ordres affichés, sans égard aux frais facturés par le marché en cause. Ils ont exprimé d'autres préoccupations, indépendantes du RPO, mais liées au barème de frais de négociation prédominant sur les marchés canadiens, le barème teneur-preneur. Ils ont notamment déclaré, comme nous l'avons vu, que le barème nuit à la transparence des cours, offre des incitatifs inappropriés, se traduit par une intermédiation excessive et entraîne des conflits d'intérêts difficiles à gérer.

Lorsque le RPO a été proposé, nous avons envisagé de plafonner les frais de négociation, principalement pour garantir que les marchés n'augmenteraient pas leurs frais substantiellement pour tirer parti de ce régime.

Au cours de la consultation, les intervenants ont exprimé des opinions partagées sur la nécessité d'un plafond. Plusieurs étaient d'avis qu'un plafond devrait être fixé, mais ne s'entendaient pas sur le montant. Un intervenant estimait que les ACVM devraient adopter des procédures pour empêcher les marchés d'établir des barèmes de frais qui profitent du RPO en payant d'importants crédits pour obtenir de la liquidité dans l'intention d'exiger des droits élevés pour les ordres acheminés en application du RPO.

D'autres estimaient que les droits ne devraient pas être plafonnés et que la concurrence des marchés réglerait cette question. Dans son rapport, le comité de mise en œuvre du RPO en est arrivé à la conclusion qu'il était souhaitable d'inclure le plafonnement des frais de négociation dans le régime proposé. Bien que ses membres ne s'entendaient pas sur la détermination du plafond, le comité a recommandé aux ACVM d'évaluer la possibilité d'adopter le barème utilisé aux États-Unis, lequel a établi un plafond pour les actions qui se négocient à un cours supérieur à 1 \$ et un plafond sous forme de pourcentage maximal de la valeur de l'opération pour les actions qui se négocient à un cours inférieur à 1 \$. En fin de compte, les ACVM ont décidé de conserver leur démarche fondée sur des principes et de ne pas plafonner les frais de négociation.

Depuis lors, nous avons observé que les marchés se livrent concurrence sur le terrain des frais de négociation et des barèmes. Nous avons également constaté que l'arrivée de nouveaux concurrents entraîne dans un premier temps une baisse des frais. Malgré cela, les marchés sont incités à facturer des frais élevés de négociation active, et les pressions concurrentielles qui devraient atténuer ce problème ne sont pas aussi efficaces dans le contexte d'un RPO.

En réponse aux préoccupations exprimées au sujet de la captivité des clients et des frais élevés, nous proposons de plafonner les frais de négociation à brève échéance. Nous comptons également réaliser une étude pilote pour vérifier les répercussions d'une interdiction de payer des rabais sur les frais de négociation.

1. Description de la proposition en matière de frais de négociation

- Plafonner les frais de négociation active sur les titres de capitaux propres et les fonds négociés en bourse à la mise en œuvre des modifications du RPO, comme suit :
 - 0,0030 \$ par action ou part dont le cours s'établit à 1 \$ ou plus;
 - 0,0004 \$ par action ou part dont le cours s'établit à moins de 1 \$.
- Réaliser une étude pilote sur l'interdiction pour les marchés de payer des rabais sur un échantillon de titres.

i) Plafonnement des frais de négociation active

En réponse aux préoccupations exprimées sur le fait que les marchés facturent des frais de négociation active élevés à leurs clients captifs, nous proposons de plafonner ces droits pour toute négociation de titres de capitaux propres et de parts de fonds négociés en bourse (FNB) aux enchères en continu (désignés ensemble comme les **titres inclus**). Le plafond proposé pour les opérations sur titres inclus dont le cours s'établit à 1 \$ ou plus est de 30 mills, soit 0,0030 \$, par action ou part négociée, ce qui correspond au plafond en vigueur aux États-Unis. Pour les opérations sur titres inclus dont le cours s'établit à moins de 1 \$, le plafond proposé est de 4 mills, soit 0,0004 \$, par action ou part négociée, ce qui correspond aux frais de négociation active les plus élevés qui soient facturés actuellement sur le marché canadien pour les opérations sur

titres inscrits à la cote de la TSX et de la Bourse de croissance TSX. Les plafonds entreraient en vigueur à la mise en œuvre des modifications du RPO. Ils sont prévus au nouvel article 6.6.1 du Règlement 23-101.

Nous proposons de plafonner les frais de négociation active des titres dont le cours s'établit à 1 \$ ou plus au même niveau qu'aux États-Unis sur tous les marchés où ils se négocient. Ce plafond est le montant de référence adopté dans ce pays pour l'application d'obligations analogues de protection des ordres. En comparant les niveaux actuels des frais de négociation active de titres inclus dont le cours s'établit à 1 \$ ou plus aux enchères en continu, nous constatons que la plupart des marchés facturent des frais légèrement inférieurs. Nous estimons toutefois qu'au cours du dernier trimestre 2013, les frais de négociation active payables sur environ 40 % du volume total négocié de titres dont le cours s'établit à 1 \$ ou plus auraient dépassé le plafond proposé^{57,58}. Nous reconnaissons que certains jugent ce plafond élevé aux États-Unis. Nous l'employons parce qu'il s'agit d'un montant de référence établi et signalons que nous prévoyons des mesures supplémentaires relativement aux paiements de rabais (voir ci-dessous). Nous jugeons préférable de nous attarder à la conception de l'étude pilote envisagée et de la mesure de ses résultats, plutôt qu'à l'attribution d'un autre chiffre à des plafonds qui sont d'abord conçus comme des mesures provisoires.

En ce qui concerne le plafonnement des frais de négociation active des titres inclus dont le cours s'établit à moins de 1 \$, nous avons également envisagé d'utiliser le plafond américain, soit 0,3 % de la valeur négociée. Nous avons cependant constaté, en comparant les frais facturés actuellement par les marchés pour ces titres, qu'ils sont déjà souvent bien inférieurs à ce qui serait demandé si le plafond américain était appliqué⁵⁹. En outre, nous estimons qu'au cours du dernier trimestre 2013, les droits payables sur seulement environ 6 % du volume total négocié de titres dont le cours s'établit à moins de 1 \$ auraient dépassé ce plafond⁶⁰. En conséquence, nous doutons de la pertinence d'adopter un plafond analogue à ce stade pour les opérations sur les titres inclus dont le cours est inférieur à 1 \$. Nous doutons aussi du bien-fondé d'un plafond en pourcentage de la valeur négociée, étant donné que, selon les pratiques actuelles, la facturation des opérations sur titres inclus se fait par action ou par part. Nous avons donc conclu qu'il serait approprié que tout plafond imposé pour les titres inclus dont le cours s'établit à moins de 1 \$ soit fixé au taux le plus élevé qui soit facturé

⁵⁷ Ce chiffre de 40 % n'est représentatif que de la négociation de titres de capitaux propres aux enchères en continu, parce qu'aucun marché visible ne facturait de droits dépassant le plafond proposé pour la négociation de parts de FNB aux enchères en continu. Par ailleurs, il ne concerne que les opérations aux enchères en continu qui portent sur des ordres passifs affichés qui auraient bénéficié du RPO actuel. Il s'agit d'un pourcentage du volume total négocié sur tous les marchés, qui comprend les enchères en continu ou non ainsi que les opérations qui ne portent pas sur des ordres passifs affichés.

⁵⁸ Nous faisons également remarquer que les marchés touchés pourraient ajuster les rabais qu'ils offrent pour maintenir leurs profits par opération.

⁵⁹ À titre d'exemple, par comparaison au plafond américain de 0,3 % de la valeur négociée, sur la base des droits facturés actuellement pour les titres de moins de 1 \$ sur la TSX et la Bourse de croissance TSX, le plus qui serait facturé par ces marchés en pourcentage de la valeur négociée serait 0,075 % pour les titres dont le cours s'établit entre 0,10 \$ et 0,99 \$, et 0,25 % pour les titres dont le cours s'établit entre 0,01 \$ et 0,09 \$. Certains autres marchés, comme Omega ATS et CX2 Canada ATS, payent des rabais au côté actif des opérations sur les titres de moins de 1 \$.

⁶⁰ Cette estimation est similaire à celle concernant les titres de plus de 1 \$. Voir la note 57.

à l'heure actuelle pour les titres inscrits à la cote soit de la TSX, soit de la Bourse de croissance TSX⁶¹, c'est-à-dire 4 mills ou 0,0004 \$ par action ou part négociée.

Nous faisons remarquer qu'en vertu d'un RPO révisé, certains marchés visibles n'auront peut-être pas de clients captifs. Nous proposons tout de même d'appliquer les plafonds des frais de négociation active uniformément à tous les marchés visibles pour des raisons d'équité. Nous le proposons également pour faire en sorte que les frais demandés et les rabais offerts par des marchés non protégés ne soient pas à des niveaux encourageant des activités de négociation inappropriées, ce qui pourrait altérer l'intégrité du marché. Nous réitérons qu'il s'agit d'une mesure provisoire que nous adoptons dans l'attente d'une solution durable pour les frais de négociation.

Nous ne proposons pas non plus de plafonner les frais sur les négociations qui ne se font pas aux enchères en continu ni sur les titres cotés autres que des titres de capitaux propres⁶² comme les droits de souscription, les bons de souscription, les obligations non garanties et les billets (les **titres exclus**). Nous précisons que, dans les négociations qui ne se font pas aux enchères en continu, par exemple lorsqu'elles se font au moyen d'un mécanisme déterminant le cours d'ouverture ou de clôture, les ordres ne sont généralement pas protégés par le RPO. En ce qui concerne les opérations sur titres exclus, nous signalons que les barèmes actuels affichent une tendance à s'écarter des frais standards par action ou par part généralement appliqués aux titres inclus et que les volumes négociés de ces titres sont généralement bien plus faibles que les volumes de titres de capitaux propres. Nous notons également que, dans le cadre de nos consultations sur le RPO, nous n'avons pas entendu beaucoup de préoccupations au sujet des frais de négociation active facturés pour ces titres. Bien que nous ne proposons pas de plafonds pour les titres exclus, nous continuerons de soumettre à un processus d'analyse et d'approbation les changements de droits proposés par les marchés pour ces titres afin de nous assurer qu'ils sont raisonnables (dans les territoires où l'examen ou l'approbation est exigé)⁶³. Enfin, nous continuerons de surveiller ces droits pour établir s'il est nécessaire de la plafonner.

Question 16 : Selon vous, les plafonds de frais de négociation proposés comme mesure provisoire sont-ils appropriés? Veuillez décrire toute solution de rechange.

Question 17 : Si les projets de modifications sont adoptés, quelle devrait être la période de transition pour les plafonds de frais de négociation proposés et pourquoi?

⁶¹ En 2013, les opérations sur titres inscrits à la cote de la TSX et de la Bourse de croissance TSX représentaient plus de 99 % du volume et de la valeur des opérations sur titres cotés, à l'exception des options.

⁶² Nous réitérons que le plafond s'appliquerait aussi aux FNB.

⁶³ Le paragraphe 2 de l'article 3.2 du Règlement 21-101 exige le dépôt des modifications à l'information sur les droits fournie conformément aux Annexes 21-101A1 et 21-101A2. Les indications figurant au paragraphe 5 de l'article 7.1 de l'Instruction générale 21-101 précisent que les règles d'accès prévues à l'article 5.1 du Règlement 21-101 s'appliquent aux droits. Compte tenu de ces obligations, les frais de négociation facturés par les marchés font l'objet d'un examen et d'une approbation en Ontario ainsi qu'en Colombie-Britannique et en Alberta en ce qui concerne les droits facturés par la Bourse de croissance TSX. Au Québec, ces droits font l'objet d'un examen.

ii) Interdiction de paiements de rabais par les marchés

Dans le cadre de l'examen du RPO et des frais, nous avons étudié d'autres mesures pour gérer les frais de négociation et répondre aux préoccupations exprimées au sujet du barème teneur-preneur. À notre avis, les paiements de rabais par les marchés ou toute autre entité modifient le comportement des participants au marché de telle sorte qu'ils peuvent contribuer à la fragmentation ou à la segmentation des flux d'ordres, dénaturer les intentions qui président aux décisions d'investissement ou de négociation et entraîner chez les courtiers des conflits d'intérêts inutiles et difficiles à gérer en matière d'acheminement.

Qui plus est, compte tenu de la nature de la fourniture de liquidité et de la concentration du flux d'ordres passifs sur des titres qui sont déjà considérés comme très liquides, nous doutons du bien-fondé d'un barème de frais qui peut pousser les participants au marché ayant des ordres négociables à payer des frais pour l'activité d'un intermédiaire à court terme, alors que l'intermédiation n'est peut-être pas nécessaire.

Nous comptons réaliser une étude pilote sur l'impact d'une interdiction de la pratique des marchés consistant à payer des rabais. Durant l'étude, les marchés ne pourront pas consentir de rabais aux côtés actif ou passif des opérations sur les symboles inclus dans l'échantillon (voir ci-dessous).

À notre avis, cette étude pilote s'impose en raison des craintes qu'une interdiction de payer des rabais ne présente des risques pour la liquidité, si les fournisseurs de liquidité passive actuels réduisaient leur activité ou quittaient le marché. Ce risque pèse tout particulièrement sur les titres intercotés aux États-Unis. Nous reconnaissons cependant que certains des participants qui bénéficient le plus des rabais dans l'exécution de leurs stratégies de négociation participent aussi aux marchés qui ne paient pas de rabais et qu'ils ajusteront probablement leurs pratiques de négociation⁶⁴.

L'interdiction des rabais pourrait aussi avoir un effet plus marqué sur les coûts d'opérations sur les ordres négociables des investisseurs si les écarts augmentent pour compenser l'absence de rabais⁶⁵. Cependant, l'augmentation des écarts pourrait représenter une occasion, pour les investisseurs, de combler leurs ordres à cours limité passifs au cours demandé au lieu de « traverser l'écart ».

Nous entendons collaborer avec des universitaires à la conception de l'étude pilote et des mesures de ses résultats. Nous publierons ultérieurement une demande de propositions. Nous sommes ouverts à la discussion sur le calendrier, mais nous souhaitons d'emblée lancer l'étude environ six mois après la mise en œuvre des modifications du RPO. Ce délai donnera aux participants le temps de s'ajuster au

⁶⁴ Nous notons par exemple que, selon le rapport de l'OICV de décembre 2013 susmentionné, *Trading Fee Models and their Impact on Trading Behaviour*, le barème de frais teneur-preneur ou teneur-preneur inversé est généralement appliqué aux opérations sur titres de capitaux propres et non aux opérations sur dérivés. Il semble que la forme la plus courante de barème de frais sur les marchés de dérivés soit symétrique. Le rapport indique aussi qu'en Australie, il n'existe pas de barème de frais teneur-preneur ou teneur-preneur inversé sur les marchés des titres de capitaux propres. Il indique enfin que tous les grands marchés européens n'offrent pas ce type de barème.

⁶⁵ En raison d'un ajustement pour la perte des rabais ou d'une réduction de la liquidité passive.

nouveau RPO et d'apporter les modifications techniques tout en permettant aux marchés d'ajuster leurs frais ou leurs barèmes de frais de négociation des titres à l'étude.

Pour qu'une étude théorique fructueuse puisse être menée sur un échantillon et un groupe témoin, il sera nécessaire de constituer un échantillon suffisant, qui se composera probablement d'un tiers ou de la moitié des titres cotés. L'objectif est de faire en sorte qu'un échantillon représentatif de types et de catégories de symboles soit sélectionné (par exemple, cours, profil de liquidité, secteur, indice, etc.) aux fins de comparaison avec le groupe témoin. Nous évaluerons aussi la durée appropriée de l'étude, qui pourrait aller de six mois à un an.

Question 18 : Faut-il prendre des mesures relativement aux paiements de rabais? Veuillez fournir des explications.

Question 19 : Que pensez-vous d'une étude pilote sur l'interdiction de payer des rabais? Quelles difficultés pourrait-elle soulever et quelles mesures pourrait-on prendre pour les pallier?

Question 20 : Faudrait-il inclure tous les types ou toutes les catégories de titres dans l'étude pilote (dont les titres intercotés)? Veuillez fournir des explications.

Question 21 : Quand l'étude pilote devrait-elle commencer? Convient-il de prévoir un certain délai après la mise en œuvre des modifications du RPO ou de commencer l'étude simultanément (peut-être avec un chevauchement entre la mise en œuvre des modifications et l'étude)? Veuillez fournir des explications.

Question 22 : Quelle serait la durée appropriée de l'étude pilote et pourquoi?

iii) Crédits possibles pour les teneurs de marché

Nous faisons également remarquer qu'il pourrait être raisonnable de continuer à n'accorder de rabais ou de crédits qu'aux teneurs de marché à titre de rémunération pour l'exécution de leurs obligations de fournir de la liquidité. Dans ces circonstances, nous nous demandons si ces rabais ou crédits devraient être limités à un montant qui compense les frais de négociation facturés pendant une période donnée (par exemple chaque mois), de sorte que les teneurs de marché ne seraient jamais payés pour exécuter des opérations, déduction faite de leurs frais de négociation (c'est-à-dire que les rabais ou crédits ne pourraient être appliqués qu'en réduction des frais à zéro chaque mois, mais qu'aucun rabais ou crédit supplémentaire obtenu au cours du mois ne pourrait être payé).

Question 23 : Si les rabais étaient interdits, serait-il approprié de continuer à en accorder aux teneurs de marché et, le cas échéant, dans quelles circonstances?

iv) Paiement du flux d'ordre par des intermédiaires

Comme le paiement des rabais par les marchés, le paiement du flux d'ordres par des intermédiaires peut fausser les comportements et dénaturer les motivations à négocier. À notre avis, des conflits de cet ordre se produisent aussi chez les courtiers qui reçoivent des paiements pour les flux d'ordres acheminés à un intermédiaire⁶⁶. Nous garderons ces questions à l'esprit.

C. Droits relatifs aux données de marché

1. Description de la proposition en matière de droits relatifs aux données de marché

- Mettre en œuvre une méthode transparente d'évaluation de la valeur relative des données de marché en temps réel fournies par chaque marché à ses abonnés professionnels pour surveiller les frais facturés à ces derniers.
- Obliger les marchés à soumettre annuellement pour examen et approbation les droits relatifs aux données de marché facturés à leurs abonnés professionnels et à les justifier par rapport aux résultats obtenus au moyen de la méthode d'évaluation de la valeur relative.
- Envisager de prendre d'autres mesures pour régler les droits relatifs aux données de marché facturés aux abonnés non professionnels, y compris un plafond ou une méthode d'évaluation distincte.

Nous discutons depuis plusieurs années des questions soulevées par les droits relatifs aux données de marché. Les principales préoccupations exprimées par les participants, notamment à l'occasion de nos récentes entrevues, sont évoquées dans le document sur les droits relatifs aux données. Il s'agit notamment de ce qui suit :

- les droits relatifs aux données de marché sont trop élevés;
- les coûts globaux des données ont augmenté substantiellement parce que davantage de marchés visibles les facturent;
- les droits relatifs aux données de marché ne sont pas soumis à une concurrence suffisante pour en contrôler les niveaux facturés;
- les participants sont captifs des droits facturés pour les données de marché s'ils en ont besoin pour remplir leurs obligations réglementaires (surtout le RPO et les obligations de meilleure exécution).

⁶⁶ Nous faisons remarquer que l'article 7.5 des RUIM a pour effet d'empêcher un courtier membre de l'OCRCVM qui est un participant en vertu de celles-ci d'effectuer un paiement pour un flux d'ordres.

En outre, nous avons discuté du niveau de transparence de l'examen réglementaire des droits relatifs aux données de marché.

Plusieurs solutions ont été évoquées dans le document sur les droits relatifs aux données. Elles ont recueilli des appuis à différents niveaux. Comme il est indiqué dans l'*Avis 21-312 du personnel des ACVM, Le point sur le Document de consultation 21-401, Droits relatifs aux données de marché en temps réel* (le **point sur les droits relatifs aux données**)⁶⁷, seules les deux options suivantes exposées dans le document sur les droits relatifs aux données ont recueilli l'appui de certains intervenants : 1) le plafonnement des droits relatifs aux données de marché en temps réel exigés par les marchés existants ou nouveaux jusqu'à ce qu'ils atteignent un niveau d'activité établi⁶⁸ et 2) la publication pour consultation des propositions sur les droits relatifs aux données et des modifications aux barèmes de frais⁶⁹. Il est également indiqué dans le point sur les droits relatifs aux données qu'il faut étudier d'autres solutions puisqu'aucune des options ne répond aux préoccupations entourant les droits actuellement exigés par les marchés qui sont supérieurs au « niveau d'activité » établi conformément à la première option susmentionnée. Il indique enfin que l'examen des droits relatifs aux données de marché continuera dans le cadre de l'examen du RPO, compte tenu du lien entre ces deux questions.

Si les modifications du RPO proposées sont mises en œuvre, nous ne jugeons pas nécessaire de limiter ou de restreindre directement la facturation de droits relatifs aux données de marché par les marchés nouveaux ou existants qui n'atteignent pas le niveau d'activité établi. À notre avis, de telles limites ou restrictions seront inutiles, du fait que la mise en œuvre des modifications du RPO offrira aux courtiers la souplesse d'acheter ou non des données des marchés qui n'atteignent pas le seuil de part de marché.

Nous reconnaissons néanmoins que les modifications du RPO ne régleraient pas le problème de la captivité des clients envers les marchés qui dépassent le seuil de part de marché. Qui plus est, il ressort des travaux menés jusqu'à ce jour qu'il y a lieu de resserrer la discipline en matière de coûts des données pour des raisons d'équité et d'efficacité des marchés des capitaux.

Nous proposons par conséquent une démarche qui vise, au moyen d'une méthode d'évaluation de la valeur relative, à ce que les droits relatifs aux données de marché facturés aux abonnés professionnels demeurent équitables et raisonnables. La méthode sera transparente pour favoriser la transparence du processus d'examen des droits auxquels elle sera appliquée.

Nous envisageons aussi de prendre d'autres mesures pour faciliter la fourniture de données de marché aux utilisateurs non professionnels à un prix correspondant davantage à leur valeur relative pour eux.

⁶⁷ Publié dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, Vol. 10, n° 44, p. 1642.

⁶⁸ Cette option a remporté l'adhésion des marchés et des participants au marché, mais certains petits marchés s'y sont opposés.

⁶⁹ Cette option a reçu l'appui des associations sectorielles et d'un participant au marché.

i) Utilisation de la méthode pour surveiller les droits relatifs aux données de marché facturés aux professionnels

Dans le cadre des travaux se rapportant au document sur les droits relatifs aux données, le personnel de la CVMO a commencé à élaborer une méthode plus rigoureuse d'évaluation des droits facturés aux professionnels pour les données à la tête du registre (niveau 1) et à la pleine profondeur du registre (niveau 2). L'objectif était de s'en servir pour faciliter l'examen des modifications de ces droits proposées par les marchés en Ontario. C'est cette méthode que nous proposons d'adopter officiellement pour gérer les questions entourant ces droits qui sont abordées dans le présent avis.

Nous proposons d'obliger tous les marchés des titres de capitaux propres à :

- nous soumettre les droits relatifs aux données de marché facturés aux professionnels annuellement;
- justifier ces droits par rapport aux résultats de l'application de la méthode d'évaluation de la valeur relative.

En Ontario, les bourses reconnues et les SNP sont assujettis à un protocole d'examen et d'approbation de l'information fournie conformément aux Annexes 21-101A1 et A2, y compris les droits⁷⁰. Il est proposé qu'en Ontario ces protocoles soient modifiés pour exiger que les droits relatifs aux données de marché facturés aux professionnels soient approuvés de nouveau chaque année et qu'un avis soit publié pour indiquer la méthode d'évaluation des droits. Compte tenu des différences de démarche dans chaque territoire représenté au sein des ACVM, nous estimons qu'il s'agit de la meilleure façon de mettre en œuvre la méthode. Toutes les bourses et tous les SNP sur lesquels se négocient des titres de capitaux propres au Canada seraient visés, à l'exception de la Bourse de croissance TSX. La Colombie-Britannique et l'Alberta, qui réglementent cette bourse conjointement, étudieront aussi la possibilité d'adopter la méthode d'examen des droits relatifs aux données.

ii) La méthode d'examen des droits relatifs aux données de marché facturés aux professionnels

Selon la méthode, nous proposons que les marchés soient classés en fonction de leur contribution à la formation des cours et de leur activité de négociation. Des droits estimatifs ou une fourchette de droits estimatifs seraient établis pour chaque marché en fonction de ce classement. Cette méthode instaurerait une démarche cohérente et transparente d'examen des droits relatifs aux données de marché facturés aux professionnels pour tous les marchés qui demandent l'approbation ou une nouvelle approbation de ces droits. Elle réglerait les problèmes entourant ces droits, qu'ils soient attribuables à l'application du RPO ou au manque de concurrence. La méthode

⁷⁰ Le protocole standard d'examen et d'approbation actuellement applicable aux bourses reconnues en Ontario peut être consulté au http://www.osc.gov.on.ca/documents/en/Marketplaces/notices_20121004_exchange_protocol.pdf et la version applicable aux SNP au http://www.osc.gov.on.ca/documents/en/Marketplaces/notices_20121004_atc_protocol.pdf.

complète est présentée à l'Appendice A-2 et ses principaux éléments sont résumés ci-après. Le calcul comporte trois étapes. La première consiste à calculer les mesures avant et après les opérations, la deuxième à classer les marchés et la troisième à attribuer des droits estimatifs ou une fourchette de droits estimatifs pour les droits relatifs aux données de marché.

Première étape – Calcul des mesures avant et après les opérations

La première étape consiste à calculer les mesures avant et après les opérations à utiliser dans les formules de classement. Le principe sous-jacent de chacune de ces mesures est qu'il faut récompenser également la contribution à la formation des cours et à la liquidité avant et après les opérations. Voir l'Appendice A-2 pour les détails.

Les mesures avant les opérations proposées récompensent principalement les marchés qui contribuent à la formation des cours (et de la taille) au meilleur cours acheteur et vendeur national sur l'ensemble du marché (tête du registre). Elles ne récompensent aucune autre profondeur à d'autres cours. Pour en rendre compte, nous avons envisagé d'inclure une mesure de la valeur des cinq premiers cours avant les opérations comme indicateur de la profondeur du marché hormis le meilleur cours. Toutefois, nous ne sommes pas convaincus que des mesures de la profondeur du registre produiraient des résultats différents, surtout si elles donnent plus de poids au meilleur cours acheteur et vendeur national ou aux cours proches. Nous avons aussi tenu compte de la complexité supplémentaire qu'entraînerait l'intégration de l'information sur la profondeur du registre dans les calculs. On trouvera un exemple de mesure de la profondeur que nous avons envisagée à l'Appendice A-2.

Deuxième étape – Classement des marchés en fonction de leur part relative des ordres et des mesures des opérations

L'étape suivante consiste à utiliser une combinaison de mesures avant et après les opérations pour classer les marchés en fonction de leur contribution relative à la formation des cours et à la liquidité (selon leur part relative des diverses mesures). Trois méthodes de classement fondées sur différentes mesures sont présentées à l'Appendice A-2. Nous précisons que, malgré les différences de combinaison des mesures ou des pondérations, les essais des trois méthodes ont donné des résultats très proches.

Troisième étape – Attribution de droits estimatifs ou d'une fourchette de droits estimatifs en fonction du classement

Une fois le classement établi, la dernière étape proposée consiste à évaluer la relation entre les droits relatifs aux données de marché existants ou proposés et la part relative des ordres et de l'activité de négociation du marché. Cette étape attribue au marché des droits estimatifs ou une fourchette de droits estimatifs qui rendent compte de sa part relative d'un montant de référence total pour les données de marché en temps réel au Canada (données de niveau 1 et de niveau 2).

À cette fin, nous avons mis deux méthodes à l'essai :

- *Montant de référence canadien* – La première méthode regroupe les droits relatifs aux données de marché facturés par chaque marché dans un « panier » qui est ensuite redistribué en fonction des trois méthodes de classement décrites à l'Appendice A-2. Cette méthode part du principe que le montant total des droits relatifs aux données de marché actuellement facturés par les marchés est raisonnable.
- *Montant de référence international* – La seconde méthode reposerait sur des comparaisons internationales pour déterminer des droits relatifs aux données de marché moyens pour 100 millions de dollars négociés. Cette méthode part du principe que la valeur des données des homologues internationaux est relativement comparable à celle des bourses canadiennes et que la valeur de ces données est relative à celle des titres négociés sur les bourses.

Nous signalons que nous pourrions finalement décider que ces deux méthodes ne conviennent pas. À notre avis, un des principaux éléments de cette proposition est l'établissement et la mise à jour d'un montant de référence approprié à utiliser pour appliquer le modèle de distribution, autrement dit, l'établissement d'une estimation appropriée de droits équitables et raisonnables pour les données de marché en temps réel de niveau 1 et de niveau 2 de tous les marchés du Canada. Nous souhaitons recueillir des commentaires sur tous les aspects de la méthode d'examen proposée des droits relatifs aux données (**l'Appendice A-2 contient des questions précises sur les détails de la méthode**), mais nous précisons qu'il est important de nous soumettre des commentaires détaillés sur la façon d'établir un montant de référence approprié. Nous envisageons d'engager un expert du secteur pour analyser la question et établir ce montant.

Question 24 : La mise en œuvre de la méthode d'examen des droits relatifs aux données réglerait-elle adéquatement les problèmes entourant ces droits ou faut-il envisager d'autres solutions? Veuillez fournir des détails sur toute solution de rechange.

2. Autres mesures à l'étude concernant les droits relatifs aux données de marché

Outre la proposition de mettre en œuvre une méthode officielle, nous étudions des mesures pour répondre aux questions que pourraient soulever les frais de négociation facturés aux utilisateurs non professionnels. Bien qu'il ne soit pas directement lié au RPO, nous jugeons nécessaire de considérer le niveau des droits facturés à ces utilisateurs au Canada pour nous acquitter de notre mandat de favoriser des marchés équitables et efficaces et de renforcer la confiance dans ces marchés, et faire en sorte que les investisseurs aient accès à ces données à un coût raisonnable. Par ailleurs, nous avons indiqué dans le document sur les droits relatifs aux données que nous

examinerions ultérieurement les questions soulevées par ces droits pour les utilisateurs non professionnels⁷¹.

Depuis la publication du document sur les droits relatifs aux données, nous avons comparé les droits facturés aux utilisateurs non professionnels par les bourses d'inscription aux droits facturés aux États-Unis et dans d'autres pays. Il semble que les abonnés non professionnels obtiennent au Canada beaucoup moins de rabais sur les droits facturés aux abonnés professionnels, en pourcentage, que leurs homologues américains et internationaux.

Par exemple, en examinant les rabais généralement accordés sur les droits relatifs aux données de marché facturés aux abonnés non professionnels par les marchés canadiens de titres de capitaux propres, nous avons constaté qu'en moyenne ces droits représentent souvent environ 20 % et 40 %, pour les données de niveau 1 et de niveau 2 respectivement, des droits relatifs aux données de marché facturés aux professionnels. En dollars, les droits de chaque marché qui facture actuellement les abonnés non professionnels vont de 2 \$ à 6 \$ par utilisateur mensuellement pour le niveau 1 et de 2 \$ à 36 \$ par utilisateur mensuellement pour le niveau 2.

Bien qu'un rabais soit consenti sur les droits facturés aux utilisateurs de données non professionnels au Canada, les comparaisons internationales révèlent l'existence de rabais plus appréciables. Par exemple, pour acquérir des données en temps réel consolidées de niveau 1 des agences de traitement de l'information aux États-Unis, les utilisateurs non professionnels paient au total 3 \$ par mois, ce qui leur donne accès aux cours et au dernier cours de niveau 1 de toutes les bourses américaines de titres de capitaux propres, soit 1 \$ pour le Network A (titres inscrits à la cote de la NYSE), le Network B (NYSE MKT) et le NASDAQ UTP (titres inscrits à la cote du NASDAQ). Ces taux représentent environ 2 à 5 % des droits facturés par les agences de traitement de l'information aux utilisateurs professionnels pour accéder aux mêmes données.

En Europe, les rabais consentis aux utilisateurs de données non professionnels se traduisent souvent par des droits qui représentent de 1 à 5 % des droits facturés aux abonnés professionnels pour les mêmes données de niveau 1 et de niveau 2, mais qui peuvent être plus élevés au niveau inférieur de programmes à plusieurs niveaux de volume. Cependant, même lorsqu'ils sont plus élevés dans ces programmes, les résultats indiquent toujours que les abonnés non professionnels profitent de rabais plus substantiels sur les droits facturés aux abonnés professionnels que ce n'est généralement le cas au Canada. On trouvera davantage de résultats de notre analyse à l'Appendice A-3.

⁷¹ Dans le cadre de l'examen des droits relatifs aux données de marché pour le document sur les droits relatifs aux données, nous nous sommes penchés sur les droits facturés aux utilisateurs non professionnels au Canada, mais comme leurs besoins en données de marché et l'usage qu'ils en font sont très différents, nous avons jugé que nous ne pourrions pas apporter de réponse adéquate aux préoccupations exprimées par ces deux catégories d'utilisateurs (les professionnels et les non professionnels) dans un seul document. Nous avons donc décidé de remettre à plus tard les travaux sur les droits relatifs aux données facturés aux utilisateurs non professionnels.

Pour réduire cette disparité, nous étudions un plafond qui obligerait les marchés à facturer les abonnés non professionnels à un taux fixé en pourcentage des droits examinés ou approuvés pour ses abonnés professionnels. Nous pourrions aussi utiliser une méthode analogue à celle qui est proposée ci-dessus pour les droits relatifs aux données facturés aux abonnés professionnels.

Question 25 : Avez-vous, à l'égard des droits relatifs aux données de marché facturés aux abonnés non professionnels, des préoccupations auxquelles les autorités en valeurs mobilières devraient répondre? Dans l'affirmative, quelle solution préconisez-vous?

3. Autres options proposées dans le document sur les droits relatifs aux données

Le document sur les droits relatifs aux données envisageait plusieurs options pour régler les problèmes liés à ces droits. Elles tombent dans les catégories suivantes. Nous exprimons notre opinion sur chacune d'elles dans le contexte des projets de modifications.

Plafonner les droits facturés par les marchés pour les données de base – À notre avis, la proposition en matière de droits relatifs aux données met en œuvre une version modifiée de cette option, car elle accroîtra la surveillance des droits facturés aux abonnés professionnels pour les données de niveau 1 et de niveau 2, qui constituent dans la pratique les données de base.

Plafonner les droits relatifs aux données facturés par chaque marché jusqu'à ce qu'il atteigne un seuil de minimis (en rehaussant les plafonds ou non) – Comme nous l'avons vu, nous ne proposons pas de mettre en œuvre un seuil en dessous duquel les marchés ne pourraient pas facturer leurs données. Nous estimons que la mise en œuvre des modifications du RPO assouplirait l'accès aux ordres des marchés non protégés et l'utilisation de leurs listes de données. Les résultats pourraient être assez semblables à ceux obtenus par la mise en œuvre d'un seuil pour les droits relatifs aux données.

Réglementer ou plafonner les droits relatifs aux données consolidées vendues par une agence de traitement de l'information ou un fournisseur de services ou par leur intermédiaire, ou exiger la création d'un service de données fonctionnant selon le principe du recouvrement des coûts – À notre avis, la pleine application de la proposition en matière de droits relatifs aux données permettra probablement d'obtenir certains avantages de ces options. Nous étudions la possibilité d'exiger la création d'un service de données, mais il s'agit d'un projet à plus long terme, compte tenu de sa complexité et de la nécessité d'apporter des modifications législatives et de prendre de nouveaux règlements dans de nombreux territoires. Entre-temps, si les intervenants du secteur estiment qu'un service de données est le meilleur mécanisme pour gérer les données et leurs coûts, nous les encourageons à s'entendre sur une proposition pour discussion.

Publier les modifications des droits relatifs aux données et des barèmes pour consultation – Nous envisageons toujours cette option. Il pourrait être approprié ou non de publier les droits relatifs aux données et les barèmes pour consultation, selon les circonstances, et nous craignons que les commentaires des intervenants ne portent principalement sur des questions commerciales plutôt que réglementaires. Nous signalons que, lorsque de nouveaux barèmes de frais de négociation ont été proposés, le personnel de la CVMO les a publiés pour consultation dans les cas appropriés. Nous pourrions emprunter une démarche analogue pour les droits relatifs aux données.

IV. SOLUTIONS DE RECHANGE ENVISAGÉES

Pour formuler la démarche proposée dans le présent avis, nous avons étudié des solutions de rechange aux problèmes soulevés. La première aurait uniquement supposé de modifier le RPO. Les options envisagées allaient du resserrement de son champ d'application (par exemple, selon les types ou les catégories de liquidité des titres, les ordres provenant des clients ou non, la taille des ordres ou un seuil de protection) à son abrogation pure et simple et à son remplacement par les obligations de meilleure exécution. L'efficacité de ces options pour régler le problème de la captivité des clients et celui des avantages réglementaires serait tributaire des moyens employés et de la portée du resserrement du champ d'application. Resserrer le champ d'application du RPO aurait toutefois réduit l'importance du régime comme élément fondamental de la réglementation. Se contenter de le modifier n'aurait pas non plus contribué à régler les problèmes liés à la négociation et aux droits relatifs aux données qui sont abordés dans le présent avis.

La deuxième solution consistait à ne pas modifier le RPO et à réglementer plus directement l'accès, la négociation et les coûts des données. Elle aurait eu pour objet de réduire les coûts découlant en partie du régime, mais n'aurait pas permis de régler les problèmes sous-jacents de la captivité des clients et des avantages réglementaires. Elle aurait en revanche permis de régler certains autres problèmes soulevés par la négociation et les droits relatifs aux données dont il est question dans le présent avis. Certaines options envisagées consistaient notamment à plafonner les divers types de frais des marchés, à supprimer les rabais sur les frais de négociation et à fixer des seuils que les marchés auraient dû atteindre pour pouvoir facturer certains droits. D'autres options concernant les droits relatifs aux données, qui sont décrites dans le document sur les droits relatifs aux données et abordées ci-dessus, étaient également sur la table.

La troisième solution, qui combine les deux précédentes, est la démarche proposée dans le présent avis. Comme nous l'avons vu, les modifications proposées du RPO visent à le maintenir comme élément fondamental de notre régime réglementaire, tout en donnant aux courtiers davantage de souplesse pour déterminer s'il convient de négocier sur certains marchés afin de réaliser la meilleure exécution pour leurs clients. Nous essayons ainsi de régler certains problèmes de captivité des clients et d'avantages réglementaires. La démarche proposée vise aussi à régler les problèmes

liés aux frais de négociation qui peuvent survenir dans le contexte du RPO ainsi que d'autres questions relatives aux paiements de rabais par les marchés. La proposition en matière de droits relatifs aux données vise à répondre aux principales préoccupations exprimées, lors de nos consultations, par les intervenants qui ont commenté le document sur les droits relatifs aux données et participé aux entrevues pendant l'examen du RPO.

Question 26 : Les modifications du RPO consistant à introduire un seuil tout en réglant les questions liées aux frais de négociation et aux droits relatifs aux données constituent-elles une bonne façon de régler les problèmes soulevés? Dans la négative, veuillez décrire en détail votre solution de rechange.

Question 27 : Quel impact la démarche proposée devrait-elle avoir sur vous, votre organisation ou vos clients? Le cas échéant, quel impact aurait-elle sur vos coûts?

Question 28 : Par rapport aux autres solutions décrites, la démarche proposée est-elle une manière efficace de soutenir un marché concurrentiel qui encourage les marchés à faire preuve d'innovation? Veuillez fournir des explications.

A. Réglementation des autres frais des marchés ou des questions opérationnelles dans le contexte du RPO

Nous avons également envisagé d'autres options relatives à certains frais des marchés et questions opérationnelles dans le contexte du RPO. Elles se rapportent aux problèmes soulevés ou aux préoccupations exprimées lors des entrevues que nous avons menées pendant l'examen du RPO et de notre surveillance continue des marchés et de la structure du marché.

i) Frais d'adhésion et de connectivité

La proposition susmentionnée prévoit des mesures destinées à réglementer les frais de négociation et les droits relatifs aux données de marché. Dans le cadre de notre examen, nous nous sommes également demandé s'il était nécessaire de réglementer directement les autres frais facturés par les marchés pour accéder à la négociation, notamment les frais d'adhésion et de connectivité. Il pourrait s'agir de plafonner les droits ou de limiter autrement les montants facturés. À cet égard, nous craignons qu'en raison du RPO, voire du modèle d'entreprise de certains courtiers, les participants au marché ne soient obligés de payer des frais d'adhésion et de connectivité élevés.

À ce stade, nous ne proposons pas de prendre de mesures relativement à ces frais. Les modifications proposées du RPO et les obligations de meilleure exécution existantes ne nécessitent pas que chaque courtier devienne membre ou abonné de chaque marché visible ni qu'il se connecte directement à chaque marché pour accéder à la négociation. Elles devraient donner aux courtiers davantage de souplesse pour

déterminer s'il convient de négocier sur les marchés non protégés visibles, ce qui devrait contribuer, dans une certaine mesure, à réduire ces coûts. Nous reconnaissons que le modèle d'entreprise des courtiers influera sur leur adhésion ou leur connexion directe aux marchés. Nous faisons toutefois remarquer que certains ont conclu qu'il n'était pas nécessaire d'adhérer, de maintenir leur adhésion ni de se connecter directement à tous les marchés et qu'il valait mieux utiliser les mécanismes d'acheminement des ordres des marchés ou des arrangements de jitney, ce qui indique que, pour certains tout au moins, il existe des solutions de rechange et des choix. (Ces solutions de rechange et choix entraînent aussi des coûts, dont certains sont probablement dus en partie aux frais d'adhésion et de connectivité des systèmes d'acheminement ou des agents qui exécutent les ordres de jitney.)

Bien que nous ne proposons pas de mesures à l'égard de ces frais pour le moment, nous soulignons que les autorités en valeurs mobilières continueront de les examiner et de les approuver⁷².

Question 29 : Compte tenu de la démarche proposée, est-il nécessaire de prendre d'autres mesures pour réglementer les frais d'adhésion et de connectivité facturés par les marchés? Veuillez motiver votre réponse.

ii) Ordonnancement des modifications des systèmes

Au cours de nos consultations, les intervenants ont indiqué que, pour gérer le risque, les autorités en valeurs mobilières devraient imposer des obligations aux marchés en matière d'introduction de nouveaux marchés et de modifications importantes des systèmes. Selon eux, les modifications sont souvent rapprochées ou mises en œuvre sans donner suffisamment de temps aux participants pour faire des essais. Ils avancent que ces obligations permettraient aussi aux courtiers de mieux gérer la planification de leurs ressources technologiques.

Nous signalons qu'en Ontario, l'Avis 21-706 du personnel de la CVMO, *Marketplaces' Initial Operations and Material System Changes*⁷³ indique que le personnel s'attend à ce que les marchés reportent le lancement de leurs activités d'au moins trois mois après la date de publication de l'avis d'approbation, et à ce qu'ils reportent la mise en œuvre des modifications importantes des systèmes pour donner suffisamment de temps aux courtiers et aux fournisseurs de services pour effectuer les travaux et les essais. Nous entendons introduire ces attentes dans des projets de modifications du Règlement 21-101 publiés pour consultation séparément⁷⁴. Nous faisons également remarquer que les modifications du RPO devraient aider les courtiers à mieux gérer certains aspects de la planification de leurs systèmes et les coûts liés à l'accès aux marchés non protégés nouveaux ou existants. Par conséquent, nous ne proposons pas de prendre d'autres mesures à ce stade. Nous suivons l'évolution de la situation pour

⁷² Ces frais doivent être examinés et approuvés en Ontario, de même qu'en Colombie-Britannique et en Alberta pour ce qui est des droits facturés par la Bourse de croissance TSX. Au Québec, ces droits font l'objet d'un examen.

⁷³ Publié dans (2012) 35 OSCB 8928.

⁷⁴ Publié dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers du 24 avril 2014, Vol. 11, n° 16, p. 270.

déterminer si le protocole de lancement et notre surveillance des modifications des marchés nous permettent de gérer adéquatement les problèmes éventuels.

iii) Responsabilité des marchés / compensation

Les intervenants ont exprimé des préoccupations concernant l'impact du RPO sur la capacité des courtiers de négocier avec les marchés relativement à la responsabilité de ces derniers. Ils indiquent notamment que les marchés se servent du RPO comme moyen de pression pour forcer les courtiers à signer des conventions prévoyant des clauses de responsabilité que ces derniers jugent déraisonnables. D'autres indiquent que les conditions de responsabilité prévues par les conventions des marchés sont désormais inadéquates puisque les marchés ne sont plus mutualisés, mais exercent des activités à but lucratif.

Nous précisons qu'aux États-Unis, la plupart des bourses appliquent des règles qui les autorisent, à leur discrétion, à compenser les pertes de leurs membres résultant des pannes de leurs systèmes ou de la négligence de leur personnel, et que ces règles sont l'objet de débats au sein du secteur. Toutefois, à l'heure actuelle, dans ce pays, les types de pertes en question sont généralement liés aux défaillances des marchés qui se traduisent par l'exécution incorrecte ou l'inexécution des ordres saisis dans leur système. Aucune réglementation américaine n'exige de clauses de compensation. À noter que les règles des bourses canadiennes et les contrats d'adhésion aux SNP n'en prévoient pas non plus.

Dans le cadre de notre examen de cette question, nous avons consulté divers représentants de courtiers et de marchés, séparément des entrevues menées lors de l'examen du RPO, pour voir si les membres du secteur pourraient adopter une position commune sur la compensation des participants au marché, mais ils ne sont pas parvenus à s'entendre. Nous nous sommes penchés sur les aspects réglementaires et avons envisagé de proposer des dispositions obligeant les marchés à établir, maintenir et faire respecter des politiques et procédures prévoyant la compensation raisonnable des participants au marché. Toutefois, compte tenu du rôle des ACVM et des solutions possibles, nous avons décidé de nous contenter pour le moment de miser sur les modifications du RPO pour répondre aux préoccupations exprimées par les courtiers. C'est la superposition du régime qui fait des courtiers des « clients captifs ». Nous estimons par conséquent que les modifications proposées contribueront à atténuer ce problème. Nous ferons le suivi de l'impact des modifications et évaluerons la nécessité de réglementer davantage la responsabilité générale des marchés. Dans l'intervalle, nous encourageons les membres du secteur à collaborer pour trouver une solution commune à ce que certains considèrent comment un problème d'ordre commercial et non réglementaire.

Question 30 : Compte tenu de la démarche proposée, est-il nécessaire prendre d'autres mesures à ce stade pour régler les questions de responsabilité des marchés? Veuillez fournir des explications.

Appendice A-1

Comparaison des volumes actifs et passifs par type de code d'utilisateur, par marché pour la période allant du 1^{er} juin au 30 septembre 2013

Objectif

L'objectif de l'analyse décrite dans le présent appendice était d'établir quelles parties bénéficient de la protection de leurs ordres à cours limité sur chaque marché visible. Comme il est indiqué dans l'Annexe A, les intervenants ont soulevé la question de savoir si les ordres protégés sur les marchés émanent des participants au marché dont la confiance dans l'équité et l'intégrité des marchés a le plus besoin de renforcement. Les intervenants doutent que le RPO ait l'effet escompté si les ordres sont passés par des parties dont la confiance dans l'équité et l'intégrité des marchés est la moins susceptible de souffrir notablement de l'absence de régime.

Description de l'analyse

Pour effectuer cette analyse, nous avons examiné les ratios actif-passif de certaines catégories d'utilisateurs représentatives des négociateurs individuels, institutionnels et professionnels sur diverses périodes et sur chaque marché visible. Nous avons utilisé les données réglementaires reçues et stockées par l'OCRCVM dans le cadre de ses activités de surveillance des marchés. Ces données contiennent des renseignements privés comme les identificateurs de négociateurs (les « codes d'utilisateur »).

Avant de regrouper les données, nous avons tenté d'éliminer d'importantes portions de volume d'opérations ne comprenant pas d'ordres passifs affichés bénéficiant du RPO (par exemple, les applications intentionnelles ou les opérations résultant d'ordre passés à l'ouverture ou à la clôture des enchères sur les marchés au fixage). Le « volume négocié ajusté » qui en résulte a alors été regroupé dans les quatre catégories suivantes :

- (1) « applications intentionnelles » – Contient le volume d'opérations pour les codes d'utilisateur qui ont utilisé l'indicateur d'application intentionnelle¹ (mais non le volume d'opérations pour les applications intentionnelles, qui a été entièrement supprimé pour obtenir le « volume négocié ajusté » décrit ci-dessus). Représentatif du flux d'ordres des clients institutionnels.
- (2) « SDL » – Contient le volume d'opérations pour les codes d'utilisateur qui ont utilisé le type d'ordre « SDL »² sur Alpha IntraSpread. Représentatif du flux d'ordres des clients individuels, compte tenu de la restriction d'Alpha sur l'utilisation de ce type d'ordre aux clients qui répondent à la définition de « client de détail » prévue par les Règles des courtiers membres de l'OCRCVM.
- (3) « pour affichage seulement » – Contient le volume d'opérations pour les codes d'utilisateur qui ont utilisé la propriété d'ordre « pour affichage seulement »³. Représentatif des négociateurs professionnels qui exécutent une stratégie de teneur de marché reposant sur la passation d'ordres passifs.
- (4) « dispensé de la mention à découvert » – Contient le volume d'opérations pour les codes d'utilisateur qui ont utilisé l'identificateur « dispensé de la mention à découvert »⁴. Représentatif des opérations exécutées par des professionnels dans des comptes d'arbitrage, des comptes de tenue de marché formels, des comptes de tenue de marché informels ou de négociation à haute vitesse, et des comptes de facilitation de courtiers.

Tout le reste du volume d'opérations négocié ajusté qui ne tombe pas dans l'une des quatre catégories ci-dessus a été classé dans la catégorie « Autres ». Nous nous attendons à ce que cette catégorie soit représentative d'une variété d'intérêts de négociateurs individuels, institutionnels et professionnels.

1 Selon la définition figurant dans les RUIIM, une « application intentionnelle » est une transaction découlant de la saisie, par un participant ou une personne ayant droit d'accès, d'un ordre d'achat et d'un ordre de vente d'un titre, exclusion faite d'une transaction dans le cadre de laquelle le participant a saisi l'un des ordres à titre d'ordre de jorney.

2 Le type d'ordre SDL (« seek dark liquidity », c'est-à-dire « recherche de liquidité invisible ») est une exclusivité du mécanisme IntraSpread d'Alpha Exchange. Il est conçu pour la négociation avec des ordres invisibles et, si possible, des ordres visibles dans le registre d'ordres à cours limité central. Il est limité aux clients individuels.

3 La propriété d'ordre « pour affichage seulement » garantit que l'ordre ne retire pas activement de liquidité d'un marché.

4 La désignation d'ordre « dispensé de la mention à découvert » est une désignation réglementaire incluse dans les ordres provenant de comptes qui ne sont pas tenus d'indiquer comme telles les ventes de titres à découvert. On trouvera davantage de renseignements sur l'utilisation de cette désignation à http://www.ocrcvm.ca/Documents/2012/37862a81-d93b-4a21-9843-c5fc3ced83f2_fr.pdf

Limites

Compte tenu de certaines limites, les résultats de l'analyse ne sont pas précis, ne visent qu'à donner des indications et ne sont pas définitifs. Par exemple, les quatre catégories susmentionnées n'ont d'autre objet que de représenter certains types d'utilisateurs. Qui plus est, elles se chevauchent, ce qui signifie que, si un code d'utilisateur a utilisé plusieurs des désignations ou propriétés d'ordres ci-dessus, le volume négocié pour ce code tombe dans plusieurs catégories. Nous avons constaté le plus important chevauchement entre les catégories « pour affichage seulement » et « dispensé de la mention à découvert » (c'est-à-dire que les codes d'utilisateur qui ont utilisé la propriété « pour affichage seulement » ont aussi utilisé l'identificateur « dispensé de la mention à découvert »). Nous faisons également remarquer qu'en raison de ce chevauchement, la somme de chacune des quatre catégories et de la catégorie « Autres » dépasse 100 % du volume négocié.

Résultats

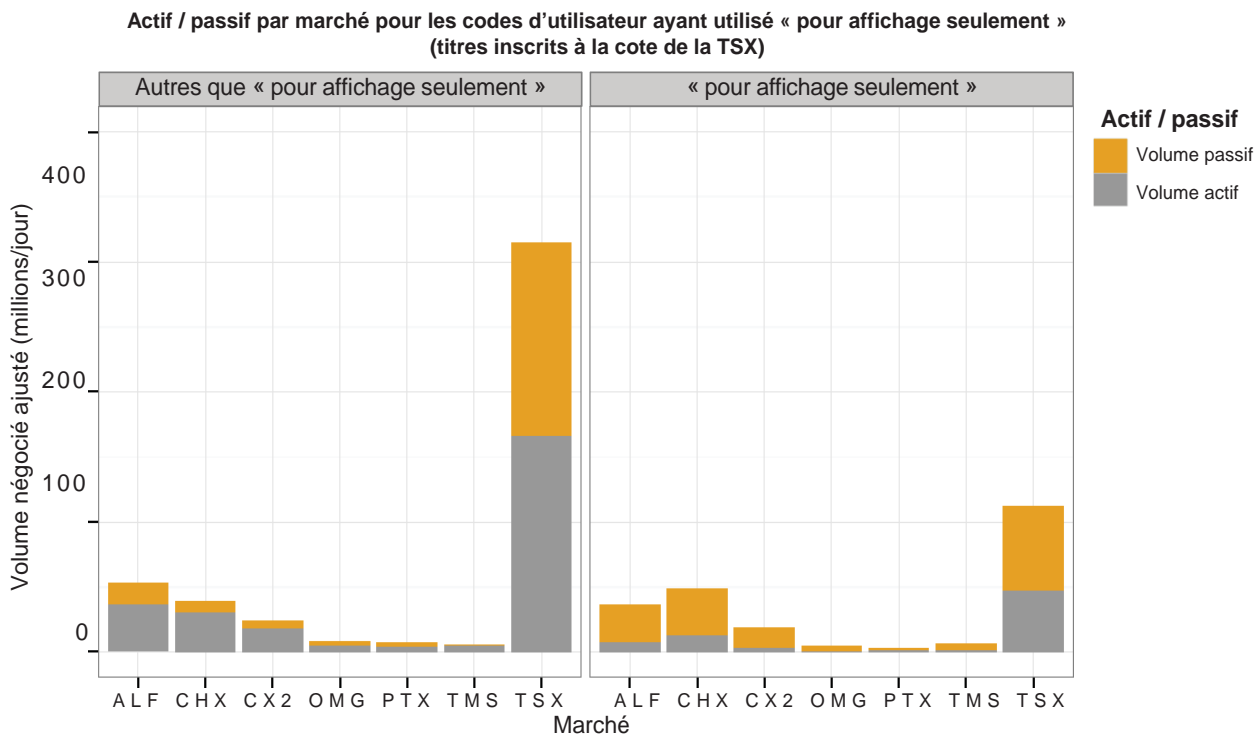
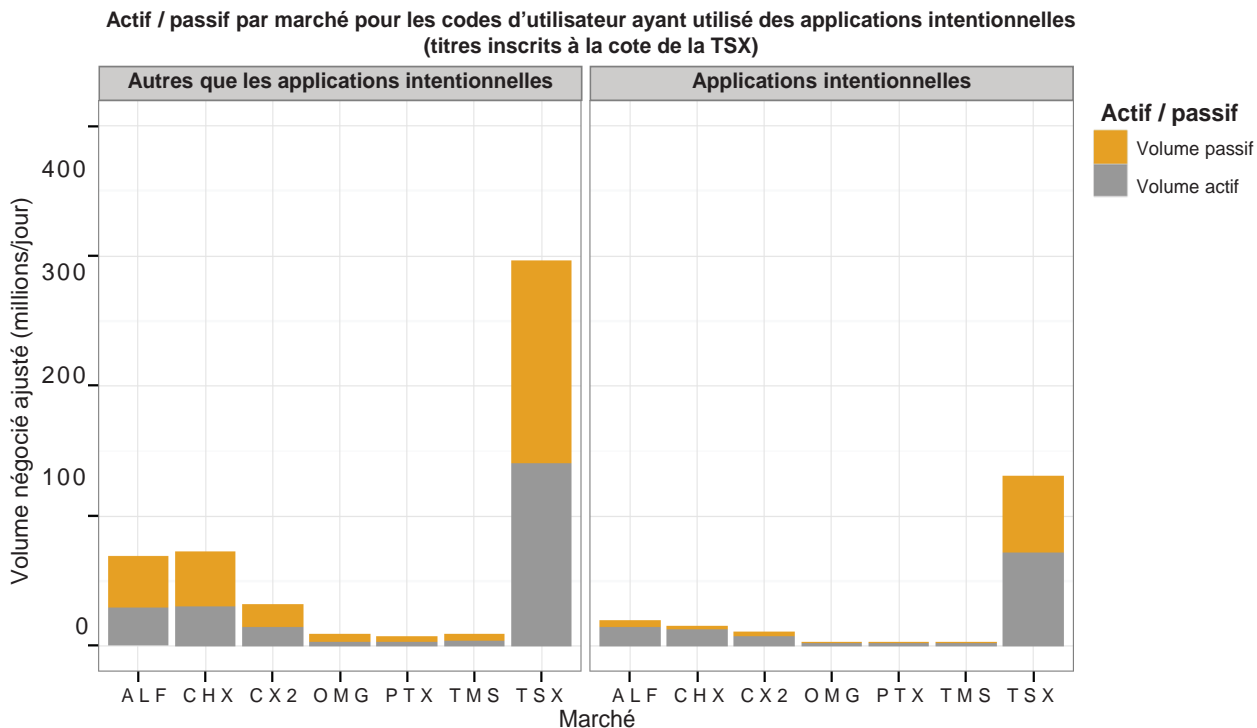
Les résultats de l'analyse effectuée au cours de la plus récente des périodes à l'étude, qui va du 1^{er} juin au 30 septembre 2013, sont contenus dans les graphiques qui suivent. Il ressort de l'analyse que la grande majorité du flux d'ordres passifs affiché par les clients individuels et institutionnels est saisi et négocié sur les marchés d'inscription (par exemple la TSX ou la Bourse de croissance TSX), et qu'un pourcentage bien inférieur du flux d'ordres affiché par ces clients est saisi et négocié sur d'autres marchés. La plus grande partie du flux d'ordres passifs restant qui est négocié sur d'autres marchés semble émaner de négociateurs professionnels qui ont des intérêts à plus court terme. Il ressort également de l'analyse que les ordres actifs négociables des clients individuels et institutionnels sont les plus dispersés sur les marchés, ce qui est révélateur de l'effet du RPO sur le flux d'ordres actifs.

Nous précisons que les résultats de cette analyse sont corroborés par les témoignages anecdotiques recueillis auprès des courtiers lors de nos entrevues en ce qui concerne la passation des ordres passifs de leurs clients individuels et institutionnels. Ils sont également étayés par des analyses similaires que nous avons effectuées au cours des mêmes périodes sur les groupes d'utilisateurs créés par l'OCRCVM dans le cadre de ses recherches sur la négociation à haute vitesse, mais qui ne sont pas représentés dans les graphiques ci-après.

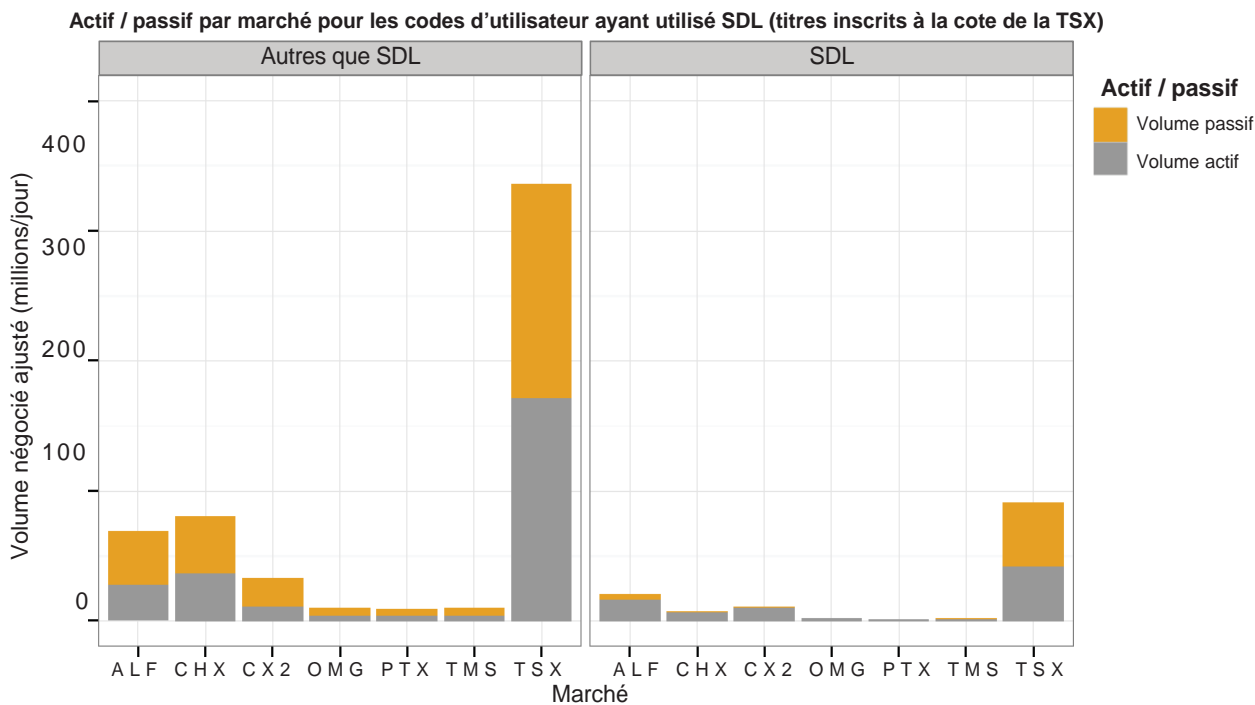
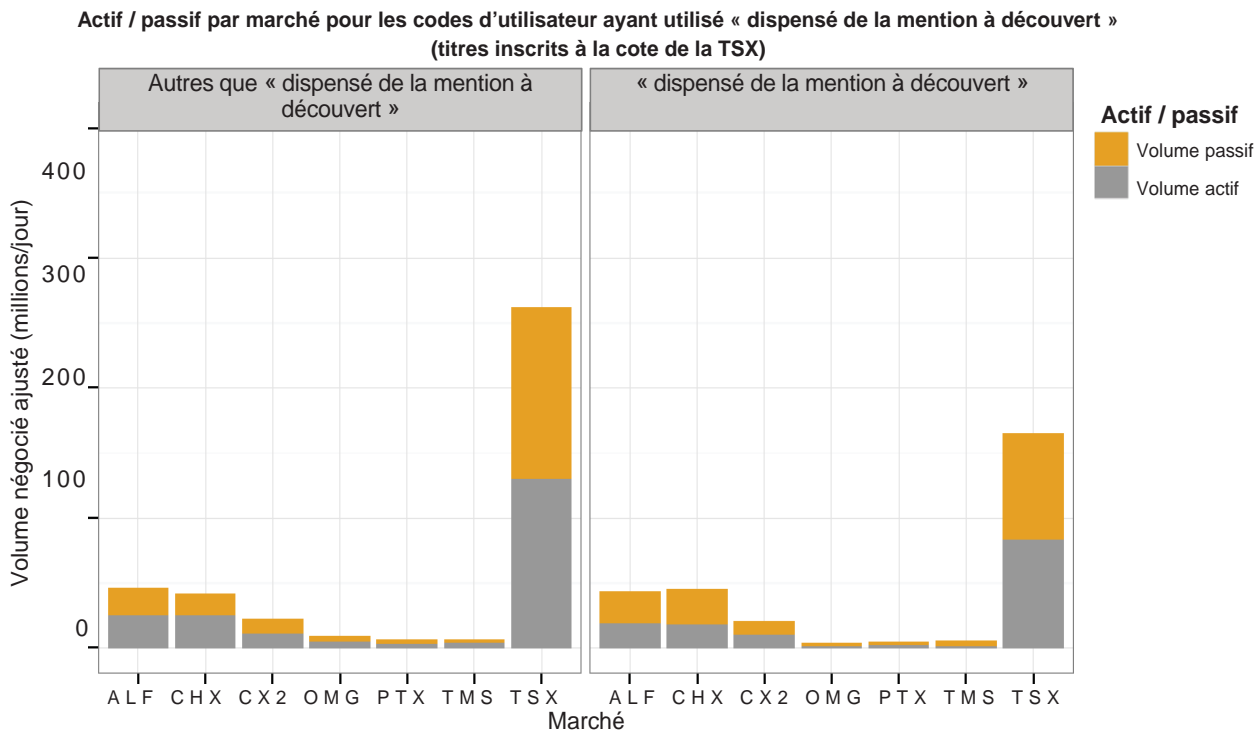
Légende – marchés figurant dans les graphiques suivants :

ALF	Alpha Exchange
TSXV	Bourse de croissance TSX
CHX	Chi-X Canada ATS
CX2	CX2 Canada ATS
OMG	Omega ATS
PTX	Pure Trading
TMS	TMX Select
TSX	TSX

1. Graphiques relatifs à la négociation des titres inscrits à la cote de la TSX du 1^{er} juin au 30 septembre 2013



1. Graphiques relatifs à la négociation de titres inscrits à la cote de la TSX du 1^{er} juin au 30 septembre 2013 (suite)



2. Autres informations sur les données utilisées dans les graphiques précédents (opérations sur les titres inscrits à la cote de la TSX)

Ratio actif / passif pour chaque code d'utilisateur indiqué dans les graphiques (en % du volume négocié ajusté qui était actif)

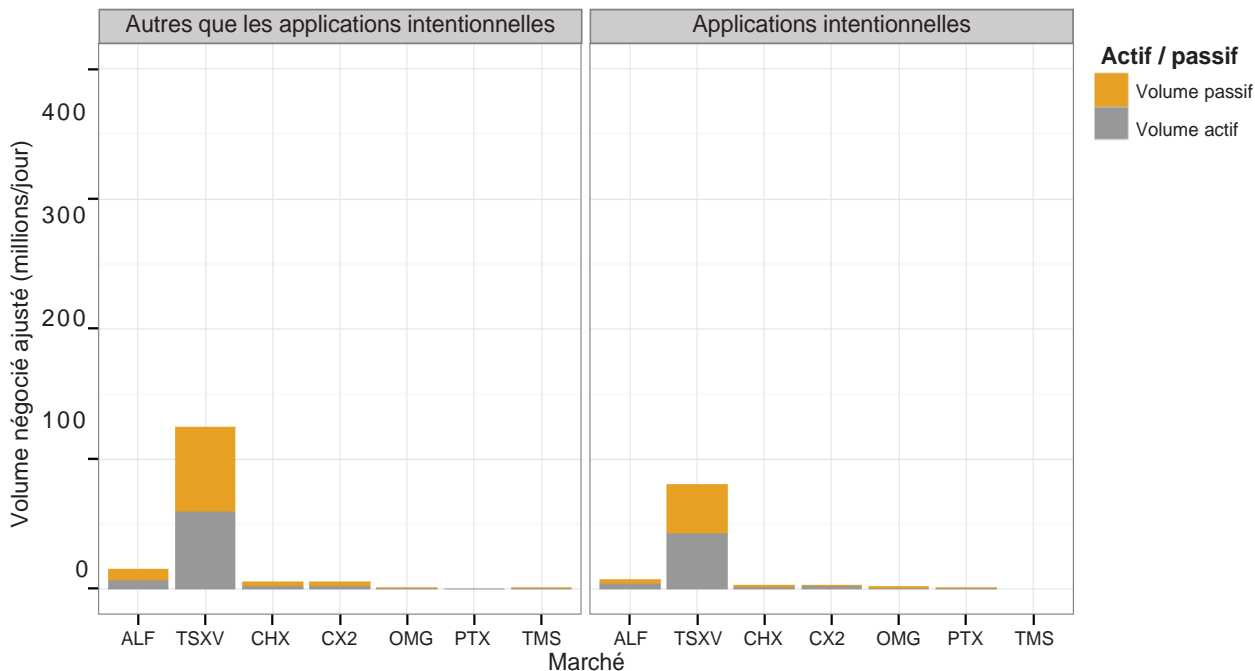
Catégorie de code d'utilisateur	ALF	CHX	CX2	OMG	PTX	TMS	TSX	Sur tous les marchés
Applications intentionnelles	75 %	87 %	68 %	86 %	67 %	75 %	55 %	62 %
« pour affichage seulement »	22 %	27 %	19 %	20 %	35 %	18 %	42 %	33 %
« dispensé de la mention à découvert »	44 %	40 %	48 %	43 %	47 %	33 %	51 %	47 %
SDL	81 %	98 %	96 %	98 %	97 %	96 %	46 %	60 %
Autres	57 %	68 %	85 %	48 %	45 %	86 %	50 %	54 %

% du volume négocié ajusté pour les codes d'utilisateur indiqués dans les graphiques

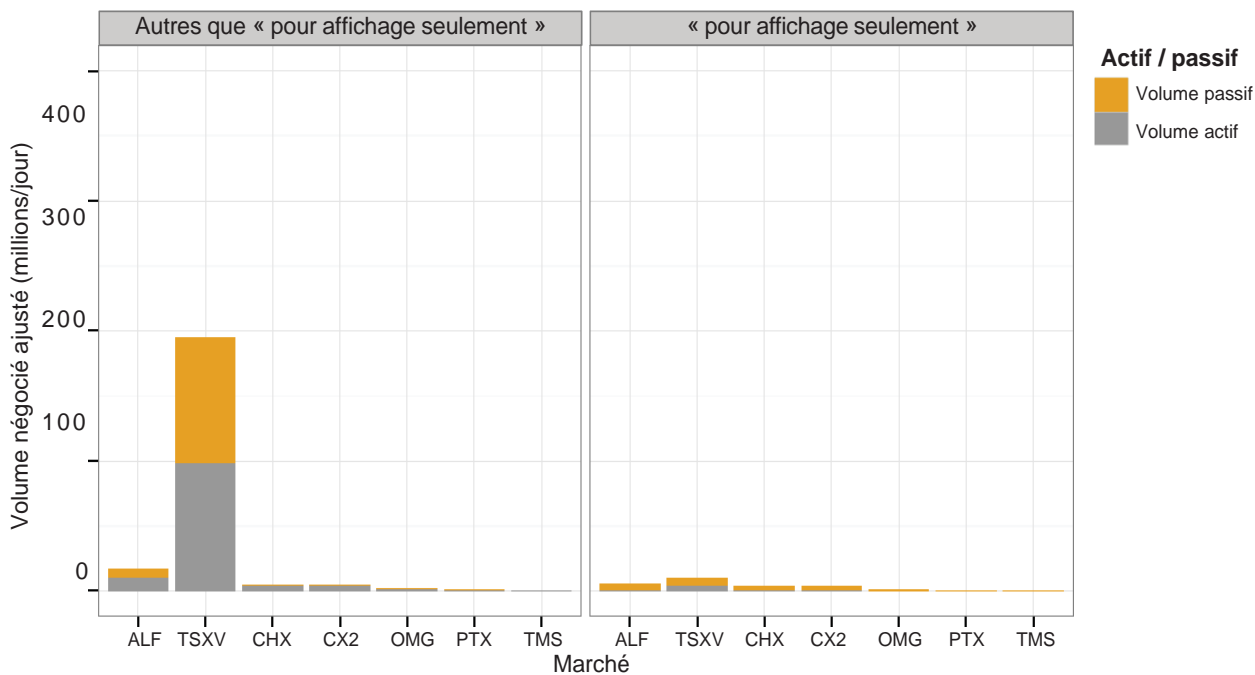
Catégorie de code d'utilisateur	ALF	CHX	CX2	OMG	PTX	TMS	TSX	Total pour tous les marchés
Applications intentionnelles	2,9 %	2,2 %	1,6 %	0,4 %	0,5 %	0,4 %	19,2 %	27,1 %
« pour affichage seulement »	5,3 %	7,2 %	2,8 %	0,6 %	0,5 %	0,9 %	16,5 %	33,7 %
« dispensé de la mention à découvert »	6,3 %	6,7 %	3,0 %	0,5 %	0,6 %	0,8 %	24,3 %	42,3 %
SDL	3,0 %	1,0 %	1,5 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	13,4 %	19,8 %
Autres	2,7 %	2,8 %	0,8 %	0,6 %	0,5 %	0,3 %	17,0 %	24,7 %
Totaux	20,3 %	19,8 %	9,7 %	2,4 %	2,2 %	2,7 %	90,3 %	147,5 %

3. Graphiques relatifs à la négociation des titres inscrits à la cote de la Bourse de croissance TSX du 1^{er} juin au 30 septembre 2013

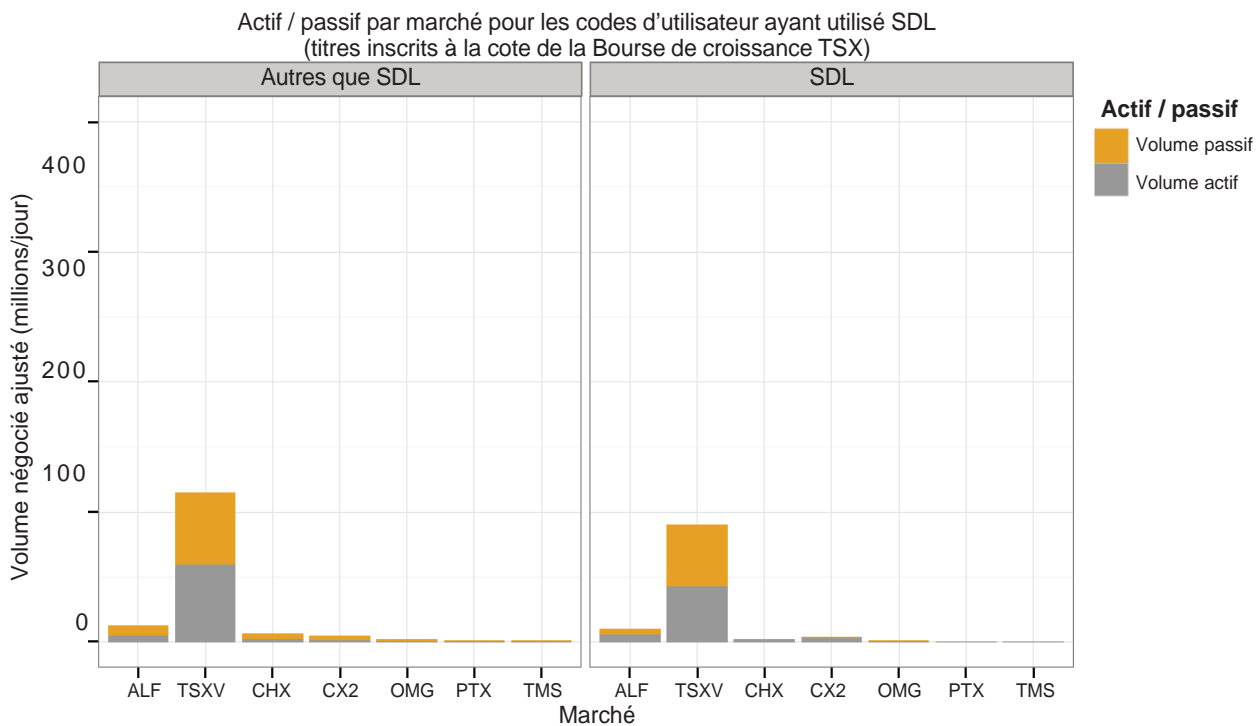
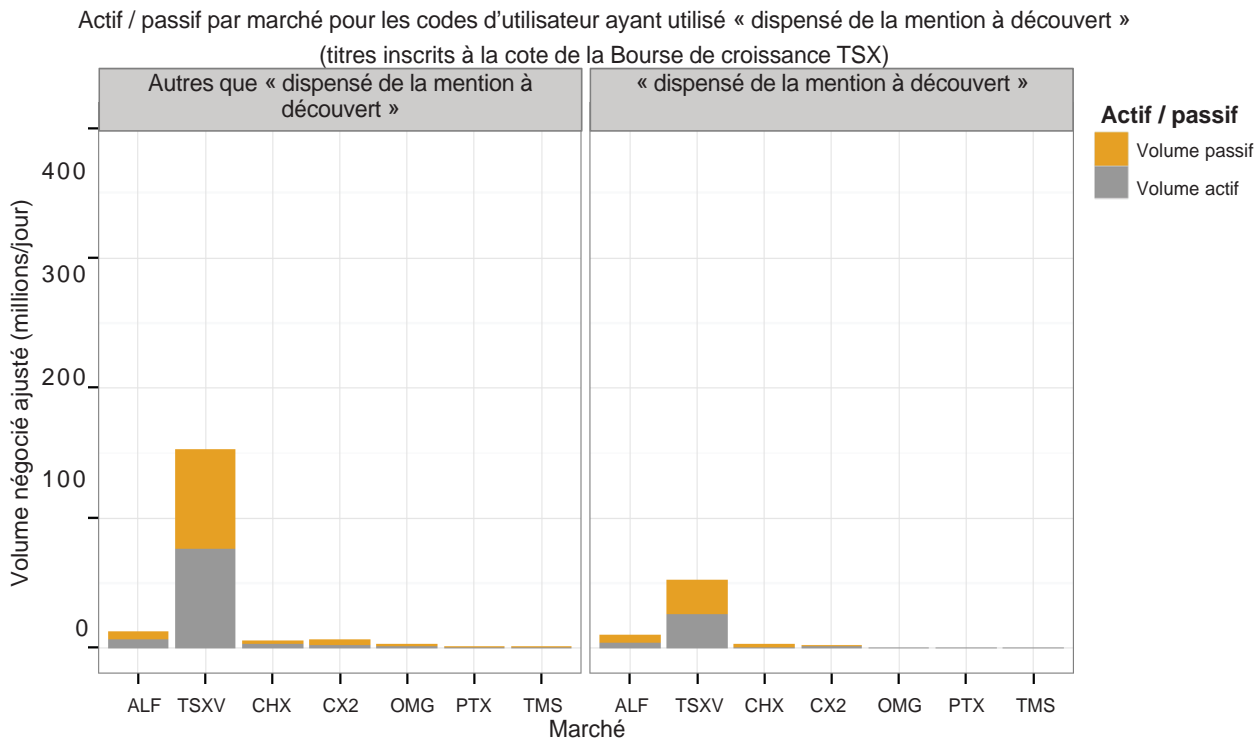
Actif / passif par marché pour les codes d'utilisateur ayant utilisé des applications intentionnelles (titres inscrits à la cote de la Bourse de croissance TSX)



Actif / passif par marché pour les codes d'utilisateur ayant utilisé « pour affichage seulement » (titres inscrits à la cote de la Bourse de croissance TSX)



3. Graphiques relatifs à la négociation des titres inscrits à la cote de la Bourse de croissance TSX du 1^{er} juin au 30 septembre 2013 (suite)



4. Autres informations relatives aux données utilisées dans les graphiques précédents (opérations sur les titres inscrits à la cote de la Bourse de croissance TSX)

Ratio actif / passif pour chaque code d'utilisateur indiqué dans les graphiques (en % du volume négocié ajusté qui était actif)

Catégorie de code d'utilisateur	ALF	TSXV	CHX	CX2	OMG	PTX	TMS	Sur tous les marchés
Applications intentionnelles	58 %	53 %	56 %	83 %	52 %	47 %	84 %	54 %
« pour affichage seulement »	11 %	43 %	10 %	4 %	5 %	20 %	11 %	23 %
« dispensé de la mention à découvert »	44 %	50 %	35 %	85 %	84 %	76 %	58 %	49 %
SDL	58 %	48 %	96 %	88 %	96 %	88 %	88 %	52 %
Autres	69 %	51 %	70 %	74 %	82 %	60 %	76 %	53 %

% du volume négocié ajusté pour les codes d'utilisateur indiqués dans les graphiques

Catégorie de code d'utilisateur	ALF	TSXV	CHX	CX2	OMG	PTX	TMS	Total pour tous les marchés
Applications intentionnelles	3,0 %	32,4 %	1,2 %	1,0 %	0,7 %	0,3 %	0,1 %	38,6 %
« pour affichage seulement »	2,1 %	3,9 %	1,4 %	1,3 %	0,5 %	0,1 %	0,2 %	9,5 %
« dispensé de la mention à découvert »	3,9 %	21,0 %	1,0 %	0,7 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	26,8 %
SDL	4,1 %	36,2 %	0,8 %	1,3 %	0,3 %	0,0 %	0,1 %	43,0 %
Autres	1,5 %	24,7 %	0,7 %	0,4 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	27,6 %
Totaux	14,7 %	118,2 %	5,2 %	4,7 %	1,8 %	0,6 %	0,5 %	145,5 %

Appendice A-2

Méthode d'examen des droits relatifs aux données

Pour établir la contribution relative de chaque marché aux activités avant et après les opérations, nous avons employé certaines mesures, dont plusieurs, décrites ci-dessous, sont utilisées par l'agence de traitement de l'information aux États-Unis, tandis que d'autres ont été proposées par les marchés et les participants au marché pour tenir compte de la contribution des marchés à la formation des cours. Le principe sous-jacent de chaque mesure est que les personnes qui contribuent avant et après les opérations à la formation des cours et à la liquidité devraient être récompensées également. Les mesures seraient employées dans trois modèles de classement sur lesquels nous appuyer pour classer la contribution relative de chaque marché à la formation des cours et à la liquidité. Ces modèles sont décrits ci-après.

Nous avons utilisé les notations suivantes pour les mesures avant et après les opérations et les méthodes de classement :

i = marché transparent

m = nombre total de marchés transparents

t = opérations exécutées sur un marché transparent

n = total des opérations exécutées sur un marché transparent

T = total des opérations exécutées sur tous les marchés transparents

d = séance

D = ensemble des séances au cours de la période

j = actions négociées sur un marché transparent

J = total des actions négociées sur tous les marchés transparents

a. Mesures avant les opérations

- Pourcentage du meilleur cours acheteur et vendeur (MCAV)¹** : le pourcentage de la séance durant laquelle le marché a eu le meilleur cours acheteur (MCA) ou le meilleur cours vendeur (MCV) national pour le titre j . Cette mesure est rééchelonnée de sorte que la somme soit égale à un.

$$\% \text{MCAV}_i = \frac{\text{MCAV}_i}{\sum_{i=1}^5 \text{MCAV}_i}$$

$$\text{MCAV}_i = \frac{1}{J} \sum_{j=1}^J \frac{\text{secondes au MCA}_j + \text{secondes au MCV}_j}{2 * (6,5 * 60 * 60)} * 100$$

¹ La durée au MCAV peut se calculer en fractions de seconde, vu la rapidité des cotations.

Cette mesure récompense les marchés qui restent au MCAV plus longtemps pendant la séance. Bien qu'elle ne soit pas facile à calculer, elle peut s'obtenir à partir de données de cotation standards. Pour que la somme de chaque marché soit égale à 1, les mesures de chacun d'eux sont additionnées de manière à obtenir le pourcentage quotidien au MCAV pour l'ensemble du marché, puis le pourcentage de chaque marché est divisé par ce total pour rééquilibrer la mesure à 1.

Cette mesure peut poser problème parce que le marché, sachant que sa performance sera évaluée de cette façon, peut inciter ses participants à « bourrer les cours », c'est-à-dire les récompenser pour afficher de petits ordres qui améliorent légèrement le MCAV courant pendant une milliseconde ou moins. Malgré les récompenses, cette pratique ne contribue pas à la formation des cours. Le marché pourrait aussi y parvenir en introduisant des « ordres liés ». Ces ordres à cours limité ne seraient pas saisis à un cours fixe, mais plutôt « liés » au MCAV courant. De cette façon, le marché s'assure de demeurer au MCAV pendant la majorité de la séance simplement en « suivant » le cours des ordres affichés sur d'autres marchés qui modifient les cours offerts.

- 2. Pourcentage du meilleur écart :** le pourcentage de la séance durant lequel un marché a l'écart le plus faible sur le titre j . Cette mesure est rééquilibrée de sorte que la somme soit égale à 1.

$$\% \text{ écart}_i = \frac{\text{Écart}_i}{\sum_{i=1}^5 \text{Écart}_i}$$

$$\% \text{ écart}_i = \frac{1}{J} \sum_{j=1}^J \frac{\text{secondes à l'écart le plus faible}_j}{6,5 * 60 * 60} * 100$$

Le calcul de cette mesure requiert aussi des données de cotation. Cette mesure tend à récompenser les marchés qui fournissent de la liquidité au MCA et au MCV en établissant l'écart le plus faible sur tous les marchés. Pour que la somme de chaque marché soit égale à 1, les mesures de chacun d'eux sont additionnées de manière à obtenir le pourcentage quotidien à l'écart le plus faible pour l'ensemble du marché, puis le pourcentage de chaque marché est divisé par ce total pour rééquilibrer la mesure à 1.

Comme la mesure 1, cette mesure pourrait être manipulée par « bourrage de cours » ou en usant d'ordres liés. Elle présente l'avantage de ne récompenser que les marchés qui affichent les cours autant au MCA qu'au MCV. Un de ses défauts possibles, surtout pour les actions illiquides, est qu'elle pourrait récompenser deux marchés qui affichent le même écart à différents cours acheteurs et vendeurs, quoique cette situation demeure relativement improbable (elle se traduirait par un marché figé ou croisé).

3. **\$Temps(égal)** : le pourcentage du temps-dollar-volume coté sur un marché par rapport au temps-dollar-volume total de l'ensemble des marchés pour la période, seuls les meilleurs cours acheteur et vendeur étant comptés.

$$\begin{aligned} \$Temps(égal)_i &= \frac{Temps_i}{\sum_{i=1}^m Temps_i} Temps_i \\ &= \frac{\sum_{j=1}^J Cours_j * Volume_j * secondes\ au\ MCA + Cours_j * Volume_j * secondes\ au\ MCV}{\sum_{j=1}^J \sum_{i=1}^m (Cours_j * Volume_j * secondes\ au\ MCA + Cours_j * Volume_j * secondes\ au\ MCV)} * 100 \end{aligned}$$

Cette mesure tend à récompenser les marchés non seulement qui fournissent de la liquidité au meilleur cours acheteur et vendeur, mais aussi pour la profondeur de la liquidité au MCAV. Le calcul de cette mesure requiert le cours et le volume. Elle présente, sur la mesure Pourcentage du MCAV, l'avantage de ne pas bien récompenser les marchés qui encouragent le « bourrage de cours » pour le peu de liquidité qu'ils fournissent au MCAV. Elle présente peut-être l'inconvénient de ne pas récompenser les marchés qui fournissent de la liquidité à d'autres cours que le MCAV. Avec des cours relativement dispersés, il est possible qu'un marché tentant de manipuler cette mesure offre des incitatifs à apporter de très modestes améliorations au MCAV sans véritablement fournir de profondeur à ces cours.

4. **\$Temps(valeur)** est la même mesure que \$Temps(égal), ci-dessus, sauf que chaque action est pondérée par la valeur négociée au cours de la période, comme l'indique la pondération « p », ci-dessous.

$$\begin{aligned} \$Temps(valeur)_i &= \frac{Temps(v)_i}{\sum_{i=1}^m Temps(v)_i} Temps(v)_i \\ &= \frac{\sum_{j=1}^J [Cours_j * Volume_j * secondes\ au\ MCV + Cours_j * Volume_j * secondes\ au\ MCV] * p_j}{\sum_{j=1}^J \sum_{i=1}^m (Cours_j * Volume_j * secondes\ au\ MCV + Cours_j * Volume_j * seconde\ au\ MCV) * p_j} * 100 \\ p_j &= \frac{\$Volume_{t,j}}{\sum_{t=1}^T \sum_{i=1}^J \$Volume_{t,j}} \end{aligned}$$

La pondération par la valeur confère plus d'importance aux actions très négociées et moins à celles qui le sont peu. À la limite, l'action qui ne fait l'objet d'aucune opération n'aura aucun poids dans cette mesure.

5. **Autre mesure avant les opérations non appliquée dans les formules de classement et tenant compte de la profondeur du cours et de la taille**

5-niveau \$Temps est le pourcentage du temps-dollar-volume coté pour chaque marché par rapport au temps-dollar-volume total coté de l'ensemble des marchés pour la période, les 5 niveaux de volume étant comptés, avec les pondérations suivantes :

Niveau du registre	Pondération (p)
1	16x
2	8x
3	4x
4	2x
5	1

$$\$ 5 \text{ niveau temps}_i = \frac{\sum_{l=1}^5 p_l * \$ \text{ temps}_l}{31} * 100$$

5-niveau \$Temps est la mesure qui nécessite le plus de données, parce qu'elle exige non seulement le cours et le volume disponibles au meilleur cours acheteur et vendeur, mais aussi jusqu'à 5 niveaux outre le MCAV. Cette mesure présente l'avantage de récompenser les bourses qui fournissent de la liquidité au MCAV et aussi à d'autres cours, le MCAV ayant la plus forte pondération. Dans le cas d'écart importants entre les cours acheteurs et vendeurs, la bourse qui fournit très peu d'améliorations à la seule fin de « détenir » le MCAV national serait récompensée pour avoir réduit les écarts, mais elle reconnaîtrait aussi la profondeur fournie par les autres marchés, contrairement à \$Temps.

Question 31 : Compte tenu de l'utilisation prévue de ces mesures avant les opérations dans les divers modèles de classement, constituent-elles des moyens raisonnables d'évaluer la contribution d'un marché à la formation des cours et de la taille? Devrions-nous envisager d'autres mesures? Veuillez fournir des détails.

Question 32 : Les mesures avant les opérations décrites sont-elles appropriées pour les marchés sur lesquels des titres peu liquides sont négociés en majorité? Veuillez décrire les mesures avant les opérations qui leur conviendraient.

b. Mesures après les opérations

1. Pourcentage du volume de chaque marché : le volume négocié sur chaque marché, divisé par le volume total négocié sur tous les marchés au cours de la période.

$$\% \text{Volume}_i = \frac{\text{Volume}_i}{\sum_{i=1}^5 \text{Volume}_i} * 100$$

Cette mesure récompense le volume négocié et tend à favoriser les marchés où se négocient des actions à des cours relativement bas, car elle ne tient compte que du

nombre d'actions négociées et non de leur valeur. À la limite, s'il ne se négociait que des actions à faible cours sur un marché, cette mesure gonflerait la part de ce marché sur l'ensemble du marché.

- 2. Pourcentage du nombre d'opérations de chaque marché :** le nombre d'opérations exécutées sur chaque marché, divisé par le nombre total d'opérations sur tous les marchés au cours de la période.

$$\% \text{Nombre}_i = \frac{\text{Nombre}_i}{\sum_{i=1}^5 \text{Nombre}_i} * 100$$

Cette mesure récompense les marchés où se déroule un grand nombre d'opérations. Les marchés pourraient la manipuler en encourageant les négociateurs à fractionner leurs ordres. En pareil cas, ni le volume des opérations ni le volume monétaire négocié ne changeraient, mais le nombre d'opérations augmenterait sensiblement.

- 3. Pourcentage du volume monétaire (valeur) de chaque marché :** le volume monétaire négocié sur chaque marché, divisé par le volume monétaire total négocié sur tous les marchés au cours de la période. Le volume monétaire est le produit du cours par le volume de chaque opération.

$$\% \$Volume_i = \frac{\$Volume_i}{\sum_{i=1}^5 \$Volume_i} * 100$$

$$\$Volume = Cours * Volume$$

Cette mesure tient compte de la valeur des opérations. Elle tend à éviter les biais que peut présenter la mesure du volume. Cependant, en raison de l'obligation de déclarer au marché les applications intentionnelles appariées par les courtiers, il se peut que le marché évalué au moyen de cette mesure offre aux courtiers des incitatifs (comme des rabais sur les frais de négociation) pour qu'ils lui déclarent les applications. De cette façon, le marché enregistrerait une part bien plus importante du volume monétaire sans contribuer nécessairement à la formation des cours avant les opérations.

- 4. Pourcentage de la racine carrée du volume monétaire de chaque opération :** la racine carrée du \$Volume de chaque opération t exécutée sur chaque marché, divisée par la somme de la racine carrée du \$Volume négocié sur tous les marchés au cours de la période.

$$\% \sqrt{\$Volume}_i = \frac{\sqrt{\$Volume_{it}}}{\sum_{t=1}^n \sum_{i=1}^5 \sqrt{\$Volume_i}} * 100$$

La racine carrée du volume monétaire est extraite pour chaque opération. Bien que cette mesure ne soit pas largement diffusée, elle est facile à extraire à partir des relevés d'opérations. Elle réduit l'importance des opérations volumineuses par rapport aux petites opérations, ce qui peut pallier le problème des applications très volumineuses qui gonflent la contribution d'un marché à la formation des cours. Elle présente peut-être l'inconvénient que les opérations sur actions à cours peu élevé (de l'ordre de 1 à 2 \$) ne soient pas du tout réduites et soient donc surreprésentées. Si un marché enregistre un très grand nombre d'opérations de faible valeur, cette mesure gonflerait sa contribution à la formation des cours.

- 5. Étendue de la négociation sur chaque marché :** la moyenne, sur la période, du nombre de symboles négociés plus d'une fois sur chaque marché pendant la séance d , divisée par le nombre de symboles négociés ce jour-là sur tous les marchés.

$$\text{Étendue}_i = \frac{1}{D} \sum_{t=1}^T \frac{\text{Nombre de symboles négociés}_{i,d}}{\text{MAX}[\text{Nombre de symboles négociés}_{i,t}]} \quad i = [1 - 5]$$

L'étendue de la négociation mesure le nombre de symboles faisant l'objet d'opérations sur un marché. Utilisée avec les autres mesures après les opérations, elle présente l'inconvénient de « pénaliser deux fois » les marchés sur lesquels tous les titres ne sont pas négociés. De par sa nature, la portée de la négociation sera très large dans le cas des bourses (comme la TSX) et plus étroite dans les cas des nouveaux marchés qui doivent se gagner des parts de marché sur les actions moins liquides. Bien qu'elle mesure l'« activité » des marchés, le marché sur lequel ne se négocie que la moitié de tous les symboles est, par définition, pénalisé pour ne pas réunir tous les symboles. Ainsi, prise isolément, l'étendue peut être un précieux indicateur des niveaux d'activité des marchés, mais appliquée concurremment avec d'autres mesures, elle peut conférer un avantage disproportionné aux bourses existantes et aux grands SNP.

L'inconvénient de cette mesure est que le marché qui tente d'afficher une étendue aussi proche que possible de 1 (c'est-à-dire que tous les titres cotés y seraient négociés) pourrait récompenser les participants au marché (en leur offrant des crédits ou des rabais en ouverture de séance) pour être les « premiers » de la séance à négocier un titre donné. De cette façon, les marchés pourraient s'assurer au moins une opération sur chaque titre sans contribuer de façon significative à la liquidité ou à la formation des cours.

- Question 33 :** Compte tenu de l'utilisation prévue de ces mesures après les opérations dans les divers modèles de classement, constituent-elles des moyens raisonnables de mesurer la liquidité des marchés? Devrions-nous envisager d'autres mesures? Veuillez fournir des détails.

Question 34 : Les mesures après les opérations sont-elles appropriées pour les marchés sur lesquels des titres moins liquides sont négociés en majorité? Veuillez décrire les mesures après les opérations qui leur conviendraient.

c. Modèles de classement

Afin de classer les marchés selon leur contribution à la formation des cours, nous avons conçu trois modèles à partir des mesures avant et après les opérations. Bien que nous ayons accordé la même importance aux mesures avant et après les opérations, il s'agit d'une décision arbitraire.

- 1. Agence de traitement de l'information – valeur :** la valeur établie selon le modèle de distribution des revenus appliqué par l'agence de traitement de l'information américaine.

$$\left[\frac{\% \sqrt{\text{Volume}_i} + \% \text{Nombre}_i}{2} \right] * 0,5 + \$\text{Temps}(\text{valeur})_i * 0,5$$

Ce modèle intègre les mesures utilisées par l'agence de traitement de l'information américaine pour distribuer les revenus entre les marchés participants. Les mesures après les opérations sont pondérées également et composées de la part de la racine carrée du volume monétaire et du nombre d'opérations qui revient à chaque marché. La pondération de ces deux mesures prises ensemble est de 50 % de la valeur du modèle.

La mesure avant les opérations utilisée est le pourcentage du temps – dollar coté, pondéré par la valeur. Elle a aussi une pondération de 50 % dans le modèle final. La pondération de ce modèle par la valeur négociée de chaque titre confère plus d'importance aux actions qui font l'objet d'un nombre élevé d'opérations, ce qui récompense davantage les marchés qui fournissent de la liquidité dont la majorité est utilisée.

- 2. Agence de traitement de l'information – pondération égale :** le modèle Agence de traitement de l'information – pondération égale est très similaire au modèle Agence de traitement de l'information – valeur, mais au lieu de pondérer les mesures par la valeur négociée sur chaque marché, il attribue une pondération égale à chaque action négociée sur l'ensemble du marché. L'indice obtenu récompense les marchés qui contribuent à la formation des cours sur tout le spectre des actions négociées.

$$\left[\frac{\% \sqrt{\text{Volume}_i} + \% \text{Nombre}_i}{2} \right] * 0,5 + \$\text{Temps}(\text{égal})_i * 0,5$$

- 3. Modèle 3 :** ce modèle est très différent des deux précédents. Pour l'élément après les opérations, il tient compte de la part du volume négocié, de la part du nombre d'opérations et de la part du volume monétaire de chaque marché. Ces trois éléments ont une pondération égale dans l'indice obtenu. Les mesures avant les opérations prises en compte sont le pourcentage de la séance au meilleur écart et celui au MCAV national. Ces deux éléments après les opérations ont une pondération égale. La moyenne des deux mesures avant et après les opérations est multipliée par l'étendue du marché, et le résultat est pondéré pour chaque marché par le nombre de symboles qui y font l'objet d'opérations. Les mesures avant et après les opérations obtenues sont pondérées de façon égale pour arriver à l'indice final.

$$\left[\frac{\%Volume_i + \%Nombre_i + \% \$Volume_i}{3} \right] * \text{Étendue}_i * 0,5 + \left[\frac{\%Écart_i + \%MCAV_i}{2} \right] * \text{Étendue}_i * 0,5$$

Question 35 : Les modèles de classement décrits sont-ils appropriés pour classer la contribution des marchés à la formation des cours et à la liquidité? Devrions-nous envisager d'autres méthodes de classement? Veuillez fournir des détails.

Question 36 : Laquelle des trois méthodes de classement décrites préférez-vous et pourquoi?

d. Attribution de droits estimatifs ou d'une fourchette de droits estimatifs

Les calculs obtenus au moyen de ces méthodes de classement nous serviraient à établir si les droits exigés par un marché (ou ceux qu'il propose d'exiger) sont proportionnels à sa part de l'activité de négociation. Nous reconnaissons que les méthodes que nous proposons peuvent présenter plusieurs difficultés, notamment l'incapacité d'observer directement la véritable « valeur » que les participants au marché attribuent à ces listes de données et la nécessité d'établir des comparaisons internes ou externes.

Nous avons utilisé les deux méthodes suivantes pour calculer les droits estimatifs ou la fourchette de droits estimatifs pour chaque marché.

- (1) Montant de référence canadien – La première méthode consiste à regrouper les droits relatifs aux données facturés par chaque marché dans un « panier ». Les droits qui en résultent sont considérés comme appropriés pour le marché canadien. Le résultat est redistribué en fonction des trois méthodes de classement, ce qui nous donne six droits estimatifs.

Il est difficile d'utiliser cette mesure parce qu'elle ne fournit pas d'évaluation externe des données sur les titres canadiens. Si tous les droits relatifs aux données de marché sont surévalués au Canada, cette méthode ne procurera pas de mesure neutre de la véritable valeur des

droits facturés par les marchés. Elle indiquera plutôt si les données d'un marché sont facturées au-dessus ou en dessous de la « moyenne ».

- (2) Montant de référence international – La seconde méthode consiste à faire des comparaisons internationales pour obtenir une moyenne des droits relatifs aux données facturées pour 100 millions de dollars négociés. Cette méthode part du principe que la valeur des données des homologues internationaux est relativement comparable à celle des bourses canadiennes et que la valeur de ces données est relative à celle des titres négociés sur les bourses. Le résultat est redistribué en fonction des trois méthodes de classement, ce qui nous donne encore six droits estimatifs. Le choix des bourses incluses dans la comparaison aurait une incidence sur l'établissement de la juste valeur des données canadiennes.

Question 37 : Selon vous, les deux méthodes sont-elles raisonnables pour établir le montant de référence des droits relatifs aux données à appliquer à la méthode d'examen de ces droits?

Question 38 : Quelles autres options devrions-nous envisager pour établir le montant de référence? Veuillez fournir des détails.

Question 39 : À quelle fréquence faudrait-il réviser le montant de référence des droits relatifs aux données pour savoir s'il demeure utile?

Appendice A-3

Comparaison des droits relatifs aux données de marché facturés aux utilisateurs non professionnels

Contexte

Le document sur les droits relatifs aux données indiquait que les données de marché en temps réel sont des données avant opérations et après opérations diffusées immédiatement après la saisie, la modification ou l'annulation de l'ordre ou l'exécution de l'opération. Elles servent aux participants aux marchés pour prendre leurs décisions d'opérations et d'acheminement d'ordres. Les données avant opérations fournissent les détails des ordres saisis sur les marchés et indiquent le cours et le volume associés à chaque ordre. Les données après opérations détaillent les opérations exécutées sur un titre.

De manière générale, les marchés fournissent deux types de listes de données en temps réel. Les données de tête du registre, aussi appelées données de niveau 1 (N1), sont l'information sur la dernière vente d'un titre, le meilleur cours acheteur et vendeur, et le volume total de l'offre et de la demande à ces cours. Les données de profondeur du registre, aussi appelées données de niveau 2 (N2), sont l'information sur tous les ordres visibles sur un marché donné (cours et volume) et toutes les opérations.

Les marchés pratiquent des tarifs différents selon que l'utilisateur des listes de données N1 ou N2 est professionnel ou non. Il s'agit des droits d'abonnement. En général, les utilisateurs professionnels sont des personnes physiques et des organisations qui utilisent les données de marché à des fins commerciales (par exemple, les courtiers et leur personnel). Les utilisateurs non professionnels sont des personnes physiques qui se servent des données à des fins personnelles.

En ce qui concerne les droits facturés pour chaque liste de données et type d'utilisateur, les données N2 coûtent généralement plus cher que les données N1, et les données pour les utilisateurs professionnels plus cher que celles pour les utilisateurs non professionnels. En outre, au Canada, les droits facturés pour les titres inscrits à la cote de la TSX sont généralement plus élevés que ceux facturés pour les titres inscrits à la cote de la Bourse de croissance TSX, tant pour les données N1 que pour les données N2.

Au Canada et à l'étranger, les droits diffèrent également entre les marchés selon la façon dont ils sont facturés. En général, le tarif de la liste la plus chère inclut celui de la

moins chère si l'abonnement comprend les deux (N1 et N2). Toutefois, on trouve certaines exceptions à la règle au Canada¹.

On trouvera ci-après une comparaison des droits facturés aux abonnés non professionnels et aux abonnés professionnels par les marchés de titres de capitaux propres au Canada, avec certaines données comparables internationales.

A. Comparaison des frais facturés aux utilisateurs non professionnels et professionnels

1. Canada

Produits de données par marché d'inscription	Non professionnels	Professionnels	Non professionnels en % des professionnels
Titres sur la TSX			
TSX TL1	6,00 \$	30,00 \$	20,00 %
TSX TL2 MarketBook	36,00 \$	80,00 \$	45,00 %
Chi-X N1	- \$	12,00 \$	0,00 %
Chi-X N2	- \$	30,00 \$	0,00 %
CX2 N1	- \$	- \$	0,00 %
CX2 N2	- \$	- \$	0,00 %
Alpha N1	3,00 \$	15,00 \$	20,00 %
Alpha N2 MarketBook	18,00 \$	48,00 \$	37,50 %
Omega N1 (TSX, Bourse de croissance TSX et CSE)	2,85 \$	2,85 \$	100,00 %
Omega N2 (TSX, Bourse de croissance TSX et CSE)	2,85 \$	2,85 \$	100,00 %
Lynx N1 (TSX et Bourse de croissance TSX)	- \$	- \$	0,00 %
Lynx N2 (TSX et Bourse de croissance TSX)	- \$	- \$	0,00 %
CSE – N1 – tous (dont CSE)	2,40 \$	12,00 \$	20,00 %
CSE – N2 – tous (dont CSE)	20,40 \$	30,00 \$	68,00 %
Titres sur la Bourse de croissance TSX			
Bourse de croissance TSX	6,00 \$	25,00 \$	24,00 %

¹ La TSX et la Bourse de croissance TSX facturent les données N1 et N2 si l'utilisateur achète les données N2. Omega facture ses données N1 et applique un congé de droits à ses données N2. Autrement dit, quiconque achète les données N2 paie les droits des données N1.

CL1			
TSX TL2 MarketBook	30,00 \$	51,00 \$	58,82 %
Chi-X N1	- \$	5,25 \$	0,00 %
Chi-X N2	- \$	10,00 \$	0,00 %
CX2 N1	- \$	- \$	0,00 %
CX2 N2	- \$	- \$	0,00 %
Alpha N1	1,50 \$	7,50 \$	20,00 %
Alpha N2 MarketBook	9,00 \$	24,50 \$	36,73 %
CSE N1 et N2 (titres sur CSE uniquement)	2,00 \$	10,00 \$	20,00 %

2. États-Unis

États-Unis – « Tapes »	Non professionnels	Professionnels	Non professionnels en % des professionnels
CTA - Tape A - N1 (grand utilisateur)	1,00 \$	20,00 \$	5,0 %
CTA - Tape A - N1 (petit utilisateur)	1,00 \$	50,00 \$	2,0 %
CTA - Tape B - N1	1,00 \$	24,00 \$	4,2 %
UTP - Tape C - N1	1,00 \$	23,00 \$	4,3 %
Total (y compris Tape A petit utilisateur)	3,00 \$	97,00 \$	3,1 %
Total (y compris Tape A grand utilisateur)	3,00 \$	67,00 \$	4,5 %

3. International

Produits de données par marché	Non professionnels	Professionnels	Non professionnels en % des professionnels
BATS / Chi-X Europe - N1	- £	20,00 £	0,0 %
BATS / Chi-X Europe - N2	- £	45,00 £	0,0 %
LSE - Membre - N1 (catégorie inférieure - non professionnels)	4,10 £	28,70 £	14,3 %
LSE - Membre - N1 (catégorie supérieure - non professionnels)	0,20 £	28,70 £	0,7 %

professionnels)			
LSE - Membre - N2	6,00 £	105,00 £	5,7 %
LSE – Non membre - N1 (catégorie inférieure - non professionnels)	4,10 £	40,00 £	10,3 %
LSE – Non membre - N1 (catégorie supérieure - non professionnels)	0,20 £	40,00 £	0,5 %
LSE – Non membre - N2	6,00 £	157,50 £	3,8 %
Borsa Italia - N1 (catégorie inférieure - non professionnels)	0,42 €	12,60 €	3,3 %
Borsa Italia - N1 (catégorie supérieure - non professionnels)	0,32 €	12,60 €	2,5 %
Borsa Italia - N2	1,25 €	42,00 €	3,0 %
NASDAQ OMX Nordic - N1	1,00 €	29,00 €	3,4 %
NASDAQ OMX Nordic - Totalview	10,00 €	74,00 €	13,5 %
NYSE Euronext European - N1	1,00 \$	61,00 \$	1,6 %
NYSE Euronext European - N2	1,00 \$	86,00 \$	1,2 %
ASX Total - N2	25,00 \$	55,00 \$	45,5 %
BM&F BOVESPA (liste BOVESPA) - N2	1,50 BRL	90,00 BRL	1,7 %

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 23-101 SUR LES RÈGLES DE NÉGOCIATION

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, art. 331.1, par. 1°, 2°, 8°, 32°, 32.0.1° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 23-101 sur les règles de négociation est modifié :

1° par le remplacement, dans la définition de l'expression « fonctionnalité automatisée », des mots « fonctionnalité automatisée » par les mots « fonctionnalité de négociation automatisée »;

2° par le remplacement du paragraphe *a* de la définition de l'expression « offre d'achat protégée » par le suivant :

« *a*) elle est affichée sur un marché qui fournit la fonctionnalité de négociation automatisée et qui remplit l'une des conditions suivantes :

i) il atteint ou dépasse le seuil de part de marché fixé pour l'application de la présente définition par l'agent responsable ou, au Québec, par l'autorité en valeurs mobilières;

ii) il n'atteint pas le seuil de part de marché visé au sous-paragraphe *i* et ne le dépasse pas si les conditions suivantes sont réunies :

A) le marché est une bourse reconnue;

B) l'offre concerne un titre inscrit à la cote de cette bourse ou négocié sur celle-ci; »;

3° par le remplacement du paragraphe *a* de la définition de l'expression « offre de vente protégée » par le suivant :

« *a*) elle est affichée sur un marché qui fournit la fonctionnalité de négociation automatisée et qui remplit l'une des conditions suivantes :

i) il atteint ou dépasse le seuil de part de marché fixé pour l'application de la présente définition par l'agent responsable ou, au Québec, par l'autorité en valeurs mobilières;

ii) il n'atteint pas le seuil de part de marché visé au sous-paragraphe *i* et ne le dépasse pas si les conditions suivantes sont réunies :

A) le marché est une bourse reconnue;

B) l'offre concerne un titre inscrit à la cote de cette bourse ou négocié sur celle-ci; »;

4° par le remplacement de la définition de l'expression « ordre à traitement imposé » par la suivante :

« « ordre à traitement imposé » : tout ordre d'achat ou de vente d'un titre coté, à l'exception d'une option, qui remplit les conditions suivantes :

a) lorsqu'il est saisi sur un marché ou acheminé à un marché, l'une des situations suivantes s'applique :

i) il est immédiatement exécuté contre un ordre affiché, et toute tranche non exécutée est inscrite dans un registre ou annulée;

- ii)* il est immédiatement inscrit dans un registre;
- b)* il est désigné comme ordre à traitement imposé;
- c)* il est saisi sur un marché ou acheminé à un marché pour être exécuté contre un ordre affichant le meilleur cours ou, en même temps qu'un ou plusieurs autres ordres saisis sur un ou plusieurs marchés ou acheminés à un ou plusieurs marchés, au besoin, pour être exécuté contre tout ordre protégé à un meilleur cours que l'ordre saisi ou acheminé visé au paragraphe *a*; ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 4.3, du suivant :

« 4.4. Communication des politiques des courtiers en matière de meilleure exécution

- 1) Le courtier communique les renseignements suivants par écrit à ses clients :
 - a)* la description de l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 4.2;
 - b)* la description des facteurs dont il tient compte pour remplir l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 4.2;
 - c)* la description des pratiques qu'il adopte en matière de traitement et d'acheminement des ordres pour remplir l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 4.2 relativement aux ordres portant sur des titres cotés, à l'exception des options, notamment :
 - i)* le nom de tout marché et chaque type d'intermédiaire auxquels il pourrait acheminer des ordres aux fins de traitement ou d'exécution;
 - ii)* les circonstances dans lesquelles il pourrait acheminer les ordres à un marché ou à un intermédiaire visé dans l'information fournie conformément à la disposition *i*;
 - iii)* la nature de tout droit de propriété qu'il détient ou qu'une entité du même groupe détient sur un marché ou un intermédiaire visé dans l'information fournie conformément à la disposition *i* ou de toute disposition prise avec eux;
 - iv)* dans le cas où les ordres peuvent être acheminés à un intermédiaire visé dans l'information fournie conformément à la disposition *i* en vertu d'une relation contractuelle, les éléments suivants :
 - A) une déclaration selon laquelle les ordres seront assujettis aux pratiques de l'intermédiaire en matière de traitement et d'acheminement;
 - B) une déclaration selon laquelle le courtier a examiné les pratiques de l'intermédiaire en matière de traitement et d'acheminement et est convaincu qu'elles faciliteront la meilleure exécution;
 - C) la description des pratiques de l'intermédiaire en matière de traitement et d'acheminement ou des indications précises sur l'endroit où on peut la trouver;
 - v)* une déclaration selon laquelle, le cas échéant, des frais, des paiements ou une rémunération sont versés au courtier relativement aux ordres acheminés à tout marché ou intermédiaire visé dans l'information fournie conformément à la disposition *i* ou aux opérations qui en résultent ainsi que la description des circonstances dans lesquelles les coûts associés à ces frais, à ces paiements ou à cette rémunération sont transférés au client.
- 2) Le courtier fournit les renseignements visés au paragraphe 1 à chaque catégorie ou type de client pour lequel les facteurs et les pratiques en matière de traitement et d'acheminement visés aux sous-paragraphes *b* et *c* du paragraphe 1 diffèrent sensiblement de ceux de toute autre catégorie ou de tout autre type de client ou de l'ensemble des clients.

3) Le courtier indique expressément ce qui suit dans les renseignements fournis en vertu du présent article :

- a) la catégorie ou le type de client concerné;
- b) la catégorie ou le type de titres concernés;
- c) la date des dernières modifications apportées aux renseignements conformément au paragraphe 5.

4) Le courtier fait ce qui suit :

- a) il met les renseignements visés au présent article à la disposition du public sur son site Web;
- b) il indique clairement aux clients l'emplacement des renseignements sur son site Web;
- c) s'il ne dispose pas d'un site Web pour se conformer aux sous-paragraphes *a* et *b*, il transmet aux clients les renseignements visés au présent article dans les délais suivants :
 - i) à l'ouverture du compte;
 - ii) dans le cas des clients qui ont déjà un compte auprès de lui à l'entrée en vigueur du présent article, au plus tard le 90^e jour après cette date.

5) Le courtier qui fournit des renseignements en vertu du présent article fait ce qui suit :

- a) il révisé les renseignements à une fréquence raisonnable dans les circonstances;
- b) à l'issue de la révision visée au sous-paragraphe *a*, il met les renseignements à jour rapidement pour rendre compte de ses pratiques courantes.

6) Le courtier qui modifie les renseignements qu'il est tenu de fournir en vertu du présent article fait ce qui suit :

- a) pour l'application du sous-paragraphe *a* du paragraphe 4, il indique la modification sur son site Web et l'y conserve pendant 6 mois;
- b) pour l'application du sous-paragraphe *c* du paragraphe 4, il transmet la modification aux clients au plus tard le 90^e jour suivant la révision et la mise à jour visées au paragraphe 5. ».

3. L'article 6.3 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « et achemine un ordre vers un autre marché » par les mots « ou achemine l'ordre aux fins d'exécution ».

2° par l'insertion, dans le paragraphe 3 et après les mots « qu'un marché », des mots « affichant un ordre protégé ».

4. L'article 6.5 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 6.5. Les ordres figés ou croisés

Aucun participant au marché ni aucun marché qui achemine des ordres ou en modifie le cours ne peut intentionnellement saisir aux cours suivants un ordre affiché sur un marché qui est assujéti à l'article 7.1 du Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché :

a) dans le cas d'un ordre d'achat, à un cours égal ou supérieur à la meilleure offre de vente protégée;

b) dans le cas d'un ordre de vente, à un cours égal ou inférieur à la meilleure offre d'achat protégée. ».

5. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 6.6, du suivant :

« 6.6.1. Les frais de négociation

1) Pour l'application du présent article, l'expression « fonds négocié en bourse » s'entend d'un organisme de placement collectif dont les parts remplissent les conditions suivantes :

a) ce sont des titres inscrits à la cote ou cotés ;

b) elles font l'objet d'un placement permanent conformément à la législation en valeurs mobilières applicable.

2) Aucun marché assujéti à l'article 7.1 du Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché ne peut exiger de frais plus élevés que les suivants pour l'exécution d'un ordre saisi aux fins d'exécution contre un ordre affiché sur ce marché :

a) 0,0030 \$ par titre de capitaux propres ou part de fonds négocié en bourse dont le cours est supérieur ou égal à 1 \$;

b) 0,0004 \$ par titre de capitaux propres ou part de fonds négocié en bourse dont le cours est inférieur à 1 \$. ».

6. L'article 6.7 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « ordre à un meilleur cours sur un marché » par les mots « ordre protégé à un meilleur cours ».

7. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 23-101 SUR LES RÈGLES DE NÉGOCIATION

PARTIE 1 INTRODUCTION

~~1-1~~1.1. Introduction

La présente instruction générale a pour objet de présenter ~~les vues~~le point de vue des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur diverses questions relatives au *Règlement 23-101 sur les règles de négociation* (le « règlement »), notamment :

- a) l'analyse de l'optique générale que les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont adoptée pour formuler le règlement, et de l'objet général de celui-ci;
- b) l'interprétation de divers termes et dispositions du règlement.

~~1-2~~1.2. Les principes de négociation justes et équitables

Le règlement traite de pratiques de négociation précises, mais en règle générale, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières attendent des participants au marché qu'ils traitent de manière ouverte et loyale, selon des principes de négociation justes et équitables.

PARTIE 1.1 DÉFINITIONS

~~1-1-1~~1.1.1. Définition de « meilleure exécution »

1) Dans le règlement, la meilleure exécution s'entend des « conditions d'exécution les plus avantageuses pouvant être raisonnablement obtenues dans les circonstances ». Pour obtenir la meilleure exécution, le courtier ou le conseiller peut tenir compte de divers éléments, dont les suivants :

- a) le cours;
- b) la rapidité d'exécution;
- c) la certitude de l'exécution;
- d) le coût global de la transaction.

Ces quatre éléments généraux englobent des facteurs plus précis, tels que la taille des ordres, la fiabilité des cotes, la liquidité, l'incidence sur le marché (c'est-à-dire la fluctuation du cours qui découle de l'exécution d'un ordre) et le coût de renonciation (c'est-à-dire l'occasion manquée d'obtenir un meilleur cours lorsqu'un ordre n'a pas été exécuté au moment le plus avantageux). Le coût global de la transaction est censé comprendre, selon le cas, tous les coûts associés à l'accès à un ordre ou à l'exécution d'une opération qui sont à la charge du client, y compris les frais découlant de la négociation des titres sur un marché en particulier, les frais de jockey (c'est-à-dire tous frais versés par un courtier à un autre pour accéder aux négociations) et les coûts de règlement. Les courtages exigés par un courtier feraient également partie du coût de la transaction.

2) Les éléments entrant dans la détermination des « conditions d'exécution les plus avantageuses pouvant être raisonnablement obtenues » (soit la « meilleure exécution ») et leur poids relatif varient selon les instructions et les besoins du client, le titre concerné et les conditions existantes du marché, et selon que le courtier ou le conseiller doit s'acquitter ou non de l'obligation de meilleure exécution dans les circonstances. Se reporter à l'exposé détaillé présenté à la partie 4 ci-après.

1.1.2. Définition de « fonctionnalité de négociation automatisée »

L'article ~~1-1~~1.1 du règlement prévoit une définition de l'expression « fonctionnalité de négociation automatisée », qui s'entend de la capacité de faire ce qui suit :

- 1) donner suite à un ordre entrant;
- 2) répondre à l'auteur de l'ordre;~~et~~
- 3) mettre l'ordre à jour en transmettant de l'information à une agence de traitement de l'information ou à un fournisseur d'information.

Cette fonctionnalité permet d'exécuter immédiatement et automatiquement tout ordre entrant jusqu'à concurrence de la taille affichée et d'annuler immédiatement et automatiquement la tranche non exécutée de cet ordre sans l'inscrire dans le registre ni l'acheminer ailleurs. Elle ne nécessite aucune intervention humaine dans le traitement des ordres reçus. Le marché pourvu de cette fonctionnalité devrait disposer de systèmes, de politiques et de procédures appropriés pour traiter les ordres "« exécuter sinon annuler »".

1.1.3. Définition d'"« ordre protégé »"

1) Selon la définition, un ordre protégé est "« une offre d'achat protégée ou une offre de vente protégée ~~« Ces offres sont des ordres »~~. Une « offre d'achat protégée » ou une « offre de vente protégée » correspond à une offre d'achat ou de vente visant un titre coté, à l'exception d'une option, qui ~~sont affichés~~est affichée sur un marché fournissant la fonctionnalité de négociation automatisée et sur lesquels pour laquelle de l'information la concernant est fournie à une agence de traitement de l'information ou à un fournisseur d'information, selon le cas, conformément à la partie 7 du Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché. Une « offre d'achat protégée » ou une « offre de vente protégée » correspond également à une offre affichée sur un marché qui atteint ou dépasse le seuil de part de marché fixé par l'agent responsable ou, au Québec, par l'autorité en valeurs mobilières ou à une offre affichée sur une bourse reconnue qui n'atteint pas le seuil de part de marché et qui vise un titre inscrit à la cote de cette bourse et négocié sur celle-ci."

2) L'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières appliquera le seuil de façon périodique afin de déterminer les marchés, notamment leurs marchés ou leurs mécanismes, qui atteignent ou dépassent le seuil de part de marché pour l'application de la définition des expressions « offre d'achat protégée » ou « offre de vente protégée ». Le seuil de part de marché sera appliqué au niveau de leurs marchés ou mécanismes lorsque ces marchés se composent de plusieurs registres visibles d'enchères en continu, et ne sera pas calculé pour l'ensemble de leurs marchés ou mécanismes. La liste des marchés qui atteignent ou dépassent ce seuil sera publiée sur le site Web des autorités en valeurs mobilières du Canada et celui du fournisseur de services de réglementation afin que les participants au marché puissent connaître facilement les marchés sur lesquels les ordres affichés sont des ordres protégés conformément au sous-paragraphe i du paragraphe a de la définition des expressions « offre d'achat protégée » et « offre de vente protégée ». Une liste à jour sera publiée après chaque évaluation périodique visant à déterminer les marchés qui atteignent ou dépassent le seuil de part de marché, et les participants disposeront d'un délai suffisant avant la date de prise d'effet de la liste publiée pour apporter les changements aux processus opérationnels qui pourraient s'avérer nécessaires.

3) Conformément au sous-paragraphe ii du paragraphe a de la définition des expressions « offre d'achat protégée » et « offre de vente protégée », un ordre protégé correspond également à un ordre affiché sur un marché qui n'a pas atteint le seuil de part de marché lorsque le marché est une bourse reconnue et que l'offre affichée concerne un titre inscrit à la cote de cette bourse et négocié sur celle-ci. La liste publiée comprendra également le nom de ces bourses.

4) Les critères relatifs au seuil de part de marché, notamment les détails de la période visée par le calcul ainsi que la date de prise d'effet et la durée des listes publiées, seront également mis à la disposition du public. L'application de ces critères sera surveillée et révisée, et des modifications seront apportées au besoin. Un préavis concernant tout changement apporté à ces critères sera publié.

5) La mention "« affichée sur un marché »" s'applique à l'information sur le volume total déclaré sur un marché. Les volumes qui ne sont pas déclarés, qui constituent une "« réserve »" ou qui sont cachés ne sont pas considérés comme affichés sur un marché. L'ordre doit être fourni de façon à permettre aux autres marchés et participants au marché

d'accéder facilement à l'information et de la verser dans leurs systèmes ou mécanismes d'acheminement des ordres.

26) Le paragraphe 3 de l'article 5.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché* indique que les ordres qui ne sont pas immédiatement exécutables ou sont assortis de conditions particulières ne sont pas considérés comme des « ordres » devant être fournis à une agence de traitement de l'information ou à un fournisseur d'information conformément à la partie 7 du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*. Par conséquent, ils ne sont pas considérés comme des « ordres protégés » au sens du règlement et ne bénéficient pas de la protection des ordres. Toutefois, ceux qui exécutent des ordres contre ces types d'ordres sont tenus de les exécuter d'abord contre tous les ordres protégés ayant un meilleur cours. En outre, l'obligation de protection des ordres s'applique aux ordres assortis de conditions particulières saisis sur un marché, s'il est possible de les exécuter contre des ordres protégés existants malgré les conditions en question.

1.1.4. Définition d'« ordre à cours calculé »

Un « ordre à cours calculé » s'entend de tout ordre dont le cours n'est pas connu au moment de la saisie de l'ordre et n'est pas fondé, directement ou indirectement, sur le cours d'un titre coté au moment où l'engagement d'exécuter l'ordre a été pris. Les ordres visés sont les suivants :

- a) l'ordre au cours du marché, dont le cours est calculé par le système de négociation du marché au moment fixé par ce dernier;
- b) l'ordre au premier cours, dont le cours est le cours d'ouverture déterminé par le marché selon sa propre formule;
- c) l'ordre au dernier cours, qui est exécuté au cours de clôture sur un marché donné, mais saisi avant que ce cours ne soit connu;
- d) l'ordre au cours moyen pondéré en fonction du volume, dont le cours est fixé selon une formule qui mesure le cours moyen sur un ou plusieurs marchés;
- e) l'ordre de base, dont le cours est fonction des cours auxquels une ou plusieurs opérations sur dérivés ont été effectuées sur un marché; ce type d'ordre doit être approuvé par un fournisseur de services de réglementation, ou encore par une bourse surveillant la conduite de ses membres ou un système de cotation et de déclaration d'opérations surveillant celle de ses utilisateurs.

1.1.5. Définition d'« ordre à traitement imposé »

1) L'ordre à traitement imposé informe le marché destinataire qu'il peut donner immédiatement suite à l'action indiquée par le marché ou le participant au marché ayant transmis l'ordre et que l'auteur de l'ordre respecte l'obligation de protection des ordres. Un marché ou un participant au marché peut désigner un ordre à traitement imposé par le sigle OTI. L'auteur de l'ordre peut ajouter des identificateurs donnant au marché les instructions suivantes :

- a) exécuter l'ordre et annuler toute tranche non exécutée au moyen d'un identificateur « exécuter sinon annuler »;
- b) exécuter l'ordre et inscrire dans le registre toute tranche non exécutée;
- c) inscrire l'ordre dans le registre comme ordre passif en attente d'exécution;
- d) éviter l'interaction avec la liquidité cachée au moyen d'un identificateur de contournement, au sens des Règles universelles d'intégrité du marché de l'OCRCVM.

La définition prévoit que plusieurs ordres à traitement imposé peuvent être acheminés simultanément pour exécution contre tout ordre protégé ayant un meilleur cours. En outre, les marchés ou les participants au marché peuvent n'envoyer qu'un seul ordre à traitement imposé pour exécution contre la meilleure offre d'achat protégée ou la

meilleure offre de vente protégée. Le marché qui reçoit un ordre à traitement imposé peut exécuter les instructions de l'auteur sans vérifier si d'autres marchés affichent des ordres protégés avec un meilleur cours ni appliquer ses politiques et procédures pour empêcher raisonnablement les transactions hors cours.

2) Que la saisie d'un ordre à traitement imposé soit accompagnée ou non d'un identificateur de contournement, son auteur doit éliminer/exécuter tous les ordres protégés visibles à un meilleur cours avant d'exécuter l'ordre à un cours inférieur. Par exemple, si un marché ou un participant au marché associe un identificateur de contournement à un ordre à traitement imposé pour éviter l'exécution contre la liquidité cachée, l'ordre est assujéti à des obligations de protection des ordres relativement à la liquidité protégée visible. Si un ordre à traitement imposé interagit avec la liquidité cachée, l'obligation d'éliminer/exécuter tous les ordres protégés visibles à un meilleur cours avant d'exécuter l'ordre à un dont le cours est inférieur à la meilleure offre d'achat ou de vente protégée s'applique encore.

1.1.6. Définition d'« ordre non standard »

L'expression « **ordre non standard** » s'entend de tout ordre d'achat ou de vente d'un titre qui est assorti de conditions de règlement n'ayant pas été établies par le marché à la cote duquel le titre est inscrit ou sur lequel il est coté. Le participant au marché ne peut cependant ajouter aucune condition de règlement à un ordre à la seule fin d'en faire un ordre non standard au sens de la définition.

1.1.7. Définition de « transaction hors cours »

Cette définition ne s'applique qu'à une opération exécutée à un cours qui est inférieur à la meilleure offre d'achat ou de vente protégée, sans égard au fait qu'elle soit exécutée sur un marché qui affiche ou non des ordres protégés. Ainsi, une opération exécutée contre un ordre affiché sur un SNP qui n'atteint pas le seuil de part de marché à un cours inférieur à l'ordre protégé doté du meilleur cours constitue une transaction hors cours. Tel n'est pas le cas si elle est exécutée contre un ordre protégé doté du meilleur cours, même s'il existe un ordre doté d'un meilleur cours affiché sur un SNP qui n'atteint pas le seuil de part de marché.

PARTIE 2 LE CHAMP D'APPLICATION ~~DE~~ DU RÈGLEMENT

~~2.1.2.1.~~ Le champ d'application du règlement

Selon l'article 2.1 du règlement, une personne est dispensée de l'application du paragraphe 1) de l'article 3.1 et des parties 4 et 5 du règlement dès lors qu'elle se conforme à des règles similaires établies par une bourse reconnue qui, directement, surveille la conduite de ses membres et prend les mesures d'application des règles établies conformément au paragraphe 1) de l'article 7.1 du règlement, par un système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations qui, directement, surveille la conduite de ses adhérents et prend les mesures d'application des règles établies conformément au paragraphe 1) de l'article 7.3 du règlement, ou par un fournisseur de services de réglementation. Les règles sont déposées par la bourse reconnue, le système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations ou le fournisseur de services de réglementation et approuvés par l'autorité en valeurs mobilières. Si une personne ne se conforme pas aux exigences de la bourse reconnue, du système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations ou du fournisseur de services de réglementation, la dispense ne s'applique pas et la personne est assujéti au paragraphe 1) de l'article 3.1 et aux parties 4 et 5 du règlement. La dispense du paragraphe 1 de l'article 3.1 ne s'applique pas en Alberta, en Colombie-Britannique, en Ontario, au Québec ni en Saskatchewan, et les dispositions pertinentes de la législation en valeurs mobilières s'appliquent.

PARTIE 3 LA MANIPULATION ET LA FRAUDE

~~3.1.3.1.~~ La manipulation et la fraude

1) Le paragraphe 1) de l'article 3.1 du règlement interdit la manipulation et les opérations trompeuses, car elles peuvent créer une activité de négociation et des cours trompeurs qui nuisent aux investisseurs et à l'intégrité du marché.

2) Le paragraphe 2 de l'article 3.1 du règlement prévoit que, nonobstant le paragraphe 1 de cet article, les dispositions du *Securities Act* de l'Alberta, du *Securities Act* de la Colombie-Britannique, de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario, de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec, et du *The Securities Act*, 1988 de la Saskatchewan, respectivement, visant la manipulation et la fraude s'appliquent dans chacun de ces territoires.

3) Pour l'application du paragraphe 1) de l'article 3.1 du règlement, sans limiter la portée générale de ces dispositions, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, en fonction des circonstances, estimeraient normalement que les activités suivantes entraînent ou créent une apparence trompeuse d'activité de négociation, ou un cours artificiel, à l'égard d'un titre, ou y contribuent :

a) exécuter des opérations sur un titre qui n'entraînent pas de changement de propriétaire véritable. Cela comprend des activités comme les opérations fictives (« wash-trading »);

b) effectuer des opérations ayant pour effet de faire monter ou baisser, ou de maintenir, artificiellement le cours du titre. On trouve dans cette catégorie l'achat de titres ou des offres d'achat de titres à des prix de plus en plus hauts, ou la vente ou des offres de vente à des prix de plus en plus bas, ou la passation d'un ou plusieurs ordres d'achat ou de vente visant :

i) à établir un cours ou une cotation prédéterminée;

ii) à réaliser un cours de clôture bas ou haut ou une cotation de fermeture basse ou haute;

iii) à maintenir le cours, le cours acheteur ou le cours vendeur dans une fourchette prédéterminée;

c) passer un ou plusieurs ordres dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils créent une impression artificielle de participation des investisseurs au marché. Par exemple, la passation d'un ordre d'achat ou de vente d'un titre alors qu'on sait qu'un ordre de vente ou d'achat, respectivement, d'à peu près la même taille, à peu près au même moment et à peu près au même prix a été ou sera passé par les mêmes personnes ou des personnes différentes;

d) exécuter des opérations arrangées d'avance qui ont pour effet de créer une apparence trompeuse de marché actif ou d'écarter indûment les autres participants au marché;

e) effectuer une opération dont le but est de reporter le paiement du titre négocié;

f) passer un ordre d'achat ou de vente d'un titre sans avoir la capacité et l'intention :

i) d'effectuer le paiement nécessaire au règlement correct de l'opération, s'il s'agit d'un achat;

ii) de livrer les titres nécessaires au règlement correct de l'opération, s'il s'agit d'une vente.

On trouve notamment dans cette catégorie le resquillage (« free riding »), le tirage à découvert (« kiting » ou « debit kiting »), qui consiste pour une personne à éviter de payer ou de livrer des titres en règlement d'une opération;

g) exécuter une opération ou une manœuvre ou se livrer à une pratique qui entrave indûment le jeu normal de l'offre et de la demande d'un titre ou qui limite ou réduit

artificiellement le flottant d'un titre d'une manière dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle entraîne la fixation d'un cours artificiel;

h) se livrer à toute manipulation au moyen de négociations visant à accroître la valeur d'une position sur dérivés;

i) entrer une série d'ordres sur un titre alors qu'on n'a pas l'intention de les exécuter.

4) Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ne considèrent pas que des activités de stabilisation du marché effectuées à l'occasion d'un placement contreviennent au paragraphe 1) de l'article 3.1 du règlement, si elles se font conformément aux règles du marché où se négocient les titres ou aux dispositions de la législation en valeurs mobilières qui permettent la stabilisation du marché à l'occasion d'un placement.

5) L'article 3.1 du règlement s'applique aux opérations tant sur le marché que hors marché. Pour établir si une opération crée une apparence trompeuse d'activité de négociation à l'égard d'un titre, un cours artificiel ou si elle y contribue, il peut être pertinent de savoir si elle a lieu sur le marché ou hors marché. Ainsi, un transfert de titres à une société de portefeuille qui s'effectue de bonne foi hors marché ne constitue pas, en règle générale, une contravention à l'article 3.1, même s'il s'agit d'un transfert sans changement de propriétaire véritable.

6) Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières sont d'avis que l'article 3.1 du règlement ne fait pas naître de droit privé d'action.

7) Selon les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, l'article 3.1 du règlement couvre la tentative de créer une apparence trompeuse de négociations sur un titre ou un cours artificiel sur un titre, ou une tentative de commettre une fraude.

PARTIE 4 LA MEILLEURE EXÉCUTION

4.1.1. La meilleure exécution

1) L'obligation de meilleure exécution prévue à la partie 4 du règlement ne s'applique pas au SNP qui est inscrit comme courtier, sous réserve qu'il exerce ses activités à titre de marché et que son traitement des ordres des clients se limite à les accepter pour exécution dans le système. L'obligation de meilleure exécution s'applique toutefois au SNP qui agit à titre de mandataire du client.

2) L'article 4.2 du règlement exige que le courtier ou le conseiller qui agit pour le compte d'un client fasse des efforts raisonnables pour réaliser la meilleure exécution (les conditions d'exécution les plus avantageuses pouvant être raisonnablement obtenues dans les circonstances). Cette obligation s'applique pour tous les titres.

3) ~~Bien que ce Ce~~ qui constitue la « meilleure exécution » ~~dépend des circonstances~~ dépend des circonstances et s'évalue selon le critère des « efforts raisonnables », qui n'exige pas la meilleure exécution pour chaque ordre. Pour respecter le critère des « efforts raisonnables », le courtier ou le conseiller devrait, ~~pour s'acquitter de son obligation de faire des « efforts raisonnables »~~, pouvoir démontrer qu'il a mis en place et respecté des politiques et procédures i) l'obligeant à suivre les instructions du client et les objectifs fixés et ii) établissant ~~un~~ le processus qu'il a conçu pour réaliser ~~atteindre~~ l'objectif de la meilleure exécution. Les politiques et procédures devraient fixer la méthode par laquelle le courtier ou le conseiller détermine s'il a obtenu la meilleure exécution et devraient faire l'objet d'une révision régulière et rigoureuse. Les politiques définissant les obligations du courtier ou du conseiller sont fonction de son rôle dans l'exécution des ordres. Par exemple, dans ses efforts raisonnables pour réaliser la meilleure exécution, le courtier devrait tenir compte des instructions du client et de certains facteurs, dont les objectifs de placement du client et sa propre connaissance des marchés et des structures de négociation. Le conseiller devrait lui aussi prendre certains facteurs en considération, notamment l'évaluation des exigences ou des objectifs de placement du client, la sélection des courtiers et des marchés appropriés ainsi que le contrôle régulier des résultats. De plus, les facteurs propres aux

courtiers pourraient également s'appliquer au conseiller qui accède directement à un marché.

4) Lorsque des titres inscrits à la cote d'une bourse canadienne ou cotés sur un système canadien de cotation et de déclaration d'opérations sont intercotés au Canada ou sur une bourse étrangère ou un système étranger de cotation et de déclaration d'opérations, le courtier devrait, dans ses efforts raisonnables pour réaliser la meilleure exécution, évaluer s'il convient de tenir compte de tous les marchés à la cote desquels les titres sont inscrits ou sur lesquels ils sont cotés et du lieu de négociation des titres, tant au Canada qu'à l'étranger.

5) Pour s'acquitter de son obligation de meilleure exécution lorsqu'un titre se négocie sur plusieurs marchés au Canada, le courtier devrait prendre en considération l'information provenant de tous les marchés appropriés, ~~(et pas seulement des marchés auxquels il participe)~~. Il ne s'ensuit pas que le courtier doive avoir accès aux listes de données transmises en temps réel par chaque marché. Cependant, ses politiques et procédures en matière de meilleure exécution devraient inclure ~~l'information relative aux ordres ou aux opérations exécutés sur tous~~ un processus d'appréciation de l'activité sur les marchés appropriés ainsi ~~que l'obligation d'évaluer l'opportunité, selon les circonstances, qu'une évaluation de la nécessité~~ de prendre ~~les~~ des dispositions ~~nécessaires~~ pour accéder aux ordres ~~sur un marché auquel il n'a pas accès~~. Ces dispositions peuvent notamment consister à conclure une entente avec un autre courtier participant à un marché particulier ~~ou à acheminer un ordre vers un marché particulier~~.

6) Dans l'évaluation de la nécessité de prendre des dispositions pour accéder aux ordres sur un marché auquel il n'a pas accès, le courtier devrait tenir compte de la façon dont la décision d'accéder ou non à ces ordres aura une incidence sur sa capacité à réaliser la meilleure exécution pour ses clients, en fonction de leurs objectifs et besoins. Il devrait décider s'il doit accéder aux marchés qui n'offrent pas de transparence des ordres avant les opérations ainsi qu'à ceux qui affichent des ordres qui ne sont pas des ordres protégés. On s'attend à ce que les politiques et procédures documentées en matière de meilleure exécution indiquent les motifs de la décision d'accéder ou non aux marchés concernés et ces motifs devront être évalués au moins une fois par an pour déterminer s'ils sont toujours raisonnables, voire plus souvent, au besoin, selon l'évolution de l'environnement de négociation et de la structure du marché. Cet examen pourrait nécessiter une analyse des données historiques relatives à l'ordre et à l'activité de négociation sur les marchés auxquels le courtier n'a pas accès. Selon nous, les facteurs à prendre en compte dans cette analyse devraient comprendre la fréquence à laquelle des ordres ayant un meilleur cours sont disponibles sur un marché, la taille et la profondeur des cotations, les volumes négociés, l'impact potentiel sur le marché dans son ensemble et la part de marché (en tenant compte des types et des catégories de titres négociés par les clients, de façon générale).

~~67)~~ Dans le cas des titres cotés à l'étranger qui se négocient sur un marché au Canada, le courtier devrait inclure dans ses politiques et procédures en matière de meilleure exécution l'évaluation régulière de la pertinence de tenir compte du marché et des marchés étrangers sur lesquels les titres se négocient.

~~78)~~ L'article 4.2 du règlement s'applique au conseiller inscrit et au courtier inscrit qui fournit des conseils mais qui est dispensé de l'obligation d'inscription à titre de conseiller.

~~89)~~ L'article 4.3 du règlement exige que le courtier ou le conseiller fasse des efforts raisonnables pour utiliser les mécanismes qui donnent de l'information sur les ordres et les opérations. Par efforts raisonnables, on entend l'utilisation de l'information affichée par l'agence de traitement de l'information ou, en l'absence d'agence de traitement de l'information, un fournisseur d'information.

4.2. Communication des politiques des courtiers en matière de meilleure exécution

1) L'article 4.4 du règlement prévoit que le courtier doit communiquer certains renseignements par écrit à ses clients sur ses politiques en matière de meilleure exécution. Les sous-paragraphes a et b du paragraphe 1 de l'article 4.4 s'appliquent à tous les titres, alors que le sous-paragraph c de ce paragraphe, qui prévoit de l'information plus détaillée

sur les pratiques en matière de traitement et d'acheminement des ordres, s'applique uniquement aux titres cotés, à l'exception des options. Cette différence ne touche que les obligations d'information et non les obligations de meilleure exécution du courtier prévues à l'article 4.2 du règlement, qui s'appliquent à tous les titres.

2) Selon le sous-paragraphe b du paragraphe 1 de l'article 4.4 du règlement, le courtier doit fournir une description des facteurs dont il tient compte pour remplir l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 4.2. Par exemple, on s'attend à ce que les renseignements incluent une description de la façon de prendre en considération les instructions d'un client concernant le traitement, l'acheminement ou l'exécution de ses ordres et de son incidence sur l'exécution pour le client.

3) Les renseignements à fournir conformément aux dispositions i à v du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.4 du règlement comprennent la description des pratiques en matière de traitement et d'acheminement des ordres assujettis aux obligations de meilleure exécution (c'est-à-dire les ordres des clients). Selon la disposition i du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.4, ces renseignements doivent comprendre l'identité des marchés à qui les ordres sont acheminés, notamment leurs marchés ou leurs mécanismes lorsque ces marchés offrent la négociation sur plusieurs registres visibles d'enchères en continu. On s'attend à ce que les marchés étrangers à qui des ordres sont acheminés soient également identifiés. L'information prévue par cette disposition et visant les types d'intermédiaires à qui le courtier peut acheminer les ordres des clients aux fins de traitement ou d'exécution permet d'identifier les types d'intermédiaires qui exercent les fonctions de courtier pour le traitement et l'exécution des ordres acheminés, que l'intermédiaire soit inscrit ou non à titre de courtier au Canada.

4) Selon la disposition iii du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.4, le courtier doit communiquer la nature de tout droit de propriété qu'il détient ou qu'une entité du même groupe détient sur un marché ou un intermédiaire visé dans l'information fournie conformément à la disposition i de ce sous-paragraphe ou de toute disposition prise avec eux. À notre avis, cette information devrait permettre d'identifier précisément tout marché ou intermédiaire sur lequel le courtier ou une entité du même groupe a un droit de propriété.

5) L'information visée à la disposition iv du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.4 du règlement vise à assurer aux clients des renseignements sur la façon dont leurs ordres sont traités par les intermédiaires auxquels le courtier confie le traitement ou l'exécution des ordres. Conformément à la sous-disposition C de cette disposition, ces renseignements incluraient la description des pratiques en matière de traitement et d'acheminement des ordres de chaque intermédiaire à qui le courtier achemine des ordres en vertu d'une relation contractuelle, si cette description diffère pour chacun d'eux, ou des indications précises sur l'endroit où on peut la trouver. Cette obligation pourrait être satisfaite en fournissant un lien vers l'endroit où se trouve cette information sur le site Web de l'intermédiaire.

6) En ce qui a trait à l'information visée au sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 4.4 du règlement, celle-ci devrait inclure suffisamment de renseignements pour aider les clients à prendre la décision éclairée d'utiliser ou non les services du courtier. On s'attend également à ce qu'il y ait suffisamment de renseignements pour leur permettre de comprendre les situations dans lesquelles le traitement de leurs ordres diffère, la façon dont il diffère et les raisons pour lesquelles il diffère. Ainsi, nous nous attendons à ce que l'information précise aux clients la façon dont leurs ordres seront traités hors des heures normales de négociation, ou les cas dans lesquels les ordres visant des titres peuvent être exécutés sur des marchés étrangers ou traités aux fins d'exécution par d'autres intermédiaires.

7) Le paragraphe 2 de l'article 4.4 du règlement indique que l'information prévue au paragraphe 1 est requise pour chaque catégorie ou type de client pour lequel les facteurs et les pratiques en matière de traitement et d'acheminement des ordres diffèrent sensiblement de ceux de toute autre catégorie ou de tout autre type de client ou de l'ensemble des clients du courtier. On s'attend à ce que les différents types ou catégories de clients reçoivent de l'information de façon distincte au besoin pour leur permettre de décider de façon éclairée

d'utiliser ou non les services du courtier, selon la façon dont les politiques du courtier en matière de meilleure exécution, y compris ses pratiques en matière de traitement et d'exécution des ordres, s'appliquent à ce type ou à cette catégorie de client. Si ces politiques s'appliquent à tous les clients et qu'il n'y a aucune différence importante entre les types ou catégories de clients, il n'est probablement pas nécessaire de fournir de l'information de façon distincte. Le courtier peut fournir au client de l'information propre à celui-ci, et devra probablement le faire pour se conformer au paragraphe 2 de l'article 4.4 du règlement si les politiques en matière de meilleure exécution sont uniques à ce client et diffèrent sensiblement de celles appliqués à d'autres clients.

8) Le paragraphe 4 de l'article 4.4 du règlement établit la façon de fournir les renseignements. Le courtier doit les mettre à la disposition du public sur son site Web ou, s'il ne dispose pas d'un site Web, il doit les transmettre aux clients. S'il met les renseignements sur son site Web, il doit indiquer clairement aux clients leur emplacement sur celui-ci. Tout renseignement transmis par écrit au client conformément au sous-paragraphe c de ce paragraphe peut l'être sous forme électronique si le client y consent. Pour plus d'indications, se reporter à l'Instruction générale 11-201 relative à la transmission électronique de documents.

9) Le paragraphe 5 de l'article 4.4 du règlement établit les obligations relatives à la révision et à la mise à jour de l'information requise en vertu de cet article. L'information doit être révisée à une fréquence raisonnable dans les circonstances. On s'attend à ce qu'une révision de l'information soit effectuée après tout changement dans les politiques et procédures du courtier en matière de meilleure exécution, y compris ses pratiques en matière de traitement et d'acheminement des ordres, qui pourrait modifier raisonnablement les attentes du client concernant les efforts du courtier pour réaliser la meilleure exécution pour son compte.

PARTIE 5 LES SUSPENSIONS DE COTATION

5.1.1. Les suspensions de cotation

L'article 5.1 du règlement s'applique lorsqu'une suspension de cotation à des ~~finis fins~~ réglementaires a été imposée par un fournisseur de services de réglementation, une bourse reconnue ou un système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations. La suspension de cotation visée à l'article 5.1 du règlement est imposée pour préserver le bon fonctionnement et l'équité du marché, notamment en application d'une politique relative à l'information occasionnelle, ou pour manquement aux obligations réglementaires. Selon les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, un ordre peut être exécuté sur un marché malgré le fait que les opérations sur le titre ont été suspendues parce que l'émetteur du titre a cessé de satisfaire aux critères minimaux d'inscription à la cote ou de cotation ou a omis de payer à la bourse reconnue, ~~au système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations, à la bourse~~ ou au système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations ~~reconnu pour l'application du règlement et du Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché (« règlement 21-101 »)~~ les droits relatifs à l'inscription à la cote ou à la cotation de ses titres. De même, un ordre peut être exécuté sur un marché malgré le fait que les opérations sur le titre ont été différées ou interrompues par suite de problèmes techniques ne touchant que le système de négociation de la bourse reconnue, ~~du système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations, de la bourse~~ ou du système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations ~~reconnu pour l'application du règlement et du règlement 21-101.~~

PARTIE 6 LA PROTECTION DES ORDRES

6.1. Les obligations des marchés en matière de protection des ordres

1) En vertu du paragraphe 1 de l'article 6.1 du règlement, le marché doit établir, maintenir et faire respecter des politiques et procédures écrites raisonnablement conçues pour empêcher les transactions hors cours découlant d'ordres saisis sur le marché, peu importe si le marché sur lequel l'ordre est saisi affiche des ordres protégés. Il peut s'acquitter de cette obligation de diverses façons. Par exemple, ses politiques et procédures peuvent empêcher raisonnablement ces transactions en prévoyant des algorithmes d'exécution qui les préviennent ou en établissant volontairement des liens directs avec

d'autres marchés. Les marchés ne peuvent pas se décharger de leurs obligations en établissant des politiques et des procédures qui obligent les participants au marché à prendre des mesures raisonnables pour empêcher les transactions hors cours à leur place.

2) Il incombe aux marchés d'examiner et de contrôler régulièrement l'efficacité de leurs politiques et procédures ainsi que de prendre rapidement les mesures nécessaires pour corriger les lacunes dans la prévention des transactions hors cours et dans l'observation du paragraphe 2 de l'article 6.1 du règlement. On s'attend de manière générale à ce que les marchés conservent de l'information pertinente permettant aux autorités en valeurs mobilières d'évaluer adéquatement l'efficacité de leurs politiques et procédures. Cette information porterait notamment sur :

- a) les mesures prises par le marché pour évaluer ses politiques et procédures;
- b) les manquements ou les lacunes rencontrés;
- c) les mesures prises pour corriger les manquements ou les lacunes.

3) Dans les politiques et procédures prévues au paragraphe 1 de l'article 6.1 du règlement, le marché devrait traiter de sa fonctionnalité de négociation automatisée et indiquer la façon dont il traite les réponses tardives qui peuvent résulter d'une panne ou d'un défaut de fonctionnement du matériel ou des systèmes ~~d'un de tout~~ autre marché affichant des ordres protégés. Il devrait également y exposer la manière dont il traitera les ordres à traitement imposé reçus et leurs modalités d'utilisation.

4) La protection des ordres s'applique lorsque au moins deux marchés ~~comportant des ordres protégés sont ouverts~~ qui affichent des ordres assujettis aux règles de transparence avant les opérations prévues à la partie 7 du Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché sont ouverts, et que les ordres affichés par au moins l'un de ces marchés sont protégés. Certains marchés tiennent une séance à des cours établis par eux pendant les heures normales de négociation pour les participants au marché qui sont évalués par rapport à un certain cours de clôture. En vertu du sous-paragraphe iii du paragraphe e de l'article 6.2, ces marchés n'ont pas à prendre de mesures pour empêcher raisonnablement les transactions hors cours contournant les ordres protégés affichés par un autre marché dans ces circonstances.

6.2.6.2 Les obligations des participants au marché en matière de protection des ordres

1) En vertu de l'article 6.4 du règlement, le participant au marché qui entend recourir aux ordres à traitement imposé doit établir, maintenir et faire respecter des politiques et procédures écrites raisonnablement conçues pour empêcher les transactions hors cours contournant les ordres protégés, que le marché sur lequel il saisit l'ordre à traitement imposé affiche ou non des ordres protégés. On s'attend de manière générale à ce que ce participant au marché conserve de l'information pertinente permettant aux autorités en valeurs mobilières d'évaluer adéquatement l'efficacité de ses politiques et procédures. Cette information porterait notamment sur :

- a) les mesures prises par le participant au marché pour évaluer ses politiques et procédures;
- b) les manquements ou les lacunes rencontrés;
- c) les mesures prises pour corriger les manquements ou les lacunes.

Ces politiques et procédures devraient également préciser les circonstances dans lesquelles il convient de recourir aux ordres à traitement imposé ainsi que la façon d'y recourir conformément au paragraphe a de l'article 6.4 du règlement.

2) La protection des ordres s'applique lorsque au moins deux marchés qui affichent des ordres ~~protégés sont ouverts~~ assujettis aux règles de transparence avant les opérations prévues à la partie 7 du Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché sont ouverts, et que les ordres affichés par au moins l'un de ces marchés sont protégés. Certains marchés tiennent une séance à des cours établis par eux pendant les heures normales de négociation

pour les participants au marché qui sont évalués par rapport à un certain cours de clôture. En vertu de la disposition C du sous-paragraphe *iv* du paragraphe *a* de l'article 6.4 du règlement, le participant au marché n'a pas à prendre de mesures pour empêcher raisonnablement les transactions hors cours contournant les ordres protégés affichés par sur d'autres marchés dans ces circonstances qui résultent de l'exécution de l'ordre au cours de clôture.

6.3. La liste des transactions hors cours

L'article 6.2 et les sous-paragraphe *i* à *v* du paragraphe *a* de l'article 6.4 du règlement contiennent une liste de transactions hors cours « autorisées » qui sont principalement conçues pour rendre possible la protection des ordres ainsi que certaines stratégies de négociation et types d'ordres utiles aux investisseurs.

a) i) Le paragraphe *a* de l'article 6.2 et le sous-paragraphe *i* du paragraphe *a* de l'article 6.4 du règlement s'appliquent lorsque le marché ou le participant au marché, selon le cas, a conclu raisonnablement ~~qu'un~~ que le marché affichant l'ordre protégé contourné connaît une panne, un défaut de fonctionnement ou un retard important touchant ses systèmes, son matériel ou sa capacité à diffuser les données de marché. Par retard important, on entend le défaut répété d'un marché de répondre à un ordre dès sa réception. Cette disposition vise à laisser de la latitude aux marchés et aux participants au marché lorsqu'ils traitent avec un marché dont les systèmes rencontrent des problèmes techniques (qu'ils puissent être résolus à brève échéance ou non).

ii) En vertu du paragraphe 1 de l'article 6.3 du règlement, il incombe au marché qui connaît une panne, un défaut de fonctionnement ou un retard important touchant ses systèmes, son matériel ou sa capacité à diffuser les données de marché d'en informer tous les autres marchés, ses participants au marché, toute agence de traitement de l'information ou, en l'absence d'agence de traitement de l'information, tout fournisseur d'information qui diffuse ses données conformément à la partie 7 du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*, ainsi que les fournisseurs de services de réglementation. ~~Toutefois, s'il~~ Cette obligation s'applique aux marchés qui affichent des ordres protégés et à ceux qui affichent des ordres non protégés. Toutefois, si le marché qui affiche des ordres protégés manque à plusieurs reprises de répondre immédiatement aux ordres reçus et ne diffuse aucun avis pour signaler ses difficultés techniques, le marché qui lui achemine un ordre ou le participant au marché peut, en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 6.3 du règlement respectivement, conclure raisonnablement que le marché rencontre des problèmes techniques, et se prévaloir en conséquence du paragraphe *a* de l'article 6.2 ou du sous-paragraphe *i* du paragraphe *a* de l'article 6.4 du règlement, selon le cas. En l'occurrence, ils doivent s'en prévaloir conformément à des politiques et procédures établies pour composer avec les réponses tardives des marchés et documenter les motifs de leur conclusion. Le marché qui achemine l'ordre ou le participant au marché ne peuvent plus se prévaloir de ces dispositions si le marché confirme, en réponse à l'avis, qu'il ne rencontre pas de problèmes techniques.

b) Le paragraphe *b* de l'article 6.2 du règlement prévoit une exception à l'obligation, pour les marchés, d'appliquer leurs politiques et procédures afin d'empêcher raisonnablement les transactions hors cours lorsqu'ils reçoivent un ordre à traitement imposé. En particulier, le marché qui reçoit un tel ordre peut immédiatement l'exécuter ou l'inscrire dans le registre (ou toute tranche restante), et ne pas appliquer ses politiques et procédures pour empêcher raisonnablement les transactions hors cours. Toutefois, les politiques et procédures du marché doivent inclure une description du traitement d'un ordre à traitement imposé. Le paragraphe *c* de l'article 6.2 et le sous-paragraphe ~~iii~~ ii du paragraphe *a* de l'article 6.4 du règlement prévoient une exception dans le cas où le marché ou le participant au marché achemine simultanément des ordres à traitement imposé pour exécution contre le volume total affiché de tout ordre protégé contourné. Cette exception tient à la possibilité que des ordres à traitement imposé acheminés simultanément ne soient pas exécutés simultanément, ce qui occasionne alors une ou plusieurs transactions hors cours du fait qu'un ordre à un cours moins élevé est exécuté en premier.

c) Le paragraphe *d* de l'article 6.2 et le sous-paragraphe ~~iii~~ du paragraphe *a* de l'article 6.4 du règlement prévoient une exception pour cause de variation des marchés. En particulier, l'exception permet la réalisation d'une transaction hors cours lorsque, immédiatement avant l'exécution de l'ordre qui y donne lieu, le marché sur lequel l'ordre a été exécuté affichait le meilleur cours, mais au moment de l'exécution, le marché fluctue et un autre marché affiche ~~le~~ un ordre protégé doté du meilleur cours. Cette exception pour cause de fluctuation des marchés permet, dans certaines circonstances, l'exécution d'un ordre sur un marché dans les limites du meilleur cours acheteur ou vendeur sur ce marché, mais hors des limites ~~du meilleur cours acheteur ou vendeur~~ de la meilleure offre d'achat protégée ou de la meilleure offre de vente protégée sur l'ensemble des marchés qui affichent des ordres protégés. Tel pourrait être le cas, par exemple, dans les circonstances suivantes :

i) ~~le meilleur cours acheteur ou vendeur affiché~~ la meilleure offre d'achat protégée ou la meilleure offre de vente protégée affichée sur l'ensemble des marchés fluctue entre la saisie d'un ordre et son exécution sur un marché donné;

ii) une opération convenue hors marché est saisie sur un marché à un cours se situant dans la fourchette ~~des meilleurs cours acheteur et vendeur affichés~~ de la meilleure offre d'achat protégée et de la meilleure offre de vente protégée affichées sur l'ensemble des marchés, mais avant l'exécution (c'est-à-dire la saisie) de l'ordre, ~~le meilleur cours acheteur ou vendeur affiché~~ la meilleure offre d'achat protégée ou la meilleure offre de vente protégée affichée sur l'ensemble des marchés fluctue, ce qui occasionne une transaction hors cours.

d) Le paragraphe *e* de l'article 6.2 et le sous-paragraphe *iv* du paragraphe *a* de l'article 6.4 du règlement permettent les ordres à cours calculé, les ordres non standards et les ordres au cours de clôture parce qu'ils présentent des caractéristiques particulières qui les distinguent des autres ordres. Ces caractéristiques concernent le cours (pour les ordres à cours calculé et les ordres au cours de clôture) et les conditions de règlement non standards (pour les ordres non standards) qui ne sont établies par aucune bourse ni aucun système de cotation et de déclaration d'opérations.

e) Le paragraphe *f* de l'article 6.2 et le sous-paragraphe *v* du paragraphe *a* de l'article 6.4 du règlement autorisent les opérations exécutées en cas de marché croisé ~~pour~~ entre les ordres protégés visant un titre coté. Sans cette autorisation, aucun marché ne pourrait exécuter d'opérations ~~dans ce cas~~ lorsque la meilleure offre d'achat protégée et la meilleure offre de vente protégée sont croisées parce qu'il s'agirait de transactions hors cours. Comme la protection des ordres ne s'applique qu'aux ordres protégés ou tranches d'ordres ~~affichés~~ protégés, il est possible que les ordres cachés ou en réserve restent dans le registre après exécution de tous les ordres protégés affichés, ce qui peut entraîner des marchés croisés entre les ordres protégés. Quiconque ~~réalise une opération croisée~~ croise intentionnellement la meilleure offre d'achat protégée et la meilleure offre de vente protégée pour tirer avantage de ces dispositions commet une infraction à l'article 6.5 du règlement.

6.4. Les marchés figés et croisés

1) En vertu de l'article 6.5 du règlement, aucun participant au marché ni aucun marché qui achemine des ordres ou qui en modifie le cours ne peut intentionnellement figer ni croiser un ~~marché~~ ordre protégé en saisissant un ordre ~~protégé visant à affiché sur tout marché afin d'acheter un titre à un cours égal ou supérieur à la meilleure offre de vente protégée ou en saisissant un ordre protégé visant à de~~ vendre un titre à un cours égal ou inférieur à la meilleure offre d'achat protégée. ~~Cette disposition~~ L'article 6.5 du règlement vise à empêcher que des ordres protégés soient figés ou croisés intentionnellement. Cette disposition s'applique sans égard au fait que l'ordre qui fige ou croise le marché soit saisi sur un marché qui affiche ou non des ordres protégés. Elle ne vise pas à interdire les ordres à cours limité négociables. Le paragraphe *f* de l'article 6.2 et le sous-paragraphe *v* du paragraphe *a* de l'article 6.4 du règlement permettent de débloquent les marchés croisés qui se produisent accidentellement.

Les autorités en valeurs mobilières du Canada considèrent qu'un ordre est « saisi » sur le marché lorsqu'il est acheminé ou que son cours a été modifié. Cependant, elles ne

considèrent pas le déclenchement d'un ordre stop (aussi appelé ordre à arrêt unique) saisi antérieurement comme une « saisie » de l'ordre ou une « modification » de son cours.

2) L'article 6.5 du règlement ~~interdit à ne restreint pas la capacité d'un participant au marché ou à d'un marché qui achemine des ordres ou qui en modifie le cours de figer ou de croiser intentionnellement un marché. Cela se produit par exemple lorsqu'un participant au marché saisi un ordre qui fige ou croise le marché en vue d'éviter d'acquitter les droits exigés par un marché ou de profiter des rabais offerts par un marché. Cela pourrait également se produire lorsque le système de~~ en modifie le cours d'acheminer ou de saisir un ordre affiché qui figera ou croisera un autre ordre affiché qui n'est pas protégé.

a) Si la saisie d'un ordre protégé fige ou croise un ordre affiché sur un autre marché qui n'est pas un ordre protégé, l'article 6.5 du règlement aurait pour effet de restreindre la possibilité de saisir des ordres supplémentaires qui figeraient ou croiseraient l'ordre protégé, ce qui devrait alors contribuer à réduire la durée d'un marché figé ou croisé.

b) Un ordre affiché non protégé qu'un ordre protégé saisi ultérieurement vient figer ou croiser n'a pas à être annulé et son cours n'a pas à être modifié. Cependant, si le marché modifie subséquemment le cours d'un ordre affiché non protégé, comme cela peut se produire avec un ordre lié, l'ordre sera considéré comme ayant été « saisi » au moment de la modification du cours et sera soumis à l'interdiction de figer ou croiser un ordre protégé.

c) Les autorités en valeurs mobilières du Canada estiment que le participant au marché qui tente délibérément de contourner l'application de l'article 6.5 du règlement en saisissant d'abord un ordre affiché sur un marché qui n'est pas un ordre protégé et en saisissant ensuite un ordre protégé sur autre marché qui fige ou croise l'ordre non protégé contrevient à cet article.

3) Un ordre protégé est figé ou croisé intentionnellement lorsqu'un marché est programmé pour modifier le cours des ordres sans vérifier si le nouveau cours aurait pour effet de figer ~~le marché~~ un ordre protégé ou lorsque l'acheminement d'ordres par le marché vers un autre marché donne lieu à un marché figé ~~par un ordre protégé. Cela pourrait également se produire lorsque l'intention du participant au marché était de figer ou de croiser un ordre protégé en vue d'éviter d'acquitter les droits exigés par un marché ou de profiter des rabais offerts par un marché.~~

Dans certaines situations, un marché ordre protégé peut être figé ou croisé peut se produire accidentellement, par exemple :

a) en raison du temps de latence lorsqu'un participant au marché achemine à divers marchés plusieurs ordres à traitement imposé désignés comme « exécuter sinon annuler »; ~~b) en raison d'un ordre protégé~~ affiché sur un marché qui connaît une panne, un défaut de fonctionnement ou un retard important touchant ses systèmes, son matériel ou sa capacité à diffuser les données de marché;

eb) en raison d'un ordre affiché à un moment où une offre d'achat protégée était plus élevée qu'une offre de vente protégée;

ec) en raison d'un ordre affiché après que la totalité de la liquidité protégée affichée a été exécutée et qu'un ordre en réserve a généré une nouvelle offre d'achat protégée visible qui est supérieure à l'offre de vente protégée affichée ou une nouvelle offre de vente protégée visible qui est inférieure à l'offre d'achat protégée affichée;

ed) en raison d'un ordre saisi sur un marché particulier afin de se conformer aux obligations prévues par la législation en valeurs mobilières, comme la Rule 904 du Regulation S de la Loi de 1933 qui exige que les titres assujettis à des restrictions en matière de revente aux États-Unis soient vendus au Canada sur un « marché de valeurs extraterritorial désigné » (*designated offshore securities market*);

f) en raison d'un ordre affiché dans une « situation de concurrence », où des ordres concurrents, dont au moins un est un ordre protégé, sont saisis sur des marchés presque au même moment sans qu'aucune des parties n'ait connaissance de l'autre ordre au moment de la saisie;

g) en raison des différences entre le temps de traitement et le temps de latence des systèmes du participant au marché, des marchés, de l'agence de traitement de l'information et des fournisseurs d'information;

h) en raison des différences entre les mécanismes des marchés conçus pour « reprendre » la négociation après une suspension à des fins réglementaires ou opérationnelles;

i) en raison de l'exécution d'un ordre au cours du processus de répartition à l'ouverture ou à la fermeture d'un marché alors que la négociation avait lieu au même moment de façon continue sur un autre marché affichant des ordres protégés.

j) Si un participant au marché qui recourt à un ordre à traitement imposé choisit d'inscrire l'ordre ou toute tranche restante qui n'a pas été immédiatement exécutée dans le registre, il doit veiller à ce que la partie de l'ordre qui est inscrite dans le registre n'ait pas pour effet de figer ou de croiser ~~le marché~~ un ordre protégé. Les autorités en valeurs mobilières du Canada estiment que les ~~marchés~~ ordres protégés figés ou croisés résultant d'ordres à traitement imposé inscrits dans le registre ou de toute tranche restante d'ordres de ce type sont intentionnels et constituent une infraction à l'article 6.5 du règlement.

6.5. Disposition anti-échappatoire

L'article 6.7 du règlement interdit à quiconque d'envoyer un ordre à une bourse, à un système de cotation et de déclaration d'opérations ou à un ~~système de négociation parallèle~~ SNP qui n'exerce pas d'activité au Canada pour éviter de l'exécuter contre un ordre protégé ayant un meilleur cours sur un marché au Canada. Cet article vise à empêcher l'acheminement d'ordres à des marchés étrangers à la seule fin de contourner le régime canadien de protection des ordres.

PARTIE 7 LA SURVEILLANCE ET LES MESURES D'APPLICATION

7.1.1. La surveillance et les mesures d'application des règles établies par la bourse reconnue ou le système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations

Selon l'article 7.1 du règlement, la bourse reconnue établira des règles régissant la conduite de ses membres. Selon l'article 7.3 du règlement, le système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations établira des règles régissant la conduite de ses adhérents. La bourse reconnue ou le système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations peut surveiller la conduite de ses membres ou adhérents et prendre les mesures d'application des règles ainsi établies, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un fournisseur de services de réglementation. Le fournisseur de services de réglementation est une personne qui fournit des services de réglementation et qui est une bourse reconnue, un système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations ou une entité d'autoréglementation reconnue. Selon les articles 7.2 et 7.4 du règlement, la bourse reconnue ou le système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations qui choisit de confier la surveillance et les mesures d'application à un fournisseur de services de réglementation conclura avec lui une entente aux termes de laquelle celui-ci s'engage à prendre les mesures d'application des règles établies par la bourse reconnue ou le système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations.

7.2.2. La surveillance et les mesures d'application dans le cas du SNP

Selon l'article 8.2 du règlement, le fournisseur de services de réglementation doit établir les règles à l'intention du SNP et de ses adhérents. Avant d'exécuter une opération pour un adhérent, le SNP doit conclure une entente avec le fournisseur de services de réglementation et une entente avec chaque adhérent. Ces ententes forment le fondement sur lequel le fournisseur de services de réglementation assurera la surveillance des activités de négociation du SNP et de ses adhérents et prendra les mesures d'application de ses règles.

Les règles établies par le fournisseur de services de réglementation doivent notamment prévoir que le SNP et ses adhérents vont exercer leurs activités de négociation conformément au règlement. Le SNP et ses adhérents sont considérés comme se conformant au règlement et sont dispensés de l'application de la plupart de ses dispositions si le SNP et l'adhérent respectent les règles établies par le fournisseur de services de réglementation.

7.3.3. La surveillance et les mesures d'application dans le cas de l'intermédiaire entre courtiers sur obligations

Selon l'article 9.1 du règlement, le fournisseur de services de réglementation doit établir des règles régissant la conduite de l'intermédiaire entre courtiers sur obligations. Selon l'article 9.2 du règlement, l'intermédiaire entre courtiers sur obligations doit conclure une entente avec le fournisseur de services de réglementation, prévoyant notamment que celui-ci surveille les activités de l'intermédiaire entre courtiers sur obligations et prend les mesures d'application des règles établies par le fournisseur de services de réglementation. Toutefois, l'article 9.3 du règlement dispense l'intermédiaire entre courtiers sur obligations de l'application des articles 9.1 et 9.2 du règlement dès lors qu'il se conforme à la Règle 2800 de l'OCRCVM, Code de conduite à l'intention des sociétés courtiers membres de la société négociant sur les marchés canadiens institutionnels de titres d'emprunt, et ses modifications, comme si ce principe s'appliquait à lui.

7.4.4. La surveillance et les mesures d'application dans le cas du courtier exécutant des opérations sur des titres de créance non cotés hors marché

Selon l'article 10.1 du règlement, le fournisseur de services de réglementation doit établir des règles régissant la conduite du courtier exécutant des opérations sur des titres de créance non cotés hors marché. Selon l'article 10.2 du règlement, le courtier doit conclure une entente avec le fournisseur de services de réglementation, prévoyant notamment que celui-ci surveille les activités du courtier et prend les mesures d'application des règles établies par le fournisseur de services de réglementation.

7.5. L'entente entre le marché et le fournisseur de services de réglementation

Le paragraphe *c* des articles 7.2 et 7.4 du règlement a pour objet de faciliter la surveillance exercée par les fournisseurs de services de réglementation sur les activités de négociation des participants au marché sur les marchés et entre eux. Il vise aussi à faciliter la surveillance, à des fins particulières, de la conduite des bourses reconnues et des systèmes reconnus de cotation et de déclaration d'opérations. Il peut amener le fournisseur de services de réglementation à surveiller les marchés qui l'ont engagé et à faire rapport à une bourse reconnue, à un système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations ou à une autorité en valeurs mobilières si un marché ne respecte pas ses obligations réglementaires ou ses politiques et procédures. Bien que l'étendue de la surveillance puisse changer selon l'évolution des marchés, nous nous attendons à ce qu'elle porte au moins sur la synchronisation des horloges, l'utilisation des désignations, des symboles et des identificateurs spécifiques, les obligations relatives à la protection des ordres, ainsi que celles qui concernent la piste de vérification.

7.6. La coordination de la surveillance et des mesures d'application

1) En vertu de l'article 7.5 du règlement, les fournisseurs de services de réglementation, les bourses reconnues et les systèmes reconnus de cotation et de déclaration d'opérations doivent conclure une entente écrite visant à coordonner les mesures d'application des règles prévues aux parties 7 et 8. Cette coordination est nécessaire aux fins de la surveillance intermarchés.

2) Toute bourse reconnue ou tout système reconnu de cotation et de déclaration d'opérations qui n'a pas engagé de fournisseur de services de réglementation demeure dans l'obligation de coordonner ses activités avec celles d'un fournisseur de services de réglementation et des autres bourses ou systèmes de cotation et de déclaration d'opérations sur lesquels les mêmes titres se négocient afin d'assurer une surveillance intermarchés efficace.

3) À l'heure actuelle, l'OCRCVM est le seul fournisseur de services de réglementation pour les titres de créance non cotés et les titres cotés, sauf les options et, au Québec, les dérivés standardisés. Lorsque plusieurs fournisseurs de services de réglementation réglementent des marchés sur lesquels un certain type de titre se négocie, les fournisseurs doivent coordonner la surveillance et les mesures d'application des règles établies.

PARTIE 8 LES RÈGLES SUR LA PISTE DE VÉRIFICATION

8.18.1. Les règles sur la piste de vérification

Selon l'article 11.2 du règlement, le courtier et l'intermédiaire entre courtiers sur obligations sont tenus d'enregistrer sous forme électronique et de déclarer certains éléments d'information au sujet des ordres ~~qu'ils reçoivent~~ des opérations. Les informations à enregistrer comprennent les indications exigées par le fournisseur de services de réglementation (comme l'indication qu'un ordre est exécuté pour le compte d'un actionnaire important). Les obligations prévues à la partie 11 visent à permettre à l'entité chargée de la surveillance de constituer une piste de données sur les ordres, les cotations et les opérations qui renforcera ses capacités de surveillance et d'examen.

8.28.2. La transmission de l'information au fournisseur de services de réglementation

Conformément à l'article 11.3 du règlement, le courtier et l'intermédiaire entre courtiers sur obligations doivent fournir au fournisseur de services de réglementation l'information que celui-ci exige, dans un délai de dix jours ouvrables et sous forme électronique. Cette obligation ne s'applique que dans le cas où le fournisseur de services de réglementation établit des règles de transmission de l'information.

8.38.3. La forme électronique

Le paragraphe 1 de l'article 11.3 du règlement prévoit que l'information doit être transmise au fournisseur de services de réglementation et à l'autorité en valeurs mobilières sous forme électronique. Le courtier et l'intermédiaire entre courtiers sur obligations doivent fournir l'information dans une forme qui permette au fournisseur de services de réglementation et à l'autorité en valeurs mobilières d'y accéder (par exemple, en format SELECTR).

Draft Regulation

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331, par. (1), (2), (8), (32), (32.0.1) and (34), and s. 331.2)

Regulation to amend Regulation 23-101 respecting Trading Rules

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 127 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 23-101 respecting Trading Rules*

Draft amendments to the *Policy Statement to Regulation 23-101 respecting Trading Rules* are also published hereunder in backline version.

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **September 19, 2014**, to the following:

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: (514) 864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Serge Boisvert
Senior Policy Advisor
Direction des bourses et des OAR
Autorité des marchés financiers
514-395-0337 ext. 4358
Toll-free: 1 877 525-0337
serge.boisvert@lautorite.qc.ca

Roland Geiling
Derivatives Product Analyst
Direction des bourses et des OAR
Autorité des marchés financiers
514-395-0337 ext. 4323
Toll-free: 1 877 525-0337
roland.geiling@lautorite.qc.ca

May 15, 2014

CSA Notice and Request for Comment

Regulation to amend Regulation 23-101 respecting Trading Rules

May 15, 2014

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) are publishing for comment proposed amendments to *Regulation 23-101 respecting Trading Rules* (Regulation 23-101) and the related *Policy Statement to Regulation 23-101 respecting Trading Rules* (Policy Statement 23-101), together with a proposed data fee review methodology (the Proposed Amendments).

The text of the Proposed Amendments is published with this notice and is also available on websites of CSA jurisdictions, including:

www.lautorite.qc.ca
www.albertasecurities.com
www.bcsc.bc.ca
www.gov.ns.ca/nssc
www.fcnb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.sfsc.gov.sk.ca
www.msc.gov.mb.ca

We have worked closely with staff of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada (IIROC) in developing the Proposed Amendments, and we thank them for their participation and for sharing their knowledge and expertise. IIROC will be publishing amendments to the Universal Market Integrity Rules (UMIR) to reflect and support the Proposed Amendments.

Background

The key part of the Proposed Amendments deals with the order protection rules (OPR), also commonly referred to as the trade-through¹ requirements (OPR amendments). OPR necessitates that all better-priced orders be executed before inferior-priced orders regardless of the marketplace on which the order is displayed.

Substance and purpose

The purpose of the Proposed Amendments is to address certain costs and inefficiencies resulting from or associated with the current OPR framework through amendments in the following main areas:

- The application of OPR;
- Best execution policies and disclosure; and
- Trading fees.

¹ A "trade-through" occurs when an order is executed at a price that is inferior to either a best-priced displayed bid or best-priced displayed offer

Summary of the Proposed Amendments

Under the OPR amendments, orders would be protected where displayed on a marketplace that has met certain criteria. This would have the effect of leaving displayed orders on some marketplaces unprotected by OPR. In this notice, we are also proposing or considering caps or limits on certain trading fees and data fees, as well as outlining and seeking feedback about action being proposed regarding the payment of rebates by marketplaces to their members or subscribers under the maker-taker pricing model.

More specifically, the amendments being proposed to Regulation 23-101:

- Amend the definition of “protected bid” and “protected offer” to include orders that are displayed on marketplaces that meet or exceed a market share threshold, or on recognized exchanges that did not meet the threshold but that are orders in the securities listed by and traded on the recognized exchange;
- Introduce section 4.4 of Regulation 23-101 which would mandate specific dealer disclosure relating to best execution policies;
- Amend section 6.5 of Regulation 23-101 to reflect the proposed changes to the definitions of “protected bid” and “protected offer” and provide clarity around the extent of the prohibition on locking or crossing the market; and
- Introduce section 6.6.1 to Regulation 23-101 which would introduce a cap on trading fees.

Further, Annex A highlights other aspects of our proposal that do not necessitate changes to Regulation 23-101 in order to implement. These are intended to deal with certain costs and / or inefficiencies either directly or indirectly related to the OPR framework, or to address other issues and concerns outlined in this notice. They include:

- A plan to proceed with a pilot study to examine the impact of disallowing the practice of the payment of rebates by marketplaces;
- A proposal to implement a transparent methodology to assess the relative value of real-time market data when reviewing and approving market data fees charged to professional subscribers based on this methodology;
- A proposal to require marketplaces to submit their market data fees charged to professional subscribers for re-approval on an annual basis, and to justify these fees in the context of the results of applying the above-noted methodology; and
- Consideration of further action to regulate non-professional market data fees.

Local Matters

Certain jurisdictions are publishing other information required by local securities legislation. In Ontario, this information is contained in Annex D of this Notice.

Authority of the Proposed Amendments

In those jurisdictions in which the Proposed Amendments are to be adopted, the securities legislation provides the securities regulatory authority with rule-making or regulation-making authority in respect of the subject matter of the amendments.

Deadline for Comments

Please submit your comments to the Proposed Amendments, in writing, on or before September 19, 2014. If you are not sending your comments by email, please send a CD containing the submissions (in Microsoft Word format).

Where to Send Your Comments

Address your submission to all of the CSA as follows:

British Columbia Securities Commission
Alberta Securities Commission
Financial and Consumer Affairs Authority (Saskatchewan)
Manitoba Securities Commission
Ontario Securities Commission
Autorité des marchés financiers
Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island
Nova Scotia Securities Commission
Securities Commission of Newfoundland and Labrador
Superintendent of Securities, Northwest Territories
Superintendent of Securities, Yukon
Superintendent of Securities, Nunavut

Deliver your comments **only** to the addresses below. Your comments will be distributed to the other participating CSA jurisdictions.

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal, Québec H4Z 1G3
Fax : 514-864-6381
consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary
Ontario Securities Commission
20 Queen Street West
19th Floor, Box 55
Toronto, Ontario M5H 3S8
Fax: 416-593-2318
comments@osc.gov.on.ca

Comments Received will be Publicly Available

Please note that we cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of a summary of the written comments received during the comment period. In this context, you should be aware that some information which is personal

to you, such as your e-mail and address, may appear on certain CSA websites. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

All comments will be posted on the Ontario Securities Commission website at www.osc.gov.on.ca and on the Autorité des marchés financiers website at www.lautorite.gc.ca.

Questions

Please refer your questions to any of the following:

Serge Boisvert Senior Policy Advisor Direction des bourses et des OAR Autorité des marchés financiers 514-395-0337 ext. 4358	Roland Geiling Derivatives Product Analyst Direction des bourses et des OAR Autorité des marchés financiers 514-395-0337 ext. 4323
Tracey Stern Manager, Market Regulation Ontario Securities Commission 416-593-8167	Kent Bailey Trading Specialist, Market Regulation Ontario Securities Commission 416-595-8908
Alina Bazavan Senior Analyst, Market Regulation Ontario Securities Commission 416-593-8082	Paul Redman Principal Economist, Strategy & Operations Ontario Securities Commission 416-593-2396
Michael Brady Senior Legal Counsel British Columbia Securities Commission 604-899-6561	Meg Tassie Senior Advisor British Columbia Securities Commission 604-899-6819
Lynn Tsutsumi Director, Market Regulation Alberta Securities Commission 403-297-4281	

ANNEX A

BACKGROUND AND DESCRIPTION OF THE PROPOSED AMENDMENTS

I. BACKGROUND

A. Principles underlying development of existing regulatory framework

In 2001, the Canadian Securities Administrators (CSA) established a framework to permit competition among traditional exchanges and other marketplaces, while ensuring that trading would be fair and transparent. This was effected through the creation and implementation of *Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation* (Regulation 21-101) and Regulation 23-101 (together, the Marketplace Rules). The regulatory objectives of the Marketplace Rules at that time were to facilitate greater availability of investor choice, improve price discovery, decrease execution costs, and improve market integrity.²

Underlying those regulatory objectives were certain characteristics viewed as being essential to an efficient market. These were outlined both in the 1997 TSE *Report of the Special Committee on Market Fragmentation: Responding to the Challenge*, and subsequently in a 2006 report titled *Ideal Attributes of a Marketplace*.³ They can be summarized as follows:

<i>Liquidity</i>	Liquidity can be defined as the market's capacity to absorb trades from customers' buy and sell orders at, or near, the last sale price of a particular stock. The greater the number of orders and shares available at a particular price, the more liquid the market will be. Some of the characteristics of liquidity are market depth, market breadth, and resiliency. ⁴
<i>Immediacy</i>	Immediacy refers to how fast an order can be filled and is closely linked to market liquidity, because as liquidity increases, the time to complete a trade should decrease.
<i>Transparency</i>	Transparency refers to the degree to which there is real-time dissemination of information about orders and trades to the public. ⁵
<i>Price Discovery</i>	Price discovery refers to the process through which the execution price for a trade is established. The discovery of a security's fair market value is derived from two sources: the supply of and demand for the security, which indicate a participant's willingness to transact at a given price, and information about transactions which have actually occurred.

² See *Notice of National Instruments, Companion Policies and Forms – The Regulation of Marketplaces and Trading*, published on August 17, 2001 at (2001) 24 OSCB (Supp).

³ Eric Kirzner, *Ideal Attributes of a Marketplace*, June 22, 2006, Task Force to Modernize Securities Legislation in Canada, *Canada Steps Up*, Volume 4 – *Maintaining a Competitive Capital Market in Canada*.

⁴ Market depth refers to the number of orders at different prices that line the order book. Market breadth is the number of shares that are wanted or offered at a particular price level and the ability to absorb an incoming large order. Resiliency is the ability for a market to attract offsetting orders relatively quickly when order imbalances occur.

⁵ In Canada, pre-trade transparency of information regarding orders is required when a marketplace displays orders of exchange-traded securities, and should contain all relevant information including details as to volume, symbol, price and time of the order. Post-trade transparency by a marketplace is always required. Order and trade information must be provided to an information processor or an information vendor if an information processor does not exist. Currently in Canada, TSX Inc. is the information processor for exchange-traded securities other than options.

If prices are not transparent to participants, or there is unequal or incomplete information, participants will not be able to make informed decisions. In addition, if participants are not given access to markets where a security trades, they may be discouraged from trading in that security and a less efficient price discovery process may occur.

<i>Fairness</i>	Fairness refers to the perception and the reality that all participants are subject to the same rules and conditions and that no individual or group has an unfair advantage or disadvantage. The “fairness” of a market may relate to fair access to a specific marketplace or the market as a whole, fair access to trading information, or the fair treatment of orders.
<i>Market Integrity</i>	The integrity of the market relates to the level of confidence in the marketplace as a whole or in a particular marketplace. This confidence level is closely associated with both investors’ perception of fairness in the market, and also the effectiveness of the regulatory environment.
<i>Transaction costs</i>	Transaction costs represent the cost of implementing an investor’s investment strategy and are important to investors as they directly reduce the net return on investment. They are a major factor in determining on which marketplace investors or brokers will choose to execute trades. These can be broken down into a number of categories, including brokerage commissions and / or dealer mark-ups, transaction fees and market impact costs. Low transaction costs are a characteristic of an effective and efficient market.

Consideration of the above-noted characteristics has continued throughout the ongoing development of the Marketplace Rules and other market structure initiatives, including the subsequent revisions to best execution and the implementation of OPR and the regulatory framework for dark liquidity.⁶ Despite some inherent tensions among these characteristics, we have attempted to balance them, where possible.

In our view, any regulatory change necessitates consideration of the above-noted characteristics of an efficient and effective market in the context of our collective mandates to protect investors, and to foster fair and efficient capital markets. In addition, competition and innovation must also be considered given their important role in facilitating the fairness and efficiency of our markets.

B. History and principles underlying OPR

Canada has had a form of trade-through regime in place for trading in exchange-traded securities for some time, although the scope of application and underlying principles has evolved. Obligations to respect best price existed in the requirements of the Bourse de Montréal and Toronto Stock Exchange when they traded securities listed on both exchanges,⁷ and subsequently were embedded

⁶ For example, these characteristics were referred to by the CSA in the background paper entitled “Regulation of Alternative Trading Systems in Canada” published on July 2, 1999 at (1999) 22 OSCB (ATS Supp) and in Joint CSA/IIROC Consultation Paper 23-404 *Dark Pools, Dark Orders, and other Developments in Market Structure in Canada* published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers of October 2, 2009, Vol. 6, No. 39, p. 236.

⁷ The “realignment” of Canadian exchanges in 1999 ultimately led to the TSX becoming the market for senior equities, the TSX Venture Exchange becoming the market for venture securities, and the Bourse de Montréal becoming the market for listed derivatives.

in the initial iteration of best execution obligations reflected in Regulation 23-101⁸ and included in former UMIR Rule 5.2 *Best Price*.

The “realignment” of the Canadian stock exchanges in 1999 resulted in an environment where exchange-traded securities were traded solely on the listing venue, eliminating the need for cross-market trade-through requirements. In anticipation of a return to a multiple marketplace environment, Market Regulation Services Inc. (now IIROC) and the CSA published a series of papers and proposals in connection with a broader review of evolving market developments (primarily, the development of a multiple marketplace environment) and the regulatory framework applicable at the time – this included the development and formalization of the trade-through requirements that were ultimately reflected in OPR.⁹

In the absence of a form of trade-through regime but with competing marketplaces trading the same securities,¹⁰ there were concerns that investors, including retail investors, would perceive an un-level playing field if their orders were not being executed despite showing the best price. This could lead to a loss of confidence in the fairness and integrity of the market, the subsequent withdrawal of investors and / or liquidity from the market, and a decrease in the efficiency of the price discovery process and the markets in general. Critics of OPR however, expressed concerns about the potential for increased costs, and that it would lead to a lack of innovation and competition in Canada.

OPR was finalized in November 2009 and implemented in February 2011.¹¹ It changed the obligation from solely a dealer obligation to being a marketplace obligation. However, it also gave marketplace participants (primarily dealers) the option to assume the obligations under the rule.

The CSA notice of amendments described OPR as a requirement that would “ensure that all immediately accessible, visible, better-priced limit orders are executed before inferior-priced limit orders and are not traded through”. It was confirmed to be an obligation owed to the market as a whole: it could not be waived. The CSA noted that OPR was intended to instill confidence on the part of all types of investors so that they would contribute to price discovery by posting visible limit orders.

In finalizing OPR, the CSA recognized the need to maintain a balance between promoting efficient trading services through marketplace competition, while ensuring fairness and integrity through the efficient pricing and trading of exchange-traded securities across multiple marketplaces.

C. Relevant requirements and guidance

⁸ A form of best-price obligations were included in the best execution obligations when the Marketplace Rules were first implemented. These obligations were modified, and the best-price obligations removed, when amendments to Regulation 23-101 were implemented in September 2008.

⁹ The CSA began its review of order protection or trade-through in 2005 with the issuance of Discussion Paper 23-403 *Market Structure Developments and Trade-Through Obligations* published on July 22, 2005 in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers, Vol. 2, No. 29 (suppl.), in which the CSA, jointly with the former Market Regulation Services Inc., reviewed developments in market structure and regulation in the US and Europe in the context of best execution and order protection. This led to proposals to formalize OPR that were first published for comment on April 20, 2007 in the notice titled *Joint Canadian Securities Administrators / Market Regulation Services Inc. Notice on Trade-Through Protection, Best Execution and Access to Marketplaces* published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers, Vol. 4, No. 16, p. 358. An amended proposal was published on October 17, 2008, under the title *Notice and Request for Comment, Proposed Regulation to amend Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation and Regulation to amend Regulation 23-101 respecting Trading Rules*, published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers, Vol. 5, No. 41, p. 275.

¹⁰ At the end of 2007 there were three visible marketplaces trading TSX-listed securities (TSX, Pure and Omega).

¹¹ *Notice / Regulation to amend Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation / Regulation to amend Regulation 23-101 respecting Trading Rules* published on November 13, 2009 in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers, Vol. 6, No. 45, p. 415.

Under the current OPR, a trade-through occurs when an order is executed at a price that is either lower than a displayed bid or higher than a displayed offer (displayed bids and offers are considered “protected orders” under the current rule).

Trade-throughs themselves are not expressly prohibited as OPR is drafted as a policies and procedures requirement. The obligations fall first upon the marketplaces which are required to establish, maintain and ensure compliance with written policies and procedures that are reasonably designed to prevent trade-throughs.¹² However, marketplace participants can, and in many cases do, assume responsibility for the obligations through the use of the directed-action order (DAO). The rule also provides for exceptions for certain types of trade-throughs.¹³

Where a marketplace participant chooses to assume the OPR obligations through the use of a DAO, the marketplace participant must first establish, maintain and ensure compliance with written policies and procedures that are reasonably designed to prevent trade-throughs, with the same exceptions noted above.

Regardless of whether a marketplace or marketplace participant assumes the obligation for compliance with OPR, the requirements apply to the full depth-of-book, as was the case in the pre-existing best price obligations. The majority of commenters to the 2005 Discussion Paper and the subsequent formal OPR proposals agreed with the full depth-of-book application.¹⁴ In maintaining the same full depth-of-book standard, the CSA confirmed its view that the policy objectives of investor confidence in the fairness and integrity of the market are more effectively accomplished through full depth protection. It is important for investors, including retail investors, to know that any order they enter on a marketplace will be executed before an inferior-priced order, and a shift to a different standard of protection in Canada (such as a top-of-book obligation) may be perceived as adopting a lower level of investor protection.

II. OPR REVIEW

Since 2007, the Canadian market has evolved into a competitive environment for equity marketplaces, with multiple visible marketplaces trading TSX-, TSXV-, or CSE-listed equity securities.¹⁵ This competition has fragmented order flow across various trading facilities, while at the same time bringing choice – marketplaces have introduced different fee models, faster or innovative technology, and new order types.

This evolution has provided the CSA with an opportunity to assess the outcomes of OPR in the multiple marketplace environment in which it was intended to operate. This assessment includes both the benefits we sought to achieve as well as any costs and unintended consequences. Market participants have raised concerns that the costs of complying with OPR outweigh its benefits. We have noted that these concerns increase with the introduction of each

¹² The obligations were placed first and foremost on marketplaces because of the potential advantages of doing so. For example, this would reduce the need for linkages from dealers to each marketplace (and therefore less costs for dealers), better facilitate of monitoring and enforcement, and provide better outcomes in terms of consistency of approach.

¹³ Exceptions include trade throughs resulting from systems issues at another marketplace, situations such as flickering quotes, or if a marketplace participant has decided to take on trade-through responsibilities for the order through the use of the DAO marker.

¹⁴ An Implementation Committee was also struck in connection with the amendments proposed in October 2008. Part of the Committee's work included considering whether OPR should be applied at top-of-book, full depth-of-book or at some other level (e.g., to five price levels). Views of the committee members were split. Although the committee agreed that full depth was more complete and philosophically consistent with the policy objectives of the CSA, there was no consensus on whether the incremental protection offered by full depth was sufficient to justify the incremental costs. Questions were posed by the CSA to the committee to investigate this further and, ultimately, OPR was implemented with full depth-of-book protection.

¹⁵ In addition, there are currently four dark marketplaces (including IntraSpread, a facility of Alpha Exchange) trading these same securities.

new visible marketplace whose displayed orders are protected by the rule. As a result of our assessment and the concerns of participants, a primary focus of our review was to weigh the benefits of OPR, such as:

- efficiency gains from the virtual consolidation of access to fragmented marketplaces;
- an increased investor perception of a level playing field resulting from their visible better-priced quotes trading ahead of other inferior-priced orders; and
- the effect it has had in fostering the emergence of competition (and the results of that competition);

against the costs of OPR, including the inefficiencies that might arise if:

- market participants have become captive consumers of marketplace services in order to comply with OPR;
- captive consumers are generating revenues for marketplaces, supporting an otherwise unsustainable level of competition; and
- the existence of any such unsustainable competition results in excessive complexities, costs and inefficiencies for equities trading.

In carrying out our review, we interviewed approximately 35 market participants located in British Columbia, Alberta, Ontario and Quebec, representing a variety of sell-side, buy-side, marketplace and vendor interests. The purpose of the interviews was to better understand the effects of OPR, both in terms of benefits and costs. OSC staff also consulted with its Market Structure Advisory Committee, comprised of representatives from similar types of firms. Some data analysis was also performed through IIROC to better understand how OPR operates in a multiple marketplace environment. We also had the benefit of considering comments received on a pre-filing by Aequitas Innovations Inc. The proposals in this pre-filing challenged certain fundamental principles underlying the current regulatory framework (including those underlying OPR), and many commenters took the opportunity to present their specific views on the benefits and costs of OPR. The results of our review are reflected below.

A. Review of benefits of OPR

1. Impact of OPR on confidence in the fairness and integrity of the market

As indicated earlier, the primary objective of OPR is to promote confidence in the fairness and integrity of the market in order to support both liquidity and the efficiency of the price discovery process. Generally, the parties interviewed agreed that OPR assists with these objectives as it provides comfort and certainty in trading outcomes - best-priced displayed orders should generally be executed before inferior-priced orders.¹⁶ Where an investor's primary objective is achieving best price for marketable orders, it was also expressed that OPR provides a mechanism to ensure that the interests of the client are satisfied by their dealer in the order execution process.

However, a common view expressed was that many investors, and retail investors in particular, are likely not aware of OPR and its implications for their orders and, as such, its effect on investor confidence might be difficult to measure. It was also suggested that the ability to measure the effect of OPR on confidence, liquidity and price discovery might be further

¹⁶ Except in the types of scenarios where trade-throughs are permitted to occur as outlined in section 6.2 and paragraph 6.4(1)(a) of the current Regulation 23-101.

complicated by the fact that some form of trade-through protection had already existed in the Canadian regulatory framework. The true impact of OPR might not be evident unless the rule was to be loosened or repealed. More generally, it was also noted that the impact on investor perceptions due to the competing effects of macroeconomic conditions, various high-profile technology glitches seen in the operation of foreign markets and high frequency trading, could also challenge any attempt to isolate the impact of OPR on confidence in the fairness and integrity of the markets.

Questions were also raised regarding the benefit of protecting displayed limit orders on markets other than the dominant market for trading (generally, the listing market). It was also questioned whether OPR is having its intended effect if orders on the other marketplaces belong to parties, such as professional traders, whose confidence in the fairness and integrity of the markets would be least likely to be negatively affected in a material way in the absence of the rule. In considering this question further, we examined trade data from each visible marketplace and grouped participants based on certain identifying factors that may proxy for retail, institutional and professional traders. This was done with the objective of examining active/passive ratios¹⁷ for each group, and assessing whose limit orders are receiving the benefit of protection on each visible trading venue.¹⁸ What is generally suggested by the analysis is that the vast majority of the retail and institutional client order flow is entered for display on the listing markets (e.g., on TSX or TSXV), and that a much smaller percentage of retail or institutional order flow is displayed on other marketplaces. Much of the remaining order flow displayed on other marketplaces appears to belong to professional traders. This is further supported by anecdotal evidence provided by dealers during our interviews, regarding the placement of their passive retail and institutional client orders. Some of the results of our analysis are included at Appendix A-1.

2. Other identified benefits of OPR

Based on our observations of the evolution of the multiple marketplace environment, and feedback received during our interviews, OPR has also resulted in increased trading efficiency through the technological investment made by marketplaces, dealers and service providers (vendors) to manage orders across multiple venues. It has also been suggested that OPR, in concert with existing pre-trade transparency requirements, has mitigated the impact of liquidity fragmentation through the virtual consolidation of the central limit order books from each visible market by various market participants and vendors. Finally, we heard generally positive statements from participants regarding the effect that OPR and the preceding UMIR 'best-price' obligations had on fostering competition at a time when nearly all trading was conducted on the listing markets (i.e., pre-2008). Although many indicated that competition has put downward pressure on certain fees, this was often overshadowed by concerns with how overall costs have increased as a result of OPR and / or the evolution to a multiple marketplace environment.

B. Review of costs and unintended consequences of OPR

¹⁷ Active/passive ratio refers to the comparative calculation of orders which are liquidity providing (passive orders) and liquidity removing (active orders).

¹⁸ Trader IDs were grouped together based on their use of any of: (1) the intentional cross marker (to proxy for institutional client orders); (2) SDL orders on Alpha IntraSpread (stated to be limited to orders of clients that meet the definition of 'Retail Customer' under IIROC's member rules); (3) post-only orders (most likely to be used by professional traders executing a market making strategy dependent on the placement of passive orders); (4) and the SME marker (generally intended to capture professional trading in arbitrage accounts, formal market making accounts, informal market making / high-frequency trading accounts, and dealer facilitation accounts).

As outlined earlier, OPR requires that all best-priced displayed orders be executed first, regardless of where the orders are displayed (subject to the exceptions noted above). For participants that choose to assume the OPR obligations and control their own order flow through the use of DAOs, the practical result has been the need to acquire (whether directly or indirectly) both market data from, and access to all visible marketplaces. Marketplace participants have suggested that this has led to a situation where they are captive to certain marketplace services, with significant cost implications. It has also been suggested that OPR causes or contributes to certain market inefficiencies, whether in connection to the captive consumer issue or for other reasons. We discuss each of these in more detail below.

1. Cost implications of the “captive consumer issue”

Participants have expressed concerns to us regarding the increased cost burden and market inefficiencies associated with the captive consumer issue for some time. These concerns have become more pronounced in recent years both as existing marketplaces continue to develop service offerings and introduce fees on new or existing services, and as new marketplaces begin operations.

Based on our interviews and consultations, the direct and indirect costs most commonly connected to OPR and the captive consumer issue can be grouped into the following four categories: marketplace fees, technology costs and risks, trading inefficiencies, and ‘other’ operational implications (e.g., marketplace liability, and compliance burdens).

(i) *Marketplace fees*

During our interviews, a number of marketplace fees were identified as being impacted by the captive consumer issue, specifically trading fees, market data fees and membership or subscriber fees. The materiality of each of these fees in relation to overall cost impact varied between the dealers interviewed. Some viewed trading and data as being the most relevant and indicated that less choice existed in paying these fees, while others specified that membership and subscriber fees were also a significant cost. We note that some of the concerns with respect to marketplace fees are not directly resulting from the implementation of OPR. These are discussed in later sections of this notice.

Regarding trading fees, participants raised specific concerns about the implications of OPR on their costs to execute marketable order flow, given that OPR necessitates that participants trade with the best-priced displayed orders, regardless of the level of fees charged by marketplaces displaying those orders.

The primary concerns raised with data fees were similar to those identified in CSA Staff Consultation Paper 21-401 *Real Time Market Data Fees*¹⁹ (Data Fees Paper). These specifically were that: data fees are generally high; data costs in aggregate have increased significantly as additional visible marketplaces begin charging for data; data fees may not be subject to sufficient competitive forces to bring discipline to the level of fees being charged; and where necessary to comply with regulatory obligations (most notably OPR and best execution obligations), participants are captive to market data fees.

Some dealers expressed concerns about membership or subscriber fees. The extent of the concern depended on whether the dealer’s business model necessitated that it directly access every marketplace. In some examples noted by dealers, their monthly invoices for membership or

¹⁹ Published on November 8, 2012 in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers, Vol. 9, No. 45, p. 306.

subscriber fees were significant multiples of the total amount invoiced for trades executed on the marketplace during the month. However, other dealers have addressed these cost concerns by choosing an alternative and entering into jitney arrangements.²⁰

One final category of marketplace fees identified were those related to connectivity (i.e. physical connections to the marketplace that are provided by the marketplace). These were an identified concern for dealers that access trading on marketplaces through their own managed connections, rather than through a vendor.

In the context of the captive consumer issue, we note that concerns regarding marketplace fees were identified as being an issue primarily for dealers and vendors, as parties who are typically impacted directly by these fees. The institutional investors interviewed indicated there was a general lack of transparency around the impact of trading fees and data fees on their explicit trading costs, as such fees are typically covered by flat rate commissions commonly charged to institutional clients for their trades. As a result, they were generally not in a position to comment on the implications of OPR on these costs. Some noted, however, that certain dealers had begun to charge directly for data fees previously recovered through commissions.

(ii) Technology costs and risks

Technology costs were also identified by many dealers as a significant cost associated with the captive consumer issue. The primary costs identified were those relating to the technology infrastructure and staff resources needed to manage the increasing volume of data and complexity that have accompanied the evolution of the multiple marketplace environment. Part of the technology costs included not only internal infrastructure but also any infrastructure needed to facilitate connectivity to a marketplace, which result in connectivity costs that are separate from any connectivity fees charged by a marketplace. It was also acknowledged that many of these technology-related costs might persist in the absence of OPR. They are in many cases a by-product of multiple marketplaces trading the same securities, and the emergence of new trading methodologies. However, some dealer and vendor representatives expressed frustration over their inability to better manage the scope and timing of their technology spend given the implications of OPR for their technology resource allocation. This was the case when discussing both the impact of significant system changes initiated by existing marketplaces, as well as the cost and time needed to prepare for the launch of each new visible marketplace. These costs are incurred regardless of whether the marketplace has demonstrated value for clients. It was noted that these costs included not only the hard and soft development and maintenance costs, but also the opportunity costs of having to defer or abandon other technology projects and improvements.

The risks imposed by the scope, timing or frequency of system changes at visible marketplaces were also identified as a concern by both dealer and vendor representatives. It was noted that such marketplace system changes can introduce risks to their systems, and sufficient testing time is needed to ensure the continued proper operation of systems and algorithms. It was not clear from our discussions whether this issue stemmed from a concern with the actual amount of lead-time currently being afforded by marketplaces, or if it related more to the need to accommodate the scheduling of marketplace changes regardless of any competing internal technology resource demands and pressures.

²⁰ The exercise of some degree of choice by dealers with respect to access to trading can also be seen in the recently published results of IIROC's survey on best execution. See the discussion on Marketplace Access in section 3.1 of IIROC Notice 14-0082 *Best Execution Survey Results* published on March 28, 2014 at http://www.iiroc.ca/Documents/2014/61ec2e27-7e15-4a42-9adc-5c7895d16c81_en.pdf.

Again, as was the case for marketplace fees, in the context of OPR these costs were only raised as a concern by dealer and vendor representatives. The institutional investors interviewed were generally reliant on the system infrastructure provided to them by a dealer or vendor.

(iii) Trading inefficiencies

OPR has also been identified to us as creating or compounding certain trading inefficiencies that could have a variety of implications for both dealers and their clients. The scope of the impact included execution quality, implicit and explicit trading costs, and the administrative costs associated with back-office trade processing. Such inefficiencies can arise because OPR compliance requires an order to trade against the best prices displayed across all marketplaces. This can result in execution quality being negatively impacted, especially in instances where the size of the order necessitates trading with displayed orders at multiple price levels.²¹ It was suggested that this can result in signalling and latency which advantages other participants, and can result in worse executions or lost fills for the client. It was also suggested that the costs associated with routing in such a manner are often not sufficiently outweighed by the benefits of capturing small volume orders displayed on each marketplace at a better, or even the best, price (e.g., 100 shares). As noted earlier, in such circumstances additional questions were raised as to whether the passive orders receiving the benefits of OPR belong to counterparties who are in greatest need of the protection afforded by the rule.

Many dealers also identified 'ticketing costs' that are often charged by the dealer's back-office service providers for each fill received from each marketplace submitted for clearing. Given the effect that OPR can have on the routing of an order across multiple marketplaces, participants indicated that ticketing costs have increased significantly as orders that previously might have been filled at once on one marketplace, are now being split into multiple fills (and incurring multiple tickets costs). We understand that some dealers have implemented or are in the process of implementing mechanisms to mitigate these costs through 'trade compression'.²²

(iv) Other operational implications

Dealers have expressed concerns regarding the lack of negotiating power with marketplaces to which they feel captive as a result of OPR. The most notable of these concerns relates to the liability provisions contained in marketplace membership or subscriber agreements that, as a result of OPR, many dealers feel compelled to sign in order to access trading on a marketplace as a member or subscriber. They believe this results in an unreasonable transfer of risk from the marketplace to the dealer where the marketplace disclaims or severely limits liability for member or subscriber losses caused by the marketplace.

Dealers also identified increased compliance cost issues associated with each new visible market displaying orders that must be accessed to comply with OPR.

2. Potential impact on broader market efficiency

In addition to an increased cost burden, OPR is also viewed by some as creating or contributing to broader market inefficiencies. It can be argued that OPR acts as a support for marketplaces, in that it

²¹ Even in the absence of OPR, it was indicated that these costs will continue to exist to the extent a dealer has determined it necessary to trade their client orders in a similar way to achieve best execution.

²² Trade compression has been described as a cost minimization process where multiple trades in the same security are grouped / netted to the extent possible before being submitted for clearing purposes, resulting in fewer 'tickets' and 'ticketing charges' by the back-office service vendors.

allows visible marketplaces to collect fees from those who might not otherwise use their services in the absence of OPR.

Where OPR acts as a support for marketplaces, it can also support the launch or continued operation of visible marketplaces that might not otherwise be going-concerns. This can facilitate increased fragmentation which may impact market quality, complexity, and the costs to participants.

Market inefficiencies can also arise to the extent that OPR, and any support for marketplaces resulting from OPR, might stifle competition and innovation – a potential outcome noted in comments to the original OPR proposals. The last few years have shown innovation and competition between marketplaces to be largely occurring on the basis of fees, technology and speed, and via the launch of second trading facilities by existing marketplaces that also appear to be differentiated primarily based on trading fees.

C. Other Contributing Market Issues

We note that many of the issues relating to the costs and market inefficiencies identified above can also be related to factors and issues connected to the broader market structure evolution. This makes separating the effect of OPR from the effect of these other factors or issues more difficult. At a minimum, it is important to consider how each of these might relate to the costs and market inefficiencies, in order to identify what actions might best address the concerns raised.

1. Emergence of the multiple marketplace environment

As noted earlier, the competitive environment for equity marketplaces has evolved to include multiple marketplaces trading TSX-, TSXV-, and / or CSE-listed equity securities. Even in the absence of OPR, the existence of multiple marketplaces can present many of the same complexities, costs and inefficiencies identified earlier, as order flow is increasingly fragmented across the various markets. OPR, and best execution obligations to a lesser extent, can influence the degree and means of access to each market thereby increasing the potential for added costs and inefficiencies in a multiple marketplace environment.

2. Payment of rebates under maker-taker and inverted maker-taker fee models

In 2005, TSX introduced a volume-based maker-taker fee model to incentivize the posting of liquidity to compete with marketplaces in the U.S trading interlisted securities. Under this fee model, the liquidity providing side (the maker) of the trade receives a rebate while the liquidity taking side of the trade (the taker) pays a fee. While initially introduced by TSX on securities interlisted on NASDAQ and AMEX, this model was extended in 2006 to trading in all TSX and TSXV listed equity securities. Since then, it has generally formed the basis for trading fee models used by the competing visible equities markets in Canada for their continuous trading sessions.

The payment of a rebate under the maker-taker fee model can be viewed as both an incentive intended to attract order flow to a particular marketplace, and also as a means of rewarding or compensating a liquidity provider for the risk associated with placing that order and contributing to the price discovery process. With an increased incentive to place passive orders, the maker-taker model has been credited by some for resulting in narrowed spreads, and better execution prices for marketable orders. However, competition to capture passive rebates by some participants may have reduced the ability for other market participants to receive fills on passive

orders. As a result certain participants 'cross the spread' more often, resulting in both greater execution costs in the form of the spread paid²³, and increased trading fees.

More recently in both Canada and the U.S., the concept of a payment from a 'liquidity taker' to a 'liquidity maker' has broadened as markets have evolved. An example of this evolution is illustrated by the increased use of the "inverted" maker-taker model – where the liquidity taker receives a rebate and the liquidity provider pays a fee. The result is a situation where a rebate is no longer being paid to reward for risk and / or price discovery contribution.

Staff are of the view that the payment of rebates under either traditional or inverted maker-taker models is impacting behaviour with respect to both trading and order routing strategies on the part of a variety of market participants. We are concerned that the payment of rebates is incentivizing behaviours in ways which may have a negative impact on our market. These concerns have been raised with us regarding the maker-taker model in connection with the OPR review, the comments received to the Aequitas pre-filing notice, and through our ongoing oversight of marketplaces and market structure. Further, certain issues have been identified in a number of market structure research papers and publications.

(i) Fragmentation and Segmentation of Order Flow

We have heard that the variation in trading fee levels and models is contributing to increased fragmentation of order flow beyond what might normally result from a multiple marketplace environment. As noted earlier, Canadian marketplaces have been competing increasingly on the basis of fees. This can be seen through an examination of the various fee changes implemented by venues, and the subsequent fee changes implemented by competitors in response. It can also be seen in connection with the launch of second marketplaces that are differentiated primarily based on fees.

Through our interviews and ongoing oversight activities, we have also heard the view that one of the primary motivations for a marketplace to operate multiple trading facilities with different fees and / or models is to segment order flow in order to cater to certain participants or categories of order flow. An example of this can be seen through the use of the inverted maker-taker model. Under an inverted maker-taker model, a compelling reason must exist for a liquidity provider to pay to post liquidity on a marketplace given that such a decision means forgoing the passive rebate paid by other marketplaces utilizing the traditional maker-taker model. It is our understanding that two primary reasons are as follows:

- to move the passive order to the top of the consolidated order book, based on the assumption that, given multiple marketplaces displaying orders at the best available price, a cost-sensitive dealer may choose to route a marketable order first to the venue which pays a rebate; and
- to increase the chances of trading with order flow most likely to be sensitive to active trading fees – specifically that of the retail dealer.

To mitigate the resulting increased trading costs, participants may seek less costly means of executing traditionally active flow, as is the case with retail orders. The use of dark pools is one

²³ There may also be benefits received in the form of narrower spreads and increased liquidity (e.g., increased immediacy) that can have the effect of offsetting these costs to some extent. For example, if retail investor orders historically have tended to be active (and thus cross the spread), these continue to be active but cross a narrower spread resulting in a better execution price for the investor.

way to address the higher costs associated with routing active orders²⁴, given the lower fees typically charged by dark pools, and more recently, inverted maker-taker models are being used for similar purposes.

(ii) *Conflicts of interest*

As noted above, the payment of rebates is being used to incentivize particular routing behaviours, both in inverted and traditional maker-taker models. As a result, the rebate payment raises the potential for conflicts of interest in routing decisions on the part of dealers managing client orders. Angel, Harris and Spatt reference this issue in a 2010 paper and a subsequent 2013 update.²⁵ They note that dealers may be incentivized to route their clients' limit orders to marketplaces paying the highest rebates, and their marketable orders (subject to the price requirements under OPR) to venues with the lowest active fees (or to venues with an inverted maker-taker model where they receive a rebate). Typically, these rebates are not passed on to the end client.²⁶ In a July 2013 research publication, Pragma Securities further noted that "a trade execution strategy that is optimal for the broker may not be optimal for the client."²⁷ Similar issues were raised in a December 2013 report by the International Organization of Securities Commissions (IOSCO) titled *Trading Fee Models and their Impact on Trading Behaviour*,²⁸ in which some regulators indicated concern with the impact on best execution for clients if routing decisions are being made by dealers based on the potential for the dealer to earn a rebate or discount (via low fees) on the trade.

(iii) *Transparency issues*

Another concern raised by the maker-taker model is that high rebates may distort the transparency of quoted spreads. Many also believe that while the payment of rebates to liquidity providers may have narrowed spreads due to competition for the rebate, this narrowing is subsidized by the market participant who ultimately pays the fee on the transaction.

When rebates and fees are not passed on to the end client in all circumstances, and only certain market participants are able to gain the potential economic benefit which might come from the rebate payment, an unlevel environment for investors is created. It has been suggested that a potential solution would be to require all fees and rebates to be passed on to the end client, and that this would not only level the economic outcomes of trades for all participants, but would also eliminate any dealer conflicts of interest noted above with respect to routing. However, various industry participants representing different business segments have indicated to us that such a solution may be very difficult and costly to implement from a technology perspective.

Further, and relating specifically to the inverted maker-taker model, Angel, Harris and Spatt note that such models essentially allow the liquidity provider to quote ahead of another participant at what is effectively a sub-penny price²⁹ not permitted under existing rules.

²⁴ As an example, the use of Alpha IntraSpread is only available to retail order flow due to its restriction on the use of the "seek dark liquidity" (SDL) order type.

²⁵ *Equity Trading in the 21st Century*, Angel, Harris and Spatt, May 2010 and June 2013.

²⁶ We understand this is the case for Canadian marketplace participants as indicated in section 3.4 of IROC Notice 14-0082 *Best Execution Survey Results* published on March 28, 2014 at http://www.iroc.ca/Documents/2014/61ec2e27-7e15-4a42-9adc-5c7895d16c81_en.pdf.

²⁷ *A Conflict Inherent in the Maker-Taker Model: Equities vs. Futures*, Pragma Securities, July 2013, p. 1.

²⁸ Available at: www.iosco.org/library/pubdocs/pdf/IOSCOPD430.pdf.

²⁹ *Equity Trading in the 21st Century*, June 2013, p. 28.

(iv) Increased intermediation on highly liquid securities

Providing incentives to encourage the provision of liquidity can be seen as an objective which is likely to yield positive benefits for the market, but achieving that objective should not come at an unreasonable cost for other market participants. As the multiple marketplace environment expanded and the maker-taker model emerged as the primary fee model utilized to attract passive order flow, a greater number of short-term liquidity providers entered the market. The result has been an increase in liquidity provision, but predominantly in securities which are the most highly liquid. This was illustrated in IIROC's publication of the results of Phases I and II of their study on high frequency trading.³⁰ In this report it was noted that for user ID's identified as part of the study group, 77% of the volume, 88% of the value and 84% of the number of trades executed were in the most highly liquid TSX-listed securities.

Staff are concerned that while the payment of rebates has successfully increased the level of liquidity primarily in the most liquid securities, it may have led to a situation where there is unnecessary intermediation by short term liquidity providers in securities where such intermediation is least needed. This raises questions regarding the appropriateness of a fee model which necessitates a payment from a liquidity taker to a liquidity provider, where sufficient liquidity already exists.

(v) Marketplace competition

We note that competition for rebate-driven volume may reduce the incentive for marketplaces to make changes to their fee models that might address the identified issues (absent a requirement for their competitors to do the same). As an example, there might be a limit to which a marketplace might lower the rebates it pays under a maker-taker model, as a decrease below a certain level could result in significantly lower passive order flow being directed to that market, and a subsequent loss of trading volume, market share and revenue.³¹ Especially where competitive pressures are stronger (e.g., interlisted securities and liquid non-interlisted securities priced over \$1), there may be less incentive for marketplaces to deviate from a fee model that involves the payment of rebates for provided liquidity.

3. High frequency trading

The Canadian equity marketplace has experienced significant growth in high speed, low latency and technologically- driven trading activity, transforming market dynamics across the industry. The IIROC report on Phases I and II of its study of high frequency trading (HFT), points to a number of factors as having helped to lay the groundwork for HFT. They include the advent of decimalization, multiple marketplaces, increased competition among marketplaces, the globalization of trading and the advancement of trading technologies.³² In an update presented at the joint OSC / IIROC Market Structure Conference in November of 2013, IIROC identified HFT as representing 15% of volume, 24% of value and 35% of the number of trades executed between January 2012 and June 2013.³³ Further information regarding HFT characteristics, strategies and risks can be found in the July 2011 IOSCO Consultation Report *Regulatory Issues Raised by the Impact of Technological Changes on Market Integrity and Efficiency*³⁴ and

³⁰ Published at: http://www.iiroc.ca/Documents/2012/c03dbb44-9032-4c6b-946e-6f2bd6cf4e23_en.pdf.

³¹ We acknowledge that, effective November 1, 2013, the TSX and TSXV revised its fee model for securities priced under \$1 to introduce symmetrical fees (i.e., both the active and passive sides pay the same fee per share traded).

³² Published at: http://www.iiroc.ca/Documents/2012/c03dbb44-9032-4c6b-946e-6f2bd6cf4e23_en.pdf.

³³ Published at: http://www.iiroc.ca/Documents/2013/03603d99-c3ef-4fb6-8b94-a6b6aa857cf3_en.pdf.

³⁴ Published at: www.iosco.org/library/pubdocs/pdf/IOSCOPD354.pdf.

in a March 2014 review published by Staff of the Division of Trading and Markets of the U.S. Securities and Exchange Commission.³⁵

While supporters of HFT point to increased liquidity and narrowed spreads as being positive outcomes, others have raised questions about the accessibility of the liquidity being provided and the extent to which spreads have actually narrowed.³⁶ Concerns have also been raised regarding how potential technology and speed advantages of HFT firms, together with competition amongst them for passive rebates, may have contributed to increased intermediation and the “crowding out at the quote” of other participants. This is said to be contributing to the increased cost burden for dealers, and in particular retail dealers, to the extent that they are more frequently takers of liquidity, and thus more frequently paying active trading fees.

IIROC is continuing with Phase III of its HFT study that may help to identify whether there are in fact specific market quality or market integrity issues with high frequency trading that need to be addressed through new or amended regulation.

In the meantime, we and IIROC have been focussed on introducing and amending requirements applicable to the “infrastructure of trading”. Specifically, the introduction of *Regulation 23-103 respecting Electronic Trading and Direct Electronic Access to Marketplaces* (ETR) and the proposed amendments to the Marketplace Rules and other requirements found in UMIR, impose requirements on dealers and marketplaces to manage the risks associated with all electronic access to marketplaces, including HFT. These requirements include pre-trade controls, coordinated volume and price thresholds, single stock and market wide circuit breakers, and a host of operational requirements, including quality assurance requirements, applicable to marketplaces in introducing and launching systems. A report published by the OSC relating to work performed by a consultant retained to examine the regime concluded that currently no gaps exist in ETR.³⁷

4. Implementation of regulatory framework for dark liquidity (Dark Rules)

Commencing in October 2009, the CSA together with IIROC published a series of joint papers that resulted in the implementation of the Dark Rules, which outline the regulatory approach to dark liquidity.³⁸ These rules require a resting dark order to provide meaningful price improvement to another order which is small in size, define the “minimum price improvement” needed to be meaningful, and establish priority for visible orders over dark orders at the same price on the same marketplace.

What has been observed since the implementation of the Dark Rules is that certain dark trading facilities experienced a sharp decline in trading activity.³⁹ It has been suggested that the primary reason for this is that the price improvement requirements removed the economic incentive for the liquidity providers in these facilities to continue to provide passive liquidity. As a result, the

³⁵ Published at: http://www.sec.gov/marketstructure/research/hft_lit_review_march_2014.pdf.

³⁶ See for example: *Evolution of Canadian Equity Markets*, RBC Capital Markets, February 2013.

³⁷ OSC Staff Notice 23-702 *Electronic Trading Risk Analysis Update*, published at: http://www.osc.gov.on.ca/documents/en/Securities-Category2/sn_20131212_23-702_electronic-trading-update.pdf.

³⁸ This consisted of three joint papers being: (1) Joint CSA / IIROC Consultation Paper 23-404 *Dark Pools, Dark Orders, and Other Developments in Market Structure in Canada* published in October 2009 in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers, Vol. 6, No. 39, p. 236; (2) Joint CSA / IIROC Position Paper 23-405 *Dark Liquidity in the Canadian Market* published in November 2010 in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers, Vol. 7, No. 46, p. 327; and (3) Joint CSA / IIROC Staff Notice 23-311 *Regulatory Approach to Dark Liquidity in the Canadian Market* published in July 2011 at (2011) 34 OSCB 8219.

³⁹ Most notably, Alpha IntraSpread which saw its market share of volume drop from 3.6% in the calendar month before the implementation of the Dark Rules (being September 2012) to 0.3% in the calendar month after (being November 2012).

dealers that were utilizing those dark facilities to help manage their active trading costs (while also providing their clients with price improvement opportunities) are having more of their active flow trading on visible markets with higher active trading fees. This contributes to their overall cost burden and provides incentives to find alternative means to mitigate their costs.

We note that the implementation of the Dark Rules did not introduce the issues that are contributing to high active-passive ratios for dealers, and high active trading costs. However, when they were introduced, they changed the economics of trading in the dark and the landscape within which dealers could find cost relief. That being said, we note that the intended outcome of the Dark Rules was to reassert the priority of the visible market and the importance of price discovery being achieved through the use of visible orders.

5. Potential issues with market data fees

The magnitude of market data fees incurred by a dealer is directly impacted by its business model, and the choices it has made with respect to the services it will provide to clients. This has become clear through our continued work on data fees since the publication of the Data Fees Paper and our ongoing discussions with market participants. For example, in some cases dealers (typically those with a specific client base to whom data is not provided) did not identify market data fees as an area of significant concern. For these firms however, the primary issues identified with respect to market data fees were related to the potential for OPR to support marketplaces through the captive consumer issue, and their view as to the potential disconnect between the value and cost of data for some of the smaller marketplaces. Further, we also heard frustration regarding larger marketplaces which may have seen sustained decreases in market share but have not correspondingly adjusted their data fees.

For other dealers, especially those that provide data to clients (whether institutional or retail), and those with a large retail investment advisor network, market data fees were a significant concern. Aside from any relationship that might exist between data fees and OPR (and to a lesser extent best execution), the concerns with respect to market data fees incurred by these dealers seemed to relate mostly to the following:

- the increasing cost to acquire data from all markets as a result of additional visible marketplaces charging for data;
- the potential that data fees are not subject to sufficient competitive forces as a result of both marketplace control over the production and pricing of their market data products, and the inability to substitute market data from one marketplace with that from another.

These issues were considered in the Data Fees Paper, but only in relation to fees paid by professional subscribers. As a result of our discussions with participants and further consideration of data fee issues more generally, we have placed some additional focus on the level of non-professional market data fees.

While non-professional data subscribers would not be subject to the captive consumer issue associated with OPR, they may be subject to a similar effect as a result of the second of the two issues identified in the bullets above. This group may use data primarily to obtain indicative pricing information and as such, acquiring data from all marketplaces may not be necessary. Although this potentially allows for competitive pricing to manage the fees charged to these groups, it appears that the industry continues to rely primarily (and in many cases solely) on the

listing exchanges as their source of market data for indicative pricing purposes.⁴⁰ This observation is based both on our interviews with participants, as well as our understanding of other marketplaces' efforts in recent years to present their market data to the dealer community as a cheaper but effective substitute for indicative pricing purposes. As it relates to non-professional subscribers, a comparative review of the fees charged by Canadian listing exchanges and similar fees both in the US and internationally indicates that non-professional market data subscribers in Canada receive a significantly lower percentage discount to professional fees, relative to their US and international peers. More details on this analysis are provided later in this notice.

6. Best Execution in a multiple marketplace environment

The best execution requirements under Part 4 of Regulation 23-101 and UMIR 5.1 become more complex in a multiple marketplace environment. Although best execution is currently subject to compliance with OPR requirements, it is still a fundamental principle. Notwithstanding that compliance with OPR may require direct or indirect access to marketplaces and market data, best execution may ultimately raise similar captive consumer issues. However, in the context of best execution, these issues may result more from the particular business decisions made by dealers in determining whether executing on particular marketplaces would result in best execution for their clients.

Best execution in a multiple marketplace environment can also be impacted by conflicts of interest that may influence the handling and routing of client orders. These conflicts can arise from ownership in marketplaces, including ownership incentive programs, or as a result of the incentives created by fees and fee models, such as those mentioned earlier in this notice in the context of the maker-taker and inverted maker-taker fee models.

D. SUMMARY OF REVIEW

In completing our review of OPR, we are of the view that the objectives of the rule (the protection of better-priced displayed orders across multiple marketplaces to instil and ensure confidence, and to facilitate liquidity provision and efficient price discovery) continue to be important. As a result, we remain committed to our view that order protection is and should continue to be, a fundamental part of the Canadian market. However, our review of the costs and benefits of OPR, and our observations during the evolutionary years of the current competitive environment (spanning the former 'best-price regime' and the current OPR regime), indicate that OPR as implemented, has contributed to additional costs and inefficiencies that should be addressed.

More specifically, we think that the costs and inefficiencies associated with protecting 100% of displayed orders from trade-throughs⁴¹ may not be sufficiently justified by the benefits of full-scope protection. Furthermore, we are concerned that OPR does act as a support for marketplaces in that market participants are captive consumers of certain marketplace services. While it appears that some degree of choice does exist for some dealers to manage access to visible markets and the associated costs (e.g., membership and connectivity costs), the fact remains that OPR compliance necessitates that all marketplace participants must access trading on each visible market either directly or indirectly – ultimately some participant must be a

⁴⁰ Part of this might also relate to a non-professional client's lack of awareness of markets other than the listing exchanges, and their desire to see their non-marketable limit orders displayed on the exchange.

⁴¹ Other than those trade-throughs for which exceptions are currently provided under OPR.

member of a marketplace to facilitate connectivity for themselves and others. Consequently, we think that OPR does provide support for all visible marketplaces, from dealers and access vendors seeking access to trading. This translates into costs for marketplace participants (whether directly, or indirectly through the fees charged by an executing broker or vendor for facilitating access) that may not be reasonable. In addition, we agree that dealers controlling their own order flow must obtain data to make routing choices, which further bolsters the argument that OPR is acting as a support for marketplaces, and impacts dealer and vendor costs. We note however, that the debate regarding the extent of the data or number of data feeds necessary for these purposes will likely continue.

In addition where OPR is acting as a support for marketplaces, providing incentives for the launch of new trading venues or supporting the continued viability of a marketplace that would not otherwise exist, we think that the rule is promoting both the trading inefficiencies and broader market inefficiencies discussed in this notice.

Against this backdrop remain questions regarding whether full-scope application of OPR is necessary to produce the desired results of confidence in the fairness and integrity of the market and the efficiency of the price discovery process and the market in general. This is particularly the case when considering the likelihood that many of the passive displayed orders benefitting from OPR protection may be entered by participants whose confidence in the fairness and efficiency of the markets, and whose continued willingness to participate and contribute to price discovery, may be less impacted by any variation in the level of protection afforded. As previously noted, a further consideration is the benefit provided by OPR to those clients whose primary interest is obtaining the best price for their orders, in that OPR ensures continued alignment of client and dealer interests in such circumstances.

Consequently, as a result of our review of OPR we are of the view that we should take steps to help reduce the extent to which OPR acts as a support for marketplaces, and to mitigate the related cost issues. However, these measures must be balanced against both the original objectives of OPR, and considerations related to the effect on competition and innovation. Further, based on our assessment of matters relating to trading and data fees as well as related work on the Data Fees Paper, we think that other existing issues in these areas warrant further attention.

Finally, in considering any potential solution to these issues, it is important to recognize that best execution obligations in a multiple marketplace environment could produce similar captive consumer and regulatory support issues, if a dealer believes that access to certain venues is essential for ensuring compliance with rules. We are of the view that the best execution guidance, along with dealer reporting requirements should be examined to ensure clarity of expectations by both regulators and clients.

III. APPROACH TO ADDRESSING ISSUES ASSOCIATED WITH OPR

We are proposing an approach that will adjust the application of OPR, primarily by limiting order protection to marketplaces that meet a threshold, and more directly regulating trading and data fees (the Proposed Approach). Using this approach, we are maintaining OPR as a fundamental part of our regulatory regime while recognizing some of the inefficiencies and costs resulting from full OPR implementation and addressing the captive consumer and regulatory support issues. The Proposed Approach is also intended to provide dealers with flexibility to determine when and if to access trading on certain marketplaces to achieve best execution for clients. We are also setting out a proposal regarding trading fees, which will involve a cap on active trading

fees in the near-term for some securities, and the outline of our intention to study the imposition of restrictions on the maker-taker fee model. Finally, we are proposing a response on data fees to address the primary areas of concern raised during our consultations with stakeholders through both the Data Fees Paper, and the interviews conducted during the OPR review. More details on the Proposed Approach are set out below.

The amendments proposed to Regulation 23-101 are necessary to implement the Proposed Approach. These amendments are described below and published with this notice.

A. Amendments to OPR

We are proposing that the scope of the application of OPR be reduced, so that it does not apply to displayed orders on all visible marketplaces. This approach allows for consistency with our objectives for OPR – primarily those relating to confidence and promoting price discovery – while acknowledging that a full-scope application of OPR to displayed orders on all markets might not be efficient or necessary to reasonably achieve those objectives.

The implementation of an approach that would reduce the scope of the application of the rule is intended to provide additional flexibility for dealers, as OPR will not apply to the displayed orders on all marketplaces. This should help dealers to better manage some of the implicit and explicit costs associated with accessing trading on all visible marketplaces, and also reduce the extent to which OPR acts as a support for marketplaces.

1. Description of OPR proposal

- Visible orders entered on a marketplace that meets or exceeds a market share threshold set by the CSA will be protected.
- Visible orders on exchanges that do not meet the OPR threshold will be protected for securities listed on that exchange.
- The initial market share threshold will be set at 5% market share of the adjusted share volume and value of trades.
- The market share threshold will be calculated based on continuous auction trades that involve passive displayed orders subject to the protection of OPR and will exclude trades such as crosses, or those involving dark orders, opening and closing calls, special terms, etc.

We are proposing to introduce a market share threshold at or above which the displayed orders on a marketplace will be protected. What this means is that marketplaces and dealers that choose to take on the OPR obligation will be required to have policies and procedures that are reasonably designed to prevent trade-throughs of displayed orders on a marketplace, or on its market or facility⁴², that has a market share at or above the threshold. This will be achieved by amendments to the definitions in Regulation 23-101. Specifically, we propose to make the following changes.

- We propose to amend the existing definitions of 'protected bid' and 'protected offer' to add the qualification that the order be entered on a marketplace that has met the market

⁴² The definition of "marketplace" in Regulation 21-101 and under the *Securities Act* (Ontario) includes reference to a market or facility.

share threshold or on a listing exchange (both referred to as 'protected markets' for the purposes of this notice, and other marketplaces that have not met the threshold being referred to as 'unprotected markets'), subject to certain limitations for orders entered on listing exchanges as outlined below.

- We will confirm in section 1.1.7 of Policy Statement 23-101 that the definition of 'trade-through' applies to a trade executed on either a protected or unprotected market, where the trade occurs at an inferior price to the best priced protected order. It does not apply to a trade that occurs at an inferior price to an order displayed on an unprotected market.

(i) Calculation of the market share threshold

We are proposing a 5% adjusted⁴³ market share threshold to achieve a protection objective of at least 85-90% of the volume and value of adjusted trades (adjusted based on the exclusions outlined below). In our view, it is important to address the inefficiencies associated with the full implementation of OPR, but maintain a meaningful level of order protection.

We propose that the 5% adjusted market share calculation be based on a combined average share of the volume and value traded (each equally weighted). It will be calculated based on the share of trading over a one-year period, and will be applied at the market or facility level where the marketplace is comprised of more than one visible market or facility.⁴⁴

Volume traded was selected as a trade metric because, in our view, it is most related to our objectives to protect passive orders. We propose to equally weight volume traded with value traded, however, to offset some of the effects on share volume of a market that trades primarily low value securities. We had considered using the number of trades on a marketplace to determine the market share threshold, but were concerned that this measure could potentially overweight the results in favour of marketplaces which may have a high number of low-volume trades. It is our view that the total volume traded on each marketplace would account for the same data without the potential outcome skewing which could result from a measure of the number of individual trades.

We considered the use of order-based metrics, which may seem to be more consistent with our objective of order protection. However, we were concerned that these might be more susceptible to manipulation for the purposes of achieving a threshold.⁴⁵

With respect to the calculation of the market share threshold, we propose excluding all trades that did not involve a passive displayed order subject to the protection of OPR. Generally this would exclude trades involving non-displayed orders as well as 'calculated-price orders' and 'non-standard orders'.⁴⁶ More specifically, excluded from the calculation of market share would be:

- trades involving dark passive orders,
- the non-interfered portion of intentional crosses⁴⁷,

⁴³ Equally weighted between the combined average share of the volume and value traded.

⁴⁴ For example, there are currently marketplaces comprised of distinct visible continuous auction order books to which the market share threshold should be applied separately.

⁴⁵ It may be easier for a marketplace to incent the placement of orders for the sole purposes of affecting the outcome of a threshold calculation, than it would be to incent actual trades.

⁴⁶ The terms 'calculated-price orders' and 'non-standard' orders are currently defined in Regulation 23-101.

⁴⁷ On some marketplaces, the execution of an intentional cross by a dealer can be broken up or "interfered" with by an existing order from the same dealer, which has already been entered on the marketplace at the same price as the intentional cross. Because the interfering order would have been subject to OPR protection, it would be included in the calculation of market share.

- trades from call markets or call facilities (including existing opening and closing call facilities),
- odd-lot trades,
- auto-executed trades in fulfillment of a market maker's minimum guarantee obligation or through participation rights/obligations, and
- trades involving special terms orders.

We note that we are not proposing to calculate the market share on a listed-market basis (that is, market share would be calculated on a total market basis rather than on a listed-market basis). We had considered this alternative approach; however, we found that it might have the effect of introducing additional complexity and confusion, particularly if it results in different marketplaces being protected for one set of traded securities but not another.⁴⁸ We recognize, however, that our proposed approach would have this effect given that an exchange could be protected only for its listed securities – although, the potential for this issue to arise is higher if we were to calculate the market share threshold on a listed-market basis.

As indicated, we are of the view that full OPR implementation has led to some costs and inefficiencies. We think that the application of a 5% market share threshold, with the objective of capturing at least 85-90% of the volume and value of adjusted trades, would alleviate some of these costs and inefficiencies while maintaining our policy objectives to have order protection to foster confidence in markets and price discovery. To assess the potential impact, we calculated the adjusted market share in the manner proposed and applied the market share threshold based on calendar 2013 data. The following reflects the results:

Market	Share of 2013 Adjusted Traded Volume	Share of 2013 Adjusted Traded Value	Average Share of 2013 Adjusted Traded Volume and Value
Alpha	15.06%	16.23%	15.65%
Chi-X	9.59%	14.48%	12.04%
CX2	3.05%	2.79%	2.92%
CSE	1.77%	1.56%	1.67%
Omega	1.82%	1.28%	1.55%
TMX Select	1.71%	1.93%	1.82%
TSXV	23.33%	0.81%	12.07%
TSX	43.67%	60.93%	52.30%

As seen from the above, four of the eight visible markets in operation as at the end of 2013 would have met the 5% threshold based on the average of the volume and value of adjusted trades (boxed portion of above chart). One additional marketplace that did not meet the threshold and is a recognized exchange (CSE) would have also been considered a protected market, but only for its listed securities. We also found that slightly over 90% of the volume and value of adjusted trades would have occurred on what would have been considered to be protected markets.⁴⁹

⁴⁸ For example, it could result in an ATS (or multiple ATSs) being considered a protected market for X-listeds, but not for Y-listeds. This could create additional complexities for ensuring trade-through prevention, as well as the prevention of locked and crossed markets. It could also create additional confusion for market participants if some securities traded on the ATS (the unprotected set) are subject to a higher incidence of trade throughs, and are being locked and crossed with by orders on other markets.

⁴⁹ We acknowledge that the market share results may have differed had the market share threshold actually been applied to 2013. However, we note that the markets that would not have been protected based on the 2013 threshold year may have seen a

(ii) Treatment of Listing Exchanges

We are proposing that the displayed orders of a recognized exchange that does not meet the market share threshold would be protected, but only with respect to those securities listed and traded by the exchange. A newly established recognized exchange would automatically be a protected market upon commencement of trading, subject to the same limitations. Similar to how the market share threshold calculation will be applied, protected market status for any recognized exchange in these circumstances may be applied at a market or facility level – for example, where the recognized exchange is comprised of more than one visible market or facility.

This approach is intended to ensure that a listing market which would otherwise be unprotected is not unfairly disadvantaged by OPR with respect to its own listings, in circumstances where another protected market chooses to offer trading in those listings.⁵⁰ We also think that it is important to provide protection to those markets that are contributing to the capital raising process, but note that despite considering an exchange to be protected when below the market share threshold, OPR will not force participants to trade the securities listed by any such exchange. OPR will only be relevant for that exchange if a participant chooses to offer trading in the listed securities to its clients, and where there is another marketplace trading those same securities. We had considered limiting protection in these circumstances to the listed securities of the exchange that are not already cross-listed on another protected exchange. This was intended to ensure that an exchange would not use cross-listings to obtain benefit, or additional benefit, from protected market status. However, we were concerned with the potential burden this might impose on dealers and vendors as it may require new technology solutions to enable routers to distinguish between markets on a symbol-by-symbol basis. We intend to monitor for the possibility of an exchange seeking cross-listings solely for the purpose of seeking some benefit from protected market status, and will consider further steps to address this if necessary.

For the approach being proposed, there may also be additional considerations for routers in unique circumstances where a security is listed on two exchanges.⁵¹ We note, however, that such situations can exist under the current OPR framework and that this is not introducing any new complications or costs.

As a matter of implementation, where not all displayed orders on a recognized exchange are protected, we are considering whether it would be necessary and appropriate to require that it provide access to trading and market data pertaining to those listed securities in an 'unbundled' manner.⁵²

(iii) Process for setting the market share threshold and identifying the protected markets

reduction in routed active order flow, to the extent that certain participants are only routing to those markets for OPR compliance and might not continue to do so in all cases, if not otherwise required.

⁵⁰ Regardless of whether any other protected market also lists these securities, or only makes these available for trading.

⁵¹ For example, if a new ETF was to simultaneously list on two exchanges, it would likely necessitate that it be treated as being a listing of each exchange and routers must be able to accommodate the cross listing.

⁵² For example, by offering membership to trade only those symbols for which the orders displayed on the recognized exchange would be protected, or by offering market data feeds comprising order and trade information for those symbols. We note that in circumstances where an exchange only offers trading in its listed securities (including cross-listeds), imposing these additional requirements may not be necessary. These requirements may be more necessary for an exchange that also trades securities solely listed on another exchange (sometimes referred to by exchanges in Canada as 'other traded securities').

It is proposed that the process for calculating the market share threshold and identifying those marketplaces, markets or facilities, whose displayed orders would be protected (i.e. those at or above the threshold, and certain listing exchanges) will be carried out on an annual basis. This will be done by the CSA, with input and assistance from IIROC. A list of protected markets (including any recognized exchanges whose listed securities only will be protected) would be made public on the websites of both the securities regulatory authorities and IIROC.

We also propose that marketplace participants and marketplaces be given approximately three months after publication of each annual list to make any adjustments to operational processes required to reflect changes in the status of protected and unprotected markets – after this, the published list will take effect.⁵³ We are proposing an effective period for protection of one year, subject to annual renewal, in order to minimize both the costs for dealers and vendors, as well as the confusion for investors that might arise if protected market identification was performed more frequently (e.g., monthly or quarterly).

We also intend for information regarding the threshold criteria and process, including the specifics regarding the time periods covered by the calculation and the effective date and duration of the published lists, to be publicly available.

(iv) Changes to threshold criteria or process

We note that in the proposed amendments to section 1.1.3 of Policy Statement 23-101, we indicate that the market share threshold will be monitored and reviewed. As the market will continue to change over time, we will continuously examine these metrics relative to the objective of ensuring that at least 85-90% of the volume and value of trading involving passive displayed orders occurs on protected markets, and will make changes if and where appropriate. Any changes will be made with sufficient advance notice to industry.

(v) Initial implementation

We note that prior to the initial implementation of the OPR amendments, there may be additional visible marketplaces seeking to commence operations that would display orders protected by OPR as at the marketplace's launch, but which might then not be considered protected once the OPR amendments are implemented. Consideration may be given as to whether it might be appropriate to not apply OPR with respect to a visible marketplace that launches before initial implementation, depending on the particular circumstances.

Question 1: Please provide your views on the proposed market share threshold metrics, including the types of trades to be included in and excluded from the market share calculations, and the weighting based on volume and value traded. Please describe any alternative approach.

Question 2: Is a 5% percent market share threshold appropriate? If not, please indicate why.

Question 3: Will the market share threshold as proposed help to ensure an appropriate degree of continued protection for displayed orders? In that regard, will

⁵³ As an example, if the threshold is calculated based on market share of trading over January 1 to December 31 of a year, the list could be published on January 15 to become effective on April 1.

the target of capturing at least 85-90% of volume and value of adjusted trades contribute to that objective?

- Question 4:** Will the market share threshold as proposed affect competition amongst marketplaces, both in relation to the current environment or for potential new entrants? Please explain your view.
- Question 5:** Is it appropriate for a listing exchange that does not meet the market share threshold to be considered to be a protected market for the securities it lists? If not, why not?
- Question 6:** If the Proposed Amendments are approved, should an exchange be required to provide unbundled access to trading and market data for securities it lists and securities that it does not list? Please provide details.
- Question 7:** What are your views on the time frames under consideration for the market share calculation and identification of 'protected market' status?
- Question 8:** What allowances should be made for a new dealer that begins operations during the transitional notice period with respect to accessing a marketplace for OPR purposes that no longer meets the threshold?
- Question 9:** Are there any implementation issues associated with the 'protected market' approach?
- Question 10:** What should the transition period be for the initial implementation of the threshold approach, if and when the Proposed Amendments are adopted, and why?

2. Implications for “best bid price”, “best ask price” and “better price” under UMIR

In our view, implementation of the OPR amendments would necessitate changes to UMIR in order to ensure clarity and consistency with the revised approach to OPR. Specifically, changes would need to be made to UMIR to redefine “best bid price”, “best ask price” and “better price” so as to relate these to the best-priced *protected* bid and offer as displayed across *protected* markets. The best bid price, best ask price and a better price would thus be calculated based on the consolidated best-priced “protected orders”⁵⁴, and would not include displayed orders on unprotected markets. We think that price discovery should continue to be efficient, and expect that the consolidated best prices across protected markets should generally reflect the best prices across all visible markets (both protected and unprotected).

We acknowledge that re-defining best and better price under UMIR to reflect the best-priced protected bid and offer for OPR purposes, might not fully achieve the policy results intended under the specific UMIR provisions (e.g., best / better price requirements or exceptions under order exposure and dark trading rules). However, we think that this approach is appropriate to mitigate other complexities and inconsistencies that could arise if “best bid price”, “best ask price” and “better price” under UMIR differed from best price for OPR purposes. We, together with IIROC, intend to monitor the extent to which best prices on unprotected markets differ from best prices on protected markets to assess whether this approach requires modification.

⁵⁴ As defined in Regulation 23-101.

We note that other amendments to UMIR may be necessary to facilitate the implementation of the OPR amendments. IIROC is publishing its proposed amendments for comment concurrently with the publication of this notice – please refer to IIROC Rule Notice 14-0124.

3. Locked and crossed markets

With the changes being proposed to OPR, the provisions relating to locked and cross markets also require amendment. We continue to be of the view that the provisions preventing intentional locks and crosses of orders are appropriate to foster investor confidence and market efficiency. However, imposing a market share threshold on the application of OPR without changing the locked and cross markets provisions would force participants to access marketplaces solely to prevent locked and crossed markets, despite not being required to for OPR purposes. This outcome would undermine the objectives that we are trying to achieve.

Consequently, we are proposing to limit the application of the locked and crossed provisions to protected orders. This would not preclude participants from entering orders on protected markets that would lock or cross orders displayed on an unprotected market. Although this would result in an increase in the instances of locked and crossed markets across all visible markets, we think that the outcome represents a reasonable balance between important policy objectives of the prohibition and the goal of addressing some of the costs and inefficiencies of OPR in its current form.

We note that a locked or crossed market created when a protected order locks or crosses an order displayed on an unprotected market should be minimal in duration, as the requirements would continue to restrict any further orders from being entered that would intentionally lock or cross with that protected order.

Question 11: Please provide your views on the proposed approach to locked and crossed markets. If you disagree, please describe an alternative approach.

4. Best execution obligations and disclosure

(i) Dealers achieving best execution

By imposing a market share threshold for the application of OPR, the Proposed Amendments provide marketplace participants with the ability to determine whether to access displayed orders on the marketplaces below the threshold. We expect that this determination will include considerations based on best execution obligations. We recognize that in a multiple marketplace environment, achieving best execution is more complex and challenging. Dealers must regularly and rigorously review their practices, market conditions and the needs of their clients in order to determine on which marketplaces they must access trading. There is no requirement under the best execution obligations in Regulation 23-101 or UMIR that would require all marketplace participants to access trading on all marketplaces – it is a decision to be made in the context of obtaining the most advantageous execution terms reasonably available in the circumstances. As such, we do not think it is appropriate to dictate best execution practices or provide a checklist. Each dealer has different business models and different clients, and it is our view that to achieve best execution, dealers need the flexibility to examine these models and their clients to determine their best approach. It may be that the various business lines or trading desks have slightly different policies and procedures, and we think that this outcome is appropriate as different clients may each have specific needs.

That being said, we are of the view that additional guidance is necessary to provide greater clarity with respect to how to determine best execution policies and procedures. We have therefore amended and added guidance in Policy Statement 23-101 to indicate that in making decisions as to whether to access trading on a particular marketplace, including an unprotected market, a dealer should consider how this decision will impact its ability to achieve best execution for its clients. This is intended to provide the dealer with additional flexibility to decide for itself what is best for its clients.

The proposed guidance also sets out our expectation that documented best execution policies and procedures include the rationale for decisions on accessing marketplaces, and that the rationale should be reviewed for continued reasonableness at least annually, and more frequently if needed because of changes to the trading environment and market structure. We have also identified a number of factors that should be considered as part of such decisions, including the frequency at which a better priced order is available on a marketplace, size and depth of quotes, traded volumes, the potential for market impact, and market share.

We have also clarified that what constitutes “best execution” will vary depending on the particular circumstances, and is subject to a “reasonable efforts” test. We have reiterated that best execution obligations do not apply on an order-by-order basis – it is a policies and procedures obligation to achieve best execution based on the circumstances, market conditions and the needs of clients.

To meet the “reasonable efforts” test, a dealer should be able to demonstrate that it has designed and maintained, and has abided by, policies and procedures that (i) require it to follow the client’s instructions and the objectives set, and (ii) outline the process it has designed towards the objective of achieving best execution.

We note that because many marketplace participants are exempt from the requirements in Regulation 23-101 as they are subject to UMIR requirements, we expect that similar changes to the best execution guidance would also be made to UMIR policies and guidance.

Question 12: Is the guidance provided sufficient to provide clarity yet maintain flexibility for dealers? If not, what changes should be considered?

(ii) Dealer disclosure to clients

It is also important in the complex trading environment for clients to be able to better understand how their dealers are handling and routing their orders. They need this information to be able to make informed decisions regarding the use of a dealer’s services. To foster the provision of this information, we are proposing new disclosure requirements for dealers regarding their best execution policies. The required disclosure will focus on clarity of order handling and routing, and on potential conflicts of interest arising as a result of ownership or fee considerations that could impact its order handling and routing decisions. Proposed section 4.4 of Regulation 23-101 sets out these requirements. Proposed changes to Policy Statement 23-101 will also provide additional guidance regarding the expected level of disclosure.

Some of the more general disclosure being proposed applies to dealers with respect to all securities, while the more detailed disclosure regarding order handling and routing practices applies only with respect to exchange-traded securities, other than options. Because of the application of best execution and trading restrictions imposed on or being considered for dealers

that are not investment dealers, the proposed disclosure requirements in effect apply to investment dealers. We are not contemplating any best execution disclosure requirements applicable to advisers at this time.

We note that best execution disclosure requirements for dealers had previously been proposed in 2007 and 2008,⁵⁵ but it was decided not to proceed at that time. We think that proposing some disclosure for dealers at this time is appropriate given how the OPR amendments might introduce added uncertainty for clients around the handling and routing of their orders in the context of unprotected markets.

Question 13: Please provide your views on the proposed dealer disclosure to clients.

Question 14: What should the transition period be for the proposed disclosure requirements, if and when the Proposed Amendments are adopted, and why?

5. Consolidated data

CSA Staff Notice 21-309 *Information Processor for Exchange-Traded Securities other than Options*⁵⁶ described the need for an information processor as being twofold:

“first, where there are multiple marketplaces trading the same exchange-traded security, an information processor will address information fragmentation and provide investors and market participants with at least one source of consolidated data. Second, an information processor will facilitate compliance by marketplace participants with relevant regulatory requirements in a multiple marketplace environment. It will ensure the availability of consolidated data that meets regulatory standards and which users, as well as regulators, could use to demonstrate or evaluate compliance with certain regulatory requirements like best execution, short selling and "best price" or trade-through obligations.” [emphasis added]

Staff continue to think that consolidated data from all equity marketplaces, including any unprotected markets, should continue to be made available by the IP for the purposes of the above-stated objectives. However, due to the proposed OPR amendments, the IP may be required to make changes to how it consolidates and distributes data to allow consumers to distinguish data from protected and unprotected markets, and to discern which best priced displayed orders are protected. We will discuss this issue with the TSX IP and will determine what changes are necessary prior to the implementation of the OPR amendments.

Question 15: Are changes to the consolidated data products provided by the IP needed if the amendments to OPR are implemented? If so, what changes are needed and how should they be implemented?

B. Trading fees

⁵⁵ As proposed in *Joint Canadian Securities Administrators / Market Regulation Services Inc. Notice on Trade-Through Protection, Best Execution and Access to Marketplaces* published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers, Vol. 4, No. 16, p. 358 and re-proposed in *Notice and Request for Comment / Proposed Regulation to amend Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation / Proposed Regulation to amend Regulation 23-101 respecting Trading Rules*, published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers, Vol. 5, No. 41, p. 275.

⁵⁶ Published on June 5, 2009 at (2009) 32 OSCB 4585.

In the context of the OPR review and more generally, participants have raised concerns regarding trading fees. Some of these concerns are tied to the implementation of OPR. In particular, participants raised concerns about the implications of OPR on their active trading costs given that OPR necessitates that participants trade against the best-priced displayed orders regardless of the fees charged by a marketplace showing those orders. Other concerns have been raised that are not related to OPR, pertaining to the predominant trading fee model being used by Canadian marketplaces – the maker-taker model. Specifically, as we have discussed, arguments have been made that the model distorts transparency of the quoted spread, introduces inappropriate incentives and excessive intermediation, and creates conflicts of interest that are more difficult to manage.

When OPR was initially proposed, we considered implementing a cap on trading fees. The primary rationale for the cap was to ensure that marketplaces did not substantially raise their fees to try to take advantage of the OPR regime.

During the comment process, commenters were divided on whether a cap should be implemented. Several expressed the view that an upper limit on fees should be set, but there was no consensus on what this limit should be. One commenter suggested that the CSA adopt procedures to prevent marketplaces from establishing fee models which take advantage of OPR by paying large credits for liquidity with the intention of charging high fees for orders routed pursuant to OPR. Others believed that a strict fee cap should not be set and that the issue would be addressed by market competition. A report from the OPR Implementation Committee concluded that it was advisable to include a trading fee limitation as part of the proposed rule. While divided on a specific cap, the Implementation Committee recommended that the CSA should consider adopting the model used in the United States, which defines a fee cap for stocks trading above \$1, and a percentage of the value of the trade for stocks trading below \$1. The CSA ultimately took the position of maintaining a principles-based approach and did not set a specific trading fee cap.

Since that time, we have observed competition among marketplaces based on both trading fee levels and models. We have also seen how the entrance of new competitors initially created downward pressure on trading fees. Despite this, there are incentives for marketplaces to charge high active trading fees, and competitive pressures that should otherwise mitigate this issue might not be as effective in an OPR environment.

In response to the concerns about the captive consumer issue and high fees, we are proposing that a cap be implemented on trading fees in the short term. We are also intending to move forward with the development of a pilot study to determine the implications of a prohibition of the payment of trading rebates.

1. Description of trading fee proposal

- Cap active trading fees for trading in equity securities and exchange-traded funds upon implementation of the OPR amendments, as follows:
 - \$0.0030 per share or unit traded for equities / units priced at or above \$1.00
 - \$0.0004 per share or unit traded for equities / units priced below \$1.00
- Conduct a pilot study on the prohibition of the payment of rebates by marketplaces for a sample of securities.

(i) Caps on active trading fees

In response to concerns raised about marketplaces taking advantage of captive consumers to charge high active fees, we are proposing to cap active trading fees for all continuous auction trading in equity securities and exchange-traded funds (ETFs) (together, the included securities). The cap proposed for trades in the included securities when priced at or above \$1.00 is 30 mills or \$0.0030 per share or unit traded – the same level as the current U.S. cap. For trades in the included securities when priced below \$1.00, the cap proposed is 4 mills or \$0.0004 per share or unit traded – the highest active trading fee currently charged by a Canadian marketplace with respect to trading in TSX and TSXV-listed securities. The caps would take effect upon implementation of the OPR amendments. The caps are reflected in the proposed addition of section 6.6.1 to Regulation 23-101.

We are proposing to set the active trading fee cap for securities priced at or above \$1.00 at the same level as that which is applied in the U.S. to all marketplaces for those securities. This proposed cap represents an established baseline that was created in the U.S. in the context of similar order protection requirements. When comparing current marketplace active fee levels for continuous auction trading in included securities priced at or above \$1.00, we note that most marketplaces charge active trading fees that are slightly under this cap. However, we estimate that over the last three months of 2013, approximately 40% of the total volume traded in securities priced at or above \$1.00 would have been subject to active trading fees higher than the proposed cap.^{57,58} We recognize that this fee cap is considered by some in the U.S. to be high. We chose to use it as it was an established benchmark, and note that we are planning to take further action with respect to the payment of rebates (outlined below). We think it is more appropriate to focus on the design of the pilot being considered, and the measurement of its results, than on a different number for the caps that are primarily intended to be interim measures.

For the cap on active trading fees for included securities priced below \$1.00, we similarly considered applying the U.S. cap for similarly priced securities – being 0.3% of the value traded. However, we noted that when comparing current marketplace fee levels for included securities priced under \$1.00, they are in many cases already well below what would be charged if the

⁵⁷ The 40% represents continuous auction trading in equity securities only, as no visible marketplace during that period charged fees for continuous auction trading in ETFs in excess of the proposed cap. It also reflects only those continuous auction trades that involve a passive displayed order that would have been subject to the current OPR. This is represented as a percentage of total volume traded across all marketplaces, which is inclusive of both continuous and non-continuous auction trading and other trades that would not otherwise involve a passive displayed order.

⁵⁸ We also note that impacted marketplaces may be able to adjust the rebates they provide to maintain its profit per trade.

U.S. cap was applied.⁵⁹ In addition, we estimate that over the last three months of 2013, only approximately 6% of the total volume traded in securities priced below \$1.00 would have occurred at fee levels above the U.S. cap.⁶⁰ Consequently, we questioned the rationale for implementing a similar cap at this time for trades in included securities priced under \$1.00. We also questioned the rationale for imposing a cap that is applied as a percentage of value traded given that current billing practices for the included securities are to charge at a per share or unit rate. We determined it would therefore be appropriate that if imposing a cap for included securities priced below \$1.00, it be set at the highest rate currently being charged for either of TSX or TSXV-listed securities⁶¹ – being 4 mills or \$0.0004 per share or unit traded.

We note that under a revised OPR regime, there may be some visible marketplaces that will not have captive consumers. Despite this, we are proposing to apply the active trading fee caps to all visible marketplaces because we think that the caps should be applied equally from a fairness perspective. This is also proposed to help ensure that fees charged and rebates provided by unprotected markets are not set at a level that may encourage inappropriate trading activities and thereby negatively affect market integrity. Again, we note that this is an interim measure until a more permanent approach regarding trading fees is adopted.

We are also not proposing to implement trading fee caps on non-continuous auction trading or on exchange-traded securities other than equities,⁶² such as rights, warrants, debentures and notes (excluded securities). We note that for non-continuous auction trading such as an opening or closing facility, the orders within these facilities are not typically protected by OPR. For trading in the excluded securities, we note that currently applicable fee models tend to differ from the standard per-share or per-unit fee commonly applied to the included securities and that the traded volumes in these tend to be much lower than for equities. We further note that in the context of our various consultations on OPR, we have not heard any concerns with the active fees charged for trading in these securities. While we are not proposing to implement caps for the excluded securities, we will continue to subject any fee changes proposed by marketplaces for these securities to a review and approval process, to ensure the reasonableness of any such changes (in those jurisdictions where review and/or approval is required).⁶³ We also will continue to monitor these fees to determine if trading fee caps might be necessary.

Question 16: Please provide your views on the proposed trading fee caps as an interim measure. Please describe any proposed alternative.

Question 17: What should the transition period be for the proposed trading fee caps, if and when the Proposed Amendments are adopted, and why?

⁵⁹ As an example, as compared to the U.S. cap of 0.3% of value traded, based on current fees charged for securities under \$1 on TSX and TSXV, the most that would be charged by these marketplaces when considered on a % of value traded basis would be .075% of value traded for securities priced between \$0.10 and \$0.99 and 0.25% for securities priced between \$0.01 and \$0.09. Certain other marketplaces, such as Omega ATS and CX2 Canada ATS, pay rebates to the active side of trades in securities priced under \$1.

⁶⁰ This was estimated in a similar way as the estimate made and for securities priced over \$1.00 – see footnote 57.

⁶¹ Trading in TSX and TSXV-listed securities represented over 99% of the volume and value traded in exchange-traded securities other than options during 2013.

⁶² We again note that the cap would also apply to ETFs.

⁶³ Subsection 3.2(2) of Regulation 21-101 requires amendments be filed to marketplace Forms 21-101F1 and 21-101F2 if amending or introducing marketplace fees. The guidance in subsection 7.1(5) of Policy Statement 21-101 outlines how the fair access requirements in section 5.1 of Regulation 21-101 apply with respect to fees. In connection with these requirements, marketplace trading fees are subject to review and approval in Ontario, and also in BC and Alberta with respect to fees charged by the TSX Venture Exchange. In Quebec, these fees are subject to review.

(ii) Prohibition on payment of rebates by marketplaces

In the context of reviewing OPR and fees, we have examined other steps that could be used to manage trading fees and address the concerns raised with respect to the maker-taker pricing model. We are of the view that the payment of rebates by a marketplace, or any other entity, is changing behaviours of marketplace participants in ways which may be contributing to increased fragmentation and segmentation of order flow, distorting the rationale for investment or trading decisions, and creating unnecessary conflicts of interest for dealer routing decisions that may be difficult to manage.

Further, given the nature of liquidity provision and the concentration of passive order flow in securities which are already considered to be highly liquid, we question the appropriateness of a fee model which can cause a market participant with a marketable order to pay what results in a higher fee to a short-term intermediary, when such intermediation may not be necessary.

We intend to move forward with a pilot study that will examine the impact of disallowing the practice of payment of rebates by marketplaces. During the pilot study, marketplaces would be restricted from providing rebates on either of the active or passive sides of trades for the symbols included in the sample population (discussed below).

In our view, the need for a pilot study stems from the concern that a prohibition on the payment of rebates could present risks to liquidity, if those currently providing passive liquidity reduce their activity or leave the market. This is a risk particularly for securities that are interlisted in the U.S. However, we recognize that certain participants who most often receive rebates in the context of their trading strategies also participate in markets without the payment of rebates and will likely adjust their trading behaviour.⁶⁴

Prohibiting rebates could also have greater effect on trading costs for investors' marketable orders if spreads were to widen to compensate for the lack of rebate.⁶⁵ At the same time, however, a widening of spreads might also provide increased opportunity for investors to participate and be filled at the quote with passive limit orders, rather than having to 'cross the spread'.

It is our intention to work with academics to design the pilot study and the measurements of its results, and intend to issue a request for proposals at a later date. We are open to discussion on timing but our preliminary thoughts would be to commence the study approximately six months after the implementation of the OPR amendments. This will provide time for participants to adjust to the new OPR regime and make the required technical changes while also enabling marketplaces to adjust fees or fee models for trading in those securities that will be subject to the pilot.

To ensure that meaningful academic study can be conducted between a sample and control population, a sufficiently large sample size will be necessary, likely one-third to one-half of all exchange-traded securities. The objective will be to ensure that a representative sample of symbol types and categories is selected (e.g., price, liquidity profile, sector, index inclusion, etc.)

⁶⁴ For example, we note that the earlier mentioned December 2013 IOSCO report titled *Trading Fee Models and their Impact on Trading Behaviour* indicated that generally the maker-taker or inverted maker-taker fee model was being applied for equities trading and not for derivatives trading. For derivatives markets, it appeared that the most common form of pricing model was a symmetrical pricing model. The report also identified Australia as a jurisdiction where there is currently no maker-taker or inverted maker-taker pricing for its equities marketplaces. The report also indicated that not all major European marketplaces offer a form of maker-taker or inverted maker-taker pricing.

⁶⁵ Whether as an adjustment to the loss of the rebate or because of a reduction in provided passive liquidity.

for comparison against a control population. Consideration will also be given to the appropriate duration for the pilot, which could be upwards of six months to a year.

Question 18: Is action with respect to the payment of rebates necessary? Why or why not?

Question 19: What are your views on a pilot study for the prohibition of the payment of rebates? What issues might arise with the implementation of a pilot study and what steps could be taken to minimize these issues?

Question 20: Should all types or categories of securities be included in the pilot study (including interlisted securities)? Why or why not?

Question 21: When should the pilot study begin? Is it appropriate to wait a period of time after the implementation of any change to OPR or could the pilot start before or concurrent with the implementation of the OPR amendments (with a possible overlap between the implementation period for the OPR amendments and the pilot study period)? Why or why not?

Question 22: What is an appropriate duration for the pilot study and why?

(iii) Possible credits for market makers

We also note that it may be reasonable to continue to allow rebates or credits only for market makers as a form of compensation in connection with their obligations to provide liquidity. In these circumstances, we are considering whether any such rebates or credits to a market maker should be limited to an amount which offsets trading fees charged in any given period (e.g., over each month) so that a market maker is never paid for trading, net of its trading fees (i.e., the rebates or credits could only ever be applied to reduce the market maker's trading fees to zero over the month, but any additional rebate or credit earned during that month could not be paid).

Question 23: If rebates were to be prohibited, would it be appropriate to continue to allow rebates to be paid to market makers and, if so, under what circumstances?

(iv) Payment for order flow by intermediaries

Like the payment of rebates by marketplaces, the payment for order flow by intermediaries can also distort behaviour and trading incentives. In our view, similar conflicts also arise for dealers when receiving payment for order flow directed to an intermediary.⁶⁶ We will continue to consider these issues going forward.

⁶⁶ We note that section 7.5 of UMIR has the effect of prohibiting payment for order flow by an IROC dealer that is a Participant under UMIR.

C. Market data fees

1. Description of market data fee proposal

- Implement a transparent methodology to assess the relative value of real-time market data provided by each marketplace to its professional data subscribers, for the purposes of regulatory oversight of real-time professional data subscriber fees.
- Require marketplaces to submit their professional market data fees for review and re-approval on an annual basis, justifying their fees in the context of the results of applying the relative value assessment methodology.
- Consider further action towards the regulation of market data fees for non-professionals that could involve a cap or the implementation of a separate assessment methodology.

The issues relating to market data fees have been discussed for a number of years. The primary concerns raised by participants over time and more recently in our interviews, were identified in the Data Fees Paper. Specifically, concerns include that:

- market data fees are too high;
- data costs in aggregate have increased significantly as a result of additional visible marketplaces charging for data;
- market data fees are not subject to sufficient competitive forces to bring discipline to the level of fees being charged; and
- participants are captive to the fees charged for market data where necessary to comply with regulatory obligations (most notably OPR and best execution obligations).

In addition to this, there was discussion regarding the level of transparency around the regulatory review of market data fees.

A number of options for addressing these issues were identified in the Data Fees Paper, and attracted varying levels of support. As noted in CSA Staff Notice 21-312 – *Update on Consultation Paper 21-401 Real Time Market Data Fees (Data Fees Update)*⁶⁷, only the following two options examined in the Data Fees Paper garnered some level of support from commenters: (1) limiting real-time market data fees charged by existing or new marketplaces until they reach an established activity level;⁶⁸ and (2) publishing market data fee proposals and changes to fee models for comment.⁶⁹ It was also suggested in the Data Fees Update that further exploration of possible options was needed given that neither option would address concerns about the current level of market data fees charged by marketplaces that would be above any 'activity level' established in accordance with the first option noted above. It was further indicated that the examination of market data fees would continue in the OPR review, due to the relationship between the two issues.

⁶⁷ Published at (2013) 36 OSCB 10601.

⁶⁸ This option was supported by marketplaces and market participants, although some of the smaller marketplaces were opposed to this approach.

⁶⁹ This option was supported by industry associations and one market participant.

If the OPR amendments being proposed are implemented, we do not think it is necessary to directly limit or restrict the charging of market data fees by new or existing marketplaces that fall below an established activity level. In our view, the implementation of the OPR amendments will provide flexibility for dealers to choose whether to purchase data from marketplaces below the market share threshold, making such limitations or restrictions unnecessary.

At the same time, we acknowledge that the OPR amendments would not address the captive consumer issues as they relate to marketplaces above the market share threshold. Further, it is our view that the work done to date suggests there is cause from a fair and efficient capital markets perspective to impose more discipline on the costs of data.

We are therefore proposing an approach that seeks to ensure that market data fees charged to professional data subscribers remain fair and reasonable, through the implementation of a methodology for assessing relative value. The methodology will be made transparent, in order to facilitate greater transparency into the market data fee review process with respect to those fees subject to the methodology.

Further action is also being contemplated that would facilitate the provision of market data to non-professional users at a price that is more commensurate with the relative value of the data to these users.

(i) Use of methodology in oversight of professional market data fees

As part of the work done on the Data Fees Paper, OSC staff began developing a more rigorous methodology to assess professional market data fees, both for top-of-book (Level 1) and full depth-of-book (Level 2) data. It was intended that it be used to facilitate the review of changes to professional market data fees proposed by marketplaces in Ontario. It is this methodology that we are proposing be formally adopted to manage the issues associated with the professional market data fees identified in this notice.

We propose to require all equity marketplaces to:

- submit their professional market data fees to us on annual basis, and
- justify these fees in the context of the results of applying the relative value assessment methodology.

In Ontario, each recognized exchange and ATS is subject to a protocol that governs the review and approval of the information in Form 21-101F1 and F2, including fees.⁷⁰ It is being contemplated that in Ontario, these protocols would be amended to require the annual submission of professional market data fees for re-approval, and a notice would be published outlining the methodology for assessing the fees. Because of the differences in the approach of each CSA jurisdiction, we view this as the best way to implement this methodology. This approach would capture all equities exchanges and ATSs in Canada, other than the TSX Venture Exchange. BC and Alberta, as co-lead regulators for the TSX-V, will also consider the review methodology for data fees.

⁷⁰ The standard review and approval protocol currently applicable to recognized exchanges in Ontario can be found at: http://www.osc.gov.on.ca/documents/en/Marketplaces/notices_20121004_exchange_protocol.pdf, and the similar version applicable to ATSs in Ontario can be found at: http://www.osc.gov.on.ca/documents/en/Marketplaces/notices_20121004_ats_protocol.pdf.

(ii) The methodology for the review of professional market data fees

Under the methodology, we propose that marketplaces be ranked based on their contribution to price discovery and trading activity. An estimated fee or fee range for each marketplace would be determined based on the relative ranking. This methodology would establish a consistent and transparent approach for the review of professional market data fees for all marketplaces when seeking approval or re-approval of those fees, and would be intended to address the broader issues associated with professional market data fees, whether they arise in the context of OPR or because of the potential that these fees are not subject to sufficient competitive forces. The complete methodology is outlined in Appendix A-2, with the key components summarized below. There are three steps to the calculation. Step 1 involves the calculation of pre- and post-trade metrics. Step 2 ranks the marketplaces and Step 3 assigns an estimated fee or fee range for market data fees.

Step 1 – Calculation of pre- and post-trade metrics

The first step involves the calculation of pre-trade and post-trade metrics to feed into the ranking formulas. The underlying principle of each of the metrics is that pre-trade and post-trade contribution to price discovery and liquidity should be equally rewarded. The specifics of each of these pre- and post-trade metrics are included in Appendix A-2.

The proposed pre-trade metrics primarily reward marketplaces for contribution to price (and size) discovery at the market-wide NBBO (top-of-book), and do not reward for any price and size depth outside of that. To account for this, we considered including a pre-trade metric that measured the quoted value at the top five price levels as a measure of market depth outside of the best quote. However, we are not convinced that including depth-of-book measures would produce different results, particularly if such a measure were to give higher weightings to price levels at or near the NBBO. A further consideration was the added complexity involved with incorporating depth-of-book information into the calculations. An example of a depth measure we considered is included in Appendix A-2.

Step 2 – Rank marketplaces based on relative share of order and trade metrics

The next step proposed is to use a combination of the pre- and post-trade metrics to rank marketplaces based on their assessed relative contribution to price discovery and liquidity (reflected through their relative share for the various metrics). Three different approaches for the ranking process, using different metrics, are presented in Appendix A-2. We note that despite the differences in the combination of metrics or weightings, testing each of the three ranking methods produced very similar results.

Step 3 – Use the rankings to assign an estimated fee or fee range

Once the ranking process has been applied, the last step proposed is to assess the relationship between a marketplace's existing or proposed market data fees and its relative ranked share of order and trade activity. This would allocate an estimated fee or fee range to a marketplace, reflecting its relative share of a total reference amount for real-time market data in Canada (for each of Level 1 and Level 2 data).

To do that, we tested two approaches:

- *Domestic reference* - The first approach tested takes the market data fees charged by each marketplace and aggregates them into a single “pool” that is then re-distributed based on the three ranking methods outlined in Appendix A-2. This approach assumes that the aggregate amount of market data fees currently charged by marketplaces is reasonable.
- *International reference* - The second approach tested would rely on international comparisons to determine an average market data fee per \$100 million traded. This approach assumes that the value of the international peers’ data is relatively comparable to that of the Canadian exchanges and that the value of this data is relative to the value of securities traded on the exchanges.

We note that the two reference methods tested may ultimately be determined to be inappropriate. In our view, one of the key components of this proposal is the identification and updating of an appropriate reference amount to be used for applying the distribution model – i.e., the determination of an appropriate estimate that reflects a fair and reasonable fee for real-time Level 1 and Level 2 market data from all marketplaces in Canada. While we are seeking comment on all aspects of the proposed data fee review methodology (**see Appendix A-2 for specific questions pertaining to the details of the proposed methodology**), we note the importance of receiving specific detailed comment on how an appropriate reference amount should be identified. We are considering retaining an industry expert to analyze and determine an appropriate reference amount.

Question 24: Will the implementation of a methodology for reviewing data fees adequately address the issues associated with data fees, or should other alternatives be considered? Please provide details regarding any alternative approach.

2. Further action under consideration for market data fees

In addition to the proposal to implement a formal methodology, we are also examining additional steps to manage potential issues identified in connection with non-professional trading fees. Although not directly related to OPR, we think that the level of non-professional fees in Canada should be considered in the context of our mandate to foster fair and efficient markets, and confidence in those markets, and so investors should have access to data at a reasonable cost. Further, we had indicated in the Data Fees Paper that we would examine issues relating to market data fees for non-professional users at a later date.⁷¹

Since the Data Fee Paper was published, we have examined the non-professional fees charged by the listing exchanges relative to similar fees charged in the US and internationally. It appears that non-professional data subscribers in Canada are provided much less of a discount from professional fees in percentage terms relative to their US and international peers.

For example, when examining the discounts typically applied to non-professional market data fees by Canadian equity marketplaces, we found that non-professional market data fees are often charged at a rate of approximately 20% and 40% of the professional market data fees

⁷¹ As part of the work done reviewing market data fees for the Data Fees paper, we reviewed and analyzed the fees charged to non-professional users by marketplaces in Canada. However, since their needs and uses of market data are significantly different, we felt that we would be unable to adequately address concerns raised by both types of market data users (being professional and non-professional users) within one paper. It was determined that additional work on non-professional data fees would be deferred until a later date.

charged, for Level 1 and Level 2 data, respectively. In dollar terms, the fees charged by each marketplace currently charging non-professional data subscribers ranged from \$2 to \$6/user/month for Level 1 and from \$2 to \$36/user/month for Level 2.

While a discount is applied for non-professional data user fees domestically, international comparisons identify even greater discounts being made available. For example, to purchase real-time consolidated Level 1 data from the Security Information Processors (SIPs) in the U.S., a non-professional user would be charged a total of \$3/month for access to Level 1 quote and last sale information from all U.S. equity exchanges - \$1 for each of Network A (NYSE-listeds), Network B (NYSE MKT) and NASDAQ UTP (NASDAQ-listeds). These rates are approximately 2%-5% of the fees charged by the SIPs for access to the same data by professional users.

In Europe, examples of discounts for non-professional data users seen can often result in Level 1 and Level 2 fees that are 1% to 5% of the professional fees charged for the same data, but can be higher under tiered volume programs at the low-tier level. However, even in those circumstances where fees were higher under a tiered volume program, the results continue to show their non-professional data subscribers being given a greater discount to professional fees than typically provided in Canada. More of the results of our analysis are available at Appendix A-3.

To address this disparity, we are examining a cap that would restrict each marketplace to charging non-professional data subscribers at a rate set as a percentage of that marketplace's reviewed and/or approved professional data subscriber rate. Alternatively, we may implement a methodology similar to that being proposed above for professional data subscriber fees.

Question 25: Do you have concerns with respect to market data fees charged to non-professional data subscribers that securities regulatory authorities need to address? If so, how should the concerns be addressed?

3. Consideration of other options presented in the Data Fees Paper

The Data Fees Paper outlined a number of potential options for addressing issues associated with data fees which can be categorized under the headings below. We have provided some views on each of these in the context of the Proposed Amendments.

Cap data fees charged by a marketplace for 'core data' - In our view, the data fee proposal implements a modified form of this option as it will increase regulatory scrutiny over existing professional data subscriber fees for Level 1 and Level 2 data, which in practice broadly represent 'core data'.

Cap data fees charged by a marketplace until it reaches a de minimis threshold (with or without increasing caps) -As indicated earlier, we are not proposing to implement a threshold below which a marketplace would be restricted in its ability to charge for data. We think that the implementation of the OPR amendments would allow for added flexibility around accessing orders on and consuming data feeds from unprotected markets. This may produce results that are sufficiently similar to the implementation of a threshold for data fees.

Regulate or cap data fees for consolidated data when sold by or through an IP or vendor / Mandate a cost-recovery data utility - In our view, if implemented in full, the data fee proposal will likely achieve some of the benefits of these options. While we may consider the feasibility of requiring the creation of a data utility, this is a longer-term consideration given both the

complexity in doing so and that it would require legislative change and new regulations in many jurisdictions. In the meantime, if the industry views a data utility as the best mechanism to deal with the management of data and its costs, we encourage the industry to work together and develop a proposal for discussion.

Publish amendments to data fees and models for comment - We are still considering this option. Publishing data fees and models for comment may or may not be appropriate depending on the circumstances, and we are concerned that the comments received will be focussed on commercial rather than regulatory issues. We note that where new trading fee models have been proposed, OSC staff have published them for comment, where appropriate. We may follow a similar approach for data fees, where appropriate.

IV. ALTERNATIVE APPROACHES CONSIDERED

In arriving at the Proposed Approach reflected in this notice, we had considered alternative approaches and options to address the issues discussed. The first approach would have only involved changes to OPR, with the options considered ranging from limiting its scope (e.g., based on types or liquidity classes of securities, client vs. non-client orders, order sizes, or a threshold for protection) to a complete repeal of the OPR regime with full reliance on best execution obligations only. The effectiveness of any these options in addressing the captive consumer issue and regulatory support issues would be dependent on the means and extent of the limitations to the scope of OPR. Pursuing greater limitations to OPR would also, however, minimize the importance of OPR as a fundamental part of our regulatory regime. Pursuing an approach involving only changes to OPR would also not help to address the other issues identified in this notice relating to trading and data fees.

The second approach contemplated leaving OPR unchanged, and instead focusing on more direct regulation of access, trading and data costs. This approach would have been intended to address the cost burden resulting in part from OPR, but would not have addressed the underlying captive consumer and regulatory support issues. It would also have helped with some of the other issues associated with trading and data fees discussed in this notice. Some of the options considered included capping various types of marketplace fees, the elimination of trading fee rebates, establishing thresholds that marketplaces would have to achieve before certain fees could be charged, and other options specific to data fees that were outlined in the Data Fees Paper and discussed in the preceding section.

The third approach, being a combination of the two approaches described above, represents the Proposed Approach outlined in this notice. As noted earlier, the amendments being proposed to OPR are intended to maintain OPR as a fundamental part of our regulatory regime, while allowing dealers added flexibility to determine when and if to access trading on certain marketplaces to achieve best execution for clients. Through this, we are seeking to address some of the captive consumer and regulatory support issues. The Proposed Approach also includes proposals regarding trading fees that are intended to address issues associated with trading fees that can arise in the context of OPR, as well as other issues pertaining to the payment of rebates by marketplaces. The data fee proposal is intended to address the primary areas of concern raised during our consultations with stakeholders through both the Data Fees Paper, and the interviews conducted during the OPR review.

Question 26: Is modifying OPR by introducing a threshold, and at the same time dealing with trading fees and data fees, an appropriate approach to address the issues raised? If not, please describe your alternative approach in detail.

Question 27: What is the expected impact of the Proposed Approach on you, your organization or your clients? If applicable to you, how would the Proposed Approach impact your costs?

Question 28: Is the Proposed Approach an effective way, relative to the other approaches described, to support a competitive market environment that encourages innovation by marketplaces? Please explain your view.

A. Regulation of other marketplace fees or operational matters in the context of OPR We have also considered certain other options specifically relating to certain marketplace fees and operational matters in the context of OPR. These relate to issues or concerns raised with us through the interviews conducted during the OPR review and in connection with our ongoing oversight of marketplaces and market structure.

(i) Membership and Connectivity Fees

The proposal outlined above includes measures involving the regulation of trading fees and market data fees. In the context of our review, we also considered whether it was necessary to directly regulate other fees charged by marketplaces for access to trading – particularly, fees charged by marketplaces for membership or connectivity. This could possibly be achieved through fee caps or similar limitations on amounts charged. Our consideration in this regard was based on concerns that, due to OPR or even a dealer's business model, marketplace participants are captive to paying high fees for membership and connectivity to marketplaces.

We are not proposing at this time to take any action with respect to these other fees. The proposed changes to OPR, and existing best execution obligations, do not necessitate that each dealer become a member or subscriber of each visible market, or directly connect to each market to access trading. The OPR amendments should provide dealers with added flexibility to determine when and if to access trading on unprotected visible marketplaces, which should help to manage these costs to some extent. We acknowledge that business model considerations of dealers will impact whether membership in and direct connectivity to a marketplace is necessary. However, we note that some have determined it is not necessary to become or continue to be members of or directly connect to all marketplaces and instead use marketplace routers or jitney arrangements. This indicates that at least for some, alternatives and choices are available. (These alternatives and choices have their own set of costs, some of which likely reflect a portion of the membership and connectivity costs borne by the router or jitney provider.)

Despite not proposing any further action on these other fees at this time, we note that these fees will continue to be subject to review and / or approval by the securities regulatory authorities.⁷²

Question 29: Considering the Proposed Approach, is it necessary to take additional steps to regulate membership and connectivity fees charged by marketplaces? If so, why, and if not, why not?

(ii) Scheduling of technology changes

⁷² These fees are subject to review and approval in Ontario, and also in BC and Alberta with respect to the fees charged by the TSX Venture Exchange. In Quebec, these fees are subject to review.

In the course of our consultations with stakeholders, it was suggested that in order to manage risk, regulators should impose scheduling requirements on marketplaces in relation to the introduction of new markets and material systems changes. It was argued that changes are often scheduled in close proximity to each other, or are implemented without allowing participants sufficient testing time. This was also suggested as a means to allow dealers to better manage their technological resource planning.

We note that, in Ontario, OSC Staff Notice 21-706 – *Marketplaces' Initial Operations and Material System Changes*⁷³ sets out OSC staff's expectations that marketplaces delay launch of operations for at least three months from the date of the publication of a notice of approval, and that they delay the implementation of a material systems change to allow a reasonable amount of time for dealers and vendors to complete the necessary work and testing. We intend to codify these expectations in proposed amendments to Regulation 21-101 that have been published for comment under a separate notice.⁷⁴ We also note that the OPR amendments should help dealers better manage some of their technology planning and costs in connection with their access to new or existing unprotected markets. As a result, we are not proposing to take any further action at this time, and will continue to monitor whether the launch protocol and our oversight of marketplace changes can sufficiently manage any issues.

(iii) Marketplace Liability / Compensation

Concerns have been raised regarding the impact of OPR on the ability of dealers to negotiate with marketplaces regarding marketplace liability. Specifically, with a full OPR regime in place, we have heard that marketplaces use OPR obligations as leverage, requesting that dealers sign agreements that include liability provisions that dealers think are unreasonable. Others have indicated that the liability terms in marketplace agreements are inappropriate now that marketplaces are no longer mutualized and are for-profit entities.

We note that, in the U.S., most exchanges have rules that give them the discretion to compensate their members for losses arising from failures of their systems or due to their employees' negligent acts or omissions – we also note that in the U.S., there is industry debate about these provisions. However, currently in the U.S., the types of losses considered for such discretionary compensation are usually linked to market failures that result in orders being incorrectly executed or unexecuted orders that were entered on a marketplace's system. There is no regulation in the U.S. that requires these compensation provisions. We note that similar provisions are not included in the rules of Canadian exchanges or in ATS subscriber contracts.

As part of our review of this issue, we consulted with various dealer and marketplace representatives, separate from the interviews carried out as part of our OPR review, to see if industry members could arrive at a common position on compensation for marketplace participants. A common position by industry was not attained. We examined the regulatory issues and considered proposing provisions that would require marketplaces to establish, maintain and ensure compliance with policies and procedures that provide for reasonable compensation to their marketplace participants. Upon examining the appropriate role of the CSA and the different possible approaches, it was determined that, at this point, we would rely on the changes being made to OPR to address the concerns raised by dealers. It is the overlay of OPR that makes dealers "captive consumers" and therefore, we think that the OPR amendments that we are proposing will help mitigate this issue. We will monitor the impact of

⁷³ Published at (2012) 35 OSCB 8928.

⁷⁴ Published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers, Vol. 11, No. 16, p. 354.

these changes and consider in future the need for additional regulation relating to marketplace liability generally. In the interim, we encourage industry members to work together to seek a common resolution to what some argue is a commercial, not regulatory, issue.

Question 30: Considering the Proposed Approach, is it necessary to take additional steps at this time to address issues relating to marketplace liability? If so, why, and if not, why not?

Appendix A-1

Comparison of Active and Passive Volumes by Type of User ID, by Marketplace Covering the Period - June 1, 2013 to September 30, 2013

Objective

The objective of the analysis outlined in this appendix was to assess whose limit orders are receiving the benefit of protection on each visible trading venue. As indicated in this Annex A, questions were raised about whether orders that are being protected on marketplaces originate with market participants whose confidence in the fairness and integrity of the markets is in most need of support. It was questioned whether OPR is having its intended effect if such orders originate with parties whose confidence in the fairness and integrity of the markets would be least likely to be negatively affected in a material way in the absence of the rule.

Description of analysis

In performing this analysis, we examined the active-passive ratios for certain user categories that may proxy for retail, institutional and professional traders over various time periods, and across each visible marketplace. The data used for the analysis was the regulatory data received and stored by IROC for its market surveillance activities, and therefore included non-public content such as TraderIDs (referred to as UserIDs).

Before grouping the data, an attempt was made to eliminate material portions of trade volume that would not otherwise have involved a passive displayed order subject to OPR (e.g., trade volume was removed for trades that were intentional crosses, or that resulted from opening and closing call auctions). The 'adjusted traded volume' was then grouped into the following four user categories:

- (1) 'CrossOrder' – Contains trade volume for UserIDs that exhibited use of the intentional cross marker¹ (but does not include the trade volume for any intentional crosses, as all intentional cross volume was removed in arriving at the 'adjusted traded volume' described above). Intended to proxy for institutional client order flow.
- (2) 'SDL' – Contains trade volume for UserIDs that exhibited use of the SDL² order type on Alpha IntraSpread. Intended to proxy for retail client order flow given Alpha's restriction on the use of SDL orders to orders of clients that meet the definition of 'Retail Customer' under IROC Member Rules.
- (3) 'PostOnly' – Contains trade volume for UserIDs that exhibited use of a post-only³ order feature. Intended to proxy for professional traders executing a market making strategy dependent on the placement of passive orders.
- (4) 'SME' – Contains trade volume for UserIDs that exhibited use of the short-marking exempt⁴ (SME) marker. Intended to capture professional trading in arbitrage accounts, formal market making accounts, informal market making / high-frequency trading accounts, and dealer facilitation accounts.

Any of the remaining adjusted trade volume that could not be grouped into the above four categories was categorized as 'Other'. We expect the 'Other' category to represent a mix of institutional, retail and professional trader interests.

Limitations

Given certain limitations, any results of the analysis are not precise and are intended only to be indicative, and not conclusive. For example, the four categories identified above are only meant to be proxies for certain user types – overlap between the categories exists. The effect of this overlap means that where a UserID exhibited use of more than one of the above-noted markers / order features, the volume traded for that UserID is reflected in more than one category. Most notably, overlap between categories was seen between the PostOnly and SME categories (e.g., UserIDs that used a post-only order feature often also exhibited use of the SME marker). We also note that, as a result of overlap, the sum of each of the four categories identified above, together with the 'Other' category, represents more than 100% of the volume traded.

¹An intentional cross is defined in UMIR to refer to a trade resulting from the entry by a Participant or Access Person of both the order to purchase and the order to sell a security, but does not include a trade in which the Participant has entered one of the orders as a jitney order.

²A "Seek Dark Liquidity" or SDL order is an order exclusive to Alpha Exchange's IntraSpread, which is designed to trade with dark orders, and visible orders in the central limit order book if possible. The use of this order type is restricted to retail clients.

³A "post-only" order feature ensures that an order will not actively remove liquidity from a marketplace.

⁴The SME marker is a regulatory designation which is included on orders from accounts which are not required to mark short sales of securities as short. Further information regarding the use of the SME designation is available at: http://www.iroc.ca/Documents/2012/37862a81-d93b-4a21-9843-c5fc3ced83f2_en.pdf

Results

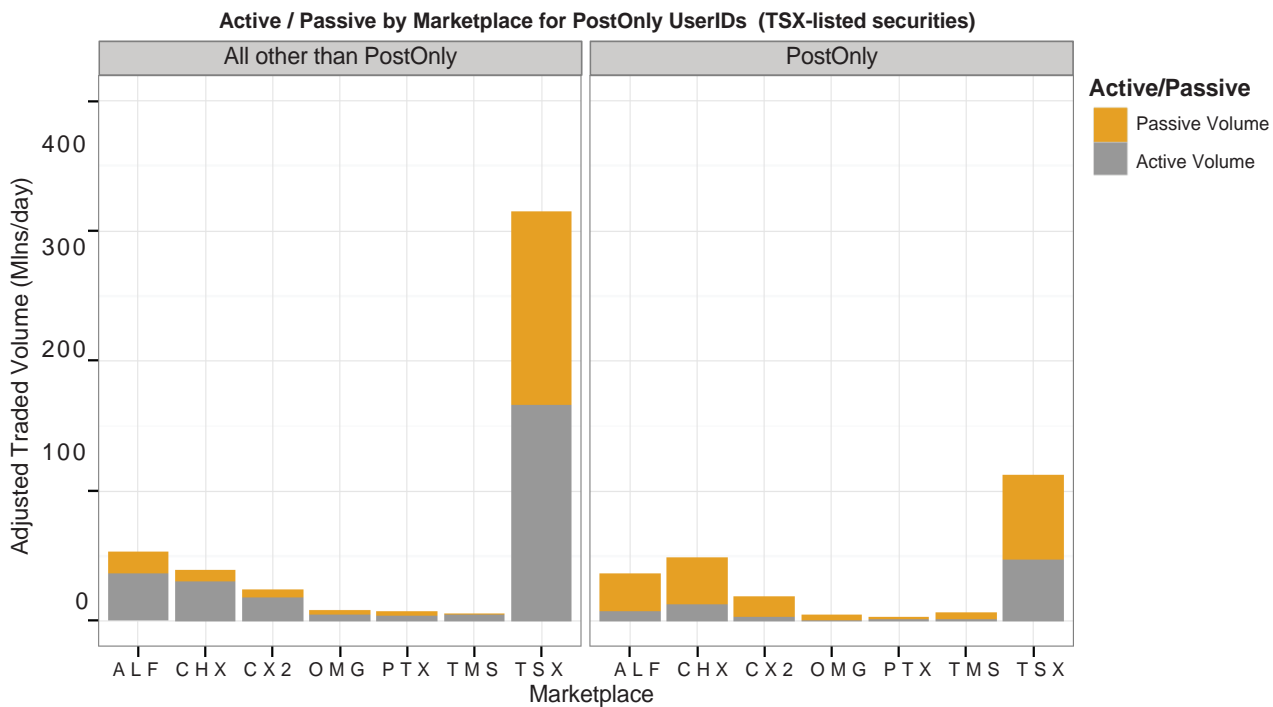
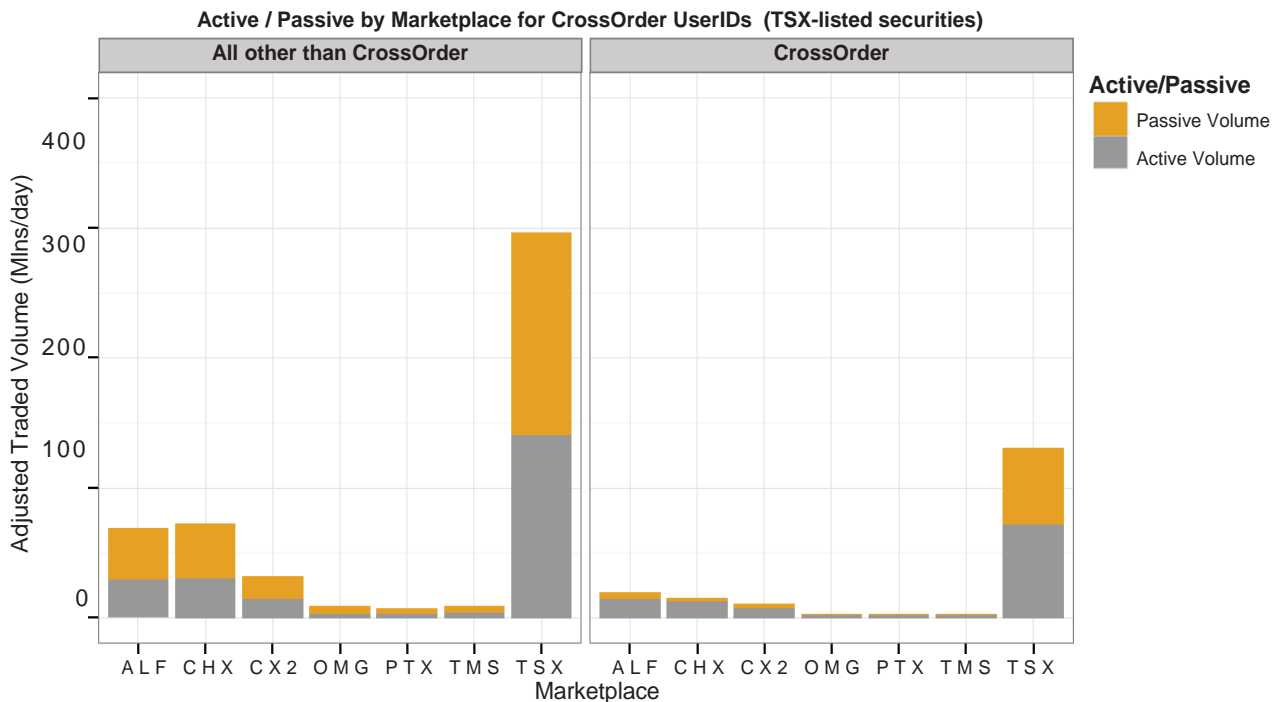
Results of the analysis performed over the most recent of the time periods examined, being the period from June 1, 2013 to September 30, 2013, are contained in the charts on the following pages of this appendix. What is suggested by the analysis, is that the vast majority of the passive displayed retail and institutional client order flow traded is entered for display on the listing markets (e.g., on TSX or TSXV), and that a much smaller percentage of the passive displayed retail or institutional order flow traded is entered for display on other marketplaces. Much of the remaining passive displayed order flow traded on other marketplaces appears to originate with professional traders whose interests may be more short-term. It also suggests that marketable active orders of retail and institutional clients are more dispersed across markets – this is indicative of the effect of OPR on active order flow.

We note that the results of this analysis are supported by anecdotal evidence provided by dealers during our interviews, regarding the placement of their passive retail and institutional client orders. It is also supported by similar analysis that we performed over the same time periods for user groupings created by IIROC for its ongoing research into high-frequency trading, but which are not reflected in the following summary charts.

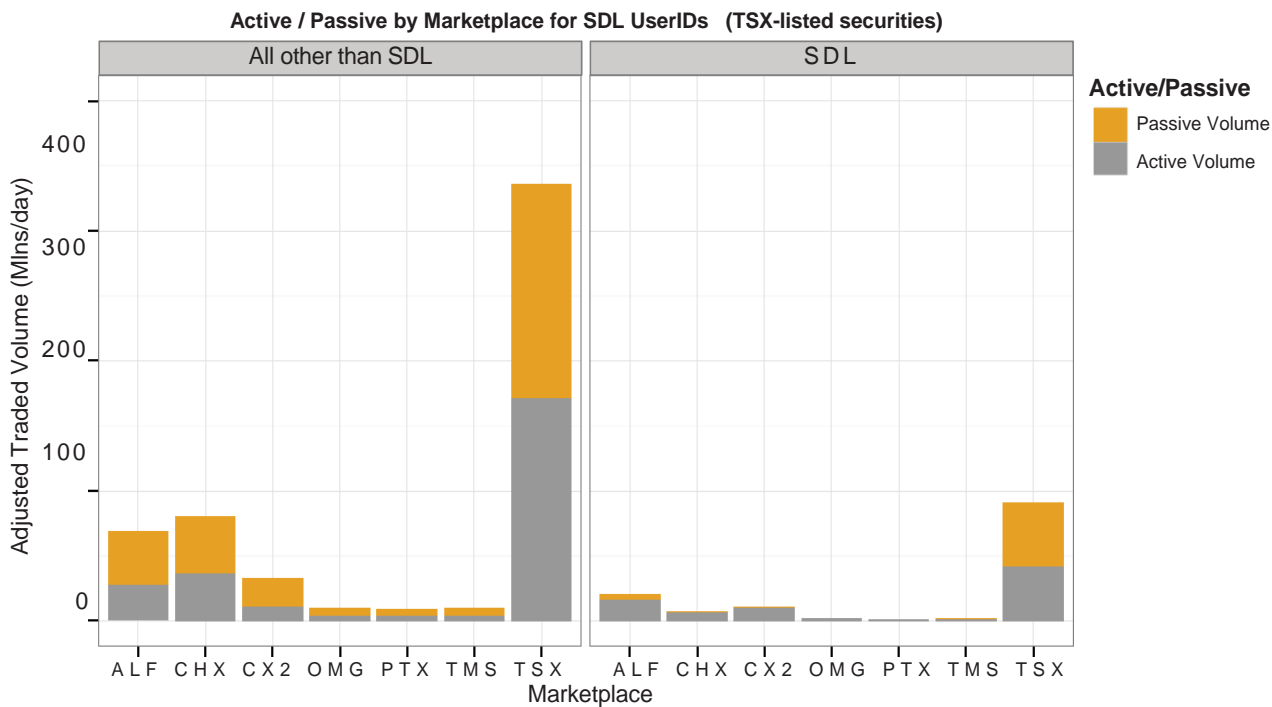
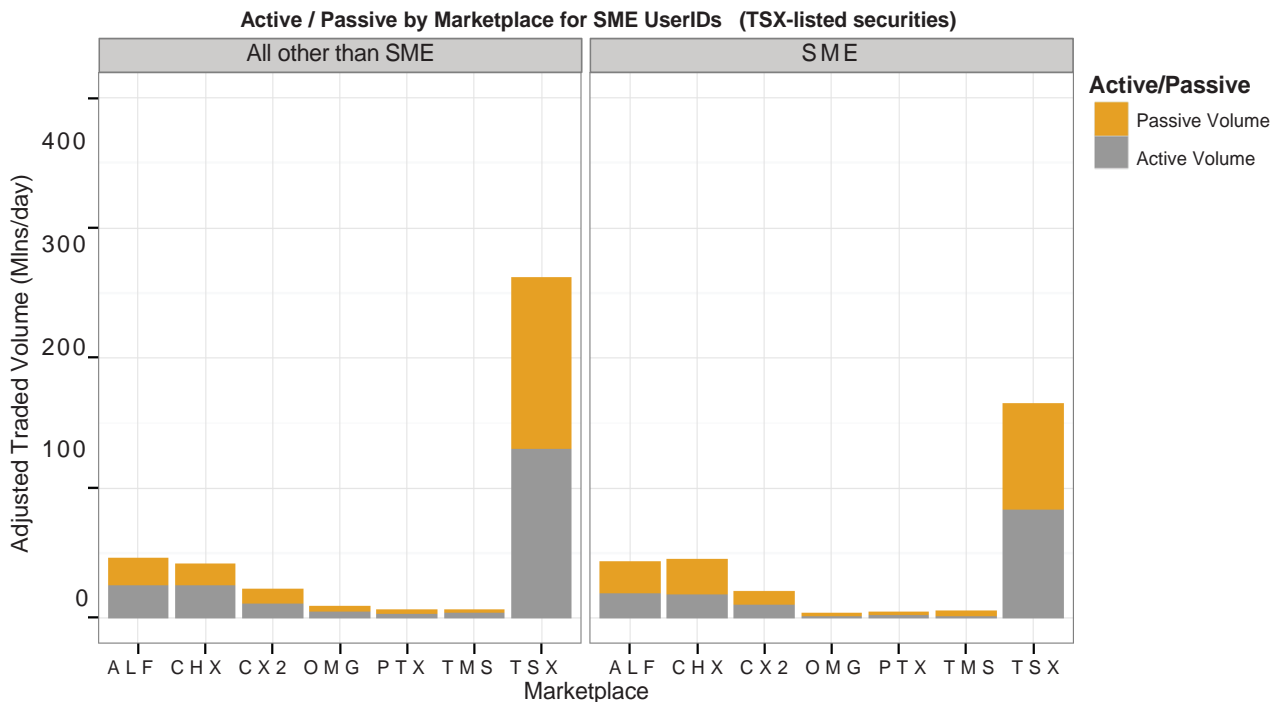
Legend for marketplace references in following charts:

ALF	Alpha Exchange
TSXV	TSX Venture Exchange
CHX	Chi-X Canada ATS
CX2	CX2 Canada ATS
OMG	Omega ATS
PTX	Pure Trading
TMS	TMX Select
TSX	TSX

1. Chart-set pertaining to trading in TSX-listed securities over the period of June 1, 2013 to September 30, 2013



1. Chart-set pertaining to trading in TSX-listed securities over the period of June 1, 2013 to September 30, 2013 (cont'd)



2. Additional information pertaining to data underlying the preceding charts (based on trades in TSX-listed securities)

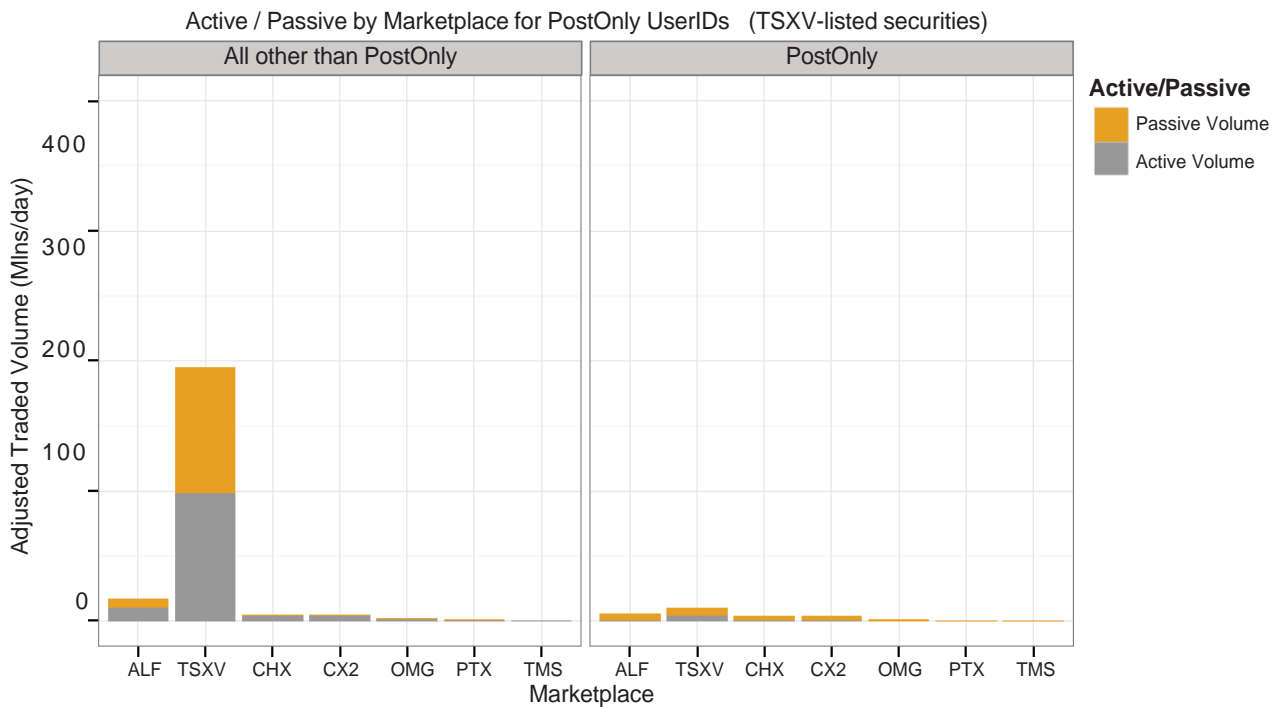
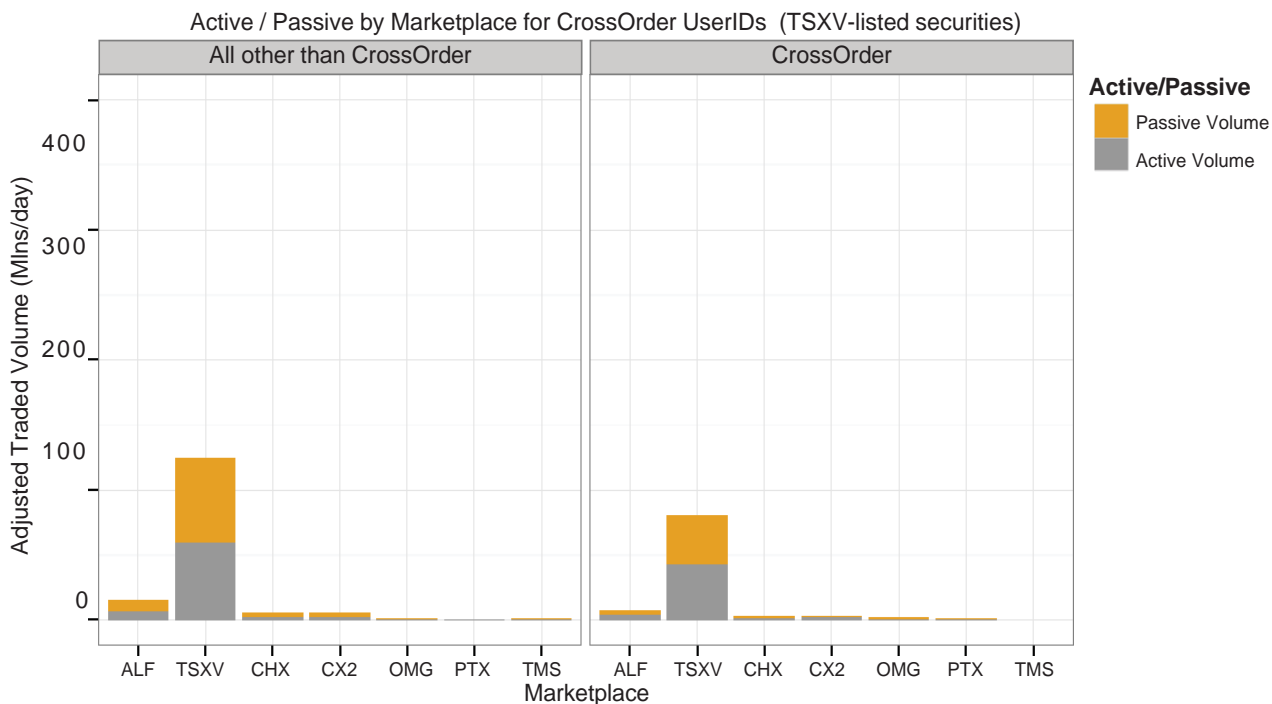
Active / passive ratio for each UserIDs reflected in charts (expressed as the % of adjusted traded volume that was active)

UserID Category	ALF	CHX	CX2	OMG	PTX	TMS	TSX	Across all marketplaces
CrossOrder	75%	87%	68%	86%	67%	75%	55%	62%
PostOnly	22%	27%	19%	20%	35%	18%	42%	33%
SME	44%	40%	48%	43%	47%	33%	51%	47%
SDL	81%	98%	96%	98%	97%	96%	46%	60%
Other	57%	68%	85%	48%	45%	86%	50%	54%

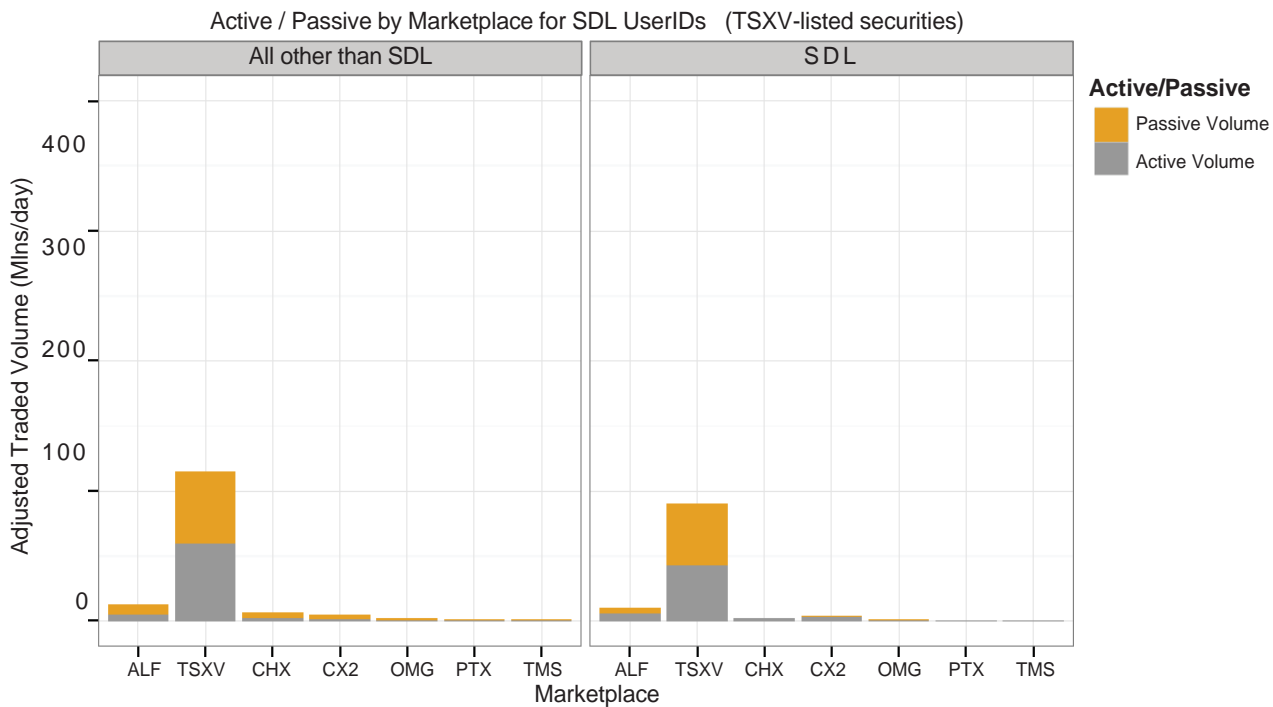
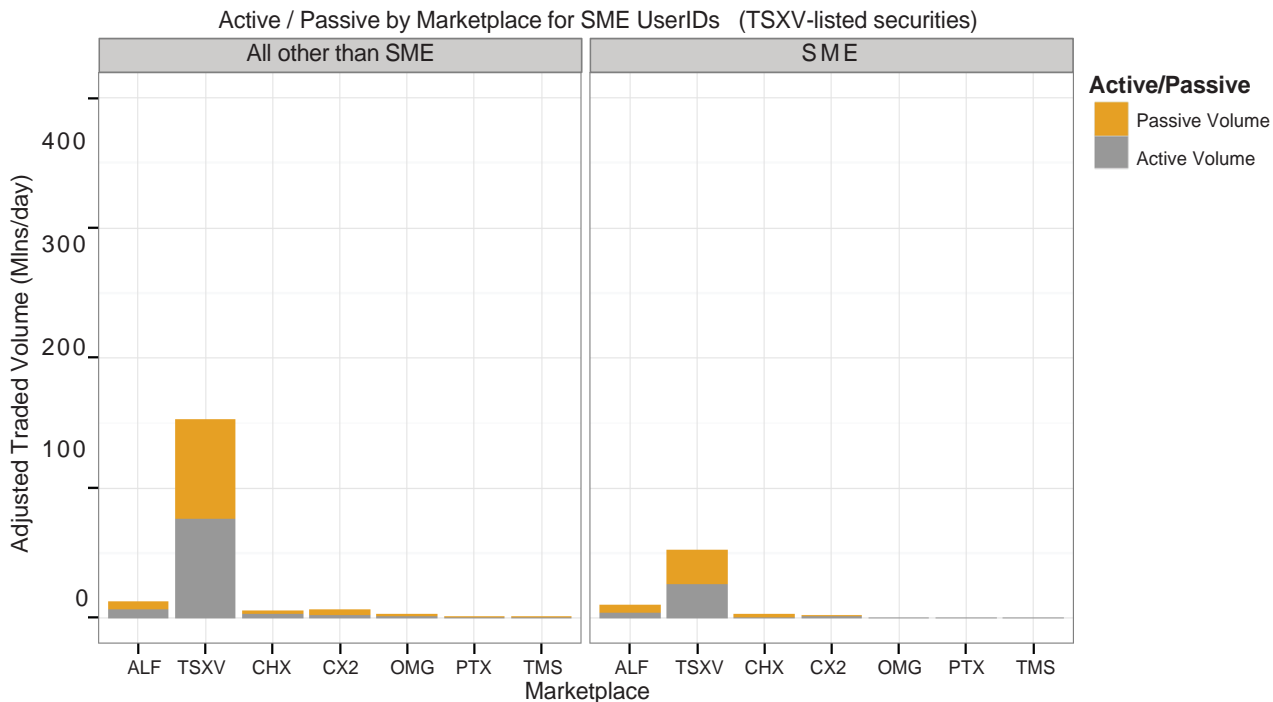
% of adjusted traded volume for UserIDs reflected in charts

UserID Category	ALF	CHX	CX2	OMG	PTX	TMS	TSX	Total for all marketplaces
CrossOrder	2.9%	2.2%	1.6%	0.4%	0.5%	0.4%	19.2%	27.1%
PostOnly	5.3%	7.2%	2.8%	0.6%	0.5%	0.9%	16.5%	33.7%
SME	6.3%	6.7%	3.0%	0.5%	0.6%	0.8%	24.3%	42.3%
SDL	3.0%	1.0%	1.5%	0.3%	0.2%	0.3%	13.4%	19.8%
Other	2.7%	2.8%	0.8%	0.6%	0.5%	0.3%	17.0%	24.7%
Totals	20.3%	19.8%	9.7%	2.4%	2.2%	2.7%	90.3%	147.5%

3. Chart-set pertaining to trading in TSXV-listed securities over the period of June 1, 2013 to September 30, 2013



3. Chart-set pertaining to trading in TSXV-listed securities over the period of June 1, 2013 to September 30, 2013 (cont'd)



4. Additional information pertaining to data underlying the preceding charts (based on trades in TSXV-listed securities)

Active / passive ratio for each UserIDs reflected in charts (expressed as the % of adjusted traded volume that was active)

UserID Category	ALF	TSXV	CHX	CX2	OMG	PTX	TMS	Across all marketplaces
CrossOrder	58%	53%	56%	83%	52%	47%	84%	54%
PostOnly	11%	43%	10%	4%	5%	20%	11%	23%
SME	44%	50%	35%	85%	84%	76%	58%	49%
SDL	58%	48%	96%	88%	96%	88%	88%	52%
Other	69%	51%	70%	74%	82%	60%	76%	53%

% of adjusted traded volume for UserIDs reflected in charts

UserID Category	ALF	TSXV	CHX	CX2	OMG	PTX	TMS	Total for all marketplaces
CrossOrder	3.0%	32.4%	1.2%	1.0%	0.7%	0.3%	0.1%	38.6%
PostOnly	2.1%	3.9%	1.4%	1.3%	0.5%	0.1%	0.2%	9.5%
SME	3.9%	21.0%	1.0%	0.7%	0.1%	0.1%	0.1%	26.8%
SDL	4.1%	36.2%	0.8%	1.3%	0.3%	0.0%	0.1%	43.0%
Other	1.5%	24.7%	0.7%	0.4%	0.2%	0.1%	0.1%	27.6%
Totals	14.7%	118.2%	5.2%	4.7%	1.8%	0.6%	0.5%	145.5%

Appendix A-2

Data Fee Review Methodology

In order to determine each marketplace's relative contribution to pre- and post-trade activities, we used certain pre- and post-trade metrics. A number of these metrics that will be described below are used by the Securities Information Processor (SIP) in the United States and others were proposed by marketplaces and marketplace participants as ways to capture the contribution of a marketplace to price discovery. The underlying principle of each of the metrics is that pre-trade and post-trade contributors to price discovery and liquidity should be equally rewarded. These metrics would then be used in three ranking models that would provide a basis for us to rank each marketplace's relative contribution to price discovery and liquidity. These ranking models are described below.

We used the following notations for the pre- and post-trade metrics and the ranking methods:

i = a transparent marketplace
 m = total number of transparent marketplaces
 t = trades executed on a transparent marketplace
 n = total trades executed on a transparent marketplace
 T = total trades executed on all transparent marketplaces
 d = a trading day
 D = all trading days for the period
 j = stocks traded on a transparent marketplace
 J = total stocks traded on all transparent marketplaces

a. Pre-Trade Metrics

1. **Percent of Best Bid and Offer (BBO)¹** - means the percent of the day for which a marketplace had a quote at the national best bid (BB) or best ask (BA) for security *j*. This metric is scaled to sum to one.

$$\%BBO_i = \frac{BBO_i}{\sum_{i=1}^m BBO_i}$$

$$BBO_i = \frac{1}{J} \sum_{j=1}^J \frac{\text{Seconds at } BB_j + \text{Seconds at } BA_j}{2 * (6.5 * 60 * 60)} * 100$$

This metric rewards marketplaces for being at the BBO for a longer period during the day. While this metric is not as easy to compute, it can be constructed from standard quote data. In order to ensure that the addition of each marketplace sums to one, the individual metrics for each marketplace are summed to come up with a market-wide daily percent at the BBO, and each individual marketplaces' percentage is then divided by this total to scale the metric to one.

One potential problem with this metric is that a marketplace, knowing that its performance will be assessed using this metric, may choose to incentivize its participants to 'quote stuff',

¹ The time at BBO could be calculated in fractions of a second, given the rapidity of quoting.

that is to reward them for posting small lots slightly improving the current BBO for a millisecond or less. This behaviour, although rewarded, does not contribute to price discovery. This kind of activity could also be achieved by introducing 'pegged orders'. Such limit orders would not be entered at a fixed price, but rather be 'pegged' to the current BBO. If an order were pegged to the BBO, this would ensure that the marketplace remained at the BBO for a majority of the day by simply "following" the price innovators.

2. **Percent of Best Spread** - means the percent of the day that a marketplace spent at the narrowest spread for security j . This metric is scaled to sum to one.

$$\%Spread_i = \frac{Spread_i}{\sum_{i=1}^m Spread_i}$$

$$\%Spread_i = \frac{1}{J} \sum_{j=1}^J \frac{Seconds\ at\ tightest\ spread_j}{6.5 * 60 * 60} * 100$$

The construction of this metric also requires quote level data. This metric tends to reward marketplaces for providing liquidity at both the BB and BA, by establishing the narrowest spread on the market. In order to ensure that the addition of each marketplace sums to one, the individual metrics for each marketplace are summed to come up with a market-wide daily percent at the narrowest spread, and each individual marketplaces' percentage is then divided by this total to scale the metric to one.

Like metric 1, this metric could be manipulated using either quote-stuffing or pegged orders. The advantage of this metric is that it rewards only that marketplace that quotes at both the BB and BA. One potential flaw of this metric, especially in illiquid stocks, is that it could reward two marketplaces that both had the same sized spread at different bid and ask prices, though this situation is relatively unlikely (this would result in locked or crossed markets).

3. **\$Time(equal)** - means the percent of quoted time-dollar-volume for a marketplace, out of the total time-dollar-volume for the entire market for the period, when only the best bid and ask are considered.

$$\$Time(equal)_i = \frac{Time_i}{\sum_{i=1}^m Time_i} Time_i$$

$$= \frac{\sum_{j=1}^J Price_j * Volume_j * seconds\ at\ BB + Price_j * Volume_j * seconds\ at\ BA}{\sum_{j=1}^J \sum_{i=1}^m (Price_j * Volume_j * seconds\ at\ BB + Price_j * Volume_j * seconds\ at\ BA)} * 100$$

This metric tends to reward marketplaces not only for providing some liquidity at the best bid and ask, but for the depth of liquidity available at BBO. In order to construct this metric, both quoted prices and volumes are required. This metric has an advantage over Percent of BBO in that

marketplaces encouraging quote stuffing will not be well rewarded for the meagre liquidity they provide at the BBO. One potential disadvantage of this metric is that it does not reward marketplaces for providing liquidity at any level apart from the BBO. With relatively wide quotes, it is possible that a marketplace wishing to manipulate this measure could provide incentive to create very shallow improvements to the BBO without providing any real capacity to trade at depth at that price level.

4. **\$Time(value)** is the same as \$Time(equal) as above, however each stock is weighted by the value traded in the period of consideration, as described in the weighting "w" below.

$$\begin{aligned} \$Time(value)_i &= \frac{Time(v)_i}{\sum_{i=1}^m Time(v)_i} Time(v)_i \\ &= \frac{\sum_{j=1}^J [Price_j * Volume_j * seconds\ at\ BB + Price_j * Volume_j * seconds\ at\ BA] * w_j}{\sum_{j=1}^J \sum_{i=1}^m (Price_j * Volume_j * seconds\ at\ BB + Price_j * Volume_j * seconds\ at\ BA) * w_j} * 100 \end{aligned}$$

$$w_j = \frac{\$Volume_{t,j}}{\sum_{t=1}^T \sum_{i=1}^J \$Volume_{t,j}}$$

The use of the value weighting places more emphasis on those stocks that trade heavily and less emphasis on stocks that do not trade frequently. At the extreme, a stock that does not trade at all will not be allocated any weight under this metric.

5. **Additional pre-trade metric not currently reflected in ranking formulas that takes into consideration price and size depth**

5-level \$Time is the percent of quoted time dollar volume for each market, out of the total quoted time dollar volume for the entire market for the period, when all 5 levels of volume are considered, with the following weightings

Orderbook Level	Weighting (w)
1	16x
2	8x
3	4x
4	2x
5	1

$$\$5leveltime_i = \frac{\sum_{l=1}^m w_l * \$time_l}{31} * 100$$

5-level \$time is the most data intensive of the considered metrics, requiring not only the price and volume available at the best bid and offer, but also up to 5 levels away from the BBO. This measure has the advantage of rewarding exchanges for providing liquidity at the BBO and also at levels away from it, weighting the BBO most highly. In the case of wide quotes, an exchange that provides very shallow improvement solely to become the “holder” of the NBBO would be rewarded for narrowing the quotes, but would also recognize the depth provided by other markets, unlike \$Time.

Question 31: Taking into consideration how these pre-trade metrics will be used within the various ranking models, are these reasonable proxies for assessing a marketplace’s contribution to price and size discovery? Are there other metrics we should consider? Please provide details.

Question 32: Are the pre-trade metrics described appropriate for a marketplace that predominantly trades less liquid securities? Please indicate and describe what pre-trade metrics would be appropriate to use for such a marketplace.

b. Post-Trade Metrics

1. Percent of each marketplace’s volume - means the volume traded on each marketplace divided by the total volume traded on all marketplaces in the period.

$$\%Volume_i = \frac{Volume_i}{\sum_{i=1}^m Volume_i} * 100$$

This metric rewards traded volume and tends to favour those marketplaces that trade in relatively low-priced shares, as it considers only the number of shares traded, not their value. In an extreme scenario, if a marketplace traded only low-priced stocks, this metric would inflate their overall share of the entire market.

2. Percent of each marketplace’s number of trades - means the number of trades executed on each marketplace divided by the total number of trades on all marketplaces in the period.

$$\%Number_i = \frac{Number_i}{\sum_{i=1}^m Number_i} * 100$$

This metric rewards those marketplaces that have a larger number of trades. This metric could be manipulated by encouraging traders to break their orders up into smaller pieces. If this were done, neither the volume nor the dollar volume traded would change, but the number of trades would increase significantly.

3. Percent of each marketplace’s dollar volume (value) - means the dollar volume traded on each marketplace divided by the total dollar volume traded on all marketplaces in the period. Dollar volume is the product of the price and volume of each trade.

$$\% \$Volume_i = \frac{\$Volume_i}{\sum_{i=1}^m \$Volume_i} * 100$$

$$\$Volume = Price * Volume$$

This metric takes the value of the transactions into account. This tends to avoid the biases that may be present in the volume metric. However, due to the requirement that crosses matched by a dealer be reported to a marketplace, it is possible that a marketplace being measured on this metric could provide incentives (such as trading rebates) to dealers to ensure that crosses are reported on their marketplace. In this way, the marketplace would have a much larger share of dollar volume without necessarily contributing to pre-trade price discovery.

4. **Percent of square-root dollar volume for each trade** - means the square-root of the \$Volume of each trade t executed on each marketplace divided by the sum of the square-root of the \$Volume traded on all marketplaces in the period.

$$\% \sqrt{\$Volume}_i = \frac{\sqrt{\$Volume_{it}}}{\sum_{t=1}^n \sum_{i=1}^m \sqrt{\$Volume}_i} * 100$$

The square-root of dollar volume is individually constructed for each transaction. While this metric is not widely published, it is easily constructed from trade reports. It reduces the importance of larger trades in relation to smaller trades. This can help alleviate the problem of very large crosses inflating a marketplace's contribution to price discovery. This metric has the potential disadvantage that trades in low-priced stocks (on the order of \$1 to \$2) will not be reduced at all, and will consequently be disproportionately represented. If a marketplace were to trade very frequently at these very low dollar values, their contribution to price discovery would be inflated by this metric.

5. **Scope of trading on each marketplace** - means the average over the period of the number of symbols with greater than 1 traded on each marketplace on day d , divided by the number of symbols traded on all marketplaces for that day.

$$Scope_i = \frac{1}{D} \sum_{t=1}^T \frac{Number\ of\ symbols\ traded_{i,d}}{MAX[Number\ of\ symbols\ traded_{i,t}] \ i = [1 - 5]}$$

Scope of trading provides a metric that measures the number of symbols a marketplace trades. This metric, when used in combination with other post-trade metrics, has the disadvantage of "double penalizing" marketplaces for not trading all securities. By construction, scope of trading will be very high for exchanges (such as the TSX) and will be lower for newer marketplaces that have yet to gain market share in less liquid stocks. While it does measure the "activity" of marketplaces, a marketplace that only trades in half of the total listed symbols is, by definition, penalized for not trading all of those symbols. Thus, if Scope is used by itself, it can be a valuable indicator of the activity levels of marketplaces, but if it is applied in conjunction with other metrics, it may disproportionately favour existing exchanges and large ATSS.

The downside of this metric is that if a marketplace wanted to achieve a scope as close as possible to one (i.e. all listed securities would be trading on this marketplace), marketplace participants could be rewarded (through credits or discounts at market open) for becoming the "first" participant of the day in any given security. In this way, marketplaces could ensure

at least one trade in every security without providing any meaningful liquidity or price discovery.

Question 33: Taking into consideration how these post-trade metrics will be used within the various ranking models, are these reasonable proxies for marketplace liquidity? Are there other metrics we should consider? Please provide details.

Question 34: Are the post-trade metrics appropriate for a marketplace that predominantly trades less liquid securities? Please indicate and describe any additional post-trade metrics would be appropriate to use for such a marketplace.

c. Ranking Models

In order to rank each marketplace's contribution to price discovery we constructed three models from the pre- and post-trade metrics. While each of these models are constructed placing equal importance on the pre- and post-trade metrics, this was an arbitrary decision.

1. **SIP Value** – is based on the revenue distribution model used by the U.S. SIP.

$$\left[\frac{\% \sqrt{\$Volume}_i + \% Number_i}{2} \right] * 0.5 + \$Time(value)_i * 0.5$$

This model incorporates the metrics used by the U.S. SIP to distribute revenue amongst participating marketplaces. The post-trade metrics used are equally weighted, and are composed of each marketplace's share of square-root dollar volume and number of trades. Both of these post-trade metrics together are assigned a weighting of 50% of the value of the model.

The pre-trade metric used is the value weighted percent of quoted dollar - time. This is also given a 50% weighting in the final model. The weighting of this model by the value traded in each security provides a greater emphasis on those stocks that are heavily traded, rewarding marketplaces more for providing liquidity where the majority is consumed.

2. **SIP Equal** - The SIP Equal model is very similar to the SIP Value Model, however instead of weighting the metrics by the value traded in each marketplace, each stock in the market is equally weighted. This index rewards marketplaces for providing price discovery across the full spectrum of traded stocks.

$$\left[\frac{\% \sqrt{\$Volume}_i + \% Number_i}{2} \right] * 0.5 + \$Time(equal)_i * 0.5$$

3. **Model 3** - differs significantly from the previous two. For the post-trade element, this model considers each marketplace's share of traded volume, share of trades and share of dollar-volume. These three elements are given equal weighting in this index. The pre-trade metrics considered are the percent of the day spent at the best spread and the percent of the day

spent at the BBO. Each of these two pre-trade elements are equally weighted. The average of both the pre- and post-trade metrics is multiplied by the Scope of the marketplace, weighting the outcome for each marketplace by the number of symbols in which it actively trades. The resulting pre- and post-trade metrics are then equally weighted to come up with the final index.

$$\left[\frac{\%Volume_i + \%Number_i + \%Volume_i}{3} \right] * Scope_i * 0.5 + \left[\frac{\%Spread_i + \%BBO_i}{2} \right] * Scope_i * 0.5$$

Question 35: Are the ranking models described appropriate for ranking a marketplaces' contribution to price discovery and liquidity? Are there other ranking methods we should consider? Please provide details.

Question 36: If you had to choose one of the three ranking methods described, which method would you chose and why?

d. Assigning an estimated fee or fee range

After calculating these ranking methods, we would use them to assess whether a marketplace's existing (or proposed) fee is related to its share of trading activity. We acknowledge the two approaches we propose may present several challenges, including the inability to directly observe the true "value" placed on these feeds by market participants, as well as the need to establish either internal or external comparisons.

We used the following two approaches to arrive at an estimated or fee range per marketplace.

- (1) Domestic reference - The first approach takes the data fees charged by each marketplace and aggregates them into a single "pool". The result is then considered to be the appropriate fee for the Canadian market, and this result is then re-distributed, based on the three ranking methods, giving us six estimated fees.

The difficulty with using this measure is that it does not provide an external evaluation of the Canadian securities data. If all fees for market data in Canada are overpriced, this method will not provide an unbiased measure of the true value of marketplaces' data fees. Rather, it will provide an indication as to whether any one market is charging relatively more or less than "average" for its data.

- (2) International reference - The second approach uses international comparisons to determine an average data fee per \$100 million traded. This approach assumes that the value of the international peers' data is relatively comparable to that of the Canadian exchanges', and that the value of this data is relative to the value of securities traded on the exchanges. The result is then redistributed based on the three ranking methods, giving us another six estimated fees. The choice of exchanges included in the comparison would impact the determination of the fair value for the Canadian data.

Question 37: Please provide your views on the reasonableness of the two approaches for establishing an appropriate reference amount for data fees to be used in applying the data fee review methodology?

Question 38: What other options should we consider for identifying an appropriate reference amount? Please provide details.

Question 39: How frequently should any selected reference amount for data fees be reviewed for their continued usefulness?

Appendix A-3

Comparison of Non-Professional Market Data Fees

Background

The Data Fee Paper defined real-time market data as consisting of pre- and post-trade data that is distributed immediately after an order has been entered, amended or cancelled or a trade has been executed. It is used by marketplace participants to make trading and order routing decisions. Pre-trade data provides details of orders entered on a marketplace and identifies the price and volume associated with each order. Post-trade data provides details of executed trades in a security.

Generally, marketplaces provide two types of real-time data feeds. Top-of-book, also known as Level 1 (L1) data consists of information on the last sale of a security, the best bid and offer, and the aggregate volume available for purchase and sale at those prices. Depth-of-book data, also known as Level 2 (L2) data consists of information on all visible orders in the marketplace (price and volume) and all trades.

Marketplaces charge different fees based on whether the L1 and/or L2 feed(s) will be used by a professional or non-professional user. These user fees are known as subscriber fees. Generally, professional users are individuals or organizations that use market data for business purposes (for example, dealers and their employees). Non-professional users are individuals that use market data for personal use.

In terms of the fees charged by for each feed and by type of user, L2 data is usually more expensive than L1 data and data for professional users is more expensive than for non-professional user for each feed type. In addition, in Canada, the fees charged for TSX-listed securities are generally higher than the ones charged for TSXV-listed securities for both L1 and L2 data.

Another way fees differ between marketplaces, in Canada and abroad, is in how these fees are charged. Generally, if a marketplace participant purchases both feeds (respectively L1 and L2) the fee charged for the most expensive feed includes the fee charged for the less expensive feed. However, there are some exceptions from this approach in Canada.¹

Taking the above into consideration, the following is a comparison of the non-professional fees to professional fees charged by equities marketplaces in Canada, and for some international comparables.

¹ TSX and TSXV charge the aggregated amount of L1 and L2 data if a user wants to purchase L2 data. Also, Omega charges a fee for its L1 data and has a fee holiday in place for its L2 data. Specifically, someone buying L2 data will pay the L1 fee.

A. Non-professional versus Professional Fees Comparison

1. Canada

Data Products by Listing Market	Non-Professional Fee	Professional Fee	Non-Professional Fee as a % of Professional Fee
TSX listeds			
TSX TL1	\$ 6.00	\$ 30.00	20.00%
TSX TL2 MarketBook	\$ 36.00	\$ 80.00	45.00%
Chi-X L1	\$ -	\$ 12.00	0.00%
Chi-X L2	\$ -	\$ 30.00	0.00%
CX2 L1	\$ -	\$ -	0.00%
CX2 L2	\$ -	\$ -	0.00%
Alpha L1	\$ 3.00	\$ 15.00	20.00%
Alpha L2 MarketBook	\$ 18.00	\$ 48.00	37.50%
Omega L1 (TSX, TSXV & CSE)	\$ 2.85	\$ 2.85	100.00%
Omega L2 (TSX, TSXV & CSE)	\$ 2.85	\$ 2.85	100.00%
Lynx L1 (TSX & TSXV)	\$ -	\$ -	0.00%
Lynx L2 (TSX & TSXV)	\$ -	\$ -	0.00%
CSE - L1 - all (incl. CSE)	\$ 2.40	\$ 12.00	20.00%
CSE - L2 - all (incl. CSE)	\$ 20.40	\$ 30.00	68.00%
TSXV listeds			
TSXV CL1	\$ 6.00	\$ 25.00	24.00%
TSX TL2 MarketBook	\$ 30.00	\$ 51.00	58.82%
Chi-X L1	\$ -	\$ 5.25	0.00%
Chi-X L2	\$ -	\$ 10.00	0.00%
CX2 L1	\$ -	\$ -	0.00%
CX2 L2	\$ -	\$ -	0.00%
Alpha L1	\$ 1.50	\$ 7.50	20.00%
Alpha L2 MarketBook	\$ 9.00	\$ 24.50	36.73%
CSE (CSE-listeds only) L1 & L2	\$ 2.00	\$ 10.00	20.00%

2. United States

US Tapes	Non-Professional Fee	Professional Fee	Non-Professional Fee as a % of Professional Fee
CTA - Tape A - L1 (high user tier)	\$ 1.00	\$ 20.00	5.0%
CTA - Tape A - L1 (low user tier)	\$ 1.00	\$ 50.00	2.0%
CTA - Tape B - L1	\$ 1.00	\$ 24.00	4.2%
UTP - Tape C - L1	\$ 1.00	\$ 23.00	4.3%
Total (including Tape A low tier)	\$ 3.00	\$ 97.00	3.1%
Total (including Tape A high tier)	\$ 3.00	\$ 67.00	4.5%

3. International

Data Products by Market	Non-Professional Fee	Professional Fee	Non-Professional Fee as a % of Professional Fee
BATS / Chi-X Europe - L1	£ -	£ 20.00	0.0%
BATS / Chi-X Europe - L2	£ -	£ 45.00	0.0%
LSE - Member - L1 (low non-pro tier)	£ 4.10	£ 28.70	14.3%
LSE - Member - L1 (high non-pro tier)	£ 0.20	£ 28.70	0.7%
LSE - Member - L2	£ 6.00	£ 105.00	5.7%
LSE - Non-Member - L1 (low non-pro tier)	£ 4.10	£ 40.00	10.3%
LSE - Non-Member - L1 (high non-pro tier)	£ 0.20	£ 40.00	0.5%
LSE - Non-Member - L2	£ 6.00	£ 157.50	3.8%
Borsa Italia - L1 (low non-pro tier)	€ 0.42	€ 12.60	3.3%
Borsa Italia - L1 (high non-pro tier)	€ 0.32	€ 12.60	2.5%
Borsa Italia - L2	€ 1.25	€ 42.00	3.0%
NASDAQ OMX Nordic - L1	€ 1.00	€ 29.00	3.4%
NASDAQ OMX Nordic - Totalview	€ 10.00	€ 74.00	13.5%
NYSE Euronext European - L1	\$ 1.00	\$ 61.00	1.6%
NYSE Euronext European - L2	\$ 1.00	\$ 86.00	1.2%
ASX Total - L2	\$ 25.00	\$ 55.00	45.5%
BM&F BOVESPA (BOVESPA feed) - L2	BRL 1.50	BRL 90.00	1.7%

REGULATION TO AMEND REGULATION 23-101 RESPECTING TRADING RULES

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331, par. (1), (2), (8), (32), (32.0.1) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 23-101 respecting Trading Rules is amended:

(1) by replacing, in the definition of the expression “automated functionality”, the words “automated functionality” with the words “automated trading functionality”;

(2) by replacing the definition of the expression “directed-action order” with the following:

“ “directed-action order” means an order for the purchase or sale of an exchange-traded security, other than an option, that,

- (a) when entered on or routed to a marketplace is to be immediately
 - (i) executed against a displayed order with any remainder to be booked or cancelled; or
 - (ii) placed in an order book;
- (b) is marked as a directed-action order; and
- (c) is entered on or routed to a marketplace to execute against a best-priced displayed order, or at the same time as one or more additional orders that are entered on or routed to one or more marketplaces, as necessary, to execute against any protected order with a better price than the entered or routed order referred to in paragraph (a);”;

(3) by replacing paragraph (a) in the definition of the expression “protected bid” with the following:

- “(a) that is displayed on a marketplace that provides automated trading functionality and
 - (i) meets or exceeds the market share threshold as set for the purposes of this definition by the regulator, or in Quebec, the securities regulatory authority; or
 - (ii) does not meet or exceed the market share threshold referred to in subparagraph (i), if
 - (A) the marketplace is a recognized exchange, and
 - (B) the bid is for a security listed by and traded on that recognized exchange;”;

(4) by replacing paragraph (a) in the definition of the expression “protected offer” with the following:

- “(a) that is displayed on a marketplace that provides automated trading functionality and
 - (i) meets or exceeds the market share threshold as set for the purposes of this definition by the regulator, or in Quebec, the securities regulatory authority; or
 - (ii) does not meet or exceed the market share threshold referred to in subparagraph (i), if
 - (A) the marketplace is a recognized exchange, and
 - (B) the offer is for a security listed by and traded on that recognized exchange;”.

2. The Regulation is amended by inserting, after section 4.3, the following:

“4.4. Disclosure by Dealers of Best Execution Policies

(1) A dealer must provide in writing to its clients:

- (a) a description of the dealer’s obligation under section 4.2;
- (b) a description of the factors the dealer considers for the purpose of complying with its obligation under section 4.2;
- (c) a description of the dealer’s order handling and routing practices intended to comply with its obligation under section 4.2 for orders for exchange-traded securities, other than options, including:

- (i) the identity of any marketplace and each type of intermediary to which the dealer might route the orders for handling or execution;

- (ii) the circumstances in which the dealer might route the orders to a marketplace or intermediary identified or referred to in the disclosure made under subparagraph (i);

- (iii) the nature of any ownership by the dealer or affiliated entity of the dealer in, or arrangement with, any marketplace or intermediary identified or referred to in the disclosure made under subparagraph (i);

- (iv) if any of the orders may be routed to an intermediary referred to in the disclosure made under subparagraph (i), pursuant to a contractual relationship with any such intermediary,

- (A) a statement that the order will be subject to the order handling and routing practices of the intermediary;

- (B) a statement that the dealer has examined the order handling and routing practices of the intermediary and is satisfied that they will facilitate best execution; and

- (C) a description of the order handling and routing practices of the intermediary or information that specifically identifies where that description can be found;

- (v) a statement as to whether fees are paid or payments or other compensation received by the dealer for a client order routed, or a trade resulting from a client order routed, to any marketplace or intermediary identified or referred to in the disclosure made under subparagraph (i), and a description of the circumstances under which the costs associated with those fees paid or the amounts or compensation received will be passed on to the client.

(2) A dealer must make the disclosure required under subsection (1) for each class or type of client if the factors and order handling and routing practices referred to in paragraphs 4.4(1)(b) and (c) differ materially for that class or type of client relative to any other class or type of client, or relative to all of the clients of the dealer in aggregate.

(3) A dealer must specifically identify in the disclosure made pursuant to this section:

- (a) the class or type of client to which the disclosure applies;
- (b) the class or type of securities to which the disclosure applies; and
- (c) the date of the most recent changes to the disclosure made in accordance with subsection (5).

(4) A dealer must:

(a) make the disclosure required under this section publicly available on the dealer's website; and

(b) clearly identify to clients where on the website the disclosure is found; or

(c) if the dealer does not have a website to allow it to comply with paragraphs (a) and (b), deliver the disclosure required under this section to the client

(i) upon account opening; or

(ii) if the client has an account already open with the dealer at the time this section comes into force, no later than the 90th day after this section comes into force.

(5) A dealer that provides disclosure under this section must:

(a) review the disclosure on a frequency that is reasonable in the circumstances, and

(b) based on the review under paragraph (a), promptly update the disclosure to reflect the dealer's current practices.

(6) If a dealer makes any change to the disclosure it is required to make under this section, the dealer must,

(a) for the website disclosure required under paragraph (4)(a), identify and maintain the change on the website for a period of 6 months after the change has been made; or

(b) for any disclosure required to be delivered to a client under paragraph (4)(c), deliver the change to the client no later than the 90th day after the completion of the review and update referred to in subsection (5)."

3. Section 6.3 of the Regulation is amended:

(1) by replacing, in paragraph (2), the words "a marketplace that routes an order to another marketplace shall immediately notify" with the words "the marketplace that is executing the transaction or routing the order for execution shall immediately notify";

(2) by inserting, in paragraph (3) and after the words "concludes that a marketplace", the words "displaying a protected order".

4. Section 6.5 of the Regulation is replaced with the following:

"6.5. Locked or Crossed Orders

A marketplace participant or a marketplace that routes or reprices orders must not intentionally enter a displayed order on a marketplace that is subject to section 7.1 of Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation, at a price that

(a) in the case of an order to purchase, is the same as or higher than the best protected offer; or

(b) in the case of an order to sell, is the same as or lower than the best protected bid."

5. The Regulation is amended by inserting, after section 6.6, the following section:

"6.6.1. Trading Fees

(1) For the purposes of this section, "exchange-traded fund" means a mutual fund,

(a) the units of which are listed securities or quoted securities, and

(b) that is in continuous distribution in accordance with applicable securities legislation.

(2) A marketplace that is subject to section 7.1 of Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation must not charge a fee for executing an order that was entered to execute against a displayed order on that marketplace, greater than

(a) \$0.0030 per security traded for an equity security, or per unit traded for an exchange-traded fund, if the execution price of each security or unit traded is greater than or equal to \$1.00; or

(b) \$0.0004 per security traded for an equity security, or per unit traded for an exchange-traded fund, if the execution price of each security or unit traded is less than \$1.00.”.

6. Section 6.7 of the Regulation is amended by replacing the words “better-priced orders on a marketplace” with the words “better-priced protected orders”.

7. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

POLICY STATEMENT TO REGULATION 23-101 RESPECTING TRADING RULES

PART 1 INTRODUCTION

1.1.1. Introduction

The purpose of this Policy Statement is to state the views of the Canadian securities regulatory authorities on various matters related to *Regulation 23-101 respecting Trading Rules* (the "Regulation"), including

- (a) a discussion of the general approach taken by the Canadian securities regulatory authorities in, and the general regulatory purpose for, the Regulation; and
- (b) the interpretation of various terms and provisions in the Regulation.

1.2.2. Just and Equitable Principles of Trade

While the Regulation deals with specific trading practices, as a general matter, the Canadian securities regulatory authorities expect marketplace participants to transact business openly and fairly, and in accordance with just and equitable principles of trade.

PART 1.1 DEFINITIONS

1.1.1.1.1. Definition of best execution

(1) In the Regulation, best execution is defined as the "most advantageous execution terms reasonably available under the circumstances". In seeking best execution, a dealer or adviser may consider a number of elements, including:

- a. price;
- b. speed of execution;
- c. certainty of execution; and
- d. the overall cost of the transaction.

These four broad elements encompass more specific considerations, such as order size, reliability of quotes, liquidity, market impact (i.e. the price movement that occurs when executing an order) and opportunity cost (i.e. the missed opportunity to obtain a better price when an order is not completed at the most advantageous time). The overall cost of the transaction is meant to include, where appropriate, all costs associated with accessing an order and/or executing a trade that are passed on to a client, including fees arising from trading on a particular marketplace, jitney fees (i.e. any fees charged by one dealer to another for providing trading access) and settlement costs. The commission fees charged by a dealer would also be a cost of the transaction.

(2) The elements to be considered in determining "the most advantageous execution terms reasonably available" (i.e. best execution) and the weight given to each will vary depending on the instructions and needs of the client, the particular security, the prevailing market conditions and whether the dealer or adviser is responsible for best execution under the circumstances. Please see a detailed discussion below in Part 4.

1.1.2. Definition of automated trading functionality

Section 1.1 of the Regulation includes a definition of "automated trading functionality" which is the ability to:

- (1) act on an incoming order;
- (2) respond to the sender of an order; and

(3) update the order by disseminating information to an information processor or information vendor.

Automated trading functionality allows for an incoming order to execute immediately and automatically up to the displayed size and for any unexecuted portion of such incoming order to be cancelled immediately and automatically without being booked or routed elsewhere. Automated trading functionality involves no human discretion in determining the action taken with respect to an order after the time the order is received. A marketplace with this functionality should have appropriate systems and policies and procedures relating to the handling of immediate-or-cancel orders.

1.1.3. Definition of protected order

(1) A “protected order” is defined to be a “protected bid or protected offer”. A “protected bid” or “protected offer” is an order to buy or sell an exchange-traded security, other than an option, that is displayed on a marketplace that provides automated trading functionality and about which information is provided to an information processor or an information vendor, as applicable, pursuant to Part 7 of *Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation*. In addition, a “protected bid” or “protected offer” is a bid or offer displayed on a marketplace that meets or exceeds the market share threshold as set by the regulator, or in Quebec, the securities regulatory authority, or is a recognized exchange that does not meet the market share threshold and the bid displayed is for a security listed by and traded on the recognized exchange.

(2) The regulator, or in Quebec, the securities regulatory authority, will apply the threshold on an established periodic basis to assess which marketplaces, including which markets or facilities of the marketplace, meet or exceed the market share threshold for the purposes of the definitions of “protected bid” and “protected offer”. The market share threshold will be applied at the market or facility level where the marketplace is comprised of more than one visible continuous auction order book, and will not be calculated in aggregate across those different markets or facilities. A list of those that meet or exceed the market share threshold will be published on the websites of the Canadian securities regulatory authorities and the regulation services provider, so that marketplace participants can easily identify the marketplaces on which displayed orders will be considered to be protected orders in accordance with subparagraph (a)(i) of the definitions of “protected bid” and “protected offer”. An updated list will be published after each periodic assessment of which marketplaces meet or exceed the market share threshold, and participants will be given an appropriate amount of time before the effective date of the published list to make any changes to operational processes that might be needed.

(3) In accordance with subsection (a)(ii) of the definitions of “protected bid” and “protected offer”, a protected order is also an order displayed on a marketplace that has not met the market share threshold where that marketplace is a recognized exchange, and the order being displayed is for a security listed by and traded on the exchange. The published list will also identify any such recognized exchanges.

(4) The market share threshold criteria, including the specifics regarding the time periods covered by the calculation and the effective date and duration of the published lists, will also be made public. The application of these criteria will be monitored and reviewed, and modifications will be made if and where appropriate or necessary. Advance public notice will be made regarding any changes to the market share threshold criteria.

(5) The term “displayed on a marketplace” refers to the information about total disclosed volume on a marketplace. Volumes that are not disclosed or that are “reserve” or hidden volumes are not considered to be “displayed on a marketplace”. The order must be provided in a way that enables other marketplaces and marketplace participants to readily access the information and integrate it into their systems or order routers.

(6) Subsection 5.1(3) of *Policy Statement to Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation* does not consider orders that are not immediately executable or that have special terms as “orders” that are required to be provided to an information processor or information vendor under Part 7 of *Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation*. As a result, these orders are not considered to be “protected

orders" under the definition in the Regulation and do not receive order protection. However, those executing against these types of orders are required to execute against all better-priced protected orders first. In addition, when entering a "special terms order" on a marketplace, if it can be executed against existing protected orders despite the special term, then the order protection obligation applies.

1.1.4. Definition of calculated-price order

The definition of "calculated-price order" refers to any order where the price is not known at the time of order entry and is not based, directly or indirectly, on the quoted price of an exchange-traded security at the time the commitment to executing the order was made. This includes the following orders:

(a) ~~(a)~~ a call market order — where the price of a trade is calculated by the trading system of a marketplace at a time designated by the marketplace;

(b) an opening order — where each marketplace may establish its own formula for the determination of opening prices;

(c) a closing order — where execution occurs at the closing price on a particular marketplace, but at the time of order entry, the price is not known;

(d) a volume-weighted average price order — where the price of a trade is determined by a formula that measures average price on one or more marketplaces; and

(e) a basis order — where the price is based on prices achieved in one or more derivative transactions on a marketplace. To qualify as a basis order, this order must be approved by a regulation services provider or an exchange or quotation and trade reporting system that oversees the conduct of its members or users respectively.

1.1.5. Definition of directed-action order

(1) An order marked as a directed-action order informs the receiving marketplace that the marketplace can act immediately to carry out the action specified by either the marketplace or marketplace participant who has sent the order and that the order protection obligation is being met by the sender. Such an order may be marked "DAO" by a marketplace or a marketplace participant. Senders can specify actions by adding markers that instruct a marketplace to:

(a) execute the order and cancel the remainder using an immediate-or-cancel marker,

(b) execute the order and book the remainder,

(c) book the order as a passive order awaiting execution, and

(d) avoid interaction with hidden liquidity using a bypass marker, as defined in IIROC's Universal Market Integrity Rules.

The definition allows for the simultaneous routing of more than one directed-action order in order to execute against any better-priced protected orders. In addition, marketplaces or marketplace participants may send a single directed-action order to execute against the best protected bid or best protected offer. When it receives a directed-action order, a marketplace can carry out the sender's instructions without checking for better-priced protected orders displayed by ~~the~~ other marketplaces and implementing the marketplace's own policies and procedures to reasonably prevent trade-throughs.

(2) Regardless of whether the entry of a directed-action order is accompanied by the bypass marker, the sender must take out all better-priced visible protected orders before executing at an inferior price. For example, if a marketplace or marketplace participant combines a directed-action order with a bypass marker to avoid executing against hidden liquidity, the order has order protection obligations regarding the visible protected liquidity. If a directed-action order interacts with hidden liquidity, the requirement to take

out all better-priced visible protected orders before executing at ~~an~~ a price that is inferior ~~price~~ to the best protected bid or best protected offer remains.

1.1.6. Definition of non-standard order

The definition of "non-standard order" refers to an order for the purchase or sale of a security that is subject to terms or conditions relating to settlement that have not been set by the marketplace on which the security is listed or quoted. A marketplace participant, however, may not add a special settlement term or condition to an order solely for the purpose that the order becomes a non-standard order under the definition.

1.1.7. Definition of trade-through

The definition of 'trade-through' applies only to a trade executed at a price that is inferior to the best protected bid or best protected offer. It is a trade-through regardless of whether the trade occurs on a marketplace that displays protected orders, or one that does not display protected orders. For example, a trade-through would occur if executing against an order that is displayed on an ATS that does not meet the market share threshold and at a price that is inferior to the best-priced protected order. However, a trade-through would not occur if executing against a best-priced protected order despite there being a better-priced order displayed on an ATS that does not meet the market share threshold.

PART 2 APPLICATION OF THE REGULATION

~~2.1.1.~~ Application of the Regulation

Section 2.1 of the Regulation provides an exemption from subsection 3.1(1) and Parts 4 and 5 of the Regulation if a person complies with similar requirements established by a recognized exchange that monitors and enforces the requirements set under subsection 7.1(1) of the Regulation directly, a recognized quotation and trade reporting system that monitors and enforces requirements set under subsection 7.3(1) of the Regulation directly or a regulation services provider. The requirements are filed by the recognized exchange, recognized quotation and trade reporting system or regulation services provider and approved by a securities regulatory authority. If a person is not in compliance with the requirements of the recognized exchange, recognized quotation and trade reporting system or the regulation services provider, then the exemption does not apply and that person is subject to subsection 3.1(1) and Parts 4 and 5 of the Regulation. The exemption from subsection 3.1(1) does not apply in Alberta, British Columbia, Ontario, Québec and Saskatchewan and the relevant provisions of securities legislation apply.

PART 3 MANIPULATION AND FRAUD

~~3.1.1.~~ Manipulation and Fraud

(1) Subsection 3.1(1) of the Regulation prohibits the practices of ~~price~~ manipulation and deceptive trading, as these may create misleading price and trade activity, which are detrimental to investors and the integrity of the market.

(2) Subsection 3.1(2) of the Regulation provides that despite subsection 3.1(1) of the Regulation, the provisions of the *Securities Act* (Alberta), the *Securities Act* (British Columbia), the *Securities Act* (Ontario), the *Securities Act* (Québec) and *The Securities Act, 1988* (Saskatchewan), respectively, relating to manipulation and fraud apply in Alberta, British Columbia, Ontario, Québec and Saskatchewan. The jurisdictions listed have provisions in their legislation that deal with manipulation and fraud.

(3) For the purposes of subsection 3.1(1) of the Regulation, and without limiting the generality of those provisions, the Canadian securities regulatory authorities, depending on the circumstances, would normally consider the following to result in, contribute to or create a misleading appearance of trading activity in, or an artificial price for, a security:

(a) Executing transactions in a security if the transactions do not involve a change in beneficial or economic ownership. This includes activities such as wash-trading.

(b) Effecting transactions that have the effect of artificially raising, lowering or maintaining the price of the security. For example, making purchases of or offers to purchase securities at successively higher prices or making sales of or offers to sell a security at successively lower prices or entering an order or orders for the purchase or sale of a security to:

- (i) establish a predetermined price or quotation,
- (ii) effect a high or low closing price or closing quotation, or
- (iii) maintain the trading price, ask price or bid price within a predetermined range.

(c) Entering orders that could reasonably be expected to create an artificial appearance of investor participation in the market. For example, entering an order for the purchase or sale of a security with the knowledge that an order of substantially the same size, at substantially the same time, at substantially the same price for the sale or purchase, respectively, of that security has been or will be entered by or for the same or different persons.

(d) Executing prearranged transactions that have the effect of creating a misleading appearance of active public trading or that have the effect of improperly excluding other marketplace participants from the transaction.

(e) Effecting transactions if the purpose of the transactions is to defer payment for the securities traded.

(f) Entering orders to purchase or sell securities without the ability and the intention to

- (i) make the payment necessary to properly settle the transaction, in the case of a purchase; or
- (ii) deliver the securities necessary to properly settle the transaction, in the case of a sale.

This includes activities known as free-riding, kiting or debit kiting, in which a person avoids having to make payment or deliver securities to settle a trade.

(g) Engaging in any transaction, practice or scheme that unduly interferes with the normal forces of demand for or supply of a security or that artificially restricts or reduces the public float of a security in a way that could reasonably be expected to result in an artificial price for the security.

(h) Engaging in manipulative trading activity designed to increase the value of a derivative position.

(i) Entering a series of orders for a security that are not intended to be executed.

(4) The Canadian securities regulatory authorities do not consider market stabilization activities carried out in connection with a distribution to be activities in breach of subsection 3.1(1) of the Regulation, if the market stabilization activities are carried out in compliance with the rules of the marketplace on which the securities trade or with provisions of securities legislation that permit market stabilization by a person in connection with a distribution.

(5) Section 3.1 of the Regulation applies to transactions both on and off a marketplace. In determining whether a transaction results in, contributes to or creates a misleading appearance of trading activity in, or an artificial price for a security, it may be relevant whether the transaction takes place on or off a marketplace. For example, a transfer of securities to a holding company for bona fide purposes that takes place off a marketplace would not normally violate section 3.1 even though it is a transfer with no change in beneficial ownership.

(6) The Canadian securities regulatory authorities are of the view that section 3.1 of the Regulation does not create a private right of action.

(7) In the view of the Canadian securities regulatory authorities, section 3.1 includes attempting to create a misleading appearance of trading activity in or an artificial price for, a security or attempting to perpetrate a fraud.

PART 4 BEST EXECUTION

~~4.1.1.~~ Best Execution

(1) The best execution obligation in Part 4 of the Regulation does not apply to an ATS that is registered as a dealer provided that it is carrying on business as a marketplace and is not handling any client orders other than accepting them to allow them to execute on the system. However, the best execution obligation does otherwise apply to an ATS acting as an agent for a client.

(2) Section 4.2 of the Regulation requires a dealer or adviser to make reasonable efforts to achieve best execution (the most advantageous execution terms reasonably available under the circumstances) when acting for a client. The obligation applies to all securities.

(3) ~~Although what~~What constitutes "best execution" ~~varies~~ will vary depending on the particular circumstances, ~~to meet the~~ and is subject to a "reasonable efforts" test that ~~does not require achieving best execution for each and every order. To meet the~~ "reasonable efforts" test, a dealer or adviser should be able to demonstrate that it has, and has abided by, ~~its~~ policies and procedures that (i) require it to follow the client's instructions and the objectives set, and (ii) outline ~~at~~ the process it has designed ~~to achieve~~ towards the objective of achieving best execution. The policies and procedures should describe how the dealer or adviser evaluates whether best execution was obtained and should be regularly and rigorously reviewed. The policies outlining the obligations of the dealer or adviser will be dependent on the role it is playing in an execution. For example, in making reasonable efforts to achieve best execution, the dealer should consider the client's instructions and a number of factors, including the client's investment objectives and the dealer's knowledge of markets and trading patterns. An adviser should consider a number of factors, including assessing a particular client's requirements or portfolio objectives, selecting appropriate dealers and marketplaces and monitoring the results on a regular basis. In addition, if an adviser is directly accessing a marketplace, the factors to be considered by dealers may also be applicable.

(4) Where securities listed on a Canadian exchange or quoted on a Canadian quotation and trade reporting system are inter-listed either within Canada or on a foreign exchange or quotation and trade reporting system, in making reasonable efforts to achieve best execution, the dealer should assess whether it is appropriate to consider all marketplaces upon which the security is listed or quoted and where the security is traded, both within and outside of Canada.

(5) In order to meet best execution obligations where securities trade on multiple marketplaces in Canada, a dealer should consider information from all appropriate marketplaces ~~and not just those~~ marketplaces where the dealer is a participant. This does not mean that a dealer must have access to real-time data feeds from each marketplace. However, its policies and procedures for seeking best execution should include the process for ~~taking into account order and/or trade information from all~~ considering activity on appropriate marketplaces and ~~the requirement to evaluate~~ an evaluation of whether ~~taking steps should be taken~~ to access orders ~~is appropriate under the circumstances~~ on a marketplace to which it does not have access. The steps to access orders may include making arrangements with another dealer who is a participant of a particular marketplace ~~or routing an order to a particular marketplace~~.

(6) As part of an evaluation of whether steps should be taken to access orders on a marketplace to which it does not have access, a dealer should consider how the decision to access or not access orders on that marketplace will impact its ability to achieve best execution for its clients, taking into consideration those clients' objectives and needs. This applies in relation to decisions as to whether to access marketplaces that do not provide

pre-trade transparency of orders, as well as those that do display orders that are not protected orders. We expect that documented best execution policies and procedures would include the rationale for accessing or not accessing orders on particular marketplaces, and that the rationale will be reviewed for continued reasonableness at least annually, and more frequently if needed because of changes to the trading environment and market structure. This review might require an analysis of historical data relating to the order and trade activity on marketplaces to which the dealer does not have access. We expect that the factors to be considered in such an analysis would generally include the frequency at which a better price is available, size and depth of quotes, traded volumes, potential market impact, and market share (considering the types and classes of securities traded by clients, generally).

(7) For foreign exchange-traded securities, if they are traded on a marketplace in Canada, dealers should include in their best execution policies and procedures a regular assessment of whether it is appropriate to consider the marketplace as well as the foreign markets upon which the securities trade.

(7.8) Section 4.2 of the Regulation applies to registered advisers as well as registered dealers that carry out advisory functions but are exempt from registration as advisers.

(8.9) Section 4.3 of the Regulation requires that a dealer or adviser make reasonable efforts to use facilities providing information regarding orders and trades. These reasonable efforts refer to the use of the information displayed by the information processor or, if there is no information processor, an information vendor.

4.2. Disclosure by Dealers of Best Execution Policies

(1) Section 4.4 of the Regulation requires the dealer to make certain written disclosures to clients regarding its best execution policies. Paragraphs 4.4(1)(a) and (b) apply with respect to all securities, while paragraph 4.4(1)(c) requiring more detailed disclosure of order handling and routing practices applies only with respect to exchange-traded securities, other than options. This difference in application affects only the disclosure obligations and has no implications for a dealer's best execution obligations under section 4.2 of the Regulation, which applies with respect to all securities.

(2) Paragraph 4.4(1)(b) of the Regulation requires disclosure of a description of the factors the dealer considers for the purpose of complying with its obligation under section 4.2 of the Regulation. For example, we expect that this disclosure would include a description of how instructions from a client regarding the handling, routing or execution of its order(s) will be taken into account, and how this may affect execution for the client.

(3) The disclosure requirements outlined in subparagraph 4.4(1)(c)(i) through (v) of the Regulation include disclosure of order handling and routing practices for orders subject to best execution obligations (i.e., client orders). As part of these requirements, subparagraph 4.4(1)(c)(i) requires disclosure to be made regarding the identity of marketplaces to which orders are routed, including markets or facilities in circumstances where a marketplace offers trading on more than one visible continuous auction order book. We expect that foreign marketplaces to which orders are routed will also be identified. The disclosure required under that subparagraph regarding the types of intermediaries to which the dealer may route client orders for handling or execution is intended to identify those types of intermediaries performing dealer-type functions with respect to the handling and execution of the routed orders, regardless of whether or not the intermediary is registered as a dealer in Canada.

(4) Subparagraph 4.4(1)(c)(iii) of the Regulation requires disclosure of the nature of any ownership by a dealer or affiliated entity of the dealer in, or arrangement with, any marketplace or intermediary identified or referred to in the disclosure made under subparagraph 4.4(1)(c)(i). We expect that any disclosure of ownership in a marketplace or intermediary required to be made under subparagraph 4.4(1)(c)(iii) of the Regulation would specifically identify any particular marketplace or intermediary in which the dealer or affiliated entity of the dealer has an ownership interest.

(5) The disclosure required under subparagraph 4.4(1)(c)(iv) of the Regulation is intended to ensure that clients have information as to how their orders are being handled by the intermediaries the dealer relies on for order handling or execution. This would include, under clause (C) of subparagraph (iv), a description of the order handling and routing practices of each particular intermediary to whom the dealer routes orders pursuant to a contractual relationship, to the extent that description differs for each such intermediary, or information that specifically identifies where that description can be found. This particular requirement can be satisfied by providing a link to the location on the website of the intermediary where that information can be found.

(6) Regarding the disclosure required under paragraph 4.4(1)(c) of the Regulation, it is expected that the disclosure will include sufficient information to help clients make an informed decision about whether to use the services of the dealer. It is also expected that sufficient information will be provided to allow clients to understand how, when and why the handling of their orders might differ. For example, we expect that the information would explain to clients how their orders will be handled outside of regular trading hours, or when orders for securities might be executed on foreign markets or handled for execution by other intermediaries.

(7) Subsection 4.4(2) of the Regulation indicates that the disclosure required under subsection 4.4(1) of the Regulation must be made for each class or type of client if the factors and order handling and routing practices differ materially for that class or type of client, relative to any other class or type of client, or relative to all of the clients of the dealer in aggregate. It is intended that types or classes of clients would receive separate disclosure if it is needed to allow them to make an informed decision about whether to use the services of the dealer, based on how the dealer's best execution policies, including its order handling and routing practices, apply to that type or class of client. Where the best execution policies generally apply to all clients, and there is no material difference between types or class of client, then no separate disclosure would likely be needed. A dealer is not precluded from providing client-specific disclosure, and would likely need to do so for compliance with subsection 4.4(2) of the Regulation if the best execution policies are unique to the particular client and differ materially from the best execution policies applied to other clients.

(8) Subsection 4.4(4) of the Regulation sets out how the disclosure is to be made. The disclosure is required to be made publically available on the dealer's website, or if the dealer does not have a website, it must be delivered to a client. For disclosure made on the dealer's website, the dealer must clearly identify to the clients where on the dealer's website the information can be found. Any written disclosure delivered to a client under paragraph 4.4(4)(c) of the Regulation can be delivered in electronic form if a client consents. For further guidance, see Policy Statement 11-201 respecting Electronic Delivery of Documents.

(9) Subsection 4.4(5) of the Regulation sets out the requirements for reviewing and updating the disclosure required to be made under subsection 4.4 of the Regulation. The disclosure is required to be reviewed on a frequency that is reasonable in the circumstances. It is expected that the review of the disclosure will be undertaken whenever changes are made to the dealer's best execution policies and procedures, including its order handling and routing practices, that could reasonably affect a client's expectations regarding the dealer's efforts to achieve best execution for the client.

PART 5 REGULATORY HALTS

5.1.1. Regulatory Halts

Section 5.1 of the Regulation applies when a regulatory halt has been imposed by a regulation services provider, a recognized exchange, or a recognized quotation and trade reporting system. A regulatory halt, as referred to in section 5.1 of the Regulation, is one that is imposed to maintain a fair and orderly market, including halts related to a timely disclosure policy, or because there has been a violation of regulatory requirements. In the view of the Canadian securities regulatory authorities, an order may trade on a marketplace despite the fact that trading of the security has been suspended because the issuer of the security has ceased to meet minimum listing or quotation requirements, or has failed to pay

to the recognized exchange, or the recognized quotation and trade reporting system ~~or the exchange or quotation and trade reporting system recognized for the purposes of the Regulation and Regulation 21-101 Respecting Marketplace operation (“Regulation 21-101”)~~ any fees in respect of the listing or quotation of securities of the issuer. Similarly, an order may trade on a marketplace despite the fact that trading of the security has been delayed or halted because of technical problems affecting only the trading system of the recognized exchange, or recognized quotation and trade reporting system ~~or exchange or quotation and trade reporting system recognized for the purposes of the Regulation and Regulation 21-101.~~

PART 6 ORDER PROTECTION

6.1. Marketplace Requirements for Order Protection

(1) Subsection 6.1(1) of the Regulation requires a marketplace to establish, maintain and ensure compliance with written policies and procedures that are reasonably designed to prevent trade-throughs by orders entered on that marketplace, regardless of whether the marketplace on which that order is entered displays orders that are protected orders. A marketplace may implement this requirement in various ways. For example, the policies and procedures of a marketplace may reasonably prevent trade-throughs via the design of the marketplace's trade execution algorithms (by not allowing a trade-through to occur), or by voluntarily establishing direct linkages to other marketplaces. Marketplaces are not able to avoid their obligations by establishing policies and procedures that instead require marketplace participants to take steps to reasonably prevent trade-throughs.

(2) It is the responsibility of marketplaces to regularly review and monitor the effectiveness of their policies and procedures and take prompt steps to remedy any deficiencies in reasonably preventing trade-throughs and complying with subsection 6.1(2) of the Regulation. In general, it is expected that marketplaces maintain relevant information so that the effectiveness of its policies and procedures can be adequately evaluated by regulatory authorities. Relevant information would include information that describes:

- (a) steps taken by the marketplace to evaluate its policies and procedures;
- (b) any breaches or deficiencies found; and
- (c) the steps taken to resolve the breaches or deficiencies.

(3) As part of the policies and procedures required in subsection 6.1(1) of the Regulation, a marketplace is expected to include a discussion of their automated trading functionality and how they will handle potential delayed responses as a result of an equipment or systems failure or malfunction experienced by ~~another~~ any other marketplace displaying protected orders. In addition, marketplaces should include a discussion of how they treat a directed-action order when received and how it will be used.

(4) Order protection applies whenever two or more marketplaces ~~with protected orders that display orders subject to the pre-trade transparency requirements in Part 7 of Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation~~ are open for trading, and the displayed orders of at least one of those marketplaces are protected orders. Some marketplaces provide a trading session at a price established by that marketplace during its regular trading hours for marketplace participants who are required to benchmark to a certain closing price. In these circumstances, under ~~paragraph~~ subparagraph 6.2(e)(iii), a marketplace that provides such sessions would not be required to take steps to reasonably prevent trade-throughs of protected orders on another marketplace.

6.2. Marketplace Participant Requirements for Order Protection

(1) For a marketplace participant that wants to use a directed-action order, section 6.4 of the Regulation requires a marketplace participant to establish, maintain and ensure compliance with written policies and procedures that are reasonably designed to prevent trade-throughs of protected orders, regardless of whether the marketplace on which it is

[entering the directed-action order displays orders that are protected orders](#). In general, it is expected that a marketplace participant that uses a directed-action order would maintain relevant information so that the effectiveness of its policies and procedures can be adequately evaluated by regulatory authorities. Relevant information would include information that describes:

- (a) steps taken by the marketplace participant to evaluate its policies and procedures;
- (b) any breaches or deficiencies found; and
- (c) the steps taken to resolve the breaches or deficiencies.

The policies and procedures should also outline when it is appropriate to use a directed-action order and how it will be used as set out in paragraph 6.4(a) of the Regulation.

(2) Order protection applies whenever two or more marketplaces ~~with protected orders that display orders subject to the pre-trade transparency requirements in Part 7 of Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation~~ are open for trading, and the displayed orders of at least one of those marketplaces are protected orders. Some marketplaces provide a trading session at a price established by that marketplace during its regular trading hours for marketplace participants who are required to benchmark to a certain closing price. In these circumstances, under paragraph 6.4(a)(iv)(C) of the Regulation, a marketplace participant would not be required to take steps to reasonably prevent trade-throughs of protected orders between on other marketplaces that result from an execution of the closing-price order.

6.3. List of Trade-throughs

Section 6.2 and paragraphs 6.4(a)(i) to (a)(v) of the Regulation set forth a list of "permitted" trade-throughs that are primarily designed to achieve workable order protection and to facilitate certain trading strategies and order types that are useful to investors.

(a) (i) Paragraphs 6.2(a) and 6.4(a)(i) of the Regulation would apply where a marketplace or marketplace participant, as applicable, has reasonably concluded that at the marketplace displaying the protected order that has been traded through is experiencing a failure, malfunction or material delay of its systems, equipment or ability to disseminate marketplace data. A material delay occurs when a marketplace repeatedly fails to respond immediately after receipt of an order. This is intended to provide marketplaces and marketplace participants with flexibility when dealing with a marketplace that is experiencing systems problems (either of a temporary nature or a longer term systems issue).

(ii) Under subsection 6.3(1) of the Regulation, a marketplace that is experiencing systems issues is responsible for informing all other marketplaces, its marketplace participants, any information processor, or if there is no information processor, an information vendor disseminating its information under Part 7 of *Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation* and regulation services providers when a failure, malfunction or material delay of its systems, equipment or ability to disseminate marketplace data occurs. This applies both to marketplaces that display orders that are protected orders and marketplaces that display orders that are not protected orders. However, if a marketplace that displays orders that are protected orders fails repeatedly to provide an immediate response to orders received and no notification has been issued by that marketplace that it is experiencing systems issues, the routing marketplace or a marketplace participant may, pursuant to subsections 6.3(2) and 6.3(3) of the Regulation respectively, reasonably conclude that the marketplace is having systems issues and may therefore rely on paragraph 6.2(a) or 6.4(a)(i) of the Regulation respectively. This reliance must be done in accordance with policies and procedures that outline processes for dealing with potential delays in responses by a marketplace and documenting the basis of its conclusion. If, in response to the notification by the routing marketplace or a marketplace participant, the marketplace confirms that it is not actually

experiencing systems issues, the routing marketplace or marketplace participant may no longer rely on paragraph 6.2(a) or paragraph 6.4(a)(i) of the Regulation respectively.

(b) Paragraph 6.2(b) of the Regulation provides an exception from the obligation on marketplaces to use their policies and procedures to reasonably prevent trade-throughs when a directed-action order is received. Specifically, a marketplace that receives a directed-action order may immediately execute or book the order (or its remaining volume) and not implement the marketplace's policies and procedures to reasonably prevent trade-throughs. However, the marketplace will need to describe its treatment of a directed-action order in its policies and procedures. Paragraphs 6.2(c) and 6.4(a)(~~iii~~) of the Regulation provide an exception where a marketplace or marketplace participant simultaneously routes directed-action orders to execute against the total displayed volume of any protected order traded through. This accounts for the possibility that orders that are routed simultaneously as directed-action orders are not executed simultaneously causing one or more trade-throughs to occur because an inferior-priced order is executed first.

(c) Paragraphs 6.2(d) and 6.4(a)(~~iii~~) of the Regulation provide some relief due to moving or changing markets. Specifically, the exception allows for a trade-through to occur when immediately before executing the order that caused the trade-through, the marketplace on which the execution occurred had the best price but at the moment of execution, the market changes and another marketplace has the best ~~price~~priced protected order. The "changing markets" exception allows for the execution of an order on a marketplace, within the best bid or offer on that marketplace but outside the best protected bid or best protected offer displayed across all marketplaces that display protected orders, in certain circumstances. This could occur for example:

(i) where orders are entered on a marketplace but by the time they are executed, the best protected bid or best protected offer displayed across marketplaces changed; and

(ii) where a trade is agreed to off-marketplace and entered on a marketplace within the best protected bid and best protected offer across marketplaces, but by the time the order is executed on the marketplace (i.e. printed) the best protected bid or best protected offer as displayed across marketplaces may have changed, thus causing a trade-through.

(d) The basis for the inclusion of calculated-price orders, non-standard orders and closing-price orders in paragraphs 6.2(e) and 6.4(a)(iv) of the Regulation is that these orders have certain unique characteristics that distinguish them from other orders. The characteristics of the orders relate to price (calculated-price orders and closing-price orders) and non-standard settlement terms (non-standard orders) that are not set by an exchange or a quotation and trade reporting system.

(e) Paragraphs 6.2(f) and 6.4(a)(v) of the Regulation include a transaction that occurred when there is a crossed market between protected orders in the exchange-traded security. Without this allowance, no marketplace could execute transactions ~~in a~~where the best protected bid and best protected offer are crossed ~~market~~ because it would constitute a trade-through. With order protection only applying to displayed protected orders or parts of protected orders, hidden or reserve orders may remain in the book after all displayed protected orders are executed. Consequently, crossed markets between protected orders may occur. Intentionally crossing the ~~market~~best protected bid and best protected offer to take advantage of paragraphs 6.2(f) and 6.4(a)(v) of the Regulation would be a violation of section 6.5 of the Regulation.

6.4. Locked and Crossed Markets

(1) Section 6.5 of the Regulation provides that a marketplace participant or a marketplace that routes or reprices orders ~~shall~~must not intentionally lock or cross a ~~market~~protected order by entering a ~~protected~~displayed order ~~to~~on any marketplace to either buy a security at a price that is the same as or higher than the best protected offer, or ~~entering a protected order to~~ sell a security at a price that is the same as or lower than the best protected bid. The intention of section 6.5 of the Regulation is to prevent intentional

locks and crosses of protected orders. This applies regardless of whether the locking or crossing order is entered on a marketplace that displays orders that are protected orders. This provision is not intended to prohibit the use of marketable limit orders. Paragraphs 6.2(f) and 6.4(a)(v) of the Regulation allow for the resolution of crossed markets that occur unintentionally.

The Canadian securities regulatory authorities consider an order that is routed or repriced to be “entered” on a marketplace. The Canadian securities regulatory authorities do not consider the triggering of a previously-entered on-stop order to be an “entry” or “repricing” of that order.

(2) Section 6.5 of the Regulation ~~prohibits~~ does not restrict the ability for a marketplace participant or a marketplace that routes or reprices orders from ~~intentionally locking or crossing a market. This would occur, for example, when routing or entering a displayed order that will lock or cross with another displayed order that is not a protected order.~~

(a) If the entry of a protected order locks or crosses with a displayed order on another marketplace that is not a protected order, section 6.5 of the Regulation would restrict the ability for additional orders to be entered that would lock or cross with the protected order. This should help to minimize the duration of a locked or crossed markets in these circumstances.

(b) A displayed order that is not a protected order that becomes locked or crossed with a subsequently entered protected order does not need to be repriced or cancelled. If, however, the marketplace subsequently reprices the non-protected displayed order, as might occur with a pegged order, it will be considered to be “entered” upon repricing and subject to the restrictions against locking or crossing with a protected order.

(c) If a marketplace participant ~~enters a~~ deliberately attempts to circumvent section 6.5 of the Regulation by first entering a displayed order on a marketplace that is not a protected order, followed by the entry of a protected order on another marketplace that locks or crosses with the first displayed non-protected order it entered, the Canadian securities regulatory authorities would consider this to be a violation of section 6.5.

(3) ~~An intentional locking or crossing of a protected order on a particular marketplace or marketplaces to avoid fees charged by a marketplace or to take advantage of rebates offered by a particular marketplace. This could also~~ could occur where a marketplace system is programmed to reprice orders without checking to see if the new price would lock ~~the market~~ a protected order or where the marketplace routes orders to another marketplace that results in a ~~locked market~~ lock with a protected order. It could also occur where the intention of the marketplace participant was to lock or cross a protected order to avoid fees charged by a marketplace or to take advantage of rebates.

There are situations where a ~~locked or crossed market~~ lock or cross of a protected order may occur unintentionally. For example:

~~(a) when a marketplace participant routes multiple directed action orders that are marked immediate or cancel to a variety of marketplaces and because of latency issues, a locked or crossed market results.~~ (b) the locking or crossing order was displayed at a time when the marketplace displaying the locked or crossed protected order was experiencing a failure, malfunction or material delay of its systems, equipment or ability to disseminate marketplace data;

(e**b**) the locking or crossing order was displayed at a time when a protected bid was higher than a protected offer;

~~(c)~~ (e**c**) the locking or crossing order was posted after all displayed protected liquidity was executed and a reserve order generated a new visible protected bid above the displayed protected offer, or new visible protected offer below the displayed protected bid;

(e**d**) the locking or crossing order was entered on a particular marketplace in order to comply with securities legislation requirements such as Rule 904 of Regulation S of the Securities Act of 1933 that requires securities subject to resale

restrictions in the United States to be sold in Canada on a "designated offshore securities market";

(fc) the locking or crossing order was displayed due to "race conditions" when competing orders, at least one of which is a protected order, are entered on marketplaces at essentially the same time with neither party having knowledge of the other order at the time of entry;

(gd) the locking or crossing order was a result of the differences in processing times and latencies between the systems of the marketplace participant, marketplaces, information processor and information vendors;

(hg) the locking or crossing order was a result of marketplaces having different mechanisms to "restart" trading following a halt in trading for either regulatory or business purposes; and

(ih) the locking or crossing order was a result of the execution of an order during the opening or closing allocation process of one market, while trading is simultaneously occurring on a continuous basis on another market displaying protected orders.

(i) If a marketplace participant using a directed-action order chooses to book the order, or the remainder of the order not immediately executed, then it is responsible for ensuring that the booked portion of the directed-action order does not lock or cross ~~the market~~ protected order. The Canadian securities regulatory authorities would consider a directed-action order or remainder of a directed-action order that is booked and that locks or crosses ~~the market~~ a protected order to be an intentional locking or crossing of ~~the market~~ a protected order and a violation of section 6.5 of the Regulation.

6.5. Anti-Avoidance Provision

Section 6.7 of the Regulation prohibits a person from sending an order to an exchange, quotation and trade reporting system or alternative trading system that does not carry on business in Canada in order to avoid executing against better-priced protected orders on a marketplace in Canada. The intention of this section is to prevent the routing of orders to foreign marketplaces only for the purpose of avoiding the order protection regime in Canada.

PART 7 MONITORING AND ENFORCEMENT

7.1.1 Monitoring and Enforcement of Requirements Set By a Recognized Exchange or Recognized Quotation and Trade Reporting System

Under section 7.1 of the Regulation, a recognized exchange will set its own requirements governing the conduct of its members. Under section 7.3 of the Regulation, a recognized quotation and trade reporting system will set its own requirements governing the conduct of its users. The recognized exchange or recognized quotation and trade reporting system can monitor and enforce these requirements either directly or indirectly through a regulation services provider. A regulation services provider is a person that provides regulation services and is either a recognized exchange, recognized quotation and trade reporting system or a recognized self-regulatory entity. Sections 7.2 and 7.4 of the Regulation require the recognized exchange or recognized quotation and trade reporting system that chooses to have the monitoring and enforcement performed by the regulation services provider to enter into an agreement with the regulation services provider in which the regulation services provider agrees to enforce the requirements of the recognized exchange or recognized quotation and trade reporting system.

7.2.2 Monitoring and Enforcement Requirements for an ATS

Section 8.2 of the Regulation requires the regulation services provider to set requirements that govern an ATS and its subscribers. Before executing a trade for a subscriber, the ATS must enter into an agreement with a regulation services provider and an agreement with each subscriber. These agreements form the basis upon which a regulation services provider will monitor the trading activities of the ATS and its subscribers and enforce its requirements. The requirements set by a regulation services

provider must include requirements that the ATS and its subscribers will conduct trading activities in compliance with the Regulation. The ATS and its subscribers are considered to be in compliance with the Regulation and are exempt from the application of most of its provisions if the ATS and the subscriber are in compliance with the requirements set by a regulation services provider.

7.37.3. Monitoring and Enforcement Requirements for an Inter-Dealer Bond Broker

Section 9.1 of the Regulation requires that a regulation services provider set requirements governing the conduct of an ~~inter-dealer~~interdealer bond broker. Under section 9.2 of the Regulation, the inter-dealer bond broker must enter into an agreement with the regulation services provider providing that the regulation services provider monitor the activities of the inter-dealer bond broker and enforce the requirements set by the regulation services provider. However, section 9.3 of the Regulation provides inter-dealer bond brokers with an exemption from sections 9.1 and 9.2 of the Regulation if the inter-dealer bond broker complies with the requirements of IIROC Rule 2800 Code of Conduct for Corporation Dealer Member Firms Trading in Wholesale Domestic Debt Markets, as amended, as if that policy was drafted to apply to the inter-dealer bond broker.

7.47.4. Monitoring and Enforcement Requirements for a Dealer Executing Trades of Unlisted Debt Securities Outside of a Marketplace

Section 10.1 of the Regulation requires that a regulation services provider set requirements governing the conduct of a dealer executing trades of unlisted debt securities outside of a marketplace. Under section ~~10.3~~10.2 of the Regulation, the dealer must also enter into an agreement with the regulation services provider providing that the regulation services provider monitor the activities of the dealer and enforce the requirements set by the regulation services provider.

7.5. Agreement between a Marketplace and a Regulation Services Provider

The purpose of subsections 7.2(c) and 7.4(c) of the Regulation is to facilitate the monitoring of trading by marketplace participants on and across multiple marketplaces by a regulation services provider. These sections of the Regulation also facilitate monitoring of the conduct of a recognized exchange and recognized quotation and trade reporting system for particular purposes. This may result in regulation services providers monitoring marketplaces that have retained them and reporting to a recognized exchange, recognized quotation and trade reporting system or securities regulatory authority if a marketplace is not meeting regulatory requirements or the terms of its own rules or policies and procedures. While the scope of this monitoring may change as the market evolves, we expect it to include, at a minimum, monitoring clock synchronization, the inclusion of specific designations, symbols and identifiers, order protection requirements and audit trail requirements.

7.6. Coordination of Monitoring and Enforcement

- (1) Section 7.5 of the Regulation requires regulation services providers, recognized exchanges and recognized quotation and trade reporting systems to enter into a written agreement whereby they coordinate the enforcement of the requirements set under Parts 7 and 8. This coordination is required in order to achieve cross-marketplace monitoring.
- (2) If a recognized exchange or recognized quotation and trade reporting system has not retained a regulation services provider, it is still required to coordinate with any regulation services provider and other exchanges or quotation and trade reporting systems that trade the same securities in order to ensure effective cross-marketplace monitoring.
- (3) Currently, only IIROC is the regulation services provider for both exchange-traded securities, other than options and in Québec, other than standardized derivatives, and unlisted debt securities. If more than one regulation services provider regulates marketplaces trading a particular type of security, these regulation services providers must coordinate monitoring and enforcement of the requirements set.

PART 8 AUDIT TRAIL REQUIREMENTS

8.18.1 Audit Trail Requirements

Section 11.2 of the Regulation imposes obligations on dealers and inter-dealer bond brokers to record in electronic form and to report certain items of information with respect to orders ~~that they receive~~ and trades. Information to be recorded includes any markers required by a regulation services provider (such as a significant shareholder marker). The purpose of the obligations set out in Part 11 is to enable the entity performing the monitoring and surveillance functions to construct an audit trail of order, quotation and transaction data which will enhance its surveillance and examination capabilities.

8.28.2 Transmission of Information to a Regulation Services Provider

Section 11.3 of the Regulation requires that a dealer and an inter-dealer bond broker provide to the regulation services provider information required by the regulation services provider, within ten business days, in electronic form. This requirement is triggered only when the regulation services provider sets requirements to transmit information.

8.38.3 Electronic Form

Subsection 11.3 of the Regulation requires any information required to be transmitted to the regulation services provider and securities regulatory authority in electronic form. Dealers and inter-dealer bond brokers are required to provide information in a form that is accessible to the securities regulatory authorities and the regulation services provider (for example, in SELECTR format).

7.2.2. Publication

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

7.3.1 Consultation

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») – Modifications proposées concernant la Règle sur la protection des ordres

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le projet, déposé par l'OCRCVM, de modifications concernant la Règle sur la protection des ordres. Le projet de modifications cadre avec le projet des Autorités canadiennes en valeurs mobilières visant à modifier les dispositions du Règlement 23-101 sur les règles de négociation qui portent sur la protection et la meilleure exécution des ordres.

(Les textes sont reproduits ci-après.)

Commentaires

Malgré les informations présentées aux textes publiés, les personnes intéressées à soumettre des commentaires doivent en transmettre une copie, au plus tard le 19 septembre 2014, à :

Me Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire générale
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Serge Boisvert
Analyste en réglementation
Direction principale de l'encadrement des structures de marché
Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514 395-0337, poste 4358
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4358
Télécopieur : 514 873-7455
Courrier électronique : serge.boisvert@lautorite.qc.ca



AVIS DE L'OCRCVM

**Avis sur les règles
Appel à commentaires**
RUIM

Destinataires à l'interne :
Affaires juridiques et conformité
Haute direction
Institutions
Pupitre de négociation

Personne-ressource :

James E. Twiss
Conseiller principal à la politique
relative aux marchés, Politique de
réglementation des marchés
Téléphone : 416 646-7277
Télécopieur : 416 646-7265
Courriel : jtwiss@iiroc.ca

14-0124
Le 15 mai 2014

Dispositions proposées concernant la Règle sur la protection des ordres

Récapitulatif

Le 7 mai 2014, le conseil d'administration de l'OCRCVM (le **conseil**) a approuvé la publication pour commentaires d'un projet de modification des RUIM (le **Projet de modification**) qui cadre avec le projet des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM**) visant à modifier les dispositions du *Règlement 23-101 sur les règles de négociation* (la Norme canadienne 23-101 ailleurs qu'au Québec) (les **règles de négociation des ACVM**) qui portent sur la protection et la meilleure exécution des ordres (le **projet de modification de la RPO des ACVM**)¹.

Le projet de modification de la RPO des ACVM :

- redéfinit le terme « ordre protégé » aux fins de la partie 6 des règles de négociation des ACVM (la **RPO**);

¹ Bulletin de l'Autorité des marchés financiers (2014), vol. 11, n°19, section 7.2.



- exige que seuls les ordres affichés sur un marché qui respecte un seuil lié à la part de marché soient pris en compte pour déterminer si la RPO a été respectée²;
- précise que les ordres affichés saisis sur un marché quelconque ne peuvent figer ou croiser le meilleur ordre protégé;
- oblige les courtiers à fournir de l'information sur leurs politiques en matière de meilleure exécution, en particulier en ce qui concerne leurs pratiques de traitement et d'acheminement des ordres, y compris la détermination des marchés ou des fonctions de négociation et les types d'intermédiaires auxquels les ordres clients peuvent être acheminés pour être traités ou exécutés;
- fixe un plafond à l'égard des droits de négociation.

Le Projet de modification :

- modifie la définition du terme « marché protégé » afin qu'elle s'applique à un marché qui respecte le seuil lié à la part de marché établie aux fins de la RPO³;
- précise que le « meilleur cours vendeur » et le « meilleur cours acheteur » sont déterminés d'après les ordres affichés sur un « marché protégé »;
- confirme qu'un « ordre de contournement » peut être saisi sur tout marché qui affiche les ordres et pas seulement sur un marché protégé;
- confirme que le fait de saisir un ordre client sur un marché qui n'est pas protégé tout en saisissant un ordre propre ou un ordre non-client assorti des mêmes modalités sur un marché protégé est considéré comme une violation de l'interdiction de la négociation intentionnelle en avance sur le marché prévue par la règle sur la priorité aux clients;
- confirme qu'un participant doit tenir compte des ordres affichés sur un marché qui n'est pas protégé, s'il dispose d'une telle information ou s'il la connaît, lorsqu'il détermine si un ordre client pour compte propre est exécuté au « meilleur cours disponible »;

² De plus, il sera nécessaire, pour les ordres visant les titres cotés à une bourse qui ne respecte pas le seuil lié à la part de marché, de prendre en compte les titres cotés à cette bourse.

³ De plus, une bourse qui ne respecte pas le seuil lié à la part de marché sera un marché protégé pour ce qui est de la négociation des titres cotés à cette bourse.



- apporte plusieurs modifications rédactionnelles et corrélatives à certaines dispositions.

L'incidence la plus importante du Projet de modification est que celui-ci permettrait à un participant ou une personne ayant droit d'accès de tenir compte uniquement des ordres affichés sur des marchés protégés pour déterminer si une exigence des RUIM qui renvoie au « meilleur cours vendeur », au « meilleur cours acheteur » ou au « meilleur cours » a été respectée, sauf dans trois situations précises liées :

- à la meilleure exécution (se reporter à la rubrique 2.3 du présent avis);
- à la priorité aux clients (se reporter à la rubrique 3.2 du présent avis);
- à l'exécution d'ordres clients pour compte propre (se reporter à la rubrique 3.3 du présent avis).

Si les autorités de reconnaissance approuvent le Projet de modification, l'OCRCVM prévoit que les modifications prendront effet à la date à laquelle les modifications des règles de négociation des ACVM qui ont trait à la RPO prendront effet.



Avis sur les règles - Table des matières

1.	Processus d'élaboration de politiques	4
2.	Contexte du Projet de modification	6
	2.1. Examen par les ACVM de la Règle sur la protection des ordres	6
	2.2. Projet de modification de la RPO des ACVM et autres initiatives	7
	2.2.1.....Résumé du Projet de modification de la RPO des ACVM	7
	2.2.2.....Processus proposé pour l'établissement du seuil aux fins de la RPO	8
	2.3 Projet de modification futur lié à la meilleure exécution	9
3.	Exposés du Projet de modification	11
	3.1 Définitions	11
	3.1.1Définition de « meilleur cours vendeur » et de « meilleur cours acheteur »	11
	3.1.2Définition d'« ordre de contournement »	12
	3.1.3Définition de « marché protégé »	13
	3.2 Priorité aux clients	14
	3.3 Exécution d'ordres clients pour compte propre	14
	3.4 Modifications rédactionnelles et corrélatives	15
	3.4.1Cours servant à établir les « unités de négociation standard »	15
	3.4.2Interprétation de « meilleur cours vendeur » et « meilleur cours acheteur ».....	16
	3.4.3Clarification des pouvoirs des responsables de l'intégrité du marché	16
	3.4.4Précisions concernant l'exécution d'une transaction organisée au préalable ou d'une application intentionnelle	16
4.	Résumé des effets du Projet de modification	17
5.	Incidences technologiques et plan de mise en œuvre	18
	5.1 Incidences technologiques	18
	5.2 Plan de mise en œuvre	19
Annexe A	-.....Dispositions proposées concernant la Règle sur la protection des ordres	19
Annexe B	-.....Libellé des RUIM reproduisant le Projet de modification concernant la Règle sur la protection des ordres	23



1. Processus d'élaboration des politiques

L'OCRCVM est un organisme d'autoréglementation reconnu par chacune des autorités provinciales canadiennes en valeurs mobilières (les **autorités de reconnaissance**) et, à ce titre, est un fournisseur de services de réglementation autorisé aux fins du Règlement 21-101 (la Norme canadienne 21-101 ailleurs qu'au Québec) (la **norme sur le fonctionnement du marché**) et des règles de négociation des ACVM.

Comme fournisseur de services de réglementation, l'OCRCVM administre et met en application des règles de négociation pour les marchés qui retiennent ses services⁴. L'OCRCVM a adopté les RUIM et les autorités de reconnaissance les ont approuvées à titre de règles d'intégrité du marché en matière de négociation qui s'appliqueront à tout marché qui retient les services de l'OCRCVM comme fournisseur de services de réglementation.

L'OCRCVM a fait appel au Comité consultatif sur les règles du marché (le **CCRM**) pour obtenir des conseils sur le Projet de modification. Le CCRM est formé de représentants des marchés pour lesquels l'OCRCVM agit à titre de fournisseur de services de réglementation, des participants, des investisseurs institutionnels, des adhérents ainsi que du milieu juridique et de la conformité⁵.

L'OCRCVM sollicite des commentaires sur tous les aspects du Projet de modification, y compris toute question qui n'est pas abordée par le présent appel à commentaires. Les commentaires doivent être faits par écrit et transmis au plus tard le **19 septembre 2014** à :

James E. Twiss

Conseiller principal à la politique relative aux marchés, Politique
de réglementation des marchés
Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs
mobilières

⁴ À l'heure actuelle, les services de l'OCRCVM à titre de fournisseur de services de réglementation ont été retenus par : Alpha Exchange Inc. (Alpha), CNSX Markets Inc. (l'exploitant de Canadian Securities Exchange ou CSE), la Bourse de Toronto et la Bourse de croissance TSX, chacune une « bourse » aux fins de la norme sur le fonctionnement du marché (une bourse); et par Bloomberg Tradebook Canada Company (Bloomberg), Chi-X Canada ATS Limited (qui exploite Chi-X et CX2), Instinet Canada Cross Ltd. (Instinet), Liquidnet Canada Inc. (Liquidnet), Omega Securities Inc. (qui exploite Omega ATS et Lynx ATS), TMX Select (TMX Select) et TriAct Canada marché canadien S.E.C. (l'exploitant de MATCH Now), chacun un système de négociation parallèle (un SNP).

⁵ L'examen du Projet de modification par le CCRM ne devrait pas être interprété comme l'approbation ou l'aval du Projet de modification. Les membres du CCRM peuvent donner leur point de vue personnel sur des sujets sans représenter pour autant le point de vue de leurs organismes respectifs exprimé au cours du processus de consultation publique.



121, rue King Ouest
 Bureau 2000
 Toronto (Ontario) M5H 3T9
 Télécopieur : 416 646-7265
 Courriel : jtwiss@iiroc.ca

Dès leur réception, les lettres de commentaires seront mises à la disposition du public sur le site Internet de l'OCRCVM (www.ocrcvm.ca sous la rubrique « Avis » et les sous-rubriques « Avis sur les règles - Tous les avis sur les RUIIM - Tous les appels à commentaires sur les RUIIM »). Un résumé des commentaires formulés dans chaque lettre figurera aussi dans un prochain avis de l'OCRCVM.

Après avoir examiné les commentaires sur le Projet de modification reçus en réponse au présent appel à commentaires ainsi que les commentaires des autorités de reconnaissance, l'OCRCVM peut recommander d'apporter des révisions au Projet de modification. Si les révisions ne sont pas importantes, le conseil a autorisé le président à les approuver au nom de l'OCRCVM, et le Projet de modification, dans sa version révisée, sera soumis à l'approbation des autorités de reconnaissance. Si les révisions sont importantes, le Projet de modification, dans sa version révisée, sera soumis à la ratification du conseil et, s'il est ratifié, il sera publié dans le cadre d'un nouvel appel à commentaires.

2. Contexte du Projet de modification

2.1. Examen par les ACVM de la Règle sur la protection des ordres

À la lumière de l'évolution du contexte de la négociation des titres de capitaux propres au Canada depuis l'approbation de la RPO en 2009, les ACVM ont entrepris un examen de la RPO ayant pour principal objet d'en peser les avantages, par exemple :

- l'amélioration de l'efficacité découlant de la consolidation de l'accès à des marchés fragmentés;
- le sentiment d'équité accru des investisseurs, du fait que leurs ordres visibles à meilleur cours se négocient avant d'autres ordres à cours inférieur;
- son effet favorable sur le développement de la concurrence (et les résultats de cette concurrence),



par rapport aux coûts, y compris l'inefficience qui pourrait en découler si :

- les participants au marché deviennent des consommateurs captifs de services axés sur le marché afin de se conformer à la RPO;
- les consommateurs captifs génèrent des revenus excédentaires pour les marchés, ce qui favorise un niveau de concurrence par ailleurs insoutenable;
- l'existence d'un tel niveau de concurrence entraîne trop de complications, de coûts et d'inefficience dans la négociation des titres de capitaux propres.

Le personnel de l'OCRCVM a participé aux discussions des membres des ACVM concernant l'examen et les politiques possibles pour répondre aux diverses préoccupations. À l'issue de cet examen, les ACVM ont conclu que les coûts et l'inefficience associés à la protection de 100 % des ordres affichés contre les transactions hors cours n'étaient peut-être pas suffisamment justifiés par les avantages qui en découlent.

2.2. Projet de modification de la RPO des ACVM et autres initiatives

2.2.1. Résumé du Projet de modification de la RPO des ACVM

En vertu du Projet de modification de la RPO des ACVM :

- les ordres visibles saisis sur un marché qui respecte ou dépasse un seuil lié à la part de marché établi par les ACVM (le **seuil aux fins de la RPO**) seront protégés;
- les ordres visibles saisis à une bourse qui ne respecte pas le seuil aux fins de la RPO seront protégés uniquement pour les titres cotés à cette bourse;
- l'application des dispositions concernant les ordres figés et croisés sera limitée aux ordres protégés figés ou croisés (de sorte qu'un ordre pourrait être saisi sur un marché protégé et avoir pour effet de figer ou croiser un ordre affiché qui n'est pas un ordre protégé);
- les courtiers seront tenus de fournir de l'information aux clients sur leurs obligations concernant la meilleure exécution



et leurs pratiques de traitement et d'acheminement des ordres visant des titres cotés (et sur les mesures visant les marchés non protégés);

- les droits de négociation active relatifs à tous les titres cotés seront assujettis à un plafond de 0,0030 \$ par titre pour les titres cotant 1,00 \$ ou plus et de 0,0004 \$ par titre pour les titres cotant moins de 1,00 \$⁶.

2.2.2. Processus proposé pour l'établissement du seuil aux fins de la RPO

Le seuil aux fins de la RPO sera calculé en fonction des transactions sur le marché aux enchères en continu qui résultent d'**ordres affichés passifs**, à l'exception de certaines transactions décrites dans l'Avis des ACVM relatif au Projet de modification de la RPO des ACVM.

Le calcul se fondera sur l'activité de négociation au cours d'une période d'un an et s'appliquera au niveau du marché ou de la fonction lorsque les marchés comprennent plusieurs marchés ou fonctions visibles⁷. Le seuil initial fixé aux fins de la RPO correspondra à une part de marché de 5 % du volume et de la valeur rajustés des transactions.

Tout au long de la période d'un an, les ACVM et l'OCRCVM prévoient calculer et publier tous les mois sur leurs sites Internet respectifs l'information concernant la part de marché de chaque marché afin d'établir le seuil aux fins de la RPO⁸. Peu après la fin de la période d'un an, les ACVM et l'OCRCVM publieront une liste des marchés protégés qui prendra effet environ trois mois après sa publication.

⁶ Ces plafonds s'appliqueront à toutes les négociations au moyen d'enchères en continu. Par conséquent, ils ne s'appliqueront pas aux transactions par ailleurs non assujetties à la RPO, telles les transactions résultant d'un ordre au premier cours ou d'un ordre au dernier cours. Ces plafonds ne s'appliqueront pas non plus à la négociation de droits, de bons de souscription, de débetures et de billets, mais s'appliqueront aux fonds négociés en bourse. Le plafond des droits de négociation relatifs aux titres cotant moins de 1,00 \$ représente les droits de négociation active les plus élevés actuellement facturés par un marché relativement à la négociation des titres cotés à la Bourse de Toronto ou à la Bourse de croissance TSX.

⁷ Par exemple, certains marchés comprennent actuellement des registres d'ordres visibles distincts sur le marché aux enchères en continu auxquels le seuil aux fins de la RPO doit s'appliquer séparément.

⁸ L'OCRCVM prévoit que la publication initiale des données relatives au seuil aux fins de la RPO ait lieu en même temps que la publication de l'avis concernant l'approbation du Projet de modification.



2.3 *Projet de modification futur lié à la meilleure exécution*

En 2013, l'OCRCVM a réalisé un sondage auprès des participants et des autres courtiers en placement qui exécutent ou traitent sur le marché, pour le compte de leurs clients, des opérations sur des titres cotés, afin de dresser un tableau des pratiques qu'ils emploient pour obtenir la meilleure exécution des ordres clients.

L'OCRCVM a récemment publié un avis⁹ résumant les réponses des participants au sondage sur divers sujets, dont les suivants :

- l'accès aux marchés transparents et opaques;
- l'utilisation de mécanismes intelligents d'acheminement des ordres;
- la gouvernance de la meilleure exécution;
- les pratiques de traitement des ordres;
- le traitement des charges et rabais des marchés;
- les pratiques de conformité et de surveillance.

L'OCRCVM pourrait utiliser les informations recueillies au moyen du sondage pour élaborer des modifications visant soit les RUIM, soit les Règles des courtiers membres, soit les deux ensembles de règles, et/ou des notes d'orientation dans le but d'aider les courtiers membres à respecter leur obligation de meilleure exécution. Pour le moment, l'OCRCVM entend concentrer son examen des politiques sur les aspects suivants :

- politiques et procédures en vue d'une meilleure exécution;
- gouvernance de la meilleure exécution;
- surveillance des pratiques de meilleure exécution;
- déclaration des pratiques de traitement des ordres.

Pour cette raison, le Projet de modification ne contient **pas** de disposition sur la déclaration des politiques en matière de meilleure exécution. Une telle disposition fera partie d'une initiative future de l'OCRCVM sur les pratiques de meilleure exécution, et son élaboration pourrait être guidée par les commentaires reçus par les ACVM sur cet aspect du Projet de modification de la RPO des ACVM.

⁹ Avis de l'OCRCVM 14-0082 - Avis sur les règles - Avis technique - RUIM et Règles des courtiers membres - Résultats du Sondage sur la meilleure exécution (28 mars 2014).



L'OCRCVM souhaiterait rappeler aux participants les exigences actuelles des RUIIM concernant l'obligation de meilleure exécution. L'article 4 de la Politique 5.1 assujettit expressément au respect de la RPO l'obtention de la meilleure exécution à l'égard d'un ordre client. Si le Projet de modification de la RPO des ACVM est mis en œuvre, un participant ne sera pas obligé de tenir compte des ordres saisis sur un marché qui n'était pas « protégé » pour déterminer si la RPO a été respectée. Cependant, selon l'article 2 de la Politique 5.1, un participant est tenu, dans ses politiques et procédures en vue d'une meilleure exécution, d'examiner, outre les autres facteurs exposés aux articles 1, 2 et 3 de la Politique 5.1, si un marché transparent qui n'est pas un « marché protégé » a néanmoins démontré qu'il disposera fort probablement de liquidités à l'égard d'un titre donné compte tenu de la taille de l'ordre client.

La question de savoir si un marché est « protégé » aux fins de la RPO est distincte de celle de savoir si, selon un participant, un marché doit être pris en compte aux fins de l'obtention de la meilleure exécution des ordres clients conformément au paragraphe 5.1 des RUIIM.

Un participant obtient la meilleure exécution en adhérant aux politiques et procédures qu'il a adoptées dans le but de « s'efforcer avec diligence d'exécuter chaque ordre client aux conditions d'exécution les plus avantageuses pouvant être raisonnablement obtenues dans les circonstances ». Ces politiques et procédures doivent être révisées au moins une fois par an, et plus fréquemment s'il y a lieu, notamment lorsque des changements sont survenus sur les marchés ou relativement à leur structure. Cet examen peut être fondé sur l'historique des ordres et sur les détails des opérations émanant des marchés, y compris de ceux pour lesquels le participant ne reçoit pas de données en temps réel et auxquels il n'a pas accès en qualité de membre, d'utilisateur ou d'adhérent. Ni les règles de négociation des ACVM ni les RUIIM n'exigent d'un participant qu'il ait accès, directement ou indirectement, aux négociations sur tous les marchés. Il revient au participant d'en décider, dans le contexte de la recherche de la meilleure exécution des ordres des clients et du respect des autres exigences réglementaires applicables, dont la PRO. Chaque participant peut avoir différents types de modèles de fonctionnement et de clients; ses politiques et procédures peuvent donc varier selon ses secteurs d'activité ou ses pupitres de négociation. Aux fins de la conformité avec la PRO, il n'est pas obligatoire que les mécanismes d'acheminement des ordres utilisés par le participant ou la personne ayant droit d'accès tiennent compte des



ordres affichés sur un marché non protégé. En revanche, si le participant détermine que le respect des règles de meilleure exécution exige qu'il tienne compte des ordres affichés sur un marché non protégé, les décisions de son mécanisme d'acheminement des ordres doivent alors tenir compte des ordres affichés sur ce marché non protégé.

3. Exposé du Projet de modification

Le texte qui suit résume les principaux éléments du Projet de modification :

3.1 Définitions

3.1.1 Définition de « meilleur cours vendeur » et de « meilleur cours acheteur »

À l'heure actuelle, la définition de « meilleur cours vendeur » et de « meilleur cours acheteur » qui figure dans les RUIM se base sur le cours sur un marché tel qu'il est indiqué dans un affichage consolidé du marché. Compte tenu du projet de modification de la RPO, l'OCRCVM estime qu'il conviendrait de limiter la définition aux ordres affichés sur un « marché protégé » puisque ce sont ces ordres qu'un participant ou une personne ayant droit d'accès doit prendre en compte pour empêcher les transactions hors cours.

Les expressions « meilleur cours vendeur » et « meilleur cours acheteur » sont utilisées dans l'ensemble des RUIM, notamment :

- dans la définition de « meilleur cours acheteur indépendant » (qui sert à déterminer les activités de stabilisation du marché permises aux termes du paragraphe 7.7 des RUIM);
- dans la définition de « meilleur cours »¹⁰;
- dans la définition de « titre relié »;

¹⁰ Au sens des RUIM, « meilleur cours » s'entend, à l'égard de chaque transaction découlant d'un ordre visant un titre donné, d'un cours :

- a) inférieur d'au moins un échelon de cotation au meilleur cours vendeur au moment de la saisie de l'ordre sur un marché, s'il s'agit d'un achat; toutefois, si le meilleur cours acheteur est inférieur de un échelon de cotation au meilleur cours vendeur, le cours doit être inférieur d'au moins un demi-échelon de cotation;
- b) supérieur d'au moins un échelon de cotation au meilleur cours acheteur au moment de la saisie de l'ordre sur un marché, s'il s'agit d'une vente; toutefois, si le meilleur cours vendeur est supérieur de un échelon de cotation au meilleur cours acheteur, le cours doit être supérieur d'au moins un demi-échelon de cotation.



- dans la définition de « transaction désignée »;
- dans la détermination de la valeur d'un ordre pour l'application des paragraphes 6.3 (Diffusion des ordres), 6.4 (Obligation de négocier sur un marché) et 8.1 (Exécution d'ordres clients pour compte propre);
- dans l'interprétation de « meilleur cours vendeur » et « meilleur cours acheteur » conformément à l'alinéa 1.2(8);
- dans les dispositions de l'article 2 de la Politique 2.1 concernant l'exécution d'une transaction organisée au préalable ou d'une application intentionnelle;
- dans les dispositions concernant l'« obligation de meilleure exécution » prévue au paragraphe 5.2;
- dans les dispositions de la Politique 5.3 concernant la priorité aux clients;
- dans les dispositions du paragraphe 6.6 concernant l'amélioration du cours au moyen d'un ordre invisible;
- dans les dispositions du paragraphe 7.4 concernant le registre officiel d'un ordre;
- dans les dispositions du paragraphe 8.1 et de la Politique 8.1 concernant l'exécution d'ordres clients pour compte propre.

3.1.2 Définition d'« ordre de contournement »

La définition actuelle d'« ordre de contournement » prévoit l'exécution d'un ordre sur un marché protégé. Un ordre de contournement est conçu de façon à ne pouvoir être exécuté contre la liquidité invisible sur un marché ou la liquidité sur le marché fournie par divers ordres hors des circuits habituels. Un ordre de contournement est un ordre qui fait partie d'une transaction désignée ou qui vise à respecter les exigences des RUIIM (qui intègrent par renvoi l'obligation de ne pas procéder à des transactions hors cours en contravention de la RPO). Le Projet de modification reconnaît expressément qu'un ordre de contournement pourrait être exécuté sur un marché transparent autre qu'un « marché protégé ». Bien que la RPO n'impose aucune obligation envers les ordres affichés sur un marché non protégé, une transaction désignée pourrait être exécutée sur un tel marché. Lors de son exécution sur un marché non protégé, l'ordre serait négocié contre les ordres qui sont affichés sur ce marché et



qui auraient fait partie du volume déclaré si ce marché avait été un marché protégé.

3.1.3 Définition de « marché protégé »

À l'heure actuelle, selon les RUIM, « marché protégé » s'entend d'un marché qui :

- diffuse des données quant aux ordres en temps réel et par voie électronique à l'agence de traitement de l'information ou à un ou plusieurs fournisseurs d'information conformément à la Norme sur le fonctionnement du marché;
- autorise les courtiers à avoir accès à la négociation en qualité de mandataire;
- assure une saisie des ordres électroniques pleinement automatisée;
- assure un appariement des ordres et l'exécution des transactions pleinement automatisés.

Suivant le Projet de modification, la définition de « marché protégé » est étoffée par l'ajout d'un cinquième élément. Cette exigence supplémentaire veut qu'un marché protégé, conformément aux règles de négociation des ACVM, soit respecte le seuil établi pour l'application des définitions « offre d'achat protégé » et « offre de vente protégée », soit, dans le cas d'une bourse qui ne respecte pas ce seuil, ne le respecte pas que pour les ordres visant les titres cotés à cette bourse. (Se reporter à la sous-rubrique 2.2.2, qui présente un exposé sommaire du processus proposé pour l'établissement du seuil aux fins de la RPO).

Tous les marchés actuels, à l'exception de MATCH Now, Liquidnet et Instinet, répondent à la définition de « marché protégé » qui figure actuellement dans les RUIM. Si le Projet de modification de la définition de « marché protégé » est adoptée, certains marchés qui fournissent une transparence avant les opérations à l'égard des ordres pourraient néanmoins cesser de satisfaire à la définition de « marché protégé ». Selon le projet, les ACVM procéderont chaque année, en collaboration avec l'OCRCVM, à l'application du seuil et à la détermination des marchés dont les ordres affichés sont « protégés ». La méthode de calcul du seuil et la liste des marchés protégés seront publiées sur le site Internet des autorités en valeurs mobilières concernées et de l'OCRCVM.



3.2 Priorité aux clients

Le paragraphe 5.3 des RUIIM établit une exigence générale selon laquelle un participant ne doit pas saisir un ordre propre ou un ordre non-client du participant dont le participant sait ou aurait dû savoir qu'il fera, ou qu'il est raisonnablement vraisemblable qu'il fasse, l'objet d'une exécution par priorité à un ordre client reçu par le participant avant la saisie de l'ordre propre ou de l'ordre non-client. L'article 2 de la Politique 5.3 impose une interdiction générale à l'égard de la négociation intentionnelle en avance sur le marché. Le Projet de modification mentionne, à titre d'exemples supplémentaires de « transactions intentionnelles » interdites, la saisie d'un ordre client sur un marché qui n'est pas un marché protégé mais qui affiche les ordres conformément à la Partie 7 de la Norme sur le fonctionnement du marché (plutôt que suivant les directives du client) et la saisie d'un ordre propre ou d'un ordre non-client sur un marché protégé. L'hypothèse qui sous-tend le Projet de modification est qu'il existe une probabilité qu'un ordre à un cours déterminé puisse être exécuté sur un marché protégé avant un ordre sur un marché non protégé puisque ce ne sont pas tous les participants qui disposent de renseignements sur les ordres affichés sur le marché non protégé ou qui ont accès à la négociation sur ce marché.

3.3 Exécution d'ordres clients pour compte propre

En vertu du paragraphe 8.1 des RUIIM, sous réserve de certaines exceptions, un ordre client visant au plus 50 unités de négociation standard ayant une valeur d'au plus 100 000 \$ peut être exécuté contre un ordre propre ou un ordre non-client du participant à un meilleur cours « à condition [que le participant] ait pris des mesures raisonnables pour s'assurer que le cours est le meilleur cours disponible pour le client selon la conjoncture du marché ».

Suivant le Projet de modification, lorsqu'il établit le « meilleur cours disponible », le participant devrait tenir compte des cours et du volume des ordres affichés sur des marchés qui ne sont pas des marchés protégés, s'il dispose d'une telle information ou s'il la connaît. Cependant, un participant sera réputé ne pas avoir respecté le paragraphe 8.1 :



- s'il a connaissance d'un ordre affiché sur un marché qui n'est pas un marché protégé;
- s'il exécute un ordre client contre un ordre propre ou un ordre non-client à un « meilleur cours » (déterminé d'après les ordres affichés sur les marchés protégés);
- s'il exécute un ordre propre ou un ordre non-client, en totalité ou en partie, contre l'ordre affiché sur le marché non protégé (à un meilleur cours que celui que le participant procure au client).

3.4 Modifications rédactionnelles et corrélatives

Le Projet de modification apporte plusieurs modifications rédactionnelles et corrélatives, dont les suivantes :

3.4.1 Cours servant à établir les « unités de négociation standard »

Selon les orientations fournies dans l'Instruction générale relative au Règlement 21-101, un ordre visant un lot irrégulier ne répondrait pas aux critères pour être considéré comme un ordre protégé¹¹. Un ordre visant des lots irréguliers est essentiellement un ordre qui ne vise pas au moins une unité de négociation standard¹². À l'heure actuelle, les RUIIM prévoient que l'établissement du cours auquel un titre est négocié se fonde sur le dernier cours vendeur du titre le jour de bourse précédent. Le dernier cours vendeur peut être établi par une transaction sur un marché quelconque, y compris les transactions pouvant être exécutées en dehors des heures de négociation « habituelles », soit de 9 h 30 à 16 h.

L'OCRCVM sait que les marchés utilisent généralement le dernier cours vendeur du marché sur lequel un titre est coté. Le Projet de modification permet expressément cette pratique, à condition que tous les marchés admissibles à la négociation de ce titre conviennent d'utiliser le dernier cours vendeur de la bourse à laquelle le titre

¹¹ Se reporter au paragraphe 3 de l'article 5.1 de l'Instruction générale relative au Règlement 21-101.

¹² Pour l'application des RUIIM, unité de négociation standard s'entend :

- de 1 000 unités d'un titre négocié à un prix inférieur à 0,10 \$ l'unité,
- de 500 unités d'un titre négocié à un prix égal ou supérieur à 0,10 \$ l'unité mais inférieur à 1,00 \$ l'unité,
- de 100 unités d'un titre négocié à un prix égal ou supérieur à 1,00 \$ l'unité.



est coté. La disposition ainsi modifiée permettrait néanmoins d'assurer que tous les marchés suivent une pratique uniforme.

3.4.2 *Interprétation de « meilleur cours vendeur » et « meilleur cours acheteur »*

Selon l'alinéa 1.2(8) des RUIIM, aux fins d'établir le meilleur cours vendeur ou le meilleur cours acheteur à un moment donné, il y a lieu de se reporter aux ordres contenus dans un affichage consolidé du marché pour un marché qui est alors ouvert aux fins de négociation et à l'égard duquel la négociation d'un titre déterminé sur ce marché n'a pas été :

- soit interrompue, suspendue ou retardée à des fins réglementaires conformément au paragraphe 9.1;
- soit interrompue, suspendue ou retardée conformément à une règle du marché ou à une exigence du marché.

Par souci d'uniformité, le Projet de modification précise qu'il y a lieu de se reporter uniquement aux ordres sur un « marché protégé ».

3.4.3 *Clarification des pouvoirs des responsables de l'intégrité du marché*

En vertu de la RPO, chaque marché a l'obligation d'empêcher sur celui-ci les transactions hors cours. Lorsqu'un participant désigne un ordre comme « ordre à traitement imposé », l'obligation du marché d'empêcher les transactions hors cours est reportée sur le participant qui a saisi l'ordre. Le Projet de modification du paragraphe 10.9 précise qu'un responsable de l'intégrité du marché a le pouvoir d'exiger qu'un participant respecte tout ordre en attente faisant partie du volume déclaré qui a fait l'objet d'une transaction hors cours lorsque le participant a saisi un « ordre à traitement imposé » sur un marché et qu'il ne respecte pas les exigences de l'article 6.4 de la RPO pour empêcher une transaction hors cours.

3.4.4 *Précisions concernant l'exécution d'une transaction organisée au préalable ou d'une application intentionnelle*

À l'heure actuelle, l'article 2 de la Politique 2.1 expose la marche à suivre pour exécuter une transaction organisée au préalable ou une



application intentionnelle en tant que « transaction désignée »¹³. L'exemple de la façon dont une transaction désignée serait traitée se fonde sur l'hypothèse que tous les marchés transparents sont des « marchés protégés ». Compte tenu de la modification de la définition de « marché protégé », il serait possible qu'une transaction désignée soit exécutée sur un marché transparent sur lequel les ordres ne sont pas « protégés » pour l'application de la RPO. Par conséquent, l'exemple fourni dans l'article 2 de la Politique 2.1 est modifié de façon à s'appliquer peu importe que la transaction désignée soit exécutée sur un « marché protégé » ou sur tout autre marché qui affiche les renseignements sur les ordres dans un affichage consolidé du marché.

4. Résumé des effets du Projet de modification

Les effets les plus importants de l'adoption du Projet de modification seraient les suivants :

- permettre au participant ou à la personne ayant droit d'accès de tenir compte uniquement des ordres affichés sur des marchés protégés pour déterminer si une exigence des RUIM qui renvoie au « meilleur cours vendeur », au « meilleur cours acheteur » ou au « meilleur cours » a été respectée¹⁴, sauf dans trois situations précises liées à la meilleure exécution, à la priorité aux clients et à l'exécution d'ordres clients pour compte propre¹⁵;

¹³ Dans le cadre du projet de consolidation des règles de l'OCRCVM, le paragraphe 2.1 et la Politique 2.1 des RUIM seraient abrogés et remplacés par une nouvelle Règle consolidée 1400 qui intégrerait l'actuel article 1 de la Règle 29 des courtiers membres. Par suite de ce projet de modification, un nouveau paragraphe 2.1 des RUIM, intitulé « Activités de négociation inacceptables », serait ajouté, lequel, pour l'essentiel, reprendrait sous forme de règle les exemples particuliers d'activités inacceptables décrits dans les politiques. Se reporter à l'Avis de l'OCRCVM 13-0275 - Avis sur les règles - Appel à commentaires - Règles des courtiers membres et RUIM - *Republication du Projet de consolidation des règles de mise en application, de procédures, d'examen et d'autorisation de l'OCRCVM* (14 novembre 2013). Étant donné que les parties de l'actuel article 2 de la Politique 2.1 qui seraient modifiées aux termes du Projet de modification s'apparentent davantage à des orientations, ces dispositions n'ont pas été incluses dans le projet de paragraphe 2.1 présenté dans l'Avis de l'OCRCVM 13-0275; par conséquent, il ne sera pas nécessaire de modifier davantage ce projet de paragraphe pour tenir compte des modifications apportées à la RPO.

¹⁴ Par exemple, les exigences relatives à l'amélioration du cours imposées par les règles sur la diffusion des ordres clients et la négociation des ordres invisibles ne se fonderont plus sur le meilleur cours acheteur ou vendeur provenant de chaque marché visible, mais uniquement sur les cours établis d'après les ordres affichés sur les marchés protégés.

¹⁵ Se reporter en particulier :

- à la sous-rubrique 2.3 du présent avis concernant le paragraphe 5.1 des RUIM, qui traite de l'obligation de meilleure exécution;
- à la sous-rubrique 3.2 du présent avis concernant le paragraphe 5.3 des RUIM, qui traite de la priorité aux clients;



- obliger un participant à examiner, dans ses politiques et procédures visant la meilleure exécution d'un ordre client, si un marché visible qui n'est pas un « marché protégé » a démontré qu'il disposera fort probablement de liquidités à l'égard d'un titre donné compte tenu de la taille de l'ordre client;
- préciser qu'un responsable de l'intégrité du marché a le pouvoir d'exiger qu'un participant ou une personne ayant droit d'accès respecte tout ordre faisant partie du volume déclaré sur un marché protégé si le participant ou la personne ayant droit d'accès a procédé à une transaction hors cours en contravention de l'article 6.4 des règles de négociation des ACVM.

Le Projet de modification ne modifie pas l'obligation de meilleure exécution qui incombe à un participant en vertu du paragraphe 5.1 des RUIIM. La question de savoir si un marché est « protégé » aux fins de la RPO est distincte de celle de savoir si, selon un participant, un marché doit être pris en compte aux fins de l'obtention de la meilleure exécution des ordres clients conformément au paragraphe 5.1 des RUIIM. (Se reporter à la sous-rubrique 2.3, *Projet de modification futur lié à la meilleure exécution.*)

Le Projet de modification ne modifie pas non plus l'obligation de diffusion de certains ordres clients qui incombe à un participant en vertu du paragraphe 6.3 des RUIIM. Selon ce paragraphe, un participant saisit immédiatement aux fins d'affichage sur un marché qui affiche les ordres conformément à la partie 7 de la Norme sur le fonctionnement du marché un ordre client visant l'achat ou la vente d'au plus 50 unités de négociation standard d'un titre coté. Si le Projet de modification est approuvé, les ordres pourront continuer d'être saisis sur tout marché qui affiche les ordres, que celui-ci répondent ou non à la définition de « marché protégé ».

5. Incidences technologiques et plan de mise en œuvre

5.1 Incidences technologiques

De façon générale, si le Projet de modification est adopté, un participant ou une personne ayant droit d'accès pourra modifier ses systèmes, y compris ses systèmes automatisés de production d'ordres, pour tenir compte uniquement des ordres affichés sur des marchés

-
- à la sous-rubrique 3.3 du présent avis concernant le paragraphe 8.1 des RUIIM, qui traite de l'exécution d'ordres clients pour compte propre.



protégés. Cependant, selon l'activité du participant et la liquidité disponible à l'égard de titres donnés sur un marché qui ne répond pas à la définition de « marché protégé » du fait que sa part de marché ne respecte pas le seuil fixé par les ACVM, un participant pourrait déterminer qu'il doit continuer de tenir compte des ordres affichés sur ce marché non protégé pour s'acquitter de ses obligations de meilleure exécution. De plus, si un participant exécute un ordre client contre un ordre propre ou un ordre non-client, il doit tenir compte du cours et de la taille des ordres affichés sur les marchés autres que les marchés protégés, s'il dispose d'une telle information ou s'il la connaît, pour déterminer si le client obtient le « meilleur cours disponible ».

L'OCRCVM devra également modifier ses systèmes de surveillance pour limiter la définition de « meilleur cours vendeur » et de « meilleur cours acheteur » aux ordres affichés sur un marché protégé.

5.2 Plan de mise en œuvre

Si les autorités de reconnaissance approuvent le Projet de modification, l'OCRCVM prévoit que les modifications prendront effet à la date à laquelle les modifications des règles de négociation des ACVM qui ont trait à la RPO et à la meilleure exécution prendront effet. Si les autorités de reconnaissance approuvent le Projet de modification, l'OCRCVM publiera un Avis de l'OCRCVM confirmant l'approbation des modifications apportées aux RUM. Le délai séparant la date de publication de l'avis et la date de prise d'effet des modifications pourrait être supérieur ou inférieur au délai habituel de 180 jours.



Annexe A - Dispositions proposées concernant la Règle sur la protection des ordres

Les Règles universelles d'intégrité du marché sont modifiées comme suit :

1. Les modifications qui suivent sont apportées au paragraphe 1.1 :

- (a) à la définition « meilleur cours vendeur », le mot « protégé » est ajouté après la première occurrence du mot « marché » ;
- (b) à la définition « meilleur cours acheteur », le mot « protégé » est ajouté après la première occurrence du mot « marché » ;
- (c) la définition « ordre de contournement » est supprimée et remplacée par la définition suivante :

ordre de contournement s'entend d'un ordre qui :

- (a) soit fait partie d'une transaction désignée ;
- b) soit vise à respecter une obligation d'exécuter un ordre qu'une disposition des RUIM ou une Politique impose à un participant ou à une personne ayant droit d'accès

et qui est saisi :

- c) soit sur un marché protégé aux fins d'exécution contre le volume déclaré sur ce marché avant l'exécution ou l'annulation du reste de l'ordre ;
 - d) soit sur un marché autre qu'un marché protégé mais qui affiche immédiatement les ordres sur un affichage consolidé du marché aux fins d'exécution contre les ordres qui sont affichés sur ce marché et qui auraient fait partie du volume déclaré si ce marché avait été un marché protégé.
- d) la définition « marché protégé » est modifiée par l'ajout du texte suivant sous forme d'alinéa e) :
- e) aux fins des règles de négociation :



- i) soit respecte le seuil établi pour l'application des définitions « offre d'achat protégé » et « offre de vente protégé »,
 - ii) soit, dans le cas d'une bourse qui ne respecte pas ce seuil, ne le respecte pas que pour les ordres visant les titres cotés à cette bourse.
2. Les modifications qui suivent sont apportées au paragraphe 1.2 :
- (a) Le texte « sauf si tous les marchés admissibles à la négociation de ce titre conviennent d'utiliser le dernier cours vendeur de la bourse à laquelle le titre est coté ou du SCDO sur lequel le titre est inscrit » est inséré à la fin de l'alinéa (5);
 - (b) à l'alinéa (8), les mots « un marché » sont supprimés et remplacés par les mots « un marché protégé ».
3. Le sous-alinéa g) de l'alinéa (1) du paragraphe 10.9 est supprimé et remplacé par le texte suivant :
- g) exiger que le participant ou la personne ayant droit d'accès respecte tout ordre faisant partie du volume déclaré si la transaction du participant ou de la personne ayant droit d'accès ne respecte pas les exigences de l'article 6.4 des règles de négociation.

Les Politiques des Règles universelles d'intégrité du marché sont modifiées comme suit :

1. La modification apportée à l'article 2 de la Politique 2.1 consiste à supprimer les deux dernières puces et à les remplacer par les suivantes :
 - les ordres à meilleur cours affichés sur le marché sur lequel est saisie la transaction sont comblés avant l'exécution de la transaction désignée;



- le participant ou la personne ayant droit d'accès saisit les ordres sur chaque marché protégé, lesquels sont assortis d'un volume suffisant et d'un cours permettant de combler les ordres inclus dans le volume déclaré sur ce marché protégé simultanément à l'exécution de la transaction désignée, ou immédiatement après celle-ci.

(b) La Politique 5.3 est modifiée comme suit :

(a) à l'article 2, la puce suivante est ajoutée après la deuxième puce :

- la saisie d'un ordre client sur un marché qui n'est pas un marché protégé mais qui affiche les ordres conformément à la Partie 7 de la norme sur le fonctionnement du marché (plutôt que suivant les directives du client) et la saisie d'un ordre propre ou d'un ordre non-client sur un marché protégé;

(b) Le mot « protégé » est ajouté après le mot « marché » dans le deuxième paragraphe de l'article 4.

3. L'article 3 de la Politique 8.1 est modifié par l'ajout du troisième paragraphe suivant :

Lorsqu'il établit le « meilleur cours disponible », le participant devrait tenir compte des cours et du volume des ordres affichés sur des marchés qui ne sont pas des marchés protégés, s'il dispose d'une telle information ou s'il la connaît. Cependant, un participant sera réputé ne pas avoir respecté le paragraphe 8.1, s'il exécute un ordre propre ou un ordre non-client contre un ordre client à un meilleur cours qui se révèle inférieur au cours qui aurait été à la disposition du client sur un marché affiché qui n'est pas un marché protégé et qu'il exécute ensuite un ordre, en totalité ou en partie, contre l'ordre affiché sur le marché qui n'est pas un marché protégé.



Annexe B - Libellé des RUIM reproduisant le Projet de modification concernant la Règle sur la protection des ordres

Libellé des dispositions après l'adoption du Projet de modification	Version soulignée du libellé des dispositions actuelles reproduisant le Projet de modification après son adoption
<p>1.1 Définitions</p> <p>meilleur cours vendeur Le cours le moins élevé d'un ordre sur un marché protégé, tel qu'il est indiqué dans un affichage consolidé du marché, visant la vente d'un titre donné, exclusion faite du cours d'un ordre de base, d'un ordre au cours du marché, d'un ordre au cours de clôture, d'un ordre au dernier cours, d'un ordre au premier cours, d'un ordre assorti de conditions particulières ou d'un ordre à prix moyen pondéré en fonction du volume.</p>	<p>1.1 Définitions</p> <p>meilleur cours vendeur Le cours le moins élevé d'un ordre sur un marché <u>protégé</u>, tel qu'il est indiqué dans un affichage consolidé du marché, visant la vente d'un titre donné, exclusion faite du cours d'un ordre de base, d'un ordre au cours du marché, d'un ordre au cours de clôture, d'un ordre au dernier cours, d'un ordre au premier cours, d'un ordre assorti de conditions particulières ou d'un ordre à prix moyen pondéré en fonction du volume.</p>
<p>1.1 Définitions</p> <p>meilleur cours acheteur Le cours le plus élevé d'un ordre sur un marché protégé, tel qu'il est indiqué dans un affichage consolidé du marché, visant l'achat d'un titre donné, exclusion faite du cours d'un ordre de base, d'un ordre au cours du marché, d'un ordre au cours de clôture, d'un ordre au dernier cours, d'un ordre au premier cours, d'un ordre assorti de conditions particulières ou d'un ordre à prix moyen pondéré en fonction du volume.</p>	<p>1.1 Définitions</p> <p>meilleur cours acheteur Le cours le plus élevé d'un ordre sur un marché <u>protégé</u>, tel qu'il est indiqué dans un affichage consolidé du marché, visant l'achat d'un titre donné, exclusion faite du cours d'un ordre de base, d'un ordre au cours du marché, d'un ordre au cours de clôture, d'un ordre au dernier cours, d'un ordre au premier cours, d'un ordre assorti de conditions particulières ou d'un ordre à prix moyen pondéré en fonction du volume.</p>
<p>1.1 Définitions</p> <p>ordre de contournement s'entend d'un ordre qui :</p> <p>(a) soit fait partie d'une transaction désignée</p> <p>(b) soit vise à respecter une obligation d'exécuter un ordre qu'une disposition des RUIM ou une Politique impose à un participant ou à une personne ayant droit d'accès</p> <p>et qui est saisi :</p> <p>(c) soit sur un marché protégé aux fins d'exécution contre le volume déclaré sur ce marché avant l'exécution ou l'annulation du reste de l'ordre;</p> <p>(d) soit sur un marché autre qu'un marché protégé mais qui affiche immédiatement les ordres sur un affichage consolidé du marché aux fins d'exécution contre les ordres qui sont affichés sur ce marché et qui auraient fait partie du volume déclaré si ce marché avait été un marché protégé.</p>	<p>1.1 Définitions</p> <p>ordre de contournement s'entend d'un ordre <u>qui</u> :</p> <p>(a) <u>quisoit</u> fait partie d'une transaction désignée</p> <p>(b) <u>en vue de</u>soit <u>vis</u>e à respecter une obligation d'exécuter un ordre <u>que</u> toute<u>gu'</u><u>une</u> disposition des RUIM ou toute<u>gu'</u><u>une</u> Politique impose à un participant ou à une personne ayant droit d'accès</p> <p>et qui est saisi :</p> <p><u>(c) soit</u> sur un marché protégé aux fins d'uneexécution contre le volume déclaré sur ce marché avant l'exécution ou l'annulation du reste de l'ordre;</p> <p><u>(d) soit sur un marché autre qu'un marché protégé mais qui affiche immédiatement les ordres sur un affichage consolidé du marché aux fins d'exécution contre les ordres qui sont affichés sur ce marché et qui auraient fait partie du volume déclaré si ce marché avait été un marché protégé.</u></p>
<p>1.1 Définitions</p> <p>marché protégé s'entend d'un marché qui :</p> <p>(a) diffuse des données quant aux ordres en temps réel et par voie électronique à</p>	<p>1.1 Définitions</p> <p>marché protégé s'entend d'un marché qui :</p> <p>(a) diffuse des données quant aux ordres en temps réel et par voie électronique à</p>



Libellé des dispositions après l'adoption du Projet de modification	Version soulignée du libellé des dispositions actuelles reproduisant le Projet de modification après son adoption
<p>l'agence de traitement de l'information ou à un ou plusieurs fournisseurs d'information conformément à la Norme sur le fonctionnement du marché;</p> <p>(b) autorise les courtiers à avoir accès à la négociation en qualité de mandataire;</p> <p>(c) assure une saisie des ordres électroniques pleinement automatisée;</p> <p>(d) assure un appariement des ordres et l'exécution des transactions pleinement automatisés;</p> <p>(e) aux fins des règles de négociation :</p> <p>(i) soit respecte le seuil établi pour l'application des définitions « offre d'achat protégé » et « offre de vente protégée »,</p> <p>(ii) soit, dans le cas d'une bourse qui ne respecte pas ce seuil, ne le respecte pas que pour les ordres visant les titres cotés à cette bourse, autres qu'un titre coté sur une autre bourse qui respecte le seuil.</p>	<p>l'agence de traitement de l'information ou à un ou plusieurs fournisseurs d'information conformément à la Norme sur le fonctionnement du marché;</p> <p>(b) autorise les courtiers à avoir accès à la négociation en qualité de mandataire;</p> <p>(c) assure une saisie des ordres électroniques pleinement automatisée;</p> <p>(d) assure un appariement des ordres et l'exécution des transactions pleinement automatisés;</p> <p><u>(e) aux fins des règles de négociation :</u></p> <p><u>(i) soit respecte le seuil établi pour l'application des définitions « offre d'achat protégé » et « offre de vente protégée »,</u></p> <p><u>(ii) soit, dans le cas d'une bourse qui ne respecte pas ce seuil, ne le respecte pas que pour les ordres visant les titres cotés à cette bourse.</u></p>
<p>1.2 Interprétation</p> <p>(5) Dans le cadre de l'établissement du cours auquel un titre est négocié pour l'application de la définition de l'expression <i>unité de négociation standard</i>, le cours est le dernier cours vendeur du titre donné le jour de bourse précédent, sauf si tous les marchés admissibles à la négociation de ce titre conviennent d'utiliser le dernier cours vendeur de la bourse à laquelle le titre est coté ou du SCDO sur lequel le titre est inscrit.</p>	<p>1.2 Interprétation</p> <p>(5) Dans le cadre de l'établissement du cours auquel un titre est négocié pour l'application de la définition de l'expression <i>unité de négociation standard</i>, le cours est le dernier cours vendeur du titre donné le jour de bourse précédent, <u>sauf si tous les marchés admissibles à la négociation de ce titre conviennent d'utiliser le dernier cours vendeur de la bourse à laquelle le titre est coté ou du SCDO sur lequel le titre est inscrit.</u></p>
<p>1.2 Interprétation</p> <p>(8) Aux fins d'établir le meilleur cours vendeur ou le meilleur cours acheteur à un moment donné, il y a lieu de se reporter aux ordres contenus dans un affichage consolidé du marché pour un marché protégé qui est alors ouvert aux fins de négociation et à l'égard duquel la négociation d'un titre déterminé sur ce marché n'a pas été :</p> <p>(a) soit interrompue, suspendue ou retardée à des fins réglementaires conformément au paragraphe 9.1;</p> <p>(b) soit interrompue, suspendue ou retardée conformément à une règle du marché ou à une exigence du marché.</p>	<p>1.2 Interprétation</p> <p>(8) Aux fins d'établir le meilleur cours vendeur ou le meilleur cours acheteur à un moment donné, il y a lieu de se reporter aux ordres contenus dans un affichage consolidé du marché pour un marché <u>protégé</u> qui est alors ouvert aux fins de négociation et à l'égard duquel la négociation d'un titre déterminé sur ce marché n'a pas été:</p> <p>(a) soit interrompue, suspendue ou retardée à des fins réglementaires conformément au paragraphe 9.1;</p> <p>(b) soit interrompue, suspendue ou retardée conformément à une règle du marché ou à une exigence du marché.</p>



Libellé des dispositions après l'adoption du Projet de modification	Version soulignée du libellé des dispositions actuelles reproduisant le Projet de modification après son adoption
<p>10.9 Pouvoirs des responsables de l'intégrité du marché</p> <p>(1) Dans le cadre de l'administration des négociations des titres sur le marché, un responsable de l'intégrité du marché peut :</p> <p>...</p> <p>(g) exiger que le participant ou la personne ayant droit d'accès respecte tout ordre faisant partie du volume déclaré si la transaction du participant ou de la personne ayant droit d'accès ne respecte pas les exigences de l'article 6.4 des règles de négociation;</p> <p>...</p>	<p>10.9 Pouvoirs des responsables de l'intégrité du marché</p> <p>(1) Dans le cadre de l'administration des négociations des titres sur le marché, un responsable de l'intégrité du marché peut:</p> <p>...</p> <p>(g) exiger que le participant <u>ou la personne ayant droit d'accès</u> respecte <u>le meilleur cours acheteur ou vendeur à hauteur du volume déclaré si la transaction ne respecte pas les exigences de l'article 5</u> <u>tout ordre faisant partie du volume déclaré si la transaction du participant ou de la personne ayant droit d'accès ne respecte pas les exigences de l'article 6.4 des règles de négociation;</u></p> <p>...</p>



Libellé des dispositions après l'adoption du Projet de modification	Version soulignée du libellé des dispositions actuelles reproduisant le Projet de modification après son adoption
<p>Politique 2.1 - Principes d'équité</p> <p>Article 2 - Exécution d'une transaction organisée au préalable ou d'une application intentionnelle</p> <p>...</p> <p>Si le cours auquel la transaction organisée au préalable ou l'application intentionnelle doit être réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • n'est pas inférieur au moindre des deux montants suivants, soit 95 % du meilleur cours acheteur soit le meilleur cours acheteur déduction faite de 10 échelons de cotation; • n'est pas supérieur au plus élevé des deux montants suivants, soit 105 % du meilleur cours vendeur soit le meilleur cours vendeur majoré de 10 échelons de cotation, <p>les ordres seront réputés faire partie d'une transaction désignée et, au moment de leur saisie, ils peuvent être désignés comme ordre de contournement. En tant que transaction désignée, la transaction peut être exécutée sur un marché si les conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les ordres à meilleur cours affichés sur le marché sur lequel est saisie la transaction désignée sont comblés avant l'exécution de la transaction désignée; • le participant ou la personne ayant droit d'accès saisit les ordres sur chaque marché protégé, lesquels sont assortis d'un volume suffisant et d'un cours permettant de combler les ordres inclus dans le volume déclaré sur ce marché protégé simultanément à l'exécution de la transaction désignée, ou immédiatement après celle-ci. <p>...</p>	<p>Politique 2.1 - Principes d'équité</p> <p>Article 2 - Exécution d'une transaction organisée au préalable ou d'une application intentionnelle</p> <p>...</p> <p>Si le cours auquel la transaction organisée au préalable ou l'application intentionnelle doit être réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • n'est pas inférieur au moindre des deux montants suivants, soit 95 % du meilleur cours acheteur soit le meilleur cours acheteur déduction faite de 10 échelons de cotation; • n'est pas supérieur au plus élevé des deux montants suivants, soit 105 % du meilleur cours vendeur soit le meilleur cours vendeur majoré de 10 échelons de cotation, <p>les ordres seront réputés faire partie d'une transaction désignée et, au moment de leur saisie, ils peuvent être désignés comme ordre de contournement. En tant que transaction désignée, la transaction peut être exécutée sur un marché si les conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les ordres <u>inclus dans le volume déclaré à meilleur cours affichés</u> sur le marché sur lequel est saisie la transaction désignée sont comblés avant l'exécution de la transaction désignée; • <u>sous réserve de toute condition d'exécution au meilleur cours conformément à l'article 1 de la Politique 5.2,</u> le participant <u>ou la personne ayant droit d'accès</u> saisit les ordres sur chaque marché protégé, lesquels sont assortis d'un volume suffisant et d'un cours permettant de combler les ordres inclus dans le volume déclaré sur ce marché protégé simultanément à l'exécution de la transaction désignée, ou immédiatement à la suite de celle-ci. <p>...</p>
<p>Politique 5.3 - Priorité aux clients</p> <p>Article 2 - Interdiction de la négociation intentionnelle en avance sur le marché</p> <p>Un participant ne peut jamais réaliser intentionnellement une transaction avant un ordre client au mieux ou un ordre à cours limité négociable reçu avant la saisie de l'ordre propre ou de l'ordre non-client, sauf conformément à une dispense des exigences de l'alinéa (1) du paragraphe 5.3, au nombre desquelles dispenses</p>	<p>Politique 5.3 - Priorité aux clients</p> <p>Article 2 - Interdiction de la négociation intentionnelle en avance sur le marché</p> <p>Un participant ne peut jamais réaliser intentionnellement une transaction avant un ordre client au mieux ou un ordre à cours limité négociable reçu avant la saisie de l'ordre propre ou de l'ordre non-client, sauf conformément à une dispense des exigences de l'alinéa (1) du paragraphe 5.3, au nombre desquelles dispenses</p>



Libellé des dispositions après l'adoption du Projet de modification	Version soulignée du libellé des dispositions actuelles reproduisant le Projet de modification après son adoption
<p>figure l'obtention du consentement exprès du client. La liste suivante énumère des exemples non exhaustifs de transactions intentionnelles :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> la saisie d'un ordre client sur un marché qui n'est pas un marché protégé mais qui affiche les ordres conformément à la Partie 7 de la norme sur le fonctionnement du marché (plutôt que suivant les directives du client) et la saisie d'un ordre propre ou d'un ordre non-client sur un marché protégé; <p>...</p>	<p>figure l'obtention du consentement exprès du client. La liste suivante énumère des exemples non exhaustifs de transactions intentionnelles :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> <u>la saisie d'un ordre client sur un marché qui n'est pas un marché protégé mais qui affiche les ordres conformément à la Partie 7 de la Norme sur le fonctionnement du marché (plutôt que suivant les directives du client) et la saisie d'un ordre propre ou d'un ordre non-client sur un marché protégé;</u> <p>...</p>
<p>Politique 8.1 - Exécution d'ordres clients pour compte propre</p> <p>Article 3 - Facteurs à examiner afin d'établir le « meilleur cours disponible »</p> <p>Le cours de l'opération pour compte propre doit également se justifier selon la conjoncture du marché. Les participants devraient tenir compte notamment des facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> le prix et le volume de la dernière vente et des transactions précédentes; la tendance du marché pour la négociation du titre; le volume affiché de cours acheteur et de cours vendeur; l'importance de l'écart entre les cours; la liquidité du titre. <p>Par exemple, si le cours acheteur est de 10 \$ et le cours vendeur de 10,50 \$ et qu'un client veut vendre 1 000 actions, il est inacceptable pour un participant d'effectuer une transaction pour compte propre à 10,05 \$ si le titre se négocie à grand volume à 10,50 \$ et qu'il existe de nombreuses offres d'achat à 10 \$ par rapport au nombre de titres offerts à 10,50 \$. L'état du marché semble indiquer que le client devrait pouvoir vendre à un meilleur prix que 10,05 \$. Par conséquent, le participant, en sa qualité de mandataire du client, devrait afficher une offre à 10,45 \$, voire à 10,50 \$, selon les circonstances. Il faut toujours tenir compte du désir du client, qui souhaite faire exécuter son ordre rapidement.</p> <p>Lorsqu'il établit le « meilleur cours disponible », le participant devrait tenir compte des cours et du volume des ordres affichés sur des marchés qui ne sont pas des marchés protégés, s'il dispose d'une telle information ou s'il la connaît. Cependant, un participant sera réputé ne</p>	<p>Politique 8.1 - Exécution d'ordres clients pour compte propre</p> <p>Article 3 - Facteurs à examiner afin d'établir le « meilleur cours disponible »</p> <p>Le cours de l'opération pour compte propre doit également se justifier selon la conjoncture du marché. Les participants devraient tenir compte notamment des facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> le prix et le volume de la dernière vente et des transactions précédentes; la tendance du marché pour la négociation du titre; le volume affiché de cours acheteur et de cours vendeur; l'importance de l'écart entre les cours; la liquidité du titre. <p>Par exemple, si le cours acheteur est de 10 \$ et le cours vendeur de 10,50 \$ et qu'un client veut vendre 1 000 actions, il est inacceptable pour un participant d'effectuer une transaction pour compte propre à 10,05 \$ si le titre se négocie à grand volume à 10,50 \$ et qu'il existe de nombreuses offres d'achat à 10 \$ par rapport au nombre de titres offerts à 10,50 \$. L'état du marché semble indiquer que le client devrait pouvoir vendre à un meilleur prix que 10,05 \$. Par conséquent, le participant, en sa qualité de mandataire du client, devrait afficher une offre à 10,45 \$, voire à 10,50 \$, selon les circonstances. Il faut toujours tenir compte du désir du client, qui souhaite faire exécuter son ordre rapidement.</p> <p><u>Lorsqu'il établit le « meilleur cours disponible », le participant devrait tenir compte des cours et du volume des ordres affichés sur des marchés qui ne sont pas des marchés protégés, s'il dispose d'une telle information ou s'il la connaît. Cependant, un participant sera réputé ne pas avoir respecté le paragraphe 8.1, s'il exécute</u></p>



Libellé des dispositions après l'adoption du Projet de modification	Version soulignée du libellé des dispositions actuelles reproduisant le Projet de modification après son adoption
<p>pas avoir respecté le paragraphe 8.1, s'il exécute un ordre propre ou un ordre non-client contre un ordre client à un meilleur cours qui se révèle inférieur au cours qui aurait été à la disposition du client sur un marché affiché qui n'est pas un marché protégé et qu'il exécute ensuite un ordre, en totalité ou en partie, contre l'ordre affiché sur le marché qui n'est pas un marché protégé.</p> <p>Bien entendu, si un client consent expressément et en toute connaissance de cause à une transaction pour compte propre, il est raisonnable de suivre ses directives.</p>	<p><u>un ordre propre ou un ordre non-client contre un ordre client à un meilleur cours qui se révèle inférieur au cours qui aurait été à la disposition du client sur un marché affiché qui n'est pas un marché protégé et qu'il exécute ensuite un ordre, en totalité ou en partie, contre l'ordre affiché sur le marché qui n'est pas un marché protégé.</u></p> <p>Bien entendu, si un client consent expressément et en toute connaissance de cause à une transaction pour compte propre, il est raisonnable de suivre ses directives.</p>

7.3.2 Publication



AVIS DE CONFORMITÉ

EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

**MODIFICATIONS AUX
PROCÉDURES RELATIVES À L'EXÉCUTION D'OPÉRATIONS DE BASE SANS
RISQUE SUR LES CONTRATS À TERME SUR INDICES S&P/TSX ET SUR LES
CONTRATS À TERME SUR LES ACTIONS CANADIENNES
ET AUX
PROCÉDURES RELIÉES À L'EXÉCUTION ET À LA DÉCLARATION
D'OPÉRATIONS D'ÉCHANGES PHYSIQUES POUR CONTRATS, D'ÉCHANGES
D'INSTRUMENTS DÉRIVÉS HORS BOURSE POUR CONTRATS ET DE
SUBSTITUTIONS D'INSTRUMENTS DÉRIVÉS HORS BOURSE PAR DES
CONTRATS À TERME**

**MODIFICATIONS AU FORMULAIRE DE DÉCLARATION PRESCRIT POUR LES
OPÉRATIONS AVEC TERMES SPÉCIAUX**

Le soussigné confirme que les modifications et, s'il y a lieu, les ajouts et les abrogations aux Règles, Politiques et procédures de Bourse de Montréal Inc. ont été apportés conformément à la *Loi sur les instruments dérivés* (L.R.Q., chapitre I-14.01).

FAIT à MONTRÉAL le 16 mai 20 14 .

(s) *Brian Z. Gelfand*

Brian Z. Gelfand
Vice-président et chef de la réglementation

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

8.

Entreprises de services monétaires et Contrats publics

- 8.1 Avis et communiqués
 - 8.2 Réglementation
 - 8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
 - 8.4 Autorisation de contracter / sous-contracter avec un organisme public
 - 8.5 Autres décisions
-

8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

8.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

8.3 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

Aucune information.

8.4 AUTORISATION DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER AVEC UN ORGANISME PUBLIC

La *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q., c. C-65.1 (la « LCOP »), prévoit à son article 21.17 qu'une entreprise qui souhaite conclure avec un organisme public tout contrat ou sous-contrat qui lui est directement rattaché comportant une dépense égale ou supérieure au montant déterminé par le gouvernement doit obtenir à cet effet une autorisation de l'Autorité (l'« autorisation »). L'autorisation est valide pour une période de trois ans. L'Autorité peut, par ailleurs, pour les motifs prévus aux articles 21.26 et 21.27 de la LCOP, refuser d'accorder ou de renouveler cette autorisation ou la révoquer.

L'Autorité tient et met à jour un registre public disponible sur son site Web, contenant l'information sur les entreprises autorisées à conclure un contrat ou un sous-contrat public en vertu de la LCOP. Si vous souhaitez vérifier si une entreprise est autorisée à cette fin, veuillez consulter ce registre. Les sous-sections ci-dessous contiennent l'information sur les décisions prises par l'Autorité ou les circonstances qui amènent une modification à ce registre.

La sous-section 8.4.1 vise l'octroi et, le cas échéant, le renouvellement de l'autorisation. La sous-section 8.4.2 vise le retrait volontaire d'une autorisation selon l'article 21.48 de la LCOP. Enfin, la sous-section 8.4.3 concerne la révocation et la suspension de l'autorisation, ainsi que les autres modifications entraînant un changement au registre de l'Autorité, tel que le changement de nom de l'entreprise autorisée.

Veuillez noter que l'entreprise pour laquelle une autorisation est refusée ou révoquée est inscrite au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) mis en ligne par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

* *Le NEQ est le numéro attribué par le Registraire des entreprises du Québec aux entreprises qui s'immatriculent au registre des entreprises.*

8.4.1 Autorisations

Numéro d'identification à l'Autorité	Nom de l'entreprise et NEQ*	Fait affaire sous	Date d'émission
3000144969	PAVEX LTÉE 1143508282		2014-05-12
3000145986	TECHNOPREF CANADA INC. 1166017005		2014-05-12
3000149054	R3D CONSEIL INC. 1145625696	- R3D CONSULTING INC. - R3D	2014-05-13
3000151380	FOCUS GESTION DE FLOTTE ET CARBURANT INC. 1163132450	- ACTION SOLUTIONS SANS FIL V - ACTION WIRELESS SOLUTIONS V - FOCUS FLEET AND FUEL MANAGEMENT INC.	2014-05-07
3000151638	ASPLUNDH CANADA ULC 1148035307	- GESTION ARBORICOLE MIDLAND - MIDLAND VEGETATION MANAGEMENT	2014-05-09
3000159845	D'ARONCO, PINEAU, HEBERT, VARIN INC. 1142783787		2014-05-13

Numéro d'identification à l'Autorité	Nom de l'entreprise et NEQ*	Fait affaire sous	Date d'émission
3000165623	CONSTRUCTION RAOUL PELLETIER (1997) INC. 1145641081		2014-05-13
3000167122	DAOUST LESTAGE INC. 1142632299		2014-05-09
3000173678	NORDIKEAU INC. 1146107272	- LES ENTREPRISES NORDIKEAU - NORDIKEAU AUTOMATISATION	2014-05-08
3000179583	BC2 GROUPE CONSEIL INC. 1166369067	- BC2 ARCHITECTURE - BC2 ARCHITECTURE DE PAYSAGE - BC2 DESIGN URBAIN - BC2 PLANEX - BC2 STRATÉGIES - BC2 URBANISME - GROUPE BC2 - GROUPE CONSEIL BC2FP	2014-05-09
3000180919	GROUPE MODULE CONSTRUCTION INC. 1169224004	- CONSTRUCTION GROUPE MODULE - CONSTRUCTION MODULE - CONSTRUCTION MODULE GROUPE - GROUP MODULE CONSTRUCTION INC. - MODULE CONSTRUCTION	2014-05-09
3000183818	SIGNALÉTIK INC. 1162233648		2014-05-09
3000185095	BELL MOBILITÉ INC. - BELL MOBILITY INC. 1143866029	- *ROUTE MC - 10-4.CA - ACE MC - AFTER HOURS MC - AIRBITZ MC - AMÉRIQUE NUMÉRIQUE MC - BDI - BELL MC - BELL MOBILITÉ - BELL MOBILITY - BELL MOBILITÉ INC. - CELLULAR ONE MC - CELLULAR SAMARITAN MC - CIRCLE-BROKEN & DESIGN MC - CITÉ SANS FIL MC - CLUB MOBILITÉ MC - CLUB MOBILITY MC - CONTACT CANADA MC - CONTACT MC - CONVERTO MC - DASHBOARD MC - DATA TO GO MC - DIAMOND DESIGN MC - DIGITAL DATA TO GO MC	2014-05-12

Numéro d'identification à l'Autorité	Nom de l'entreprise et NEQ*	Fait affaire sous	Date d'émission
--------------------------------------	-----------------------------	-------------------	-----------------

- DIGITAL NORTH AMERICA MC
- E-MAIL RELAY & DESIGN MC
- EPAGER MC
- E-PAGER MC
- ÉQUIPE POUR JOUER DEHORS MC
- FLEXTALK MC
- FORFAITS MOBILITÉ MC
- GET REAL MC
- GRAB N' GO MC
- ISTN MC
- JOINT ACCOUNT MC
- L'ADJOINT MC
- LE BON SAMARITAIN CELLULAIRE MC
- LIBRECONTACT MC
- LIVRAISON ASSURÉE MC
- MAKE YOUR PHONE YOUR OWN MC
- MAPME MC
- MESSAGE ALERT MC
- MESSAGEPRO MC
- MOBILE BROWSER MC
- MOBILITAS MC
- MOBILITE-ENTREPRISE MC
- MOBIPOINT MC
- NETVOCAL MC
- OFFICE LINK MC
- PAGELINK MC
- PAGETTE MC
- PCS PLUS MC
- POWERSHARING MC
- POWERTIME MC
- PRET-A-PARLER MC
- REALTIME MC
- SCP PLUS MC
- SITUEZ-MOI MC
- SITUEZ-MOI.CA
- SKYTEL MC
- SKYTEL.CA
- SOLO
- SOLO MOBILE
- SURE PAGE DELIVERY MC
- TABLEAU DE BORD MC
- TALK TO YOUR HEARTS CONTENT MC
- TELEBEEP MC
- TELECOURRIEL MC

Numéro d'identification à l'Autorité	Nom de l'entreprise et NEQ*	Fait affaire sous	Date d'émission
		<ul style="list-style-type: none"> - TELEFURETEUR MC - THE BEEPER PEOPLE & DESIGN MC - THE CHEEPER BEEPER COMPANY & DESIGN MC - THE FIRST PAGE MC - THE MORE YOU TALK THE MORE YOU SAVE MC - THE ONLY WAY TO GO MC - THERE IS A DIFFERENCE MC - VIRTUO MC - VOICENET MC - WEB DIRECT MC - WEBDIRECT MC - WIRELESS CAMPUS MC - WORK BETTER.LIVE SMARTER MC 	
3000185763	RIAL ELECTRIQUE INC. 1162163670	- RIAL	2014-05-09
3000195538	BARIN S.E.N.C.R.L. 3367893149	<ul style="list-style-type: none"> - BARIN ARCHITECTS, LLP - BARIN ARCHITECTS, G.P. 	2014-05-07
3000196341	GESTION DE PROJETS AXIS INC. 1164787492	- AXIS PROJECT MANAGEMENT INC.	2014-05-05
3000216221	GROUPE ALLAIREGINCE INFRASTRUCTURES INC. 1144045714	<ul style="list-style-type: none"> - GROUPE ADE - LES BOISÉS MARTEL - LES ENTREPRISES ALLAIRE ET GINCE - LES TERRASSEMENTS ALLAIRE ET GINCE 	2014-05-09
3000220476	SIGNALISATION DE MONTRÉAL INC. 1169578284		2014-05-09
3000227745	LES ENTREPRISES HORTICOLES C.C.S. INC. 1142275453	<ul style="list-style-type: none"> - CCS HORTICOLE - LES ENTREPRISES HORTICOLES CCS INC. 	2014-05-12
3000231062	CLAUDE CORMIER & ASSOCIES INC. 1141487133		2014-05-08
3000231669	9095-9867 QUÉBEC INC. 1149611262	- GESTION MULTIFORME INC.	2014-05-08
3000233872	BERNARD MALO INC. 1143239102		2014-05-13
3000233970	LES PAVAGES CEKA INC. 1160427812	- INS-SIGN SIGNALISATION	2014-05-13

Numéro d'identification à l'Autorité	Nom de l'entreprise et NEQ*	Fait affaire sous	Date d'émission
3000235497	GROUPE ENDEAVOUR INC. 1165712598	<ul style="list-style-type: none"> - CONSTRUCTION GTM - GTM CONSTRUCTION - ENDEAVOUR GROUP - ENDEAVOUR GROUP INC. - GLOBE ASPHALTE INTERNATIONAL - GLOBE LIGNE - GLOBE LINE - GROUPE ENDEAVOUR - LES GRANDS TRAVAUX DE MONTRÉAL (CONSTRUCTION) 	2014-05-08
3000245128	EXPRESS HAVRE ST-PIERRE LTÉE 1141784992		2014-05-08
3000257686	AQUAPERA INDUSTRIES INC. 1161460945		2014-05-07
3000262046	PAVAGES UNIS G.L. INC. 1143287002		2014-05-09
3000265329	CONSTRUCTION RAYNALD TISSEUR INC. 1149222300		2014-05-09

8.4.2 Retraits volontaires d'une autorisation

Aucune information.

8.4.3 Révocations, suspensions et autres modifications

Aucune information.

8.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

9.

Régimes volontaires d'épargne-retraite

- 9.1 Avis et communiqués
 - 9.2 Réglementation
 - 9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire
d'épargne-retraite
 - 9.4 Autres décisions
-

9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.